

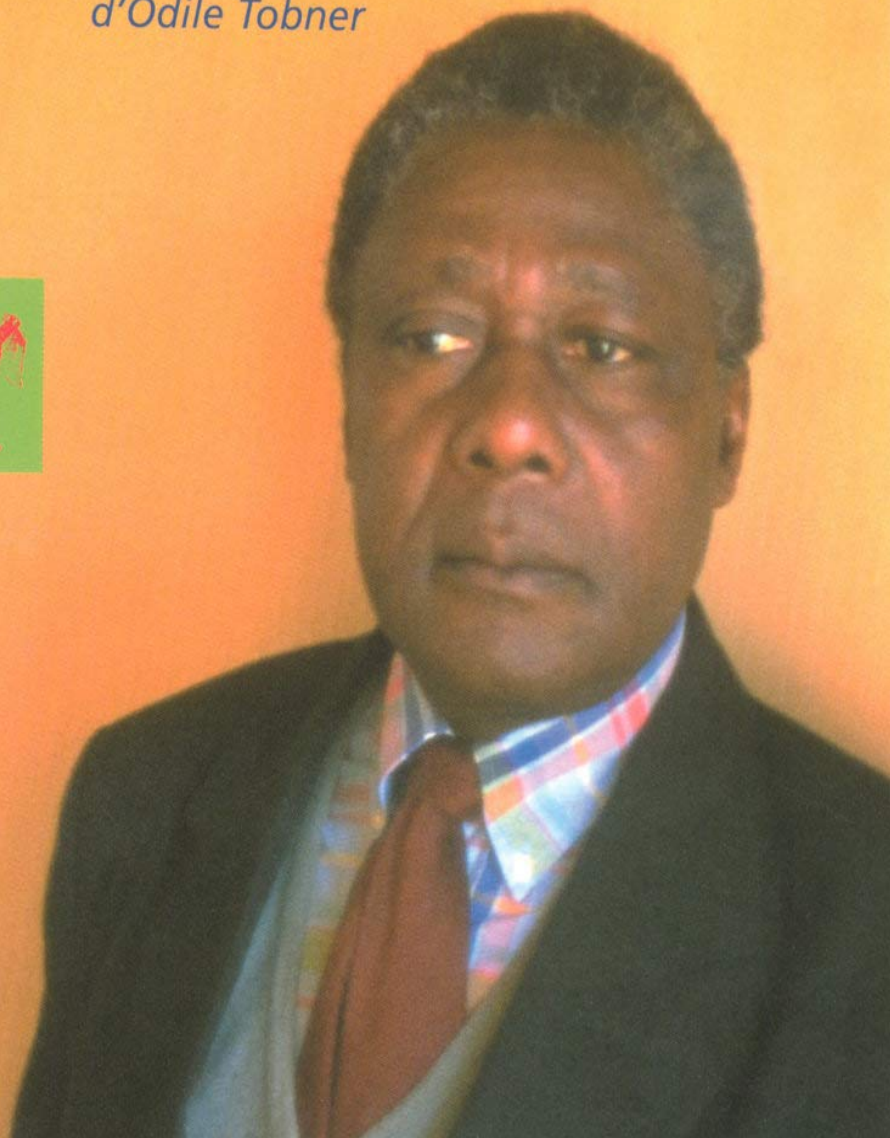
Mongo Beti
La France contre
l'Afrique

Retour au Cameroun

*Préface et postface inédites
d'Odile Tobner*



La Découverte / Poche



MONGO BETI LA FRANCE CONTR L'AFRIQUE retour au cameroun preface et postface par ODILE TOBNER

Les pays d'Afrique en 2008



Préface

En 1960, le général de Gaulle a dû accorder l'indépendance à nos colonies africaines. Mais la France n'a jamais cessé de s'intéresser de très près à ces pays fraîchement libérés de sa tutelle et a souvent continué de les diriger en sous-main grâce aux conseillers français demeurés sur place.

Le grand ordonnateur de cette politique néocolonialiste a été Jacques Foccart, secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches. Il a longtemps régné sur l'Afrique francophone, faisant et défaisant les gouvernements, organisant quand il le fallait des coups de main pour redresser ici ou là une situation compromise. Non sans avoir tissé des liens personnels, presque paternels, avec la plupart des dirigeants de l'Afrique noire.

Le fait que Foccart, grand manitou des Affaires africaines, ait été aussi le principal conseiller du Général, montre bien que de Gaulle portait une attention particulière à cette question, surtout quand il a été débarrassé du fardeau algérien.

Même aujourd'hui, et alors que nos intérêts dans notre ancien pré carré francophone sont de plus en plus menacés par la Chine, il ne fait pas bon critiquer les liens traditionnels qui unissent la France aux dirigeants de nos anciennes colonies. Jean-Marie Bockel, éphémère secrétaire d'État à la Coopération, l'a appris à ses dépens : ayant osé mettre en cause la Françafrique et ses mauvaises habitudes, il a été prestement remercié par Nicolas Sarkozy. Mais il en avait été autrefois de même lorsque son homologue socialiste, Jean-Pierre Cot, avait voulu en 1981 profiter de l'élection de François Mitterrand pour établir des rapports moins ambigus avec les États francophones d'Afrique... C'est donc dire combien le sujet reste sensible.

Les dessous de la Françafrique

En fait, depuis des décennies, Paris n'a jamais cessé d'imposer sa tutelle et de tout faire pour préserver ses intérêts économiques et politiques en Afrique (uranium nigérien, pétrole gabonais, cacao ivoirien, etc.). Pour réaliser cette ambition, les gouvernements français successifs ont utilisé toute la panoplie des moyens mis à leur disposition : putschs, coups tordus des services secrets, interventions des garnisons laissées en place à l'issue de la colonisation, envois de mercenaires, accords secrets passés avec les dirigeants autorisant Paris à s'immiscer dans les affaires intérieures, constitutions de réseaux barbouzards, pressions économiques... Mais parfois ces immixtions ont donné lieu à des aventures sanglantes et même à de véritables massacres dont la France porte la responsabilité... Par exemple au Cameroun.

Rares sont donc nos anciennes colonies qui ont vécu sans drames leur accession à l'indépendance et les années qui ont suivi. Car, d'une façon générale, les anciens États coloniaux, parce que la France n'est pas la seule à être en cause, ont mal préparé la décolonisation : à quelques exceptions près, on s'était bien gardé de former les cadres susceptibles de diriger ces nouveaux États.

À rebours, ces liens de dépendance entre l'ancienne métropole et ses ex-colonies ont permis aussi à quelques caciques de la Françafrique — un néologisme créé par l'Ivoirien Houphouët-Boigny — de se mêler de la politique française et même de tenter de l'influencer en distribuant des fonds à tel ou tel parti ou candidat à une élection. Il est par exemple de notoriété publique que Bongo, président inamovible du tout petit Gabon, a souvent été très généreux avec les partis de droite dont les dirigeants, dès leur victoire, ont aussitôt témoigné de leur reconnaissance par un voyage à Libreville ou en interdisant la justice — ce fut encore le cas très récemment — de s'intéresser au patrimoine immobilier extravagant dudit Bongo dans la capitale française.

Mais aujourd'hui, un an et demi après l'élection de Nicolas Sarkozy, existe-t-il encore une politique française en Afrique ? Force est de constater que si elle perdure, elle est d'abord pétrie de contradictions.

D'un côté, il faut observer la réapparition d'un cheval de retour de la Françafrique, Maître Bourgi, l'un des meilleurs disciples de Jacques

10

Préface

Foccart qui a aujourd'hui l'oreille de l'Élysée. Mais de l'autre, on ne peut pas ne pas noter que la France aspire à se désengager en renonçant progressivement à maintenir des garnisons dispendieuses sur le continent. Paris donne donc l'impression de naviguer à la godille au gré des péripéties judiciaires qui concernent plusieurs dirigeants africains et des éruptions sécuritaires du ministre Hortefeux lorsqu'il veut par exemple barricader la France, procéder à des expulsions quantifiées ou imposer des tests génétiques aux candidats au regroupement familial. Autant de mesures jugées vexatoires et injustes de l'autre côté de la Méditerranée.

Et que penser du fameux discours de Dakar prononcé par Sarkozy en juillet 2007 et écrit par son conseiller Henri Guaino ? Un texte aux propos éculés qui ne méritait ni les excès polémiques qu'il a suscités (les accusations de racisme et de paternalisme) ni l'affirmation que cet appel aux jeunes Africains fonderait de nouveaux rapports entre notre pays et l'Afrique. Mais était-il nécessaire de broser le portrait d'un paysan africain qui ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par les mêmes gestes ? Bref, un homme immobile qui n'a pas encore compris les bienfaits du progrès ! Et fallait-il souligner les bienfaits de la mission colonisatrice de la France, quitte à admettre les crimes qu'elle a engendrés ?

En réalité, l'action principale du président de la République consiste à jouer les VRP de luxe et à mettre en valeur les capacités de nos industriels dont beaucoup sont par ailleurs de ses amis personnels. C'est dans cette mesure, de plus en plus modeste, que survit vaille que vaille ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la Françafrique¹ !

Madagascar : le piège et l'horreur

Cent mille morts ! Cent mille personnes tuées sur ce qui était encore le sol français et par des soldats français ! Mais ce massacre est tout juste évoqué dans les livres d'histoire. Quelques lignes à peine. Passé sous silence. Relégué dans les coulisses de l'Histoire. Oubliés tous ces morts qui ne peuvent que déranger au pays des droits de l'homme. Et pourtant c'était hier en 1947. Mais loin, très loin de la métropole. Dans une colonie où l'on pouvait tuer impunément, sous les ordres de généraux français et sans même encourir la moindre réprimande d'un gouvernement qui regroupait alors des démocrates-chrétiens, des socialistes et des communistes.

C'était donc à Madagascar, la Grande Île ou encore l'Île Rouge, comme on l'appelle. Paris y a envoyé des troupes coloniales pour mater une insurrection indépendantiste qui a commencé par des tueries d'Européens. Pendant de longs mois, les rebelles subissent une répression très dure, impitoyable. Pourchassés, affamés, les insurgés finissent par se rendre les uns après les autres. Plusieurs d'entre eux sont jugés et condamnés à mort. Mais bien d'autres sont sommairement exécutés. Et les rares témoins font état de nombreuses exactions : tortures, villages détruits, etc. De nouveaux Oradour !

En 1948, l'affaire est entendue : les « événements de Madagascar », comme on dit pudiquement en métropole, ont vécu. C'est le hautcommissaire lui-même qui donne le chiffre de cent mille morts. Un Malgache sur quarante a donc été tué. Tandis que du côté des militaires et des colons, on recense cinq cent cinquante morts.

Aucun soldat, aucun policier, aucun fonctionnaire ne sera sanctionné, alors que le gouvernement était parfaitement informé de la

Les dessous de la Françafrique

situation sur le terrain. Mais le drame s'est déroulé dans la plus parfaite indifférence de la métropole. Le sort des Malgaches n'a guère ému une population mal informée et bien plus concernée par les restrictions de l'après-guerre et les nombreuses grèves suscitées par le parti communiste.

Les indépendantistes malgaches ont été manipulés. En déclenchant cette sanglante insurrection, ils sont tombés dans un piège. Mais on ne parlera plus d'indépendance avant la fin des années 1950.

Pour bien comprendre, il faut d'abord analyser la situation de la Grande Île pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Comme les autres colonies françaises, l'île est d'abord administrée par des fonctionnaires fidèles à Vichy. Cependant, en 1942 des troupes anglaises débarquent à Madagascar qui occupe une position stratégique dans l'océan Indien. Elle commande la route maritime vers les Indes. Pour les Alliés, il est donc important de contrôler Madagascar.

Les forces vichystes résistent et on observe quelques affrontements armés. Cependant les Britanniques sont les plus forts. Mais d'après les accords signés avec Londres, c'est la France combattante qui devait reprendre possession de Madagascar. Le général de Gaulle, chef de la France libre, si sourcilieux dès qu'il s'agit de l'intégrité des possessions françaises, tempête et se dispute une nouvelle fois avec Churchill. Toutefois, un accord est trouvé à la fin de l'année 1942. Les droits de la France libre sur Madagascar sont reconnus. Cependant, la défense de l'île sera assurée conjointement avec la Grande-Bretagne dont le contingent présent à Madagascar ne quittera les lieux qu'en 1946. À l'évidence Londres avait des vues sur Madagascar et l'on a même prétendu, sans apporter de preuves, que les Britanniques auraient encouragé l'insurrection de 1947.

Les aspirations indépendantistes ont toujours existé à Madagascar où la colonisation française était relativement récente. C'est seulement à la fin du XIX^e siècle que le général Gallieni dépose la reine Ranavalona. Gallieni, nommé premier gouverneur de l'île, règne d'une main de fer et instaure le travail forcé qui n'est autre qu'une forme d'esclavage. le

Madagascar • piège et l'horreur

Naturellement, certains Malgaches protestent. Mais ils sont emprisonnés ou envoyés au bagne. Ce qui n'empêche pas le sentiment indépendantiste de perdurer. Il s'exprime en particulier à travers des sociétés secrètes. Au début des années 1940, il en existe au moins deux : le Pa.Na.Ma., les Patriotes nationalistes malgaches, et le Jina, du nom d'un oiseau de l'île. Ce sont des mouvements clandestins et très radicaux partisans de la manière forte pour arracher l'indépendance de leur pays.

Lorsque vient la fin de la guerre, les Malgaches attachés à recouvrer la souveraineté de leur île sont plutôt optimistes. D'abord à cause du fameux discours de Brazzaville prononcé par le général de Gaulle. Le chef de la France libre y a promis à tous les peuples d'outre-mer l'accès à la citoyenneté dans le cadre de l'Union française. Ensuite, la France a signé la charte de l'ONU en 1945. Une charte qui proclame la nécessité de donner l'indépendance aux peuples qui peuvent se gouverner eux-mêmes. Enfin il existe l'espoir, tout à fait déraisonnable, que les Américains, qui ont libéré les Français, viendront les libérer à leur tour. En même temps, en Indochine, Paris semble prêt à passer un accord avec Hô Chi Minh.

À tous ces signes importants s'ajoute le fait que les autorités françaises conscientes de l'aspiration nationaliste ont lâché du lest. Le travail forcé est supprimé, on procède à un élargissement du suffrage électoral et désormais les Malgaches peuvent être politiquement représentés, non seulement sur l'île mais aussi en métropole à l'Assemblée constituante réunie en 1945 où figurent trois députés de l'île : deux médecins, les docteurs Raseta et Ravoahangy, et un futur écrivain et poète, Jacques Rabemananjara.

Bientôt, en 1946, alors qu'ils viennent d'être élus à l'Assemblée nationale, ces trois hommes créent leur parti, le MDRM, Mouvement démocratique de la rénovation malgache. Culturellement très proches de la France, ils désirent le maintien de Madagascar au sein de l'Union française mais veulent que leur île soit un État libre, pourvu d'un gouvernement, d'un parlement, d'une armée et gérant de façon indépendante ses finances. Cependant ces légalistes récusent l'utilisation de la violence et prônent la négociation. Ils passent d'ailleurs rapidement aux actes en

plaidant directement leur cause à l'Assemblée nationale. Mais leur demande n'est même pas examinée par les députés. Ce refus méprisant qui les déçoit et les blesse s'explique aisément. Il faut y voir d'abord l'influence du lobby colonial, pour qui donner l'indépendance à une seule de nos colonies serait ouvrir la boîte de Pandore. Et puis il y a l'Indochine où la guerre fait rage. À Paris, on estime que l'indépendance de Madagascar serait un exemple fâcheux pour les Vietnamiens.

Dans l'île où seulement trente-cinq mille Européens vivent au milieu de quatre millions de Malgaches, la réaction est très négative. Les trois députés y sont très populaires et leur parti, le MDRM, recrute à tour de bras, engrangeant des dizaines et des dizaines de milliers de militants. Très vite, le climat devient très tendu, quasi insurrectionnel, même si les sociétés secrètes s'abstiennent de s'opposer frontalement et choisissent d'entrer dans le MDRM, avec l'espoir d'influencer et de radicaliser les positions de ce parti modéré.

Ici et là, on observe des petites émeutes, des grèves sauvages, des agressions contre les membres des forces de l'ordre. Des menaces sont aussi proférées contre les colons. La situation se tend encore un peu plus lorsque, dans le courant de l'année 1946, les milliers de soldats malgaches mobilisés pendant la Seconde Guerre mondiale reviennent enfin au pays, après avoir erré de camp en camp ou servi abusivement de main-d'œuvre gratuite sur des chantiers.

Ce sont donc des hommes très mécontents qui rentrent à Madagascar. D'autant qu'ils n'ont touché qu'une modeste prime et qu'on ne leur a pas vraiment su gré d'avoir combattu pour la France. Ces soldats démobilisés qui viennent grossir les rangs des indépendantistes sont à l'origine de nombreux incidents et inspirent une peur bleue aux colons.

Jean-Pierre Langellier¹ :

Le courant en faveur de l'indépendance, de plus en plus ressentie comme un dû, a gonflé au fil des ans. En perte de prestige depuis sa défaite en 1940, la France n'est plus invin-

I. Le Monde, mars 1997.

Madagascar : le piège et l'horreur

cible. Pendant six ans, quinze mille Malgaches ont servi dans les rangs de son armée. Dans la Grande Île, l'effort de guerre imposé par la France libre — travail forcé, réquisitions, impôt du riz — a alourdi le fardeau quotidien. La Charte des Nations unies a promis l'émancipation aux peuples encore assujettis. Les députés malgaches exaltent l'avènement de cet « ordre nouveau », dans un climat de relative liberté. La déception sera rapide, et immense. Les anciens combattants, tardivement démobilisés, reçoivent de retour au pays une prime dérisoire. Ulcérés que la France se montrât si ingrate, beaucoup de tirailleurs deviendront insurgés. En un an, le vent de la liberté a tourné. La France de la IV^e République naissante n'est plus celle de [a Libération. Elle pratique le double langage, prônant le dialogue, recourant à la force. Oublieuse de ses promesses, confrontée à la crise indochinoise, elle privilégie d'autres impératifs : les intérêts des colons, l'attachement de l'armée et de certains milieux d'affaires à la suprématie française, le maintien de Madagascar dans l'espace stratégique occidental.

Ces colons effrayés sont naturellement opposés au MDRM, le parti indépendantiste, et ne se privent pas de le faire savoir au haut-commissaire mais aussi à Paris. Pour eux, il convient de combattre ces séparatistes avec la plus grande vigueur.

L'administration coloniale est alors dirigée à Tananarive par un homme éclairé, Marcel de Coppet, un socialiste ami d'André Gide qui a autrefois publié des textes très violents contre le colonialisme. Pourtant, sous la pression des colons et de Paris où le ministre des Colonies est un autre socialiste, Marius Moutet, ce haut fonctionnaire n'en suscite pas moins la création d'un autre parti destiné à faire pièce au MDRM. Il a en effet reçu des consignes très strictes : il lui faut briser par tous les moyens les revendications indépendantistes.

La manœuvre consistant à fonder ce nouveau parti profrançais est particulièrement machiavélique. À commencer par son intitulé, le

PASDEM, c'est-à-dire le Parti des déshérités. Il recrute en priorité chez les Malgaches de la côte. Des gens qui ont été autrefois les esclaves d'une autre ethnie plus aristocratique installée sur les hauts plateaux, les Hova. Or, justement, le MDRM est particulièrement bien implanté chez les Hova. En créant ce parti concurrent, on essaie donc de dresser les pauvres contre les riches et une ethnie contre une autre. Mais ce n'est pas la première fois que le colonisateur joue à ce jeu dangereux.

Toutefois, cela ne suffit pas à juguler l'influence des indépendantistes du MDRM qui, au début de l'année 1947, obtiennent un grand succès aux élections provinciales, malgré le bourrage des urnes pratiqué par les colons et l'administration. Cependant, aux élections locales suivantes, en mars, le PASDEM progresse. Pas suffisamment quand même pour éviter l'insurrection que tout le monde attend à partir de la mimars 1947. Certains avancent même une date : ce sera pour le 29 mars !

Pourtant, au Haut-Commissariat, rien n'est fait pour empêcher ou contenir cette inéluctable explosion, en dépit des rapports très précis qui sont parvenus à l'administration. Des officiers, des responsables locaux, des prêtres également, ont donné l'alerte. En vain. Alors même que la police quadrille l'île d'une façon très efficace et dispose d'un grand nombre d'indicateurs.

Le chef de la Sûreté ne peut ignorer ce qui se prépare. Mais, officiellement, il n'y croit pas ! Cependant, le soir du 29 mars — c'est un samedi — les troupes sont consignées et il est conseillé aux colons isolés de faire preuve de la plus grande prudence. Certains n'ont d'ailleurs pas attendu et ont provisoirement abandonné leurs plantations tandis que d'autres se sont armés.

Les trois députés, Raseta, Ravoahangy et Rabemananjara, sont évidemment informés. Mais, contrairement à ce que prétendront les autorités coloniales et le gouvernement de Paul Ramadier, ils ne sont pas les initiateurs du mouvement même si des gens du MDRM vont y participer activement. Mieux, deux jours auparavant, le 27 mars, ils ont envoyé un télégramme à toutes les sections de leur parti demandant à leurs militants de garder leur sang-froid et de ne pas céder aux provocations. Et ils ont, par la même occasion, réitéré leur volonté de

Madagascar : le piège et l'horreur

mener leur combat de manière pacifique ! Ils ont aussi proposé que le texte de ce télégramme soit affiché un peu partout dans l'île. Mais, dans certaines localités, la police, sur ordre du chef de la Sûreté, fait arracher les affiches, exactement comme s'il voulait que cet appel au calme ne soit pas entendu. Il est évident que les trois députés craignaient que certains de leurs militants soient manipulés et tombent dans le piège qui pouvait leur être tendu.

Autre point très important : les dirigeants du MDRM ont prévu d'organiser au début du mois d'avril les premières assises du parti. Et ils entendent faire de cette manifestation une impressionnante démonstration de force en faveur de l'indépendance. Mais l'insurrection, éclatant juste avant, saborde ce rassemblement pacifique.

Le 29 mars, dans la nuit du samedi au dimanche, des hommes armés de sagaies ou d'autres armes blanches se lancent à l'assaut de postes de gendarmerie ou de bâtiments administratifs situés dans un district de la côte orientale. Leur objectif est de s'emparer des armes. Dans le même secteur, un camp militaire est attaqué. Mais les assaillants, au nombre de deux mille, échouent et sont repoussés.

Les insurgés, à l'évidence, manquent d'armes et de moyens de communication. Mais ce qui frappe tout de suite, c'est leur détermination et leur violence. Des militaires, des colons sont tués, massacrés. Des bâtiments sont pillés, incendiés. Seuls, les femmes et les enfants sont relativement épargnés. Le choc est d'autant plus grand que les Malgaches ont plutôt la réputation d'être doux et pacifiques.

Les rebelles n'ayant pas réussi à enflammer l'île toute entière, ce début d'insurrection est un échec car, la plupart du temps, les mutins n'ont pu se procurer des armes. Pourtant, dans les jours qui suivent, l'insurrection s'étend sur toute la côte orientale et commence à s'organiser. On estime alors que les rebelles sont au nombre d'une vingtaine de mille.

Au début, le Haut-Commissariat ne dispose pas de forces militaires suffisantes pour s'opposer efficacement. Et il faut attendre plusieurs semaines avant de voir débarquer sur l'île des éléments de la Légion étrangère et des troupes coloniales, essentiellement des tirailleurs sénégalais.

Mais c'est sur le plan politique que la réaction est la plus vive et la plus révélatrice. Immédiatement, le MDRM est montré du doigt ! Dans l'île, les colons, les premiers, exigent que le parti indépendantiste soit poursuivi pour complot contre la Sûreté de l'État, tandis qu'à Paris le président du Conseil, Paul Ramadier, accuse le parti séparatiste d'être seul responsable des événements de Madagascar. Des événements qui, d'ailleurs, ne trouvent pas un grand écho en métropole.

Les chefs du parti ripostent en affirmant qu'ils sont parfaitement étrangers au déclenchement de l'insurrection. Au contraire, ils la désavouent, dénoncent les crimes commis par les rebelles et se proposent pour tenter une opération de médiation. Mais ils ne sont pas entendus puisque l'objectif est de détruire leur parti et de les réduire eux-mêmes au silence.

Jacques Tronchon¹ :

Le 1^{er} avril, le haut-commissaire reçoit Ravoahangy, Rabemananjara et Rahevivo. Ils'entend dire que le ML)RM est complètement étranger à toute agitation antifrançaise, et que les responsables du parti déplorent les douloureux événements survenus depuis deux jours. Ses trois interlocuteurs l'informent aussi de la teneur du télégramme qu'ils ont diffusé le 27 mars. Ils sollicitent enfin la possibilité de faire afficher dans tout Madagascar, ou au besoin de radiodiffuser une « proclamation » désavouant l'insurrection de manière catégorique : « Nous réproprouvons de la façon la plus formelle ces actes de barbarie et de violence et nous espérons que la justice fera jaillir toute la vérité et déterminera la responsabilité de ces crimes. Nous tenons à protester avec indignation et avec la dernière énergie contre les accusations faites ou insinuées par une certaine presse à notre endroit et à l'égard de la politique de notre parti. Nous affirmons solennellement que le bureau politique du MDRM n'a jamais participé à la machination et à la réalisation de ces actes odieux. »

Madagascar : le piège et l'horreur

1. Frère franciscain vivant à Madagascar, il a publié en 1974 chez Maspero le livre de référence sur ces événements, L'insurrection malgache de 1947, au terme d'une longue enquête sur le terrain et la découverte d'archives inédites.

Mais les trois parlementaires malgaches se heurtent à une fin de non-recevoir. Toute tentative de médiation de leur part est rejetée. Leur démarche est même jugée suspecte et incongrue.

Deux de ces députés, Rabemananjara et Ravoahangy, sont très vite arrêtés en dépit de leur immunité parlementaire. La justice coloniale se soucie peu de légalité : pour justifier leur interpellation, elle invente « le flagrant délit continu ».

Ces élus sont donc emprisonnés, torturés et sommés de passer aux aveux ! L'un d'eux au moins reconnaît être l'instigateur de l'insurrection. Et il avoue du même coup que c'est le parti communiste français qui l'a influencé sinon poussé ! Il faut rappeler qu'à l'époque il y a encore des ministres communistes au gouvernement¹.

Bien évidemment, la manœuvre est cousue de fil blanc. Mais dans cette affaire, la position des communistes n'est pas très claire. S'ils s'opposent à la levée de l'immunité parlementaire des députés malgaches, ils ne montreront pas pour autant un enthousiasme débordant pour la cause des indépendantistes de Madagascar.

Le troisième député, le docteur Raseta, se trouve à Paris. Il est difficile en métropole de le traiter comme les deux autres. Mais il est lui aussi arrêté dès la levée de son immunité parlementaire. Pourtant le télégramme que les trois députés avaient envoyé à leurs militants et qui leur prescrivait de garder leur sang-froid aurait dû jouer en leur faveur. Le ministre des Colonies a prétendu qu'en réalité ce télégramme était truqué. C'était en fait, selon lui, un appel à l'insurrection et pas du tout un appel au calme !

Quoi qu'il en soit, avant même l'envoi des renforts de soldats, la police locale multiplie les arrestations chez les militants du MDRM. Leurs interrogatoires sont menés avec la brutalité coutumière. Il s'agit d'établir que

I. La rupture n'interviendra qu'au mois de mai 1947.

Les dessous de la Françafrique

2. Ces trois parlementaires seront jugés en 1948. Deux d'entre eux seront condamnés à mort et le troisième aux travaux forcés à perpétuité. Les condamnés à mort seront graciés, mais ils n'en resteront pas moins de longues années en prison.

c'est bien le parti indépendantiste qui est à l'origine des émeutes. C'est la conclusion à laquelle arrive le chef de la Sûreté peine dix jours après le début de l'insurrection. Cet homme, le commissaire Baron, a joué un rôle considérable dans cette tragique affaire. Il était très proche des colons. À la différence du haut-commissaire qui se méfiait plutôt de ces derniers. Ce policier était certainement l'homme le mieux informé de l'île et pourtant il a feint de ne pas croire au déclenchement imminent de l'insurrection. Il a donc été l'homme clé de la manipulation.

Contraint à la démission par le haut-commissaire à cause de ses méthodes, il ne tarde pas à retourner à Tananarive et, même sans détenir de fonction officielle, il continue à perpétrer des arrestations et à se livrer des interrogatoires sur les prisonniers.

Dès que les renforts militaires arrivent, la répression s'accroît. C'est une véritable guerre coloniale, avec son cortège d'horreurs et d'exactions, que mènent les militaires français. Mais plus le temps passe et plus les insurgés usent de violence. Contre les colons mais aussi contre leur propre peuple, pour contraindre les plus tièdes à se joindre eux, ou pour éviter que des hommes ne fuient leur camp. Mais il faut relativiser : il y aura un peu plus de cinq cents morts européens, dont trois cent cinquante militaires, alors qu'on dénombre presque cent mille morts indigènes. Ce chiffre est d'autant plus fiable qu'il a été fourni par les autorités qui, sur ordre, tenteront par la suite de revisiter à la baisse le nombre de morts malgaches.

La torture a été systématiquement utilisée contre les militants du MDRM. Mais il y a pire, si le pire existe. À Madagascar, l'armée expérimente pour la première fois de son histoire l'action psychologique. Afin de terroriser les villageois, des insurgés vivants sont jetés d'avions volant à basse altitude. On procède aussi à d'innombrables exécutions sommaires. Ainsi à Moramanga, Des arrestations massives ont lieu dans le secteur. Plus de cent cinquante personnes, des insurgés ou présumés tels, qui sont en réalité des otages, sont conduits en wagons à bestiaux jusqu'à la gare. Là, sous prétexte que des insurgés seraient sur le point de les délivrer, les militaires reçoivent l'ordre de tirer sur le train au canon et à la mitrailleuse. La

Madagascar : le piège et l'horreur

moitié des prisonniers succombent tandis que les autres sont acheminés vers la prison où ils sont interrogés. Mais leur calvaire n'est pas fini. Deux jours plus tard, ils doivent remonter dans les wagons. Pas pour longtemps. Quelques heures après, ils redescendent, sont conduits devant un peloton d'exécution et abattus. Seul l'un d'entre eux sortira vivant de ce massacre.

L'homme qui a donné l'ordre écrit de les exécuter est un général français.

Jacques Tronchon¹ :

Les récits les plus horribles circulent sur les atrocités de la répression dont les populations civiles sont victimes autant que les insurgés. Le gouvernement français, qui refuse tout d'abord d'envoyer sur place une mission d'enquête parlementaire, se décide cependant à confier à Gaston Defferre, ami de Marius Moutet, une fonction de *missi dominici*. Defferre accomplit sa mission à Madagascar en juin et juillet 1947. Il recueille un très grand nombre de doléances et de témoignages, de la part d'Européens et de Malgaches. Il fait ensuite un rapport assez complet où il étudie chaque cas de représailles ou d'exécutions sommaires qui lui a été soumis. On peut lire, parmi d'autres, cette relation symptomatique : « Au cours d'une tournée en brousse avec le gendarme Grenier, celui-ci fit dix-huit prisonniers. Il les amena à M. Pont (il s'agit d'un jeune chef de district) qui se trouvait à ce moment-là à quelques centaines de mètres de l'endroit où la capture avait été faite. M. Pont décida alors de faire procéder à l'exécution de ces prisonniers, ce qui fut fait séance tenante. Après quoi les corps des rebelles furent arrosés d'essence et brûlés. »

Il faut ajouter que toutes ces horreurs ont eu rarement des témoins et que les journalistes ont été systématiquement éloignés des théâtres

I. op.cit.

d'opérations. La métropole a donc tout ou presque ignoré ce qui se passait à Madagascar. Et d'ailleurs, il faut bien l'avouer, l'opinion s'en moquait un peu. C'est si loin, Madagascar ! Et ces histoires de séparatistes n'intéressaient pas grand monde. Le colonialisme avait encore bonne presse et l'essentiel était que la Grande Île reste dans le giron français.

Toutefois sur le terrain, l'affaire est loin d'être réglée. Malgré un corps expéditionnaire fort de presque vingt mille hommes bien armés, les insurgés résistent jusqu'à la fin de l'année 1948. Mais ils combattent dans des conditions de plus en plus difficiles. Ils ont trouvé refuge dans la brousse des hauts plateaux. De plus, isolés, souvent malades, ils souffrent aussi de la faim. Certains finissent par se rendre. D'autres préfèrent la mort au combat.

Leur échec était programmé. Et d'abord parce qu'ils manquaient d'armes. On a estimé que ces milliers de rebelles ne disposaient en tout et pour tout que de deux cent cinquante fusils. Contre une armée moderne équipée de blindés, ils n'avaient aucune chance de s'en sortir !

Restent à expliquer les ressorts du piège dans lequel ils sont tombés, eux et les dirigeants du MDRM. La manipulation s'est faite par ces sociétés secrètes, le Pa.Na.Ma. et le Jina, deux mouvements largement infiltrés par la police de Baron et poussés à la faute. Ce sont en effet des militants de ces organisations clandestines qui ont été à l'origine du déclenchement de l'insurrection. On leur a laissé entendre que les dirigeants du MDRM n'étaient que des modérés, des pleutres, qui n'oseraient jamais s'opposer aux autorités françaises. C'était donc à eux de passer à l'action ! Plus grave encore, on leur a aussi laissé croire que dès le début de l'insurrection, ils recevraient de l'aide de l'étranger. Et il est vrai que, pendant très longtemps, ils ont cru que les États-Unis viendraient à leur secours.

Quant aux auteurs de cette manipulation, ce sont clairement les colons et la Sûreté, c'est-à-dire tous ceux qui trouvaient que les autorités françaises à Madagascar ne luttaient pas assez vigoureusement contre les séparatistes. Ils ont donc provoqué cette explosion pour obliger Paris à agir fermement, quitte à provoquer un véritable bain de sang.

Madagascar : le piège et l'horreur

Mais il faut encore aller plus loin : certains colons, les plus extrémistes, auraient envisagé sans déplaisir de prendre des distances avec

Madagascar • piège et l'horreur
le

la France. En établissant un véritable pouvoir blanc, à l'image de ce qui se passait en Afrique du Sud, coute proche, tant ils se méfiaient de ces premiers gouvernements de la IV^e République où siégeaient des communistes. Et ils avaient peur qu'un jour ou l'autre, sous l'influence de ces derniers, la France n'abandonne ses colonies.

Biafra : la « guerre de la famine »

Les images de ce terrible conflit ont frappé durablement les consciences internationales. Pour la première fois, on voyait sur nos écrans ou à la première page de nos journaux de petits enfants africains aux membres squelettiques, au ventre gonflé, aux yeux trop grands dans leur pauvre visage décharné. C'était à la fin des années 1960. Les téléspectateurs découvraient un pays inconnu, le Biafra ! Une région lointaine où la guerre provoquait la mort de dizaines de milliers d'enfants. Un conflit où la famine même devenait une arme entre les mains des acteurs de la confrontation. Enfin, il ne faut pas l'oublier, ces tragiques événements ont permis à une poignée de médecins courageux d'inventer la notion d'ingérence humanitaire. Les « French Doctors », comme on va les appeler, seront désormais présents sur les théâtres d'opérations du monde entier.

La France et ses services spéciaux ont été très impliqués dans cette affaire, au-delà même du raisonnable. Dans cette mesure, notre pays porte certainement une lourde responsabilité.

Pourtant, le Biafra et l'entité à laquelle il appartient, le Nigeria, ne font pas partie de la sphère d'influence francophone. Alors, au nom de quels intérêts supérieurs les autorités françaises de l'époque ont-elles décidé d'agir, plus ou moins secrètement, dans cette guerre qui a provoqué la mort de deux millions d'Africains ?

L'Afrique a longtemps été — et est encore dans une certaine mesure — notre pré carré, un continent où notre influence devait être préservée car nous y possédions d'énormes intérêts économiques.

Les dessous de la Françafrique

Mais au Nigeria, la France s'est mêlée de ce qui ne la regardait pas, bien que le fait que cette ancienne colonie britannique soit entourée de pays francophones ne soit pas étranger à cette affaire.

Ce pays, géographiquement deux fois grand comme la France, a également accédé à l'indépendance en 1960. Comme beaucoup d'autres anciennes colonies, sa population est constituée d'un amalgame d'ethnies. Le colonisateur ne s'est en effet jamais soucié de former des ensembles homogènes et a nié le fait tribal. Les frontières qu'il a tracées et qui ont été malheureusement pérennisées lors de l'indépendance, n'avaient souvent pour seul objectif que de marquer les limites de ses conquêtes territoriales. Ainsi des peuples traditionnellement hostiles ont-ils été forcés de vivre ensemble.

Le Nigeria, république fédérale composée de trois puis quatre États, est donc un vrai puzzle, tant ethnique que religieux. Au Nord, on y est plutôt musulman, tandis que le Sud est chrétien ou même animiste.

Le Biafra, situé au sud-est du pays, regroupe dans les années 1960 entre douze et treize millions d'habitants, appartenant en majorité à la tribu des Ibo qui sont généralement chrétiens. La région n'est pas la plus peuplée du Nigeria mais certainement la plus dynamique. En outre, les Ibo sont souvent plus éduqués que les autres Nigériens et ils ont essaimé dans tout le pays.

Il faut ajouter — et c'est naturellement très important — qu'au début de cette décennie des gisements de pétrole viennent d'être découverts au Biafra et alentour.

Les premières difficultés du Nigeria surgissent au début de 1966. Un petit groupe d'officiers d'origine Ibo liquide une vingtaine de dirigeants du Nord et s'empare du pouvoir. Pour peu de temps. Le chef d'état-major des armées, bien qu'il soit lui aussi Ibo, organise un contreputsch. Une opération en trompe l'œil : les putschistes, appartenant à sa propre ethnie, ne seront pas jugés. Mais ces événements provoquent une véritable réaction en chaîne.

Les Nigériens du Nord brûlent d'en découdre et de se venger. Ils passent bientôt à l'action : des Ibo sont pourchassés, massacrés, victimes de véritables pogroms. Des centaines de milliers d'autres fuient et, ter-

Biafra : la « guerre famine »
de la

rorisés, tentent de revenir chez eux. Les étudiants Ibo qui tombent entre les mains des tueurs ont la main droite coupée : le symbole est aussi terrible que spectaculaire, il faut les empêcher d'écrire.

Dans le même temps, un nouveau coup d'État militaire perpétré par des officiers du Nord chasse les Ibo du pouvoir. L'homme qui est à leur tête, le lieutenant-colonel Gowon, est chrétien. Mais la plupart des nouveaux dirigeants sont musulmans. Sous la coupe des tribus du Nord, ce putschiste entreprend une réforme administrative clairement dirigée contre les Ibo. Le Nigeria est redécoupé en douze États et l'on en profite pour priver le Biafra de la majorité de ses richesses pétrolières,

Les Ibo, traumatisés par les massacres et ces dernières mesures de rétorsion, estiment que la sécession est inévitable. Dès la fin de l'année 1966, le gouverneur militaire de la région, le lieutenant-colonel Ojukwu, s'y prépare et ne semble nullement décidé à reconnaître l'autorité de son collègue Gowon.

Au début de l'année 1967, il commence par confisquer le matériel ferroviaire qui transite par le Biafra. Plus sérieusement encore, il entame des négociations directes avec les sociétés pétrolières installées dans la région. Enfin et surtout, il entreprend de constituer une armée biafraise. La suite est inéluctable : en mai 1967, Ojukwu saute le pas et proclame l'indépendance du Biafra.

Naturellement, le lieutenant-colonel a auparavant pris la précaution d'effectuer quelques démarches internationales. Il sait que l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar le soutiendront. Il pense aussi bénéficier du soutien plus discret du pouvoir blanc au sein du continent, Afrique du Sud et Rhodésie. Mais c'est essentiellement sur la France du général de Gaulle qu'il compte s'appuyer.

En effet, le président français n'est guère favorable au Nigeria : il n'a pas oublié qu'à la suite de l'explosion de la troisième bombe atomique française au Sahara, les Nigériens ont réagi vivement et même rompu un temps leurs relations diplomatiques avec notre pays. Cela ne suffit toutefois pas à expliquer l'intérêt de la France pour le petit Biafra. La vraie raison, c'est le pétrole. Au Nigeria, le gâteau a été partagé entre la Shell, qui est anglaise, et une société française, une filiale d'Elf. Mais

Les dessous de la Françafrique

les Français s'estiment mal servis. Par conséquent, en encourageant la sécession biafraise, ils espèrent mettre la main sur les ressources pétrolifères du pays, lesquelles se trouvent justement au Biafra.

La troisième raison est stratégique : la France, à l'unisson de ses procégés africains, estime que le Nigeria est un pays trop grand par rapport à ses voisins de la région. C'est en particulier l'opinion de notre meilleur allié africain, le président ivoirien Houphouët-Boigny, qui souhaite que les frontières du Nigeria soient révisées. Pour aboutir, il ne va pas hésiter à s'engager à fond.

Toutefois, il est évident que la question pétrolière décide d'abord de la position française. Cependant le pari est risqué : en cas de défaite des Biafrais, la France risque de perdre ce qu'elle possède déjà au bénéfice des compagnies anglo-saxonnes. Des sociétés pétrolières qui financeront largement la guerre du côté nigérian tandis que Elf agira de la même façon avec les sécessionnistes.

Mais, à l'occasion de la terrible guerre qui ne tarde pas à s'engager, on assiste aussi à la formation de curieuses alliances. Du côté nigérian, les Soviétiques rejoignent les Anglais tandis que les Chinois choisissent le camp biafrais, au côté des Français, des Espagnols, des Portugais et des Sud-Africains.

Certains de ces soutiens sont essentiellement politiques. D'autres sont militaires et se traduisent en fournitures d'armes. En toute discrétion, bien sûr.

La position de la France est ainsi exemplaire. La France exprime publiquement sa sympathie pour le peuple biafrais (ce « brave petit peuple » comme dira un jour de Gaulle) et lui fournit des médicaments. Cependant, officiellement, en aucun cas elle ne livre d'armes et n'intervient dans ce conflit intérieur, même s'il s'agit d'un secret de Polichinelle, car le Général ne tient pas à contrarier l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine. La plupart des États africains estiment que les frontières héritées de la colonisation doivent demeurer inviolables. Paris, très impliqué dans les affaires africaines, ne peut donc pas se dresser contre l'OUA.

Dans la réalité, il en va tout autrement. Les services secrets sont appelés à jouer un rôle de premier plan. D'autant que le gouvernement fraude la

Biafra : la « guerre famine »

çais a prévu de longue date la sécession biafraise. Dès 1963, un officier supérieur du Sdece a été détaché à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Sa mission : surveiller de très près la situation au Nigeria et en rendre compte régulièrement à Jacques Foccart. Cela signifie-t-il qu'à Paris les autorités ont encouragé la sécession biafraise ? Certainement. Dès le début de la guerre en juillet 1967, des Français sont à pied d'œuvre. Directement téléguidés par l'Élysée, des mercenaires combattent sur le terrain et entraînent les Biafrais. Ils sont légion à l'époque : soldats perdus, orphelins des guerres coloniales, beaucoup ont déjà sévi au Katanga. Ces « affreux » se trouvent alors sur le marché et sont prêts à s'engager dans une nouvelle aventure. Surtout s'il y a beaucoup d'argent à gagner !

L'homme qui recrute ces cent cinquante mercenaires — et parmi eux Faulques, Steiner et l'inévitable Bob Denard — est connu, dans les milieux barbouzards, sous le sobriquet de « Monsieur Jean ». Baroudeur, ce gaulliste historique a fait partie des services secrets de la France libre et vénère le Général. Lorsque se présentent des coups tordus qu'on ne peut confier au Sdece, c'est à « Monsieur Jean » qu'on fait appel. Quant à l'argent, il provient directement des fonds secrets.

Jean-Claude R. ¹, mercenaire²:

L'engagement se faisait en deux temps : on passait tout d'abord avenue Pierre-1⁰-de-Serbie où le filtrage était fait par des gars du SAC³, notamment V et P., qui examinaient le passé et les antécédents des candidats, leurs « parrains » également, ce qui était très important... Si le gars était agréé, on l'envoyait passer une visite médicale, un « check-up » très complet, chez un praticien membre du SAC dont le cabinet se trouve rue de Berri... Le candidat gagnait ensuite un bureau

1. Pour des raisons évidentes, les noms évoqués sont remplacés par des initiales.

2. Cité par Patrice Chairouff dans B... comme Barbouzes, éditions Alain Moreau, 1975. Un livre sulfureux et parfois sujet à caution.

3. Voir dans la même collection Morts suspects sous la V République, collection « Les Dossiers secrets de Monsieur X », Nouveau Monde éditions, 2008.

Les dessous de la Françafrique

de la rue du Colisée. Il montait au quatrième étage et là c'était une scène époustouflante, on se serait cru sur un plateau de cinéma en plein tournage d'un film noir... c'est le cas de le dire ! La porte d'entrée était gardée par deux colosses noirs porteurs de mitraillettes israéliennes Uzi... Le candidat arrivait, remettait à l'entrée l'enveloppe contenant le verdict du toubib et était reçu par deux responsables biafrais et un « conseiller technique » de l'armée biafraise, un Blanc celui-là, dans lequel les initiés trouvaient une vieille connaissance: Philippe C., alias « colonel Carlier un des principaux baroudeurs africains de Foccart. Après l'entretien et si ce dernier s'avérait positif, un des Biafrais passait dans la pièce voisine où se trouvait une énorme malle-cabine dont les tiroirs étaient bourrés de dollars... Deux gardes du corps veillaient sur la malle au trésor... On remettait alors au nouveau mercenaire une liasse de quatre mille dollars (environ vingt mille francs)... Liasse coupée en deux par mesure de sécurité et dont la seconde partie serait remise uniquement sur le terrain !

Les sécessionnistes nigériens ont opportunément ouvert à Paris un institut de recherches historiques sur le Biafra, un organisme officiel reconnu par le gouvernement français, qui fera bien peu d'études historiques, mais qui sera en fait à la fois un bureau de recrutement et une officine d'achats d'armes.

De l'autre côté, c'est-à-dire du côté des autorités nigérianes, on n'est pas en reste : des mercenaires, anglais pour la plupart, sont recrutés avec l'appui discret du gouvernement de Sa Gracieuse Majesté.

Le lieutenant-colonel Ojukwu constitue avant même le début du conflit, en juillet 1967, une armée de quelque vingt-cinq mille hommes. Une armée qu'il faut équiper de pied en cap et pourvoir de matériels militaires car les Biafrais sont parfaitement démunis. Ils ne disposent que de quelques fusils, ne possèdent ni artillerie ni armes antichars et leur aviation se compose en tout et pour tout de deux bombardiers B-26 datant de la Seconde Guerre mondiale, achetés clandestinement de la

Biafra : la « guerre famine »

en France. Cependant, ils ne manquent pas d'argent : en proclamant l'indépendance, Ojukwu a mis la main sur plusieurs millions de livres sterling appartenant aux autorités fédérales.

Tous les trafiquants se pressent au comptoir : les Biafrais ont un besoin urgent de matériels et sont prêts à les payer très cher. Il y a de belles affaires en perspective. Résultat : les prix flambent, doublent, quadruplent. Les sécessionnistes se font proprement escroquer. Ojukwu dilapide très vite son trésor de guerre.

L'acheminement de ces matériels pose aussi des difficultés. Quand il le faut, les hommes de « Monsieur Jean » se débrouillent pour trouver des avions et transporter ces armes en catimini. Non parfois sans tracas. Un seul exemple : en octobre 1967, un Super-Constellation, vendu par Air France à un ferrailleur spécialisé et aussitôt revendu à une compagnie privée portugaise, est parqué dans un hangar d'Orly. Il est bourré d'armes de toutes sortes au mépris de toutes les règles aéronautiques en vigueur. L'homme qui doit piloter cet appareil est un ancien commandant de bord de notre compagnie nationale qui, après avoir eu quelques ennuis financiers, a connu la prison. Il vient opportunément de bénéficier d'une mesure de libération provisoire. Ce pilote, bien sûr, a perdu sa licence et il lui est interdit de quitter le territoire français. En outre, il n'est pas qualifié pour voler sur ce genre de machine. Toutefois, comme par miracle, tous ces obstacles s'aplanissent. En urgence, les autorités aéronautiques lui restituent sa licence et lui accordent la qualification nécessaire. Quant à la justice, elle l'autorise soudain à quitter la France.

Le Super-Constellation décolle donc sans difficulté en direction de Lisbonne puis de Sao Tomé, une petite île au large du Gabon qui sert de base arrière aux trafiquants d'armes. Mais, alors qu'il survole le Nigeria, l'avion explose. Que s'est-il passé ? Mystère. Selon une première version, l'avion aurait été touché par la DCA nigériane. Mais d'autres sources affirment que des mercenaires qui se trouvaient dans l'appareil auraient profité du passage au-dessus de Lagos, la capitale du Nigeria, pour lancer quelques grenades.

Plus sérieusement, cette aide matérielle clandestine est ensuite relayée par l'aviation militaire française. Des appareils chargés d'armes décollent régulièrement en direction de la Côte d'Ivoire ou du Gabon, deux pays amis avec lesquels la France a signé des accords de

Les dessous de la Françafrique

coopération militaire. La suite est moins avouable. Sur l'aéroport où ils ont atterri, ces aéronefs sont déchargés et les caisses transportées vers d'autres appareils affrétés par la Croix-Rouge ou bien encore par une autre association humanitaire, les Chevaliers de Malte. Des avions censés transporter des médicaments prennent les airs pour aller se poser au Biafra. Un véritable pont aérien est mis en place. Chaque jour, plus de vingt tonnes d'armes sont ainsi livrées aux sécessionnistes.

Certes, la Croix-Rouge, organisme neutre, viole ainsi ses propres statuts. Mais il se trouve que son responsable au Gabon n'est autre que l'attaché militaire français ! Enfin, pour être tout à fait exact, il faut ajouter que des avions sud-africains ou d'autres appareils pilotés par des mercenaires participent aussi à cet intense ballet aérien. Tout cela est très bien organisé depuis la France.

Jacques Foccart¹ •

[Le général de Gaulle a suivi personnellement l'affaire biafraise de très près. Le vendredi 3 mai 1968, comme tous les jours, Foccart rencontre le président de la République.]

Le Général me demande de voir dans quelle mesure, dans quelles limites et de quelle façon on pourrait fournir quelques armes et munitions aux Biafrais, qui en sont fort démunis, armes et munitions qui seraient livrées à Houphouët et dont il ferait son affaire ensuite. (Là, il y a certaines choses que je ne peux pas dicter ici, car elles ne sont connues que du Général, de Pompidou, de Messmer et de moi.) Il me dit ensuite qu'à leur avis Guillaumat — il s'agit du P-DG de la société Elf — ne donne pas assez aux Biafrais. « Mon Général, Guillaumat a déjà donné pas mal, mais il attend. » Alors le Général, avec un bon sourire, me dit : « Oui, il attend de voir venir pour savoir de quel côté la balance va pencher. »

I, Journal de l'Élysée, publié en cinq tomes chez Fayard.
de la

[Trois mois plus tard, le 24 août, Foccart note:]

Biafra : la « guerre famine »

Le président Houphouët-Boigny a insisté pour obtenir la livraison du matériel de guerre destiné au Biafra. Le Général, embarrassé et ennuyé, sentant qu'il faut soutenir le Biafra, mais sentant aussi les limites qu'il faut mettre à ce soutien, me dit : « Je n'ai jamais été contre, j'ai donné des instructions. » Réponse : « Jusqu'à présent, il y a eu deux livraisons de vieux matériel de guerre et d'armes légères étrangères, mais Houphouët demande maintenant du matériel plus important, ce qui pose un problème. » Réplique du Général. « Pas du tout. Cette question m'a déjà été posée par Journiac, et je lui ai dit : Dès lors que nous livrons du matériel à Houphouët-Boigny, je n'y vois pas d'inconvénients. Je me demande d'ailleurs pourquoi cela n'a pas encore été exécuté. »

La guerre psychologique joue aussi un rôle intense. L'Institut historique du Biafra, installé à Paris, est au centre de l'action. Il faut persuader l'opinion publique, et d'abord l'opinion française, qu'un véritable génocide se déroule au Biafra. Sans oublier de mettre l'accent sur les aspects religieux de l'affaire : les bons chrétiens sont les victimes des mauvais musulmans.

Dans la presse, on multiplie donc les reportages sur les pauvres enfants biafrais qui meurent de faim par dizaines de milliers. Et c'est la vérité : les médecins, qui vont bientôt créer Médecins sans frontières et qui font là-bas un travail fantastique, ne peuvent que le constater. Mais n'a-t-on pas sciemment utilisé la souffrance, la détresse de ce petit peuple pour émouvoir l'opinion ? Pour faire reculer les Nigériens ? Alors même qu'on savait que la situation était perdue et que les Biafrais allaient inéluctablement être vaincus.

Car, sur le terrain, après quelques succès des Biafrais au début de la guerre, les fédéraux se sont réorganisés. Mieux armés, disposant de nombreux avions russes, ils ont peu à peu acculé l'armée d'Ojukwu dans son réduit biafrais. Un réduit qui ne cesse de se rétrécir dangereusement au fil des mois.

Les dessous de la Françafrique

Alors on doit se poser la question : si les puissances qui soutenaient le lieutenant-colonel Ojukwu lui avaient conseillé de se rendre plus tôt, la vie de milliers d'enfants aurait sans doute été préservée.

Le chantage à la famine est insupportable. Surtout quand des odeurs de pétrole flottent au-dessus de tous ces cadavres ! D'ailleurs la politique française au Biafra ne tarde pas à changer dès que le général de Gaulle quitte le pouvoir en 1969. Malgré le fait que les Biafrais soient aux abois, le président Pompidou amorce un véritable virage.

Pierre Péan¹•

Le nouveau président français, Georges Pompidou, n'entend plus soutenir la sécession biafraise dont les leaders en sont alors réduits à exercer un véritable chantage à la famine en essayant d'apitoyer la communauté internationale en faveur de leur cause.

[Et le journaliste de citer un article du Washington Post du 11 Juillet 1969:]

« Le Biafra prive son propre peuple de ce qui est nécessaire à sa subsistance, dans l'espoir évidemment que le spectacle de ses souffrances va inciter les étrangers à imposer des restrictions politiques au Nigeria. La famine ne saurait devenir une arme de guerre acceptable du simple fait qu'elle est utilisée par un leadership aux abois contre sa propre population réduite à l'impuissance. »

I. Affaires africaines, Fayard, 1990.

Burkina Faso : le capitaine et les caciques

Plus de vingt ans après sa mort, il reste un héros pour la jeunesse africaine. Thomas Sankara ! Un simple capitaine qui avait débaptisé son pays, la Haute-Volta, pour l'appeler le Burkina Faso, c'est-à-dire « la Terre des hommes intègres ». Tout un programme, à l'image de cet homme qui voulait être avant tout « le président des pauvres ».

Le Burkina Faso n'a pas changé de nom mais Sankara a été assassiné ! Et « la Terre des hommes intègres » vit toujours dans le souvenir de cette figure mythique. Pourquoi a-t-on éliminé ce jeune révolutionnaire ? Qui a pris la décision de le faire disparaître ? La procédure judiciaire, qui est toujours en cours, n'a pas permis de répondre à ces questions. Mais il est évident que le bouillant capitaine gênait beaucoup de monde. Et pas seulement dans son pays.

La disparition de Thomas Sankara a eu lieu en 1987, sous la première cohabitation française, et alors qu'un certain Jacques Foccart était à nouveau en charge des affaires africaines à côté du Premier ministre, Jacques Chirac. Coïncidence ?

Jeune Afrique :

Thomas Sankara fait irruption, le 4 août 1983, dans le train-train quotidien d'une génération en mal de repères. Penser en Afrique était alors risqué. Rêver, quasiment prohibé. Pas un Lumumba, pas un Nkrumah à l'horizon, pour faire la nique aux baronnies et aux conservatismes qui, presque partout, se sont installés au pouvoir. Le coup d'État du 4 août — c'en était un —

Les dessous de la Françafrique

installe aux commandes d'un des pays les plus pauvres du monde un jeune officier de trentetrois ans passablement différent des autres. Gueule de crooner, crâneur, le sens de la formule, la répartie facile, magicien du verbe préoccupé par le sort des démunis et des marginaux, bref, tout à l'opposé des Houphouët, Bongo, Kountché, Mobutu et autres Eyadéma. L'intrus imposa d'emblée son style chez lui et alentour. Le cocktail Sankara ? Un zeste de marxisme, un soupçon de guévarisme, un rien de panafricanisme et d'humanisme chrétien — il échappa en effet de peu à la laprêtrise. « Il utilisait volontiers un vocable marxiste, faute de mieux. Il cherchait surtout à secouer les cocotiers », souligne l'universitaire béninois Stanislas.

La France n'a jamais entretenu de rapports cordiaux avec Sankara. Il inquiétait ! Parce qu'il entendait remettre en cause le fondement même des relations entre notre pays et nos anciennes colonies africaines. C'est-à-dire tout un entrelacs de lobbies et d'intérêts croisés qui a longtemps permis de garder l'Afrique francophone sous dépendance et d'en faire une pompe à fric ! Mais si Sankara alarmait Paris, il n'était pas non plus apprécié des caciques des autres pays africains qui dénonçaient les liaisons dangereuses qu'il entretenait avec le monde communiste et le colonel Kadhafi. Enfin, pour être tout à fait impartial, il faut noter qu'à l'intérieur même de son propre pays le capitaine Sankara était de plus en plus critiqué et que la révolution née dans l'enthousiasme commençait à lasser ses compatriotes.

Conclusion provisoire : si on cherche à savoir à qui a profité le crime, on a l'embarras du choix.

Avant l'ère Sankara, le Burkina Faso s'appelait la Haute-Volta. Grand comme à peu près la moitié de la France, il comptait dans les années 1980 huit millions d'habitants. Une très faible densité, donc. Autre particularité, le Burkina Faso est un pays enclavé, sans accès à la mer, qui dépend de ses voisins. Et d'abord de la Côte d'Ivoire avec laquelle il a partagé une longue histoire pendant la période de la colonisation. Et aujourd'hui encore, un grand nombre de Burkinabés vivent en Côte d'Ivoire. Ce qui ne va pas sans créer des difficultés¹.

Burkina Faso • le capitaine et les caciques

Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres de la planète ! Il le doit en partie à sa situation géographique : climat sahélien au nord, soudanais au sud. Seules les vallées sont fertiles. Quant aux richesses naturelles, elles se limitent à la présence de manganèse. C'est bien peu.

La Haute-Volta, comme les autres colonies françaises, devient indépendante en 1960. La force politique dominante est alors le RDA, le Rassemblement démocratique africain, fondé par l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny. Ministre d'État sous la IV^e République, il a préparé l'accession à l'indépendance des colonies francophones. Une évolution en douceur. Houphouët-Boigny ne voulait surtout pas rompre avec la France, ce qui, au sein de son propre parti, lui créa des ennuis avec sa base beaucoup plus anticolonialiste que lui.

Le premier président de la Haute-Volta est un certain Yameogo. En 1966, accusé de corruption, l'une des maladies endémiques des pays du tiers-monde, souvent encouragée, sinon initiée par l'ex-colonisateur qui y trouve son compte, ce dirigeant est chassé du pouvoir. Les syndicats, très puissants en Haute-Volta, ont joué un rôle déterminant dans cette affaire. Lui succède un brave général, Lamizana. Mais la suite est chaotique : après plusieurs coups d'État, le RDA s'écroule peu à peu et le pays, ruiné par de longues périodes de sécheresse, s'enfonce dans la misère.

Au début des années 1980, un colonel s'est emparé du pouvoir. Il appelle au gouvernement un jeune capitaine, Thomas Sankara, qui accepte le portefeuille de l'Information, après avoir longtemps hésité.

Fils d'un Peul et d'une Mossi, l'ethnie majoritaire en Haute-Volta, ce brillant élève est d'abord remarqué par les prêtres d'une mission catholique qui l'auraient bien vu prendre le chemin du séminaire. Mais le jeune Thomas veut devenir médecin. N'obtenant pas de bourse, il choisit en désespoir de cause la carrière militaire.

Son destin se dessine à Madagascar où il rejoint l'académie militaire. Enthousiaste, il y assiste au grand tournant malgache vers le socialisme. Cependant, ce militaire hors normes s'intéresse aussi à l'économie, aux sciences politiques, au journalisme. Esprit curieux et éclectique, il pro-

I. Voir chapitre XV.

fite de son séjour à Madagascar pour perfectionner son français. Il deviendra même un excellent orateur dans notre langue.

François-Xavier Verschave¹ :

Ily a trouvé, complémentaire de la lecture, un moyen d'étancher sa soif d'apprendre, de comprendre. Avec une question constante : le développement, ou comment sortir d'une misère asservissante ? À cet égard, le passage par l'académie militaire d'Antsirabé, à Madagascar, s'avère décisif: par les échanges entre élèves officiers africains, que Sankara ne cesse de stimuler, par l'influence de quelques enseignants atypiques et la curiositépartagée avec l'ami malien Lansina Sidibé. Sankara ne se contentepas de relancer sans cesse la discussion économique et politique, il cultive une palette étonnante de qualités : la stratégie militaire, l'humour oratoire, la rédaction d'un périodique, la course defond (cefut un excellent coureur de 5 000 mètres), la guitare... Surtout, il ne cesse de s'interroger sur les échecs de la première décennie des indépendances africaines. Avide d'expérience, il reste une année supplémentaire dans un Madagascar en pleine révolution : ily accomplit un service civique tourné vers le développement rural. Il étudie, mais il va aussi cultiver le riz dans la boue.

Après Madagascar, Sankara entreprend des stages militaires en France, chez les parachutistes, puis au Maroc où il se lie d'amitié avec un camarade, Blaise Compaoré, l'actuel président du Burkina Faso. Il revient ensuite au pays et s'illustre dans une petite guerre qui oppose la Haute-Volta et le Mali pour quelques arpents de terre. Ce jeune lieutenant montre de réelles qualités de combattant et de chef, ce qui lui vaut de prendre le commandement d'une école militaire chargée de former les commandos. Son ami Compaoré l'y rejoint et devient son adjoint. Sankara est alors le militaire le plus célèbre de la Haute-Volta.

I. La Françafrique, le plus long scandale de la République, Stock, 1998.

Burkina Faso • le capitaine et les caciques

Marqué par ce qu'il a vu à Madagascar, le capitaine devient le leader d'un petit groupe d'officiers très engagés à gauche, sinon à l'extrême gauche, et résolument anticolonialistes. En fait, — et ce sera la véritable motivation personnelle de Sankara — c'est la corruption des dirigeants voltaïques qui le révolte. Et il a la conviction que son pays doit se sortir d'affaires tout seul, c'est-à-dire sans dépendre de la France.

Au début des années 1980, Sankara accepte donc d'entrer au gouvernement. D'emblée, il impose son style : simplicité et efficacité. Ce ministre se déplace à bicyclette et met ses fonctionnaires au travail. Mais il démissionne bien vite : sa dénonciation de la corruption n'est pas entendue.

Il tempête si fort qu'il est mis aux arrêts. Pour peu de temps : un coup d'État militaire chasse le colonel qui s'était imposé en 1980. Le nouveau président, un médecin militaire, propose à Thomas Sankara de prendre la tête du gouvernement. Cette fois, il n'hésite pas et, bien décidé à appliquer ses idées, il saute le pas.

Le jeune capitaine procède à un changement radical de politique. Non seulement à l'intérieur où il s'attaque au redressement économique, à l'équité salariale et à la lutte contre la corruption, mais aussi à l'extérieur où il se tourne vers les pays réputés progressistes : Éthiopie, Libye, Angola, etc. Dès ce moment, certains commencent à envisager sérieusement de se débarrasser de lui.

Le voisin ivoirien n'apprécie que très modérément les initiatives du capitaine Sankara. Il en va de même à Paris où, malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir, la politique africaine demeure la même. Ministre de la Coopération de François Mitterrand, Jean-Pierre Cot, qui rêvait d'instaurer de nouveaux rapports entre la France et nos anciennes colonies, l'a appris à ses dépens : il a été prestement débarqué ! Les réseaux mis en place autrefois par Foccart sont demeurés en place. Et ils coexistent sans états d'âme avec les nouvelles connexions initiées par les nouveaux dirigeants français.

Sankara est soupçonné de vouloir troubler ce système ! Quatre mois seulement après sa nomination au poste de Premier ministre, Sankara est arrêté sur ordre du président voltaïque. Une mise hors jeu qui coïncide avec une visite à Ouagadougou du conseiller de Mitterrand pour les affaires africaines, Guy Penne.

Les dessous de la Françafrique

Au reste il faut observer que ce personnage n'arrive pas les mains vides: il annonce l'octroi par la France d'une aide exceptionnelle de plusieurs centaines de millions de francs. On aurait voulu féliciter le président voltaïque d'avoir arrêté Sankara qu'on ne s'y serait pas pris autrement !

Mais cette manœuvre se révèle être un coup d'épée dans l'eau. La population gronde et les militaires ne vont pas tarder à sortir de leurs casernes. Le président a manifestement sous-estimé l'immense popularité de Thomas Sankara. Au début du mois d'août, il est balayé par un nouveau coup d'État qui porte le capitaine au pouvoir.

Sankara prend la tête d'un Conseil national de la révolution composé de jeunes officiers qui, comme lui, veulent réformer profondément le pays, combattre le sous-développement et mettre résolument la barre à gauche.

L'ami Compaoré devient le bras droit de Sankara. Conseiller, confident, un vrai frère jumeau !

La Haute-Volta s'appelle désormais le Burkina Faso. Un changement de nom surtout emblématique. Mais Sankara se met rapidement au travail. Il commence par imposer aux nouveaux ministres un train de vie spartiate : les grosses limousines du gouvernement sont vendues et Sankara, lui-même, roule à bord d'une modeste R5. Ensuite, il entend mobiliser le peuple burkinabé. Beaucoup de chefs coutumiers sont remplacés localement par des comités de défense de la révolution chargés en priorité de développer les secteurs de l'éducation et de la santé. L'état sanitaire du pays est en effet déplorable : l'espérance de vie des Burkinabés dépasse à peine quarante ans.

La population est enthousiasmée par son nouveau président. Elle ne peut que souscrire aux efforts que lui demande Sankara, comme elle ne peut qu'approuver sa décision de s'attaquer à la bureaucratie et de limiter de façon drastique le budget de l'État. Seul point noir, la révocation de milliers de fonctionnaires : en Afrique, un fonctionnaire fait vivre toute une parentèle.

La lutte contre la corruption est bien en tendu l'un des objectifs principaux de Sankara. Il encourage donc ses compatriotes à faire preuve de rigueur et à consommer de préférence les produits locaux afin

Burkina Faso • le capitaine et les caciques

de limiter les importations et de ne plus être obligés de solliciter l'aide extérieure.

Mais la situation économique du Burkina Faso est si déplorable que Sankara devra encore longtemps tendre la main. C'est pourquoi il fait appel à la coopération de la Libye et qu'il noue des relations privilégiées avec les pays de l'Est.

Pour autant, le capitaine n'est pas un véritable communiste. Marxiste très pragmatique, il se méfie des idéologies. Un peu naïf, populiste, certainement, il se garde bien de s'aligner sur les positions du camp de l'Est. Il condamne par exemple l'intervention soviétique en Afghanistan.

Autre point notable, la révolution s'accompagne d'un minimum de violences. Sankara, personnellement, s'oppose à l'utilisation de la force aveugle. Ainsi les anciens dirigeants soupçonnés de corruption sont jugés publiquement, en pleine transparence, puisque les débats sont retransmis intégralement par la radio. Sankara a par ailleurs décidé, avant même l'ouverture de ces procès, qu'il n'y aurait pas de condamnations à mort.

Cependant, malgré ces signes de bonne volonté, le capitaine-président commet des erreurs. Le régime se délite peu à peu et Sankara lui-même est la première victime de sa trop grande naïveté. Il reste néanmoins que ce jeune dirigeant fait passer un courant d'air frais sur un continent accablé par la misère et la corruption, et donne l'exemple d'un homme décidé à prendre à bras-le-corps le destin de son pays.

Le capital de sympathie de Sankara est alors considérable. C'est un type nouveau de dirigeant du tiers-monde qui émerge. Nombreux sont les gens qui font le voyage de Ouagadougou pour aller rencontrer ce président si sympathique qui participe à des courses cyclistes et exhibe à tout propos sa guitare.

A contrario, ses relations avec la France sont très vite tumultueuses. Quelques mois après son arrivée au pouvoir, Sankara est convié à participer à un sommet franco-africain en France à Vittel. Lorsqu'il débarque à Roissy, le ministre qui devait l'accueillir, Christian Nucci, n'est pas là ! À sa place se présente Guy Penne, le conseiller élyséen dont Sankara pense qu'il est à l'origine de son arrestation quelques mois plus tôt. Autant dire que l'atmosphère est glaciale. Le président burkinabé considère qu'il s'agit d'une véritable provocation et menace

de repartir immédiatement. Aussitôt informé, François Mitterrand, furieux de ce ratage, lui envoie son fils Jean-Christophe. La situation s'apaise. Mais Sankara manifeste son mécontentement en s'abstenant de paraître au dîner officiel.

Jean-Christophe Mitterrand¹:

Sankara me reçut le visage fermé dans sa suite du Méridien et se laissa petit à petit amadouer. Je lui expliquai et lui réexpliquai que jamais, au grandjamais, il n'avait été dans l'intention du gouvernement, ou de Guy Penne, de le faire emprisonner, ni même de le mettre sur la touche, et qu'il n'était pas dans les intentions de la France de s'immiscer dans les affaires des États africains, ou de se substituer à lui. « Les opérations de type Barracuda² ne sont plus à l'ordre du jour », lui fis-je remarquer. Finalement, Sankara se rendit à mes positions. Pour marquer le coup, l'« affront » étant déjà connu à Ouagadougou, il refusa de participer au dîner des pays francophones le soir même, mais accepta de participer au sommet France-Afrique qui débutait le lendemain à Vittel. J'informai mon père de ma bonne fortune : « Tu ne le lâches pas, me prévint-il, je ne veux pas d'autre incident. » À 6 heures du matin, j'étais devant la porte du président africain avec tout le tralala, protocole, etc. Aux ordres. Arrivés à l'aéroport, en raison de son treillis militaire, le protocole voulut le mettre manu militari avec les aides de camp au lieu de l'introduire dans le salon d'honneur avec les autres présidents en partance pour Vittel. Il finit par en rire. Le sommet s'est impeccablement passé, mon père savait charmer quand il le fallait.

1. Mémoire meurtrie, Plon, 2001.

2. Voir chapitre IX.

En réalité ses rapports avec Mitterrand n'ont jamais été simples. Le président français était sans nul doute intéressé par ce jeune capitaine fougueux, spontané et honnête, si différent des dirigeants africains qu'il

Burkina Faso • le capitaine et les caciques

connaissait depuis les débuts de la IV^e République, lorsqu'il était ministre des Colonies. Mais, en même temps, il y avait un côté donneur de leçons chez Sankara qui l'agaçait profondément. En 1986, par exemple, de retour d'un autre sommet franco-africain auquel Sankara a refusé de se rendre, Mitterrand décide de s'arrêter à Ouagadougou pour ce qui doit être une simple visite de courtoisie. À cette occasion, le président français subit une véritable volée de bois vert. Sankara, très en verve, tient un violent discours anti-impérialiste et reproche à la France de s'être salie en recevant officiellement à Paris deux bandits, deux tueurs, le Premier ministre de l'Afrique du Sud et le représentant de la rébellion angolaise, Savimbi.

Mitterrand est naturellement ulcéré ! D'autant plus que c'est le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac qui est à l'origine de ces deux visites. Le président français remet le discours qu'il avait préparé dans sa poche et répond à sa façon, ironique.

Il est par ailleurs certain que la période de cohabitation n'est guère favorable à l'amélioration de nos rapports avec le Burkina Faso. Car Jacques Foccart a refait surface : pour ce parrain, au double sens du terme, de l'Afrique francophone, Sankara est le diable !

Dès le retour de la droite aux affaires en France, nos meilleurs amis africains se précipitent sur leur téléphone pour demander à Jacques Foccart, revenu dans les bagages de Jacques Chirac, de mettre fin au scandale Sankara.

Ce jeune capitaine intègre, progressiste, qui clame à tous vents qu'il faut en finir avec le néocolonialisme et l'exploitation de l'Afrique, représente pour tous ces dirigeants africains une provocation permanente ! Et un danger pour leur propre pouvoir. D'autant que Sankara est déjà devenu un héros pour la jeunesse africaine. Peut-être encore plus populaire que Lumumba¹ !

I. Leader charismatique et Premier ministre du Congo indépendant. A sans doute été assassiné en 1960 à l'instigation de la CIA et avec la complicité du futur président du Zaïre, Mobutu et du sécessionniste katangais, Tschombé. Voir chapitre XVI.

Les dessous de la Françafrique

Le chef de file de cette campagne anti-Sankara est géographiquement le plus proche : Houphouët-Boigny. Le vieux chef est alors le leader incontesté de l'Afrique noire francophone. Et on a coutume de dire que c'est l'homme de la France en Afrique ! Grand ami de Foccart, mais aussi très lié à Guy Penne.

Les relations entre le vieux Houphouët et le jeune Burkinabé ne peuvent donc être que détestables, et de multiples incidents ont émaillé l'histoire des rapports entre leurs deux pays pendant la période Sankara!

Dès le retour de Foccart, la pression des caciques africains aidant, on songe à se débarrasser de Sankara. L'Afrique est encore truffée d'agents. Des anciens, qui travaillent directement pour des dirigeants ou des compagnies françaises, comme Elf. Quant à ceux qui sont toujours officiellement en activité, ils sont chargés de la préservation de nos intérêts dans notre pré carré.

Mais comment agir ? En exploitant les contradictions locales.

La révolution burkinabé n'est pas aussi idyllique qu'elle promettait de l'être. Dans le pays, les chefs des CDR, les comités de la révolution, se conduisent en tyranneaux régionaux. La population commence à gronder. Ajoutez la sécheresse, la famine et la propension de Sankara à décider de tout lui-même et vous obtenez une situation très explosive.

Pourtant, Sankara se rend compte qu'il doit réagir, corriger les excès de son régime. Au milieu de l'année 1987, il dénonce publiquement, et à plusieurs reprises, les erreurs qui ont été commises. Il affirme que des injustices ont frappé certains citoyens. Il faut rectifier, dit-il. Mais ce qui est aussi une autocritique arrive trop tard. Le 15 octobre, à Ouagadougou, alors que le président burkinabé s'apprête à participer à une réunion, un commando d'élite de l'armée surgit. Sankara est abattu par une rafale de mitraillette. Sept de ses collaborateurs sont également exécutés.

En dépit du fait qu'on l'avait averti qu'il risquait d'être assassiné, le président burkinabé avait refusé d'être protégé. Les assassins ont donc pu agir sans prendre de risques.

Ce sont des hommes de Compaoré qui ont perpétré ce mauvais coup. Compaoré, le grand ami de Sankara et qui lui succède à la tête du Burkina Faso !

Burkina Faso • le capitaine et les caciques

A-t-il commandité le meurtre ? Rien n'a jamais pu être prouvé. Et Compaoré a pris bien soin d'affirmer qu'il était loin, au moment de l'exécution. Il reconnaîtra quand même qu'il avait donné l'ordre d'arrêter son ami Sankara.

Thomas Sankara¹ :

Unjour, des gens sont venus me voir, complètement affolés. « Il paraît que Blaiseprépare un coup d'État contre toi... » Ils étaient, le plus sérieusement du monde, paniqués. Je leur ai répondu ceci : « Lejour où vous apprendrez que Blaiseprépare un coup d'État contre moi, ce ne serapas lapeine de chercher à vousy opposer ou même meprévenir. Cela voudra dire qu'il est trop tard et que ce sera imparable. Il connaît tant de choses sur moi quepersonne nepourrait meprotéger contre lui s'il voulait m'attaquer. Il a contre moi des armes que vous ignorez... »

Il faut observer que les assassins ne seront jamais inquiétés et qu'il se trouvera même un médecin pour déclarer que Sankara est décédé de mort naturelle ! La veuve de Sankara, qui vit aujourd'hui en France, n'obtiendra jamais que la justice de son pays enquête sérieusement sur l'assassinat de son époux. Mais comment pourrait-il en être autrement ?

Il est établi que les relations entre les deux amis s'étaient refroidies. Alors qu'au début de la révolution toutes les décisions étaient prises par un collège de capitaines où figurait Compaoré, Sankara gouvernait de plus en plus seul.

D'autre part, si les relations entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire n'avaient cessé de se dégrader au fil des ans, Compaoré, lui, avait fait le chemin inverse. Le fringant capitaine était du dernier mieux avec l'entourage du président Houphouët-Boigny. Il avait même épousé une parente fortunée du vieux président ivoirien et avait peu à peu renoncé

¹

Les dessous de la Françafrique

I. Interview accordée peu de temps avant son exécution à Jean-Philippe Rapp, journaliste de la télévision suisse.

47

au mode de vie spartiate qui était la règle pour tous les dirigeants du Burkina Faso.

Sankara n'avait pas pu ne pas noter que Compaoré était l'objet d'une véritable manœuvre de séduction, au sens propre et au sens figuré, de la part des Ivoiriens. Mais, publiquement en tout cas, les deux capitaines demeuraient les meilleurs amis du monde. Même s'ils se fréquentaient moins. Compaoré, qui avait l'habitude de venir déjeuner tous les jours avec Sankara et son épouse, avait pris ses distances.

Alors il n'est pas exclu que dans l'ombre certains aient sciemment cravillé à exacerber la rivalité entre les deux hommes. Par exemple quelquesuns de ces agents secrets qui pullulaient en Afrique et particulièrement en Côte d'Ivoire, jusque dans l'entourage d'Houphouët-Boigny.

Dans les mois qui ont précédé l'exécution de Sankara, une véritable pluie de tracts s'est abattue sur le Burkina Faso. Sankara y était accusé de dérive militaro-fasciste. On y lisait aussi des insinuations parfaitement sordides sur sa vie privée et celle de son épouse. Une campagne de diffamation coûteuse qui visait sans nul doute à creuser un fossé entre le président et les autres capitaines.

À l'évidence, cette opération faisait partie d'un plan dont la finalité était la liquidation sanglante du capitaine Sankara et qui avait vraisemblablement été mitonné dans les cuisines de Foccart revenu aux affaires africaines dix-huit mois plus tôt.

Jacques Foccart ¹:

L'homme d'État ne sera pas à la hauteur des espoirs qu'avait suscités son discours neuf Le charisme de Sankara, allié à sa spontanéité, à sa sincérité, à son style de vie spartiate, lui vaut une popularité extraordinaire dans la jeunesse de toute l'Afrique. Au Burkina, on percevra

Burkina Faso • le capitaine et les caciques

mieux et plus vite les faiblesses et les extravagances du chef populiste qui se mue en despote dès que la classe politique relève la tête.

Il est étonnant de constater que la légende de Sankara est

I. op. cit.

48

encore vive à l'étranger, alors que ses compatriotes ont eu à supporter sa violence et son inefficacité, tant politique qu'économique. Moins d'un an après sa prise de pouvoir, il fait couler le sang : sept comploteurs ou prétendus comploteurs sont exécutés.

[Et plus loin, l'ancien conseiller du général de Gaulle ajoute assez curieusement, comme s'il voulait se rattraper:]

Je ne peux pas dire que j'ai été fasciné, mais j'ai eu l'impression d'avoir en face de moi un homme très intelligent et curieux, qui aurait été capable de devenir raisonnable.

Cameroun : silence, on tue !

Une guerre peut en cacher une autre. Tandis qu'en Algérie l'armée française menait ce qu'on appelait alors pudiquement des « opérations de pacification », d'autres éléments de cette même armée étaient engagés au Cameroun. Et, comme en Algérie, ils pacifiaient à leur façon et traquaient les opposants au régime de ce pays nouvellement indépendant. Une longue traque qui a causé la mort de milliers de personnes. Mais la presse et l'opinion n'étaient alors préoccupées que par la trop longue guerre d'Algérie et son cortège d'horreurs. On pouvait donc massacrer en toute discrétion au Cameroun ! Et il faudra attendre des années avant que des journalistes ou des historiens ne tentent de faire la lumière sur ces tragiques événements.

Il s'agit donc de l'une des pages les plus noires de l'histoire coloniale de notre pays et de la Françafrique. Mais une page quasi inconnue où les services secrets ont joué leur partition avec une redoutable efficacité.

Le Cameroun se trouve à cheval entre l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale. En le parcourant, on passe donc de la forêt équatoriale aux savanes sahéliennes. Même la montagne est présente dans ce très beau pays puisque le mont Cameroun culmine à plus de quatre mille mètres et offre des pentes volcaniques très fertiles.

Naturellement cette diversité géographique s'accompagne d'une grande diversité ethnique et linguistique. Une mosaïque qui est aussi religieuse : catholiques, musulmans, animistes cohabitent, tandis que depuis quelques années on assiste également, comme dans d'autres pays africains, à une grande offensive des sectes protestantes.

Le colonisateur a longtemps joué de cette diversité en dressant les ethnies les unes contre les autres.

Le Cameroun a été conquis par Berlin à la fin du XIX^e siècle, à la barbe des Français et des Britanniques. Cependant, à l'issue de la

Les dessous de la Françafrique

Grande Guerre, le pays passe sous le contrôle de la Société des Nations. À charge pour la France et la Grande-Bretagne de l'administrer.

Territoire sous mandat, il passera sous la tutelle des Nations unies après la Seconde Guerre mondiale. Ce qui ne changera rien puisque, concrètement, la France et la Grande-Bretagne continueront à l'administrer.

Le Cameroun devient alors un pays associé à l'Union française et envoie des députés à Paris. Mais dès 1945, on observe les premiers soubresauts anticolonialistes. Derrière se trouve un syndicat, créé clandestinement un an plus tôt à l'initiative d'un Français membre de la CGT. Ce syndicat, affilié à la centrale métropolitaine, sort de l'ombre l'année suivante et organise des manifestations qui entraînent une violente réaction des colons hostiles à tout changement. Armés, ces Blancs n'hésitent pas à tirer sur les manifestants. On compte plusieurs dizaines de morts, tous noirs.

Ces colons ont-ils eu peur ? Sans doute. Passant souvent leurs congés en Afrique du Sud, ils ont peut-être été tentés de reproduire au Cameroun le régime d'apartheid. En tout cas, cette tuerie exacerbe les tensions raciales dans un pays d'où, bientôt, un homme va surgir.

Il s'appelle Ruben Um Nyobé, un curieux personnage qui deviendra très vite populaire. Pétri de contradictions, cet indépendantiste farouche est aussi à sa façon un pacifiste qui refusera toujours d'être armé, même lorsqu'il créera un maquis anticolonialiste. Chrétien, il est aussi animiste, car son père est un sorcier reconnu. Éduqué par des missionnaires américains, plutôt mystique, il est aussi paradoxalement attiré par le marxisme. Enfin, ce nationaliste a été un partisan résolu du soutien aux combattants de la France libre dans leur lutte contre le nazisme. Il considérera d'ailleurs sa propre lutte pour l'indépendance comme une suite logique de son combat pour la liberté.

D'origine modeste, après avoir suivi les cours de l'École normale, il exerce divers emplois de fonctionnaire. En même temps, il anime des chorales, des mouvements sportifs, etc. Et il lit. Il n'arrête pas de lire. Un dernier mot pour en finir avec ce portrait : l'École normale, ses maîtres ont qualifié le jeune Nyobé d'élève « studieux » mais « raisonneur ». C'est-à-dire toujours prompt à contester ses professeurs ! Avant la guerre de 1939-1945, il sera même le meneur d'un mouvement

Cameroun : silence, on tue !

de protestation contre la mauvaise nourriture servie aux étudiants. En tout cas, personnage charismatique et dirigeant naturel, il s'impose facilement à la tête de cette structure créée en 1944. Puis, quelque temps après, il devient le premier secrétaire général d'un nouveau mouvement politique, l'UPC, l'Union des populations du Cameroun.

Le programme de ce parti peut se résumer en trois points : premièrement, l'UPC demande la réunification du Cameroun encore partagé entre la France et la Grande-Bretagne. Ensuite, Um Nyobé et les siens exigent l'annulation de la résolution de l'ONU confiant la tutelle et l'administration du Cameroun à la France. Enfin, et c'est la suite logique de ce qui précède, l'UPC se prononce pour l'indépendance immédiate.

Très vite, l'UPC rejoint presque naturellement le RDA, le Rassemblement démocratique africain fondé par Félix Houphouët-Boigny, et se positionne à l'extrême gauche. Rien d'étonnant : dans ces premières années de l'après-guerre, Houphouët-Boigny est un compagnon de route du PC français. Mais ça ne dure guère : au tout début des années 1950, le leader ivoirien tourne casaque, rompt avec le PC et, sans renier ses convictions nationalistes, prône une coopération étroite avec le colonisateur. L'Ivoirien et le Camerounais s'éloignent donc l'un de l'autre.

L'UPC est bien évidemment mal vue par l'administration française. Ces nationalistes sourcilleux gênent. Et les hauts-commissaires qui vont se succéder au Cameroun, en dépit de leurs convictions souvent progressistes ou socialistes, s'acharnent à leur mettre des bâtons dans les roues. C'est d'autant plus vrai que la guerre froide bat son plein et que l'UPC est réputée proche des communistes.

L'administration coloniale surveille donc étroitement l'organisation qui s'implante solidement dans le Sud et le Sud-Ouest, où vivent les Camerounais appartenant aux ethnies Bassa et Bamiléké, Nyobé étant lui-même un Bassa. Ce succès ne doit rien au hasard : il s'agit des régions les plus développées et il y existe déjà un prolétariat, surtout dans le port de Douala où sont également recrutés les deux tiers des fonctionnaires. En sont aussi issus la plupart des intellectuels et étudiants du pays.

Les dessous de la Françafrique

Malgré les coups de griffe de l'administration française, le parti de Nyobé se trouve donc en passe de rassembler la plus grande partie de l'opinion camerounaise. À l'exception, bien sûr, de la population du Nord qui vit encore sous la férule de sultans très anticommunistes. Quant à Um Nyobé lui-même, il devient un leader de plus en plus en vue. À tel point que beaucoup de Camerounais ne l'appellent plus que Mpodol, c'est-à-dire « le Sauveur ».

L'UPC, qui se sent de plus en plus forte, estime représenter le peuple camerounais et ne cesse d'envoyer des pétitions à l'ONU afin de demander la fin de la tutelle française. Mais l'organisation internationale demeure très circonspecte et peu encline à donner satisfaction à Nyobé et ses amis, en raison de leur coloration politique. Nombre de pays ne veulent pas voir un régime communiste ou crypto-communiste s'établir en Afrique et craignent l'effet de contagion.

Il n'empêche que la progression de l'UPC est réelle. Et que Paris entend à tout prix la juguler. Mais, pour réaliser cet objectif, il n'existe que deux méthodes. La première, certainement la plus sage, consiste à entamer le dialogue avec ces indépendantistes, afin de leur permettre d'entrer dans le jeu politique camerounais et de disposer d'une représentation dans les assemblées. C'est la carotte. La deuxième méthode, le bâton, suppose l'écrasement du mouvement par la force.

C'est malheureusement cette solution que choisira l'administration coloniale.

Georges Chaffard¹ •

Le Cameroun n'est pas un territoire d'outre-mer comme les autres, mais un pays « sous tutelle », sur lequel la France n'exerce qu'un mandat provisoire pour le compte des Nations

I. Carnets secrets de la décolonisation, Calmann-Lévy, 1965.

unies. Il suffit, dès lors, pense l'UPC, de créer une situation révolutionnaire telle que l'attention de l'ONU soit promptement attirée sur la façon déplorable dont la France s'acquitte de son mandat. Par le retentissement d'une

Cameroun : silence, on tue !

campagne à New York, étayée sur l'action intérieure de l'UPC, on obtiendra plus vite la levée de tutelle, et la remise du pouvoir aux véritables représentants des aspirations populaires : Um Nyobé et ses lieutenants. Après quoi, d'ailleurs, les nationalistes camerounais ne refuseront pas, en toute souveraineté, de négocier leur adhésion conditionnelle à l'Union française. Encore ne pourraient-ils s'engager qu'après consultation de leurs compatriotes vivant dans la zone sous administration britannique, et qui sont eux aussi opposés à une intégration dans l'empire colonial de Sa Gracieuse Majesté.

Calcul chimérique ? À première vue, pourtant, le programme et la tactique sont cohérents, les revendications, légitimes. Et ils se réaliseront point par point. À ceci près que les bénéficiaires de l'opération ne seront pas les dirigeants de l'UPC, mais les nationalistes modérés qui, eux, pour parvenir au même but, auront su plus habilement choisir la voie de la collaboration avec les autorités de tutelle.

La mise en œuvre de cette politique du bâton coïncide avec l'arrivée à Yaoundé, fin 1954, d'un nouveau haut-commissaire, Roland Pré. La date est importante : l'anticolonialisme marque des points un peu partout dans le monde. Rien que pour la France, à la défaite française de Diên Biên Phu succède le début de la guerre d'Algérie. Les militants de l'UPC veulent y voir un encouragement.

Pré, qui a déjà exercé dans d'autres postes en Afrique, affiche pourtant d'emblée sa bonne volonté. Le président du Conseil, Pierre Mendès-France, lui a demandé d'amorcer un dialogue avec les indépendantistes, mais Roland Pré est d'abord décidé à agir avec efficacité en faveur du développement économique du pays. La politique passe après. Il veut donc, non sans une certaine naïveté, rassembler toutes les forces vives du Cameroun pour œuvrer en ce sens. Mais ce choix ne coïncide pas avec les aspirations de Nyobé et de ses amis pour lesquels l'indépendance est un préalable.

Les dessous de la Françafrique

Inévitablement, un fossé d'incompréhension se creuse peu à peu entre le haut-commissaire et les nationalistes. Ainsi, cet homme, venu avec les meilleures intentions du monde, est amené progressivement à durcir ses positions et à opter pour une politique répressive. Paris laisse faire : le gouvernement de Pierre Mendès-France n'a duré que sept mois et la guerre d'Algérie pèse de plus en plus sur la situation politique française. Enfin et surtout, le lobby des colons gagne en influence. Ces derniers ont trouvé un relais, l'Église catholique. En 1955, les évêques, de façon assez inhabituelle, envoient une lettre aux fidèles afin de les mettre en garde contre l'UPC, accusée d'être communiste. Simultanément, l'UPC et d'autres organisations nationalistes publient une nouvelle déclaration réclamant la fin de la tutelle française. Pour le haut-commissaire, c'est une sorte de déclaration de guerre : les indépendantistes refusent la main qu'il leur tend.

Cette hostilité se vérifie jour après jour. Même les notables camerounais refusent les contacts avec l'administration. Bafoué et vexé, le haut-commissaire décide d'interdire les réunions publiques de l'UPC. Un geste qui ajoute à l'aggravation de la situation.

Les indépendantistes, bien sûr, ne tiennent aucun compte de cette interdiction et défient ouvertement l'administration coloniale. Dès lors, on assiste à une sorte de fuite en avant. Dans les deux camps, on se braque. La tension augmente encore d'un cran.

En mai 1955, bravant l'interdiction de réunion, l'UPC tient meeting à Douala. Le principal tribun est un médecin, Félix Moumié. Le ton est quasiment révolutionnaire. Ce leader indépendantiste annonce que Um Nyobé a décidé de prendre le maquis et de préparer dans la clandestinité la lutte de libération nationale. Une semaine plus tard, Moumié récidive dans la capitale, Yaoundé.

Le haut-commissaire, obligé de réagir, choisit d'envoyer les gendarmes. Mais ces derniers sont molestés par la foule des sympathisants de l'UPC. C'est le début d'un cycle de violences qui ne s'arrêtera pas avant des années. Des villages en pays Bassa ou Bamiléké se soulèvent.

Cameroun : silence, on tue !

Des postes de police sont attaqués. Des Européens sont visés. En face, les forces de l'ordre obtiennent l'autorisation de tirer, même sur des manifestants sans armes. On compte déjà une vingtaine de morts et des dizaines de blessés, tandis que des provocateurs anti-indépendantistes allument des incendies à Douala.

Dépassé par les événements, le haut-commissaire ne peut plus reculer. Quant à l'UPC, elle a surestimé ses forces : l'insurrection ne se généralise pas, contrairement aux espoirs du camp indépendantiste.

Ses dirigeants ont commis une erreur politique en provoquant l'administration coloniale alors qu'ils n'étaient pas prêts à se battre jusqu'au bout. Conséquence : le haut-commissaire obtient de Paris une mesure d'interdiction de l'UPC et fait arrêter des centaines de militants. D'autres prennent le maquis tandis que leurs principaux chefs, dont le docteur Moumié, trouvent refuge au Cameroun britannique. Nyobé, lui, reste dans le maquis, dissimulé pas très loin de son village natal, en pays Bassa. Il n'a pris aucune part à l'insurrection et a même fait savoir qu'il la désapprouvait car il considérait, non sans raison, qu'elle était prématurée.

Nyobé, qui demeure le nationaliste le plus populaire dans son pays, donne l'ordre aux militants de ne plus bouger. En tout cas pas avant d'avoir structuré le mouvement et organisé ses réseaux clandestins. Car il entend prioritairement organiser une démonstration de force à l'occasion des élections des députés à l'Assemblée territoriale chargée d'adopter un statut d'autonomie interne.

Empêché lui-même de participer au scrutin puisque son mouvement est interdit, il se repose sur un homme politique camerounais, Soppo Priso, créateur d'un parti qui est à la fois proche des socialistes français et qui développe des thèses indépendantistes. Sous ce faux-nez, l'UPC présenterait des candidats tandis que le nouveau haut-commissaire pourrait, sans perdre la face, fermer les yeux.

Roland Pré est en effet parti : incarnant la répression, il lui était difficile de rester plus longtemps au Cameroun. L'homme qui lui succède est Pierre Messmer, futur ministre des Armées du général de Gaulle. Ce haut fonctionnaire, un ancien de l'École nationale de la France d'outre-mer, a une longue expérience des territoires coloniaux.

Discipliné, rigoureux, il a été choisi par le socialiste Gaston Defferre, alors ministre de la France d'outre-mer.

Grâce ces élections, les militants de l'UPC, sous le masque du parti de Priso, auraient donc l'occasion de sortir de l'illégalité. Mais l'occasion va être manquée à cause de dissensions internes. Certains, très méfiants, craignent un suffrage truqué et, finalement, repoussent l'offre de Soppo Priso. D'autres choisissent le boycott du scrutin car ils ne veulent pas prendre le risque de se compter. Et donc éventuellement de déchanter. Une analyse qui sera démentie par les faits : dans les régions où l'UPC est bien implantée, les électeurs répondront à la consigne de boycott et s'abstiendront en masse.

Ce scrutin, qui aurait pu déboucher sur un apaisement, exacerbe au contraire les tensions et ouvre ce que l'on appellera alors la « semaine sanglante ».

Certes, Messmer a été envoyé au Cameroun pour appliquer la politique libérale de Gaston Defferre, une politique qui, à terme, doit conduire à l'indépendance après une période d'autonomie interne. Mais le haut-commissaire n'est pas arrivé tout seul. Il est accompagné par un homme à poigne, Maurice Delauney, à qui il va confier le commandement de la région sud-ouest, là où existent des maquis indépendantistes.

Disposant d'une vingtaine de pelotons de gendarmerie et d'un bataillon d'infanterie de marine, ce fonctionnaire est bien décidé à remettre de l'ordre dans la région. Avec le soutien total du haut-commissaire.

Pierre Messmer¹ :

Au mois d'avril, j'arrivais à Yaoundé, capitale du territoire sous tutelle. Je connaissais un peu le Cameroun pour y avoir fait deux brefs séjours. Et surtout mon expérience de l'Indochine m'avait appris comment traiter une insurrection communiste. Les combats et les négociations avec le Viêt-minh m'avaient enseigné deux règles : on ne peut discuter utilement avec des dirigeants communistes que si l'on est en position

Cameroun : silence, on tue !

1. Les blancs s'en vont, récits de colonisation, Albin Michel, 1998.

de force, politique et militaire ; dans la négociation, il faut être net et carré, ne jamais faire dans la dentelle.

Face à Um Nyobé qui tenait déjà le maquis quand j'avais été nommé haut-commissaire, j'avais d'abord pratiqué la politique du « containment », en l'empêchant de sortir du pays Bassa, sa forteresse, et en assurant la sécurité des zones sensibles, la voie ferrée, la ville d'Edéa, avec son barrage hydroélectrique et son usine d'aluminium, et celle d'Eséka, avec son industrie du bois. J'espérais aussi — à tort, j'en conviens — qu'en laissant l'UPC à peu près tranquille dans ses forêts, elle condamnerait les élections sans les troubler, se limitant à des consignes d'abstention qui avaient été bien suivies lors des élections municipales. Mais puisque l'UPC avait choisi le terrorisme, je devais réagir vite et fort.

L'UPC, en choisissant le boycott des élections territoriales, opte pour la politique du pire. À la fin 1956, juste avant le scrutin, les indépendantistes franchissent un cran supplémentaire en créant ce qu'ils appellent le Comité national d'organisation, le CNO. Un organisme chargé de préparer la lutte populaire, autrement dit le combat armé contre le colonisateur.

Une armée secrète est donc constituée. Mais une armée de pauvres : les indépendantistes des maquis disposent d'un équipement rudimentaire. Bien souvent ils ne sont dotés que de machettes ou de fusils de chasse.

Ces guerriers commencent par des actions ponctuelles : des sabotages, par exemple, sur les lignes téléphoniques ou sur la voie ferrée qui relie le port de Douala à Yaoundé. Puis — c'est malheureusement aussi inévitable que regrettable — ils s'en prennent à des notables, ceux qu'ils appellent les « valets du colonialisme ». Plusieurs d'entre eux sont exécutés. Même des sympathisants indépendantistes, dont le seul tort est de s'opposer à la violence, sont tués.

Les dessous de la Françafrique

Um Nyobé ne peut approuver. Mais des fractures sont apparues au sein de l'UPC. Les dirigeants qui, comme Félix Moumié, ont fui à l'étranger, sont les plus radicaux. Ce sont eux qui encouragent quelques excités à commettre des actes irréparables, au risque de s'aliéner la sympathie d'une partie de la population. Un assassinat en particulier provoque une grande indignation, celui d'un médecin, le docteur Delangué, un nationaliste modéré, ancien des Forces françaises libres, qui a choisi d'exercer son métier dans une zone rurale et pauvre.

La « semaine sanglante » commence au jour fixé pour les élections, fin décembre 1956. Des villages se soulèvent, des cartes électorales sont brûlées et des habitants, répondant aux mots d'ordre de l'UPC, désertent même leurs villages afin de ne pas aller voter. Résultat, des gendarmes français et des soldats dont beaucoup sont camerounais se lancent dans une répression aveugle : des cases sont incendiées dans plusieurs villages et des militants indépendantistes sont abattus.

Les indépendantistes, incapables d'affronter les forces de l'ordre, rompent et regagnent leurs maquis. À l'abri de la forêt, ils sont très difficilement repérables. D'autant que ceux qui pourraient les poursuivre n'ont aucune expérience de la lutte antiguérilla et renoncent rapidement à cette chasse.

Après ces événements dramatiques, les guérilleros camerounais ne se manifestent pas pendant une longue période. Aussi le commandement français peut-il estimer que l'opération a été un succès et que la pacification de la région Bassa, la plus agitée, est acquise.

Dans le reste du Cameroun, on a voté presque normalement. L'assemblée élue, après avoir voté le statut d'État autonome sous tutelle, investit un Premier ministre, André-Marie M'Bida. Naturellement, Messmer n'est pas tout à fait étranger à ce choix : cet homme, un modéré vaguement teinté de socialisme, est surtout très anti-UPC. Quant au viceprésident, c'est un jeune fonctionnaire musulman qui fera parler de lui : Ahmadou Ahidjo, futur président du Cameroun. D'ailleurs au Haut-Commissariat, on se dit déjà que Ahidjo ferait une excellente roue de secours si M'Bida venait à ne pas donner satisfaction. Un remplacement qui ne tardera pas.

Quoi qu'il en soit, après la répression menée en pays Bassa, Pierre Messmer tente une ouverture en direction de l'UPC et de Nyobé par

Cameroun : silence, on tue !

l'intermédiaire de Mg^r Mongo, évêque coadjuteur de Douala. Le prélat, non sans un certain courage, se rend dans la forêt afin d'y rencontrer le chef indépendantiste. Il lui faut plus de deux jours pour rejoindre le chef de l'UPC. Celui-ci lui explique qu'il veut être reconnu comme l'interlocuteur privilégié du haut-commissaire et réclame le poste de Premier ministre dans la perspective de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Autant d'exigences inacceptables pour Messmer. Il semble bien que le leader indépendantiste, trop longtemps reclus dans son maquis, ait perdu le contact avec la réalité de la situation de son pays. Il n'en reste pas moins que « le Sauveur », comme le nomment toujours ses partisans, demeure un personnage populaire et presque légendaire puisque personne, à l'exception de ses proches compagnons, ne le voit plus.

Entre temps, le haut-commissaire s'est adjoint les services d'un spécialiste de la guerre antirévolutionnaire : Daniel Doustin qui sera plus tard directeur de la DST, le contre-espionnage français.

Ce policier, directement rattaché au haut-commissaire, est envoyé au sud du Cameroun pour épauler Delauney et en finir avec les maquis UPC. Quitte à recourir à des méthodes peu orthodoxes.

Delauney, le premier, donne l'exemple : sachant parfaitement que les dirigeants les plus durs du mouvement indépendantiste ont trouvé refuge au Cameroun britannique et coordonnent l'action des maquis à l'abri de la frontière, il décide d'organiser une opération commando pour les déloger et si possible se débarrasser définitivement d'eux.

L'opération prévue est non seulement risquée mais illégale puisqu'elle doit se passer en territoire étranger. Mais le haut-commissaire donne son autorisation.

Une nuit de juin 1957, un commando franchit la frontière et détruit le siège de l'UPC. Seul regret de Delauney, le principal chef indépendantiste en exil, Félix Moumié, est absent et échappe donc à la mort.

Maurice Delauney¹ •

J'avisai le haut-commissaire de mon intention. Il approuva. Mais il me précisa que, s'il échouais, et surtout

I. Un ambassadeur raconte, Robert Laffont, 1986.

s'il se produisait quelques bavures, il ne pourrait en aucun cas me couvrir. C'était normal...

Mais j'étais décidé à prendre le risque de mener à bien une opération qui se révéla hautement bénéfique.

Il était en effet particulièrement tentant d'essayer de détruire un charbonnier situé à notre porte, d'où venaient le ravitaillement en armes et en munitions, et toutes les consignes et instructions destinées aux maquisards pour réaliser leurs actes de terrorisme.

Par une belle nuit donc, quelques hommes décidés et sûrs, Français barbouillés au charbon et Camerounais, tous volontaires, arrivèrent à Bamenda, pénétrèrent au siège de l'UPC, incendièrent l'ensemble des bâtiments et mirent définitivement hors d'état de nuire quelques-uns des principaux responsables du parti.

Toutefois cette action spectaculaire ne met pas fin aux activités du parti indépendantiste. Dans son maquis, « le grand maquis » comme il l'appelle de façon un peu présomptueuse, Nyobé continue d'agir : son ambition est de substituer à l'administration existante ses propres agents. Bref, il veut faire de la région qu'il contrôle un territoire libéré. Il structure donc ses troupes, organise un service de renseignement et crée même des tribunaux populaires chargés de juger les traîtres, c'est-à-dire tous ceux qui collaborent avec les Français et le « gouvernement fantoche » de Yaoundé.

Ses hommes multiplient les coups de force. Messmer, Delauney et Doustin décident de mettre fin à cette agitation. En décembre 1957, l'administration coloniale annonce la création de ce que l'on nomme pudiquement la « zone de pacification du Cameroun ». L'opération militaire elle-même doit se dérouler en deux temps. Il s'agit d'abord d'obliger les populations à se regrouper dans des villages situés le long des grandes voies de communication afin de mieux les surveiller et les éloigner des maquis¹. Ensuite, après avoir procédé au quadrillage de la région,

Cameroun : silence, on tue !

I. L'armée française, imitée plus tard par les Américains, n'a pas agi autrement en Indochine avec la création de ce qu'on appelait alors les hameaux stratégiques.

les maquis de l'UPC seront réduits par la force. Avec une priorité, même si ce n'est écrit nulle part, l'élimination physique de Ruben Um Nyobé.

En même temps, en métropole, le général de Gaulle est revenu aux affaires à la faveur du putsch d'Alger de mai 1958. Jacques Foccart est désormais en charge du dossier camerounais. Il s'intéresse depuis longtemps à l'Afrique et y a tissé de véritables réseaux. Il connaît en particulier tout le personnel politique africain et entretient des liens personnels avec la plupart des dirigeants ou futurs dirigeants.

L'entrée en scène de Foccart ne peut que satisfaire les militaires et fonctionnaires français en poste au Cameroun. D'autant que ces hommes ont fréquenté les mêmes cercles, apparentés aux services secrets. Foccart, par exemple, n'a jamais cessé de faire des périodes régulières dans le camp d'entraînement du Sdece, près d'Orléans.

Il est en tout cas très proche du nouvel homme fort du Cameroun, le Premier ministre Ahidjo qui a remplacé M'Bida à l'initiative du hautcommissaire Pierre Messmer. Ce dirigeant, malgré un caractère un peu rugueux, est un ami sincère de la France. Peu après sa nomination, il déclare même que son pays souhaite librement lier son destin avec le grand frère français. Il est donc évident qu'il ne s'opposera pas, bien au contraire, à la pacification entreprise par les militaires français avec la collaboration de soldats camerounais. Pour Ahidjo, Nyobé est un rival potentiel et un ennemi dont il faut se débarrasser à tout prix. Sa liquidation serait aussi une victoire symbolique tant Nyobé est devenu une sorte de légende.

Le leader indépendantiste n'ignore pas qu'il est menacé. Il sait aussi que le filet ne cesse de se resserrer autour de lui. Certains de ses partisans l'ont déjà abandonné et ont renoncé à la lutte clandestine. En outre, il est malade, miné par le paludisme. Or la pression militaire est telle qu'il ne reçoit plus de médicaments.

Les acteurs de la « pacification » marquent donc de plus en plus de points, Le chef militaire de l'organisation indépendantiste a par exemple été tué en juin 1958, C'est d'autant plus grave que Nyobé, qui refuse toujours d'être armé, n'est en aucun cas un militaire mais un idéologue

qui, même au cœur de la forêt équatoriale et malgré la maladie, ne cesse de lire et de noircir des feuilles de papier.

Jour après jour, ses déplacements sont de plus en plus difficiles. Car il est également en charge d'une famille (une femme et un bébé né en 1957 dans la jungle) qui reste avec lui malgré la traque dont il est l'objet. Les rares partisans qui l'accompagnent encore ont parfois été réduits à fabriquer eux-mêmes des fusils rustiques avec un canon constitué d'un simple tube métallique et un système de percussion dont le ressort est en caoutchouc. Autant dire qu'ils ne représentent plus guère de danger pour l'armée moderne qui les pourchasse.

En leur faveur, les maquisards n'ont plus que le terrain très difficile qui leur permet de se dissimuler et aussi le soutien des populations qui sont demeurées malgré tout sur place.

Nyobé ne peut donc échapper très longtemps aux hommes qui le poursuivent. Au début du mois de septembre, le leader nationaliste s'aperçoit que les militaires sont proches. Il doit changer précipitamment de cachette. Il se trouve alors près de son village natal. Ce n'est pas très prudent mais il n'a guère le choix. Seule sa parfaite connaissance de la forêt et la présence de quelques parents peuvent encore le sauver.

La suite est floue. Selon la version officielle, Nyobé, sa femme, son enfant et quatre ou cinq compagnons, fuyant une fois de plus, seraient tombés nez à nez avec une patrouille. Le leader indépendantiste aurait été abattu en tentant de s'échapper. Mais ce n'est guère crédible : en réalité, les militaires savaient exactement où se trouvaient Nyobé et les siens car « le Sauveur » a été trahi par l'un de ses plus proches compagnons, suborné par des officiers de renseignement français : un pisteur qui a guidé les militaires jusqu'à l'endroit exact où Nyobé avait provisoirement trouvé refuge. Mais ce Judas s'est bien gardé d'être présent au moment où a été abattu Nyobé.

Si Nyobé a pu être très précisément localisé, il était donc possible de le capturer vivant et sans même tirer un coup de feu puisqu'il n'était pas armé. Il s'agit donc d'un assassinat et non d'une bavure comme Foccart le prétendra plus tard. Les soldats, des Tchadiens, supplétifs ou mercenaires, avaient reçu l'ordre de tuer. Mais, à l'heure de l'assassinat, les militaires français ne devaient guère être loin.

Cameroun : silence, on tue !

Comme pour Che Guevara quelques années plus tard, son corps est exposé quelques instants dans le village le plus proche afin que les habitants constatent de leurs propres yeux que « le Sauveur », le prophète de l'indépendance, est bien mort. Il fallait en finir avec le mythe de son invincibilité qui lui avait permis de tenir le maquis trois années durant !

À l'annonce de cette mort, tant au Haut-Commissariat qu'au gouvernement camerounais, on respire. On estime que sans leur chef les militants de l'UPC vont rendre les armes. Il est vrai que beaucoup d'entre eux se rallient et qu'un certain calme prévaut dans le pays Bassa.

Le chemin vers une indépendance étroitement surveillée peut donc être parcouru sans grosses difficultés grâce à Ahmadou Ahidjo, le meilleur ami de la France, qui devient presque naturellement le premier président de la République camerounaise. Mais il existe toujours des nationalistes en exil, Moumié et d'autres militants beaucoup plus radicaux que Nyobé, qui n'accepteront jamais de soutenir un gouvernement camerounais entièrement aux mains des Français.

Dès la proclamation de l'indépendance, début 1960, on commence à observer des troubles, non plus en pays Bassa mais en pays Bamiléké, la région d'origine du docteur Félix Moumié. L'assassinat de Nyobé n'a donc pas abouti à la pacification tant espérée par Paris et Ahidjo. De nouvelles mesures radicales sont donc envisagées.

Maurice Delauney¹ :

Avec un travail passionnant de responsabilités diverses, et dans un environnement très varié, j'avais passé plus de deux ans et demi dans cette région Bamiléké, la plus belle du Cameroun, la plus peuplée, la plus industrielle.

Lorsque je partis de Dschang, en décembre 1958, je laissais derrière moi une situation détendue. Nous avions fait la démonstration qu'avec une volonté politique sans défaillance et des techniques adaptées, il était possible de dominer et de réduire une rébellion cependant bien organisée et qu'il n'existait aucune fatalité dans l'abandon et dans la résignation de la défaite.

1. op. cit.

Malheureusement, au terme d'une période de quelques mois au cours de laquelle on avait cru devoir ouvrir les prisons et libérer prématurément les hommes qu'on estimait « récupérables », un terrorisme larvé devait faire sa réapparition, s'étendre aux régions voisines et même à Douala.

Le 30 décembre 1959, juste avant la déclaration officielle de l'indépendance, deux mille combattants de l'UPC armés de machettes envahissent un quartier musulman de Douala. Ce lieu n'a pas été choisi au hasard : il est peuplé de commerçants venus du Nord, des hommes hostiles à toute idée révolutionnaire. Puis le siège de la gendarmerie est la cible des insurgés. Des attaques repoussées assez facilement. Mitrailleuses contre machettes, les rebelles n'ont guère la possibilité de résister et laissent sur le terrain une centaine de morts. Le lendemain, c'est à Yaoundé qu'éclatent des incidents, heureusement moins graves.

L'indépendance n'a donc rien réglé. Et il paraît évident, tant à Paris qu'à Yaoundé, qu'il existe un homme à abattre : ce docteur Félix Moumié qui continue de prêcher la révolte en pays Bamiléké et de fomenter des troubles.

Lui-même ne se trouve pas au Cameroun. Depuis longtemps déjà il a choisi l'exil car chez lui, il ferait une cible trop facile. Alors il voyage, surtout dans les pays non-alignés et bien sûr en URSS et en Chine puisqu'il est marxiste. Toutefois, comme il se sent menacé, il prend de nombreuses précautions. Au cours de ses déplacements, il évite par exemple de survoler le territoire français ou les pays appartenant à l'Union française car il n'a pas oublié la mésaventure qui est arrivée à Ben Bella et à ses amis détournés en plein vol par des appareils militaires.

Révolutionnaire, Moumié est un Lumumba¹ camerounais. Intelligent, débordant d'énergie, il est sans doute moins charismatique que Nyobé, mais il est capable néanmoins d'entraîner beaucoup de gens derrière lui, ce qui inquiète le pouvoir en place, et donc Paris.

Cameroun : silence, on tue !

I. Voir note page 45.

Cameroun : silence, on tue !

Moumié considère que l'indépendance du Cameroun est une fiction. Pour lui, c'est toujours Paris qui tire les ficelles dans son pays. Politiquement mais surtout économiquement.

Son élimination physique requiert l'emploi de spécialistes. C'est pourquoi il est décidé de se tourner vers les experts du Sdece qui jouissent d'une longue expérience. Dans la lutte contre les marchands d'armes qui équipaient le FLN algérien, les agents secrets français ont rivalisé d'ingéniosité et ont même mis au point des matériels très sophistiqués pour réaliser leurs opérations homo¹.

Un assassinat au nom de la raison d'État ne pouvant être décidé qu'au plus haut niveau, Foccart n'a pas dû y être étranger. Disposant d'un bureau à l'Élysée, s'entretenant quotidiennement avec le général de Gaulle, il jouissait de la pleine confiance de ce dernier et avait donc la possibilité d'ordonner une mesure aussi radicale sans même que le chef de l'État ne lui délivre un acquiescement formel.

Du point de vue du Sdece, la solution idéale consistait à liquider Moumié en Afrique dans l'un de ces pays dits progressistes où le leader nationaliste se rendait souvent. On songe à la Guinée ou au Ghana. Il serait alors possible de prétendre que Moumié a été victime d'une rivalité interne dans son propre parti. Mais l'occasion tarde à se présenter. Par contre, à la Piscine, on apprend que le Camerounais a l'intention de se rendre en Suisse.

Intervenir sur le territoire de la Confédération est très délicat. Nos amis helvètes sont excessivement susceptibles et n'apprécient guère qu'un service secret agisse chez eux. Surtout quand il s'agit d'une opération homo. Aussi est-il imaginé un processus ingénieux : un empoisonnement différé. Moumié sera empoisonné en Suisse mais il ira mourir ailleurs.

Le thallium permet ce genre de manœuvre : cette substance tue son homme en quelques jours mais ses effets ne se manifestent pas immédiatement.

1. « Homo » pour homicide.

2. Désignation anecdotique du Sdece dont le siège se trouve à côté de la piscine des Tourelles, 141, boulevard Mortier à Paris dans le 17^e arrondissement.

Cameroun : silence, on tue !

Pour piéger le Camerounais, les agents du Sdece se servent de son goût pour les jolies femmes et les boissons alcoolisées. Un dîner lui est offert au restaurant par un soi-disant journaliste sympathisant de la cause camerounaise qui est en réalité un agent français. Cependant, il se produit un cafouillage.

Les deux hommes ont à peine commandé leur apéritif que Moumié est appelé au téléphone. Un coup de fil donné par un comparse sous un prétexte quelconque. Conformément au plan prévu, l'agent verse le poison dans le verre de Moumié. Mais lorsqu'il revient à table, celui-ci parle tant qu'il en oublie de boire. L'homme du Sdece doit donc improviser et verser une seconde dose de poison dans le verre de vin du Camerounais à l'insu de son invité. Mais ce qu'il ne peut prévoir, c'est que Moumié, au milieu du repas, revient à son apéritif et le boit. Puis il ingurgite d'un trait son verre de vin. Il est donc deux fois empoisonné!

La nuit même, il commence à souffrir. Médecin, il comprend vite qu'il a été empoisonné. C'est ce qu'il murmure avant de sombrer dans le coma.

L'Africain meurt donc en Suisse. Ce que voulait surtout éviter le Sdece. Conséquence, l'équipe des services secrets est identifiée par la police suisse et la France est mise en cause.

Ce ratage est d'autant plus affligeant que la mort de Moumié, contrairement aux espoirs de Foccart et du président Ahidjo, ne met nullement fin aux troubles qui agitent le pays Bamiléké. Bien au contraire. Des violences éclatent un peu partout. La région entière se soulève. Un observateur fiable affirme même que ce sont plus de quatre cent mille Bamilékés qui sont entrés en résistance contre le pouvoir.

La liquidation de Moumié a seulement servi d'étincelle pour allumer un incendie prêt à se déclarer ! L'UPC joue sur les frustrations des paysans et réclame une réforme agraire. Dans ce pays Bamiléké surpeuplé, le régime foncier est encore archaïque : ce sont les chefs traditionnels qui possèdent la terre. Les véritables exploitants ne sont que des métayers traités comme des serfs. Ils sont donc très sensibles aux slogans de l'UPC qui leur promet d'en finir avec ce système injuste.

Au sein du Cameroun, cette ethnie, qui a toujours détenu le pouvoir économique, occupe une place à part. À tel point que certains ne

considèrent pas les Bamiléké comme de vrais Camerounais. D'ailleurs, des spécialistes de l'histoire de l'Afrique n'ont pas hésité à faire la comparaison avec le Rwanda¹, les Bamiléké étant en quelque sorte les Tutsi du Cameroun. La colonisation n'a guère contribué à atténuer cette hostilité ethnique latente.

Quoi qu'il en soit, cette dissidence prend une ampleur que même les révoltes en pays Bassa n'avaient pas atteinte. La situation est d'autant plus inquiétante pour le pouvoir camerounais et son tuteur français que de nombreux États africains nouvellement indépendants prennent fait et cause pour les rebelles. Ils sont même en majorité à l'ONU.

Une autre campagne de pacification doit être entreprise. Cependant, en raison de l'indépendance, l'armée française ne jouit plus de la même liberté. Certes il existe un accord de coopération militaire, comme avec d'autres pays africains. Mais, en général, ces traités prévoient seulement l'assistance française en cas d'agression extérieure². Or même si les Bamiléké sont peu appréciés par les membres des autres ethnies, ce sont des Camerounais à part entière.

Souvent, pour justifier une intervention militaire française, on a mis en avant la fiction du secours dû aux Européens menacés par les rebelles. Cependant, dans le cas du Cameroun, on n'a même pas recours à ce prétexte. L'armée française va mener une prétendue pacification sans faux-semblants. Parce que la guerre d'Algérie occulte toutes les autres questions et que personne ne s'intéresse vraiment au Cameroun, Les militaires français sauveront donc non seulement le pouvoir du président Ahidjo mais, selon les mots mêmes du Premier ministre Michel Debré, ils se livreront à une vraie reconquête du pays Bamiléké.

Direction de l'UPC³ •

Notreposition est claire et nette : l'indépendance actuelle ne répond nullement aux objectifs poursuivis par l'UPC dès sa naissance. À partir du 1^{er} janvier prochain, le Cameroun

1. Voir chapitre XIX.

2. Sur cette question, voir chapitre V.

3. Texte diffusé deux jours avant la proclamation de l'indépendance.

Cameroun : silence, on tue !

jouira d'une indépendance nominale. Loin d'être un instrument indispensable au plein épanouissement du peuple, elle sera au contraire le carcan au moyen duquel les agents du colonialisme et de l'impérialisme continueront à le tenir prisonnier dans son propre pays. Ce peuple continuera à aller nu et à mourir de faim dans un pays qui regorge de ressources économiques considérables. L'analphabétisme persistera.

Par conséquent la révolution doit continuer sur des thèmes précis :

1. Indépendance réelle,
2. Restauration et respect des libertés démocratiques,
3. Terre à ceux qui la cultivent, en l'occurrence les paysans,
4. Bien-être des travailleurs.

L'homme chargé de cette reconquête est un général français qui a été rappelé tout exprès d'Algérie où il exerçait un commandement. Le général B., ancien de la guerre d'Indochine, est un colosse qui n'a pas la réputation d'être un tendre — on l'appelle d'ailleurs le Viking. Ayant déjà l'expérience de la guerre révolutionnaire, il lui est attribué des moyens importants : cinq bataillons, un escadron de blindés et un autre de chasseurs bombardiers 13-26. Seule contrainte pour B. et ses hommes : ils doivent en principe agir sous le contrôle des autorités camerounaises. Une tutelle forcément tatillonne car Yaoundé apprécie peu d'avoir été obligé de faire appel à l'armée française si peu de temps après l'indépendance. Mais dans les faits, le général B. s'abstiendra parfois d'en référer aux Camerounais quand la situation sur le terrain l'imposera.

Le feu vert est donné au début 1961. L'objectif est double : il s'agit d'abord d'isoler la zone pour empêcher la contagion et éviter que des rebelles ne fuient. C'est seulement ensuite que le général brisera manu militari l'insurrection et restaurera peu à peu l'autorité de l'administration camerounaise.

Les opérations militaires sont menées avec une rare efficacité mais aussi avec une rare brutalité. Villages incendiés ou rasés, prisonniers

exécutés, cadavres exposés sur la place publique pour terroriser ceux qui résistent encore. On utilise même le napalm pour appliquer cette politique de la terre brûlée.

Les autorités camerounaises ne sont pas les dernières approuver ces méthodes expéditives et même à recommander une mise en œuvre encore plus sévère. Certains témoins ne peuvent s'empêcher de faire la comparaison avec Oradour. À tel point que des officiers français avoueront plus tard : on a frappé trop fort et on aurait pu obtenir le même résultat avec d'autres moyens !

Le bilan est terrible. Fin octobre 1961, le général B. lui-même donne des chiffres. Il déclare que trois mille rebelles ont été tués. Et qu'une trentaine de soldats français ont également péri. Des chiffres qui ne sont pas comparables mais les moyens des uns et des autres ne l'étaient pas non plus. D'un côté, quelques vieux fusils, des machettes, des sagaies. Et de l'autre, des avions, des blindés, des mitrailleuses.

Le combat était donc disproportionné. Et encore, les chiffres donnés par le commandement français ont-ils été minorés. La plupart des observateurs sérieux parlent plutôt de quarante mille morts Bamiléké. Et il faudrait aussi ajouter la torture et les camps d'internement où l'on enfermait les rebelles capturés.

Ce massacre restera pourtant ignoré pendant des années et des années. En Afrique, il est vrai qu'on meurt dans la plus grande discrétion. Un mort, dix morts, cent morts. Quelle importance ! En outre, les acteurs de cette tuerie ont fait en sorte que le secret soit bien gardé. Lorsque, rarement, ces événements ont été publiquement évoqués, on a seulement parlé de lutte contre des bandits ou des voyous et jamais de répression politique.

Un seul exemple : en 1964, un député communiste français sans doute bien informé pose une question écrite au gouvernement sur l'intervention de notre armée au Cameroun et l'action du général B. Il lui est répondu non pas sur le fond mais sur la forme : il est interdit de mettre en cause nommément un haut fonctionnaire dans une question écrite ! Et l'on n'en parlera plus. Comme on ne parlera guère des victimes du « train de la mort ». Au début de l'année 1962, capturés par les militaires, une cinquantaine de militants de l'UPC sont embarqués à la gare de Douala dans un fourgon métallique hermétiquement fermé.

Cameroun : silence, on tue !

Il y a aussi parmi eux quelques femmes et des enfants. Cependant, quand le convoi arrivera en gare de Yaoundé, on s'apercevra que vingt-cinq d'entre eux sont morts par asphyxie. Aussitôt, les cadavres sont escamotés et jetés dans une fosse commune.

Mais des survivants parviendront à alerter des membres de l'Église catholique qui révéleront l'affaire dans l'une de leurs publications. Toutefois ces fidèles ne tarderont pas à être expulsés et, malgré la promesse d'une enquête, plus personne n'entendra parler de ce drame.

Michel Debré¹, Premier ministre du général de Gaulle

:

L'intervention militaire de la France au Cameroun est peu connue. L'attention des journalistes n'a pas été attirée par la décision que j'ai prise et son exécution qui se prolonge pendant plusieurs mois. Jusqu'à présent, les historiens ont fait preuve de la même discrétion. Cet oubli est sans doute dû au fait que cette intervention militaire s'est terminée par un succès.

Du côté français cette opération de reconquête s'achève la fin de l'année 1962. Mais la paix n'est pas encore définitivement acquise. Entre 1962 et 1964, l'armée camerounaise prend la suite des Français, provoque de nouveaux massacres et de nouvelles désolations en pays Bamiléké. À tel point que des témoins, tel un pilote d'hélicoptère français, ont prononcé le mot de « génocide ». Mais là encore, même si les militaires français n'interviennent plus directement sur le terrain, puisque le corps expéditionnaire a été rapatrié, la responsabilité de notre pays est engagée. Outre le fait que le président Ahidjo est entouré de conseillers français, nous avons aussi formé des spécialistes locaux, comme le commissaire Fochivé, un pur produit de nos services secrets, Et qui restera toute sa vie un honorable correspondant.

Ce personnage redouté et tout puissant dans son pays finira d'ailleurs par créer une sorte de succursale du Sdece au Cameroun. Avec l'aide

I. Gouverner - Mémoires, tome 3 (1958-1962), Albin Michel, 2000.

Cameroun : silence, on tue !

technique, bien sûr, de certains de nos agents. Fochivé, qu'on surnommait le Père Foch, sera l'un des impitoyables artisans de la politique de répression du président Ahidjo. Ainsi est-il le principal responsable du drame du « train de la mort ».

Beaucoup plus tard, en 1982, la France finira par se débarrasser de Ahidjo, au profit de son Premier ministre, Biya. Fochivé se range alors immédiatement derrière le nouveau chef de l'État et reste le patron des services secrets jusqu'à sa mort, en 1997. Un record de longévité qui lui a peut-être coûté la vie car il connaissait tout sur tout le monde. En avril, il semble en parfaite santé. Toutefois, six jours plus tard, après avoir été convoqué par un conseiller du président Biya, il meurt subitement. Certains secrets sont si lourds à porter qu'ils vous font directement choir dans la tombe !

D'autres troubles sanglants éclateront au Cameroun. En particulier en 1991, où des manifestants Bamiléké réclamant un peu plus de démocratie seront tués par la troupe.

Pascal Krop¹ :

Tous les dirigeants de l'UPC, sans exception, seront assassinés. Le 5 mars 1966, le maquis d'Oseendé, le nouveau secrétaire général de l'UPC, est encerclé. Le chefreussit pourtant à s'échapper. Mais cet intellectuel mal adapté à la rude vie de brousse perd en courant ses deux paires de lunettes et ses sandales. Il errera dans la forêt pieds nus, en aveugle pendant plusieurs jours, avec un seul compagnon. Avant de tomber sur la fatale patrouille, qui rafalera sans autre forme de procès les deux hommes.

En 1971, Ernest Ouandié, le dernier chef des rebelles, est enfin publiquement exécuté à Bafoussam, sur ordre du président Ahidjo. Répression sauvage qui ne mènera à rien. Elle n'aura même pas servi — les récents événements le prouvent — à raffermir l'unité du Cameroun, comme l'ont trop souvent proclamé nos distingués africanistes.

1. L'Événement du jeudi, 1991.

Gabon : l'art de la succession

Ce fut une première dans cette Afrique francophone qui venait tout juste d'étreindre son indépendance : une intervention militaire française visant, non pas à venir en aide à un pays en proie à une agression extérieure mais à permettre à un dirigeant mal en point de récupérer son pouvoir. Et donc une ingérence armée de l'ancien colonisateur dans la vie politique d'un État en principe indépendant. Une première mais pas une dernière.

En 1964, au Gabon, le président M'Ba, renversé par un putsch militaire, récupère le pouvoir grâce aux paras français. Une façon, pour le général de Gaulle et son fidèle Jacques Foccart, grand manitou de la politique africaine de la France, de rassurer les autres dirigeants du continent noir. Menacés d'être déposés par leurs opposants, ils pourraient donc toujours compter sur la main armée de la France.

On a ainsi découvert que notre pays et certaines de ses anciennes colonies étaient liés par des accords secrets, accords qui permettaient ce genre d'intervention militaire. Néo-colonialisme ou défense de nos intérêts économiques et stratégiques menacés par des rivaux étrangers ? Ou bien les deux ?

Tout commence par une gaffe ! Six mois avant l'affaire gabonaise, le Congo voisin¹ connaît des troubles. Là-bas, depuis l'indépendance, le chef de l'État est l'abbé Fulbert Youlou. Un prêtre excentrique qui n'hésite pas à arborer des soutanes roses confectionnées par des grands couturiers et qui, par ailleurs, aime beaucoup la fréquentation des jeunes

1. Voir chapitre XI.

et jolies femmes. Le 15 août 1963, la rue congolaise, lasse de ce président d'opérette, le renverse. À Brazzaville, l'ambassadeur français avertit aussitôt Paris et interroge : que faire ?

La France dispose d'une petite garnison et de quelques chars. Informé, le général de Gaulle, qui se trouve alors en vacances à Colombey, estime qu'il incombe à Foccart de régler cette délicate question. Mais celui-ci est parti pêcher en mer : il est injoignable. Le président français se retourne derechef vers l'ambassadeur. Le diplomate, manifestement inquiet, lui affirme que si la troupe française intervient pour mater l'insurrection, il y aura des milliers de morts. Il convient donc de ne rien faire.

L'abbé Fulbert Youlou est abandonné à son triste sort et les insurgés congolais triomphent. Mais, quelques mois plus tard, le Sdece montera une véritable opération de commando pour libérer l'abbé et l'exfiltrer de l'autre côté du fleuve.

En attendant, le Général est furieux. D'autant que, manifestement, l'ambassadeur a exagéré le risque d'une intervention armée. Et bien que le locataire de l'Élysée n'ait guère eu de sympathie pour Fulbert Youlou, il considère que, dans cette affaire, la France a été humiliée car l'abbé était notre homme au Congo.

De Gaulle, après avoir enguirlandé Foccart, est bien décidé à ne pas laisser se renouveler une telle mésaventure !

Au Gabon, le pouvoir est détenu par Léon M'Ba. Cet ami fidèle de la France n'a accepté l'indépendance de son pays qu'avec regret : il aurait préféré que le Gabon devienne un département français. Quand on lui a fait comprendre que cette solution était impensable, il a voulu adopter pour son pays le drapeau tricolore. Un drapeau qui ne se serait différencié du nôtre que par l'apposition d'un dessin représentant l'arbre national, l'okoumé. Mais là encore, Foccart lui a déclaré que c'était impossible.

M'Ba, après avoir piqué une grosse colère, a fini par s'incliner. Foccart, pourtant plus jeune que lui, était devenu une sorte de parrain pour ce dirigeant gabonais. Un parrain et un ami. Sa vie durant, Foccart n'a cessé d'entretenir des relations très chaleureuses et même

affectueuses avec ces dirigeants africains qu'il recevait régulièrement chez lui dans sa maison de Luzarches.

Gabon : l'art de la succession

Léon M'Ba est né au début du XX^e siècle au sein d'une importante ethnie du pays, les Fang. Il a d'abord fait ses études chez les bons pères de la mission catholique. Puis, son brevet élémentaire en poche, il est devenu successivement employé de magasin, commis des douanes et exploitant forestier, tout en militant dans les mouvements progressistes de l'époque. Nommé chef de canton par l'administration coloniale, il est pourtant arrêté. Mais pas du tout à cause de ses activités politiques.

Aujourd'hui encore, cet épisode demeure mystérieux. Le jeune homme aurait commis un détournement d'argent. En réalité, l'affaire serait beaucoup plus grave : M'Ba pratiquait un culte traditionnel, le « bwiti Une croyance qui a aussi donné naissance à une puissante secte africaine. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur le bwiti et ses sorciers que M'Ba construira en partie son ascension politique. Quoi qu'il en soit, le jeune Africain aurait été arrêté parce qu'il aurait commis un crime rituel. Condamné à trois ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour, M'Ba est transféré dans ce qu'on appelle alors l'Oubangui-Chari, aujourd'hui la Centrafrique.

Après avoir bénéficié d'une remise de peine, il revient chez lui au Gabon, tout juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ses amis lui font un triomphe. À partir de ce moment, M'Ba commence sérieusement à penser à son avenir politique et fonde un parti, le BDG, Bloc démocratique du Gabon, un mouvement interafricain qui adhère aussitôt au Rassemblement démocratique africain du futur président ivoirien Houphouët-Boigny, une organisation qui est alors franchement de gauche et flirte même avec le communisme.

Mais M'Ba ne tarde pas à se découvrir un sérieux concurrent. Jean-Hilaire Aubame, originaire lui aussi de l'ethnie Fang, est un personnage charismatique élu dès 1946 député de l'Assemblée nationale française. Désormais, la vie politique gabonaise, avant et tout de suite après l'indépendance, est rythmée par la rivalité entre ces deux hommes.

M'Ba finit par triompher et devient le premier président de la République gabonaise. Mais Aubame ne renonce pas et reste en embuscade.

Gabon : l'art de la succession

Au fil des années, et malgré le multipartisme, les tendances autocratiques de M'Ba vont en s'accroissant. Ainsi le président n'hésite pas à faire justice lui-même. Il frappe par exemple ceux qui lui manquent de respect et utilise ce que les colons appelaient la « chicote » : un gros bâton dont ils se servaient pour châtier les indigènes. Il arrive parfois à M'Ba, si l'un de ses concitoyens omet de le saluer au passage de sa voiture, de s'arrêter et de bastonner l'insolent. En d'autres occasions, il s'amuse à jeter d'autres impudents dans le coffre de l'auto présidentielle et de circuler ainsi dans Libreville.

Toutes ces marques de despotisme finissent par irriter les Gabonais. M'Ba, qui n'est pas un imbécile, finit par s'en rendre compte. Pour reprendre les choses en main, il dissout l'Assemblée nationale en février 1964 et décide de provoquer rapidement de nouvelles élections à l'issue d'une campagne électorale la plus courte possible.

Il entend ainsi empêcher l'opposition de s'exprimer. En fait, M'Ba, gagné par la folie des grandeurs, veut régner en maître absolu sur son pays.

Premier acte : par une manœuvre habile, Léon M'Ba nomme son rival, Jean-Hilaire Aubame, à la présidence de la Cour suprême en espérant ainsi l'éloigner de l'arène politique. Deuxième acte : le président procède à une sévère épuration dans l'administration.

Ibrahima Baba Kake¹ :

L'opposition est ainsi brutalement affaiblie et la rupture totale entre les deux leaders est inévitable. Aubame redevient le grand rival des années 1950. D'autant qu'il reste député. Mais le BDG, c'est-à-dire le parti du président, lors de son congrès d'août 1963, demande la démission d'Aubame de l'Assemblée nationale en prétextant un cumul de fonction. Mais ce dernier ne démissionne que de la Cour suprême. Léon M'Ba tient pourtant à faire perdre à son rival l'unique poste électif dont celui-ci dispose et ne renonce pas à parvenir à ses fins. C'est pourquoi il dissout la Chambre et convoque de nouvelles élections pour le dimanche 23 février 1964 afin

I. Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine, Jeune Afrique éditions, 1989.
de décapiter, avec toutes les apparences légales, l'opposition. Celle-ci, qui n'est évidemment pas dupe des intentions du chef de l'État, refuse de participer au scrutin qui ne saurait, estiment-elles être équitable.

Dans les casernes, quelques jeunes officiers prêtent une attention soutenue aux événements qui se jouent sur la scène politique. La brutalité des politiciens ne leur enseigne guère à respecter une Constitution dont personne ne semble se préoccuper. Les étudiants, organisés dans l'Association générale des étudiants gabonais, dénoncent de leur côté les brimades, notamment les amendes, et les arrestations arbitraires dont sont victimes les opposants au régime M'Ba.

Mais dans l'ombre, un putsch se prépare.

Derrière ce complot se trouvent de jeunes officiers, dont certains — et c'est important pour la suite — ont été formés en France. Dans la nuit du 17 au 18 février 1964, ces militaires passent à l'action. Une action parfaitement non-violente. Aucun coup de feu n'est tiré. Les rebelles s'emparent de quelques lieux stratégiques, dont la radio bien sûr, et arrêtent M'Ba qu'ils obligent à prononcer une allocution radiodiffusée où il reconnaît sa défaite.

La majorité de cette jeune armée, qui ne compte que quelques centaines d'hommes, est restée dans les casernes. Ce n'est guère étonnant car elle est encadrée par des officiers français. Quant à la population, elle n'a pas bougé : la rue est calme.

L'impression première est donc que le putsch a réussi et qu'il en est fini du régime policier de M'Ba, comme le proclament les insurgés dans leurs allocutions radiodiffusées. Ces officiers, lieutenants ou sous-lieutenants, sont d'autant plus sûrs d'eux qu'ils sont persuadés que Paris demeurera passif comme il l'a été lors du précédent congolais.

Sereins, ils conseillent pourtant aux militaires français présents sur place, ces assistants techniques, comme on les appelle, qui entraînent

la petite armée gabonaise, de ne pas s'immiscer dans une affaire qui ne regarde que les Gabonais.

La journée du 18 février est donc très calme. Un comité révolutionnaire est constitué et, en fin d'après-midi, la radio annonce la formation d'un nouveau gouvernement placé sous l'autorité d'un civil, Jean-Hilaire Aubame, le sempiternel rival de M'Ba. Quant à ce dernier, il est prévu de le placer en résidence surveillée au fin fond du pays. Mais les routes étant très mauvaises, il est conduit à Lambaréné, pas très loin de Libreville, la capitale.

Ce calme est trompeur : à Paris, où l'on a très vite été alerté par l'ambassade, il a déjà été décidé d'agir. Le général de Gaulle et son principal conseiller, Jacques Foccart, ont en effet estimé qu'il fallait rétablir rapidement la légalité au Gabon, quitte à intervenir militairement.

Des accords secrets ont été passés avec le Gabon. Il convient donc de remplir nos engagements. Toutefois, une grosse difficulté se présente : au terme de ce traité, c'est le chef de l'État gabonais qui doit demander l'aide française via notre ambassadeur. Or le président se trouve aux mains des rebelles. Il faut donc imaginer au plus vite un subterfuge qui donnera une apparence de légalité à l'intervention des paras français.

Aubame, placé à la tête du gouvernement provisoire par les putschistes, est beaucoup moins naïf que ces derniers. Il a compris que les Français brûlaient d'intervenir. Alors il prend les devants. Dans un message envoyé à notre ambassadeur, il s'engage à protéger tous les biens des étrangers car il sait que les interventions armées des grandes puissances sont trop souvent légitimées par ce prétexte.

Autre initiative d'Aubame, toujours dans le même sens, il adresse un autre message au secrétaire général de l'ONU. Puis il convoque le corps diplomatique. Mais seul Paul Cousseran, l'ambassadeur français, s'abstient de venir sur ordre de Paris. Il le regrette car il éprouve de la sympathie pour Aubame et, d'ailleurs, fera tout ce qu'il pourra pour trouver une issue pacifique à la crise, y compris en engageant des négociations discrètes avec le chef des putschistes. Une attitude qui lui sera sévèrement reprochée par de Gaulle et qui pèsera longtemps sur l'évolution de sa carrière.

Les dessous de la Françafrique

M'Ba, étant empêché de demander l'intervention de la France, il faut essayer de trouver le vice-président, Paul-Marie Yembit. Lui n'a pas été arrêté. Sans doute parce que les mutins ont estimé que ce personnage falot ne représentait aucun danger. D'autant qu'à l'heure du putsch il se trouve alors à l'autre bout du pays, dans sa province natale. Mais personne n'arrive le joindre.

À Paris, une petite cellule s'est réunie dès l'annonce du putsch. Autour de Jacques Foccart, il y a là, entre autres, Maurice Robert, l'un de ses proches, patron de la division Afrique au sein du Sdece, Pierre Guillaumat, ancien ministre de la Défense et grand manitou du secteur énergétique français, Guy Ponsaillé, directeur du personnel de l'UGP, le groupe pétrolier d'État, et encore un conseiller français attaché à l'ambassade du Gabon à Paris. Ce dernier personnage pourrait donc représenter le Gabon, bien qu'il soit français. Mais ça ne l'autorise pas pour autant à signer une demande d'intervention. Alors, comme Yembit est introuvable, il est décidé de rédiger une lettre antidatée. Le vice-président, quand on pourra enfin le trouver, signera plus tard et légitimera ce faux.

Dans la foulée, en parfait accord avec l'Élysée, la manière forte est envisagée. De Gaulle aurait même parlé de « reconquête ». Tout va très vite : Paris ne veut pas laisser les putschistes s'installer et donc consolider leur pouvoir. Robert et Ponsaillé s'envolent aussitôt pour Dakar où stationne un régiment d'infanterie de marine. Et tandis qu'au petit matin, avant même le lever du soleil, des agents français présents à Libreville dégagent la piste de l'aérodrome, un DC-8, bourré de paras, a déjà décollé de Dakar et vole vers le Gabon.

D'autres soldats français basés en Centrafrique doivent aussi rejoindre les paras de l'infanterie de marine.

Les premiers militaires français arrivés à Libreville sont chargés d'investir la ville et, comme disent les militaires, ils doivent la nettoyer, c'est-à-dire en chasser les rebelles, ou à tout le moins les neutraliser.

Cependant, ces paras pénètrent dans une ville étonnamment calme, bien que le speaker de la radio ait appelé la population à résister à l'invasion française. Seuls quelques lycéens osent braver les troupes.

Les soldats venant de Centrafrique, à peine débarqués, sont dirigés vers le camp de Lalala, tout près de la capitale. C'est là que sont

retranchés les principaux organisateurs du putsch. Mais ces jeunes officiers ne sont pas décidés à se rendre, malgré une nouvelle intercession de l'ambassadeur de France. Une médiation par ailleurs inutile car les deux civils qui sont arrivés en même temps que les troupes, Robert et Ponsaillé, ont déjà décidé de liquider l'affaire dans la journée, y compris en utilisant la force. Ce sont les ordres de Paris.

Pourtant, certains des officiers français sont réticents. Non sans raison, ils pensent qu'il suffit d'encercler le camp. Les rebelles finiront bien par se rendre et toute effusion de sang sera évitée.

Mais Roberc, l'homme du Sdece, fort des consignes qu'il a reçues à Paris, n'est pas de cet avis. On assiste alors à une scène dramatique. L'un des officiers français reconnaît à l'intérieur du camp un lieutenant gabonais qui a été son camarade de promotion à Saint-Cyr. Camarade et même ami. Le Français l'interpelle et lui demande de se rendre. Il sera traité en officier. L'autre refuse avec hauteur. Il dit qu'en intervenant ainsi la France humilie le Gabon indépendant. Le Français insiste : « Je t'ai en ligne de mire. Si tu ne te rends pas, je vais être obligé de te tuer ! » Et le Gabonais de lui répondre fièrement : « Je préfère la mort à la honte ! »

Finalement, l'officier français tire et tue son camarade de promotion.

Ce premier coup de feu déclenche l'ouverture des hostilités et une intense fusillade. Une quinzaine de Gabonais et deux Français sont tués. Mais c'en est fini de la rébellion et Léon M'Ba, libéré, peut recouvrer son pouvoir et revenir dans son palais présidentiel dans les fourgons de l'armée française.

Désormais Foccart et les siens vont veiller au grain et renforcer leur emprise sur le petit Gabon. Plus question de se laisser prendre par surprise par des mutins. Mais se sont-ils vraiment laissé surprendre ?

En tout cas, les Français opèrent une véritable reprise en main. Paris a bien sûr rappelé l'ambassadeur Paul Cousseran. Un nouveau diplomate est nommé. Mais ce dernier, un homme de la vieille école, ne plaît pas à M'Ba, car il répugne à se mêler des affaires intérieures gabonaises ! C'est tout à son honneur, mais ce n'est pas ce que M'Ba attend d'un ambassadeur de France. Pour lui, ce représentant de l'ancien colonisateur doit être un conseiller, une sorte de parrain. Alors M'Ba

s'agite, boude, vocifère. Et il obtient de son ami Foccart la nomination d'un nouvel ambassadeur, Maurice Delauney¹. Avec celui-ci, on ne peut pas se tromper : c'est un véritable haut-commissaire qui s'installe à Libreville ! En outre, ce très bon connaisseur de l'Afrique qui a déjà occupé plusieurs postes sur le continent entretient déjà les meilleures relations du monde avec les membres du « clan des Gabonais ».

Le Clan, comme on le désigne familièrement, rassemble l'élite des Français présents au Gabon. Des gens qui dominent l'économie du pays. Au départ, ce sont essentiellement des forestiers qui font le commerce des bois exotiques. Toutefois ceux-là vont bientôt être supplantés par les pétroliers. Se mêlent à cet agglomérat des diplomates et des barbouzes. Tous en étroites relations avec Foccart.

Les principaux responsables militaires du putsch sont condamnés à de lourdes peines de travaux forcés. Quant à Aubame, l'ennemi intime de M'Ba, il écope de dix ans de prison et autant d'interdiction de séjour. Et pendant les premiers temps de sa détention, il sera battu presque quotidiennement par ses geôliers.

Tandis que le pouvoir juge les putschistes, de nombreux Français arrivent au Gabon. Des spécialistes. Par exemple, un ancien policier qui s'est distingué par son zèle sous l'Occupation et qui, à la fin des années 1950, s'est à nouveau fait remarquer lors de la répression des révoltes au Cameroun. En même temps, il est décidé de créer une garde présidentielle, chargée de la protection du chef de l'État. Le Vieux, comme on appelle maintenant Léon M'Ba, affirme avoir eu très peur. La protection de ses fétiches ne lui suffit plus. Le clan des Gabonais, en liaison avec les réseaux Foccart, s'occupe de cette question.

Léon M'Ba²:

Le coup de force du 18 février a été le fait de quelques militaires aigris, manipulés par Aubame et d'autres personnalités de l'opposition. On m'a appelé le Père de la Patrie gabonaise. Actuellement, ce père réfléchit pour définir ce qu'il

1. Voir chapitre IV.

2. Allocution radiodiffusée prononcée peu après la tentative de putsch.

Gabon : l'art de succession

doit faire en faveur de sa famille, en faveur de ses fils dont certains se sont égarés. Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'il décidera en père, avec fermeté mais avec justice.

Le clan des Gabonais est donc à l'origine de la création de la garde présidentielle. Il fait appel à un personnage légendaire : Bob Maloubier, un baroudeur, ancien des services secrets français pendant la Seconde Guerre mondiale et excellent tireur. Le Clan se démène pour recruter des costauds, trouver des armes et des uniformes et surtout faire de cette petite troupe une unité d'élite.

M'Ba est donc rassuré. Et il en a bien besoin. La population gabonaise, qui était plutôt restée passive lors des événements de février, commence à gronder. Exactement comme si les Gabonais prenaient soudain conscience qu'ils sont exploités par tous ces néocolonialistes qui règnent en maîtres dans leur pays.

Tout au long du mois de mars, on assiste donc à de violentes manifestations dans les deux grandes villes du pays, Libreville et Port-Gentil. Le sang coule. Et la répression est féroce. Le clan des Gabonais veille.

Mais déjà, on pense à l'avenir. Il est visible que le Vieux est dépassé. D'autant qu'il souffre des premières atteintes du cancer qui l'emportera trois ans plus tard.

Pierre Péan¹, journaliste enquêteur :

[Il détaille le rôle du pétrolier Guy Ponsaillé, un ancien baroudeur de la « Colo », qui va devenir l'un des membres les plus puissants du clan des Gabonais.]

Il tente notamment de rassurer Léon M'Ba, lequel ne se remettra jamais complètement de cette aventure humiliante. Ponsaillé l'accompagne notamment dans ses tournées en province où le « Clan » lui a conseillé de se rendre pour restaurer son image parmi les populations. Mais le président, déjà malade, a désormais peur de tout, mais surtout de la mort. Il

I. Affaires africaines, Fayard, 1986.

Les dessous de la Françafrique la

faut toute la force de persuasion de Ponsaillé pour le tirer hors de son palais, seul endroit où il se sent en sécurité. Il faut dire que ce lieu est un véritable camp retranché, bourré de militaires français.

Il faut trouver au plus vite un successeur à M'Ba. Le Clan croit l'avoir déniché en la personne du tout jeune directeur de cabinet du président. Un certain Albert-Bernard Bongo qui a fait preuve d'une grande détermination lors du putsch de février. Son sang-froid, son sens de l'autorité ont impressionné.

Cependant, avant d'adouber cet homme qui n'a pas encore trente ans, il faut lui faire passer quelques tests et s'assurer qu'il a bien les qualités qu'on lui suppose.

L'examineur ne sera pas n'importe qui ! C'est le général de Gaulle en personne qui va juger des aptitudes du jeune Bongo. C'est dire l'importance que l'Élysée accorde au petit Gabon !

Un beau jour de 1965, M' Ba informe son directeur de cabinet qu'il doit aller voir le Général. Aussitôt arrivé à Paris, le Gabonais se voit fixer un rendez-vous à l'Élysée.

L'audience est un peu bizarre. De Gaulle lui pose de nombreuses questions et, feignant d'avoir oublié sa géographie africaine, oblige Bongo à suppléer sa mémoire prétendument défaillante.

Le jeune Africain, très impressionné, passe malgré tout le test avec succès. À partir de ce moment, il devient réellement le successeur désigné du président M'Ba. Mais il lui faut quand même attendre la mort de son président avant d'accéder au pouvoir.

Le temps presse : la santé vacillante de M'Ba lui impose des séjours de plus en plus fréquents à Paris. Toutefois, le processus de la succession doit revêtir, au moins en apparence, un aspect légal.

Dans un premier temps, Bongo est nommé ministre délégué à la présidence de la République. Dans les faits, il occupe le poste et les fonctions d'un Premier ministre. Un peu plus tard, en 1966, Bongo ajoute à ses nouvelles prérogatives le portefeuille de l'Information. Un secteur clé ! Mais le plus difficile reste à faire.

M'Ba, hospitalisé à Paris et qui ne retournera plus au Gabon, s'accroche à la vie. À la vie et au pouvoir. Les gens de Foccart, et Foccart lui-même, ne cessent d'aller lui rendre visite dans sa chambre d'hôpital. Ils veulent absolument obtenir que le Vieux reconnaisse Bongo comme étant son successeur. Mais M'Ba résiste car il a le sentiment que sa renonciation au pouvoir précipitera la fin de sa vie.

Cependant, Foccart, fortement suppléé par le clan des Gabonais, s'acharne. Finalement, il obtient une déclaration enregistrée de M'Ba, recueillie sur son lit d'hôpital, Le Vieux y annonce son intention de réformer la Constitution et de créer un poste de vice-président de la République.

Cette fonction est naturellement conçue tout exprès pour Bongo. En toute hâte, l'Assemblée nationale gabonaise se réunit et vote cette réforme qui prévoit que si le président venait à disparaître, son vice-président lui succéderait automatiquement.

Mais ce n'est pas encore suffisant. Foccart imagine une autre comédie : une élection présidentielle anticipée. Encore une fois, M'Ba cède. Flanqué de son vice-président Albert Bongo, le Vieux se présente. Les deux hommes sont élus avec une majorité écrasante.

Désormais, M'Ba peut mourir. Il reste cependant une dernière formalité à accomplir : la prestation de serment. Pour cette cérémonie, on extrait M'Ba de l'hôpital et on le conduit à l'ambassade du Gabon. C'est un moribond qui jure de respecter la Constitution.

Certes, cette danse constitutionnelle autour d'un mourant n'est guère respectable mais c'était le prix à payer pour installer durablement Bongo au pouvoir.

À peine assis sur le trône présidentiel, il s'esc empressé d'abolir cette disposition de la Constitution créant un poste de vice-président. On n'est jamais trop prudent ! Une qualité qui lui a permis d'exercer le pouvoir jusqu'à aujourd'hui,

Le clan des Gabonais a donc gagné. En parfait accord avec le nouveau président, il continue à exploiter les ressources du pays. Car le petit Gabon est extraordinairement riche. La forêt d'abord. Et ensuite le pétrole. La nouvelle compagnie Elf y crée un solide empire et se dote

Les dessous de la Françafrique

d'un véritable service secret où l'on va retrouver quelques-uns des hommes qui ont

86

la

contribué à mater le putsch de 1964. En outre, on détecte de l'uranium au Gabon. Ce minerai ira alimenter les futures centrales nucléaires françaises.

Eintérêt stratégique de la France pour le Gabon n'est donc plus à démontrer. Ce pays devait rester une chasse gardée de Paris. Or, certains essayaient de s'y frayer un chemin. Des Américains, par exemple, même si cette menace a été exagérée à dessein pour justifier après coup la nécessité de l'intervention française de 1964. Il est vrai que Washington venait de nommer un nouvel ambassadeur, un ancien de la compagnie pétrolière Mobil. Et ce n'était certainement pas par hasard. Il a été aussi prétendu que le rival de Léon M'Ba, Jean-Hilaire Aubame, aurait reçu le soutien de l'ambassade américaine. Vrai ou pas ? Qui veut tuer son chien, l'accuse de la rage.

En tout cas, cette affaire gabonaise aura une conséquence assez extravagante. Foccart va maintenant obliger certains dirigeants africains à signer des demandes d'intervention en blanc, des documents qui permettront éventuellement aux forces armées françaises de rétablir au pouvoir ces dirigeants dans le cas où ces chefs d'État seraient empêchés de le faire. Le conseiller du Général conservera ces précieux documents dans son coffre de la rue de l'Élysée !

Une dernière information avant de clore ce chapitre. Le putsch de février 1964 n'a pas été une surprise pour tout le monde : un Gabonais, au moins, avait eu vent de ce qui se préparait : Bongo, directeur de cabinet du président. L'information est remontée à Paris où rien n'a été tenté pour prévenir le coup. D'aucuns ont peut-être pensé qu'il y avait là une bonne occasion de se débarrasser de M'Ba, un président qui devenait de plus en plus insupportable et capricieux ! Et surtout un dirigeant qui n'opposait pas une résistance suffisante face aux convoitises américaines.

Gabon : l'art de succession

Omar ¹Bongo² .

Un jour, je viens au palais, je trouve des gens en slip, étendus par terre. Ily avait des gardes, la chicote à la main, qui s'apprêtaient à lesfrapper. J'ai dit aux gardes de nefrap-

I. Il se prénomme ainsi depuis sa conversion à l'islam.

2. Blanc comme nègre, entretiens avec Airy Routier, Grasset, 2001.

perpersonne. Ils ont obéi. Leprésident s'estfiché. Nous avons eu une explication. Je lui ai dit que ça ne servait à rien. « Vous avez beau lesfrapper vous ne changerezpas lesgens. » Il s'est raisonné. Finalement, lesgens n'ontpas étéfrappés. Quant aux gardes, ils ont compris et ils ont répété ce qu'ils avaient vu. En réalité, c'était lafaçon un peu particulière qu'avait Léon M'Ba de nous apprendre le civisme.

Guinée : un homme à abattre

« À complot permanent, terreur permanente ! » Cette formule, qui aurait pu être prononcée par Staline, était, semble-t-il l'une des maximes favorites d'un étrange leader africain, Sékou Touré. Étrange, en effet, la transformation de ce syndicaliste et député de l'Union française, pétri de valeurs républicaines, qui se mue en tyran sanguinaire dès qu'il arrive au pouvoir. Premier chef d'État de la Guinée, il a exercé pendant presque un quart de siècle une dictature impitoyable sur son pays qu'il disait menacé en permanence par des complots fomentés de l'étranger. Des complots dont l'existence justifiait, selon lui, la terreur qu'il faisait régner sur ses concitoyens.

Qu'en était-il en réalité ?

Sékou Touré, l'homme qui a dit non au général de Gaulle, n'était-il pas d'abord une créature de la Françafrique ? Un dictateur fabriqué par la France qui, dans cette mesure, porte aussi la responsabilité de ses crimes ?

Tout au long de son long règne (1958-1984), Sékou Touré a suscité beaucoup d'hostilités. Et pas seulement à Paris. De nombreux services secrets n'ont pas ménagé leurs efforts pour se débarrasser de lui. Mais le Guinéen leur a échappé en mourant de mort naturelle ! Apparemment en tout cas. Sékou Touré a succombé soudainement au cours d'un voyage aux États-Unis. Il n'avait alors qu'une petite soixantaine d'années. Et malgré les conclusions des médecins, cette brusque disparition n'a pas manqué d'étonner.

Sékou Touré est né en 1922 en pays Malinké, aux confins de la savane et de la forêt, tout près des sources du Niger. Une origine dont il était très fier car c'était le lieu de naissance d'un certain Samory Touré, un chef politico-religieux de grande envergure qui a longtemps mené la vie dure aux troupes françaises. Le jeune Sékou ne cessera donc de se réclamer de ce guerrier prestigieux dont il affirmera même qu'il était

Guinée • un homme à abattre

l'un de ses aïeux ! Vrai ou faux ? Peu importe ! L'essentiel était qu'on le croie.

Le futur leader guinéen a d'abord suivi l'enseignement d'une école coranique. Puis il a fréquenté un établissement professionnel à Conakry, la capitale, avant de faire des études secondaires par correspondance, ce qui lui vaut d'être engagé dans les services financiers des PTT.

Fonctionnaire très bien noté, Sékou Touré est entreprenant et intelligent. En 1945, profitant du fait que le droit syndical a été accordé aux Africains peu d'années auparavant, il fonde le premier syndicat de Guinée. Une initiative accueillie fraîchement par les autorités coloniales qui considèrent que l'obtention d'un droit ne doit pas se traduire automatiquement par son exercice !

Sékou Touré devient donc très vite la bête noire du gouverneur ! D'autant qu'il devient secrétaire général de l'Union cégétiste guinéenne, avant de fédérer les syndicats de l'Afrique-Occidentale française, l'A-OF.

Conséquence immédiate, le jeune homme est révoqué et fait même un court séjour en prison.

Affilié à la CGT, Sékou Touré n'est pas membre du parti communiste mais il en est très proche et fréquente ses dirigeants lors de ses voyages à Paris. Toutefois, ce jeune leader syndicaliste rejoint le RDA, le Rassemblement démocratique africain, où l'on trouve de futurs chefs d'État, comme Houphouët-Boigny. En même temps, il gagne en popularité dans cette Afrique francophone.

En 1953, afin d'obtenir l'application du code du travail, il organise une grève générale qui dure plus de deux mois et oblige le gouverneur de l'A-OF à céder ! Un an plus tard, l'administration coloniale croit tenir sa revanche : Sékou Touré, candidat lors d'une élection législative partielle, est battu grâce à une fraude massive organisée par les autorités. Un trucage électoral qui ne fait qu'accroître la popularité du jeune dirigeant. Bientôt, il est élu maire de Conakry puis député en 1956. Il siège alors dans les rangs de la gauche sous l'étiquette du Front républicain de Guy Mollet.

Un an plus tard, lorsque la loi-cadre initiée par Gaston Defferre entre en application, il accède à la vice-présidence du Conseil de

Les dessous de la Françafrique

gouvernement de la Guinée. Aux termes de cette nouvelle disposition législative qui accorde plus d'autonomie aux colonies, le vice-président est en fait le véritable chef du gouvernement.

Sékou Touré est donc désormais le maître de la Guinée et règne sans partage. Son parti, un parti unique bien sûr, s'impose. Par la force, s'il le faut ! Le Guinéen ne fait pas mystère de ses convictions marxistes et la plupart de ses ministres sont proches des communistes. Pourtant il ne remet pas en cause l'appartenance de son pays à la République française et évite soigneusement de prononcer le mot d'indépendance.

Mais cette prudence est trompeuse : Sékou Touré est un africaniste révolutionnaire, qui rêve d'une Afrique unie, une Afrique qui, un jour, forcément, devra couper le cordon ombilical avec la puissance coloniale. Et petit à petit, il évolue.

Au début de l'année 1958, Sékou Touré commence à évoquer une association libre avec la France. Cependant le terme « indépendance » n'est toujours pas prononcé ! Mieux, dans ses écrits, ce révolutionnaire célèbre la confiance et l'amour que les Africains, à commencer par lui-même, portent à la France. C'est pourtant ce personnage qui sera bientôt présenté comme l'un des pires ennemis de notre pays ! Un homme à abattre ! Mais un homme que la France n'a pas su ou voulu entendre.

En 1958, il est vrai que l'indépendance est dans l'air du temps. Après l'Indochine et la victoire du Vietminh, un formidable mouvement d'émancipation a gagné nombre de pays du tiers-monde. La guerre d'Algérie en témoigne. Sékou Touré fait bien sûr partie des dirigeants africains qui condamnent l'action de la France dans nos départements maghrébins. Mais de Gaulle revient au pouvoir. Incontestablement, l'Afrique attend beaucoup du retour du Général, l'homme du célèbre discours de Brazzaville où a été évoquée pour la première fois l'émancipation des Indigènes, comme on les appelait alors.

Les dirigeants africains pensent que de Gaulle va accorder à leurs territoires une autonomie encore plus grande, un statut qui sera très proche de l'indépendance, tout en maintenant des liens forts avec la métropole. Une fédération de pays autonomes. Ce que de Gaulle va bientôt appeler la Communauté et que les populations françaises et

Guinée • un homme à abattre

africaines sont appelées à ratifier en septembre 1958, lors du référendum sur la Constitution de la V^e République,

Mais de Gaulle a prévenu : si un pays vote non, cela signifiera le choix de la sécession et donc celui de la totale indépendance. Les liens avec la France seront donc rompus. Avec toutes les conséquences que cela implique et d'abord la fin de l'aide française !

La menace est donc claire. Pour bien faire passer son message, le Général entreprend une grande tournée africaine en août 1958. Partout, l'accueil est favorable, sauf dans la Guinée de Sékou Touré. De Gaulle considère qu'il s'agit d'un affront personnel. Il ne le pardonnera jamais au leader guinéen.

Jean Lacouture¹ :

[Alors journaliste au Monde, il a accompagné le Général dans sa tournée africaine d'août 1958. Quelques jours auparavant, il a interviewé Sékou Touré et en brosse le portrait suivant:]

Comment nepas être frappé par l'impression de puissance contenue dans ce corps replié sur un fauteuil bas, dans ce visage fortement maçonné, aux méplats semblables à des rochers émergeant du Niger, dans ce regard luisant étrangement au creux des orbites plus noires encore que le noir visage — un noir de théâtre, un noir pour jouer Othello ou le Monastatos de La Flûte enchantée dans cette mâchoire de guerrier Malinké ? Mais ce qui frappait plus encore à cette époque, et qui a bien changé depuis, c'était l'extraordinaire faculté de silence de M. Sékou Touré. Qui a pu depuis lors être témoin des remarquables démonstrations de volubilité données à travers le monde par le leader guinéen ne peut évoquer sans quelque effarement le mutisme dont il pouvait alors faire preuve.

I. Cinq hommes et la France, Le Seuil, 1961.

[Et, plus loin, le journaliste écrit:]

Les dessous de la Françafrique

Dès cette première rencontre, M. Sékou Touré m'a fait penser au Gamal Abdel Nasser de la première époque, celle du coup d'État. Mais ce qui apparaissait chez l'Égyptien imputable à la timidité semblait bien chez le Guinéen relever d'une formidable puissance de dissimulation, d'un exemplaire contrôle de soi. Qu'il l'ait appris chez Lénine, chez Machiavel, Chez Retz plus simplement dans son Village, M. Sékou Touré savait déjà que le meneur d'hommes est plus grand par ce qu'il tait que par ce qu'il dit. Quitte à oublier plus tard ce précepte.

Tout avait pourtant bien commencé. En apparence au moins. Aussitôt descendu de l'avion, le général de Gaulle monte dans une auto où prend place Sékou Touré. Direction Conakry. Sur les quelques kilomètres qui séparent l'aéroport de la capitale, le ballet est ininterrompu ! Des danseurs donnent un spectacle étonnant, exubérant, parfaitement mis en scène. Tous ceux qui ont assisté à cette exhibition n'en croient pas leurs yeux, même s'ils sont habitués à voir des foules africaines, colorées et enthousiastes.

Il s'agit bien sûr d'impressionner le Général et de lui donner à penser que toute la population guinéenne se trouve derrière son leader Sékou Touré. Et si de Gaulle a pu croire un instant que ce spectacle était une manifestation d'admiration pour sa personne, ceux qui, dans son entourage, connaissaient le pays, lui ont vite dessillé les yeux. Car cette foule impressionnante chantait aussi. Et un mot lancinant, un seul, revenait sur toutes les lèvres : « Syli » ! Syli, « l'éléphant » ! C'est-à-dire l'animal fétiche de Sékou Touré.

La foule célébrait donc son leader et lui seul : Sékou Touré qui pouvait manipuler son peuple à sa guise et le faire voter comme bon lui semblerait !

Après cette démonstration de force, le plus explosif restait à venir ! À l'issue de quelques instants de repos, les deux hommes se rendent ensemble au siège de l'Assemblée territoriale. Pour l'occasion, Sékou Touré a revêtu un large boubou blanc et s'est coiffé d'une toque de fourrure frisée. Il entend ainsi affirmer, devant le Général et tous ceux qui l'accompagnent, son africanité.

Guinée • un homme à abattre

Le bâtiment de l'Assemblée est bondé. L'atmosphère est fiévreuse. Comme le veut le protocole, c'est d'abord Sékou Touré qui prend la parole et s'adresse à la foule. Même la plus banale de ses phrases reçoit une ovation extraordinaire. On applaudit à tout rompre ! On hurle de joie !

Ce discours n'a pourtant rien d'antifrançais. Au contraire même, Sékou Touré affirme que la Guinée veut continuer à vivre avec la France. Mais c'est le ton qui étonne : violent, emphatique. Se glissent aussi dans cette allocution quelques phrases nettement provocatrices. Celle-ci, par exemple : « Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage ! »

Aussitôt de Gaulle blêmit : c'est la France et son œuvre en Afrique qui sont attaquées. Et aussi, naturellement, ce projet de Communauté qu'il propose aux Africains ! Le Général comprend immédiatement que Sékou Touré appellera les Guinéens à voter non au référendum.

Dans sa réponse il répète ce qu'il a déjà dit dans les autres territoires qu'il a déjà visités. Mais le cœur n'y est pas ! Et puis, que dire à une foule tout acquise à celui qu'il considère désormais comme un adversaire ?

La suite du séjour en Guinée est d'ailleurs glaciale. Lorsque le cortège du Général regagne l'aéroport, les rues sont quasi désertes et hostiles. La rupture n'est pas encore consommée mais elle est déjà dans toutes les têtes. Et malgré les efforts des uns et des autres, la Guinée, effectivement, votera massivement non quelques semaines plus tard, choisissant donc l'indépendance sans la France. C'est-à-dire aux yeux du Général, contre la France !

Raoul Salan¹:

[Chef de l'armée en Algérie, il reçoit le Général à son retour de Guinée, à Maison Blanche, l'aéroport d'Alger.]
Me serrant le bras, il explose soudain : « Salan, ce qui s'est passé à Conakry est insensé... Je ne concevais pas pareille

I. Mémoires, Presses de la Cité, 1970.

Les dessous de la Françafrique

haine à l'égard de la France et de moi-même... Une vieille femme, sur le côté de ma voiture, a fait le geste de soulever sa jupe et a craché sur le véhicule. Puisqu'ils veulent l'indépendance, eh bien, qu'ils la prennent, mais ils n'auront plus un sou ! »

Désormais, tout sera mis en œuvre pour se débarrasser de Sékou Touré.

Les premières mesures punitives sont monétaires. Avant même le référendum, le haut-commissaire de l'A-OF, Pierre Messmer, organise une véritable opération de commando pour récupérer les milliards de francs CFA qui se trouvent dans une succursale de la Banque centrale à Conakry.

Ce hold-up est opéré par des parachutistes et des marins français. Sékou Touré fait le gros dos. En fait, il a une idée derrière la tête et va essayer de rouler la France. Tout en affirmant haut et fort après le référendum, et donc la rupture, qu'il veut rester dans la zone franc, il pense déjà à créer sa propre monnaie. Toutefois, ça demande du temps. Il faut créer une banque d'émission, imprimer des billets, les mettre en place. Par conséquent, Sékou Touré essaie donc d'endormir provisoirement les autorités françaises afin de gagner du temps.

Les billets sont imprimés très discrètement en Angleterre. Mais, du côté français, la riposte est déjà prête. Les services secrets sont chargés de fabriquer des faux francs guinéens. Dès que la nouvelle monnaie est mise en circulation, cette masse de faux billets est envoyée là-bas ! Résultat, la monnaie de Sékou Touré est rapidement dépréciée ! Et les conséquences sur une économie déjà fragile sont particulièrement graves.

Quoi qu'il en soit, cette opération de faux monnayage démontre que la France bénéficie sur place de nombreuses complicités et que les services secrets disposent d'un véritable réseau d'agents coordonnés et commandés par l'Élysée, via Jacques Foccart.

Outre la fureur du Général qui estimait avoir été humilié par Sékou Touré, il faut aussi savoir que la France avait des intérêts économiques très importants à défendre en Guinée. Pechiney venait de construire là-bas une importante usine de transformation de la bauxite en aluminium. Un très gros investissement. Il était à craindre que le flirt

Guinée • un homme à abattre

que Sékou Touré a tout de suite entamé avec les pays communistes n'entraîne une nationalisation de cette usine.

C'est pourquoi le Sdece et les hommes de Foccart ont très vite songé à tenter un coup de force.

Ce complot, le premier — car il y en aura d'autres —, est préparé dès le début de l'année 1959 à la fois à l'extérieur et à l'intérieur de la Guinée. À l'extérieur, il s'agit d'entraîner des officiers guinéens hostiles à Sékou Touré. Au Sénégal, le grand voisin du Nord, la France dispose d'un important contingent militaire et de bases sûres où ces futurs rebelles officiers peuvent être formés en toute discrétion par des hommes du 11^e choc, le bataillon qui fournit les effectifs du service « action » du Sdece.

À l'intérieur de la Guinée, le plan prévoit de déclencher à la fois un coup d'État à Conakry et un soulèvement armé dans le massif montagneux du Fouta Djallon, une région proche du Sénégal. On peut donc y faire parvenir des armes sans trop de difficultés. Ce territoire est aussi peuplé de Peuls, une ethnie qu'on retrouve également au Sénégal et réputée être traditionnellement hostile aux Malinké.

Des dépôts d'armes sont donc constitués dans le Fouta Djallon, tandis qu'à Conakry les conjurés se préparent. Ce sont des opposants empêchés de s'exprimer par Sékou Touré qui règne sur son pays d'une main de fer ! Certains d'être soutenus par la France qui leur a donné des assurances, ils rassemblent des intellectuels, des commerçants et des hommes d'affaires qui redoutent l'isolement de leur pays et, bien évidemment, des militaires.

Cependant, même dans les plans les mieux élaborés, il peut se glisser une paille. En l'occurrence, l'histoire est très curieuse. L'un des officiers parachutistes qui doit participer à l'opération a soudain des scrupules. Il a en effet compris que la finalité de l'opération était l'assassinat de Sékou Touré. Catholique, il s'en ouvre à un religieux. Celui-ci, ne respectant pas le secret de la confession mais n'écouter que sa conscience, en parle à son tour à un haut fonctionnaire en poste à Dakar.

De fil en aiguille, l'information parvient jusqu'à Paris au ministère des Affaires étrangères où, bien sur, on tombe des nues ! Car nul n'est

Guinée • un homme à abattre

informé de cette opération préparée dans le plus grand secret par Foccart, et par lui seul ! Et donc sans avertir les diplomates en poste à Dakar ou à Conakry.

Le ministre, Couve de Murville, monte sur ses grands chevaux. L'opération est momentanément abandonnée.

Sékou Touré¹ •

Foccart est le responsable numéro un de toutes les subversions organisées en Afrique, et particulièrement en Guinée. [...] Ce serait prétentieux et même une aberration de ma part de penser que le gouvernement se séparerait d'un Français parce que la Guinée le veut. Mais c'est aussi honnête de notre part que de dire qu'étant convaincus que M. Foccart est dans tous les complots contre la Guinée, nous ne sommes pas prêts à collaborer avec l'équipe Foccart.

Foccart, qui se sait soutenu par le Général, n'est pas homme à laisser tomber. Pour lui, Sékou Touré représente un danger permanent. Non seulement parce qu'il pourrait donner des idées d'autres pays africains mais aussi parce qu'il se rapproche dangereusement des pays de l'Est.

Une deuxième tentative est donc envisagée. C'est d'autant plus facile que l'opération précédente a été simplement gelée et que les dispositifs prévus sont restés en place. Quant aux conjurés, ils sont toujours prêts à agir. Seule nouveauté, une intervention militaire effectuée depuis la Côte d'Ivoire.

Sékou Touré, comme tous les dictateurs, est un paranoïaque qui se méfie de tout le monde. Et il faut reconnaître que les initiatives françaises n'ont fait que contribuer à développer chez lui cette obsession du complot.

Le dirigeant guinéen soupçonne en particulier des hommes de son entourage immédiat de vouloir le démettre ! Et il décide de dégainer le premier. En avril 1960, quinze jours avant l'opération prévue par le Sdece, ses services de sécurité arrêtent ces supposés comploteurs. Cette

Guinée : un homme à abattre

I. Interview donnée à l'agence britannique de télévision Visnews en mai 1971.

rafle déclenche un vent de panique chez les vrais conjurés qui se croient découverts. C'est la débandade ! On se dénonce les uns les autres. Tandis que certains, risquant le tout pour le tout, interviennent les armes à la main. Ça se termine par un massacre. Plusieurs ressortissants français sont arrêtés, des armes sont saisies, l'échec est patent, total !

Pierre Messmer .

[L'ancien haut-commissaire de l'A-OF affirme que Foccart, ne croyant pas à la solidité du régime de Sékou Touré, a fini par en convaincre le général de Gaulle. Et il a agi en conséquence.]

Dans ses Mémoires, Foccart parle, l'intéressé n'en dit pas un mot, respectant une règle bien connue des services secrets: « N'avouez jamais, surtout vos échecs ! » N'ayant jamais appartenu à ces services, je ne me sens pas lié par cette règle, s'agissant d'événements vieux de quarante ans.

Cette nouvelle affaire a beau avoir échoué, elle n'améliore pas les relations entre la Guinée et la France, qui vont aller en se dégradant au fil des mois et des années. À la fin de l'année 1960, par exemple, Sékou Touré gèle les avoirs français en Guinée. Et puis il y a la malheureuse histoire de ce pharmacien français emprisonné à la suite du complot d'avril 1960. Cet homme, Pierre Rossignol, très connu en Guinée, est accusé à tort d'avoir fait partie des conjurés. Il passe deux ans dans les geôles de Sékou Touré dans des conditions épouvantables. En fait, le dictateur guinéen, en l'incarcérant, a d'abord voulu se venger de la France.

Foccart et le Sdece renoncent à l'utilisation de la force pour se débarrasser de Sékou Touré. Même si, en 1965, Sékou Touré mettra en cause sans preuve plusieurs ministres français et évidemment l'éminence grise du Général d'avoir tenté de le faire assassiner ! Mais il n'en reste pas moins que les services secrets français auront toujours Sékou Touré à

Les dessous de la Françafrique

I. Récits de décolonisation, Albin Michel, 1998.

98

l'œil et ne manqueront jamais d'aider en sous-main les opposants guinéens ou de fomenter des incidents aux frontières de la Guinée. En tout cas, ces graves accusations de 1965 aboutissent — c'était inévitable — à la rupture des relations diplomatiques entre nos deux pays.

En 1971, Jean-Paul Alata, un Français marié à une Guinéenne devenu l'un des conseillers les plus influents de Sékou Touré, est arrêté. Sous la torture, il reconnaît travailler pour le Sdece. Des aveux qu'il faut donc accueillir avec circonspection. Détenu pendant quatre ans et demi en prison, il n'est relâché que lorsque les relations diplomatiques entre Paris et Conakry sont rétablies.

La France n'a pas été la seule à s'occuper de la Guinée. Les États-Unis, aussi, y ont mis leur grain de sel, à partir du moment où une entreprise américaine s'est substituée à Pechiney dans la production de l'aluminium guinéen. Sans doute considéraient-ils que leurs intérêts seraient mieux défendus sous un régime différent. Mais les Portugais ont également joué leur partie. Toujours maîtres de la Guinée-Bissau voisine, ils accusaient Sékou Touré de soutenir les guérilleros de Cabral qui luttaient pour l'indépendance. En 1970, ils interviennent militairement en Guinée avec des exilés et occupent un temps Conakry avant d'être défaits par les troupes de Sékou Touré. Après ce nouvel échec d'une puissance occidentale, le dictateur guinéen semblait vraiment invincible ! Mais, une nouvelle fois, cette ingérence agressive donne lieu à une répression féroce. C'est dans cette mesure que toutes ces interventions extérieures ratées n'ont fait au fond que plonger la Guinée un peu plus dans la nuit et la terreur !

Pascal Krop ¹:

En 1969, 1970, 1974, la CIA et le BND allemand lanceront encore plusieurs opérations armées. Toutes ces manœuvres échoueront lamentablement. On s'enferme une idée en compulsant L'impérialisme et sa cinquième

Guinée : un homme à abattre

colonne, un recueil publié par les services de Sékou Touré
et composé de

1. Les secrets de l'espionnage français de 1870 à nos jours, Lattès, 1995.

l'impressionnante litanie des aveux soutirés à divers opposants. Ces confessions, obtenues au moyen d'interrogatoires particulièrement inhumains, sont à prendre avec précaution. Les anciens du Sdece admettent cependant que les griefs faits à la France sont en bonne partie fondés, et qu'aucun complot mentionné n'est imaginaire. Écoutons donc l'un des inculpés : « J'ai été recruté par les services français, témoigne Bangouri Karim, animateur du Bloc africain de Guinée (BAG), puis secrétaire d'État guinéen aux Mines et à l'Industrie, par l'intermédiaire de J. P. qui représentait les anciens établissements français de l'Inde. En juillet 1959, je le rencontrai chez lui avenue Raymond-Poincaré, pour lui faire mon premier rapport. La consigne secrète était à l'époque d'entrer dans le gouvernement d'union et dans l'administration, et de poursuivre le travail pour une prédominance française sur tous les plans, notamment économique, culturel et politique. »

VII

Togo : le sergent-chef était l'assassin

Il a été victime du premier coup d'État militaire en Afrique noire. Moins de trois ans après avoir obtenu l'indépendance de son pays, le Togo ! Il s'appelait Sylvanus Olympio. Et il a sans doute été tué par son successeur, le président Eyadéma, père de l'actuel chef d'État togolais, Faure Gnassingbé. Eyadéma lui-même a d'abord reconnu ce meurtre commis à Lomé au petit matin, le 13 janvier 1963, avant, plus tard, de changer de version.

Mais cet assassinat a-t-il été téléguidé depuis Paris ? C'est-à-dire depuis le bureau de Jacques Foccart, secrétaire général de l'Élysée, chargé des Affaires africaines et malgaches, et qui supervisait également nos services spéciaux, c'est-à-dire le Sdece ?

Sylvanus Olympio avait une personnalité peu ordinaire. La carrure et l'expérience nécessaires pour faire de sa patrie un havre de paix et de prospérité. Une incontestable chance pour ce modeste pays tout en longueur, dix fois plus petit que la France et qui, au début des années 1960, ne comptait qu'un peu plus d'un million d'habitants.

Comme ailleurs en Afrique, ses frontières dessinées par le colonisateur de façon parfaitement artificielle ne respectaient pas la localisation des ethnies. Les Ewé, par exemple, étaient fixés au Togo mais aussi au Ghana. C'était créer d'emblée un facteur de troubles : cette division ne pouvait qu'engendrer une aspiration légitime à la réunification, aspiration encouragée par le voisin ghanéen, beaucoup plus grand et beaucoup plus peuplé. D'autant que ces deux pays avaient eu une histoire commune.

À la fin du XIX^e siècle, le Togo a d'abord été colonisé par les Allemands. Mais, peu de jours après la déclaration de guerre de 1914, Français et Anglais conquièrent le pays et expulsent les Allemands. À

Togo : le sergent-chef était l'assassin

l'issue de la Grande Guerre, la Société des Nations place le Togo sous mandats français et britannique. Le Togo français devient une entité à part entière tandis que le Togo britannique est annexé à la Gold Coast, colonie anglaise qui deviendra indépendante sous le nom de Ghana.

Il existe donc des Togolais francophones et d'autres qui sont anglophones. Ainsi Olympio a fait ses études supérieures en Angleterre. Mais il a préalablement fréquenté une école allemande. Puis il vivra dans un pays francophone, la partie du Togo sous mandat français. Une éducation morcelée qui a néanmoins permis au jeune Sylvanus de devenir un remarquable polyglotte qui parlait six langues.

Olympio est né au début du siècle dans une grande famille de la région, des négociants mulâtres d'origine brésilienne installés sur la Côte des Esclaves et qui se sont autrefois enrichis grâce à la traite des Noirs. Après une brillante scolarité en Angleterre, Sylvanus, diplômé d'économie, est nommé directeur d'une filiale d'Unilever installée au Togo. À l'époque, sur tout le continent, aucun Africain n'occupe un poste aussi prestigieux.

Respecté, admiré par ses frères togolais et africains, sa renommée va bien au-delà du petit Togo. Au début des années 1940, il crée un cercle culturel, le Comité de l'unité togolaise. C'est en fait l'esquisse d'un parti politique. Déjà, Olympio pense à l'indépendance et encore plus à la réunification du pays. Mais le sujet est encore tabou : la création de ce comité vaut à Olympio d'être interné par le commissaire de France, alors sous les ordres de Vichy. Mais dès que les gaullistes prennent le contrôle de l'A-OF, l'Afrique-Occidentale française, Olympio recouvre la liberté.

Aussitôt après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il transforme son association culturelle en parti politique et doit immédiatement affronter l'hostilité du nouveau commissaire de France. Ce haut fonctionnaire suscite même la création d'une autre organisation togolaise beaucoup plus modérée et résolument francophile. Un parti par ailleurs dirigé par le propre beau-frère de Sylvanus Olympio, un ingénieur, Nicolas Grunitzky, qui sera son éternel rival.

Cultivé, influent et partisan déterminé de l'indépendance de son pays, Sylvanus Olympio entend utiliser toutes les ressources juridiques et diplomatiques pour arriver à ses fins. En effet, à cause de son passé,

Les dessous de la Françafrique

le Togo n'est pas tout à fait une colonie comme les autres. C'est l'ONU, héritière de la SDN, qui a donné mandat à la France pour exercer un protectorat sur le pays. L'ONU qui envoie régulièrement des missions au Togo. Or un article de la Charte des Nations unies stipule que la puissance tutélaire, en l'occurrence la France, doit encourager l'évolution des peuples, le but final étant de leur permettre de s'administrer eux-mêmes.

Olympio mène donc une véritable opération de lobbying à l'ONU et aux États-Unis. Une entreprise peu appréciée par la France qui essaie par tous les moyens de contrarier les efforts du dirigeant togolais. D'abord en favorisant politiquement son rival et beau-frère lors des différentes élections. Ensuite, de façon plus machiavélique, les administrateurs coloniaux successifs encouragent les divisions ethniques et sociales à l'intérieur du Togo. S'il existe en effet une élite à laquelle appartient Olympio, qui habite, au sud, les zones urbanisées situées le long de la mer, le reste de la population réside à l'intérieur du pays, sur les plateaux et dans la montagne. Une multitude de petites ethnies batailleuses et frondeuses qui continuent de vivre chichement selon la coutume. Pour le pouvoir colonial, il est donc tentant de jouer de cette disparité. Il suffit de caresser dans le sens du poil les chefs traditionnels, en les reconnaissant officiellement et en leur confiant des pouvoirs administratifs et politiques.

Grâce à ces combinaisons et à la fraude électorale, le parti d'Olympio perd les élections au tout début des années 1950. Mais cette défaite électorale ne le décourage pas. L'homme d'affaires entend bien faire entendre la voix des nationalistes togolais lors d'une assemblée générale des Nations unies qui doit se tenir à Paris. Ce que la France ne peut admettre!

Paris commence par exercer des pressions sur la filiale d'Unilever qui l'emploie. Ses patrons lui offrent le choix. Ou il embarque pour une luxueuse croisière aux frais de la maison pendant la session des Nations unies, ou bien il démissionne !

Contre toute attente, Olympio opte pour cette solution. Cet acte courageux lui vaut une extraordinaire popularité au Togo ! Il a sacrifié une réussite professionnelle incontestable, et unique pour un Africain, à la cause de la liberté de son pays !

Togo : le sergent-chef était l'assassin

Remis en selle, « Monsieur Sylvanus », comme on l'appelle désormais, symbolise l'aspiration à l'indépendance. La puissance coloniale a beau mettre en avant Nicolas Grunitzky, il est évident que le seul homme politique togolais qui compte est Olympio. Et que, tôt ou tard, il s'emparera du pouvoir.

Mais c'est aussi un légaliste. S'il désire de toutes ses forces que le Togo se détache de la France, il veut que cette séparation se fasse sans douleur, sans violence.

En 1958, son parti triomphe aux élections législatives. Un véritable raz-de-marée, malgré la fraude. Le haut-commissaire de France est contraint de le nommer Premier ministre. Cependant, ce n'est pas encore l'indépendance. L'un des premiers gestes de Sylvanus Olympio consiste à prendre l'avion pour Paris. Il veut discuter directement avec le général de Gaulle qui vient de revenir aux affaires.

En 1958, le haut-commissaire de France s'appelle Gaston Spénale. C'est un adversaire résolu de Sylvanus Olympio. Et il a tenté d'écarter le leader togolais en le privant de ses droits civiques sous prétexte d'une infraction à la législation des changes. Toutefois, devant le triomphe électoral du parti d'Olympio, il doit s'incliner et se résout à le nommer Premier ministre. Mais déjà, le haut-commissaire engage le processus visant à écarter Sylvanus Olympio.

L'un des premiers visiteurs de Gaston Spénale s'appelle Mama Fousséni. C'est le chef d'un parti, l'UCPN, l'Union des chefs et des populations du Nord. S'il se rallie à Olympio, ce dernier pourra constituer un gouvernement d'union nationale et mettre fin aux traditionnelles dissensions entre le sud et le nord du pays, le Nord où se recrutent la plupart des militaires togolais. Or, après avoir rencontré Spénale, Fousséni, qui était d'abord enclin à pactiser avec Olympio, décide de demeurer à l'écart. Une décision, manifestement inspirée par le haut-commissaire, qui pèsera très lourd dans la suite de cette histoire.

En attendant, Olympio rencontre donc le général de Gaulle. L'ancien chef de la France libre a plutôt de la sympathie pour le dirigeant togolais : il n'a pas oublié que Vichy a fait interner Olympio ! C'est pourquoi l'accueil du Général est aimable. Mais lorsque son visiteur lui demande l'indépendance, de Gaulle ne peut pas lui donner satisfaction. Pas tout de suite en tout cas ! Le président français veut d'abord régler la question algérienne. Accorder tout de suite l'indépendance au Togo le mettrait en

Les dessous de la Françafrique

difficulté ! Et il faut observer qu'il n'engagera ce processus pour tous les pays africains francophones qu'en 1960. C'est-à-dire à un moment où de Gaulle a déjà proposé l'autodétermination aux Algériens.

Devant ce refus, Sylvanus Olympio réagit sans manifester d'impatience. Non, il affirme au Général qu'il n'est pas pressé. Et ça s'explique très bien : le Togo étant sous la tutelle de l'ONU, son indépendance est inéluctable. Alors, dans un an, dans deux ans, ça ne changera pas grand-chose. D'autant que le Togolais veut que la séparation se passe dans les meilleures conditions. Olympio est un homme d'affaires avisé] qui sait que son petit pays aurait besoin d'une aide économique et technique. Mais une aide qu'il ne compte pas demander exclusivement à la France. Et à Paris, on grincera des dents quand on s'en apercevra ! Car si Olympio désire que son pays demeure dans l'orbite française, il ne veut pas qu'au colonialisme succède un néocolonialisme encore plus pervers. Mais cela lui coûtera très cher.

En avril 1960, un peu plus de dix-huit mois après la rencontre de Gaulle-Olympio, l'indépendance intervient. Un an plus tard, « Monsieur Sylvanus » est élu président de la République. Il se trouve alors au summum de sa popularité.

Vénééré par la plus grande partie de la population qui voit d'abord en lui le père de l'indépendance, il est parfois enclin à s'abandonner aux délices du culte de la personnalité, mais il gouverne en démocrate.

Il doit pourtant faire face à une opposition animée par Grunitzky, évincé du pouvoir par la victoire électorale d'Olympio. D'autre part, la politique d'austérité qu'il a engagée provoque des mécontentements. Certains jeunes, en particulier, renâclent. Mais le président s'efforce de les intégrer dans son parti. Il est aussi confronté à la mauvaise humeur du dirigeant du pays voisin, le Ghana, dirigé par le bouillant Nkrumah. Ce dernier rêve de panafricanisme et voudrait que le Togo se fonde dans le Ghana, réussissant ainsi la réunification de l'ethnie Ewé. Mais Olympio n'en veut

1. À noter que ce sera le seul chef d'État africain issu du secteur privé. pas. Non pas qu'il soit hostile un rassemblement politique des pays africains puisqu'il sera à l'origine de la création de l'OUA, l'Organisation de l'unité africaine. Mais, en tant qu'économiste compétent, il veut

Togo : le sergent-chef était l'assassin

d'abord s'attacher à faire du Togo un pays en ordre de marche. L'essentiel étant d'arriver à un strict équilibre budgétaire, condition nécessaire d'une réelle indépendance. Bref, Olympio essaie de construire une sorte de Suisse de l'Afrique ! Ce qui lui vaut, là encore, de sérieuses inimitiés.

Il exige par exemple que la société française qui exploite les phosphates du Togo revoie le contrat dans un sens plus favorable à son pays en versant des redevances plus importantes. Une revendication qui mécontente forcément les actionnaires de cette entreprise. Ce conflit économique se double d'une initiative qui irrite le gouvernement français. Olympio voudrait en effet construire un port à Lomé, la capitale, avec l'aide financière de la France. Paris, arguant du fait qu'un port est en construction dans le pays voisin, le Dahomey, et que cette nouvelle infrastructure togolaise le concurrencerait, refuse la demande de Sylvanus Olympio. Ce dernier prend acte et, à la grande fureur de la France, se tourne vers la première puissance colonisatrice de son pays, l'Allemagne.

la RFA lui octroie un prêt de plusieurs dizaines de millions de deutsche mark. Enfin, et c'est ce qui va mettre le feu aux poudres, le président togolais fait état de sa volonté de créer sa propre monnaie, car, pense-t-il, un pays indépendant doit aussi jouir d'une souveraineté monétaire.

Cette intention de sortir de la zone franc provoque une nouvelle tempête à Paris. Pour le gouvernement français, c'est une véritable provocation. D'autant que le président togolais envisage de demander que cette nouvelle monnaie soit garantie par la Bundesbank et non par la Banque de France, qui n'aura donc plus aucun droit de regard sur les comptes extérieurs du pays.

Ces initiatives donnent lieu à de nombreuses tractations menées dans le plus grand secret. La France essaie de faire revenir Olympio sur sa décision. Mais le dirigeant togolais est inflexible. Il veut sa monnaie et, aux yeux des Français, ajoute une ultime provocation : après un appel d'offres pour concevoir et fabriquer les pièces et les coupures de la nouvelle monnaie togolaise, c'est l'Angleterre qui est retenue.

Les accords qui doivent sceller la rupture entre la Banque de France et son homologue togolaise doivent être signés à Paris le 15 janvier 1963. Or c'est le 13 janvier que Sylvanus Olympio est assassiné.

Les dessous de la Françafrique

Il y a là plus qu'une coïncidence !

Les autorités françaises pouvaient craindre que cette volonté d'émancipation à tout prix ne soit contagieuse et donne des idées à d'autres dirigeants africains. La zone franc et la création du franc CFA nous permettaient de garder un œil sur la gestion de ces pays nouvellement indépendants. C'était aussi la garantie que nos intérêts économiques en Afrique seraient préservés et que la France sauvegarderait son influence politique sur ces nouveaux États.

Pour autant, l'ordre d'assassiner le président togolais a-t-il été pris à Paris ? Et à quel niveau ?

Ce genre de décision ne fait jamais l'objet de notes écrites. Et puis il se trouve toujours des gens dévoués qui précèdent en quelque sorte la volonté du Prince en croyant bien faire ! Il suffit alors de leur adresser discrètement un petit encouragement avant qu'ils ne passent à l'action.

Ce qui est certain, c'est que des agents de nos services de renseignement n'ont pas été étrangers à ce qui s'est passé à Lomé. Mais il leur fallait mettre en place une machination qui, en aucun cas, ne compromettrait les autorités françaises.

Jacques Foccart ¹ :

[Dans cet ouvrage, l'éminence grise du général de Gaulle reconnaît d'abord qu'il était ami avec Nicolas Grunitzky, le beau-frère et rival de Sylvanus Olympio, l'homme qui lui succédera au pouvoir. Une amitié si intime que les deux filles de Grunitzky venaient souvent séjourner dans la villa de Foccart, à Luzarches. Il évoque ensuite la personnalité d'Olympio.]

Nous avons des rapports plutôt froids. Je vous ai raconté comment, au cours du passage du Général à Lomé en 1953,

I. Foccart parle, Entretiens avec Philippe Gaillard, Fayard, 1995.

d'abord distant, pour ne pas dire plus, il était devenu presque chaleureux. Mes relations avec Olympio s'étaient alors améliorées, mais elles n'ont jamais été cordiales comme celles que j'entretenais avec Grunitzky. Pour tout dire, je l'ai peu connu.

Togo : le sergent-chef était l'assassin

C'était un homme de qualité, mais orgueilleux, pas facile dans les contacts humains. Seul chef d'État venu du secteur privé, il attachait une grande importance à l'économie, aux dépens des problèmes politiques, sociaux et d'unité nationale. Parmi les pays africains, le Togo était l'un des plus divisés. Chef de file des Ewé, Olympie n'avait quasiment laissé aucune place aux gens du Nord dans la vie politique ni dans l'administration.

Très sagement, Sylvanus Olympio considérait que le petit Togo, qui entendait vivre en paix avec ses voisins, n'avait pas besoin d'une armée puissante. Il y avait aussi chez lui le désir de ne pas grever le budget de l'État en entretenant une force pléthorique et coûteuse. La petite troupe togolaise n'était donc composée que d'une compagnie de trois cents hommes. Le Togo était même le pays le moins militarisé de tout le continent. Il existait aussi une gendarmerie et ces deux armes étaient commandées par un officier français détaché par Paris.

Olympio avait confiance dans cet officier qu'il avait nommé chef de son cabinet militaire, alors même que cet homme entretenait des rapports étroits avec le Sdece. Quoi qu'il en soit, le président togolais ne semblait guère craindre cette petite armée de professionnels qu'il entendait d'ailleurs transformer en introduisant la conscription.

Cependant, en 1962, la situation se tend : de nombreux soldats togolais qui combattaient dans nos rangs en Algérie sont soudain démobilisés et reviennent au pays. Presque naturellement, ils demandent à s'engager dans la troupe de leur pays. Mais Sylvanus Olympio n'est pas décidé à accroître les effectifs de son armée. Il leur oppose donc un refus cinglant. D'autant plus cinglant que pour lui ces soldats sont des mercenaires qui ont combattu contre les indépendantistes algériens. Par conséquent, il n'est pas question de créer une deuxième compagnie, ce que réclament ces soldats démobilisés.

Le président togolais leur conseille alors de se reconvertir dans la vie civile où ils participeront à la construction de leur pays tout neuf. Olympio est même prêt à les aider à suivre une formation professionnelle. Mais la plupart de ces soldats n'envisagent leur salut que dans la vie de caserne.

Les dessous de la Françafrique

Ils suscitent donc un dangereux foyer d'agitation. D'autant plus dangereux que ces demi-soldes, comme on les appelle, sont susceptibles d'être manipulés. Furieux contre Sylvanus Olympio, ils sont prêts à se lancer dans n'importe quelle aventure. À commencer par un putsch car ils sont à peu près certains de compter sur la solidarité des soldats de l'armée nationale et de leur chef, cet officier français qui commande l'armée et la gendarmerie et détient les clés de l'arsenal.

Le président Olympio n'a sans doute pas pris la mesure du danger que représentent ces demi-soldes. Certes, il a demandé à son ministre de l'Intérieur de surveiller ces militaires un peu trop remuants. Mais a-t-il été parfaitement obéi ? En tout cas, le président togolais ne semble pas particulièrement inquiet puisque seuls deux policiers montent nuitamment la garde devant sa villa.

Un homme a joué un rôle capital dans cette affaire, le sergent-chef Étienne Gnassingbé Eyadéma. Sous-officier de l'armée française, il a été démobilisé en septembre 1962 après avoir combattu en Algérie. Il est aussitôt rentré dans son pays natal. Dès son retour, ce colosse prend contact avec le bureau de la coopération militaire française à Lomé. Il désire en effet que le président togolais le nomme sous-lieutenant. L'officier français qui commande la troupe a beau le soutenir, Eyadéma essuie un refus. À partir de ce moment, comme les autres demi-soldes, le sergent-chef Eyadéma nourrit une rancune certaine contre le président de la République et il participe aux réunions de tous ceux qui complotent contre Sylvanus Olympio : militaires désœuvrés et opposants politiques exilés au Dahomey ou au Ghana. Mais il doit se défier de la police. Interpellé à plusieurs reprises, on a même confisqué chez lui des armes de guerre. Toutefois il a été laissé en liberté. Ce qui montre bien que si Olympio était un autocrate, ce n'était pas un tyran !

Le 12 janvier 1963, Sylvanus Olympio inflige un nouveau camouflet à notre ambassadeur en refusant d'inaugurer le Centre culturel français !

Le soir, il regagne sa villa, travaille à son bureau et se couche. Il est alors minuit. Tout est calme. Mais soudain, la femme du président, Dina, entend des bruits devant l'entrée de la villa.

Cela ressemble à une altercation. Sans doute entre les deux policiers de garde et des intrus. Tout de suite après, des coups de feu claquent dans la nuit. Olympio se réveille, allume la lumière de sa chambre.

Togo : le sergent-chef était l'assassin

Aussitôt, des balles sont tirées à travers les fenêtres. Olympio éteint, ordonne à son épouse de se cacher et décide de sortir de la villa par derrière. Sa villa jouxte en effet l'ambassade américaine et il compte provisoirement s'y réfugier. Il escalade sans peine le mur qui sépare les deux propriétés. Et tandis qu'il prend pied dans le parc, des soldats envahissent sa propre villa, finissent par trouver son épouse et la bousculent. Ils veulent savoir où est le président ! Et comme ils n'obtiennent pas de réponse, ils commencent à saccager la demeure.

À cette heure-là de la nuit, l'ambassade américaine est bien évidemment fermée. Sylvanus Olympio a beau tambouriner à la porte, personne ne lui ouvre. En désespoir de cause, il se cache dans une voiture en stationnement à l'intérieur du parc.

Dans la villa présidentielle, l'homme qui semble commander les mutins, Eyadéma, téléphone à l'ambassade de France. Et il dit : « Nous ne l'avons pas trouvé ! » Exactement comme s'il rendait compte. La suite n'est pas moins troublante : l'ambassadeur américain reçoit un coup de fil à son domicile. Son homologue français lui annonce qu'un putsch est en cours et que le président Olympio a peut-être trouvé refuge à l'intérieur de la représentation diplomatique américaine.

Aussitôt le diplomate américain se rend à son ambassade devant laquelle stationnent des soldats mutins. Il parlemente, entre, et trouve le président Olympio dissimulé dans l'auto où il a trouvé refuge.

Impossible de le faire entrer dans le bâtiment, le diplomate n'a pas pris les clés. Alors, il ressort pour aller chercher celles-ci.

Revenu chez lui, avant de repartir, il a le réflexe de téléphoner à son homologue français afin de lui dire qu'il vient effectivement de retrouver Sylvanus Olympio, dissimulé dans une auto. Peu de temps après, les mutins, commandés par Eyadéma, pénètrent dans l'ambassade américaine et extraient Olympio de sa cachette.

L'ambassadeur de France a-t-il indiqué aux putschistes que le président se trouvait réellement dans l'ambassade ? Le simple rapprochement des faits est pour le moins intrigant.

Olympio, tout d'abord, ne veut pas quitter l'enceinte de l'ambassade américaine. Mais finalement, il accepte de sortir. Et soudain, devant le bâtiment, mais à l'extérieur, trois coups de feu claquent. Le président s'écroule, mortellement touché.

Les dessous de la Françafrique

Qui a tiré ? Vraisemblablement Étienne Eyadéma. Il s'en est vanté tout de suite après. La suite est sans surprise. La petite armée togolaise se rallie très vite aux putschistes. Nicolas Grunitzky est appelé au pouvoir. Mais quatre ans plus tard, Eyadéma le chasse et s'installe sa place. Et il y restera jusqu'à sa mort, en 2005.

Le rêve de Sylvanus Olympio qui voulait bâtir une Suisse africaine ne s'est jamais réalisé. Sous le règne despotique d'Eyadéma, le pays a connu un surendettement colossal malgré l'aide extérieure fournie par la France. Mais l'armée, qui ne rassemblait sous Olympio que trois cents hommes, en compte aujourd'hui quatorze mille.

Jeune Afrique¹:

L'hebdomadaire français Paris-Match du 26 janvier 1963 rapportera de ce tragique et absurde événement la version de l'adjudant-chef Étienne Eyadéma ; il admettra avoir tiré sur Olympio, qu'il entendait seulement faire prisonnier, parce que celui-ci « ne voulait pas avancer ». Mais dix ans plus tard, parlant au journaliste Claude Feuillet, Eyadéma reviendra sur sa première déclaration, expliquant qu'Olympio, qui essayait de fuir, avait été victime du tir d'un membre du groupe, par accident.

Quant au général de Gaulle, il n'a jamais douté que l'ancien sergent-chef avait tué Olympio.

I. 22 janvier 1990.

Les dessous de la Françafrique

Jacques Foccart¹:

[Il rapporte une de ses conversations avec le Général, après que le chef de l'État eut reçu Eyadéma à l'Élysée.]

Dès le début de la conversation, m'a-t-il relaté, il lui a dit, en substance : « Vous avez tué Sylvanus Olympio ; vous avez eu tort. Plus tard, vous avez pris la place de Grunitzky, qui ne dirigeait pas vraiment votre pays ; il fallait sans doute le faire. » Puis il lui a donné des conseils de plusieurs ordres et très précis. Il lui a dit qu'il devait exercer le pouvoir sans s'encombrer de considérations politiciennes, faire appel à des jeunes disposant d'une certaine expérience plutôt qu'à des anciens déconsidérés, se débarrasser des prétendus socialistes, en réalité crypto-communistes, qu'il avait pris dans son gouvernement. « Vous êtes arrivé au pouvoir d'une façon brutale, a-t-il ajouté. Il vous appartient de vous faire accepter et de vous faire respecter. Pour cela, vous devez être modeste et erme. »

I. op. cit.

Denard : le « corsaire » de la République

Opération Crevette ! Ce pourrait être le titre d'un mauvais film de série B. Mauvais film et mauvais scénario ! Car cette Opération Crevette, pourtant financée à coups de centaines de milliers de dollars, et soutenue en secret par plusieurs pays dont la France, s'est terminée en fiasco. Un fiasco total. Une vraie gifle pour le chef militaire de cette opération, le célèbre mercenaire Bob Denard !

C'était en 1977, au Bénin, l'ex-Dahomey. L'Opération Crevette avait pour objectif de provoquer un coup d'État et d'éliminer physiquement le président du pays, Mathieu Kérékou. Mais les mercenaires ont dû faire face à une résistance inattendue et, au bout de quelques heures de combat, ils ont été obligés de battre piteusement en retraite. Les dés étaient sans doute pipés dès le départ.

Bob Denard, ce « chien de guerre » comme l'a surnommé Pierre Péan, ne tarde pas à prendre sa revanche. Un an plus tard, en 1978, il intervient aux Comores, renverse le président et rétablit l'ancien chef d'État, Ahmed Abdallah, qu'il avait lui même chassé du pouvoir trois ans plus tôt. Pendant dix ans, le mercenaire et ses hommes règnent sans partage sur cet archipel. Jusqu'au jour où Abdallah est abattu dans de mystérieuses circonstances, en présence de Bob Denard.

Puis, à nouveau, en 1995, il tente un putsch contre le président comorien, Djohar. Mais il échoue.

En 1993, pour la première fois, Denard répondra devant la justice française de son intervention meurtrière au Bénin. Mais des hommes ayant appartenu au monde du renseignement viendront témoigner en sa faveur et affirmer que le mercenaire avait agi en tant que sous-traitant de nos services secrets. Résultat, Denard ne sera condamné

qu'à une peine avec sursis. Les mêmes hommes, auxquels se joindra le sulfureux général Aussaresses, reviendront en 1999 pour soutenir le mercenaire lorsqu'il sera accusé d'avoir assassiné le président comorien Abdallah en 1989. À nouveau, leurs témoignages pèsent d'un grand poids puisque Denard sera finalement acquitté. Mais il n'en aura pas fini avec la justice¹.

Les services secrets ont toujours eu besoin d'hommes comme Denard. Des types qui n'engagent pas vraiment le pays pour lequel ils travaillent puisqu'ils n'appartiennent pas officiellement à ses services. On peut donc leur confier l'exécution de coups tordus, ces opérations fumeuses que les États ne peuvent pas officiellement assumer. Et s'il leur arrive de se faire prendre, il est aisé de dégager sa responsabilité et même d'abandonner ces marginaux à leur sort.

Nombreux ont été ces personnages qui ont travaillé pour les services spéciaux en francs-tireurs. Des gens pas très recommandables mais qui étaient prêts à tout, contre monnaie sonnante et trébuchante, naturellement : les fonds secrets sont faits pour ça ! C'est ainsi que l'avocat de Bob Denard a pu affirmer que son client était « une prothèse étatique ».

Ces hommes qui mènent une vie dangereuse se payent aussi sur le pays où ils interviennent. S'ils réussissent, bien entendu.

Bob Denard occupe une place à part dans ce pandémonium des mercenaires. Et d'abord parce qu'il a toujours eu un sens exacerbé de la publicité. Malgré ses déconvenues, il s'est constamment débrouillé pour promouvoir son propre personnage et donc faire en sorte de se rendre indispensable. Une véritable stratégie marketing : le mercenaire a développé un site Internet, a écrit un livre à sa gloire et des auteurs ont publié sur lui des ouvrages plutôt flatteurs destinés à effacer son image d'« affreux », ainsi qu'on appelait ces chiens de guerre au début des années 1960, lors de la guerre civile au Congo-Léopoldville².

I. En 2006, il est condamné à cinq ans de prison avec sursis pour sa participation au coup d'État manqué aux Comores. Puis en appel, un an plus tard, il écope de quatre ans de prison dont trois avec sursis. Mais les deux fois, atteint de la maladie d'Alzheimer, il a été dispensé de comparution. Il est mort peu après en octobre 2007.

2. Voir chapitre XI.

Denard : le « corsaire » République
de la

De son vrai nom Gilbert Bourgeaud, Denard est le fils d'un militaire de la coloniale qui, assez curieusement, était plutôt communiste alors que son fils, tout au long de sa vie, prétendra avoir d'abord combattu le marxisme. Ce qui explique sa proximité avec Jean-Marie Le Pen ! De la même façon, les mercenaires qu'il a recrutés pour perpétrer ses mauvais coups se sont toujours situés clairement à l'extrême droite.

Denard a tout juste seize ans lorsqu'il s'engage dans la marine. Direction l'Indochine où la guerre fait rage. Mais un soir de beuverie, il démolit un bar. L'armée le chasse.

On le retrouve ensuite au Maroc dans la police. Il est engagé dans la lutte contre les indépendantistes. Accessoirement, il participe à une tentative d'assassinat contre Pierre Mendès-France, accusé de brader l'empire, ce qui lui vaut d'être expulsé de la police.

Denard retombe vite sur ses pieds : les gaullistes le récupèrent et il est associé à la préparation du coup du 13 mai 1958. Un point capital : à cette occasion, il est mis en contact avec ce qu'il est convenu d'appeler les réseaux Foccart¹ et qui sont déjà très largement inspirés par le Sdece².

Cette toile d'araignée se met progressivement en place après le retour au pouvoir du général de Gaulle. Il s'agit de perpétuer l'influence politique et économique de la France en Afrique, malgré la décolonisation. Ces réseaux n'hésiteront pas à intervenir par l'intrigue ou la force dans les pays qui voudront s'affranchir de cette tutelle. Denard se coule presque naturellement dans ce système. Ce farouche anticommuniste est parfaitement à l'aise lorsqu'il s'agit d'abattre les gouvernements de pays africains qui, se détachant de la France, choisissent de se doter de régimes marxistes ou pseudo-marxistes.

I. Foccart, même avant 1958, avait des rapports privilégiés avec le Sdece et surtout avec son service « action » (le I choc) qu'il fréquentait régulièrement au cours de périodes d'entraînement.

2. Le BCRA, Bureau central de renseignements et d'actions, ancêtre de notre service de renseignement, a été créé par la France libre. Lui succède à la Libération, la DGER, Direction générale des études et recherches. Puis le Sdece, Service de documentation

Denard • le « corsaire » de la République

extérieure et de contre-espionnage. Et enfin, sous Mitterrand, la DGSE, Direction générale de la sécurité extérieure.

Pour autant, Denard n'entretient aucun lien organique avec le Sdece et demeure une sorte de collaborateur intermittent, engagé au coup par coup. Il commence à agir dans l'ex-Congo belge, au début des années 1960. Ce pays ne fait pas partie de l'empire français. Mais il est francophone. Par conséquent, le destin du Congo ne peut pas laisser la France indifférente. Non seulement parce qu'il est prodigieusement riche en ressources naturelles, mais aussi parce que les Belges ont abandonné la partie et qu'il est tentant de prendre leur place.

C'est ainsi que Paris joue un rôle éminent dans l'affaire katangaise en soutenant Moïse Tschombé le sécessionniste, contre le progressiste Lumumba. La France appuie aussi la création d'un véritable corps de mercenaires (les fameux « affreux ») composé d'anciens militaires belges, français ou autres Européens et d'Africains blancs, sud-africains ou rhodésiens. S'y ajoutent des soldats perdus, des activistes qui ont choisi le mauvais camp en Algérie. Un recrutement qui arrange bien le gouvernement français qui préfère les voir combattre au Congo plutôt que participer à quelque manœuvre factieuse en Algérie ou en métropole.

C'est donc au Congo que Denard trouve sa voie et devient un mercenaire professionnel. Toutefois, son parcours est pour le moins sinueux. Il combat d'abord aux côtés des Katangais de Tschombé et affronte le corps expéditionnaire de l'ONU. Puis il laisse tomber son employeur pour rejoindre Mobutu, le nouvel homme fort du Congo. Mais comme celui-ci est décidément trop proaméricain, il revient vers Tschombé. Un aller-retour inspiré par les services français, très présents au Congo tout au long de cette interminable guerre civile.

Cependant le mercenaire a fait une parenthèse au milieu de ses aventures congolaises. En 1963, il est allé combattre avec les royalistes du Yémen contre les républicains soutenus par Nasser.

Son indéniable courage physique lui permet ensuite de regrouper autour de lui toute une équipe de durs qu'il traînera longtemps à ses côtés. Malgré ses échecs et ses rodomontades, Denard est un chef ! Désormais, on le retrouve, lui et sa bande, un peu partout en Afrique, à chaque fois qu'un coup tordu se prépare. L'Afrique est un terrain idéal pour ces mercenaires qui peuvent y affirmer facilement leur supériorité

Les dessous de la Françafrique

face à des militaires africains mal armés et mal entraînés ou des régimes trop souvent corrompus et instables. Mais c'est un combat sans gloire pour cette soldatesque de sac et de corde. Et elle y connaîtra parfois la déroute. En Angola, d'abord. Et plus tard au Bénin lors de cette désastreuse Opération Crevette où Denard a peut-être été entraîné dans un piège.

Afrique magazine¹ :

[Dans cet extrait le périodique brosse un portrait du mercenaire et revient sur ses débuts au Katanga.]

À Paris, Jacques Foccart et Pierre Dabozis s'intéressent à cette frondeuse province qui renferme dans son sous-sol environ 73 % du cobalt destiné à l'Occident, 60 % de l'uranium, du cuivre et, bien sûr, des diamants. Pour Denard, c'est une occasion en or. À trente ans, il choisit l'un des plus vieux métiers du monde : mercenaire. À la tête de vingt-cinq Européens et de cent cinquante Katangais, il harcèle les troupes du gouvernement de Léopoldville, sabote les installations de l'Union minière et guerroie contre les Casques bleus des Nations unies. Ainsi naît la légende des « affreux ces hommes au visage barbouillé montant au front en poussant des cris terrifiants. « J'ai combattu entièrement nu avec une cartouche pour seul vêtement », raconte aujourd'hui le mercenaire, sans avoir peur du ridicule. Au service de Tschombé, puis de Mobutu, il se fait un nom, sculpte sa renommée et découvre l'Afrique. Sa vie secrète, brouillonne, tout droit sortie d'un mauvais roman, son expérience de la violence, sa volonté d'engagement physique, jusqu'à ses aventures sentimentales (version nostalgique du colon blanc), resteront à jamais marquée par la grandeur lyrique du continent. « Je suis un Africain blanc, nous disait-il, et j'ai du sang noir dans

I. Novembre 1995.

les veines : lors de mes blessures, des camarades noirs m'ont sauvé la vie. Et puis beaucoup d'Africaines m'ont donné des enfants, c'est un lien sacré. »

Denard • le « corsaire » de la République

C'est en 1972 qu'un homme joufflu, vêtu d'un treillis, s'empare du pouvoir à Cotonou, capitale économique et administrative du Bénin. Un événement tristement banal en Afrique.

Mathieu Kérékou commence par jeter en prison les présidents qui l'ont précédé puis doit affronter un premier complot. Il y en aura beaucoup d'autres. Et aussi nombre d'arrestations et d'exécutions sommaires. Un capitaine, par exemple, sera abattu sous le prétexte fallacieux qu'il aurait séduit l'épouse du président.

Cette dictature béninoise n'est ni pire ni meilleure que dans beaucoup d'autres pays africains. Certes, on y torture mais on y tue plutôt moins qu'ailleurs. Il faut ajouter qu'à l'instar du Congo-Brazzaville ou de la Somalie, Kérékou opte pour le marxisme-léninisme scientifique et introduit par là-même une belle pagaïe dans son petit pays. Parallèlement, il choisit de se ranger dans le camp socialiste. La France n'apprécie guère. Elle n'est pas la seule. Dans plusieurs capitales africaines, les dirigeants, redoutant la contagion, s'inquiètent. D'autant que la Chine et l'URSS ne cessent de gagner des points en Afrique. En outre, Kérékou s'est mis en tête d'aider le Front Polisario, c'est-à-dire la rébellion sahraouie, ce qui irrite le roi du Maroc. Il se construit donc une coalition contre le Bénin dont le cerveau se trouve bien sûr à Paris. À l'Élysée, si Foccart ne s'occupe plus directement du continent africain, c'est l'un de ses proches, René Journiac, qui est en charge de ce secteur.

Peu à peu, un scénario se met en place. Il faut d'abord trouver des opposants béninois pour remplacer Kérékou. Un homme pourrait faire l'affaire, un certain Gratién Pognon, ambassadeur en Belgique. Il a créé un mouvement fantomatique, le Front de libération du Dahomey. Mais il agit vraisemblablement pour le compte d'un autre homme, un ancien président, Émile Zinsou. Le Maroc, partie prenante du complot, met à la disposition des indispensables mercenaires chargés de la partie opérationnelle un camp militaire où ils pourront s'entraîner. Et comme il faut une base de départ qui ne soit pas trop éloignée du Bénin, on choisit le Gabon. Là-bas, les agents spéciaux français sont comme chez eux : à la tête du « clan des Gabonais ¹ » se trouve l'ambassadeur Delauney qui est un ancien du Sdece, tout comme Robert, le chef de la sécurité de la compagnie Elf, qui fait la pluie et le beau temps au Gabon. Il faudrait encore citer Debizet, le patron du SAC, qui occupe une

Les dessous de la Françafrique

fonction officielle à la présidence de la République gabonaise. Sans oublier Bob Denard dont le président Bongo a fait en 1976 son conseiller technique. Une couverture qui doit permettre au chef mercenaire de préparer son coup contre le Bénin.

L'argent ne manque pas. Des centaines de milliers de dollars ont été rassemblés. Chacun a versé son obole, y compris Elf, d'abord créée par de Gaulle pour préserver nos intérêts économiques en Afrique.

Pierre Péan² .

Robert, qui est au centre de cette nouvelle toile d'araignée, travaille à partir de mars 1975 avec une vieille connaissance, l'ambassadeur Maurice Delauney. Le président gabonais, qui redoutait beaucoup le départ de son « protecteur » de l'Élysée, a fait des pieds et des mains pour que « son » ambassadeur revienne. Robert complète son réseau en créant d'abord au Gabon, puis en France, des sociétés de gardiennage qui constitueront en quelque sorte son propre service « action ». Au Gabon, avec l'aide de Pierre Debizet et Bob Denard, il porte sur les fonts baptismaux la Société gabonaise de services (SGS). Cette officine devient rapidement un repaire de « gros bras » dont personne ne connaît exactement le curriculum vitae. À Port-Gentil, la SGS assure la surveillance des bâtiments d'Elf-Gabon et, en pratique, celle des principaux centres économiques de la capitale. La SGS devient le

1. Voir chapitre V.

2. L'homme de l'ombre, Fayard, 1991.

symbole d'une convergence d'intérêts où l'on retrouve au coude à coude : le SAC, un directeur d'Elf un mercenaire qui travaille occasionnellement pour le Sclece, Bongo et sa cour...

Reste le recrutement des mercenaires. Bob Denard dispose d'un noyau de fidèles, des hommes qui ont combattu avec lui au Congo, au Biafra ou dans l'enclave de Cabinda. Mais ça ne suffit pas car il a prévu de recruter une centaine d'hommes, en majorité des Européens plus une poignée d'Africains. Tous seront puissamment armés et, en cas de résistance, ne devraient faire qu'une bouchée de la petite armée

Denard • le « corsaire » de la République

béninoise. En outre, débarquant en pleine nuit, ils bénéficieront de l'effet de surprise.

Denard passe donc une annonce dans la presse française. Il y est simplement écrit qu'une société d'outre-mer recherche des agents de sécurité.

Les candidats sont légion. Une sévère sélection s'impose. Les hommes retenus, à qui il est promis une grasse rémunération, rejoignent par petits groupes le Maroc où ils doivent s'entraîner. Pour éviter une éventuelle fuite, ils ignorent la finalité de leur mission. Ils l'apprendront au dernier moment, dans l'avion qui les emportera vers leur cible.

Afin de préparer l'opération sur le terrain, Denard a envoyé l'un de ses hommes au Bénin. Sous couvert de tourisme, ce personnage recueille des informations et repère les lieux. À son retour, le chef des mercenaires élabore un plan très précis. Les objectifs sont classiques. Il s'agit simultanément de s'emparer du palais présidentiel afin de neutraliser Kérékou et d'investir les principaux ministères et l'immeuble de la radio.

À la mi-janvier 1977, les mercenaires arrivent en avion sur l'aérodrome de Franceville, au Gabon. Un autre appareil, un DC-7, les attend. On commence à charger le matériel. Des caisses et des caisses ! Et parmi elles, très curieusement, une cantine dans laquelle les mercenaires, qui se sont dépouillés de tout ce qui permettrait de les identifier, ont remisé leurs affaires personnelles. On y a aussi glissé des documents sur la préparation de l'opération elle-même.

Pourquoi transporter cette cantine qui, si elle tombait aux mains des autorités béninoises, livrerait tous les secrets de l'opération ? Denard dira plus tard qu'il ne voulait rien laisser derrière lui. Une explication qui n'est guère convaincante et recèle un mystère.

Les mercenaires embarquent donc dans ce DC-7. Mais, au moment de décoller, le pilote s'aperçoit qu'il y a une fuite d'huile sur un des moteurs. Impossible de partir, il faut réparer. La réparation prend presque quatre heures. L'opération pourrait être remise au lendemain. Mais, Denard ne veut pas. Pourtant, il sait que ce retard aura pour conséquence de l'empêcher de bénéficier de la surprise d'un débarquement de nuit.

Les dessous de la Françafrique

Il prend donc un gros risque. Mais peut-être que les Gabonais ont voulu éviter que cette centaine de mercenaires ne s'attarde trop longtemps chez eux.

Le DC-7 décolle vers 3 heures du matin. Il lui faut traverser tout le golfe de Guinée avant d'atteindre Cotonou. Avec un avion turbopropulseur comme le DC-7, le vol, effectué au ras des flots pour échapper aux radars, dure trois heures et demi ou quatre heures. Les mercenaires arrivent donc au petit matin.

En ce dimanche, aucun avion matinal n'est attendu sur l'aéroport international de Cotonou. À 7 heures, alors qu'il fait déjà jour, le DC-7 atterrit sur la piste, braque très vite à droite et se présente devant le bâtiment principal. Aussitôt, les mercenaires descendent de l'appareil grâce à des perches métalliques et se précipitent dans l'aéroport dont ils prennent le contrôle très facilement.

L'affaire commence bien. Pourtant les mercenaires auraient dû avoir la puce à l'oreille en survolant Cotonou. Dans le cockpit, on a en effet assisté à un curieux spectacle : les bateaux amarrés dans le port ont tous pris la mer les uns après les autres. Comme si on voulait éviter que les assaillants ne s'en emparent pour fuir en cas d'un éventuel échec. Ce qui signifierait donc que les Béninois s'attendaient à être attaqués.

L'attitude de Denard lui-même est très curieuse. Pendant que ses hommes qui ont réquisitionné le personnel de l'aéroport déchargent leur matériel, il prend soin de placer une Jeep devant le nez du DC-7 pour l'empêcher de redécoller prématurément. Le mercenaire veut donc être certain de pouvoir repartir avec cet appareil. Exactement comme s'il s'attendait à un échec.

Les baroudeurs, après avoir déballé leur armement, se répartissent en trois colonnes. La première et la seconde doivent se diriger vers le palais présidentiel et la radio. Ils sont accompagnés par le commanditaire béninois du coup d'État, Gratien Pognon, qui a préparé un discours à prononcer sur les ondes. Quant à la troisième colonne, elle a pour mission de s'attaquer à un camp militaire qui abrite un stock d'explosifs et de munitions.

Très vite, les mercenaires affrontent une surprenante résistance. Ils sont manifestement attendus. Parmi les défenseurs béninois se trouvent des instructeurs nord-coréens et les gardes du corps du vice-président de leur pays en visite officielle à Cotonou. On se bat dans les rues. Les assaillants, pourtant armés de lance-roquettes et de mortiers, ne

Denard • le « corsaire » de la République

parviennent pas à prendre l'avantage. Autre échec : le palais de Mathieu Kérékou est inutilement bombardé. Le président ne s'y trouve pas. Il est de notoriété publique qu'il préfère loger dans sa propre demeure plutôt que dans sa résidence officielle. Le coup a donc été pour le moins mal préparé.

Après trois heures de combat, Denard se rend compte qu'il est vain de continuer et sonne la retraite. Les mercenaires rebroussement chemin vers l'aéroport en emportant leurs blessés et leurs morts. Ils embarquent en hâte dans le DC-7 sous les tirs de l'armée béninoise. L'appareil parvient malgré tout à prendre l'air et vole vers le Gabon. Les hommes, après avoir reçu leur solde, regagnent leurs pays respectifs.

Mais, ce que l'on ne sait pas encore, c'est qu'une terrible bévue a été commise : la cantine contenant effets personnels des mercenaires et documents a été oubliée sur le tarmac de Cotonou.

Denard affirmera qu'elle a été débarquée par erreur alors qu'elle aurait dû rester l'intérieur de l'appareil.

Autre oubli majeur : un mercenaire africain en faction sur le toit de l'aéroport s'est paisiblement endormi. Dans la panique, ses camarades n'ont pas pensé à le récupérer. Dommage car cet homme, capturé vivant, se montrera très bavard.

Mais, bien sûr, ce sont surtout les documents de la cantine qui intéressent les enquêteurs béninois, puis ceux de l'ONU. En prenant connaissance de ces papiers qui ne sont même pas codés, ils peuvent ainsi reconstituer une grande partie de l'affaire et identifier la plupart des mercenaires.

Les familles des Béninois tués pendant ce coup de force saisiront la justice française qui instruira l'affaire. En prenant son temps. Ce n'est qu'en 1993 que Denard comparaitra devant une chambre correctionnelle et sera condamné à une peine de principe. Seize ans après les faits, une sorte de record ! Mais il est des secrets qu'il vaut mieux taire le plus longtemps possible.

Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine¹:

Le 23 juin 1981, le juge d'instruction délivre un mandat d'arrêt contre Bob Denard. Lancé sur l'ensemble du territoire français, ce mandat ne sera curieusement jamais exécuté. Le 25 août 1986, la justice française rend d'ailleurs

Les dessous de la Françafrique

une ordonnance de non-lieu, « la preuve n'étant pas faite que Bob Denard ait eu personnellement une intention de tuer ou qu'il ait donné des instructions en ce sens ». Deux jours plus tard, les avocats du Bénin font appel de cette décision. L'affaire est examinée par la quatrième chambre d'accusation de la cour d'appel le 24 septembre 1987. Le ministère public demande une confirmation pure et simple de l'ordonnance de non-lieu, utilisant pas moins de seize articles du code de procédure pénale. Sans vraiment y croire, Maîtres Nordmann et Dossou, quant à eux, en ont réclamé l'annulation et ils demandent la mise en accusation de Denard devant la cour d'assises de Paris, pour « complicité par instructions, aide, assistance et fourniture de moyens d'homicide volontaire et association de malfaiteurs ». C'est la surprise lorsque la chambre d'accusation rend, le 12 novembre 1987, son verdict : les juges ordonnent l'inculpation de Denard et de ses compagnons, Pour la première fois, un pays européen reconnaît non seulement la culpabilité de ses propres ressortissants dans un coup de force organisé contre un pays africain, mais les inculpe.

1. Jeune Afrique sous la plume de Francis Kpatindé.

Dans la fameuse cantine oubliée à Cotonou se trouvait aussi une serviette frappée aux initiales de Bongo ! « ABB », Albert-Bernard Bongo ! D'autre part, dans les documents saisis, le président gabonais était clairement incriminé. En ajoutant à cela le fait que les Béninois attendaient les mercenaires, on ne peut émettre que deux hypothèses.

La première, élaborée par Bongo lui-même, soutient que l'affaire avait été ourdie par les Béninois dans l'intention de le discréditer. Le président gabonais a d'ailleurs prétendu que cette histoire de cantine avait été montée de toutes pièces par les services de Mathieu Kérékou. Difficile à croire : Bob Denard n'a jamais nié son existence ni la réalité de son contenu.

La deuxième hypothèse est la suivante : les vrais commanditaires de l'Opération Crevette (c'est-à-dire les services spéciaux français) avaient prévu de se débarrasser de Kérékou. Mais ils avaient garanti leurs arrières. En cas d'échec, tout était prévu pour que Bongo soit montré du

Denard • le « corsaire » de la République

doigt et assume la responsabilité de l'opération afin de dégager celle de la France.

Une façon aussi de tenir d'un peu plus près un dirigeant africain qui en prenait trop souvent à son aise et tenait la dragée haute aux politiciens français.

Quant à Denard, qui n'avait rien à refuser aux services secrets dont il était un collaborateur régulier, il était forcément au courant. Mais il lui fallait vite oublier cet échec subi ou perpétré en « service commandé » !

Bob Denard' •

[Le mercenaire évoque les jours qui ont suivi la piteuse Opération Crevette.]

Des rumeurs commencent alors à courir sur mon compte. Selon certains, Kérékou lui-même m'a fait manipuler par ses services secrets, dans le but de renforcer son pouvoir. D'autres me soupçonnent d'avoir trahi mes commanditaires. Je décide de me taire, de ne pas entrer dans la polémique, et reviens en France. Après avoir fait le tour de la situation avec mes commanditaires, je conseille à mes fidèles de se mettre en sommeil.

1. Le corsaire de la République, Robert Laffont, 1988.

Le mercenaire doit rebondir. Une nouvelle fois, la France lui offre une occasion d'exercer ses talents très particuliers dans l'archipel des Comores qui occupe une situation stratégique éminente au sortir du canal du Mozambique et donc sur la route maritime du pétrole moyen-oriental.

Les Comores ont joué un grand rôle dans la vie de Denard. Lui, qui a déjà semé pas mal d'enfants un peu partout en Afrique, y trouvera même le moyen de s'y convertir à l'islam sous le nom de Saïd Mustapha M'Hadjou, et de prendre deux épouses selon la tradition musulmane.

C'est au XIX^e siècle que les quatre îles qui composent l'« archipel aux parfums », comme on l'appelait autrefois, sont colonisées par la France. Les îles ont été islamisées au XII^e siècle mais à Mayotte, peuplée de Malgaches et de créoles, il existe une forte minorité chrétienne, un particularisme qui pèse toujours sur l'histoire mouvementée de l'archipel puisque, aujourd'hui encore, cette île

Les dessous de la Françafrique

demeure française alors que les trois autres, Anjouan, la Grande Comore et Mohéli, sont regroupées au sein d'une République fédérale islamique.

En 1973, Georges Pompidou promet l'indépendance au président du Conseil du gouvernement de l'archipel, Si Ahmed Abdallah, un riche commerçant d'Anjouan. Mais le président français meurt prématurément. Abdallah négocie avec le candidat Giscard d'Estaing : il fera voter pour lui si le futur président s'engage à donner l'indépendance aux Comores.

Le président élu tient parole. Quelques mois après son élection, un référendum est organisé. Trois des îles optent massivement pour l'indépendance. Mais les habitants de Mayotte, eux, expriment leur volonté de rester français. Embarras de Paris. Abdallah exige l'indépendance pour l'ensemble de l'archipel, tandis que le gouvernement français, arguant du vote des Mahorais, considère que leur île doit demeurer dans l'orbite de la France. Abdallah, furieux, dénonce le néocolonialisme français et proclame unilatéralement l'indépendance des quatre îles. Un mois plus tard, il est renversé par un coup d'État.

Avant même l'éviction du président Abdallah en 1975, son remplaçant est tout trouvé : Ali Soilih, chef de l'opposition de gauche, qui a déjà affirmé son intention de rétablir des relations normales avec la France et qui prend donc le pouvoir au mois d'août. Mais tout n'est pas réglé car Abdallah s'est réfugié dans son fief d'Anjouan et demeure dangereux.

Un beau jour de septembre 1975, Bob Denard débarque d'un avion cargo bourré d'armes qui vient d'atterrir sur l'aérodrome de la Grande Comore. Il est naturellement accompagné des quelques amis qui come posent sa vieille garde. Son arrivée, détail intéressant, se déroule sous l'œil indifférent des gendarmes français : les pandores ont manifestement reçu des ordres.

Sur place, Denard recrute plusieurs dizaines de Comoriens et se rend sur l'île d'Anjouan où il arrête sans aucune difficulté le président Abdallah et ses proches. Le mercenaire, après un succès aussi facile, peut repartir tranquillement en France où il s'attelle à la préparation de sa désastreuse expédition béninoise de 1977.

Entre temps, les choses se sont gâtées aux Comores. Le président Soilih, pourtant mis en selle par la France, se révèle bien ingrat. Non

Denard • le « corsaire » de la République

seulement il se comporte en dictateur, mais il opte lui aussi pour le socialisme scientifique et proclame la révolution marxiste. Un tournant idéologique qui va de pair avec une hostilité grandissante vis-à-vis de la France à qui il est reproché avec virulence de ne pas vouloir rendre Mayotte aux Comores. Soilih a donc fini par chausser les bottes de son prédécesseur.

À Paris, on se dit que, tout compte fait, il serait sans doute plus commode d'avoir la tête de l'archipel un homme tel qu'Abdallah. Un grand bourgeois, ami de Foccart, que nul ne peut soupçonner d'être un révolutionnaire. On feint donc d'oublier qu'il a autrefois accusé la France de néocolonialisme. S'il revient au pouvoir dans les fourgons des mercenaires de Bob Denard, et avec la bénédiction des services français, on peut espérer qu'il oubliera ses critiques et se résignera à accepter la tutelle de notre pays sur Mayotte.

Le 13 mai 1978, une date symbolique (20^e anniversaire du coup d'État d'Alger) pour l'ancien partisan de l'Algérie française qu'est Denard, les mercenaires font à nouveau leur apparition sur la Grande Comore. Cette fois, la voie maritime a été choisie.

Les dessous de la Françafrique de la

L'aventurier, accompagné de cinquante hommes, débarque d'un morutier. Sans coup férir, il s'empare du pouvoir. Abdallah, qui coulait des jours paisibles à Paris, est appelé à revenir aux Comores où il retrouve son poste de président. Quant à Soilih, il est arrêté et emprisonné par Denard. Cependant, quelques semaines plus tard, au cours d'une prétendue tentative d'évasion, il est abattu. Une exécution déguisée !

Le mercenaire, dès son premier séjour en 1975, a été séduit par cet archipel paradisiaque, si l'on veut bien oublier la misère de ses habitants. Entre deux coups en Afrique ou ailleurs, il s'y installe pendant une bonne dizaine d'années et y gagne le sobriquet de « vice-roi des Comores ». Un surnom qui reflète la réalité : si apparemment Abdallah gouverne, c'est Denard qui commande ! Il dirige la garde présidentielle, seule véritable force militaire des Comores dont le mercenaire a fait son armée privée. Elle regroupe des centaines de Comoriens commandés par une vingtaine d'Européens.

Nouvelle Afrique-Asie¹:

Dans les années 1970, Denards'est entiché des Comores. Ilpeutyfaire régner sa loi, faire et défaire les régimes. Il sait qu'ilpeut même y réaliser l'étape ultime de sa vocation, le joker desjokers : devenir roi. Avoir un territoire à lui seul, réalisation suprême du conte de fées version « affreux du Katanga ». Mais ilse doit de gérer son pouvoir local sous coUvert d'un président noir, en l'occurrence Ahmed Abdallah, onze ans durant, depréférencepositivement corrompu, et suffisamment réaliste pour comprendre qu 'il ne doit son pouvoir qu'au bon vouloir conjugué de Bob Denard et de la France. Denard est le vigile de la France officieusement accrédité dans ce territoire... En tout cas, avec ou sans lui, désormais le système Denard est toujours vivace aux Comores. Un système où des mercenairespeuvent souvent se refaire un

¹ . 1995.

Denard • le « corsaire » République

statut en épousant des secrétaires d'ambassade, ou en devenant de paisibles fermiers qui conservent toutefois l'arme au pied au cas où. ..

Aux Comores, comme dans d'autres pays africains francophones, la garde présidentielle est une invention française. Téléguidée par les services spéciaux, on y trouve généralement des mercenaires européens désœuvrés commandant à une petite croupe autochtone très encadrée, Pour des régimes trop souvent instables, et donc menacés en permanence, elle représente une garantie de sécurité tandis qu'elle permet à l'ancien colonisateur de contrôler étroitement les chefs d'État autochtones. Sa mission, comme son nom l'indique, est d'abord de protéger le président et ses proches. Mais comme elle est indépendante de l'armée et n'obéit qu'au président et à ses conseillers, elle peut entreprendre des actions illégales, se livrer à des actes de police clandestins ou encore liquider des opposants.

Malheureusement, il est parfois arrivé que ces gardes présidentielles, devenues trop indépendantes, se rebellent contre les chefs d'État qu'elles étaient censées protéger.

Denard, en créant de toutes pièces sa garde présidentielle, n'a donc fait que reprendre une idée déjà mise en pratique dans de nombreux autres pays du continent africain. Restait la question du financement de cette force.

À l'évidence, le petit État comorien n'a pas les moyens de se payer une telle unité armée. La France, via ses services secrets, a déjà commandité le retour du président Abdallah et l'expédition de Denard. Elle ne veut pas ou ne peut pas en faire plus, même si, à l'occasion, elle ne répugnera jamais à donner un petit coup de pouce financier au chef mercenaire. C'est donc l'Afrique du Sud qui prend en charge l'entretien de cette soldatesque. Avec l'accord de Paris.

Dans cette affaire, l'intérêt de l'Afrique du Sud de l'apartheid s'explique ainsi. La côte du Mozambique n'est pas très loin des Comores. Là-bas, les Africains du Sud soutiennent militairement un mouvement de rébellion contre les autorités marxistes en place depuis l'indépendance. Ils souhaiteraient installer aux Comores une station d'écoute qui leur permettrait de surveiller toute la zone du canal du Mozambique. En contrepartie, Pretoria financerait la garde présidentielle de Denard.

Les dessous de la Françafrique

Toutefois l'Afrique du Sud s'est vite rendu compte que cela lui coûterait très cher en argent mais aussi en armes et matériels divers. Aussi adé la

t-elle voulu en avoir pour son argent et en a demandé beaucoup plus. C'est ainsi que s'est établie entre les Comores et le pays de l'apartheid une coopération tous azimuts qui a permis de dissimuler bien des coups fourrés.

La situation géographique de l'archipel, son relatif isolement, facilitent en effet tous les trafics possibles. Le pays de l'apartheid, qui faisait l'objet de mesures d'embargo en raison de sa politique raciste, a souvent utilisé les Comores pour desserrer cet étau international qui pesait sur son économie. Armes, marchandises destinées à Pretoria, ont donc transité par les Comores tandis que des Africains du Sud ont bénéficié de passeports comoriens afin de se déplacer dans des pays hostiles. À cette époque, où Denard était tout puissant sur ce petit territoire, les Comores sont par conséquent devenues une sorte d'appendice de l'Afrique du Sud.

Parfois Paris a grincé des dents mais, globalement, se satisfaisait d'une situation qui, au fond, l'arrangeait. Et d'abord parce que nous avons des intérêts stratégiques communs avec l'Afrique du Sud. Par exemple, la France n'était pas mécontente de voir les Sud-Africains combattre le régime marxiste et prosoviétique du Mozambique. De la même façon, sous la première cohabitation (1986-1988) Paris et Pretoria soutenaient activement l'Unita de Savimbi en Angola. Enfin cette discrète coopération qui passait par les Comores permettait à certains hommes d'affaires français de tourner l'embargo qui frappait Pretoria.

Paris n'en ignorait rien : Denard rendait compte régulièrement. Via les Comores, et avec l'espoir d'amadouer Téhéran qui contrôlait les preneurs d'otages libanais, des armes ont été aussi discrètement livrées aux Iraniens.

Le mercenaire ne s'est pas contenté de contrôler la puissante garde présidentielle et d'une façon générale la politique comorienne, il a aussi fait des affaires en exploitant le potentiel touristique exceptionnel des Comores. Il a ainsi favorisé la construction par une chaîne internationale d'un hôtel de luxe et mis en place une structure qui prenait en charge les

touristes dès leur débarquement sur l'aéroport de la Grande Comore. Automobiles, transport des bagages, séjour, sécurité, tout était assuré par une société créée par Denard et ses hommes.

Dans l'esprit du mercenaire, ce n'était qu'un début. Sûr de compter sur des capitaux sud-africains, il voulait faire des Comores un paradis pour touristes. Au-delà de cet aspect purement commercial, il avait aussi l'ambition de créer un corps de mercenaires permanents qu'il pourrait mettre à la disposition de tel ou tel, en fonction des besoins et des conflits. Cet objectif intéressait l'Afrique du Sud engagée dans de nombreuses guerres postcoloniales, comme en Angola ou au Mozambique.

Pour Denard, le noyau dur de ce corps de mercenaires devait être la garde présidentielle comorienne. Mais cette brigade volante de mercenaires n'a effectivement combattu qu'une fois ! Au Tchad, en faveur d'Hissène Habré, contre les Libyens ¹. Une intervention brève et sans lendemain.

Cette garde prétorienne lui permettait aussi de régner d'une main de fer sur les Comores. Grâce à ses hommes, il avait installé un véritable réseau d'espionnage destiné à surveiller les opposants. La bourgeoisie et la petite armée comoriennes subissaient en effet de plus en plus difficilement la tutelle de Denard. À plusieurs reprises, le mercenaire a dû déjouer des tentatives de coups de force au cours desquels certains de ses hommes ont trouvé la mort.

Pour sa part, le président Abdallah brûle d'envie d'en finir avec le long règne de Denard. D'autant qu'il craint qu'un jour Bob Denard ne le dépose et s'octroie purement et simplement le pouvoir. Ayant le sentiment d'être prisonnier dans son propre pays, il se plaint auprès de la cellule africaine de l'Élysée et lors d'un voyage en France, il essaie même de convaincre le capitaine Barril de l'aider à se débarrasser du mercenaire et d'assurer sa sécurité. Mais Barril, prudemment, s'esquive. En fait, il est à peu près certain que la DGSE lui a fermement recommandé de ne pas se mêler de cette affaire.

Cette vaine rencontre a pourtant une conséquence importante : Denard a été informé par de bons amis du contact entre le président et l'ancien gendarme. Une « fuite » qui n'est pas innocente : ces mêmes hommes appartenant aux services secrets, ou inspirés par ces derniers,

Les dessous de la Françafrique

1. Voir chapitre XII, XIII, XIV.

de la

veulent pousser le mercenaire à passer à l'action, c'est-à-dire à se débarrasser du président Abdallah qui persiste à demander le rattachement de Mayotte à la fédération des Comores. Une question quasi obsessionnelle qui agace Paris.

En l'occurrence (la nécessité de tourner la page Abdallah), l'Afrique du Sud et la France se trouvent sur la même longueur d'ondes ! À Pretoria, la situation évolue en effet rapidement. Depuis l'arrivée au pouvoir de Frederik De Klerk, les milieux influents estiment désormais qu'il faudra bien en finir un jour ou l'autre avec la politique d'apartheid qui isole le pays au sein de la communauté internationale. Cela revient aussi à prendre ses distances avec les alliés d'hier et parmi eux, Bob Denard qui coûte très cher et à qui, peu à peu, on diminue le montant de l'aide financière. C'est un signe qui ne trompe pas ! Le mercenaire a parfaitement compris et se demande comment, à l'avenir, il pourra payer les membres de sa garde présidentielle. C'est aussi une façon de le pousser à commettre une faute et à tenter l'impossible pour durer et assurer lui-même le pouvoir afin de puiser directement dans les caisses de l'État pour payer ses hommes !

En France aussi la situation a changé. Certes, Denard a toujours été un serviteur fidèle, mais à Paris, où Mitterrand a été réélu après la première cohabitation, on considère que la présence du mercenaire aux Comores commence à faire tache. Le nouveau gouvernement français dirigé par Michel Rocard estime, en accord avec la cellule africaine de l'Élysée, qu'il faut faire un geste et mettre un point final à l'activité des mercenaires français en Afrique ! Il en va de l'image de la France. Il est donc envisagé de faire coup double : se débarrasser du président Abdallah et en même temps éloigner Bob Denard des Comores.

Jean-Christophe Mitterrand¹, responsable de la cellule africaine de l'Élysée :

Plusieurs mois avant sa mort, le président Ahmed Abdallah me reçut dans son petit appartement parisien.

1. Mémoire meurtrie, Plon, 2001.

Denard • le « corsaire » République

Rendez-vous de routine pour ma part, aucun dossier particulier n'étant en souffrance, si ce n'est la garde présidentielle dirigée par Bob Denard et ses mercenaires, financée par l'Afrique du Sud. C'était une décision souveraine des Comores, et jamais mon père n'en avait fait une situation de blocage, mais elle desservait la réputation, en Afrique et ailleurs, de ce petit archipel. Je n'avais jamais été chargé de lever officiellement la question Denard avec le Président. Tout à coup, il aborda le sujet et me dit : « J'ai l'intention d'arrêter le contrat qui me lie à Bob Denard et aux mercenaires, mais je ne peux pas couper [à tête de la garde présidentielle sans préparer la relève de son encadrement. Au cas où je prendrais cette décision, la coopération française est-elle prête à prendre en charge son encadrement ? » J'eus une réponse de circonstance : « Je ne suis pas habilité à vous répondre, cela dépend du Président et des ministres concernés. Je vais lui faire part tout de suite de votre souhait. » Dès mon retour, je rédigeai une note de quelques lignes. Elle me revint le jour même avec la mention oui.

[Mais d'après Jean-Christophe Mitterrand, à l'Élysée, on décide de garder le secret tant qu'Abdallah n'aurait pas fait connaître lui-même sa décision. Pourtant Denard est informé. Et le fils du président français ajoute:]

Je n'ai jamais su d'où avaient pu venir les fuites, mais il y avait trop d'intervenants dans cette affaire pour que la décision du président Abdallah de se séparer des mercenaires pût rester secrète.

Une nuit de novembre 1989, Abdallah est abattu. Quatre hommes se trouvent alors dans le bureau du président comorien : Abdallah lui-même, Denard et deux de ses adjoints, mercenaires de la garde présidentielle. La veille, le président a téléphoné à l'un de ses contacts à Paris pour dire une nouvelle fois qu'il avait peur.

La version Denard est la suivante : le mercenaire et ses deux séides font irruption dans le bureau du chef de l'État afin d'informer celui-ci que de la

Les dessous de la Françafrique

l'armée est en train de prendre le pouvoir. On a effectivement entendu des tirs à proximité du palais. Denard demande alors au président un ordre écrit autorisant ses propres hommes à désarmer les militaires. Abdallah hésite mais finit par signer. Toutefois, la discussion est vive. À cet instant, le garde du corps du président, un certain Jaffar, alerté par la discussion orageuse qui vient d'avoir lieu dans le bureau présidentiel, entre. Il voit Denard près du président, il pense que Abdallah est en danger et tire une rafale de mitraillette. Denard a le temps de se jeter à terre mais c'est le président qui est atteint ! Ensuite Jaffar est abattu par l'un des adjoints de Denard.

Ce récit ne manque pas d'être rocambolesque. Il sera pourtant accrédité par la justice française qui innocentera plus tard le mercenaire.

En réalité, on sait que l'armée comorienne ne fomentait nul coup d'État et que son chef, le commandant Mohamed Ahmed, se trouvait alors sur l'île d'Anjouan. Les coups de feu entendus autour du palais présidentiel n'ont donc pas été tirés par les soldats comoriens mais par d'autres hommes. Des mercenaires de la garde présidentielle, par exemple, qui voulaient faire croire à une tentative de coup d'État.

Le président Abdallah étant mort, Bob Denard devient le seul détenteur du pouvoir et réalise enfin son rêve ! Il n'y a plus de président fantoche au-dessus de lui. Mais il lui faut donner du corps à sa thèse du coup d'État militaire et il ordonne que le chef de l'armée soit recherché.

Un commando de la garde présidentielle débarque sur l'île d'Anjouan dès le lendemain de l'assassinat d'Abdallah. La maison du chef de l'armée est localisée. Mais Ahmed a entendu du bruit. Il se cache dans un coin de sa chambre. Quelques instants plus tard, une roquette pulvérise la pièce. Toutefois, le commandant en réchappe miraculeusement. Car il était bien prévu de l'éliminer physiquement.

Ahmed sera ensuite arrêté. Mais il deviendra difficile de le liquider. Denard est donc nanti des pleins pouvoirs. Cependant cela ne peut durer très longtemps. Car la deuxième phase de l'opération initiée tant à Paris qu'à Pretoria prévoit son départ des Comores.

Tout va très vite : quelques jours après la mort du président Abdallah, quatre navires de guerre français se rassemblent à Mayotte. En principe, ils doivent évacuer les Français des Comores. Mais leur présence ne peut guère tromper Denard. C'est son départ qui est programmé.

Denard • le « corsaire » République

Bientôt, des centaines de paras français arrivent à Moroni, la capitale de la Grande Comore. La garde présidentielle évite soigneusement de réagir l'affaire a été préalablement négociée entre Paris, Pretoria et Denard. Le mercenaire a obtenu sans aucune difficulté la possibilité de partir pour l'Afrique du Sud et même la promesse qu'il ne serait pas poursuivi par la justice.

Pourquoi une telle clémence alors qu'il était facile de l'arrêter ? À l'évidence, le mercenaire en savait beaucoup. Beaucoup trop. À la fois sur la France et sur l'Afrique du Sud. Par conséquent, il était bien plus sage pour tout le monde de lui offrir un exil doré à Pretoria.

Pourtant, en 1993, il est de retour en France. Officiellement, il tient à répondre devant la justice de sa responsabilité dans l'affaire de Cotonou. Mais il se peut aussi que les Africains du Sud, en quête de respectabilité, aient décidé de se séparer d'un hôte aussi encombrant.

Il est donc jugé. Mais grâce à un défilé impressionnant à la barre d'anciens des services qui le décrivent tous comme un homme d'honneur et un fervent patriote, il n'est condamné qu'à cinq ans de prison avec sursis. Il est donc admis implicitement qu'il avait agi au nom de la France, à la demande de ses services spéciaux et avec l'accord des responsables politiques.

Denard est immédiatement libéré. Toutefois il est soumis à un contrôle judiciaire qui lui interdit de quitter la France tant on craint qu'il ne récidive.

Confiné sur le territoire français, il n'en continue pas moins à grenouiller dans les milieux où on recrute des mercenaires : l'extrême droite, les services d'ordre, les associations d'anciens des armes d'élite, paras ou légionnaires. Il crée même une ou plusieurs sociétés spécialisées dans la sécurité. Mais en 1995, c'est plus fort que lui, le « vieux corsaire », comme il se surnomme lui-même, replonge. Et aux Comores, encore une fois ! Il est décidément attiré par cet archipel où il possède un important patrimoine.

En septembre, avec une brochette de mercenaires français (une petite vingtaine d'hommes), il débarque d'un vieux cargo. Avec une facilité déconcertante, il s'empare du président Djohar, le successeur d'Abdallah.

Denard ne rencontre aucune résistance, ce qui n'est guère étonnant : les services secrets français contrôlent tout aux Comores, la noude la

Les dessous de la Françafrique

velle garde présidentielle mais aussi le renseignement. Cela signifie qu'une nouvelle fois Denard agit en connivence avec les services, l'objectif étant de remplacer le président comorien. La suite le prouve.

Quelques jours après le débarquement de Denard, des forces spéciales françaises, paras, commandos de marine, gendarmes du GIGN, arrivent à leur tour aux Comores. Le mercenaire fait aussitôt savoir qu'il ne résistera pas et se rend. Comme il n'a pas respecté le contrôle judiciaire auquel il était soumis, il est arrêté et rapatrié, et il passe quelque temps à la Santé dans le quartier réservé aux personnalités. Mais son incarcération est brève.

Le président Djohar, lui, est libéré par les militaires français. Cependant, très curieusement, au lieu de le réinstaller au pouvoir, on le conduit à La Réunion tandis qu'un autre homme prend sa place avec la bénédiction de Paris.

L'affaire était cousue de fil blanc : la tentative de Denard n'a eu pour but que d'éloigner Djohar. Paris reprochait essentiellement à ce dernier d'être corrompu mais surtout d'en entretenir des liens un peu trop étroits avec les Iraniens. La France ne pouvait accepter que sur un archipel qui faisait partie du pré carré français s'installe un foyer islamique qui aurait pu rayonner dans la région et même peut-être en France.

Quoi qu'il en soit, Denard ne trahira jamais ses commanditaires et ne s'expliquera jamais sur l'origine de l'argent qui lui a permis d'organiser ce coup. C'est le dernier d'une tumultueuse carrière qui fait de lui une sorte de pionnier du mercenariat, une activité malheureusement en plein essor, aujourd'hui dominée par les Anglo-Saxons, mais où l'on retrouve aussi d'anciens membres des troupes de choc des partis d'extrême droite (en particulier le service d'ordre du Front national, le fameux IDPS) et la plupart des anciens de la cellule de l'Élysée.

Jean-François Bayart, politologue¹ :

Dans le monde néolibéral, la guerre est désormais privatisée, au même titre que l'économie et la politique publique de l'État. Les autorités publiques sous-traitent désormais au

1. Revue Croissance, 1995.

Les dessous de la Françafrique

secteur privé un nombre grandissant de fonctions de souveraineté. Elles ne s'en désintéressent pas pour autant et en gardent le contrôle direct, ne serait-ce que par l'intermédiaire du pantouflage et du chevauchement. L'intervention des « privés » de la sécurité favorise la militarisation du jeu politique en levant des milices locales et en important de nouvelles armes. Elle transforme l'enjeu politique de la paix civile en enjeu commercial, ouvert à la concurrence. On voit mal l'intérêt que les « privés » de la sécurité trouveraient dans le maintien d'une paix perpétuelle qui les écarterait d'un marché si lucratif

Centrafrique : pour une poignée de diamants. .. ou d'uranium

On les appelait autrefois les « barracudas ». Aujourd'hui, ils sont devenus les EFAO, c'est-à-dire les Éléments français d'assistance opérationnelle. Mais aux yeux de la population, sous une autre étiquette, ce sont les mêmes qui sont revenus : des militaires français qui mènent en République centrafricaine une véritable guerre dont on parle peu ou pas en France. Il faut d'ailleurs noter que nos forces ont été engagées là-bas aux côtés de l'armée du pays sans que la représentation nationale ait été consultée. Une guerre pourtant terriblement meurtrière : les combats entre les rebelles et les loyalistes ont déjà fait nombre de morts. Mais ce sont surtout les civils qui paient le prix fort : de part et d'autre, on se livre à tous les excès, pillages, viols, exécutions sommaires, maisons incendiées, etc. Des localités entières dévastées, des habitants terrorisés qui préfèrent fuir dans la brousse et abandonner le peu qu'ils possèdent avant l'arrivée des mutins, mais aussi des militaires centrafricains qui commettent les mêmes exactions que leurs adversaires.

La situation est d'autant plus catastrophique que ce ventre de l'Afrique est particulièrement sinistré. Au nord, il y a le Tchad dont le pouvoir chancelant a été sauvé à plusieurs reprises par notre armée. Et encore récemment. Plus à l'est, c'est le Darfour et son flot de réfugiés. Et au sud, il y a le Congo qui n'est toujours pas stabilisé, surtout à l'est dans le Kivu, à la frontière du Rwanda.

Partout, le puzzle ethnique et la misère suscitent des conflits régionaux que la future force européenne, l'Eufor, ambitionne d'éteindre

tant en République centrafricaine qu'au Tchad. Le Tchad où la récente mésaventure de l'Arche de Zoé risque de laisser des traces. Deux pays en tout cas qui ont toujours fait partie de notre zone d'influence et où la France a souvent fait la pluie et le beau temps, et entretenu de façon presque ininterrompue de grosses garnisons depuis l'indépendance.

Une anecdote très éclairante pour commencer et qui illustre les rapports amour-haine qui existent entre l'ex-colonisateur et les populations sur lesquelles il a régné : alors que l'armée française vient de sauver la mise du gouvernement centrafricain ami en intervenant à Birao, au nord du pays, le président Bozizé vient célébrer le 14 Juillet à l'invitation de notre ambassadeur. Il doit être accompagné par quatre gardes du corps ainsi qu'il a été convenu entre Français et Centrafricains. Mais à l'heure dite, le président arrive dans un pick-up où sont accrochés seize soudards qui forcent l'entrée de l'ambassade, malgré la présence de quelques gendarmes, alors copieusement tabassés par ces pseudogardes du corps.

L'ambassadeur de France feint de ne pas voir et prononce son discours comme si de rien n'était.

L'explication de cette brutalité est fort simple : le président Bozizé était fâché contre les sociétés Total et Areva en négociations difficiles avec son neveu tout-puissant, le « superministre des cagnottes », comme on l'appelle. Il a ainsi exprimé son mécontentement, une façon très personnelle de peser sur ces marchandages, alors même que sans la présence militaire française son régime risquerait de s'écrouler ! Mais le président centrafricain peut en prendre à son aise : lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts, Paris sait faire profil bas.

Il fut un temps où chaque dirigeant de l'Afrique francophone était flanqué d'un officier de notre service de renseignement. La Centrafrique n'y a pas échappé. Pendant plus de dix ans, un colonel de la DGSE, le mystérieux colonel Manton, a pratiquement dirigé le pays. Mais dans aucun autre État africain, la France ne s'est autant impliquée qu'en Centrafrique !

Les dessous de la Françafrique

La population centrafricaine compte aujourd'hui trois millions d'habitants sur un territoire grand comme la France. En faisant abstraction des nombreux clivages tribaux, deux groupes cohabitent : les gens de la savane au nord, et les gens du fleuve, au sud ; ces derniers ayant la réputation d'être plus éduqués que les premiers.

Une observation d'abord : la période coloniale a été particulièrement brutale en Centrafrique qui s'appelait autrefois l'Oubangui-Chari. Avant la Seconde Guerre mondiale on y pratiquait encore le travail forcé et les punitions prévues pour les autochtones qui ne fournissaient pas la quantité de caoutchouc exigée étaient terribles : de la bastonnade à la mort¹. Le travail forcé, les épidémies et l'enrôlement obligatoire dans les troupes coloniales ont provoqué la mort de la moitié des indigènes.

Ainsi, les parents du premier leader autochtone de la Centrafrique, l'abbé Barthélemy Boganda, ont été assassinés par les agents de l'une des compagnies concessionnaires qui sévissaient dans le pays. Le futur empereur Bokassa était lui-même un orphelin. Son père était un cheflocal. Un « chef de terre », c'est-à-dire un homme qui jouait un rôle d'intermédiaire entre l'administration et les villageois. Un jour, il libéra des Noirs qui, selon lui, avaient été emprisonnés arbitrairement. Accusé de rébellion, il fut condamné à mort et exécuté en place publique. Son épouse mourut ensuite de chagrin. Autant de faits qu'il faut avoir en mémoire quand on se moque un peu trop facilement de Bokassa et de ses manières de satrape.

Ce système colonial quasi esclavagiste a bien sûr généré des révoltes indigènes, toutes matées dans le sang et l'indifférence de la métropole. L'éloignement de ce pays continental, enclavé et difficile d'accès, explique que les colons pouvaient y agir à leur guise. Au début du xx^c siècle, deux agents coloniaux fêtèrent à leur manière la fête nationale en faisant sauter un Noir à la dynamite. La nouvelle n'a été connue à Paris que dix-huit mois plus tard.

Boganda, premier prêtre indigène du territoire, en a aussi été le premier député. Il en a bien sûr profité pour dénoncer avec force l'injus-

I. Une situation dénoncée par André Gide, dans *Voyage au Congo*, NRF-Gallimard, 1927.

tice faite aux siens, tout en étant très attaché à la République française. Ce n'est pas si paradoxal qu'il y paraît. Pour l'élite noire de l'époque, la

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

France des droits de l'homme restait la mère. Il n'empêche que Boganda irritait les colons. Sa mort dans un accident d'avion inexpliqué, en 1959, dissimulait certainement un assassinat. Un colis piégé fut déposé à bord de l'appareil.

Boganda serait devenu naturellement le premier président de la Centrafrique. Sa disparition a donc provoqué une émotion intense dans ce qui allait devenir la République centrafricaine à l'heure de l'indépendance. Son successeur devait être un certain Abel Goumba. Mais il est à peine désigné qu'un instituteur, David Dacko, le chasse et s'empare de la présidence. Goumba est assigné à résidence et son parti interdit. La manœuvre a été initiée par les colons qui ont fait des pieds et des mains, tant à Paris qu'à Brazzaville où siégeait le gouverneur, pour écarter le docteur Goumba. Tandis qu'à l'Élysée Jacques Foccart a donné l'indispensable feu vert.

Il s'ensuit l'un des pires régimes qui aient été donnés au pays : suppression de nombreuses libertés, parti unique, corruption généralisée des fonctionnaires, fiscalité écrasante pour les plus pauvres. Exactement comme si l'indépendance n'avait rien apporté aux Centrafricains. D'autant que ce sont les conseillers de Dacko, des Français, qui détiennent la réalité du pouvoir.

Il en va ainsi cinq ans pendant lesquels Paris boucle les fins de mois d'un État qui s'en va à vau-l'eau. Jusqu'au moment où Dacko, de plus en plus aux abois, commet une erreur fatale : il esquisse un rapprochement avec la Chine. À Paris, on grince des dents et on songe aussitôt à le remplacer.

Foccart a déjà son candidat : un ancien capitaine de la coloniale devenu colonel et chef d'état-major de la petite armée centrafricaine, Jean-Bedel Bokassa. La transition se passe très tranquillement. Et d'abord parce que Dacko, las du pouvoir, déprime. Manquant d'ambition, d'énergie et de courage, il se laisse convaincre de passer la main. Cependant, il suggère que le chef de la gendarmerie, un général, lui succède. Mais à Paris, Foccart veille au grain et pousse Bokassa. Dans la nuit de la Saint-Sylvestre 1965, l'ancien de la coloniale, accompagné d'un petit groupe de jeune officiers, prend le pouvoir et s'installe dans le fauteuil de David Dacko.

..

Les dessous de la Françafrique

Ce putsch « pacifique » a quand même provoqué la mort d'une dizaine de proches de Dacko dont ce chef de la gendarmerie.

Immédiatement, Bokassa proclame l'avènement d'une république assainie tandis que la rue se réjouit, tant Dacko était devenu impopulaire. Mais les Français de la Centrafrique et les élites noires s'interrogent. Bokassa est d'abord connu pour être un bringueur — amateur de plaisanteries souvent salaces, il parle fort et boit autant ! — dont les nombreuses histoires de femmes font régulièrement le tour de Bangui.

Son régime est naturellement dictatorial. Le conseiller juridique du gouvernement, un Français forcément, lui a même concocté une constitution sur mesure entièrement calquée sur celle de Vichy. Cependant, durant au moins les cinq premières années, Bokassa gouverne d'une façon plutôt bonhomme, populiste et parfois pittoresque.

Géraldine Faes et Stephen Smith¹ :

[Ces auteurs passent en revue quelques-unes des premières mesures prises par Bokassa.]

Un « décret d'assainissement des mœurs » interdit de jouer du tam-tam du lever au coucher du soleil, sauf les jours fériés et les week-ends, pendant lesquels les hauts fonctionnaires restent également autorisés à fréquenter les bars et les dancings. Une « ordonnance contre l'oisiveté » astreint tous les désœuvrés à participer à des travaux d'intérêt général ou, à défaut, à « retourner à la terre pour la cultiver. La men'licité est prohibée. Une commission dite de vérification des comptes recense les « biens mal acquis » par les dignitaires du précédent régime. Les « impôts impopulaires » sont supprimés, de même que la journée continue, la polygamie, la dot, l'excision. Des punitions sont prévues pour les parents empêchant leurs filles de poursuivre leurs études. Seuls des jus defruits de fabrication locale doivent être servis dans les réceptions officielles. La vente d'armes à feu est illégale, de même

1. Bokassa T^r, un empereur français, Calmann-Lévy, 2000.

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

que le commerce de cartes postales montrant des femmes nues ou la Centrafrique comme un pays pauvre, parce que « portant atteinte à l'honneur national ».

Paris s'accommode tant bien que mal de la présidence de Bokassa. « C'est un couillon ! » dit le général de Gaulle qui commence par refuser de le recevoir à l'Élysée. Mais, sans doute grâce à Jacques Foccart, le mépris du président français s'émousse. Finalement, Bokassa deviendra un « brave bougre » et aura accès au palais de l'Élysée. Toutefois, de Gaulle ne supportera jamais que Bokassa l'appelle « Papa ».

Ces rapports sourcilieux n'empêcheront pas Paris d'envoyer à deux reprises des paras à Bangui quand ont couru des rumeurs de coup d'État. Mais la lune de miel ne durera pas au-delà de 1970.

Le problème de tous les gouvernements centrafricains — et ça continue aujourd'hui — a toujours été financier ! L'argent manque pour boucler le budget national et payer la flopée de fonctionnaires qui parasitent le pays, mais qui font vivre leurs familles. On a calculé qu'un seul agent de l'État peut nourrir dix parents. Tout cela coûte très cher et n'est guère productif. Ce qui explique que les dirigeants centrafricains, mais pas seulement eux, ont souvent tendu la sébile en direction de la France. Aussi, quand Paris ne réagit pas assez vite, Bokassa prend l'habitude de se fâcher.

En 1971, par exemple, l'ambassade de France à Bangui, soupçonnée d'abriter des installations d'espionnage électronique, est saccagée par des émeutiers. L'initiative est venue naturellement du palais de la présidence. Plus tard, ce sont des coopérants français qui sont expulsés et un journaliste de l'Agence France-Presse est accusé de fomenter un complot. Puis des sociétés françaises sont nationalisées. Autant d'expressions de la grogne de Bokassa qui réclame sans cesse plus d'argent. Mais il se livre aussi une provocation plus préoccupante en annonçant son intention de se rapprocher du camp de l'Est.

En réalité, le dirigeant centrafricain n'a nulle intention de tourner casaque. Il s'agit simplement d'une sorte de chantage. Paris cède à tous les coups : Foccart a décidé une fois pour toutes qu'il ne fallait pas contrarier Bokassa, et donc accepter ses sautes d'humeur.

Cette étrange mansuétude n'est due qu'à la position géographique de la Centrafrique. Des spécialistes ont même considéré que le pays était

Les dessous de la Françafrique

une sorte de porte-avions de notre armée en Afrique. Autre intérêt : nos agents secrets peuvent s'y mouvoir comme des poissons dans l'eau pour reprendre l'expression de Mao. D'une part, en cette période de guerre froide, cela permet de surveiller et même de prévenir les mouvements subversifs. D'autant que le Congo-Brazzaville voisin est devenu un pays socialiste¹. D'autre part, la Centrafrique est un poste d'observation idéal sur les pays anglophones d'Afrique de l'Est toujours soupçonnés de visées sur notre pré carré. En outre — et ce n'est nullement négligeable — il faut tenir compte de la présence d'uranium dans le sous-sol centrafricain.

Cependant la patience de Paris a des limites car Bokassa multiplie les foucades à mesure que s'accroît sa mégalomanie. Déjà président à vie, il s'autoproclame maréchal. Et bientôt, en 1977, il se sacrera lui-même empereur.

En attendant, en France, après la mort de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République. Le nouvel occupant de l'Élysée apprécie beaucoup l'Afrique, ne serait-ce que parce que ce continent lui permet de se livrer à l'une de ses passions : la chasse aux grands animaux. Dès son élection, en 1974, le président manifeste son intention de nouer des relations très étroites avec celui qui l'appelle son frère. De Gaulle le papa, Giscard le frère, Bokassa a une conception africaine élargie de la parentèle. Quoi qu'il en soit, au cours de l'automne 1974, Bokassa est reçu à deux reprises par le président. Dans la foulée, un nouveau contrat pour l'exploitation de mines d'uranium est signé. Puis, au début de l'année suivante, le deuxième sommet franco-africain se tient à Bangui. Il s'agit d'une gracieuseté faite à Bokassa.

Incontestablement, le choix de la capitale centrafricaine témoigne de l'attachement de VGE pour la Centrafrique, ses territoires de chasse et même, osons-le, des qualités esthétiques d'une partie de sa population.

I. Voir chapitre XI.

Les dessous de la Françafrique

Giscard d'Estaing¹ :

Bonjour, monsieur le Président à vie, salut terre d'Afrique, salut à vous, Africaines et Africains, qui êtes les amis de mon cœur et que je suis venu visiter chaque fois que j'ai pu le faire. C'est un grand jour pour moi que celui où je peux vous apporter non seulement mon salut personnel, mais le salut de la France, dont je suis le président. Croyez bien, monsieur le Président à vie, mon cher parent et ami, que la France ressent profondément cette solidarité envers la République centrafricaine, qui, sous votre autorité, s'est engagée dans une action en profondeur de développement économique, culturel et humain.

Bokassa profite aussitôt des bonnes intentions de Giscard d'Estaing pour demander une rallonge. La République centrafricaine est en effet au bord de la faillite. Le président français accepte à une condition : Paris veut désormais avoir un droit de regard sur les dépenses du gouvernement centrafricain.

Mais, malgré cette mise sous tutelle, deux ans plus tard se déroule la bouffonnerie du sacre. Une cérémonie calquée sur celle au cours de laquelle Napoléon s'est lui-même sacré empereur. Cette mascarade coûte l'équivalent de l'aide annuelle de la France à la Centrafrique. Toutefois, Paris paie l'essentiel : un somptueux cadeau de son « frère » Giscard d'Estaing et une cérémonie grandiloquente abondamment relayée par les chaînes françaises de télévision. L'une d'elles a même délégué à Bangui son directeur de l'information pour interviewer en direct l'empereur. Au même moment les États-Unis suspendent leur aide à la Centrafrique à cause des atteintes répétées aux droits de l'homme.

Ces violations ne choquent donc pas la France, partie prenante du sacre de l'empereur Bokassa. Toutefois ces bonnes manières n'empêchent

1. Allocution prononcée en mars 1975 lorsque le président français se rend en Afrique noire pour la première fois depuis son élection afin de participer au sommet franco-africain de Bangui.

Les dessous de la Françafrique

pas le nouveau souverain de continuer à nous planter des banderilles. Ainsi il entame un flirt avec le colonel Kadhafi, notre meilleur ennemi en Afrique, alors même que sous la présidence de Giscard d'Estaing nos services secrets essaient de le supprimer.

Ce rapprochement avec Kadhafi va même assez loin. Bokassa, qui s'est un moment converti à la religion musulmane, se déplace plusieurs fois en Libye et envoie quatre cents de ses soldats se former chez Kadhafi tandis que plusieurs conseillers libyens débarquent à Bangui. Avec eux transitent de très importantes quantités d'armes de toutes sortes.

Dans cette affaire, l'intérêt de Kadhafi est double. En mettant le pied en Centrafrique, il « prend en sandwich » le Tchad où il ne désespère pas de faire la loi un jour ou l'autre¹. L'autre raison, c'est l'uranium centrafricain. Autant de points qui préoccupent sérieusement la France et vont décider le pouvoir à tout entreprendre pour se débarrasser de Sa Majesté Bokassa I^{er}, quitte à prendre de grosses libertés avec la vérité.

Thomas Sotinel, journaliste²:

Coincée entre des voisins immenses et remuants^L — Tchad, Zaïre, Soudan — la République centrafricaine est un poste d'observation et une base arrière idéale. D'une part, sa pauvreté garantit une certaine inviolabilité, car on voit mal quel intérêt il y aurait à l'agresser. D'autre part, le petit nombre d'habitants (3,3 millions répartis sur un territoire plus grand que la France) implique une faible amplitude des mouvements politiques et sociaux, toujours contrôlables par une armée moderne.

Au long de l'interminable conflit tchadien, les bases françaises en Centrafrique ont ainsi été un appui indispensable pour les différentes interventions françaises destinées à défendre les alliés successifs de Paris à N'Djamena. Mais, pendant ce temps,

1. Voir chapitres XII, XIII, XIV.

2. « La République centrafricaine, base arrière de la France », article paru dans Le Monde en janvier 1997.

l'histoire de la République centrafricaine a continué de s'écrire, dans la douleur la plupart du temps. Cette histoire à la fois

violente et secrète explique sans doute les paroxysmes qu'a connus le pays. Venu au pouvoir après s'être fait remettre par David Dacko, Jean-Bedel Bokassa a construit et détruit le pays, entre 1966 et 1978. Si l'Occident garde de lui le souvenir des fastes dérisoires de l'empire centrafricain, le pays lui doit l'instauration d'une tradition d'accaparement des ressources nationales à des fins privées, dont aucun de ses successeurs ne s'est départi.

Bokassa a été victime d'une manipulation ou plutôt d'une manœuvre de désinformation, comme on disait autrefois derrière le rideau de fer. À la fin 1978, le Premier ministre centrafricain, Henri Maidou, prend une curieuse décision : il impose aux écoliers et étudiants centrafricains le port d'un uniforme. Aussitôt, c'est le tollé : la plupart des parents sont incapables d'assumer une telle dépense. Les lycéens descendent donc dans la rue afin de protester. S'y mêlent aussi, curieusement, de jeunes adultes venus pour casser.

Pendant que se déroulent ces premières manifestations très violentes, le Premier ministre se trouve à Paris, à l'invitation du président de la République française. Trois mois plus tard, comme le gouvernement n'est toujours pas revenu sur sa décision, les manifestations recommencent. Très vite, elles dégénèrent en quasi-émeutes. Les premières victimes sont des policiers et des soldats, incapables de riposter car Bokassa les a privés d'armes, tant il a peu confiance dans ses troupes. Mais quand on sait combien de chefs d'État africains ont été destitués par leurs militaires, on le comprend sans peine.

Toutefois, devant l'ampleur de la révolte, Bokassa est bien obligé d'autoriser le gouvernement à distribuer des armes aux forces de l'ordre et à s'en servir. Des manifestants tombent à leur tour. D'autres sont arrêtés, emprisonnés et bastonnés. Certains, souvent de très jeunes gens, sont même fusillés dans la prison où on les a enfermés.

Vite, très vite, on parle de bain de sang. Un véritable massacre, plusieurs centaines de victimes, des gosses, des adolescents. La manipulation devient

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

claire : d'abord, on suscite des manifestations, puis on encourage la répression et, finalement, on exagère considérablement le nombre des victimes.

Manœuvre ou pas, il y a quand même eu des morts et la responsabilité du chef de l'État est donc engagée, bien qu'il n'ait pas personnellement commandé ces fusillades et ces exactions puisqu'il résidait alors dans son palais, à quatre-vingt kilomètres de la capitale. Un éloignement qui explique sans doute pourquoi il n'a pas pris la mesure de ce qu'il se passait réellement. La meilleure preuve, c'est qu'il a aussitôt ordonné une enquête et qu'au vu de ses conclusions plusieurs responsables, dont certains ministres, ont été limogés, Mais il était trop tard, le mal était fait : Bokassa, aux yeux du monde entier, était devenu un massacreur d'enfants ! C'est cela qui comptait.

Certes, Bokassa n'était pas un saint et il avait beaucoup de sang sur les mains. Cependant, dans l'affaire des écoliers, il faut se reporter au procès de Bokassa, en 1986. Une première fois, l'empereur déchu a été condamné à mort par contumace. Les juges de son deuxième procès qui se tient cette fois à Bangui n'ont donc aucune raison d'être cléments. Pourtant l'accusation a été incapable de prouver sa culpabilité et il a simplement été accusé de complicité.

La manipulation a été ourdie par les services de renseignement français avec la complicité de hauts responsables centrafricains et d'opposants. Pour justifier son éviction du pouvoir, il fallait à tout prix faire de Bokassa un monstre. Ainsi, quand Bokassa aura été renversé, on prétendra avoir trouvé dans les congélateurs du palais impérial de la chair humaine. Mais là encore, cette accusation de cannibalisme sera rejetée par les juges centrafricains lors du procès de l'ex-empereur. Au fond, rien n'était trop gros pour salir Bokassa !

Ce sont des hommes du Sdece qui ont pénétré les premiers dans le palais de Bokassa. Et ce sont eux qui ont répandu la rumeur...

L'Opération Barracuda visant à éliminer Bokassa a été entièrement imaginée et téléguidée depuis Paris. Tout a commencé au mois de mai 1979. L'ambassadeur centrafricain à Paris, un certain Sylvestre Bangui, qui nourrit par ailleurs de très sérieuses ambitions politiques, fait soudain défection et demande protection à notre pays. Naturellement, les services français qui voient en lui un possible successeur de

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

l'empereur s'intéressent à ce personnage et le cuisinent un peu. Ce faisant, ils recueillent une information capitale et inquiétante pour l'hôte de l'Élysée. Ce diplomate, qui a participé à de nombreuses chasses aux fauves aux côtés du président français, affirme qu'il lui a remis personnellement des sachets de diamants de la part de Bokassa. En tenant compte de ce qui est arrivé ensuite, on peut juger que l'information n'est pas anodine.

À l'Élysée, on comprend aussitôt le danger. Les services de renseignement sont pressés d'élaborer au plus vite un plan. David Dacko est choisi pour remplacer Bokassa. Dernier président élu avant d'être renversé par Bokassa, sa restauration aura le mérite de présenter un semblant de légalité. Cependant, Dacko n'est pas très enthousiaste : il faut le violenter pour qu'il accepte du bout des lèvres.

L'Opération Barracuda est donc mise sur pied. En septembre 1979, Bokassa commet une erreur fatale : se sentant progressivement lâché par la France, il se rend en Libye pour rencontrer son ami Kadhafi. La nuit qui suit son départ, deux Transall du Sdece décollent de Villacoublay. Barracuda commence.

Dans ces avions ont pris place David Dacko, qui tremble de peur, et des militaires sans grades ni insignes. Ce sont des hommes du 1^{er} RPIMa, un régiment parachutiste d'infanterie de marine qui sert traditionnellement d'auxiliaire au service « action » du Sdece.

Les deux appareils se dirigent vers Bangui où ils atterrissent de nuit. Sur place, tout se passe très vite. Les principaux bâtiments officiels et la radio sont occupés. Le terrain a été préalablement balisé par d'autres agents du Sdece qui sont déjà arrivés sous couverture. David Dacko, nouveau président installé par la France, déclare à la radio que Bokassa est destitué. Un discours enregistré en France. Le coup d'État est une réussite parfaite. Les premiers militaires reçoivent dans la journée l'appui de plusieurs centaines de soldats français arrivés du Gabon. Mais ceux-ci n'auront même pas à intervenir.

Aussitôt, les agents du Sdece procèdent à une fouille méthodique du palais présidentiel et raflent tout ce qu'ils trouvent, à commencer par les documents. Mais Bokassa gardait aussi par devers lui une fortune en diamants et en devises.

Les papiers sont acheminés rapidement en France et mis au frais par les hommes du Sdece. Quant au trésor, mystère ! Mais les services de renseignement ont souvent besoin d'argent noir.

Bokassa, lui, dédaigne l'hospitalité que lui offrait Kadhafi et, d'une façon assez insensée, il choisit de se rendre en France, arguant du fait qu'il possède la double nationalité. Mais Paris n'a rien de plus pressé que de se débarrasser de cet hôte encombrant.

On le sait aujourd'hui, Bokassa a d'abord été trahi par les siens. Son épouse, l'impératrice Catherine, est étrangement partie en France quelques jours seulement avant l'Opération Barracuda. Elle a rejoint l'un des châteaux que possédait Bokassa avec des tonnes de bagages. Comme si elle savait ce qui allait arriver,

Mais Bokassa ne tardera pas à se venger de « son frère » Giscard d'Estaing en lançant l'affaire des diamants grâce à l'un de ses anciens compagnons d'armes de la guerre d'Indochine, Roger Delpy¹. Un scandale qui coûtera au président sa réélection en 1981 !

Géraldine Faes et Stephen Smith² :

Avec le bénéfice du recul, un quart de siècle plus tard, Jean-Bedel Bokassa pourrait être enfin compris pour ce qu'il a été réellement : non pas lependantfrancophone d'Idi Amin Dada, ni même un avatar moins sanguinaire de « roi nègre», mais l'archétype de toute une génération de dirigeants dans les anciennes coloniesfrançaises du continent. Trop longtemps, le ricanement tout comme l'indignation ont mystifié le personnage. Or, au regard de ses pairs africains de l'époque, Bokassa incarneplutôt la norme que l'exception. S'il est cruel, extravagant, cupide, paranoïaque et excessif, il ne détonnepas dans le portrait de groupe des « pères de l'indépendance » ou

I. Voir chapitre X.

2. op. cit.

de leurs successeurs immédiats qui, comme lui, se sont souvent emparés du pouvoir par la force. Certes, il est le seul à s'êtrefait couronner empereur. Mais au milieu de

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

présidents à vie, il a juste accompli un pas de plus que d'autres, au demeurant, s'apprêtaient à franchir également.

L'Opération Barracuda permet aussi aux militaires français de se réinstaller en force à Bangui et donc de faire éventuellement échec aux menées libyennes dans le nord du Tchad. Plus que jamais, la Centrafrique joue ce rôle de porte-avions qui permet à nos forces de rayonner au-dessus de ce ventre de l'Afrique si souvent soumis à des tensions et à des déchirements ethniques. En même temps, comme dans d'autres pays de la Françafrique, un officier de notre service de renseignement est aussitôt placé auprès du président centrafricain.

David Dacko, qui n'a décidément guère d'appétit pour le pouvoir, passera la main en septembre 1981, à l'issue de ce que l'on appellera un « coup d'État par consentement mutuel ». Une expression amusante qui signifie que Dacko, très souvent dépressif, s'efface gentiment et passe le relais au nouveau poulain de la France, le général Kolingba.

À Paris, malgré le changement politique, rien n'a donc changé, en dépit des efforts vertueux du nouveau ministre de la Coopération, Jean-Pierre Cot. À vrai dire, l'Élysée, qui, à l'époque, a bien d'autres chats à fouetter, n'est sans doute pas intervenu directement. Mais l'officier de renseignement placé auprès du président centrafricain n'est pas resté passif. Et sans doute y a-t-il été autorisé par ses chefs. Au Sdece, qui va bientôt devenir la DGSE, on n'a guère de sympathie pour les socialistes français qui viennent d'arriver au pouvoir. On pense même, comme beaucoup d'hommes de droite, que la gauche ne restera pas très longtemps au pouvoir. Par conséquent, les vieux réflexes néocolonialistes perdurent.

Au reste, cet officier est un personnage assez étonnant. Très grand, mince, le regard toujours caché derrière des lunettes de soleil, le colonel Jean-Claude Manton cultive non sans une certaine coquetterie le mystère. À tel point que même l'orthographe de son nom demeurera longtemps l'objet d'une controverse : Manton avec un t ou un s ?

Centrafrique : pour une poignée diamants... ou d'uranium de

Cet homme ne livre donc jamais rien dès qu'il s'agit de lui. Il a même l'habitude de dire : « Moins on parle de moi et mieux je me porte ! » Il n'empêche qu'à Bangui le distingué colonel Manton collectionne les surnoms : le « Proconsul », le « Marabout blanc », « Zorro », le « Cowboy » ou encore, plus curieusement, la « Nounou ». Mais il est vrai qu'il se conduit comme la nounou du président Kolingba. Il veille sur lui, il le protège. Et, à l'occasion, il exerce le pouvoir à sa place !

Pourtant, Manton se garde bien de manifester une ambition personnelle. Néanmoins, ses manières autoritaires lui valent de nombreuses inimitiés. À Paris, les gouvernements de gauche ont souvent tenté de l'éliminer¹. En vain. Ils ont tous échoué à le chasser de la Centrafrique et il régnera pendant treize ans à Bangui.

Intouchable, il l'était d'abord parce qu'il s'était rendu indispensable. Car il connaissait mieux la Centrafrique que le président qu'il servait.

Jean-Claude Manton est né juste avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Engagé très jeune, il est incorporé au sein du 8^e RPIMA, ce régiment où le service « action » du Sdece recrute ses agents. Dès 1961, il fait un premier séjour en Centrafrique au camp de Bouar, une importante base militaire française que commande alors Bigeard. À son retour en France, il est intégré au Sdece, sans quitter son régiment. Un peu plus tard, il est envoyé aux Nouvelles-Hébrides, le futur Vanuatu. Dans ce dominion franco-britannique qui ne deviendra indépendant qu'en 1980, il participe au rétablissement de l'ordre en matant une révolte des populations autochtones qui protestent contre la décision d'attribuer des terres à des sociétés étrangères.

Manton participe donc à la répression mais ne parlera jamais de cet épisode ; ceux qui le connaissent un tant soit peu affirment qu'il était très amer lorsqu'il est revenu. Quoi qu'il en soit, c'est là-bas qu'il conquiert ses grades au mérite sans passer par les traditionnelles écoles de guerre.

I. Malgré l'hostilité que lui ont manifestée certains hommes politiques de gauche, c'est un ministre de la Défense socialiste qui l'a promu général et lui a donné la Légion d'honneur.

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

En 1980, presque un an jour pour jour après l'Opération Barracuda, il revient en Centrafrique. Colonel du Sdece, il remplace alors un autre officier qui dirige la garde présidentielle. Et, comme ce dernier, il est d'abord chargé de protéger le président centrafricain, David Dacko. L'intervention des paras français a laissé des traces et le pays est au bord de la guerre civile. Il faut donc un homme à poigne pour diriger le pays et éviter le chaos. Mantion se rend très vite compte que le faible Dacko ne parviendra jamais à rétablir l'ordre. Il prépare donc sa succession en douceur. Ce sera ce coup d'État par consentement mutuel.

Cependant, dès l'installation à la présidence du général Kolingba, Mantion a fort à faire et commence par déjouer un complot ourdi par deux politiciens ambitieux, Ange Patassé et François Bozizé.

Ayant fait échec à cette tentative de prise de pouvoir, l'officier français décide aussitôt de renforcer la garde présidentielle qui devient une unité de huit cents hommes ethniquement homogène et entraînée par une trentaine d'instructeurs français détachés d'un régiment français de parachutistes.

Cette initiative a donc forcément reçu le feu vert de Paris. Mais elle intervient à un moment où l'Élysée joue peut-être un double jeu. Jean-Bedel Bokassa se trouve alors en résidence surveillée en Côte d'Ivoire où la France l'a confié à la garde du président ivoirien Houphouët-Boigny. Mais ses amis se démènent et ne désespèrent pas d'obtenir son retour au pouvoir. Sollicité sur la position de la France à cet égard, le président Mitterrand aurait alors dit : « Nous ne ferons pas de Barracuda de gauche ! Mais si le peuple centrafricain réclame le retour de l'empereur déchu, la France ne s'y opposera pas ! »

Était-ce un encouragement ? À la vérité, la réponse de Mitterrand, si elle est authentique, visait surtout à se débarrasser de solliciteurs importuns. Car dans le même temps, l'armée française concourait à faire de la garde présidentielle centrafricaine une unité efficace destinée à contrer un éventuel coup de force.

Le colonel Mantion, promoteur et maître de cette troupe, devient un personnage tout-puissant en Centrafrique. Et pas seulement dans le domaine de la sécurité ! Bientôt, le colonel français, qui arbore désormais un uniforme centrafricain, se mêle de tout et même d'économie. Sans oublier sa tâche prioritaire, la protection du pouvoir. Il surveille donc l'opposition, pourchasse certains de ses membres, et

Les dessous de la Françafrique

parfois au-delà des frontières de la Centrafrique. Ainsi François Bozizé, l'actuel président, est-il kidnappé à l'étranger et personnellement interrogé par Manton.

Des rumeurs ont couru sur l'utilisation de la torture. Sans doute à tort : l'officier était trop habile pour se livrer à ce genre d'exactions. Sa seule personnalité et son inquiétante réputation lui suffisaient à obtenir les renseignements qu'il désirait !

Géraldine Faes¹ :

Manipulateur hors pair, Manton divise l'opposition naissante en achetant les faibles et en expulsant les irréductibles. Redoutable rhéteur, il arrive aussi, tout simplement, qu'un opposant rentré dans son bureau pour l'insulter ressorte l'esprit embrumé de doutes. Professionnel du renseignement, il sait désamorcer les complots et étouffer dans l'œuf — sans effusion de sang — les manifestations. Policier en charge de la sécurité aéroportuaire, il a doté le minuscule aéroport de Bangui d'un système informatisé de contrôle des arrivées et des départs plus perfectionné que celui de certaines capitales européennes. Adversaire acharné de la Banque mondiale, il fustige « ces experts qui se moquent des retombées sur la population de leurs belles théories ». Chasseur de trafiquants d'ivoire ou de diamants, il n'hésite pas à s'attaquer à des proches de Kolingba impliqués dans des affaires de contrebande. Lui-même ne serajamais, en douze ans, éclaboussé par la moindre affaire de corruption. Si les « faucons » du président le haïssent, les coopérants n'apprécient pas davantage — il le leur rend bien — celui qu'ils surnomment Clint Eastwood. Parce que sa présence confine les ambassadeurs de France qui se succèdent en Centrafrique dans un rôle de potiches et, surtout, parce que ses méthodes

I. Jeune Afrique, 1993.

de cow-boy (écoutes téléphoniques, surveillance policière) inquiètent. À Bangui, il n'a que peu d'amis. On le dit partout mais on ne le voit jamais.

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

Comment juger objectivement l'action du colonel Manton ? Il faut d'abord mettre à son crédit le fait que la Centrafrique a pu vivre une décennie dans un calme relatif et sans connaître de coup d'État. Ensuite, il a mené une guerre sans pitié contre tous les trafiquants qui essayaient de piller le pays. Ses diamants, son ivoire.

Mais, en regard, il y avait son autoritarisme et des méthodes franchement dictatoriales. Un seul exemple : un jour, face à des étudiants en grève, il menace : « Je représente le président. Et si vous l'ignorez, en Centrafrique, il y a le président et derrière lui, il y a moi. Et derrière moi, il y a le mur ! Si vous bougez une oreille, je vous materai ! »

Toutefois, ce parfait représentant du néocolonialisme à la française disposait d'un atout formidable : étranger à la Centrafrique, il échappait ainsi à ce mal qui ronge l'Afrique : le nationalisme tribal, perpétuelle source de querelles et de conflits armés, même s'il faut reconnaître que les colons ont souvent exacerbé ces rivalités ethniques et donc créé des hostilités qui n'existaient pas.

La fin du proconsulat de Manton en 1993 n'est guère sereine. Le « vice-roi de Bangui », comme on l'appelle également, commence par livrer une vraie petite guerre contre le nouvel ambassadeur français qui vient d'être nommé en Centrafrique. Les deux hommes se détestent d'emblée. C'est d'autant plus curieux que le nouveau venu est lui aussi un ancien de la Piscine ¹, un agent de la DGSE promu diplomate. Contrairement à ses prédécesseurs, il ne supporte pas d'être supplanté par Manton en toutes occasions.

Cette hostilité dissimule aussi le fait que le pouvoir français supporte de moins en moins le président-général Kolingba. Lors du sommet franco-africain de La Baule qui s'est tenu en 1990, Mitterrand a enjoint les dirigeants de démocratiser leurs pays et leurs pratiques politiques.

1. Voir note p. 67.

Kolingba — mais il n'est pas le seul — a dédaigné cette recommandation et continue à gouverner de façon dictatoriale, ainsi qu'il le fait depuis 1981. Certes, en 1986, un référendum a prorogé son mandat de six ans. Mais le vote a été truqué par les bons soins de Manton.

Les dessous de la Françafrique

À Paris, on commence à penser très sérieusement au remplacement de Kolingba. D'autant que celui-ci aggrave son cas en refusant obstinément de se présenter à nouveau devant les électeurs. Le colonel Manton pourrait certainement obtenir de son protégé qu'il fasse preuve de bonne volonté. Mais, fidèle au président centrafricain, il n'entend pas faire ce geste. Il est donc décidé à agir dans son dos. Et c'est sa propre « boutique », la DGSE, qui effectue ce sale coup avec la complicité de l'ambassadeur.

Sur ordre de Paris, Manton, qui arrive à la fin de son contrat, est d'abord remplacé à la tête de la garde présidentielle. Un colonel de la légion, missionné par la DGSE, est envoyé à Bangui. Peu de temps après, au printemps 1993, la garde présidentielle se mutine. Les Bérets rouges encerclent la résidence de Kolingba. Le président est pris en otage. Manton est réduit à l'impuissance puisqu'il ne commande plus « sa » garde. Il est d'autant plus ulcéré qu'il a formé ces hommes !

Les mutins réclament des élections. Le « proconsul » comprend très vite que cette rébellion a été fomentée par Paris et ourdie par son successeur.

Dégoûté, malade, il rentre en France avant même la fin de son contrat. Seule satisfaction : son ennemi, l'ambassadeur, est rappelé précipitamment à Paris.

Rétabli, le colonel Manton rejoint quelques bons amis parisiens, des gens très proches de Charles Pasqua. Et il se dit qu'il a joué un rôle dans la capture de Carlos au Soudan et la négociation qui l'a précédée. L'une des clauses du marché secret passé entre Paris et Khartoum était la possibilité pour les forces soudanaises d'entrer en Centrafrique afin de prendre à revers les rebelles sudistes de John Garang. Manton, malgré son départ, avait gardé de précieux contacts à Bangui et a sans doute facilité la négociation.

Au demeurant, la Centrafrique n'a pas tout à fait oublié le colonel. En 1996-1997, quand le pays connaîtra de sérieux troubles, certains évoqueront un éventuel retour du colonel Manton.

Quoi qu'il en soit, en septembre 1993, les élections, si longtemps promises et si longtemps différées par Kolingba, ont enfin lieu. Le président sortant affronte un ancien Premier ministre de Bokassa, AngeFélix Patassé. Celui-ci gagne au deuxième tour.

Ce personnage a déjà été partie prenante de la conspiration destinée à abattre Kolingba peu de temps après sa prise de pouvoir. Ce politicien

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

s'est aussi signalé par ses positions très antifrançaises. En particulier lorsque Bokassa a amorcé son flirt avec la Libye. Mais, miracle, dès que Patassé accède à la présidence, il fait patte de velours et chante les louanges de la coopération avec l'ancien colonisateur. Il ose même déclarer qu'il est gaulliste de naissance. Aussi attend-il beaucoup de la France ! Et d'abord de l'argent, comme tous les autres.

L'aide économique qu'il obtient bénéficie prioritairement aux siens, c'est-à-dire les membres de sa tribu. Aussitôt promu, Patassé entame une politique ethnique. Cet homme du Nord, donc des savanes, épure et renvoie chez eux les gens du fleuve, nombreux au sein des forces de sécurité et d'une bonne partie de l'armée. Les membres de la garde présidentielle appartenant à l'ethnie de Kolingba sont ainsi fermement invités à retourner chez eux. Ces décisions discriminatoires sont à l'origine des graves mutineries qui éclatent en avril 1996.

Aux problèmes ethniques s'ajoutent alors des difficultés plus triviales. Les Centrafricains ont faim ! Les soldats par exemple ne sont plus payés. Certains retards de solde remontent à 1992 ou 1993. Conséquence : ces militaires se révoltent et affrontent la garde présidentielle les armes à la main. Le président Patassé, désarmé, en appelle à Paris. La France répond positivement : les « barracudas » reviennent. D'autres quittent simplement les deux camps où ils sont stationnés en permanence, Bangui et Bouar. Et les derniers arrivent du Tchad et du Gabon.

Il s'agit en l'occurrence d'une intervention militaire à propos d'un conflit purement intérieur. Mais il importe peu. Il existe des accords secrets'. En outre, il est toujours possible de mettre en avant la protection de nos ressortissants.

Les « barracudas », par leur seule présence, concourent à en finir avec la mutinerie. Les rebelles sont pardonnés et Paris paie les soldes en retard.

C'est dire le prix que le gouvernement français attache toujours à notre présence en Centrafrique.

Mais les mutins sont tout juste rentrés dans leurs casernes qu'ils en ressortent presque aussitôt. Le prétexte est un incident avec des militaires français venus récupérer des civils pris en otage. Rapidement, la situation s'envenime. Les mutins, qui sont plusieurs centaines, occupent la radio, encerclent le palais présidentiel et commencent à

Les dessous de la Françafrique

pillier Bangui. L'Élysée se décide alors à intervenir. L'engagement militaire est massif : il faut sauver le soldat Patassé ! Jacques Chirac s'y est résolu.

Marie-Pierre Subtil, journaliste² :

Si son discours a changé, M. Patassé n'en a pas pour autant gagné la confiance des chancelleries occidentales, qui, elles, n'ont pas oublié ses turpitudes. Après la prise de pouvoir par les militaires, en septembre 1981, il avait multiplié les gestes d'ouverture. Mais le 4 mars 1981, il avait été mêlé à la tentative de coup d'État du général Bozizé. L'échec du putsch le conduira à trouver refuge dans les locaux de l'ambassade de France. Il obtiendra l'asile politique, non pas à Paris mais à Lomé.

Un long exil l'attend, pendant lequel il se consacre aux affaires. Plus d'une société européenne fait l'amère expérience de ses talents d'associé tandis que son parti ne reste pas inactif. Le numéro deux du MLPC, Hugues Dobozeni, président du bureau politique du parti, entretient les structures de la formation, étend son implantation. Patassé récoltera les fruits de cet activisme dès son retour à Bangui, où il est accueilli triomphalement dix ans après son départ, le 16 octobre 1992.

« Il a l'ambition du pouvoir et la passion des affaires et il n'a ni parole ni scrupule », juge sévèrement un diplomate occidental. Reste donc à M. Patassé à démontrer qu'il n'est pas celui que l'on croit.

I. Voir chapitre V.

2. Article du Monde de 1993, paru sous le titre : « Le retour d'un démagogue ».

Le contingent français envoyé par Jacques Chirac est fort de deux mille trois cents hommes. Officiellement, ce sont des EFAO, Éléments français d'assistance opérationnelle. Mais pour la population centrafricaine, ce sont de nouveaux « barracudas ».

Chargés de sauver la garde présidentielle en difficulté et de mettre fin au pillage de la capitale, ils disposent d'une vingtaine de blindés légers et peuvent toujours avoir recours au soutien des Mirage et des

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

hélicoptères prépositionnés en Centrafrique ou au Tchad voisin. Face à cette force, les rebelles doivent s'incliner assez rapidement. Cependant les combats de rue ont fait de nombreuses victimes. Une quarantaine, selon l'armée française et les autorités, beaucoup plus selon les émeutiers. Mais sans cette intervention militaire, le régime Patassé aurait été emporté comme un fétu de paille !

L'engagement de la France est justifié par la défense de la démocratie puisque Patassé a été légalement élu. Mais l'argument ne tient pas très longtemps. Six mois plutôt, le président nigérien a été renversé¹.

Lui aussi avait été élu légalement. Or la France n'a pas bougé d'un pouce. En réalité, deux autres objectifs l'ont emporté. L'uranium d'abord. Certes, en Centrafrique, son exploitation est difficile et chère. Mais la rareté de ce métal a imposé une réouverture des mines. Ensuite, il y a encore et toujours la position stratégique de la Centrafrique. Entourée d'États instables ou en proie à des rébellions très actives, elle permet à nos troupes ou à notre aviation des interventions très rapides. On va bientôt le voir au Tchad. Enfin il faut garder à l'esprit que la France — c'est en tout cas ce que pense Jacques Chirac — ne peut pas se permettre de décevoir les pays africains avec lesquels ont été signés des accords de défense et qui nous accordent aussi généralement leurs votes à l'ONU.

Mais bientôt cette conception, très « Françafrique », est bousculée au cours de la deuxième cohabitation qui s'annonce à Paris au printemps 1997. Auparavant, la Centrafrique a connu une troisième mutinerie, toujours au cours de cette année 1996. Après la deuxième émeute, la France a imposé un Premier ministre à son protégé Patassé. Un intel-

I, Voir chapitre XXII.

lectuel, un certain Ngoupandé. Et elle a aussitôt accordé une aide exceptionnelle à la Centrafrique.

Pendant quelque temps, Patassé se tient tranquille. Mais l'automne arrivé, il renvoie son Premier ministre et retourne à ses vieux démons et attise à nouveau les conflits ethniques. En même temps, tout comme autrefois Bokassa, il retrouve son assurance et même son arrogance visà-vis de la France.

Les dessous de la Françafrique

Autre grave erreur : pour assurer sa sécurité, il fait venir du Soudan des soudards, les codos. Redoutables et redoutés, ces hommes perpétueront de nombreuses exactions et même de véritables massacres en juin 1997.

La troisième mutinerie éclate en novembre. Les rebelles du mois de mai, qui n'avaient pas été désarmés mais simplement regroupés dans un camp militaire, retournent dans la rue. Les militaires français s'interposent nouveau, pour la troisième fois en moins d'un an.

À Paris, on commence se lasser. D'autant que la situation reste explosive. Début janvier 1997, deux soldats français sont assassinés. Il s'ensuit une opération punitive qui provoque une dizaine de morts. Aussi, face à cette instabilité chronique, le gouvernement français imagine africaniser la question en associant des pays amis à la résolution de la crise centrafricaine. Ainsi une force de stabilisation africaine — c'est son nom — se met en place Bangui. Financée bien entendu par la France.

Cette dernière initiative n'empêche pas les accrochages avec les mutins de se multiplier. Excédés, les responsables de cette force intermédiaire décident de répliquer énergiquement et balayent les rebelles au prix de cent ou deux cents morts. Puis une force onusienne prend le relais.

Entre-temps, l'attitude de la France connaît un complet bouleversement avec l'arrivée au pouvoir de Lionel Jospin. Le gouvernement socialiste annonce un complet changement de cap dans nos rapports avec la Françafrique. Ni ingérence, dit Jospin, ni indifférence. Le ministre de la Défense, Alain Richard, se rend en Centrafrique pour annoncer à Patassé la prochaine fermeture de nos bases militaires.

Le président centrafricain est furieux. Ne serait-ce que parce que la présence des « barracudas » injecte dans l'économie du pays un vrai pactole ! Mais rien n'y fait. En février 1999, le dernier soldat français quitte la Centrafrique, à l'exception de deux cent cinquante hommes qui y demeurent sous l'uniforme de l'ONU.

Dans ce pays livré à lui-même, la suite est très chaotique. On y assiste à des tentatives de putsch et même à des interventions étrangères, comme celle des troupes d'un dirigeant rebelle congolais, Jean-Pierre Bemba. En outre, les mercenaires tchadiens, les codos, alliés de Patassé, continuent à semer la terreur partout où ils passent.

Centrafrique • pour une poignée de diamants... ou d'uranium

Comme d'habitude, les populations civiles sont les premières victimes de ces troubles. Enfin, en 2003, l'ancien patron des forces centrafricaines, François Bozizé, qui a déjà essayé en vain de renverser Patassé, profite d'un voyage à l'étranger de ce dernier pour s'emparer du pouvoir. Pour perpétrer son putsch, ce militaire a bénéficié d'une aide militaire tchadienne et obtenu le feu vert de Paris où désormais Chirac, réélu, a les mains libres.

Paris revient donc dans le jeu centrafricain. Quatre jours à peine après ce putsch, les « barracudas » reviennent à Bangui. Cette nouvelle ingérence française passe quasiment inaperçue car, au même moment, George Bush envahit l'Irak. Cependant, pour sauver les apparences, des éléments militaires tchadiens, congolais et gabonais ont débarqué avec les Français.

L'intervention de nos troupes n'a pourtant rien réglé. La France se trouve maintenant empêtrée dans une situation qui devient de plus en plus compliquée. Il faut bien soutenir Bozizé que nous avons aidé à conquérir le pouvoir. Au moins en encourageant les forces tchadiennes à lui donner un coup de main. Mais le nouveau régime est perpétuellement menacé par deux forces rebelles installées au nord du pays. L'une d'elles est en partie composée d'éléments douteux que le président Bozizé a rassemblés lors de sa marche vers Bangui. Ces mercenaires, qui estiment ne pas avoir été récompensés à la mesure de leur aide, se paient sur l'habitant et combattent à l'occasion les troupes restées fidèles à Bozizé. Des troupes qui, elles aussi, n'hésitent pas à s'en prendre à la population civile et commettent les pires exactions. Les villageois, pris entre deux feux, doivent se résoudre à fuir dans la brousse.

Les forces françaises sont donc parfois obligées d'intervenir en force ! Et dans le plus grand secret : en mars 2007, et pour la première fois depuis l'opération de Kolwezi au Zaïre, des parachutistes français ont été largués au-dessus d'un pays africain. Mais l'état-major a minimisé l'importance de cette opération qui a commencé ainsi : depuis la fin de 2006 l'armée française entretient une petite garnison d'une vingtaine d'hommes à Birao, une bourgade située dans le nord-est à cinq jours de route de Bangui et tout près du Darfour. Début mars 2007, des rebelles attaquent l'armée centrafricaine et par voie de conséquence la garnison française. Les militaires sont encerclés et appellent à l'aide. Un Mirage

Les dessous de la Françafrique

est d'abord engagé et détruit quelques véhicules ennemis. Puis des dizaines de parachutistes français sont largués. Les rebelles s'enfuient en laissant de nombreux morts sur le terrain. La ville de Birao, qui avait bien failli tomber, est reprise.

L'armée française est donc bien engagée dans ce conflit. Une guerre oubliée qui, selon les organisations internationales, a déjà provoqué la mort de centaines de civils, la fuite de plus de deux cent mille personnes et où plus de dix mille maisons ont été brûlées. Dans le plus grand silence !

Surviel:

De là à penser que cet engagement militaire ne sert qu'à défendre un régime criminel et à sauvegarder des intérêts purement français, il n'y a qu'un tout petit pas. D'autant que François Bozizé n'a nullement la volonté politique de régler pacifiquement la crise en instaurant un dialogue. Protégé par les Mirage et les paras français, l'ancien chef rebelle s'obstine dans la logique de guerre en achetant des armes en Chine et en Afrique du Sud. Des cargaisons d'armes et munitions lui sont fournies en échange de diamants et d'uranium. Les

1. Revue de l'organisation créée par feu François Verschave, l'homme qui a popularisé le néologisme « Françafrique » et n'a cessé de mettre en cause la politique de la France en Afrique.

Les dessous de la Françafrique

réseauxfrançais branchés sur la Françafrique s'enrichissent au passage. C'est l'ancien directeur du SCTIP (Service de coopération technique internationale de police), Jacques Delebois^f qui conseille Bozizé en matière de sécurité et de renseignement. On croise également à Bangui l'ancien chefde la milice lepéniste Bernard Courcelle.

I. L'ancien policier Delebois est l'homme du vrai-faux passeport fourni par Charles Pasqua à Yves Charlier, le collaborateur du ministre Christian Nucci impliqué dans l'affaire du Carrefour du développement. Voir chapitre XX.

X

Delpey : le prisonnier de Giscard

C'était un petit homme au regard malicieux, toujours tiré à quatre épingles. Son nom ne dit plus grand-chose : Roger Delpey. Et pourtant à deux reprises au moins, il a joui d'une grande notoriété. D'abord dans les années 1950 où ce journaliste et ancien combattant en Indochine a publié *Les soldats de la boue*, un best-seller vendu à des centaines de milliers d'exemplaires. Et ensuite à la fin des années 1970, lorsqu'il a joué un rôle éminent dans la fameuse affaire des diamants de Bokassa. Ami de l'empereur du Centrafrique, informateur du Canard enchaîné, Delpey a sans doute été de ceux qui ont fait chuter Valéry Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle de 1981. Mais l'ancien baroudeur avait de bonnes raisons d'en vouloir au président de la République qui l'a fait emprisonner sept mois durant, sans réelle justification.

Pour le reste, il faut savoir que Delpey, toute sa vie, a navigué entre le gaullisme et l'extrême droite, et qu'il a été aussi mêlé à l'Opération Résurrection, une des pièces maîtresses du retour au pouvoir du général de Gaulle. Et ce n'était certainement pas un hasard s'il habitait Luzarches, dans la banlieue parisienne, non loin de la propriété de l'un de ses bons amis, un certain Jacques Foccart.

Dès son retour d'Indochine, Delpey flirte avec la politique. Président d'une association d'anciens combattants, il appartient à la cohorte des factieux, gaullistes ou proches de l'extrême droite, qui rêvent d'en finir avec la IV^e République et n'en finissent pas de comploter.

La nécessité créant l'union, on retrouvera les mêmes parmi les comploteurs de mai 1958, y compris des nostalgiques de Vichy, même si ce sont les premiers, c'est-à-dire les partisans du Général, qui se serviront des seconds et finiront par les rouler dans la farine.

Delpey, lui, navigue entre les uns et les autres et continue son bonhomme de chemin sans faire d'éclats particuliers. Sans réclamer non plus l'éventuelle récompense qu'aurait pu lui valoir sa participation très active dans le complot de mai 1958. Déchiré comme beaucoup de ses camarades par l'affaire algérienne, il se retrouve dans le mauvais camp lorsque le général choisit clairement de donner l'indépendance aux Algériens. Mais, ami et voisin de Foccart, il ne remâchera pas trop longtemps son ressentiment et finira par regagner son vrai camp, celui de la droite nationaliste.

Il mène ensuite une vie discrète, essentiellement consacrée à l'écriture. Au moins jusqu'en 1979 !

Cette année-là, au mois d'avril exactement, la presse relate des incidents très graves qui viennent de se produire en Centrafrique¹. Des massacres d'écoliers qui manifestaient parce qu'on voulait leur imposer un uniforme que leurs parents ne pouvaient pas payer. L'empereur Bokassa est directement accusé d'avoir commandé ces tueries et même d'y avoir participé.

En réalité, le chef d'État centrafricain n'était ni présent ni personnellement responsable de la mort de ces enfants, mais il a été victime d'une manipulation et même d'une manœuvre de désinformation montée par des agents français. Il en ira pareillement lorsque, un peu plus tard, Bokassa sera accusé sans preuve de cannibalisme. Il s'agissait donc de salir le leader centrafricain afin de mieux le débarquer.

Pour autant, l'empereur qu'il était devenu après une ridicule cérémonie d'intronisation financée par la France a commis des crimes et régné de façon dictatoriale sur son malheureux pays. Mais Bokassa, aussi grotesque fût-il, était une créature de notre pays. Ce sont les Français qui ont nourri ses fantasmes et encouragé ses folies. Et à sa manière, Jean-Bedel Bokassa, qui était loin d'être sot, nous renvoyait une image caricaturale de ce néocolonialisme que nous entretenions en Afrique francophone.

Les dessous de la Françafrique

1. Voir chapitre IX,

Delpey • le prisonnier de Giscard

Comment Roger Delpey a-t-il été mêlé au destin de Bokassa ? L'affaire est curieuse. Et l'explication qu'il a donnée n'est guère convaincante.

Prenons-la quand même en compte. Au moins provisoirement.

Ainsi donc, comme n'importe quel citoyen français, Delpey prend connaissance de ces massacres d'enfants dans la presse. Il est horrifié. Autant par les faits eux-mêmes que par la personnalité de l'homme qui est accusé de porter leur responsabilité. Car l'empereur centrafricain est un ancien d'Indochine ! Delpey, qui a présidé une association d'anciens militaires de l'Union française, n'ignore rien de son pedigree. Bokassa, officier de l'armée coloniale, s'est conduit courageusement et est revenu couvert de médailles. Comment cet officier aurait-il pu commander des massacres d'enfants ? Son sang ne fait qu'un tour : il écrit immédiatement à Bokassa pour lui demander des comptes ! Au nom de leur ex-fraternité d'armes !

Si la spontanéité de l'indignation de Delpey est étonnante, la réaction de l'empereur ne l'est pas moins. Bokassa répond aussitôt et demande son ancien frère d'armes de venir à Bangui ! Car il entend s'expliquer et se justifier !

Delpey répond immédiatement à l'invitation de Bokassa. Le courant passe entre les deux anciens combattants d'Indochine. Cependant, le Français, même s'il est convaincu par les protestations d'innocence de Bokassa, entreprend une enquête sur les massacres de Bangui. Ses investigations lui permettent d'établir que Bokassa a été victime d'une manipulation et que plusieurs de ses ministres ont été complices de cette manœuvre.

Mais il est trop tard. À Paris, on a déjà décidé de mettre en branle l'Opération Barracuda qui va chasser l'empereur du pouvoir. Auparavant, Delpey fait un nouveau voyage en Centrafrique. En août, c'est-à-dire tout juste un mois avant la destitution de Bokassa. À l'occasion de ce déplacement, ce dernier lui a remis des documents. À charge pour Delpey de les mettre en sécurité car l'empereur a compris qu'il était en danger. Très étrangement, Bokassa, qui a décidément une entière confiance en Delpey, lui confie une liasse de son papier à lettres personnel qu'il prend soin de signer feuille après feuille. Ces blancs-

seings permettront donc à Delphey d'écrire au nom de Bokassa. Un détail qui aura plus tard une assez grande importance.

En septembre 1979, profitant d'une visite de Bokassa en Libye, des paras français accompagnés de quelques agents du Sdece et de l'homme que la France a choisi pour succéder à Bokassa débarquent à Bangui. C'en est fini de l'Empire. Et presque immédiatement, propagées tant à Paris qu'à Bangui, des informations inquiétantes commencent aussitôt à courir sur les mœurs de l'empereur déchu.

Claude Wauthier¹ :

Des bruits commencent à circuler selon lesquels Bokassa était un cannibale, et qu'il jetait ses ennemis en pâture aux crocodiles. C'est que d'autres palais du tyran et de ses épouses ont été dévalisés dans les heures qui suivirent sa chute, et que les pillards ont fait état de découvertes autrement surprenantes, notamment au palais de Kologo qu'habitait son ex-épouse roumaine, la belle Gabrielle : une énorme chambre froide où l'on aurait retrouvé deux ou trois cadavres, et une mare habitée par quelques sauriens dans laquelle on aurait retrouvé les ossements d'une trentaine de suppliciés. Bokassa lui-même, de son exil, alimente la chronique et laisse entendre qu'il aurait fait partager à ses hôtes de marque la chair humaine dont il se repaissait. L'impact de ses déclarations est si fort que le nouveau régime se croit obligé d'apporter un démenti nuancé : « Si Bokassa est bien anthropophage, il se livrait à ces repas macabres dans la solitude de certains réduits de ses palais », affirme un texte de la présidence de la République. Il ne s'agirait donc, à en croire le nouveau régime, que d'un cas de cannibalisme solitaire, ce qui n'est pas à proprement parler une circonstance atténuante, mais présente l'avantage de laver de tout soupçon d'anthropophagie (à leur insu ou non) ceux qui, centrafricains ou étrangers, dignitaires français notamment, ont participé aux agapes de l'ex-empereur.

I. Quatre présidents et l'Afrique, Le Seuil, 1998.

En même temps, le palais impérial est mis à sac. Mais d'une étrange façon : la poignée de paras et d'agents du Sdece qui a pénétré dans le palais de Berengo et particulièrement dans le bureau de Jean-Bedel Bokassa est investie d'une mission : rafler tous les documents où le nom du président de la République française apparaît. À l'Élysée, on sait évidemment que si Bokassa était déposé, il chercherait à se venger. Et quelle plus belle vengeance que de rendre publics les cadeaux en diamants que l'empereur a généreusement octroyés à celui qu'il appelait alors son très cher parent ! Cependant, il y a autre chose.

Depuis très longtemps, VGE, passionné de chasse au gros gibier, était comme chez lui en République centrafricaine. Il avait la possibilité de fréquenter d'immenses territoires, plusieurs dizaines de milliers d'hectares, où il pouvait tirer autant d'animaux qu'il le désirait. Des éléphants en particulier, dont on estime qu'il a tué une cinquantaine d'individus.

Au reste, il existait des liens fort anciens entre la famille Giscard d'Estaing et l'Oubangui-Chari, comme on appelait la Centrafrique avant l'indépendance. Tout a commencé avec le père de Valéry, Edmond, qui avait de nombreux intérêts dans des sociétés qui exploitaient tant en Afrique qu'en Indochine les ressources naturelles de ces colonies. Il était en particulier président de la Soffo qui gérait un ensemble d'entreprises coloniales, et possédait un gros paquet d'actions de la « Forestière ». Ainsi appelait-on la Compagnie forestière d'Oubangui-Chari qui a régné sans partage, et pendant des décennies, sur cette concession devenue aujourd'hui la Centrafrique. Cette société pratiquait, au moins jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le travail forcé et les punitions pour les indigènes qui n'obéissaient pas au doigt et à l'œil à ses chiens de garde. Ce sont même des sbires au service de cette compagnie qui ont assassiné le propre père de Jean-Bedel Bokassa. Il faut aussi ajouter que de nombreux autres membres de la famille Giscard d'Estaing ont eu des liens très étroits avec la Centrafrique.

Le président de la République française pouvait donc se sentir un peu chez lui en Centrafrique où il a effectué son premier voyage officiel à l'étranger. Puis il y est revenu très souvent pour y chasser. Mais à chaque fois, il a réduit au minimum ses obligations vis-à-vis des

autorités centrafricaines tant Bokassa et ses foudres l'horripilaient, même si quelques personnes du proche entourage impérial trouvaient grâce à ses yeux.

Toutefois, il lui fallait faire des concessions car la Centrafrique était une pièce essentielle de notre dispositif diplomatique et militaire sur le continent.

Paras et agents secrets ont donc raflé des documents qui pouvaient nuire au président Giscard d'Estaing d'une façon ou d'une autre.

Une semaine plus tard, des journalistes se rendent à Berengo, qui se trouve à quatre-vingt kilomètres de Bangui. Eux-mêmes, au milieu d'un bric-à-brac invraisemblable, mettent la main sur des papiers très intéressants. Si explosifs même qu'ils seront dans l'impossibilité de les publier dans leurs journaux respectifs et finiront par les remettre au Canard enchaîné ! Mais pourquoi tous les documents n'ont-ils pas été embarqués par les agents du Sdece ? Précipitation, négligence ?

Après la chute de son ami Bokassa — car il s'est tissé une véritable amitié entre les deux anciens d'Indo — Roger Delpey n'entend pas rester inerte et est bien décidé à innocenter son camarade de combat en démontant la manipulation dont il a été victime.

Il s'agit donc beaucoup ! Il réussit même à rencontrer l'ancien empereur en Côte d'Ivoire où son ami Houphouët-Boigny a accepté de l'accueillir à la demande de Paris. Pourtant, Bokassa est un hôte très surveillé qui n'est pas autorisé à recevoir n'importe qui ! Ce sont même des agents du Sdece qui assurent ce contrôle. Il est donc évident que Delpey a bénéficié de quelques complicités. Quoi qu'il en soit, Bokassa lui confie de nouveaux documents. Des papiers qui ont échappé aux fouilles dont il a fait l'objet avant de rejoindre la Côte d'Ivoire. Mais auparavant, un fait important s'est produit : Le Canard enchaîné révèle, seulement trois semaines après l'Opération Barracuda, que le président Giscard d'Estaing a reçu des diamants offerts par Bokassa. Une révélation désastreuse pour le premier personnage de la République !

Jean Garrigues¹ :

Delpey • le prisonnier de Giscard

Le Matin du 11 octobre signale qu'à l'occasion d'un safari le président Giscard d'Estaing aurait reçu un bijou en forme de carte du monde, avec un diamant pour chaque capitale, le plus gros pour Paris. Jacques Fauvet, le directeur du Monde, consacre à l'affaire des diamants son éditorial, sur deux colonnes en première page, sous le titre « La vérité et l'honneur ». Reprenant à son compte les accusations du Canard, il estime que pour l'Élysée « la seule mise au point possible consisterait à annoncer que ce royal cadeau a été retourné à l'envoyeur ». On saura plus tard que le président Giscard d'Estaing, ulcéré par cet article irrévérencieux, a téléphoné en personne à Jacques Fauvet pour lui exprimer son mécontentement. La réponse de ce dernier sera cinglante dans les colonnes du Monde : « Si un chef d'État perd son sang-froid comme vous l'avez fait, c'est l'État lui-même qui est menacé ». Pour la première fois dans l'histoire de la V République, un journaliste, et pas n'importe lequel d'entre eux, ose s'en prendre directement au locataire de l'Élysée. Le quatrième pouvoir défie le premier.

Delpey alimentera en documents l'hebdomadaire satirique, comme on a coutume de l'appeler. Mais cette première livraison ne lui doit rien. La source du Canard enchaîné est alors un vieux routier de l'Afrique, un certain Maurice Espinasse, officiellement conseiller juridique de Bokassa, placé à la présidence centrafricaine en 1966, l'année où Bokassa s'empare du pouvoir. Ce haut fonctionnaire coopérant est forcément un affidé de Jacques Foccart auquel il doit régulièrement rendre des comptes. Car Espinasse, homme clé de la présidence, occupe le bureau mitoyen de celui du président. Il est donc là à la fois pour orienter la politique centrafricaine dans un sens favorable à la France et aussi pour prévenir quelques-unes des folies de Bokassa. Malheureusement, il ne

I. Scandales de la République, Robert Laffont, 2004.

peut pas tout et, malgré lui, il est témoin de certaines scènes pénibles. Par exemple l'assassinat, dans la salle du Conseil des ministres de

l'exnuméro deux du régime, le colonel Banza. Mais il assiste aussi en 1973 à la remise de diamants à Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre français des Finances. En tout cas, l'honnête Maurice Espinasse est rapidement écœuré et demande son rapatriement. Paris ne l'entend pas ainsi : Espinasse, bon gré mal gré, doit continuer à servir Bokassa. Jusqu'en 1974 où c'est le président lui-même qui demande son départ. Espinasse ne revient pas en France les mains vides : il détient entre autres le bon de commande des diamants remis à Giscard d'Estaing. Un précieux document qu'il refuse de montrer à qui que ce soit. Mais en 1979, après la déposition de Bokassa, pressé par les journalistes du Canard enchaîné, il consent à leur remettre le papier. Un geste qui n'est pas innocent.

De son côté, Roger Delpey, nanti de tous les documents que lui a remis Bokassa, commence à démarcher des éditeurs. Il a en effet l'intention d'écrire un livre blanc qui rétablirait la vérité. À la fois sur les prétendues exactions de Bokassa et aussi sur les largesses dont il a fait preuve à l'égard de Giscard d'Estaing, de membres de la famille de ce dernier, mais aussi de ministres français et de hauts fonctionnaires.

À l'Élysée, on prend enfin peur ! Car jusque-là, le président français s'est très mal défendu. Alors que semaine après semaine Le Canard enchaîné multiplie les révélations, Giscard d'Estaing persiste dans la dénégation. Pire, il adopte une attitude hautaine qui désole ses supporters et alimente tous les soupçons. Et quand il s'abaisse à fournir quelques explications, celles-ci sont tellement emberlificotées qu'elles sont impuissantes à convaincre.

Géraldine Faes et Stephen Smith ¹ :

Bokassa met en pièces un ennemi qui ne se défend pas. À la suite des révélations du Canard enchaîné, Valéry Giscard d'Estaing reconnaît avoir accepté des pierres précieuses comme « cadeaux. Il dispute la valeur et le nombre des « petits brillants » reçus, conteste les circonstances et le sens de la libé-

1. op. cit.

Delpey • le prisonnier de Giscard

ralité de Bokassa à son égard. Mais, sur le fond, il admet les faits, dès lors qu'ils sont établis. En revanche, il laisse à d'autres, et notamment à ses adversaires, le soin de qualifier ses actes, de juger la nature et l'étendue de sa compromission. Sur le plan politique, c'est pourtant ce qui importe. Et l'on se demande pourquoi Valéry Giscard d'Estaing abandonne le champ de bataille sans livrer combat. Pourquoi, à aucun moment, il n'entre en lice pour jouter sur la place publique. Pourquoi, pis encore, il retient ses troupes. « Si c'était à refaire, je ferais autrement », dit Valéry Giscard d'Estaing en décembre 1999, sans toutefois s'expliquer sur les raisons qui l'ont tétanisé à l'époque.

Au demeurant, le président n'a sans doute pas reçu des cadeaux d'une valeur exorbitante. Mais en adoptant cette défense pleine de morgue, il a contribué lui-même à transformer cette histoire en affaire d'État. En témoigne d'ailleurs ce qui va arriver à Roger Delpey.

Très rapidement, l'Élysée est persuadé que l'ancien baroudeur est le principal artisan de la campagne anti-Giscard d'Estaing. Il est donc surveillé à tous moments. Or Delpey commet une maladresse : il se rend à l'ambassade de Libye à Paris. Officiellement, arguant des bonnes relations que Bokassa avait nouées avec Kadhafi, il vient y demander des subsides pour éditer ce livre qu'il prépare pour assurer la défense de l'empereur déchu. Pour le pouvoir, l'occasion est trop belle. À sa sortie de l'ambassade, la DST, c'est-à-dire le contre-espionnage, lui met la main au collet et Delpey est illico accusé d'espionnage au profit d'une puissance étrangère dans le but de nuire à la personne du chef de l'État en particulier, et aux intérêts français en général.

La DST s'avère incapable d'apporter des preuves. Pourtant les policiers ne ménagent pas leurs efforts et perquisitionnent minutieusement le domicile de Delpey ! Mais ils n'y trouvent que ces blancs-seings fournis par Bokassa.

Maigre consolation qui permet quand même aux autorités d'insinuer que certains des documents de Bokassa rendus publics ont peut-être été confectionnés par Delpey lui-même. Ce qui n'est pas invraisemblable

mais de peu d'importance : il existe déjà suffisamment de documents authentiques pour accabler le président. Par contre ce que souligne la presse de l'époque, c'est que le baroudeur a été victime d'une véritable lettre de cachet semblable à celle que signaient autrefois les rois de France.

Avant d'être libéré et de bénéficier un peu plus tard d'une ordonnance de non-lieu, Roger Delpey reste sept mois en détention. Il ne pardonnera jamais à VGE. Dans plusieurs ouvrages, le petit homme prendra non seulement la défense de son ami Bokassa, mais il décrira en détail l'affaire des diamants et évoquera aussi les territoires de chasse dont raffolaient Giscard d'Estaing et sa famille. Sans compter des affaires beaucoup plus privées qu'il vaut mieux passer sous silence.

Épilogue ? Non. Ce récit est émaillé de questions restées provisoirement sans réponse... Il est donc temps de satisfaire la curiosité du lecteur.

En fait, pour bien comprendre l'affaire Bokassa-Delpey, il faut remonter à 1974 et au divorce entre les gaullistes et les giscardiens. Foccart, gardien de la flamme gaulliste en tant qu'ancienne éminence grise du Général, n'a pas admis la trahison qui a eu lieu lors de l'élection présidentielle, c'est-à-dire le basculement d'une partie des députés gaullistes en faveur de Valéry Giscard d'Estaing. Au détriment du gaulliste historique qu'était Jacques Chaban-Delmas ! Ensuite, Foccart en personne a été mis à l'écart par le pouvoir giscardien qui lui a retiré le suivi des affaires africaines même s'il a continué à surveiller de très près ces questions grâce aux réseaux qu'il avait mis en place. En tout cas, il en a conçu un fort dépit et était prêt à prendre sa revanche à la première occasion.

Lorsqu'il a été informé du mauvais coup qui se préparait contre Bokassa, il a décidé de passer à l'action et de tout tenter pour torpiller Giscard d'Estaing. Foccart était bien placé pour ne rien ignorer de tous ces petits cadeaux que l'empereur distribuait à tort et à travers. Maurice Espinasse, qu'il avait placé auprès de Bokassa, n'avait aucun secret pour lui. D'autre part, Jacques Foccart avait gardé de solides relations au Sdece. Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner si les agents de notre service de renseignement n'ont pas fait un ménage plus complet au

Delpey • le prisonnier de Giscard

palais impérial de Berengo et ont laissé des documents compromettants récupérés ensuite par des journalistes et transmis au Canard enchaîné.

Foccart n'avait plus qu'à demander à son ami et voisin Delpey, véritable missi dominici en Centrafrique, de continuer à alimenter cette poudrière anti-giscardienne.

Le lecteur pourra sans doute objecter qu'il s'agit là d'une pure construction intellectuelle. Cependant il devra se souvenir de ces vignettes en forme de diamant qui ont été collées sur les affiches électorales de VGE en 1981. À l'emplacement des yeux du candidat. On a alors dit que c'étaient des hommes du SAC qui se trouvaient derrière cette manœuvre. Mais qui était le créateur du SAC sinon un certain Jacques Foccart ?

Congo : la malédiction du pétrole

C'est la richesse même de ce pays qui l'a conduit à sa perte. Ancienne colonie française, le Congo-Brazzaville est le quatrième producteur africain de pétrole. L'or noir représente plus des deux tiers des ressources de l'État congolais et 90 % de ses exportations. Pourtant, malgré cette manne financière, le Congo est paradoxalement l'un des pays les plus endettés au monde. L'un des plus pauvres aussi, si l'on tient compte du niveau de vie de ses habitants.

La cause en est justement le pétrole. À l'origine de toutes les convoitises, il a nourri une guerre civile qui a ensanglanté le pays pendant plus d'une décennie et ne s'est terminée qu'au début de ce siècle. Mais les haines demeurent et ne demandent qu'à se réveiller.

La France porte une responsabilité écrasante dans les événements qui ont plongé le Congo dans le chaos. Néanmoins les massacres, les viols, les exodes n'ont trouvé que bien peu d'échos dans notre pays. Et c'est dans un silence assourdissant que les tueurs ont pu agir. Pratiquement en toute impunité ! Alors que ces événements ont provoqué directement la mort de vingt-cinq mille personnes et la fuite de centaines de milliers de Congolais qui ont dû se réfugier dans les forêts où certains sont morts de faim ou de maladie.

Brazzaville est un symbole pour notre pays. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le général de Gaulle en avait fait la première capitale de la France libre. Et en 1944, c'est aussi à Brazzaville qu'il a prononcé un discours mémorable qui a jeté les bases de la future indépendance de nos possessions africaines.

Cette cité, qui était une charmante ville coloniale, n'est plus aujourd'hui qu'un champ de ruines, un vaste bidonville. En revanche, et ce n'est pas un hasard, la capitale économique, Pointe-Noire, ville des pétroliers, n'a pas été touchée par la guerre civile. Pendant les

Les dessous de la Françafrique

massacres, les affaires, florissantes, ont continué ! Et la production de pétrole n'a pratiquement pas été affectée.

Le Congo, comme beaucoup d'autres anciennes colonies, est une vraie mosaïque ethnique et ses frontières dessinées par le colonisateur n'ont pas tenu compte de la réalité tribale. Or, on y dénombre plus de soixante-dix groupes ethniques. Certes, il était difficile de morceler à ce point le Congo. Mais il était tout à fait possible d'envisager d'autres frontières. Car certaines des ethnies présentes dans ce pays existent aussi au Gabon ou dans l'ex-Congo belge, de l'autre côté du fleuve Zaïre.

Il faut distinguer trois grands groupes : au nord, on trouve essentiellement des Mbochi. Ils vivent dans une région assez peu peuplée et pauvre. Ce qui explique que beaucoup d'entre eux ont fait carrière dans l'armée. Ce point est très important : bien que minoritaires, les Mbochi ont très souvent gouverné le pays en raison de leur mainmise sur l'armée.

Au sud, près du Zaïre, se situe une région qu'on appelle le Pool. Elle est peuplée de Bakongo, ceux-ci représentant à peu près la moitié de la population congolaise. Avant l'indépendance et au début de la décolonisation, ils ont joué un rôle prépondérant car ils ont été les premiers à avoir des contacts avec les Européens. De ce fait, ils ont toujours bénéficié d'une image positive car les colonisateurs les considéraient comme des « évolués ».

Il existe enfin un dernier groupe assez hétéroclite qui vit au sud et à l'ouest dans le Nibolek¹.

Ces trois groupes principaux sont antagonistes et, au fil du temps, ils disposeront de leur propre parti politique, de leur milice et, bien sûr, de leur chef.

Dans les premières années qui ont suivi l'indépendance, ce sont donc les sudistes qui dirigent le pays. À leur tête, un ecclésiastique assez pittoresque, l'abbé Fulbert Youlou qui se fait surtout remarquer par ses

I. Le Nibolek est un acronyme formé à partir des premières syllabes de trois régions proches du littoral atlantique et du Gabon, Niari, Bouenza, Lekoumou.

Congo • malédiction du pétrole

la

somptueuses soutanes et des mœurs assez débridées. Il n'en est pas moins fermement soutenu par Paris. Mais la corruption, l'inexpérience, ont vite raison de son régime et Fulbert Youlou est déposé en 1963 après une insurrection populaire. Les comploteurs ont profité des vacances d'été qui paralysent momentanément les autorités françaises et les empêchent d'ordonner à la garnison stationnée à Brazzaville de mater la rébellion. Un autre sudiste, Alphonse Massamba-Débat, président de l'Assemblée nationale, lui succède. Puis, à la fin des années 1960, les militaires congolais s'emparent du pouvoir. Leur chef est le capitaine Marien Ngouabi. Un nordiste, comme la plupart des cadres et soldats de l'armée congolaise. En même temps, le Congo devient une république populaire où règne en maître un parti unique, le PCT, Parti congolais des travailleurs, dont la doctrine s'inspire directement du marxisme-léninisme, assaisonné à la sauce scientifique, comme le proclament les nouveaux dirigeants,

Ngouabi est un homme modeste : une silhouette qu'on aperçoit parfois au petit matin en train de courir, seul, dans les rues de sa capitale, un étudiant en sciences d'une trentaine d'années qui se glisse sans bruit sur les bancs de l'université au milieu de ses pairs, un militaire, toujours vêtu d'un simple treillis sur lequel il n'arbore aucune décoration. Un chef d'État, enfin, qui se garde bien de céder au goût du faste et de la mégalomanie si répandu parmi les dirigeants, en particulier ceux du tiers-monde. Bref, un homme politique atypique. Pour autant ce « gentil » n'a jamais hésité à ordonner la liquidation de ses adversaires qui entendaient se débarrasser physiquement de lui.

Marien Ngouabi est donc un homme du Nord, un Kouyou. Originaire d'une famille très démunie, il commence par faire ses études à l'école des enfants de troupe de Brazzaville. Dans ces années-là, pour un Congolais pauvre qui veut s'en sortir, il n'y a pas beaucoup de solutions : c'est l'armée ou le fonctionariat. En tout cas, Marien Ngouabi doit avoir quelques capacités en matière militaire puisqu'il est incorporé dans l'armée française et que ses supérieurs l'envoient en France suivre les cours de l'école militaire préparatoire puis ceux de Saint-CyrCoëtquidan.

Les dessous de la Françafrique

En 1962, après l'indépendance, il revient au Congo avec un grade de lieutenant. Rares sont alors les officiers incorporés dans la toute nouvelle armée congolaise. Aussi Nguouabi se voit tout de suite confier un bataillon d'infanterie puis l'unique bataillon de paras du pays dont il devient le capitaine. Très fier d'avoir été « chef de bataillon », il continuera à signer ainsi son courrier même lorsqu'il sera président de la République.

Militaire, Nguouabi n'en est pas moins engagé en politique. Membre d'un mouvement de gauche et même d'extrême gauche qui prône la révolution, il accuse le président Massamba-Débat de défendre un socialisme purement africain, un socialisme bantou, ainsi qu'il le dit. Le jeune officier, lui, est partisan d'un socialisme radical, partie intégrante de la grande révolution mondiale et prolétarienne.

Marxiste scientifique — ainsi se présentera-t-il lorsqu'il aura pris le pouvoir — il nuancera cette conviction d'une forte dose de pragmatisme. Mais, au-delà de la langue de bois qui deviendra la règle dans cette nouvelle démocratie populaire, il faut reconnaître que le chef de bataillon Marien Nguouabi nourrissait une véritable passion pour la science. Titulaire d'une maîtrise, il soutiendra même un mémoire de troisième cycle sur l'énergie solaire peu de temps avant sa mort.

Le président Massamba-Débat supporte mal qu'un officier de son armée mette aussi ostensiblement en cause sa politique et prenne autant de libertés avec son devoir de réserve, même si rares ont été les officiers africains qui n'ont pas été tentés un jour ou l'autre de s'intéresser de très près à la politique.

Ngouabi irrite donc profondément Massamba-Débat. Le conflit est exacerbé par leur différence ethnique. Et en 1966, il devient public. Le président casse le jeune Nguouabi. Mais celui-ci refuse de rendre ses galons ! Et le chef de l'État, qui a peur d'affronter l'armée en s'attaquant à un officier très populaire, s'incline. Cependant, deux ans plus tard, Massamba-Débat revient à la charge et ordonne l'arrestation du rebelle. Un emprisonnement qui ne dure guère : deux jours seulement après son incarcération, le jeune capitaine est libéré par un commando de paras à la tête duquel on trouve deux officiers nordistes qui feront plus tard parler d'eux : Yhombi Opango et Sassou Nguesso, l'actuel président congolais.

la

Congo • malédiction du pétrole

Ces officiers mutins contraignent Massamba-Débat à démissionner. Ngouabi devient alors commandant suprême de l'armée puis rapidement chef de l'État.

Sennen Andriamirado¹ :

En 1966, rejetant le « socialisme bantou » prôné par Massamba-Débat, Ngouabi apparut, aux yeux de la gauche congolaise, comme l'alternative. Arrêté en juillet 1968, détenu au camp de la gendarmerie, il fut délivré par les paras-commandos qu'il avait formés. Retranché avec ses fidèles au « Camp Para » de Brazzaville, il fut rejoint par des syndicalistes, des intellectuels, des dirigeants de mouvements de jeunesse, et même par les officiers et hommes de troupe envoyés par le président Massamba-Débat pour réduire la « rébellion ». Marien Ngouabi, héraut du socialisme scientifique, avait gagné contre les tenants du « socialisme bantou ».

Le nouveau maître du Congo peut alors appliquer son marxisme scientifique ! République populaire, gouvernée par un parti unique, le PCT, le Congo n'en bascule pas pour autant dans le camp de l'Est.

Les deux grands du monde communiste, l'URSS et la Chine sont alors à couteaux tirés. Marien Ngouabi, assez habilement, choisit donc de naviguer entre les deux. Le résultat, c'est qu'au Congo même on voit débarquer beaucoup de coopérants et d'experts soviétiques et de Chinois maoïstes qui, naturellement se livrent une concurrence effrénée.

Cette irruption donne parfois lieu à des scènes cocasses : ainsi, dans une usine textile construite par les Chinois, les ouvriers africains se livrent chaque matin à une séance d'autocritique en brandissant le Petit Livre rouge. Des rites que les Congolais accomplissent en riant dans leur barbe. Beaucoup moins comique est le fait que le parti unique règne sur le pays avec des méthodes expéditives qui visent à exclure toute critique.

I. Dossiers secrets de l'Afrique contemporaine, Jeune Afrique éditions, 1989.

Les dessous de la Françafrique

Malgré la présence pesante de tous ces Chinois et Soviétiques, auxquels se mêlent quelques Cubains, Marien Ngouabi s'est bien gardé de rompre avec Paris. Il a même pris soin de ne pas toucher aux intérêts économiques de la France au Congo. Mais, presque inévitablement, ce statu quo subira des accroc. Et d'abord parce que le gouvernement français ne pouvait pas se résigner très longtemps à voir notre ancienne colonie devenir un pays marxiste ! Paris, à l'unisson du camp occidental, craignait en effet de voir l'influence communiste gagner du terrain sur le continent. La guerre froide rattrapait l'Afrique. Et un jour ou l'autre, il faudrait prendre des mesures pour se débarrasser de ce jeune et présomptueux capitaine !

À l'intérieur même du pays, l'enthousiasme qui a accompagné sa prise de pouvoir s'est rapidement émoussé. Ngouabi et ses amis révolutionnaires doivent faire face à de nombreux opposants. À droite, naturellement. Mais aussi à l'extrême gauche ! On observe alors toute une série de grèves et d'incidents divers derrière lesquels on peut deviner quelques interventions extérieures, d'autant que Chinois et Russes tirent à hue et à dia par l'intermédiaire des hommes qui leur sont acquis à l'intérieur du parti unique.

Mais c'est au début de l'année 1970 que se produit le premier vrai coup dur pour le régime. Et dans ce cas l'implication étrangère ne fait aucun doute. Peut-être même a-t-elle été multiple.

Le principal acteur de cette manœuvre séditionnaire est le Zaïre, le grand voisin. Son leader, Sese Seko Mobutu, n'apprécie guère d'avoir à sa porte, ou plutôt de l'autre côté du fleuve, un pays qui flirte si ouvertement avec Moscou et Pékin. Il craint d'autant plus la contagion qu'il existe de nombreux liens ethniques entre les deux anciennes colonies. Mais Mobutu n'est pas seul. D'autres dirigeants régionaux, au Gabon par exemple, sont sur la même ligne. En outre, la CIA n'est pas restée inerte, ne serait-ce qu'en raison des relations très étroites qu'elle entretenait avec Mobutu. C'est en effet la centrale états-unienne qui l'avait aidé à se hisser au pouvoir et à éliminer son rival Lumumba. Un homme aussi bien au fait des affaires africaines que Jacques Foccart l'a clairement laissé entendre : la CIA a joué un rôle dans la tentative d'éviction de Marien Ngouabi.

Concrètement, que s'est-il passé ?

Congo • la malédiction du pétrole

Un lieutenant d'une ethnie sudiste, Kikanga, suscite un coup d'État. Classiquement, il commence avec ses hommes par occuper le bâtiment de la radio. La radio qui fonctionnait encore grâce à du personnel franBis, ce qui, entre parenthèses, permettait à nos services de renseignement de rester très bien informés sur la situation congolaise malgré le virage idéologique du pouvoir.

Kikanga, maître de la radio, appelle aussitôt le pays à se soulever contre la dictature marxiste-léniniste. Mais la réaction de Nguoubi est fulgurante : avec ses paras, et malgré son statut de chef d'État, il donne lui-même l'assaut, les armes à la main, contre le bâtiment de la radio.

Sa riposte est décisive : les mutins sont tués, la rébellion est étouffée dans l'œuf et l'ordre est rétabli. Mais cette tentative de subversion entraîne un raidissement du pouvoir et la mise en œuvre d'une sévère répression.

Jacques Foccart¹ :

Le 23 mars 1970, je suis au balcon pour assister à la première tentative de déstabilisation du régime, celle du lieutenant Pierre Kikanga — un Lari, comme l'abbé Youlou, qui attend son heure dans sa retraite en Espagne. À la tête d'un commando, Kikanga a opéré son coup manqué en partant de Kinshasa. Je suis justement en visite à Kinshasa. Du bureau présidentiel, où je me trouve, on voit le fleuve. Mobutu est agité et peu attentif à notre conversation. Il fait des allées et venues vers la fenêtre. Soudain, on aperçoit un petit bateau. Mobutu s'excuse et se précipite sur son téléphone. Il a des conversations très animées, en lingala, avec plusieurs interlocuteurs. Je le quitte sans recevoir d'explication, mais, peu après, j'apprends le coup d'État qui vient d'être tenté à Brazzaville, et son échec. Je vais voir le colonel Claude Mademba Sy, l'ambassadeur du Sénégal, qui a été éloigné de Dakar et qui semble avoir trouvé « chez les Bantous », comme dit Senghor, un exutoire à son activisme. Mademba Sy est un

I. Foccart parle, tome 2, paru chez Fayard-Jeune Afrique, 1997.

Les dessous de la Françafrique

homme loquace. Il n'aurait pas beaucoup d'efforts pour me cacher qu'il avait concocté quelque chose avec Mobutu.

La France a-t-elle d'une façon ou d'une autre été mêlée à cette affaire ? Il est certain que le Sdece n'ignorait pas qu'un mauvais coup se préparait. Mais les Français n'ont pris aucune part dans le complot. Pour une simple raison : les Américains se trouvant derrière cette action, il n'était pas question de favoriser une entreprise qui leur permettrait d'accroître leur influence dans notre pré carré africain ! Mieux, il n'est pas interdit de penser qu'un agent français a pris l'initiative d'avertir les autorités congolaises. Une démarche qui ne pouvait pas contrarier Paris : tout ce qui pouvait améliorer nos relations avec les Congolais était bienvenu. Des relations qui n'étaient d'ailleurs pas aussi mauvaises que le laissaient supposer les discours enflammés de Ngouabi et des siens, qui ne cessaient de dénoncer l'impérialisme et le néocolonialisme. Mais la réalité était tout autre : les dirigeants congolais avaient beau clamer qu'ils étaient des marxistes-léninistes purs et durs, ils avaient encore besoin de l'aide économique française. Et leur gesticulation n'était souvent que de façade. Au fond, ils étaient restés très francophiles.

Cette relative modération n'empêchait pas Paris de souhaiter l'effacement de Marien Ngouabi. À la seule condition que l'initiative soit française ou, au minimum, contrôlée par la France. Il suffisait d'être patient : dans l'entourage de Jacques Foccart, on savait que tôt ou tard quelque chose se produirait. Le moment venu, il faudrait seulement donner un petit coup de pouce décisif.

Déjà, l'un des meilleurs amis de Ngouabi, Yhombi Opango, qui faisait partie des officiers venus le libérer après son arrestation et qui commandait maintenant l'armée, avait envoyé des signaux très clairs en direction de Paris. Il voulait savoir quelle serait l'attitude de la France s'il prenait le pouvoir. La réponse a été ambiguë : Opango n'a pas été dissuadé mais il ne lui a pas non plus été promis une aide. Non, on lui a simplement laissé entendre que s'il réussissait, Paris examinerait favorablement toute nouvelle demande d'aide économique. Ce qui, en bon français, pouvait se traduire par un encouragement implicite.

Mais il se passera encore plusieurs années entre le moment où Yhombi a envoyé ces signaux et l'assassinat de Ngouabi qui lui

permettra de se hisser à la présidence de la République. Toutefois, le ver était déjà dans le fruit. Et si Yhombi a tardé à passer à l'action, c'est que les autorités congolaises devaient faire face à une autre menace, celle de l'opposition de gauche.

En 1972, des éléments de gauche de l'armée et des gauchistes du Parti congolais du travail tentent un putsch. Le meneur est un certain Ange Diawara. Mobutu a-t-il à nouveau joué un rôle ? C'est peu probable : il paraît même invraisemblable que le président zaïrois ait pu appuyer un putsch entrepris par des gauchistes. En tout cas, ce nouveau complot échoue. De nombreux putschistes sont tués. D'autres sont arrêtés. Au total, plus de deux mille personnes sont emprisonnées. Quant à Diawara, il a réussi avec quelques autres à s'enfuir et crée aussitôt un maquis. Mais l'armée le pourchasse et, un an plus tard, il tombe sous les balles des militaires congolais, et son cadavre, ainsi que ceux de ses compagnons, sont publiquement exposés à Brazzaville.

Le chef de l'État en profite pour épurer les rangs de l'armée et du parti. Il y gagne quelques moments de tranquillité. Mais cela ne dure pas. L'instabilité politique devient chronique, la situation économique se dégrade rapidement et les relations avec la France se gâtent car la République populaire du Congo l'accuse de l'asphyxier économiquement.

Ce n'est pas tout à fait faux. La Compagnie des potasses du Congo, qui procure au pays une grande partie de ses ressources, réduit peu à peu son activité malgré les demandes pressantes de Brazzaville. D'autre part, Elf-Aquitaine, qui exploite les gisements pétroliers congolais, extrait moins de pétrole que prévu. Ses experts prétendent en effet que les réserves congolaises ont été surévaluées. Il faut simplement remarquer que, un bon quart de siècle plus tard, le pétrole continue encore à couler à flots au large des côtes congolaises. Enfin, Elf-Aquitaine refuse obstinément d'augmenter les redevances qu'elle doit verser au gouvernement de Brazzaville.

S'agit-il de mauvaise volonté ? Il ne faut jamais oublier que cette compagnie pétrolière nationale a d'abord été créée pour devenir le bras économique de la présence française en Afrique. Elle obéit donc aveuglément au gouvernement. Et si elle réduit sa production, ce n'est pas innocent.

Les dessous de la Françafrique

Paris veut donc étrangler Brazzaville. L'explication se trouve aux frontières du Congo, dans la très riche enclave de Cabinda. Un petit territoire qu'on a appelé le Koweït africain. Bien qu'il soit officiellement angolais, les Occidentaux ne désespèrent pas de l'arracher à l'ancienne colonie portugaise qui a basculé dans le marxisme. Les intérêts en cause sont gigantesques. Déjà, les services secrets français ont pratiquement créé de toutes pièces un Front de libération de l'État de Cabinda, le FLEC. Un mouvement armé et financé en grande partie par notre pays qui ferme les yeux sur les recrutements de mercenaires qui s'effectuent Paris.

Mais certains, parmi ces « bons messieurs Afrique », vont encore plus loin. Ils considèrent que le Congo constituerait une excellente base arrière pour les combattants indépendantistes du FLEC ! D'autant qu'il existait une appartenance ethnique commune entre les Cabindais, des Bakongo, et les Congolais du Sud. Cependant le gouvernement congolais ne pouvait pas accepter d'héberger ces guérilleros du FLEC hostiles à l'Angola, un pays avec lequel il partageait la même idéologie marxiste. Marien Ngouabi ne voulait donc pas de la présence du FLEC chez lui. Mieux, il entendait aider les dirigeants angolais à venir à bout de ces indépendantistes du Cabinda. Et il disposait d'un atout de première importance : la voie ferrée Congo-Océan qui reliait Brazzaville à PointeNoire et longeait la frontière cabindaise. Certes, elle se trouvait en piteux état mais dans les années 1970, cette ligne vitale pour l'économie congolaise était en cours de réfection. Si les troupes angolaises étaient autorisées à l'emprunter, elles seraient à pied d'œuvre pour lutter contre les indépendantistes du FLEC.

Ngouabi avait déjà promis à son homologue angolais que cette permission lui serait accordée. Or, en janvier 1977, deux mois avant l'assassinat de Ngouabi, des commandos du FLEC attaquent le chantier du Congo-Océan. Des ouvriers sont tués, des ingénieurs sont enlevés. Et les dégâts matériels sont considérables : pendant de longs mois la ligne ferrée sera inutilisable.

Pour le président congolais, le coup est très dur. C'est aussi un sérieux avertissement ! Ngouabi ne s'y trompe pas et il accuse aussitôt la France d'avoir encouragé cette agression commise par le FLEC, création de nos services secrets.

Pour autant, le président congolais n'est pas décidé à changer de politique. En février, il donne une interview retentissante où il met en cause une nouvelle fois la France, coupable d'asphyxier son pays. Il ne lui reste plus que six semaines à vivre.

À la même époque, Ngouabi a prévu de réunir un congrès du Parti congolais du travail. Il se murmure qu'on va procéder à cette occasion à un grand chambardement. Certains puissants du régime ont tout à craindre de cette grande réunion. Ngouabi l'a proclamé : il n'est pas question de laver le linge sale en famille, il veut un déballage public.

Ce 18 mars 1977, Marien Ngouabi s'apprête à déjeuner chez lui en compagnie de son fils aîné. Il habite une case-résidence, comme on dit, au cœur de l'état-major des forces armées. L'endroit est donc très surveillé. Même si l'ancien chef de bataillon n'attache pas une grande importance à sa propre protection, il est certain qu'on ne peut pas entrer chez lui comme dans un moulin. À la porte du rez-de-chaussée, un adjudant de sa garde rapprochée veille.

À l'étage, Ngouabi est sur le point de commencer son repas quand on lui annonce une visite. Le président descend et se trouve face à quatre hommes. Trois sont en civil, le quatrième porte une tenue de combat. Ngouabi le reconnaît aussitôt : c'est l'ex-chef du renseignement militaire, le capitaine Kikadidi, un officier limogé par l'armée. Dès qu'il aperçoit Ngouabi, il sort une arme. Le président tire son propre pistolet de son étui et se précipite sur lui. Il tue deux des civils mais il est finalement abattu, sans doute par ce garde du corps chargé de veiller à sa porte. Quant à Kikadidi, il parvient à s'enfuir.

Les événements s'accélérent. La direction du pays est provisoirement assurée par Denis Sassou Nguesso, le ministre de la Défense tandis que Yhombi Opango, chef des armées, sera désigné président quelques jours plus tard. Toutefois, en 1979, il sera remplacé par Sassou-Nguesso, le véritable homme fort du pays. Et le principal bénéficiaire de ce coup d'État !

Quatre jours après l'assassinat de Ngouabi, le cardinal Émile Biayenda, qui avait été le dernier interlocuteur de Ngouabi, est tué. Détenteur des dernières confidences du président, il fallait éviter qu'il parle. D'autres exécutions suivent. À commencer par celle du garde du corps du président, l'adjudant félon. Ensuite des hommes accusés sans

preuve d'avoir assassiné le cardinal sont également abattus, ainsi qu'un ancien chef d'état-major.

Il est clair qu'on veut faire taire définitivement tous ces personnages et, en même temps, se débarrasser de concurrents éventuels. Mais ce n'est pas fini : l'ancien président Massamba-Débat est tout de suite arrêté. On lui impute la responsabilité de l'assassinat de Marien Ngouabi.

Ce n'est pas sérieux. L'ancien chef de l'État n'était certes pas un ami du président puisque c'est ce dernier qui l'avait chassé du pouvoir. Mais on avait noté au cours des dernières semaines que Ngouabi avait amorcé une tentative de rapprochement avec son adversaire. Par conséquent, Massamba-Débat n'avait pas intérêt à le faire assassiner. Cependant, on a trouvé dans les papiers présidentiels une lettre de Massamba-Débat. Dans ce courrier, l'ancien président conseillait à son successeur de démissionner. Il jugeait la situation du pays catastrophique et le mécontentement généralisé. Et il ajoutait une phrase malheureuse qui lui sera reprochée par ses juges : il écrivait que la survie de Marien Ngouabi commandait qu'il se démette au plus vite. Un avertissement qui a été interprété comme une menace et qui a conduit très vite cet homme politique resté populaire devant le poteau d'exécution. Tout juste une semaine après la mort de Ngouabi !

L'assassin Kikadidi sera retrouvé un an plus tard dans un quartier de Brazzaville et sera immédiatement abattu. Lui non plus ne parlera plus'. Enfin, et ça n'est guère étonnant, la disparition de Marien Ngouabi se traduit par un réchauffement très spectaculaire des relations avec la France.

Un dernier mot sur ce petit capitaine : il semble bien que Ngouabi savait sa mort proche. Sinon, comment expliquer cette phrase prononcée dans un discours cinq jours avant son assassinat : « Lorsque ton pays est sale et manque de paix durable, tu ne peux lui rendre sa propreté et son unité qu'en le lavant avec ton sang. »

Sennen Andriamirado¹ :

[L'auteur fait état d'un rapport sur la mort du président congolais établi par un officier, Pierre Anga, ancien aide de

camp de Marien Ngouabi, et proche du colonel Yhombi Opango.¹

Son rapport, soutiendra-t-il dans une déclaration de 1987 enregistrée sur cassette, a été détruit et lui-même exclu du comité, parce qu'il avait dénoncé l'actuel président du Congo Denis Sassou-Nguesso comme le véritable cerveau de l'assassinat du président Marien Ngouabi. En réalité, et dès la formation du comité militaire, Pierre Anga avait réclamé le poste de ministre de la Défense et de la Sécurité, dévolu à Sassou-Nguesso. Il tempêta tant et si bien que Sassou menaça de démissionner si Pierre Anga devait rester au sein du comité militaire. Le choix se fit immédiatement : Anga quitta le comité. Il n'accepta jamais cette éviction. En septembre 1987, refusant d'être interrogé dans le cadre d'une enquête sur une tentative de coup d'État contre Denis Sassou-Nguesso (devenu chef de l'État en février 1979), Pierre Auga prend le maquis dans la forêt d'Ikongono, au nord du Congo. En juillet 1988, les commandos de l'armée congolaise lancés à ses trousses le rattrapent et l'abattent.

L'élimination physique de Marien Ngouabi n'est donc nullement la conséquence d'un conflit ethnique, comme on essaiera de le faire croire : les nouveaux hommes forts du pays sont eux aussi des nordistes et des militaires. En 1979, le plus malin d'entre eux, le colonel Sassou-Nguesso, finit par triompher de ses rivaux et devient le nouveau chef de l'État.

¹ op. cit.

Même si les relations du Congo avec la France se sont singulièrement améliorées, le pays demeure une république socialiste et le PCT régit toujours la vie du pays sous la main de fer de Denis Sassou-Nguesso. Toutefois, en réalité, c'est l'industrie pétrolière qui commande. Parce qu'elle est la seule vraie richesse du Congo. Par ailleurs, Elf s'accommode très bien du caractère marxiste du régime,

comme les dirigeants congolais supportent eux-mêmes fort bien cette tutelle économique. Car ils en profitent largement.

L'histoire du pétrole congolais commence à la fin des années 1940, La Société des pétroles de l'Afrique-Équatoriale française — qui donnera plus tard naissance à Elf— obtient une première concession dans la zone côtière. Dès 1957, un premier gisement est exploités Mais, à partir de 1970, c'est en mer que les plus importants gisements d'or noir sont découverts.

Cette exploitation off-shore s'effectue à partir de plates-formes installées dans la zone littorale congolaise. Aujourd'hui, il existe plus de cinq cents puits sous-marins et les spécialistes estiment que les réserves sont colossales. Elf, devenue Total, doit aujourd'hui partager le gâteau avec des Américains et des Italiens. Cependant, la compagnie française a longtemps disposé au Congo d'une sorte de quasi-monopole. Sa privatisation en 1994 n'a pas changé grand-chose : sa filiale, Elf-Congo, est demeurée une société d'État. Mais ce n'est pas tout à fait une entreprise comme les autres.

Elf a été créée sous la présidence du général de Gaulle¹ avec un objectif bien clair : la compagnie devait être aussi l'instrument de la France dans les pays africains où elle aurait à exploiter le pétrole. Certes, Paris avait décolonisé mais n'entendait pas pour autant se désintéresser de ces pays nouvellement indépendants. Bref, pour les gaullistes, Elf devait servir au mieux les intérêts français. C'est ainsi qu'au fil du temps, elle s'est dotée d'un véritable service de renseignement et qu'elle a abrité nombre d'anciens agents. En outre, la manne financière générée par Elf pouvait aussi être utilisée pour tenir sous sa coupe des dirigeants afri-

I. Voir chapitre II.

Congo • malédiction du pétrole la

catns en les corrompant. D'autre part, une partie de cet argent revenait en France et servait à financer des partis politiques métropolitains.

La compagnie a donc fonctionné comme une sorte de réseau parallèle en Afrique et, sans surprise, on y a retrouvé pas mal de personnages qui étaient par exemple très proches de Foccart.

Stephen Smith et Antoine Glaser, journalistes spécialistes de l'Afrique¹:

Premièrement, les gaullistes voulaient un véritable bras séculier d'État, en particulier en Afrique. Total n'était pas obéissant. Deuxièmement, les gaullistes souhaitaient une sorte de ministère du Pétrole inamovible. Enfin, ils souhaitaient disposer d'une sorte d'officine de renseignements dans les pays pétroliers. Ces trois objectifs ont été atteints, indubitablement. Elf a été pour la France un instrument de puissance, notamment en Afrique, en même temps qu'un ministère du Pétrole dans la durée, affranchi des contingences et des vicissitudes de la politique politicienne aujourd'hui. Enfin, Elf a été un service de renseignement, au sens anglais du terme, une « intelligence » combinant l'action secrète de la DGSE avec le jeu d'influence diplomatique du Quai d'Orsay. D'ailleurs, des divers services français DGSE, DST, RG.. aussi bien que du ministère des Affaires étrangères, de hauts cadres sont longtemps passés de plain-pied chez Elf pour y rester ou pour réintégrer ensuite leur corps d'origine, comme s'ils avaient été simplement détachés. Ce qui montre bien qu'Elf n'a été, longtemps, qu'une institution délocalisée de l'État français, son faux nez pétrolier.

Pendant plus d'une décennie, Denis Sassou-Nguesso règne sans partage et ses relations avec Elf et la France sont excellentes. La compagnie française a en effet tout lieu d'être satisfaite : pendant cette période, sa production pétrolière au Congo double. Toutefois, en même temps,

Les dessous de la Françafrique

1. Ces Messieurs Afrique, Calmann-Lévy, 1998.

le pays s'endette. Le trésor congolais semble être un puits percé. Plus l'argent entre et plus vite il disparaît. Pour payer ses fonctionnaires, le gouvernement doit ainsi gager ses futures ressources pétrolières. Une sorte d'hypothèque ou de préfinancement.

Concrètement, voici comment fonctionne ce système : la compagnie pétrolière verse des redevances au pays producteur en fonction du nombre de barils produits. Mais on retranche de ces redevances des frais commerciaux et ce que l'on appelle des fonds de souveraineté. Des sommes versées sur des comptes d'une banque contrôlée par Elf ou bien encore sur ceux de sociétés offshore situées dans des paradis fiscaux. La répartition de cette importante manne dépend du seul bon vouloir du président du pays producteur et peut donc bénéficier directement à ce dernier.

C'est pourquoi, paradoxalement, au début des années 1990, le Congo se trouve lourdement endetté alors même que les revenus pétroliers ne cessent de croître. Cette situation finit par provoquer le mécontentement de la population. Ça gronde même tellement que Denis Sassou-Nguesso comprend qu'il doit donner des gages s'il veut rester au pouvoir.

Il commence par promettre de mettre fin au régime du parti unique. Ce progrès ne suffit pas à calmer les Congolais, même s'il correspond aussi aux injonctions de François Mitterrand qui, en 1990, à l'occasion du sommet franco-africain de La Baule, a fermement demandé aux chefs d'État de nos anciennes colonies de s'engager dans la voie de la démocratisation. Le président français a parlé très fort. Mais il faut bien reconnaître qu'il n'a guère été suivi.

Pourtant, au Congo, il semble avoir été entendu : Sassou-Nguesso doit accepter la tenue d'une conférence nationale réunissant plusieurs centaines de personnes qui représentent tout ce qui compte au Congo. Au menu des discussions, le changement de régime et la démocratisation. Les délégués annoncent leur intention d'en terminer avec les incuries du pouvoir. Le président Sassou-Nguesso, accusé d'enrichissement personnel, est directement mis en cause. Mais assez habilement, « PapaBonheur », comme on l'appelle familièrement, fait son mea culpa. Il

la

Congo • malédiction du pétrole

y gagne de rester chef de l'État jusqu'à la tenue d'élections prévues en 1992. Toutefois ses pouvoirs ont été sérieusement rognés et il doit désormais composer avec un Premier ministre et une nouvelle constitution approuvée par référendum.

Les Congolais se rendent donc aux urnes en 1992. Au deuxième tour, Pascal Lissouba, un professeur de génétique, l'emporte. Avec le soutien de Denis Sassou-Nguesso, d'ailleurs. Un gouvernement d'union nationale est mis en place. Cependant, le ver est déjà dans le fruit : Lissouba, malgré le soutien qu'il a reçu de son prédécesseur, refuse de l'associer au pouvoir. Contrairement à ses promesses préélectorales ! Sassou-Nguesso sera donc désormais un adversaire irréductible qui n'aura de cesse de vouloir le renverser.

D'autre part, cette élection a exacerbé les dissensions ethniques. Le professeur Lissouba, sudiste originaire d'une petite ethnie proche de la frontière du Gabon, doit compter avec deux sérieux rivaux : Sassou-Nguesso bien sûr, leader incontestable des nordistes, mais aussi Bernard Kolelas, l'homme du Pool, futur maire de Brazzaville. La situation de Lissouba est d'autant plus inconfortable que l'armée, traditionnellement nordiste, penche toujours du côté de l'ancien président.

Lissouba est certes un éminent savant, mais c'est un piètre politique. Il commet rapidement sa première erreur : pour contrer une éventuelle menace de l'armée, il crée sa propre milice. Les « zoulous », comme on va bientôt les appeler, sont de jeunes désœuvrés qu'il a recrutés naturellement dans sa région d'origine. Conséquence immédiate, ses deux rivaux répliquent en se dotant eux aussi d'une troupe armée. Pour Sassou-Nguesso, ce sont les « cobras ». Et pour Kolelas, les « ninjas ».

Dès lors, la situation congolaise est explosive. Ces jeunes gens surarmés, souvent drogués, se révèlent très vite incontrôlables.

Du côté de la compagnie Elf, on a adopté une politique attentiste. Ses dirigeants ont très vite compris que le président congolais Sassou-Nguesso, dont ils avaient pourtant été les meilleurs soutiens, avait fait son temps. Au moins provisoirement. Le mouvement démocratique ne pouvant être enrayé, les hommes de Elf ont pris contact avec le nouveau pouvoir. C'était d'autant plus aisé que Lissouba était demandeur.

Les dessous de la Françafrique

Confronté à l'endettement colossal de son pays, il avait besoin au plus vite d'une bouffée d'oxygène.

Mais, la production pétrolière étant gagée pour de longues années, le patron de la compagnie, qui était alors Loïk Le Floch-Prigent, a refusé d'allouer les cent cinquante millions de dollars que le président Lissouba réclamait. Celui-ci s'est alors directement tourné vers l'Élysée. Mais Mitterrand n'a pas bougé.

La France aurait pu avoir intérêt à aider un président démocratiquement élu, mais à Paris on savait que Sassou-Nguesso pouvait revenir au pouvoir d'un jour à l'autre. Sassou-Nguesso qui disposait d'importants relais en France. En outre, Mitterrand — c'est en tout cas ce qu'il prétendait — ne voulait plus intervenir en Afrique.

Lissouba était donc condamné à trouver de l'argent ailleurs s'il voulait au moins payer ses fonctionnaires. C'est ainsi qu'il a décidé de s'adresser aux Américains et à leurs pétroliers. La compagnie Oxy s'est aussitôt déclarée intéressée. Pour la première fois, l'hégémonie de la firme française au Congo risquait d'être battue en brèche. C'était très grave et même inacceptable pour Elf.

Presque simultanément, de violents troubles éclatent à Brazzaville. Sur fond d'élections législatives anticipées, l'opposition, essentiellement constituée par les ethnies du Pool, reproche à Lissouba de brader le pétrole congolais aux Américains. Ces incidents, où zoulous et ninjas s'affrontent les armes à la main, provoquent des dizaines de morts.

Conséquences de cette guerre civile limitée : les négociations avec Elf reprennent et Lissouba renonce au contrat avec la firme américaine Oxy. La compagnie française a donc gagné. Reste à savoir si elle a fomenté ces troubles ! Aucune preuve ne peut être apportée. Mais il est certain que dès ce moment, Lissouba n'est plus en odeur de sainteté pour les dirigeants de la firme française.

Quant à Sassou-Nguesso, il n'a joué aucun rôle dans cette première guerre civile. Réfugié dans son fief du Nord, il s'est prudemment tenu à l'écart et attend son heure. Parce qu'il sait que la paix est précaire. Et que ses deux rivaux ne tarderont pas à en découdre à nouveau. Ce qui finit par arriver en novembre 1993.

la

Congo • malédiction du pétrole

Jean-Marc Balencie, Arnaud de la Grange ¹.

Brazzaville connaît alors de véritables scènes de guerre. La Sécurité présidentielle, soutenue par les milices pro-Lissouba, tente de s'emparer du quartier de Bakongo, fief de Bernard Kolelas, qui est défendu par la milice des « ninjas ». Ceux-ci offrent une résistance inattendue, obligeant la mouvance présidentielle à recourir à des armes lourdes (chars d'assaut, canons, lance-roquettes). En réaction, les « ninjas » entreprennent de chasser systématiquement les Bembé, partisans de Lissouba, et plus généralement toutes les personnes originaires du Nibolek des quartiers à dominante lari. La plupart des quartiers deviennent ethniquement homogènes. Les Lari contrôlent Bakongo (alias « Sarajevo »), Makélékéle et Kinsoundi. La mouvance présidentielle domine à M'filou (surnommé « Beyrouth »), tandis que les nordistes tiennent A4 Pila, Ouenzé et Talangäi. Dans le même temps, l'armée congolaise se délite. De nombreux militaires désertent et rejoignent — sur des bases ethniques les différentes milices. Phases de combats et d'accalmies se succèdent durant les mois de novembre et de décembre. La réouverture de la ligne de chemin de fer Congo-Océan, qui relie Pointe-Noire à Brazzaville, symbolise le retour à une situation quasi normale. Le bilan des affrontements de l'hiver 1993-1994 se situe entre mille et deux mille victimes et plusieurs dizaines de milliers de déplacés.

Malgré leur coût, les armes n'ont jamais manqué au Congo. À l'évidence, c'est l'argent du pétrole, généreusement distribué à tous les belligérants, qui a servi à acheter ce matériel. Pour les pétroliers, il n'était pas question de mettre leurs œufs dans un seul panier, tant l'avenir demeurerait incertain.

En fait, cette première guerre du Congo dure jusqu'en 1995, avec, parfois, des accalmies. À la fin de l'année, la paix est signée entre les dif-

1. Mondes rebelles, Michalon, 2002.

férents belligérants. Mais il est certain que le conflit repartira à la moindre étincelle. Ne serait-ce que parce que les miliciens démobilisés

Les dessous de la Françafrique

sont abandonnés à eux-mêmes. Dans un pays ruiné par le chômage, ils ne demandent qu'à reprendre les armes car ils vivent de la guerre.

D'autre part, les leaders n'ont en rien renoncé à leurs ambitions. Denis Sassou-Nguesso ne rêve que de reprendre le pouvoir qu'il a perdu dans les urnes. Quant à Lissouba, il espère bien se débarrasser définitivement de ses deux rivaux. C'est pourquoi, au cours de cette paix armée, les uns et les autres continuent de s'équiper et recrutent même des mercenaires : israéliens, sud-africains, ukrainiens. Et des Français, bien sûr, des hommes qui ont autrefois combattu aux côtés de Bob Denard ou qui viennent directement de l'extrême droite et du service d'ordre du Front national. Un vrai panier de crabes. Sans compter les agents des services de renseignement.

À Paris, on suit très attentivement l'évolution de la situation congolaise. Et on a déjà choisi son camp, celui de Sassou-Nguesso.

Jacques Chirac, élu en 1995, a toujours eu beaucoup d'amitié pour Denis Sassou-Nguesso à qui, lors de la première cohabitation, il a même donné un petit coup de main sans en référer au président Mitterrand. Preuve de cette connivence, Sassou-Nguesso est reçu très secrètement à l'Élysée en 1996. Il est alors accompagné par le président gabonais Omar Bongo, son gendre. Bongo, l'un des membres les plus influents de la Françafrique¹ !

À Paris, il est donc clair qu'on n'aime guère Lissouba. À la présidence du groupe Elf, c'est encore plus évident. D'autant que Sassou-Nguesso, toujours prévenant, a permis à la société pétrolière de s'introduire en Angola et d'arracher une grosse concession offshore. L'ancien dirigeant congolais est en effet très proche d'Eduardo dos Santos, le président angolais, autre marxiste repent. Il a donc utilisé toute son influence pour favoriser la compagnie française. Ce qui lui a probablement valu de toucher une grosse commission.

Autre raison de la faveur dont il jouit auprès d'Elf, Sassou-Nguesso a promis, s'il revenait à la présidence, de diminuer les redevances d'exploitation pétrolière augmentées par Lissouba.

I. Voir chapitre V.

Congo • la malédiction du pétrole

Une véritable partie de billard à trois bandes se prépare. En Angola oil nos services secrets ont été très actifs, la France a longtemps soutenu la guérilla anticommuniste de Joseph Savimbi. Mais il apparaît alors que Dos Santos est sur le point de gagner. Paris doit donc au plus vite changer de cheval. Ce contrat d'Elf en Angola est en quelque sorte une aubaine et amorce une réconciliation assortie de quelques cadeaux pour le régime de Luanda. De discrètes livraisons d'armes, par exemple. Par des moyens détournés. C'est là l'origine de l'affaire Falcone¹.

Au Congo, Paris ne peut pas agir ouvertement contre Pascal Lissouba, un président légitimement élu, sinon par l'intermédiaire de quelques barbouzes. Aussi a-t-il été décidé de sous-traiter l'affaire à notre nouvel allié, l'Angola. Il a donc été demandé à Luanda d'agir afin de permettre à Denis Sassou-Nguesso de revenir au pouvoir. Dos Santos réagit de façon d'autant plus positive que Lissouba est soupçonné d'avoir aidé la rébellion de l'Unita.

Les faits, maintenant : en juin 1997 il se produit un événement très curieux à Brazzaville. Des troupes loyalistes attaquent la résidence de Sassou-Nguesso, puissamment gardée par ses fameux cobras. Or, selon certains témoins sûrs, l'ancien président ne paraît nullement surpris. Comme s'il s'attendait à être attaqué. Si l'on tient compte des liens très étroits qui l'unissent à l'armée, il n'est pas exclu qu'il se soit agi d'une sorte de coup monté. En tout cas cette agression marque le début de la deuxième guerre civile du Congo.

Tout va très vite. Les cobras de Sassou-Nguesso, rejoints par des unités de l'armée régulière, affrontent les ninjas de Kolelas et les zoulous de Lissouba. Une fois de plus, Brazzaville est dévastée et les habitants fuient par milliers.

Les deux camps font d'abord partie égale. Mais bientôt la puissante armée angolaise intervient. Et en octobre Sassou-Nguesso triomphe et se réinstalle sans coup férir au palais présidentiel tandis que ses deux rivaux s'enfuient à l'étranger. Il s'agit donc d'une sorte de putsch, immédiatement applaudi par Paris. En visite en Angola, en 1998, Jacques Chirac n'hésitera pas à se réjouir de l'intervention de l'armée ang-

Les dessous de la Françafrique

I. Pierre Falcone est accusé d'avoir fourni à l'Angola, via la France, des armes achetées dans les ex-démocraties populaires pour des centaines de millions de dollars. Laisse au Congo et du retour de Denis Sassou-Nguesso, le seul homme selon lui capable de rétablir la paix dans ce pays meurtri.

Cependant, tout au long de l'année 1998 et jusqu'en 1999, les combats continuent à faire rage. On se bat à l'arme lourde dans les quartiers de Brazzaville et l'aviation angolaise bombarde les villages et les forêts où ont trouvé refuge les habitants qui ont fui la capitale. On estime qu'il y aura au moins vingt-cinq mille morts et huit cent mille sans-abri. Et on ne comptera plus les massacres et les viols systématiques de femmes. Il suffit alors d'appartenir à une ethnie hostile aux nordistes pour être abattu sans sommation.

Y a-t-il eu génocide ? Des plaintes en ce sens ont été déposées en France. Mais elles n'ont toujours pas abouti. Le président Sassou-Nguesso, réélu en 2002, demandera d'ailleurs le désaisissement de la justice française devant la Cour de justice de La Haye.

Encore plus étonnant, la presse semble n'avoir pas pris la mesure de cette horreur.

Aujourd'hui, la paix est revenue. Mais pour combien de temps ? Des milliers d'armes sont encore en circulation au Congo. Et toutes les milices n'ont pas été désarmées. On peut craindre qu'un jour les adversaires de Sassou-Nguesso ne soient tentés de prendre leur revanche.

Quant à la situation économique, elle n'a guère changé. 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et la production pétrolière est encore gagée pour des années et des années. Mais Elf-Congo a signé de nouveaux contrats d'exploitation en mer profonde. Enfin, il n'est pas inutile de constater que Michel Roussin, l'un des dirigeants du groupe français le plus engagé en Afrique et au Congo (Bolloré), est un ancien des services secrets, et aussi, accessoirement, l'ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris.

Julia Fricatier, journaliste¹:

Elfne doit plus faire la loi en Afrique. Tel était le slogan depuis plus de quinze ans d'associations, telle Survie, bien

Congo • la malédiction du pétrole

I. La Croix du 7 juillet 2003.

avant que ne s'ouvre devant la justice française le dossier Elf. Celui-ci n'intéresse les populations africaines que si « leurs présidents-voleurs », selon le mot d'un étudiant gabonais, sont mis en cause. Qui connaît l'Afrique sait en effet qu'Elf — rebaptisé TotalFinaElf puis Total pour faire oublier le passé — demeure toujours « un État dans l'État » au Gabon, au Congo et en Angola. Cet empire a « ses zones d'ombre, ses commissions officielles impressionnantes en milliards de dollars prévues par les contrats auxquelles s'ajoutent des commissions occultes censées garantir les meilleures relations entre la compagnie pétrolière et le pays africain concerné », reconnaît un ancien de la « Maison Elf » qui préfère garder l'anonymat. « Tout le monde sait que pour obtenir le droit de chercher du pétrole il faut payer en liquide. Les mœurs de cette industrie n'ont rien à voir avec ce qui se pratique ailleurs », déclarait pour sa part il y a six ans l'ancien P-DG d'Elf, Loïc Le Floch-Prigent, déjà mis en cause. Le mot « liquide » sous-entend immédiatement « caisses noires », l'un des symboles clés de ce que l'on appelle « la Françafrique » et dont Elf est l'un des piliers.

Tchad (1) : le mystère Bono

L'un des exemples les plus caricaturaux des absurdités engendrées par le système colonial est celui du Tchad, pays immense qui rassemble d'innombrables ethnies et qui, de crise en crise, de coup d'État en coup d'État, n'a vraiment jamais connu la paix et encore moins la démocratie. Un clan remplace l'autre, mettant aussitôt le pays en coupe réglée, régnaient par la force et opprimant les autres ethnies. Il en est ainsi depuis quarante ans.

Ces transitions violentes ont bien sûr été suivies de près, quand elles n'ont pas été suscitées, par l'ancienne puissance coloniale. À la charnière du monde arabe et de l'Afrique noire, le Tchad occupe en effet une position stratégique au centre de notre empire colonial. À plusieurs reprises, depuis l'indépendance, les militaires français y sont intervenus. Pour soutenir les gouvernements en place ou pour juguler les ambitions de son encombrant voisin du nord, la Libye ! Et un important contingent français continue d'y stationner.

Comment faire vivre ensemble des populations qui n'en ont pas envie ? La mission est quasi impossible. D'autant que les rivalités ethniques ne manquent pas d'être exacerbées par des acteurs extérieurs, au Tchad comme ailleurs en Afrique. C'est le cas par exemple de ses voisins soudanais et libyens. Rien d'étonnant : les frontières existantes sont artificielles et ont souvent séparé des ethnies en deux. Celles-ci sont au nombre de deux cents et l'on recense une centaine de langues. Toutefois, pour simplifier, il faut distinguer deux grands groupes. Au sud vivent des agriculteurs autrefois animistes et peu à peu christianisés par les missionnaires français, des sédentaires qui ont formé la plupart des cadres indigènes de la colonisation. Au nord et à l'est, on trouve des

Les dessous de la Françafrique

nomades musulmans qui ont une longue tradition guerrière et ont toujours été rebelles à la colonisation. À la différence des gens du Sud. Les ressentiments entre ces deux grands ensembles remontent loin les guerriers du désert ont longtemps vécu du trafic d'esclaves qu'ils capturaient dans les tribus du Sud. Il convient aussi d'observer qu'à l'intérieur de ces deux groupes, il existe des sous-groupes qui s'opposent parfois violemment les uns aux autres.

Le concept de nation tchadienne demeure donc théorique tant la population est hétéroclite. La preuve en est qu'aucun gouvernement d'union nationale n'a pu durablement s'imposer.

Après l'indépendance, presque naturellement, ce sont les sudistes qui prennent le pouvoir avec le soutien de la France. Le premier président, François Tombalbaye, un enseignant, est un membre de l'ethnie Sara qui représente à peu près 20 % de la population tchadienne. Un état de fait très mal vécu au nord où les tribus Toubou ont toujours nourri un solide complexe de supériorité qui s'explique par la prééminence du nomade sur le sédentaire et du guerrier sur le paysan !

Le gouvernement français a tellement conscience de cette hostilité latente que la partie sahélienne du Tchad demeure sous administration militaire française quatre ans après l'indépendance. L'inimitié est encore accrue par la façon de gouverner du président Tombalbaye qui interdit les partis d'opposition, règne en dictateur avec les membres de son clan et accapare les maigres richesses du pays. Mais les présidents qui lui succéderont, qu'ils soient du Nord ou du Sud, n'agiront pas autrement.

La France, qui fait souvent les fins de mois du gouvernement tchadien, reste donc très impliquée à Fort-Lamy¹ et continue à diriger le pays directement ou indirectement par l'intermédiaire de coopérants qui sont bien souvent des agents de nos services secrets. Le principal conseiller de Tombalbaye, l'homme qui a la haute main sur les services de sécurité, est ainsi un officier français, un métis franco-vietna-

1. C'est au début des années 1970 que Tombalbaye décide de « tchadiser » les noms, Fort-Lamy devenant par exemple N'Djamena.

Tchad (1) • le mystère Bono

mien, le commandant Gourvennec. Mais on y trouve aussi Pierre Debizet, le futur patron du SAC.

Certes, le soutien accordé à ce régime autoritaire et corrompu est contestable. Cependant Paris qui entend demeurer présent au Tchad n'imagine pas d'autre solution. Foccart et son maître, le général de Gaulle, n'ignorent pas que le président tchadien commet erreur sur erreur, imposant en particulier les gens de son ethnie et éliminant systématiquement les musulmans. Mais Tombalbaye est un pis-aller !

Dès que le Nord cesse d'être sous la coupe militaire de la France, la rébellion est immédiate. Au milieu des années 1960, des maquis se constituent à l'initiative du Frolinat, le Front de libération nationale du Tchad. Les premiers incidents sérieux ont lieu en 1967. L'armée tchadienne réplique brutalement. Conséquence, la rébellion se propage parmi les tribus Toubou. La situation devient même si inquiétante que Tombalbaye fait appel à Paris et réclame une aide militaire.

Légalement, la France et le Tchad ont seulement passé des accords de coopération technique et signé un engagement mutuel de défense en cas d'agression extérieure. Il n'empêche que le général de Gaulle ordonne l'envoi d'une mission militaire au Tchad. Pour le président français, il s'agit de montrer à tous les pays africains, membres de la Communauté, que la France demeure le pays tuteur et le garant de leur sécurité intérieure. Même s'il faut pour cela écorner quelques grands principes. En outre, il y a chez de Gaulle une dimension sentimentale. Le Général ne peut pas oublier que le Tchad a été la première colonie française à se rallier à lui en 1940, grâce au gouverneur Félix Eboué. C'est aussi à partir du Tchad que le général Leclerc a commencé sa fantastique épopée qui devait le mener jusqu'à Paris puis à Strasbourg.

Général de Gaulle¹

La situation est bien mauvaise, mais on ne voit pas comment la redresser, comment remettre sur pied l'armée et l'ad-

1. Citations extraites de conversations entre le Général et Jacques Foccart que relate ce dernier dans ses Mémoires, Journal de l'Élysée, Fayard, 1995.

Les dessous de la Françafrique

ministration tchadiennes. Je sais bien que les fonctionnaires tchadiens sont incompétents et prévaricateurs. D'ailleurs, les gendarmes sont disposés au pillage, mais on ne peut pas mettre partout des fonctionnaires français. Il n'est pas question non plus de résoudre ce genre de problèmes en lâchant des bombes sur les paysans. Pour ne pas faire une réponse tout à fait négative au président Tombalbaye, je veux bien, si c'est possible, que des appareils français qui sont à Fort-Lamy procèdent à des vols d'intimidation, sans ouverture de feu.

[Deux jours plus tard, le 11 mars, nouvelle réflexion du Général:

Il n'y a pas de solution de rechange à Tombalbaye. S'il disparaissait, le Tchad se casserait en deux ou plusieurs morceaux. Il n'est pas impossible que les Russes encouragent ce processus de morcellement. Il n'y a qu'une seule solution : réencadrer l'armée tchadienne avec des officiers français comme nous le faisons naguère pour les groupes nomades. Mais cela suppose qu'au même temps il soit procédé à une réorganisation complète de l'administration tchadienne, car il n'est pas pensable que nous dotions le Tchad d'un instrument militaire efficace pour permettre aux préfets de pressurer les populations paysannes. Il faudra demander au président Tombalbaye des engagements précis à notre égard et lui dire que, s'il ne veut pas y souscrire, il lui faudra se passer de notre aide.

[Et le général de Gaulle, avant de se reprendre, envisage d'envoyer Bigeard au Tchad :]

Il serait très bien, mais sa présence serait trop voyante pour l'étranger et on en déduirait que nous allons nous charger nous-mêmes de la répression.

L'opposition au régime de Tombalbaye est donc d'abord essentiellement nordiste. Les Toubou, en raison de leur mode de vie nomade dans un environnement hostile, montagne et désert, peuvent résister durablement et harceler les forces sudistes. Toutefois ce ne sont pas les seuls adversaires de Tombalbaye. Il existe aussi une opposition moins ethnique et donc plus politique. Elle est incarnée par un homme

Tchad (1) • le mystère Bono

qui aurait peut-être été capable de changer le destin du Tchad, Outel Bono.

Ce brillant médecin sudiste a fait ses études à Toulouse. Avant l'indépendance, comme beaucoup d'autres étudiants africains, Bono a été un militant anticolonialiste assez proche du parti communiste. Marié à une Française, il ne s'installe au Tchad que deux ans après l'indépendance. Il est alors le seul médecin autochtone et, d'emblée, il se voit confier la direction de l'hôpital de Fort-Lamy.

Humaniste, ce praticien, qui est d'abord revenu dans son pays pour soigner ses compatriotes, ne peut approuver les méthodes dictatoriales du président Tombalbaye. Il est donc étroitement surveillé. D'autant qu'il fréquente un petit groupe d'intellectuels qui ne se privent pas de critiquer le caractère antidémocratique du pouvoir tchadien.

Les conseillers français qui gravitent autour de Tombalbaye poussent ce dernier à agir afin de se débarrasser de Bono et de ses amis. Mais le président hésite. Il songe même à neutraliser Bono en lui confiant un portefeuille ministériel. Cependant le médecin refuse. Alors Tombalbaye a une autre idée : il demande à ce petit groupe de diplômés de lui proposer un plan de réformes politiques. Une initiative saugrenue et vouée à l'échec : ces jeunes gens ne sont pas prêts à transiger sur les principes démocratiques. Résultat, Tombalbaye finit par se fâcher. Le groupe est dissous. Et Bono retourne à son hôpital. Mais pour très peu de temps !

Il est clair que pour le président tchadien le docteur Outel Bono est désormais un adversaire qu'il faut museler. Un mois à peine après l'échec des discussions sur les éventuelles réformes politiques à apporter au pays, le médecin est arrêté. Très curieusement, c'est un fonctionnaire français, un commissaire, qui procède à son interpellation, ce qui en dit long sur l'implication de la France dans cette affaire et plus généralement dans la conduite de la politique tchadienne.

Outel Bono est inculpé de complot contre la sécurité de l'État et de tentative d'assassinat contre le président Tombalbaye. Il n'y a bien sûr aucune réalité derrière ces très graves accusations. Le pouvoir tchadien veut simplement réduire au silence un opposant prestigieux, de plus en plus déterminé et particulièrement apprécié par la population.

Les dessous de la Françafrique

Une Cour de sûreté de l'État réunie pour l'occasion condamne à mort le docteur Bono. Le médecin n'a même pas pu se défendre correctement puisque son avocat, un Français, a été lui aussi arrêté avant l'ouverture du procès. Encore une fois, ce sont des agents de notre pays qui ont procédé à cette interpellation.

Une sentence aussi sévère qu'injustifiée provoque de nombreuses réactions. La femme de Bono, qui a été expulsée du Tchad, remue ciel et terre. Tombalbaye comprend très vite que cette affaire peut se retourner contre lui. La condamnation mort du médecin est commuée en prison à vie. Mais ce prisonnier est encore trop encombrant : deux ans après son procès, Outel Bono obtient un régime de semi-liberté et son épouse est autorisée à le rejoindre.

Exilé au nord du pays, le médecin accomplit ce qu'il sait le mieux faire, soigner les gens. Mais il est toujours l'objet d'une intense surveillance car son éloignement chez les Toubou n'est pas innocent : le pouvoir espère bien découvrir que le médecin entretient des contacts avec le Frolinat.

Bono se garde bien de se livrer à une telle imprudence. D'autant qu'il n'approuve guère l'action essentiellement ethnique des rebelles qu'il soupçonne en outre d'être soutenus par l'étranger, la Libye en l'occurrence. Cette attitude prudente lui vaut d'être autorisé à revenir à Fort-Lamy un an plus tard. Non pas que Tombalbaye ait cessé de se méfier de lui, mais celui-ci n'a pas renoncé à son idée d'essayer de circonvenir Bono en l'invitant à entrer dans son gouvernement.

En vérité, le médecin lui fait peur car il voit en lui un rival. D'une façon assez maligne, le président tchadien pense que s'il le compromet en le nommant ministre, Bono ne représentera plus un danger politique. Mais encore une fois, le médecin le déçoit et refuse sa proposition. Il veut continuer à exercer son métier. Seule concession, il accepte le poste de directeur de la Santé.

Personnage officiel, Bono a renoncé à toute activité politique. Pourtant Tombalbaye le craint toujours. Il redoute en particulier qu'à l'occasion de l'élection présidentielle de 1969, le médecin ne se présente contre lui. Il lui faut donc à nouveau trouver un moyen de le neutraliser. Outel Bono lui fournit involontairement un prétexte. Au printemps, le médecin assiste à une conférence sur la culture du coton.

Tchad (1) • le mystère Bono

Le sujet n'est pas aussi anodin qu'il y paraît. Cette culture, qui représente l'essentiel de l'économie du sud du Tchad, est entre les mains d'une société française qui rémunère médiocrement les paysans à qui elle achète le coton. Au cours de cette réunion, le très populaire praticien est invité à donner son avis. Bono n'a pas à forcer sa nature pour déplorer lui aussi l'exploitation des producteurs par cette compagnie française.

Dès le lendemain, il est arrêté pour offense au chef de l'État et atteinte à l'intégrité du territoire. À nouveau, cette accusation est tout à fait farfelue mais Tombalbaye est provisoirement débarrassé de son rival qu'il fait condamner à cinq ans de prison. Il déclare même publiquement que Bono est un élément de désordre qui doit disparaître pour laisser le Tchad en paix.

Toutefois, Tombalbaye a sous-estimé la popularité du médecin. À FortLamy, on manifeste à plusieurs reprises pour obtenir la libération de Bono. Finalement, trois mois plus tard, le président tchadien doit céder et se résoudre à libérer Outel Bono qui redevient aussitôt directeur de la Santé, Entre-temps, en juin 1969, tandis que le médecin est en prison, Tombalbaye est réélu et s'octroiera même un peu plus tard les pleins pouvoirs.

Cependant, malgré les moyens que lui donne ce pouvoir absolu, Tombalbaye est de plus en plus critiqué à l'intérieur de son propre pays. Ses conseillers français s'inquiètent d'autant que la popularité d'Outel Bono ne cesse de croître. Une notoriété qu'il ne doit qu'à ses qualités professionnelles : le médecin tchadien construit des dispensaires un peu partout dans le pays et combat victorieusement une épidémie de choléra.

À Paris, certains, dans l'entourage de Foccart, commencent à se dire qu'au fond Outel Bono ferait un excellent remplaçant à la présidence tchadienne. Certes, il faudrait auparavant démettre Tombalbaye mais nos services secrets ont l'expérience de ce genre d'exercice. Quoi qu'il en soit, au début des années 1970, la France soutient encore Tombalbaye. Et surtout, ses tout-puissants conseillers français ne sont pas encore décidés à le lâcher.

Le président tchadien a-t-il eu vent de la récente faveur de Paris à Bono ? En tOUt cas, fin 1972 et début 1973, il se lance dans une

Les dessous de la Françafrique

véritable campagne antifranaçaise. C'est aussi une façon de dissimuler ses propres difficultés. Car non seulement le Tchad connaît de graves problèmes financiers, mais la rébellion au nord continue avec maintenant le soutien de la Libye de Kadhafi.

Un homme est particulièrement visé : Jacques Foccart, qui continue de s'occuper des affaires africaines aux côtés du président Pompidou. Pour Tombalbaye, c'est lui qui est à l'origine de tous les maux du Tchad. Alors même que l'homme fort de N'Djamena est d'abord une créature de Foccart ! Dès cet instant, on peut penser que le président tchadien ne restera plus longtemps au pouvoir. D'autant qu'il déclare son intention de remettre en cause la coopération militaire avec la France et qu'il entame un flirt ouvert avec la Libye. Tombalbaye espère ainsi réduire la rébellion en concluant un accord secret avec Kadhafi. Un traité aux termes duquel le président tchadien reconnaîtrait la souveraineté libyenne sur la bande d'Aouzou, cette terre sahélienne située au nord du Tchad et au sud de la Libye.

Lorsque se produit ce raidissement antifranaçais de la politique tchadienne, de nombreux opposants sont emprisonnés. Mais Bono, lui, a déjà choisi de quitter son pays et échappe donc à une nouvelle arrestation. Cependant, on lui fait comprendre très fermement qu'il n'a pas intérêt à revenir au Tchad. En d'autres termes, on menace de le tuer. Et bientôt, les assassins passent à l'action.

Roger Faligot et Pascal Krop¹ :

[Les deux journalistes-écrivains évoquent un mystérieux colonel Bayonne, un entrepreneur en maçonnerie qui a longtemps travaillé en Afrique et serait un ancien des services spéciaux. En France, il aurait cornaqué le docteur Bono.]

Le colonel avait rencontré Outel Bono grâce à l'ancien ministre du Plan tchadien, Dinguibaye, membre comme lui de

I. La Piscine, Le Seuil, 1985.

la Grande Loge nationale de France. Et ce dernier avait suggéré que le docteur, homme intègre, fréquemment victime de la répression au Tchad, était une carte à tenir en réserve dupoint de vue français. Bayonne se croit autorisé à parler au nom d'« amis

Tchad (1) • le mystère Bono

bien placés ». Bono peut sortir son pays de l'impasse, créer une vraie démocratie. L'intéressé hésite. L'idée d'être porté au pouvoir par un coup de force, même dans une optique libérale, ne l'enchanté guère. Il accepte enfin, pourvu qu'une véritable consultation populaire et des réformes en profondeur ratifient sa démarche.

On distribue dans les mois qui suivent son programme au Tchad, une conférence de presse est prévue pour annoncer son départ. Mais une semaine avant la date fixée, le docteur Outel Bono est assassiné. Ne croirait-on pas un mauvais remake du scénario Ben Barka¹, dix ans plus tôt ?

Voyons plus précisément les circonstances exactes de l'assassinat du docteur Bono. Contraint à l'exil, le médecin tchadien avait commencé un stage à l'hôpital parisien de la Pitié, dans le service du professeur Gentilini, futur patron de la Croix-Rouge française. Un poste provisoire car Bono avait de bonnes raisons de penser qu'il occuperait bientôt de hautes fonctions à l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé.

Jusque-là, Outel Bono avait fait de la politique malgré lui. Parce qu'il était une des personnalités les plus remarquables de son pays et qu'il inspirait confiance. Mais dès son arrivée à Paris, ses compatriotes exilés le pressent de prendre la tête d'un mouvement d'opposition contre Tombalbaye. Les étudiants tchadiens présents en France et qui sont pratiquement tous hostiles au président de leur pays sont les plus enthousiastes. Mais il se trouve aussi des hommes politiques, exilés eux aussi, qui voient en Bono le leader naturel d'un parti qui se situerait entre Tombalbaye et les rebelles du Nord regroupés dans le Frolinat.

I. Leader de l'opposition marocaine enlevé à Paris en 1965 à l'instigation des autorités de Rabat, avec la complicité de policiers, d'agents secrets et de truands français, et vraisemblablement assassiné.

Le médecin ne se laisse pas convaincre aisément. Il est bien placé pour savoir que la politique en Afrique est dangereuse. D'autre part, Outel Bono n'a aucune vocation à entrer dans la peau d'un dictateur. Enfin, il sait qu'on ne peut pas conquérir le pouvoir au Tchad sans l'aval de Paris. Et donc de Jacques Foccart !

Les dessous de la Françafrique

Or, justement, un ancien colonel qui a longtemps navigué dans les eaux des services secrets l'approche et lui offre son aide. Bono n'ignore pas les rapports qui existent entre le Sdece et l'ancienne éminence grise du général de Gaulle. Il est donc amené à penser que l'Élysée l'encourage à agir et il se décide à descendre dans l'arène : il envisage même de créer son parti, le MDRT, le Mouvement démocratique de rénovation tchadienne.

Outel Bono a donc sauté le pas et se pose désormais en opposant et successeur de Tombalbaye. La nouvelle se répand très vite dans les milieux tchadiens. À Paris d'abord mais aussi à Fort-Lamy, devenue désormais N'Djamena depuis que son leader s'est fâché avec la France, Lui-même a changé de prénom à la faveur de cette « tchadisation ».

Fin août 1973, Bono doit publiquement annoncer la création de son parti. Entre-temps, un journal très influent en Afrique et relativement proche de Foccart a laissé entendre que l'entrée en politique de Bono signifie que la France a décidé de lâcher le président Tombalbaye. Mais, deux jours avant que le médecin ne fasse sa déclaration officielle devant la presse, un assassin met fin à ses jours.

Ce matin-là, le docteur Bono sort de chez lui et monte dans sa voiture. Soudain, avant même qu'il ne démarre, un homme ouvre sa portière et lui tire presque à bout portant deux balles de revolver. Puis l'homme s'enfuit, monte dans une 2CV et disparaît.

Cela ressemble à l'exécution d'un contrat. Tombalbaye est aussitôt soupçonné d'avoir commandité l'assassinat de son principal adversaire politique. Mais il n'est pas le seul. Quelques indices permettent aussi de mettre en cause ce clan des Français qui ont fait leur nid dans l'entourage du président tchadien et règnent en maîtres sur les services de sécurité du Tchad. Bono, plutôt classé à gauche, aurait menacé leur tranquillité et leurs privilèges s'il était parvenu au pouvoir.

L'affaire ²n'a jamais été réellement élucidée. Mais il est certain que des hommes appartenant aux services français y ont été mêlés. La suite le prouve.

Après la mort de son époux, sa veuve, une Française, subit d'abord la présence très pressante de ce colonel qui a encouragé son mari se lancer en politique. Ensuite, un proche de Bono, qui a accompagné le médecin tout au long des derniers mois de sa vie, manifeste l'envie de

². Tentative d'espionnage de policiers de la DST dans les locaux du journal satirique.

Tchad (1) • le mystère Bono

raconter ce qu'il sait. Il n'en aura pas le temps : il meurt d'une diarrhée foudroyante un mois après son ami.

Enfin, l'appartement du médecin a été minutieusement fouillé et tous ses papiers ont disparu. Quant à l'enquête judiciaire, malgré les efforts de la veuve de Bono, elle n'aboutira jamais. Mais il est vrai qu'un des juges d'instruction chargé de l'affaire est celui-là même à qui a été confié le dossier des « plombiers¹ » du Canard enchaîné. Cependant, c'est à l'occasion d'une autre affaire tchadienne, l'enlèvement d'une scientifique française, Françoise Claustre³, qu'on entreverra une partie de la vérité.

L'un des négociateurs envoyé au Tibesti⁴, pour prendre langue avec le chef des ravisseurs, Hissène Habré, est un certain capitaine Galopin. C'est l'adjoint de ce commandant Gourvennec qui fait la pluie et le beau temps à N'Djamena. Le choix de Galopin est détestable car ce militaire français a combattu avec la plus grande brutalité les rebelles Toubou. Ce qui devait arriver arrive : Galopin est pris à son tour en otage et il finira par être exécuté. Mais, avant de mourir, il parle et accuse l'un de ses hommes d'être l'assassin du docteur Bono ! Dès que l'information est connue à Paris, ce personnage fait l'objet d'une enquête de police. Il a été établi qu'il grenouillait avec le Sdece et possédait une 2CV en tout point semblable celle de l'assassin de Bono. Toutefois le juge refusera d'aller plus loin.

Autre détail troublant : au moment où cet homme est interrogé par la police française, son chef, le fameux Gourvennec, meurt subitement, victime d'une indigestion !

³ . Voir chapitre XIII.

⁴ . Région montagneuse située dans le nord du Tchad.

Les dessous de la Françafrique

En réalité, il semble bien que les assassins de Bono ont fait coup double. D'un côté, ils se sont débarrassés d'un homme qui était en position de succéder à Tombalbaye et de faire le ménage à N'Djamena. Et d'un autre côté, ils ont fait porter la responsabilité du crime sur le président Tombalbaye. Il s'agissait alors de le discréditer un peu plus et donc de précipiter sa chute. Ce qui sera le cas en 1975 quand il sera assassiné à l'occasion d'un putsch organisé avec la bénédiction de la France et la participation matérielle de ses services secrets.

Jacques Foccart ¹ :

[Le 28 août, deux jours après l'assassinat du docteur Bono, Jacques Foccart s'entretient avec le Premier ministre, Pierre Messmer.]

Le Premier ministre me dit que cette affaire est intolérable et que c'est un coup monté par Tombalbaye. Il faut que cessent ces règlements de comptes sur le sol français. « Oui, disje, mais la seule façon d'y mettre fin, c'est de réagir et de découvrir celui qui a fait le coup. Or, manifestement, c'est un professionnel, et ce sera très difficile parce que, maintenant, il doit être à l'abri. C'est pourtant nécessaire à deux points de vue. D'abord, si on ne le découvre pas, dans quelque temps, Tombalbaye va laisser entendre que ce sont les agents secrets français, et pourquoi pas les agents de Foccart, qui ont descendu Bono afin de le discréditer, lui, François Tombalbaye. Et puis, deuxièmement, si c'est Tombalbaye qui a fait faire le coup et qu'il s'aperçoit qu'on peut assassiner sans trop de difficultés quelqu'un sortant de son domicile à Paris, il sera tenté sans doute d'en faire autant pour moi, qui suis à ses yeux l'ennemi public numéro un. »

1. op. cit.

Tchad (2) : la prisonnière du désert

Françoise Claustre, une archéologue française, a été enlevée au Tibesti par un rebelle Toubou qui allait se faire un nom grâce à ce kidnapping : Hissène Habré, futur chef d'État du Tchad. Quinze ans après les faits, ce ravisseur serait reçu avec les honneurs à Paris !

C'était dans les années 1970. Françoise Claustre allait rester prisonnière pendant près de trois ans. Sans l'extraordinaire persévérance de son époux, Pierre, et sans le courage de quelques journalistes, elle aurait pu rester encore longtemps captive tant l'affaire ne semblait que médiocrement intéresser les autorités françaises de l'époque.

Un mot d'abord : cette affaire a suscité nombre de rumeurs. Des rumeurs qui n'étaient pas toutes innocentes. Il en est souvent ainsi dans certains faits-divers où l'on prend un malin plaisir à s'acharner sur la victime. Comme si le fait d'être victime n'était pas innocent. Comme si elle était en quelque sorte coupable d'avoir été choisie pour victime. Pourtant, après sa libération, Françoise Claustre a fait preuve d'une discrétion exemplaire. Malgré sa rancœur, malgré sa souffrance. Mais il s'est trouvé d'aucuns pour prétendre de façon ignoble que ce silence indiquait qu'elle avait des choses à cacher. En tout cas, si cette affaire recèle encore bien des mystères, ceux-ci n'ont rien à voir avec l'honneur des époux Claustre !

Les Claustre se sont connus au Tchad. Lui est alors le chef de la MRA, la Mission de réforme administrative imposée au président Tombalbaye par le général de Gaulle. Cet organisme piloté par la France est chargé d'aider les autorités tchadiennes à se réformer. En théorie, au moins. La MRA poursuit également des objectifs

Les dessous de la Françafrique

strictement humanitaires : création de dispensaires, creusement de puits, etc. Mais nos services spéciaux, très présents au Tchad comme dans toute l'Afrique francophone, ont parfois été tentés d'y infiltrer des agents. Cependant Pierre Claustre, lui, n'a aucun rapport avec la Piscine et n'apprécie guère les conseillers français de l'entourage du président Tombalbaye.

Françoise, elle, est une archéologue qui travaille au Tchad depuis dix ans. Son chantier de fouilles se trouve au nord dans la région de Faya-Largeau et elle n'a jamais eu d'ennuis avec les rebelles Toubou. En 1974, un médecin coopérant allemand, le docteur Staewen, installé au Tchad depuis des années, lui signale l'existence de trois tombes préislamiques dans la palmeraie de Bardai, là même où il exerce son métier à l'extrême nord du pays, tout près de la bande d'Aouzou.

Les guerriers du Frolinat contrôlent alors le désert et les montagnes à l'exception des palmeraies où sont cantonnées des forces gouvernementales. Enfin, en 1974, la région est calme et il y a longtemps qu'aucun coup de feu n'a été tiré.

Il n'y a donc aucun risque particulier se rendre Bardai. Ce qui réduit à quia les allégations de ceux qui prétendent que Françoise Claustre est allée elle-même au-devant du danger. En outre la jeune femme est munie de toutes les autorisations nécessaires et fait le voyage dans un avion militaire français.

Enlèvement a lieu la nuit, en avril 1974. Une petite troupe de rebelles, commandée par un certain Hissène Habré, envahit la palmeraie. Premier visé, un collaborateur de la MRA (et donc un subordonné de Pierre Claustre), Marc Combe. Il se trouve à Bardai pour y effectuer des travaux. Mais les ravisseurs entendent aussi enlever le docteur Staewen, ainsi qu'un autre Allemand, membre d'une mission scientifique.

Très vite, l'affaire tourne au drame. Deux officiers tchadiens qui dinaient chez le médecin allemand tentent de riposter, Ils sont abattus et madame Staewen est tuée au cours de l'échange de coups de feu. Puis les rebelles découvrent Françoise Claustre dont ils ignoraient la présence dans la palmeraie. Elle est capturée son tour. Et aussitôt les ravisseurs s'enfuient dans la nuit avec leurs trois captifs, Marc Combe, le docteur Staewen et Françoise Claustre. La garnison, retranchée dans

Tchad (2) : prisonnière du désert

la

un fort, n'a pas pu ou voulu intervenir. Il existe aussi une autre troupe composée essentiellement de gardes nomades. Mais ces hommes ont choisi prudemment de se sauver. Autant parce qu'ils sont proches de leurs frères Toubou que parce qu'ils craignent d'éventuelles représailles du gouvernement de Tombalbaye.

Des liaisons radio sont assez rapidement établies avec les ravisseurs. Ils exigent la libération d'une trentaine de prisonniers politiques détenus par le gouvernement tchadien. Ils veulent ensuite qu'un de leur manifeste soit diffusé par les radios nationales française et allemande. Enfin, ils réclament le versement d'une rançon d'un milliard de francs CFA, c'est-à-dire vingt millions de francs.

Face ces revendications, Tombalbaye ne veut rien savoir. Sa première réaction est désastreuse et risque de mettre en péril la vie des otages. Il envoie des soldats à Bardai. Des militaires transportés par des avions français et qui s'empressent, à peine arrivés, d'incendier la palmeraie par mesure de représailles.

À Paris — la mise disposition des appareils militaires en témoigne — on opte aussi pour la manière forte. Mais le contexte politique est très particulier : Georges Pompidou est mort quelques jours plus tôt, la campagne électorale bat son plein et c'est un président intérimaire, Alain Poher, qui se trouve à l'Élysée. Par ailleurs, au Tchad même, l'ambassadeur français vient de partir. C'est un simple chargé d'affaires qui le remplace. Et quand arrivera le nouvel ambassadeur, il ne manifesterait guère d'intérêt pour cette prise d'otages. C'est si vrai qu'à Paris comme à N'Djamena, on considère que Françoise Claustre est une aventurière, une militante de gauche ou d'extrême gauche et qu'elle ne récolte au fond que ce qu'elle mérite. Il faudra attendre le milieu de l'année 1975 pour que le président Giscard d'Estaing lui rende un hommage appuyé et balaye toutes ces infâmes rumeurs.

En tout cas, cette prise d'otages tombe donc au plus mauvais moment. D'autant que nos relations sont alors au plus mal avec Tombalbaye, de plus en plus despotique, susceptible et alcoolique.

Hissène Habré, qui fait à cette occasion son apparition sur la scène internationale, était jusque-là un quasi-inconnu. Âgé d'une trentaine

Les dessous de la Françafrique

d'années, cet homme maigre et ascétique, au regard dur, est né dans une famille de modestes bergers nomades appartenant à l'une des ethnies Toubou. Musulman, il n'en suit pas moins les cours d'une école missionnaire catholique. Puis il travaille pour l'armée française en tant que magasinier. C'est la chance de sa vie car un officier est frappé par son intelligence. Grâce à ce dernier, il bénéficie d'une promotion exceptionnelle et obtient un poste d'adjoint dans une sous-préfecture. Puis, après l'indépendance, une bourse lui est octroyée et il commence des études de droit en France tout en suivant des cours à Sciences Po. Quand il revient chez lui, Tombalbaye le nomme sous-préfet. Mais Habré a déjà d'autres ambitions.

Ce nationaliste ombrageux se rapproche du Frolinat, l'organisation des rebelles Toubou. Puis, après s'être querellé avec son chef, le docteur Sidick, il est invité par un autre chefdissident, Goukouni Weddeye, à prendre la tête de ce que les rebelles appellent pompeusement la « deuxième armée ». Une organisation sans grands moyens matériels qui n'en règne pas moins sur le Tibesti et les déserts du Nord.

En procédant à cet enlèvement d'otages européens, une première pour la rébellion, Habré veut non seulement se faire connaître mais surtout obtenir une rançon pour acheter ces armes qui manquent si cruellement à sa maigre troupe. Il réussit en partie : les Allemands, à la différence des Français, négocient rapidement avec lui et lui versent quatre millions de francs. Le docteur Staewen est donc libéré, à la différence des deux Français qui demeurent en captivité dans le désert dans les pires conditions sans que leur situation émeuve Paris.

Pierre Claustre¹.

On entendparfois à propos des otages pris dans un pays étranger : « Qu'allaient-ils doncfaire là-bas ? » Or, on reconnaît dans le même temps l'importance, sur le plan économique, politique et culturelde quelque deux millions de ressortissants français qui vivent et travaillent en dehors de

1. L'affaire Claustre, Karthala, 1990.

l'Hexagone. On oublie également que, très souvent, le sort tragique de ces Français est provoquépar une réaction à la politique étrangère de la France. Peu importe que cette

Tchad (2) • la prisonnière du désert

politique soit bonne ou mauvaise, juste ou injuste. Les otages payent pour tous. Il est donc normal que l'ensemble de la communauté à laquelle ils appartiennent se porte à leur secours. En tout cas, essayer de justifier leur abandon en leur faisant porter la responsabilité de leur enlèvement ou en faisant courir à leur propos des histoires sordides entièrement fabriquées pour la circonstance est sans doute la pire des lâchetés.

Certes, ce genre de situations n'est pas facile à régler, nous ne sommes plus au temps des canonnières. Il ne reste donc qu'une solution : discuter. Il est vrai que les exigences des ravisseurs peuvent être déraisonnables et même parfois extravagantes. Mais comment espérer les amener à la raison si l'on ne dialogue pas avec eux. Le « coup du mépris » est sans doute dans ces circonstances une grave erreur.

La fameuse doctrine « on ne négocie pas avec des preneurs d'otages ! » a été battue en brèche par tous les gouvernements français. Au Liban ou ailleurs, Paris a négocié et payé ! Secrètement, bien sûr, pour ne pas perdre la face. Alors, oui, il y a eu des contacts entre Habré et des émissaires français. Mais ça s'est presque toujours mal passé. Du côté français, où le pouvoir venait de changer, il n'existait pas une réelle volonté d'aboutir et les émissaires envoyés n'étaient pas toujours les meilleurs. Quant aux autorités tchadiennes, elles ont sans cesse fait en sorte de saboter d'éventuelles négociations. Tombalbaye a même été si furieux d'apprendre que les Allemands avaient trouvé un accord avec Hissène Habré qu'il a immédiatement rompu les relations diplomatiques avec Bonn !

Le dictateur ne voulait pas qu'une remise de rançon permît à Hissène Habré d'acheter des armes et se moquait parfaitement du sort des deux Français. Au contraire, il s'est débrouillé pour envenimer la situation. Ainsi, il a ordonné l'arrestation de nombreux membres de la famille et de la tribu de Hissène Habré. Une vraie provocation. À l'évidence, il ne lui aurait pas déplu que le leader Toubou se venge en exécutant ses otages, obligeant par conséquent la France à s'impliquer militairement au Tchad contre les rebelles. Comme elle l'avait déjà fait quelques années plus tôt.

Les dessous de la Françafrique

Cependant, le président tchadien a joué un rôle peut-être encore plus pervers en suggérant au gouvernement français la désignation comme émissaire du commandant Galopin¹. Adjoint de Gourvennec qui dirigeait les services de sécurité tchadiens et participait donc à la répression contre les opposants en utilisant des méthodes musclées, cet officier était tout particulièrement haï par les Toubou et d'abord par l'allié de Hissène Habré, Goukouni Weddeye, qui l'accusait d'avoir tué son frère.

En choisissant Galopin, malgré les avertissements de Pierre Clautre qui remuait ciel et terre pour que le gouvernement français règle l'affaire au plus vite, il est évident qu'on envoyait cet officier à une mort presque certaine. Mais Paris a laissé faire.

À peine arrivé au Tibesti, le commandant devient à son tour otage des Toubou. Pour Habré, la prise est d'importance. Galopin, officier de l'armée française, est aussitôt accusé par ses geôliers d'être un tortionnaire qu'ils entendent juger et condamner. À moins qu'on ne leur livre des armes.

Suivent des contacts qui sont pris dans la plus grande discrétion. Pierre Clautre, qui fait preuve d'une détermination admirable, parvient joindre les rebelles Toubou. Hissène Habré l'autorise même à rencontrer son épouse vers la fin 1974. Dans le même temps, un fonctionnaire français de la Coopération, Robert Puissant, est chargé de prendre langue avec Hissène Habré.

Ce nouvel émissaire mène bien son affaire. Au début 1975, neuf mois après le début de la prise d'otages, il conclut un accord avec les ravisseurs. Ceux-ci sont prêts à rendre un de leurs otages si on leur livre divers matériels et si le gouvernement tchadien libère dix des prisonniers politiques qu'il détient.

La balle est donc dans le camp tchadien. Paris fait pression sur Tombalbaye. Mais le dirigeant tchadien exige que l'otage libéré soit le

I. Voir chapitre XII.

commandant Galopin. Refus de Habré, Il est maintenant clair que tôt ou tard, l'officier français finira par être exécuté.

Entre-temps, Pierre Clautre, au terme d'un nouveau voyage aventureux et rocambolesque à bord de son petit avion personnel, parvient à gagner le Tibesti. Les ravisseurs l'autorisent à passer quelques jours avec son épouse. Clautre leur propose de prendre la

Tchad (2) • la prisonnière du désert

place de sa femme. Mais ils n'acceptent pas. Claustre, la mort dans l'âme, doit remonter dans son avion.

Il faut souligner qu'à chaque fois Claustre a pris beaucoup de risques et a dû ruser avec les autorités administratives des pays par lesquels il devait transiter et à qui il donnait souvent de faux plans de vol. Sans compter qu'il était désormais persona non grata pour N'Djamena qui l'accusait d'avoir pris langue avec les rebelles.

Pierre Claustre revient en France au début du printemps. Sa femme est alors captive depuis plus d'un an. Il constate à nouveau que le sort de Françoise Claustre et des deux autres otages n'intéresse guère les autorités de son pays. Aussi, malgré la discrétion qu'on lui a recommandée, il alerte la presse qui, jusque-là, n'a guère parlé de cette affaire et ignore même que le commandant Galopin a été retenu prisonnier. Si Claustre se résout à prendre contact avec les journalistes, c'est aussi qu'il est excessivement inquiet. Il est revenu de son dernier voyage avec la quasi-certitude que les ravisseurs sont décidés à exécuter leurs otages si on ne satisfait pas leurs revendications.

Ici se passe un fait très curieux : Claustre est à peine revenu en France qu'un mystérieux interlocuteur lui téléphone. Il affirme être parfaitement au courant de l'affaire du Tibesti et lui confie qu'il sait où se procurer des armes. L'époux de Françoise tombe des nues ! Essaie-t-on de se servir de lui pour fournir des armes aux Toubou ?

Quelques jours plus tard, alors qu'il se rend une nouvelle fois au ministère de la Coopération, on lui pose crûment la question : « Pouvez-vous trouver des armes ? » Ce que Claustre ne peut encore savoir, c'est qu'il s'est produit un événement nouveau. Habré a envoyé un ultimatum au gouvernement français : Galopin sera exécuté si on ne lui procure pas rapidement des armes. Mais pourquoi demander à Claustre de servir d'intermédiaire alors même que les services secrets pourraient jouer ce rôle ? Disposant d'avions discrets, ils peuvent trouver des armes sans trop de difficultés. D'où cette question : le gouvernement veut-il se défaire de ses responsabilités ?

Pierre Claustre ¹:

[En mars 1975, chez un avocat et en présence d'un journaliste qui se trouve là de façon fortuite, Pierre Claustre téléphone à Robert Puissant, haut fonctionnaire

Les dessous de la Françafrique
du ministère de la Coopération qui a déjà négocié avec
Habré.]

Nous décidons de téléphoner à Puissant pour savoir si la situation a évolué depuis ma dernière entrevue. Au bout d'un moment, la conversation tourne à l'aigre. Puissant crie : « Qu'est-ce que vous voulez que je fasse, je suis un fonctionnaire discipliné, moi, tout le monde s'en fout de cette affaire d'otages du Tibesti, le gouvernement s'enfout, le président de la République s'enfout aussi! » Je le préviens alors que je suis dans le bureau d'un avocat, qu'un journaliste est présent. Après quelques secondes de silence, Puissant raccroche sans ajouter un mot.

(En désespoir de cause, Pierre Claustre se décide alors à envoyer une lettre aux journaux. Extrait:]

J'ai quitté ma femme le 12 mars dernier, son dernier regard, rempli d'angoisse, me suppliait de faire l'impossible pour la sauver. J'ai une fois de plus frappé à la porte de l'Élysée et je n'ai pas été reçu. Quant aux fonctionnaires du Quai d'Orsay et de la Coopération, ils semblent attendre la mort des otages avec soulagement, ce qui les débarrasserait d'une affaire ennuyeuse. Les consignes sont de ne pas faire de peine à M. Tombalbaye.

D'ailleurs, plusieurs dizaines de soldats français sont déjà morts pour ce dictateur africain sans que personne ne proteste.

1. op. cit.

En fait, Paris, pour ne pas irriter le gouvernement tchadien, ne veut pas prendre la responsabilité de livrer des armes à Hissène Habré. Mais la France fermera les yeux si c'est Claustre qui s'en charge. Bien qu'il n'ait aucune compétence dans ce domaine, ce dernier se met en devoir de prendre contact avec ce marchand d'armes qui l'a appelé. Et il commence à chercher un avion et un équipage. Toutefois, auparavant, à la demande de Robert Puissant, il retourne au Tibesti, accompagné par un grand reporter du Figaro, Thierry Desjardins. Il doit informer les ravisseurs qu'il est prêt à leur fournir des armes. Mais il lui faut aussi examiner dans quelles conditions un avion de transport peut se poser dans ce désert rocailleux et montagneux. Le voyage, toujours dans le petit avion de Claustre, n'est pas moins aventureux que la première fois.

Tchad (2) • la prisonnière du désert

Cependant, quand les deux hommes arrivent, c'est la douche froide : ils apprennent de la bouche de Hissène Habré lui-même que le commandant Galopin a été exécuté.

Il est donc plus urgent que jamais de donner des armes aux ravisseurs si l'on veut éviter que les deux autres otages ne soient exécutés. Robert Puissant, qui a fait lui aussi le voyage en passant par N'Djamena, confirme devant Habré et Weddeye que Pierre Claustre est bien disposé à leur procurer des armes. C'est excessivement important : pour les ravisseurs, la parole de ce haut fonctionnaire signifie que le gouvernement français a enfin décidé de s'engager ! Ils n'en démordront jamais : via Puissant, Paris leur a fait une promesse. Et si cette promesse n'est pas tenue, ce sont les otages qui paieront !

Claustre est donc désormais piégé ! S'il veut sauver son épouse, il doit devenir pourvoyeur d'armes.

Il a repéré un endroit où un petit avion de transport peut éventuellement se poser. Et il repart, muni d'une partie de la rançon remise par les Allemands afin d'acheter des armes.

Entre-temps, un coup d'État inspiré par la France se produit à N'Djamena. Tombalbaye est assassiné et remplacé par le général Malloum. L'événement peut avoir une incidence positive pour les otages, d'autant que plusieurs prisonniers politiques sont libérés. Mais le nouvel homme du Tchad est un sudiste, comme Tombalbaye. Les Toubou considèrent donc que rien n'a fondamentalement changé à N'Djamena. D'ailleurs, Gourvennec, le chef des redoutables services de sécurité, est resté en place et sans doute a-t-il joué un rôle notable dans la chute de son patron. Les rebelles estiment par conséquent qu'ils n'ont rien à espérer de ce général Malloum.

Un autre événement intervient peu de temps après : l'otage Marc Combe, fonctionnaire de la MRA, réussit à prendre la fuite en s'emparant d'un véhicule des ravisseurs. Françoise Claustre est donc maintenant le dernier otage aux mains des Toubou. Sa situation devient de plus en plus précaire car désormais, c'est sur elle, et elle seule, que pèsent les menaces et les ultimatums ! Son mari doit donc faire l'impossible pour essayer de remplir la promesse qui a été faite à Habré et Weddeye. Tandis qu'il s'engage dans cette tentative d'achat d'armes, il s'assure que l'avion de transport pourra bien atterrir dans le Tibesti. À

Les dessous de la Françafrique

nouveau, il fait le voyage avec un DC-4 et le pilote qu'il a engagé démontre la possibilité de l'opération.

À l'occasion de ce dernier déplacement, il a permis à trois journalistes de l'accompagner dont Raymond Depardon et une autre photographe, bien en cour à l'Élysée. C'est important : pendant très longtemps on reste sans nouvelles de ces trois journalistes. Au Château, on s'inquiète et on semble enfin découvrir le dramatique sort de l'otage. D'autre part, Depardon revient avec une interview très émouvante de Françoise Claustre. Sa diffusion à la télévision fait date. Désormais, on ne pourra plus traiter l'affaire Claustre par-dessus la jambe !

Par l'intermédiaire de ce marchand d'armes qui l'a mystérieusement contacté, Pierre Claustre parvient à acheter des armes au Ghana. En même temps, un grand humaniste, l'ambassadeur Stéphane Hessel, s'est proposé pour négocier avec Habré. Il n'ignore pas que l'époux de Françoise va livrer des armes aux rebelles Toubou et sans doute n'approuve-t-il pas. Cependant Hessel est décidé à tout faire pour obtenir la libération de Françoise Claustre. La négociation s'engage bien. L'ambassadeur promet de l'argent et du matériel, et attend avec impatience que les armes arrivent. Mais, manifestement, dans l'ombre, quelqu'un a décidé de saboter l'opération !

Plusieurs hypothèses peuvent être émises. À Paris, dans les plus hautes instances de l'État, il s'est peut-être trouvé un personnage qui a jugé très imprudent de livrer des armes à des rebelles musulmans. Mais dans les services secrets français, où l'on surveillait l'affaire de très près, certains responsables ont pu réagir de la même façon. Enfin, il ne faut pas exclure qu'une taupe, dissimulée à l'intérieur même du mouvement de rébellion, ait alerté le gouvernement tchadien afin de faire capoter le troc. Quoi qu'il en soit, un entrefilet paru dans un hebdomadaire parisien révèle le pot aux roses. Un DC-4 chargé d'armes serait en partance pour le Tibesti.

Deuxième sabotage, encore plus grave pour les Claustre et la négociation menée par Stéphane Hessel, les armes arrivent bien à destination. Mais ce ne sont pas celles qu'attendaient les rebelles. Et surtout, elles sont dépourvues de munitions ! Pierre Claustre a été roulé !

Pour les ravisseurs, la responsabilité de ce fiasco lui incombe. Quant à Hessel, non seulement les Toubou ne lui font plus confiance mais il est « brûlé » à N'Djamena.

Tchad (2) • la prisonnière du désert

Claustre, qui craint de plus en plus pour la vie de sa femme, décide de jouer le tout pour le tout. Il se rend lui-même au Tibesti afin de tenter de se justifier. Mais, à peine arrivé, en août 1975, il est fait prisonnier. Il le restera jusqu'au bout, le plus souvent séparé de sa femme. Et s'attendant au pire à chaque instant.

Depuis que la France entière a vu Françoise Claustre à la télévision, Paris ne peut plus demeurer inerte. À l'automne de cette même année 1975, un préfet qui a eu Hissène Habré comme stagiaire est envoyé au Tibesti. Il apporte avec lui une rançon de quatre millions de francs et la promesse de parachutages de matériel et de vivres pour une somme de six millions. Toutefois, il n'est pas question de livraison d'armes. Aussi, malgré la remise de cette importante rançon, Habré ne consent pas à libérer les époux Claustre.

Une longue année va encore s'écouler pour les prisonniers du désert. Heureusement pour eux, une dissension se produit entre Habré et Weddeye, tous deux Toubou mais n'appartenant pas à la même tribu. Habré choisit de partir. Weddeye reste.

Les dessous de la Françafrique

Il est désormais le geôlier des Claustre. Mais c'est un gardien plus accommodant que Habré. Il permet par exemple aux Claustre de se retrouver. Weddeye a surtout compris que sa rébellion était promise à stagner s'il ne trouvait pas une aide extérieure. Il se tourne donc vers Kadhafi, allié naturel mais encombrant. Car les Toubou sont des nationalistes qui supportent mal les visées territoriales de la Libye sur la bande d'Aouzou.

Goukouni Weddeye décide d'oublier pour un temps ce différend et se rapproche du maître de Tripoli. Comme, dans le même temps, Paris négocie de mirifiques contrats d'armement avec la Libye, les choses s'arrangent toutes seules : Françoise Claustre, qui a passé mille jours en captivité, est conduite en janvier 1977 du Tibesti en Libye. Les époux sont enfin libres ! Ironie de l'histoire, leur ravisseur, Hissène Habré, deviendra un an plus tard Premier ministre du Tchad. La preuve que le kidnapping peut mener à tout.

Françoise Claustre¹ :

Je voudrais que tous les Libyens sachent combien nous avons été touchés, mon mari et moi, de l'accueil chaleureux que la Libye nous a réservé. Je n'oublierai jamais ces trois jours.

[L'ancien otage parle ensuite longuement de sa captivité au Tchad, des femmes et des enfants Toubou qui, dit-elle, ont compris sa détresse et tenté de leur mieux de l'intégrer à leur vie familiale en dépit de l'état de guerre dans le Tibesti. Et quand on lui demande si elle ne s'est pas sentie abandonnée par la France, elle répond de façon lapidaire:]

Dans les conditions présentes, seul le porte-parole du gouvernement français peut répondre à cette question. Pour ma part, je ne peux parler que de ce que j'ai vu, et de tout ce qu'a fait la Libye pour moi.

1. Déclaration à la presse après sa libération.

Tchad (3) : l'imbroglio

Le général de Gaulle parle au futur ambassadeur français au Tchad : « Le Tchad est un pan de mur de l'édifice vermoulu ; il faut qu'il reste debout ! » Explication de texte de Pierre Péan qui évoque ce propos présidentiel dans son livre *L'homme de l'ombre*¹ : « Votre mission est de maintenir en l'état le glacis de protection de la zone d'influence française, y compris par des solutions de force. »

Cela fait quarante-huit ans que ça dure ! Comme une mauvaise maladie qui ne guérit jamais et provoque à intervalles de violentes poussées de fièvre et de graves rechutes. Le patient, c'est le malheureux Tchad. Et le médecin, souvent empêtré dans de fâcheuses habitudes, n'est autre que la France !

Malgré une présence militaire française continue, l'édifice est toujours aussi vermoulu. D'autant que la crise du Darfour, dans le Soudan voisin, précipite au Tchad des dizaines de milliers de réfugiés. Le président actuel, un seigneur de la guerre mis en place par la France, comme ses prédécesseurs d'ailleurs, règne grâce à une garde présidentielle musclée principalement recrutée dans son ethnie d'origine. Une troupe accusée de multiples exactions commises sous le prétexte de combats contre les guérillas qui continuent de lutter contre le pouvoir central. Et encore tout récemment.

Enfin, il faut ajouter un élément nouveau : le Tchad est devenu depuis peu à peu un État pétrolier. Pour son bonheur ou pour son malheur ? Le Tchad sera-t-il à son tour victime de ce que certains ont nommé la malédiction du pétrole ? C'est-à-dire une richesse qui ne

Les dessous de la Françafrique

1. Fayard, 1990.

profite qu'aux dirigeants, accroît la corruption, détruit l'environnement et multiplie les sources de conflit ?

En tout cas, cette richesse attire de nombreuses convoitises. Il semble bien, en effet, que les Américains qui exploitent cette ressource énergétique en profitent pour pousser leurs pions dans une région qui, traditionnellement, a toujours été le pré carré de la France.

Après l'affaire Claustre), les rebelles du Nord se déchirent. Il existe deux factions : l'une est dirigée par Hissène Habré, un ancien sous-préfet formé par la France qui aspire à exercer des fonctions ministérielles et ne va pas tarder à prendre secrètement contact avec le président tchadien, le général Malloum.

La deuxième faction est sous la coupe d'un autre seigneur de la guerre, un homme qui jouit d'un grand prestige parmi les populations du Nord, Goukouni Weddeye.

En dehors des rivalités personnelles qui les opposent, le clivage entre ces deux chefs porte sur l'attitude adopter vis-à-vis du soutien de la Libye. Habré est contre, Weddeye est pour. Mais ça changera au fil des années.

En attendant, au milieu des années 1970, Weddeye accumule les succès militaires et s'empare de plusieurs villes avec l'aide de Kadhafi. Le colonel libyen aurait même recruté d'anciens Béréts verts américains pour entraîner des troupes destinées à combattre au Tchad.

En 1978, les progrès des troupes de Weddeye, aidées ou pas par la Libye, sont suffisamment importants pour provoquer la panique à N'Djamena. La capitale semble d'ailleurs à portée de main du rebelle. Aussitôt, le général Malloum fait appel la France. Des paras viennent renforcer le contingent déjà présent au Tchad. Paris envoie aussi quelques avions Jaguar.

Cela suffit à repousser les forces de Weddeye. Malloum est sauvé. Au moins provisoirement. Le président Giscard d'Estaing estime avoir aussi rassuré les autres protégés de la France en Afrique.

1. Voir chapitre XIII.

Cependant quelques semaines plus tard, coup de théâtre : l'ancien rebelle Hissène Habré devient le Premier ministre du général Malloum et pactise avec le pouvoir contre son allié d'hier, Goukouni Weddeye !

Jean-Marc Balencie, Arnaud de la Grange¹:

Les relations conflictuelles entre les deux hommes vont devenir l'un des fondements de l'évolution du Tchad tout au long des années 1970 et 1980. L'antagonisme qui les oppose est tout à la fois de nature sociale (entre les fils d'un aristocrate Tédà et les fils d'un berger Daza), ethnique (les Tédà sont historiquement liés à la Libye tandis que les Daza sont plus tournés vers l'espace tchadien) et politique (Habré professe un nationalisme ombrageux alors que Weddeye n'a pas hésité à diverses reprises à solliciter l'aide libyenne). À cela s'ajoute le comportement hautain d'Habré à l'encontre de Goukouni, qui en sera toujours meurtri. Tout au long de ses combats contre Goukouni Weddeye, la Libye et ses alliés, Hissène Habré a toujours fait preuve d'un grand courage physique et d'une grande intelligence politique et tactique, lui conférant incontestablement la stature d'un homme d'État.

Cette alliance improbable entre Malloum et Habré a été encouragée par les agents français présents au Tchad, mais attise la colère de Weddeye et de son protecteur libyen. Rien de bien étonnant : la politique de la France vis-à-vis de la Libye frôle souvent la schizophrénie. D'un côté, Kadhafi, qui se mêle de ce qui ne le regarde pas au Tchad (et ailleurs), est considéré comme un dangereux trublion — et à plusieurs reprises, Paris tente de le déstabiliser et même de l'éliminer physiquement — tandis que de l'autre côté, on continue de conclure d'excellentes affaires avec son pays. Et en particulier des ventes d'armes.

Quoi qu'il en soit, la paix hâtivement signée entre les ennemis de la veille ne peut guère durer. Et bientôt le Tchad tout entier est plongé dans

Les dessous de la Françafrique

1. op. cit.

une véritable guerre civile. En effet, Habré et Malloum ne tardent pas à entrer en conflit tandis que la rébellion du Nord redouble d'activité et qu'un autre front s'ouvre au sud, une guérilla sans doute soutenue par le voisin nigérian. Bref, c'est la plus grande confusion. À N'Djamena même, le général Malloum laisse la place à Hissène Habré. Mais ce dernier doit accepter la création d'un gouvernement d'union nationale présidé par son rival Weddeye où il figure lui-même en tant que ministre de la Défense.

Cet accord ne va pas tarder à voler en éclats ! En tout cas, il semble bien que la France ne contrôle plus vraiment la situation. D'autant qu'à Paris, chacun tire à hue et à dia. Si les services secrets en tiennent plutôt pour Habré, le ministère de la Coopération soutient Weddeye tandis que les diplomates du Quai d'Orsay sont surtout préoccupés par les menées de Kadhafi, le meilleur allié de ce dernier.

Profitant de ce désordre, les différents protagonistes tchadiens, pour une fois d'accord entre eux, demandent le retrait des forces françaises. Paris obtempère : les militaires se replient dans la Centrafrique voisine, autre bastion de la présence française en Afrique où les paras français viennent tout juste de déloger l'empereur Bokassa¹.

Sur le terrain, la situation dégénère très vite. Goukouni Weddeye, soutenu par des troupes libyennes, et Hissène Habré se livrent une bataille acharnée jusque dans N'Djamena pour s'emparer du pouvoir. En dépit de ce conflit, cela montre que ce sont les hommes du Nord, même divisés, qui désormais sont les maîtres du jeu. Et ils le sont toujours depuis cette époque.

Au début de 1981, le sort des armes finit par tourner à l'avantage de Weddeye. Habré, vaincu, se réfugie en toute hâte chez le voisin soudanais.

C'est donc aussi une victoire par substitution de Kadhafi. Celui-ci, obnubilé par sa manie d'essayer de marier son pays propose aussitôt une union du Tchad et de la Libye. Le projet semble sérieux. Au moins pendant quelques mois ! Mais Weddeye, aussi dépendant soit-il du colonel libyen, se méfie. Il en va de même à Paris où l'on ne peut accepter un mariage qui entérinerait une perte d'influence définitive dans cette

I. Voir chapitre IX.

ancienne colonie. Par conséquent, il est décidé d'aider Hissène Habré à reconquérir le pouvoir. Les services français commencent à livrer des armes à ses forces toujours repliées au Soudan. Une initiative qui n'est pas dénuée d'arrière-pensées. On sait depuis plusieurs années que le sossol tchadien est riche en pétrole et il se murmure que dans le Nord, il y aurait aussi la présence d'uranium. Il n'est donc pas seulement question de se bagarrer pour quelques arpents de sable et de cailloux.

L'arrivée au pouvoir des socialistes en France est susceptible de changer la donne. La gauche annonce à grands cris qu'elle entend en finir avec la politique néocolonialiste de ses prédécesseurs si longtemps incarnée par Jacques Foccart. Mais finalement le réalisme, c'est-à-dire essentiellement la défense de nos intérêts, l'emporte sur la morale.

En attendant, le nouveau gouvernement français, qui découvre avec un certain effarement l'imbroglio tchadien, tente d'y mettre un peu d'ordre.

Jean-Pierre Cot¹, ancien ministre socialiste de la Coopération :

Trois politiques s'opposent, menées simultanément dans une cacophonie publique. Le Quai d'Orsay abandonne la partie et cherche à calmer le colonel Kadhafi en lui prodiguant de bonnes grâces. Le ministre de la Coopération conserve un attachement pour le colonel Kamougué, qui s'est taillé dans le Sud un réduit autonome ; une opération « cambouis » est en cours, destinée à remettre en marche les véhicules nécessaires au colonel. Les services spéciaux continuent à soutenir à l'est Hissène Habré qui, accroché aux contreforts soudanais et avec l'appui des États-Unis, mène une guérilla contre le gouvernement du président Goukouni Weddeye et les troupes libyennes qui occupent le pays. Chacune de ces politiques contredit les efforts de l'autre. Si les services s'en donnent à cœur joie, l'autorité de l'État n'y trouve pas son compte et la France perd sur tous les tableaux.

I. À l'épreuve du pouvoir, Le Seuil, 1984.

Mitterrand comprend vite que la clé de l'affaire se situe en Libye. Giscard d'Estaing voulait se débarrasser à tout prix de Kadhafi, y compris en donnant son aval à un plan américain visant à le liquider par la force, son successeur, lui, essaie la conciliation. Il débloque d'importants contrats en armes et pétrole gelés par son prédécesseur. Mais en même temps, il demande à Kadhafi de rappeler ses troupes qui se trouvent au Tchad.

Contre toute attente, ce marchandage donne des résultats. Les forces armées libyennes quittent effectivement le Tchad. Mais pour une fois, c'est Kadhafi qui a été abusé : ses troupes ont à peine quitté le Tchad que Hissène Habré abandonne sa retraite soudanaise pour attaquer les forces de Goukouni Weddeye.

Ce dernier retournement de situation dissimule une manipulation qui doit autant à certains éléments du Sdece (devenu la DGSE) favorables à Habré qu'à des membres des anciens réseaux Foccart. Ensemble, ils ont inventé la rumeur d'une tentative de coup d'État à N'Djamena. Un putsch qui serait organisé avec l'aide de la Libye.

Cette manœuvre d'intoxication poursuit un double objectif : embarrasser l'Élysée et le gouvernement socialiste à quelques jours de la tenue d'un sommet franco-américain à Paris mais aussi persuader le pouvoir que la Libye joue double jeu et qu'il faut donc soutenir son meilleur adversaire, Hissène Habré. En feignant d'oublier que celui-ci a été le ravisseur de Françoise Claustre et l'assassin du commandant Galopin.

Quoi qu'il en soit, Habré avance en direction de N'Djamena. Dans les fourgons de son armée, on trouve des mercenaires, des amis du fameux Bob Denard. Ce qui prouve encore une fois que nos services secrets ne sont pas innocents dans cette affaire. Mais ils ne sont pas les seuls : les Américains ont eux aussi livré des armes à Hissène Habré, du seul fait qu'il était hostile au colonel Kadhafi.

Après quelques mois de combat, les forces armées de Habré pénètrent sans coup férir dans N'Djamena. Le chef qui les commande est un certain Idriss Déby, l'actuel président tchadien.

Tchad (3) • l'imbroglio

Quant à Weddeye, il s'est enfui à l'étranger avant de regagner son fief du Nord, dans le Tibesti. Habré a donc gagné. Et avec lui, la France. Très vite, le nouveau président tchadien, qui jugule aussi la rébellion au sud, signe une convention de coopération avec notre pays. Aussitôt Paris se démène pour lui obtenir une aide substantielle de bailleurs de fonds occidentaux à hauteur de plusieurs dizaines de millions de francs.

En outre, ce sont des agents français qui sont désormais chargés de former les services de sécurité tchadiens. La tutelle française est rétablie.

Ce n'est pas pour autant la paix. D'une part, Weddeye, décidé à se venger, annonce la formation d'un gouvernement en exil et reprend la lutte dans le nord du pays. Et d'autre part, la Libye, qui estime non sans raison avoir été trompée, espère prendre sa revanche !

Goukouni Weddeye reprend le combat au début de l'été 1983, toujours soutenu par des unités libyennes. Son offensive de grande envergure lui permet de s'emparer de l'oasis de Faya-Largeau. En même temps, au sud, les Nigériens en profitent pour semer le trouble, à proximité du lac Tchad. Paris, tout en envoyant quelques équipes de notre service « action », s'en prend directement à Kadhafi et lui enjoint de retirer ses troupes. Mais le colonel réplique avec hauteur qu'il considérera toute intervention étrangère au Tchad comme une agression contre la Libye.

La menace contre la France est explicite.

Habré, conscient du danger, presse Paris d'intervenir. Le président Reagan est sur la même ligne et demande à la France de soutenir plus activement le Tchad contre l'agression libyenne.

Toutefois, Mitterrand répugne à engager directement les forces françaises même si les accords de coopération passés entre les deux pays le lui permettent. Aussi, dans un premier temps, le président français se contente-t-il d'envoyer là-bas des spécialistes de la DGSE et des mercenaires. La moralisation prônée au début du septennat est bien oubliée. D'ailleurs, Jean-Pierre Cot, le ministre de la Coopération a dû laisser la place à Christian Nucci, l'homme qui se fera un nom avec l'affaire du Carrefour du développement¹, une association créée d'abord pour payer et équiper les mercenaires qui opèrent au Tchad.

I. Voir chapitre XX.

Pendant, malgré la présence de ces chiens de guerre, Goukouni continue à gagner du terrain, même si Faya-Largeau a été momentanément reprise. Il faut donc passer à la puissance supérieure.

Les Américains ouvrent leur porte-monnaie et accordent quinze millions de dollars au Tchad tandis que la France se décide enfin à bouger en mettant sur pied l'Opération Manta qui se traduit par l'envoi de trois mille soldats. Toutefois, il n'est pas prévu que cette force intervienne directement en chassant les troupes libyennes présentes au nord. Sa mission consiste seulement à imposer une ligne rouge que ces mêmes Libyens ne doivent pas franchir.

Ni Hissène Habré ni les Américains ne peuvent se satisfaire d'une telle décision. À la Maison-Blanche, on voudrait au contraire que les Français boutent les Libyens hors du Tchad et profitent même de leur avantage militaire pour se débarrasser une fois pour toutes de Kadhafi ! Bref, Washington aimerait que Paris fasse le travail à sa place. Mais Mitterrand, agacé par les pressions américaines, ne cède pas et ne dissimule pas son irritation lorsqu'il apprend que l'US Air Force a envoyé deux avions d'observation Awacs pour surveiller la frontière entre le Tchad et la Libye.

À l'évidence, la très prudente position française n'est pas longtemps tenable. D'autant qu'en janvier 1984, un avion Jaguar est abattu par un missile sol-air de fabrication soviétique vraisemblablement tiré par les Libyens. Paris décide aussitôt de déplacer de cent kilomètres au nord la ligne rouge. Quelques semaines plus tard, neuf militaires français qui examinaient une carcasse d'automitrailleuse sont tués. L'engin était piégé.

Cette dernière affaire provoque des grognements chez les militaires qui voudraient qu'on attaque les Libyens et considèrent que Manta ne sert à rien.

Mitterrand a dû arriver à la même conclusion puisque soudain, à la surprise générale, il annonce l'abandon de l'opération. A-t-il passé un accord secret de retrait mutuel avec Kadhafi ? En tout cas, si accord il y a eu, le Libyen, qui estime avoir été trompé en 1981, n'est pas décidé à le respecter.

Tchad (3) • l'imbroglio

Les forces armées libyennes demeurent donc l'arme au pied dans le nord du Tchad. Hissène Habré, qui échappe par ailleurs à un attentat organisé selon toute vraisemblance par les services secrets de Kadhafi, ne décolère pas. Et ce n'est pas l'annonce d'une prochaine rencontre entre le colonel et le président français qui était susceptible de le calmer !

Cette entrevue se déroule en Crète au mois de novembre 1984. Mais malgré les belles paroles qui sont échangées, Mitterrand se rend rapidement compte que Kadhafi n'a toujours pas l'intention d'évacuer le nord du Tchad. Pourtant, Paris se refuse encore à y mener une guerre. Certes, on promet à Hissène Habré qu'on ne le lâchera pas. Mais il n'est pas question d'aller plus loin, D'autant que des nouvelles très préoccupantes parviennent à Paris. L'armée tchadienne commandée par le général Idriss Déby aurait perpétré des massacres au sud afin de mater les codos (une abréviation pour « commandos »), des rebelles qui contestent le régime nordiste de Hissène Habré et sont considérés par N'Djamena comme étant des alliés objectifs de la guérilla du Nord dirigée par Weddeye. La brutale intervention de l'armée tchadienne a surtout touché les populations civiles : manifestement, il fallait terroriser tous ceux qui pouvaient être tentés de venir en aide aux rebelles.

La patrie des droits de l'homme, comme elle aime à s'appeler, peut difficilement approuver. Même si cette réprobation est teintée d'une grande hypocrisie. Car nous entretenons une garnison à N'Djamena et nos agents secrets sont toujours présents. Mais les exactions commises au sud permettent à Paris de justifier sa décision de ne pas s'engager militairement contre les Libyens.

Au début de l'année 1986, on assiste à une nouvelle offensive de Goukouni Weddeye qui franchit la fameuse ligne rouge. Paris peut difficilement laisser faire sans perdre la face. La seconde opération militaire française au Tchad, Épervier, est lancée. La France envoie des centaines d'hommes et de nombreux équipements militaires. Avec l'aide, il faut le souligner, de l'aviation américaine. À l'occasion, les États-Unis, trop contents d'aider la France, ne se privent pas de lui faire comprendre qu'elle manque cruellement de moyens de transport pour les interventions à longue distance.

Les dessous de la Françafrique

Lorsque les forces françaises sont à pied d'œuvre, nos chasseurs-bombardiers attaquent une base libyenne au nord du Tchad. Puis les troupes tchadiennes de Hissène Habré, puissamment aidées par les Français et les Américains, entrent en action. Elles vont peu à peu triompher des Libyens. Ça leur est d'autant plus facile qu'un surprenant renversement d'alliance — un de plus — se produit. Goukouni Weddeye se fâche avec Kadhafi et annonce son intention de se rapprocher de son vieux rival, Hissène Habré. Ce dernier gagne donc la guerre du Nord à la faveur de ce rebondissement.

En septembre 1987, le colonel Kadhafi est contraint de signer un cessez-le-feu. Ce qui met fin très provisoirement aux troubles.

Mais avant de voir la suite, il faut évoquer un point très curieux. Si les Français ont longtemps hésité à s'engager militairement, les Américains n'ont pas eu ce genre de scrupules. Aidant de plus en plus le régime de Hissène Habré (un soutien qui doit être mis en parallèle avec la volonté toujours plus affirmée du président Reagan de se débarrasser physiquement du colonel Kadhafi), ils ont aussi mis au point un programme très secret dont les Français n'auront connaissance que très tardivement. Il s'agissait de créer une véritable armée libyenne anti-Kadhafi, nom de code, Haftar, du nom de l'officier qui a été choisi pour commander cette armée secrète. Cette troupe, formée par des soldats libyens faits prisonniers, des hommes retournés et des exilés libyens en provenance de différents pays arabes, a été entraînée par des Bérêts verts américains et des agents de la CIA. Casernée près de N'Djamena, à la barbe des militaires français présents, elle a regroupé à peu près six cents combattants qui, parachutés ou infiltrés à partir de la Tunisie ou de l'Égypte, devaient participer à des opérations de déstabilisation en Libye.

Lorsque les Français apprendront bien plus tard l'existence de cette force, ils auront l'impression d'avoir été trahis par Hissène Habré. Ce ne sera pas sans conséquence sur le destin de ce dernier qui sera finalement lâché par Paris².

I. En 1986, les États-Unis bombarderont Tripoli et la résidence de Kadhafi. Mais le leader libyen en réchappera, au grand dam de Reagan.

Tchad (3) • l'imbroglio

2. L'ancien patron de la DGSE, Claude Silberzahn, confirme dans son livre, *At cœur du secret* (Fayard, 1995), que Paris a bien abandonné Habré parce qu'il avait trahi la France en « jouant dans son dos avec les Américains ».

Guy Penne, ancien conseiller pour les affaires africaines de François Mitterrand¹ :

Ce n'est qu'après la défaite d'Habré que Paris est informé de l'existence de la « force Haftar », les États-Unis veulent alors l'évacuer en toute hâte, car Kadhafi réclame à Idriss Déby ces « chiens errants » pour les châtier. L'armée française coopère à l'évacuation sur l'aérodrome de N'Djamena par deux avions américains C-141 qui conduiront les ex-soldats de Kadhafi au Nigeria et à Kamina, la base secrète de la CIA au Zaïre.

Malgré son échec Kadhafi ne renonce pas à se mêler des affaires tchadiennes. Ne serait-ce que parce que la question de la bande d'Aouzou est toujours en suspens et ne sera réglée qu'en 1994 par la Cour de justice internationale qui décidera que ce territoire appartient au Tchad.

Le cessez-le-feu est donc rapidement rompu par le bouillant colonel. Mais le Tchad et la Libye ne tardent pas à se rabibocher et rétablissent même leurs relations diplomatiques en 1988. Un apaisement bienvenu pour Hissène Habré qui a fort à faire dans son propre pays. Au sud, ça bouge toujours. Et le Nigeria n'y est pas vraiment étranger. Mais c'est à l'est que la situation est la plus préoccupante. De nombreux opposants ont trouvé refuge au-delà de la frontière avec le Soudan, c'est-à-dire au Darfour. Ils y sont comme chez eux car ils appartiennent aux mêmes ethnies que les populations autochtones.

Ces opposants sont presque naturellement soutenus par Kadhafi qui les équipe en matériels. Une aide qui leur permet d'effectuer de fréquentes incursions au Tchad.

En même temps, Hissène Habré gouverne d'une main de fer, emprisonne à tout-va et ordonne de nombreuses exécutions : sous son règne, plus de quarante mille Tchadiens sont éliminés. Ce qui ne manque pas de préoccuper Paris, complice indirect de ces exactions en

raison du soutien officiel que la France accorde au président tchadien. Mitterrand

I. Mémoires d'Afrique, entretiens avec Claude Wauthier, Fayard, 1999.

a beau demander au Tchadien d'instaurer le multipartisme dans son pays et de libéraliser son régime, celui-ci fait la sourde oreille et continue de liquider ses opposants.

Dans la meilleure tradition coloniale, les autorités françaises aimeraient bien se débarrasser de ce tyran sanguinaire. Mais il faut au préalable trouver l'homme qui le remplacera. Goukouni Weddeye est bien sûr le premier de la liste. D'autant que François Mitterrand a personnellement de la sympathie pour ce seigneur de la guerre. Mais le chef Toubou, après avoir vainement tenté de se réconcilier avec son éternel rival Habré, a trouvé refuge à Alger. Hors jeu, il ne jouera plus qu'un rôle marginal dans l'histoire de son pays.

L'homme qui vient ensuite se nomme Idriss Déby. Certes, ce chef d'état-major de l'armée tchadienne porte la responsabilité de la féroce répression de la guérilla sudiste. Mais il bénéficie de sympathies au sein de l'armée et des services de renseignement français. Déby, qui est un authentique guerrier, intrépide et courageux, a en effet suivi un stage en France à l'École de guerre et il a fait très bonne impression.

Il est donc tentant d'oublier ses forfaits ! Au nom de la raison d'État.

Idriss Déby tente une première fois sa chance en 1989. Conseiller du président Habré pour les affaires de sécurité et de défense, il est bien placé pour préparer un coup d'État. Il associe à sa tentative deux hommes qui ne sont pas moins bien placés. L'un est le chef de l'armée, l'autre est le ministre de l'Intérieur. Mais le complot est déjoué à temps par Hissène Habré. Les deux complices de Déby sont arrêtés. Lui-même parvient à s'enfuir à temps, passe la frontière soudanaise et se réfugie au Darfour où il rejoint des opposants membres d'une ethnie apparentée à la sienne, les Zaghawa. Il crée aussitôt un parti, le MPS, Mouvement patriotique du salut. Et trois semaines plus tard, on le retrouve à Tripoli, chez Kadhafi !

Cela permet à Hissène Habré, dès qu'il l'apprend, d'accuser la Libye de préparer une nouvelle attaque contre son pays. Et il en profite tout de suite pour demander à la France un renforcement du plan Épervier.

Tchad (3) • l'imbroglio

Paris accepte d'envoyer des hommes et des armes légères. Il s'agit de faire illusion car la France est plus que jamais décidée à se débarrasser de Habré qui n'est plus guère fréquentable en raison de ses multiples atteintes au respect des droits de l'homme.

Aussi la DGSE entretient-elle des rapports très étroits avec Idriss Déby, revenu au Soudan après son escapade libyenne. Un officier du service est même chargé de le coraquer ! Pour autant, peut-on faire confiance à un homme armé par Kadhafi qui s'est précipité à Tripoli dès qu'il a rompu avec Habré ? Déby, via cet officier de la DGSE, a donné des assurances. Non, il ne sera jamais un agent de la Libye. En outre, il est difficile d'oublier que Déby a été l'inventeur des raids éclairs contre les soldats de Kadhafi, ces rezzou de l'ère moderne effectués en pick-up 4x4.

De l'autre côté, les relations de la France avec le président tchadien se refroidissent. Lorsque Habré demande l'octroi d'une couverture aérienne offensive, pour riposter à une éventuelle attaque, on lui répond par une fin de non-recevoir. Le subtil président tchadien comprend aussitôt que Paris ne tardera pas à le lâcher et s'en plaint amèrement.

Son inquiétude est d'autant plus grande que Déby fait peser une pression de plus en plus insistante sur son régime. Le rebelle lance une première offensive à la fin 1989. Puis il récidive au printemps 1990. Et enfin, à la fin de cette même année, il lance un troisième assaut victorieux dans le sud-est du pays.

Malgré l'accord d'assistance militaire entre la France et le Tchad, le contingent français ne bouge pas alors même que l'offensive des rebelles, entreprise depuis le Darfour, aurait pu être considérée comme une agression extérieure. Ça signifie donc que la France a choisi définitivement Déby contre Habré.

Au reste, en dehors des reproches qui pouvaient être adressés à Habré en matière de droits de l'homme, notre pays avait aussi une autre bonne raison de l'abandonner. Déby avait en effet passé un accord secret avec Elf. Contre un appui du groupe pétrolier français, Déby s'était engagé à introduire Elf dans le consortium exclusivement anglo-saxon chargé de prospecter le sous-sol tchadien. Après la conclusion d'un tel accord, la messe était forcément dite !

Jean-Marc Balencie, Arnaud de la Grange ¹.

D'ethnie Bideyat (implantée dans l'Ennedi, donc au nord du Tchad), Idriss Déby est né en 1952. Après des études primaires coraniques puis secondaires « à la française », il intègre l'école d'officiers de N'Djamena en 1975 et opte pour l'armée de l'Air, effectuant plusieurs séjours de formation en France. La fin des années 1970, il rejoint les FAN, Forces armées du Nord, et devient rapidement l'un des principaux lieutenants de Habré. Il s'illustre à diverses reprises. C'est à lui que l'on doit le modèle de retrait en bon ordre de N'Djamena opéré par les FAN en décembre 1980. Moins de deux ans plus tard (et quelques batailles en plus), il dirige personnellement la première colonne des FAN rentrant victorieuse dans N'Djamena. Nommé colonel, il occupe durant la première moitié des années 1980 le poste de commandant en chef des FAN, puis approfondit ses compétences militaires en effectuant un stage à l'École supérieure de guerre à Paris en 1985-1986. En compagnie d'Hassan Djamouss, il est l'un des principaux artisans de la reconquête du nord du Tchad aux dépens de l'armée libyenne dans les années 1986-1987.

Habré comprend très vite qu'il a perdu la partie et n'attend pas l'entrée des troupes de Déby pour s'enfuir, non sans avoir préalablement raflé tout ce qui restait dans les caisses de l'État tchadien. Il se fixe d'abord au Cameroun puis au Sénégal où il séjourne toujours, malgré les charges qui pèsent sur lui et les plaintes déposées en particulier par une association de victimes de la torture. Sera-t-il jugé un jour² ? Certainement pas au Tchad où son successeur Idriss Déby n'a sans doute pas envie d'un tel procès qui risquerait de le mettre personnellement en cause en raison de sa longue proximité avec l'ancien dirigeant.

1. op. cit.

2. Néanmoins, la justice tchadienne vient de condamner Hissène Habré à mort par contumace. Mais ce sont les Sénégalais qui le jugeront la demande de l'Union

Tchad (3) • l'imbroglio

africaine : il est accusé de quarante mille assassinats et de deux cent mille cas de torture.

Idriss Déby a donc conquis le pouvoir. Après quelques désordres qui ont suivi l'entrée de ses troupes dans la capitale, il se fait nommer président de la République par le bureau politique de son parti, tandis que l'officier de la DGSE qui l'a chaperonné devient son conseiller spécial. Ses rapports avec la France sont alors excellents. D'autant qu'il a promis d'instaurer le multipartisme, ce qui permettra à Goukouni Weddeye de rentrer dans son pays.

Paris apprécie le changement. Deux mois à peine après sa prise de pouvoir, Idriss Déby est reçu à l'Élysée. Au cours de cet adoubement, le président Mitterrand lui promet que les forces françaises du plan Épervier demeureront sur place. Déby profite aussi de ce voyage pour rencontrer le patron de la DGSE à qui il demande que des agents français soient détachés à N'Djamena pour former ses propres services. Des espions coopérants en somme dont la présence garantit l'ancrage du Tchad à la France et permet accessoirement de tenir à distance les hommes de la CIA.

Cependant, le président tchadien est vite confronté à plusieurs difficultés. D'abord, Hissène Habré n'a pas renoncé. En octobre 1991, un premier complot, suivi d'un coup de force, est ourdi contre Déby, vraisemblablement à l'initiative de l'ancien dirigeant et avec la complicité du vice-président, qui est aussitôt limogé. Au début de l'année suivante, nouvelle tentative et nouvel échec. Conséquence immédiate : Paris décide de renforcer immédiatement le plan Épervier. La lune de miel continue.

Cependant, en dehors des complications que lui causent les partisans de Habré, Déby doit aussi faire face à la rébellion de plusieurs autres mouvements armés. Dans le Sud, l'agitation ethnique est presque permanente et dure depuis de longues années en raison de la traditionnelle animosité entre les agriculteurs et les nomades auxquels le président, un homme du Nord, est lié. Mais à l'ouest aussi, ça bouge, en particulier du côté du lac Tchad, en liaison avec les hommes de Hissène Habré. Et puis il y a le Nord où des tribus, nostalgiques de l'ère Weddeye, essaieront de ressusciter l'ancienne guérilla, le Frolinat, c'est-à-dire le Front de libération du Tchad.

Les dessous de la Françafrique

Sous Idriss Déby, le Tchad demeure donc un pays extrêmement violent où la rébellion fait souvent cause commune avec la criminalité.

Face à ces opposants armés, Idriss Déby réagit comme le seigneur de la guerre qu'il n'a jamais cessé d'être et frappe sans pitié tous ceux qui contestent son autorité ou qui sont simplement soupçonnés d'y penser un jour. Sans vouloir prendre sa défense, il faut bien reconnaître que l'existence dans son pays d'une dizaine de mouvements rebelles l'oblige peu à peu à se replier sur lui-même et ses frères ethniques, et à abandonner progressivement toute idée de faire évoluer la démocratisation.

Les Bideyat ne représentent pourtant que 1 % de la population tchadienne. Mais ils sont apparentés aux Zaghawa, une ethnie turbulente également minoritaire, présente à la fois au Tchad et au Darfour. Ce sont essentiellement ces derniers qui appuient Déby et se sont taillés de véritables fiefs dans l'appareil d'État et l'armée.

Mais ils soutiennent Déby comme la corde soutient le pendu. Surtout depuis qu'ils ont repoussé avec succès les partisans de Hissène Habré. Bras armés du régime, ils sont aussi les adversaires naturels de toute avancée démocratique et sont même capables de provoquer à l'occasion des dissidences armées afin de fragiliser le président et de renforcer par conséquent leur emprise sur le pouvoir. En outre, la suprématie de cette ethnie minoritaire dans un pays aussi divisé ne fait qu'exacerber l'hostilité des autres. C'est pourquoi le Tchad continue de s'enfoncer dans la guerre civile et la violence.

Toutefois, l'opinion internationale et Paris continuent à réclamer la démocratisation. Officiellement en tout cas. Car malgré toutes les dérives et les exactions du pouvoir, la France s'obstine à assister l'armée tchadienne et à entraîner la garde républicaine. Dans cette mesure, elle se rend donc complice des méthodes expéditives utilisées contre les opposants.

François-Xavier Verschave¹:

[L'auteur évoque un rapport d'Amnesty International de 1996.]

Les autorités françaises affirment que leur mission est de restructurer les forces de sécurité tchadiennes. Cependant,

I. Noir Procès, Les Arènes, 2001. Le livre de François-Xavier Verschave et Laurent Beccaria a été attaqué par Idriss Déby pour offense à chef d'État. Mais le président tchadien a été débouté.

au cours de la période étudiée [d'avril 1995 à octobre 1996], des exécutions extrajudiciaires, des viols, des arrestations arbitraires accompagnées de torture se sont poursuivies. Les autorités françaises ne peuvent pas ignorer que les véhicules tout terrain, le carburant, les moyens de transmission et les menottes livrés au titre de l'AA4T [Assistance militaire technique] ont été détournés de leur fonction initiale pour exécuter et torturer.

Manifestement, dans le cadre de l'AMT la question des droits de l'homme n'a pas sa place. Cela a été confirmé à la délégation d'Amnesty International à N'Djamena en avril 1996 par les autorités françaises qui ont affirmé que ce sujet n'était pas traité par ses instructeurs.

En 1993, Idriss Déby convoque néanmoins une Conférence nationale, une réunion de réconciliation dont l'ambition est de consacrer le multipartisme. Mais le président ne parvient pas à convaincre ses partenaires de sa volonté réformatrice. Un peu plus tard, en 1996, Déby organise une consultation électorale. Pour la première fois, les Tchadiens sont appelés à se prononcer par référendum sur le projet de Constitution nationale avant d'élire leur président. Le candidat Déby triomphe. Certes, le suffrage a été entaché de fraudes, certains leaders de l'opposition ayant été payés. Cependant seul le résultat compte : le vainqueur y a gagné pour un temps un vernis de respectabilité.

À l'automne 1997, le pouvoir tchadien se décide à en finir avec la rébellion sudiste. La garde présidentielle est envoyée là-bas et se conduit à son habitude avec la plus grande brutalité contre les civils, premières victimes de la répression.

Au début de 1998, un sudiste, le docteur Nahor, neveu d'Outel Bono, un opposant historique assassiné un quart de siècle plus tôt¹, enlève quatre Français. Il veut ainsi mettre en évidence le fait que notre pays est, volontairement ou pas, partie prenante de la répression. Notre

1. Voir chapitre XII.

ambassade entame aussitôt des négociations qui aboutissent rapidement à la libération des otages. Mais cette initiative irrite au plus haut point Idriss Déby : des étrangers, même français, n'ont pas à prendre langue avec des gens qui le contestent par les armes !

La deuxième fâcherie ne tarde pas. Toujours en 1998, le président tchadien demande que les forces aériennes françaises transportent ses propres troupes au sud. Paris, où Jospin est maintenant aux affaires, refuse car il ne veut pas intervenir dans les affaires intérieures du Tchad. Cette attitude provoque la colère de Déby qui expulse la vingtaine d'agents de la DGSE chargés d'entraîner la garde présidentielle.

Toutefois, même sans l'appui de l'aviation française, le pouvoir lance à nouveau ses forces contre les rebelles sudistes. Il s'ensuit de nouveaux massacres. Plusieurs chefs de village sont assassinés pour l'exemple. Les rares témoins signaleront l'exceptionnelle sauvagerie de ces soldats Zaghawa.

Ambiguïté de la cohabitation à la française, malgré l'expulsion de nos espions, le contingent français, fort de mille hommes, reste au Tchad. Le président Jacques Chirac, chef des armées, l'a promis à Idriss Déby. Pour l'Élysée, il est capital de conserver une importante force militaire au Tchad, surtout depuis qu'ont été évacuées les bases qu'entretenait la France en Centrafrique.

Quoi qu'il en soit, cette série d'incidents a affecté les rapports francotchadiens. D'autant qu'au sein du PS, les dirigeants sont de plus en plus nombreux à réclamer l'abandon du plan Épervier et donc le retour en France de nos troupes. Une position qui inquiète Déby alors même qu'un nouveau sujet de brouille surgit : fin 1999, Elf se retire du consortium pétrolier tchadien. Les raisons sont multiples. Il y a d'abord l'instabilité de la région où doit être extrait le pétrole, ce territoire du Sud où les troubles n'ont jamais cessé et qui sont d'ailleurs alimentés par la perspective de production de pétrole : les mouvements insurrectionnels redoutant que les nordistes au pouvoir n'accaparent cette future richesse. Elf, en abandonnant le Tchad, tient aussi compte de la situation géographique. Le pays est enclavé. Pour évacuer le pétrole jusque dans un port de la côte ouest de l'Afrique, il faut

Tchad (3) • l'imbroglio

construire un oléoduc de plus de mille kilomètres. Un surcoût considérable et un projet qui, à peine envisagé, provoque les protestations de plusieurs ONG qui dénoncent les menaces sur l'environnement, les risques de guerres civiles et de corruption, etc. Bref, tout ce que d'aucuns ont appelé la malédiction du pétrole et qui est particulièrement illustrée par la situation du Nigeria où non seulement le delta du Niger a été gravement pollué mais où la manne pétrolière n'a guère profité aux populations. C'est pourquoi Elf, devenu Total-Fina, préfère concentrer ses activités sur les gisements off-shore de l'Afrique de l'Ouest.

La décision de la compagnie française provoque donc une nouvelle colère du président tchadien, d'autant que c'est lui qui a introduit Elf dans son pays et qu'il a mis de grands espoirs dans cette ressource pétrolière qui pourrait aboutir à un doublement du budget national.

Déby se venge sur l'ambassadeur de France. Accusé d'avoir critiqué la politique présidentielle, le diplomate est soudain déclaré persona non grata.

En tout cas, le leader tchadien n'entend pas renoncer au projet d'oléoduc. Trois compagnies pétrolières sont prêtes se lancer dans l'aventure et forment un nouveau consortium composé de deux sociétés américaines, Exxon et Chevron, la troisième étant malaise. L'investissement est si considérable qu'elles font appel à la Banque mondiale. Mais pour la première fois dans l'histoire de l'industrie pétrolière, cette institution internationale exige la mise en place de garde-fous avant de donner son accord. Elle décide de subordonner son prêt des garanties apportées par l'État tchadien afin de s'assurer que les ressources du pétrole seront gérées de façon transparente et qu'elles seront réellement utilisées pour développer le pays et financer des services publics qui se trouvent au Tchad dans un état lamentable. Une vraie gageure dans un pays du tiers-monde !

La construction de l'oléoduc commence à la fin de l'an 2000 pour une mise en service programmée pour la mi-2003. En guise de bonne volonté, la société Exxon a versé à l'État tchadien un bonus de plusieurs millions de dollars. Mais alors que le FMI, le Fonds mondial international, est obligé de venir en aide au Tchad dont les populations souffrent de la famine, le pouvoir consacre ce bonus à l'achat d'armes.

Ce premier accroc aux conditions posées par la Banque mondiale conduit cette institution à affirmer qu'elle va intensifier sa supervision. Mais le peut-elle¹ ?

Les garanties exigées par la Banque mondiale ne concernent que les gisements situés dans le sud du Tchad. D'autres compagnies prospectent dans le nord et ne se sent nullement tenues par les accords destinés à contrôler les recettes pétrolières. D'autre part la construction de l'oléoduc et sa surveillance ont fait l'objet de fabuleux contrats qui ont donné lieu à des versements de pots-de-vin.

À ce propos, il faut observer que c'est une société de sécurité française qui a été chargée d'assurer la protection de l'oléoduc. Une façon déguisée pour nos services de reprendre pied au Tchad car cette entreprise est truffée d'anciens agents. Et une présence bienvenue au moment où les États-Unis poussent le Tchad à s'affranchir de la tutelle française. Les Américains qui exploitent le pétrole tchadien ont de nombreuses cartes en main. Ce sont eux, par exemple, qui désormais, équipent en partie l'armée tchadienne. Mais ils ont trouvé un argument supplémentaire pour investir le Tchad : la menace d'Al-Qaïda, à travers le GSPC, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, qui s'est signalé en enlevant des touristes allemands au Sahara et qui a déclaré depuis s'être affilié à la nébuleuse de l'organisation de Ben Laden². Ce groupe, issu du GIA algérien, évolue dans la zone du Sahel et donc également dans le nord du Tchad. Washington a décidé d'apporter un soutien considérable à tous les pays de la région afin que leurs armées luttent efficacement contre ces islamistes. Ce programme d'assistance militaire a pour objet la lutte globale contre le terrorisme mais surtout la sécurisation des sources d'énergie exploitées par les États-Unis en Afrique. À commencer par l'or noir, ce pétrole africain qui prend une place de plus en plus importante dans l'approvisionnement de l'Amérique.

1. La Banque mondiale, reprochant à Déby de ne pas tenir ses promesses, finit par lâcher le Tchad en septembre 2008, non sans avoir exigé le remboursement d'un prêt de cinq cents millions de dollars.

2. Voir *Le terrorisme islamique, Monsieur X* — Patrick Pesnot, collection « Les Dossiers secrets de Monsieur X », Nouveau Monde éditions, 2008.

Ainsi se trouve justifié l'interventionnisme américain en Afrique qui se traduit par la mise à l'écart progressive des anciennes puissances coloniales.

Autre sujet d'inquiétude pour le Tchad, la crise du Darfour¹. Les Zaghawa, attaqués par les supplétifs arabes soudanais, sont ethniquement apparentés aux hommes qui sont au pouvoir à N'Djamena et attendent donc du secours de la part du président Déby qui leur fournit des armes pour se défendre et les accueille par dizaines de milliers. Mais le président tchadien ne peut guère aller plus loin sans risquer d'ouvrir un conflit avec le Soudan. Une attitude prudente qui lui vaut quelques ennuis avec ses propres partisans.

C'est pour cette raison qu'en mai 2004, certains de ses proches auraient même tenté de le liquider. Mais les candidats putschistes n'auraient-ils pas plutôt essayé de débarquer Déby pour s'approprier les revenus du pétrole, la question du Darfour n'étant qu'un prétexte ? À moins que ce complot n'ait été purement et simplement inventé par le président pour calmer certains de ses partisans ? Quoi qu'il en soit, la question du Darfour demeure très embarrassante pour le Tchad et risque à terme de déstabiliser le régime. D'autant que les Américains, mais également les Chinois, s'impliquent fortement dans cette affaire. Au Darfour aussi, le sous-sol attire les convoitises des pétroliers.

Le dispositif Épervier, qui comprend une force aérienne et des éléments de nos troupes d'élite, demeure donc toujours en place. Paris y a même ajouté un contingent spécialement attaché à la protection rapprochée du président Idriss Déby. La France est par conséquent très engagée au Tchad. Beaucoup plus qu'elle ne le prétend. En 2006 déjà, avant la dernière offensive des rebelles et la rocambolesque aventure de l'Arche de Zoé², une colonne armée partie du Darfour marche sur N'Djamena. Aussitôt les avions français décollent. D'abord pour des missions de renseignement. Mais ce n'est qu'un début. Les Mirage effectuent des tirs de

1. Voir chapitre XXI.

2. Organisation humanitaire française accusée d'avoir voulu acheminer en France de prétendus orphelins du Darfour qui auraient été en fait des enfants tchadiens enlevés leurs familles.

Les dessous de la Françafrique

semonce pour dissuader les insurgés de continuer à avancer. Puis ce sont des Transall français qui transportent les forces loyales sur place.

Cette force militaire que nous mettons volontiers à la disposition du président Déby nous permet aussi d'intervenir chez le voisin centrafricain ¹lorsqu'il le faut.

Cependant, les autorités françaises l'ont abondamment clamé ces derniers temps, Déby a une légitimité : c'est un président élu. Formellement, en tout cas. En mai 2006, après avoir modifié la Constitution pour se présenter une fois de plus, Idriss Déby a été réélu avec un score soviétique. Les observateurs indépendants ont parlé de mascarade. Il n'empêche que Paris continue bon gré mal gré à soutenir cette relique de la Françafrique qui résiste encore à la voracité chinoise et américaine.

1. Voir chapitre IX.

Côte d'Ivoire : le miracle et le chaos

C'était apparemment le meilleur élève de la classe. Un pays donné en exemple dans un continent miné par la misère et les guerres. On avait même pu parler de « miracle ivoirien » tant cette ancienne colonie française avait accumulé les succès économiques en tout juste deux décennies après l'indépendance. Quant à son président, l'homme qui personnifiait son pays, Félix Houphouët-Boigny, il était présenté comme « le Sage de l'Afrique » ou encore « l'Homme de la paix ».

On sait aujourd'hui ce qu'il en est. Le pays a été momentanément coupé en deux et demeure à la merci d'une reprise des combats entre les rebelles et les forces gouvernementales. L'économie est dévastée et de nombreux Européens, ceux-là mêmes qui contribuaient à la prospérité du territoire, ont été contraints de fuir.

Alors que s'est-il passé ? Pourquoi ce pays réputé si calme, si hospitalier, a-t-il soudain basculé dans la violence ? En réalité, le ver était depuis longtemps dans le fruit. Mais une fois encore les responsabilités françaises sont évidentes, tant l'ancien colonisateur a été impliqué dans la politique ivoirienne.

Même l'un de ses adversaires politiques les plus résolus, Laurent Gbagbo, l'actuel président ivoirien, lui a rendu hommage à l'heure de sa mort. Il a parlé de la chute du « plus grand baobab ». Ainsi en France, lors de la disparition du général de Gaulle, avait-on évoqué « le chêne qu'on abat ». Une comparaison qui ne doit rien au hasard. Les deux hommes étaient proches, s'estimaient et entendaient pareillement incarner leur pays. Le « Vieux », comme on appelait familièrement le président Houphouët-Boigny, a régné pendant plus de trente ans sur la Côte d'Ivoire. Car avant même d'exercer officiellement le pouvoir, il a dominé la vie politique de son pays.

Des Français se sont installés sur la côte ivoirienne dès le XVIII^e siècle. Mais la véritable colonisation de l'intérieur commence au XIX^e siècle. Et comme ailleurs, elle est ponctuée de nombreuses violences

Les dessous de la Françafrique

contre les tribus qui refusent de se soumettre. Une pacification qui n'est rien moins que pacifique. Les derniers insurgés ne rendent les armes qu'au début du siècle suivant.

Pour fixer les frontières, le colonisateur n'a bien sûr pas tenu compte de la répartition ethnique des populations. Le résultat est un kaléidoscope ethnique¹ rassemblant artificiellement des gens qui n'avaient nulle envie de vivre ensemble et qui se sont souvent combattus. Cependant, pour simplifier, les spécialistes s'accordent à déterminer quatre grands ensembles. Mais ici ou là, on trouve des enclaves ethniques créées en fonction des migrations ou du développement économique.

Au sud-est se situent les Kwa, des populations venues du Ghana actuel, et parmi elles les Baoulé installés au cœur de la Côte d'Ivoire. Ce groupe ethnique jouera un grand rôle politique dans l'histoire du pays car beaucoup de dirigeants en seront issus. Au sud-ouest dominent les Krou et les Bété, les peuples de la forêt. Des populations qu'on retrouve aussi au Liberia et en Guinée. Ces deux ensembles animistes seront progressivement christianisés à la différence des deux autres qui ont été islamisés. Au nord-ouest résident les Malinké qui, comme leur nom l'indique, sont originaires du Mali. Ils ont longtemps dominé le commerce transsaharien et leurs chefs ont notamment alimenté la traite des esclaves. De l'autre côté, au nord-est, sont implantés les Sénoufo, des agriculteurs installés aussi en Haute-Volta, l'actuel Burkina Faso².

Il résulte donc de cette répartition ethnique que le Nord est plutôt musulman tandis que le Sud est chrétien même si l'imprégnation animiste demeure.

I. On estime généralement qu'il existe plus de soixante ethnies en Côte d'Ivoire.

2. Voir chapitre III.

La colonisation se traduit d'abord par le recours au travail forcé. Un impôt en nature qui est aussi une autre forme d'esclavage ou de servage ! Une situation dénoncée tant par le journaliste Albert Londres que par l'écrivain André Gide. De la même manière, des autochtones sont enrôlés de force dans le célèbre corps des tirailleurs sénégalais. Enfin, il faudrait aussi évoquer l'accaparement des terres par les grands propriétaires coloniaux. Autant de violations des droits de l'homme qui suscitent des protestations chez les colonisés les plus conscients et les plus aisés, parmi lesquels le jeune Félix Houphouët¹.

Il est né au début du xx^e siècle, ou peut-être un peu avant : chez les Baoulé il n'existe pas d'état civil. Issu d'une riche famille de propriétaires terriens et de chefs, il est appelé à le devenir aussi. Après s'être converti au catholicisme, il fait d'abord des études de médecine à Dakar. Trois petites années qui permettent de former ceux qu'on appelle non sans dédain des « médecins africains », c'est-à-dire des praticiens au rabais.

Houphouët sort premier de sa promotion et exerce quelque temps comme médecin auxiliaire. Mais il n'en oublie pas pour autant les intérêts de sa famille et de son pays. Dès le début des années 1930, Houphouët-Boigny prend la tête d'un mouvement de planteurs africains hostiles aux grands propriétaires blancs et à la politique économique du colonisateur qui les privilégie. Il publie dans une feuille socialiste métropolitaine un article intitulé : « On nous a trop volés ! »

Juste avant la Seconde Guerre mondiale, Houphouët succède à son frère et devient chef du canton de Yamoussoukro, son village natal. Cette chefferie traditionnelle dispose d'une réelle autorité sur la population. Cependant, son titulaire doit composer avec l'administration française, en particulier lorsque celle-ci ordonne des réquisitions de travailleurs. En même temps, grâce à un important héritage d'un oncle maternel, Houphouët devient l'un des plus importants planteurs africains.

1. Symboliquement, Félix Houphouët ajoutera Boigny à son nom, c'est-à-dire « bélier » en baoulé.

Les dessous de la Françafrique

Ce chef, qui n'hésitera jamais à revendiquer sa ruralité, est donc riche. Au fil des ans, il ne cessera d'arrondir sa pelote, On dira même, vers la fin de sa vie, qu'il était l'homme le plus riche d'Afrique.

En 1944, il crée le SAA, le Syndicat agricole africain, une organisation de planteurs naturellement anticolonialiste et antiraciste. C'est à cette époque qu'il s'engage vraiment dans le combat politique et devient Houphouët-Boigny. La conférence de Brazzaville de 1944 ayant prévu la représentation des colonies au Parlement, Houphouët-Boigny est élu fin 1945 député de la Côte d'Ivoire à l'Assemblée constituante française. Son syndicat donne naissance au Parti démocratique de Côte d'Ivoire, le PDCI, un parti qui sera toujours à sa dévotion. En 1946, nouvelle étape cruciale, il est à l'initiative d'une loi abolissant le travail forcé dans les colonies. Houphouët-Boigny, compagnon de route du parti communiste français, est alors considéré par les colons comme un homme dangereux, un agitateur.

À la fin des années 1940, son parti organise grèves et manifestations, autant d'actions violemment réprimées par le pouvoir colonial et causant de nombreux morts.

Riche planteur, Houphouët-Boigny n'est pas lui-même inquiet. D'ailleurs, il ne tarde pas à tourner casaque. Rompant avec les communistes, il se rapproche de la gauche modérée et adhère même à l'UDSR, le parti de François Mitterrand, un homme politique dont il sera toujours très proche.

Cette évolution s'explique aisément. S'il était proche des communistes, c'était à cause de leurs positions anticolonialistes. Chassés du gouvernement, ils ne lui sont plus utiles. En outre, la guerre froide ayant déjà commencé, Houphouët-Boigny a déjà choisi son camp, ce sera l'Ouest. Ce changement de position va de pair avec un autre revirement politique. Contrairement à la plupart des principaux leaders africains qui demandent une indépendance immédiate, il envisage désormais une transition en douceur au sein de l'ensemble français, sans rupture. Il préfère donc coopérer pour mieux préparer l'avenir. Houphouët-Boigny entretient des liens très étroits avec les milieux d'affaires, rassurés depuis qu'il s'est éloigné des communistes. Sa fortune est aussi un Côte d'Ivoire

• le miracle et le chaos

gage de tranquillité ! Dès 1957, il est le plus riche planteur de cacao et de café de Côte d'Ivoire.

Aux côtés de Gaston Defferre, Houphouët-Boigny travaille à l'élaboration de la loi-cadre qui prévoit l'autonomie des colonies. En même temps, il entre au gouvernement français et sera ministre sans interruption jusqu'en 1959. Il est donc naturellement l'interlocuteur ivoirien de Paris. Le seul !

Attaché au développement économique et à la modernisation, il estime maintenant qu'il ne peut arriver à ses fins qu'en préservant le lien filial que la Côte d'Ivoire entretient avec la métropole. Et c'est malgré lui qu'il proclamera l'indépendance de son pays en 1960.

Le Monde¹ :

Pressé par François Mitterrand, jeune ministre de la France d'outre-mer, qui veut faire accepter par les colons la nouvelle politique africaine, Houphouët est contraint de donner de multiples gages de collaboration à l'administration. Il ira jusqu'à dire, en 1955 : « Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'action utile en dehors de la Coopération. » Cette collaboration rapporte des dividendes. Même si les brimades administratives se poursuivent encore quelque temps, Houphouët remporte, en 1956, un très net succès électoral. Pourtant, encore une fois, il se trouve un peu à contre-courant, à l'époque de la loi-cadre et de la montée des nationalismes africains, au lendemain de Diên Biên Phu et des débuts de l'insurrection algérienne. Il n'est alors guère favorable à des réformes. En revanche, à l'époque où la Côte d'Ivoire est devenue la « vache à lait » de l'Afrique-Occidentale française, il se fait de plus en plus l'avocat des colons français locaux et des planteurs ivoiriens, en voulant jouer les seules cartes du territoire. Il ne tolère pas, en effet, que celui-ci « porte à bout de bras l'A-OF », et préconise « une adhésion directe de chaque État à la

I. Nécrologie publiée en 1993.

Communauté française Ce comportement sera désormais une constante chez celui qui, en 1960, après avoir été

Les dessous de la Françafrique
ministre du gouvernement français puis Premier ministre,
en avril 1959, du gouvernement ivoirien, devient le « père
de l'indépendance ».

S'il a proclamé du bout des lèvres l'indépendance de son pays, c'est que Félix Houphouët-Boigny rêve en réalité d'une véritable entité franco-africaine. Ce que le général de Gaulle appelle pour sa part la Communauté. Mais très vite d'autres pays africains, le Sénégal, le Mali ou encore Madagascar, obtiennent leur souveraineté internationale. Le dirigeant ivoirien ne peut être en reste. Toutefois, il refuse le fédéralisme que propose Senghor, son alter ego et rival sénégalais.

Au contraire, il entend instituer un dialogue singulier avec Paris et deviendra peu à peu l'homme de la France en Afrique. Il le prouve dès son élection à la présidence de la République en s'entourant de conseillers français. Son chef de cabinet, par exemple, Guy Nairay, qui restera auprès de lui jusqu'à sa mort en 1993, sera chargé de faire le lien avec Paris et donc Jacques Foccart, l'agent de la Françafrique à l'Élysée. Une appellation qui dit bien ce qu'elle veut dire et a d'ailleurs été inventée par Houphouët-Boigny avant d'être reprise plus tard par François-Xavier Verschave.

Pour autant, le président ivoirien est-il totalement inféodé à la France ? Ce n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Houphouët-Boigny n'est pas une marionnette. Il a besoin de la France. Mais la France a aussi besoin de lui pour conduire sa politique africaine. Pendant de longues années, Houphouët-Boigny est donc l'indispensable artisan des quelques coups tordus que la France suscite en Afrique francophone et ses voisins immédiats.

Au reste, le président ivoirien, de l'avis de tous ceux qui l'ont approché, est certainement l'un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique et l'homme le mieux renseigné. Un atout précieux pour son ami Foccart.

Si Houphouët-Boigny est tellement lié à la France, c'est qu'il y trouve aussi un intérêt sonnante et trébuchant sur un continent où, trop souvent, les dirigeants ont confondu les comptes de l'État avec les leurs. Au-delà de cet aspect, le leader ivoirien nourrit aussi de véritables ambi-

tions pour sa patrie. Ce libéral, au moins sur le plan économique, veut attirer des investisseurs chez lui, tant il est persuadé que ces capitalistes, attirés par les facilités qu'on leur offre, finiront par enrichir la Côte d'Ivoire et donc ses nationaux.

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, ce pays agricole qui dépendait étroitement de la France pour ses exportations était totalement sous-équipé : peu d'écoles et d'équipements collectifs, et pratiquement pas d'industrie. En ouvrant largement la Côte d'Ivoire aux investisseurs étrangers, essentiellement français, il fait donc le pari du libéralisme. Non sans clairvoyance, il proclame qu'il vaut mieux créer des richesses que de partager la misère. La Côte d'Ivoire, manquant non pas de bras mais de cadres, doit par conséquent attirer chez elle des hommes d'affaires et des gens compétents capables de développer le pays.

Sur le plan de la sécurité, Houphouët-Boigny n'est pas moins clairvoyant. Et d'abord parce qu'il se méfie instinctivement des militaires, trop souvent tentés par les coups de force. Aussi décide-t-il que l'armée ivoirienne sera réduite au minimum, qu'elle sera surveillée par le pouvoir politique, mais surtout par les troupes françaises qui resteront sur place et l'encadreront.

Et il est vrai que jusqu'en 1999, l'armée ivoirienne ne sortira de ses casernes que lorsque le pouvoir le lui demandera. Revers de la médaille, la sécurité de la Côte d'Ivoire dépend de l'armée française. Un traité entre les deux pays prévoit même que la France intervienne militairement si elle estime que ses intérêts sont menacés. En d'autres termes, la colonisation perdure mais Houphouët-Boigny n'en a cure tant il est persuadé que l'avenir de son pays réside dans une étroite coopération avec Paris.

Élu triomphalement président de la République, il a aussi pris soin de faire adopter une constitution taillée sa mesure. Le régime est donc présidentiel. Houphouët-Boigny peut décider de tout. Et, malgré la reconnaissance officielle du multipartisme, c'est en réalité le système du parti unique qui prévaut. Le parti du président, le PDCI, règne sans partage pendant des décennies. Toutefois, par prudence et à la différence d'autres chefs d'État africains, Houphouët-Boigny ne commet pas l'erreur de se faire nommer président à vie. Il n'en a d'ailleurs nul besoin puisqu'à chaque élection, tous les cinq ans, il est réélu sans

problème. Même si, lors du dernier scrutin, en 1990, il trouve en face de lui un opposant, Laurent Gbagbo, qui sera battu à plate couture.

Pour asseoir définitivement son pouvoir, Houphouët-Boigny doit aussi montrer qu'il est un homme à poigne. Dans un pays où il existe tant d'ethnies, il indique fermement qu'il ne tolérera aucune tentative sécessionniste. Lorsque le cas se présente, la petite armée ivoirienne intervient et elle est puissamment aidée par les marsouins français stationnés en Côte d'Ivoire. La répression est impitoyable : la tribu Sanwhi installée à la frontière ghanéenne est ainsi matée. Il en ira de même à l'ouest quand les Bété se révolteront. Il y aura des dizaines, peut-être même des centaines de morts. Mais personne ou presque n'en parlera. « Le Sage de l'Afrique », comme on l'appelle déjà, doit rester irréprochable. D'ailleurs n'a-t-il pas promis qu'il ne ferait jamais couler une goutte de sang ivoirien ? Aussi, grâce à son protecteur français, il fera en sorte d'étouffer cette malheureuse affaire qui s'est déroulée loin d'Abidjan, dans une zone de forêts.

À l'occasion, Houphouët-Boigny sait aussi agir avec un parfait machiavélisme. Dans les premières années de l'indépendance, certains autour de lui, et parmi eux des compagnons de toujours, critiquent le tout-libéralisme du président et sa subordination à la France. Houphouët-Boigny est bien décidé à leur montrer qu'il est le patron. Il invente donc des complots ! En 1959, alors même qu'il n'est pas encore président, il déclare qu'on a trouvé chez lui des fétiches maléfiques ! La preuve, affirme-t-il, qu'on veut l'assassiner ! Car incontestablement, Félix Houphouët-Boigny, bien qu'il fût catholique, croyait à la puissance de la magie africaine et il se dit qu'il en aurait lui-même usé contre ses ennemis.

Jacques Foccart ¹ :

[Son interlocuteur lui demande : « Houphouët-Boigny, redoutait-il autant les sorciers qu'on l'a dit ? »]

Il se tenait en garde contre toutes les menaces possibles. Condamnés à mort en 1964, Jean-Baptiste Mockey et Jean Konan Banny, qui sont redevenus ministres par la suite, étaient

I. op. cit.

accusés d'avoir préparé des fétiches contre le chef de l'État. Houphouët craignait d'autant plus les pratiques magiques qu'il les connaissait parfaitement. En 1973, des militaires ont été arrêtés pour complot et assassinat. Des féticheurs leur ayant prescrit de sacrifier cinq personnes, ils avaient tué cinq malheureux pêcheurs étrangers. Houphouët était outré pour deux raisons : parce qu'il y avait eu mort d'innocents et parce que, m'a-t-il confié, « c'était un détournement du sacrifice : selon la tradition, les victimes doivent être des personnes chères. »

Un personnage en particulier inquiète Houphouët-Boigny. Héros du combat politique pour l'indépendance et secrétaire général du PDCI, Jean-Baptiste Mockey est un homme qui monte et peut devenir un rival. Houphouët-Boigny prend les devants et entend le mettre la raison. Lui, mais aussi ses anciens compagnons de lutte devenus les dignitaires du régime. Le même soupçon (l'introduction de fétiches maléfiques dans les résidences d'Houphouët-Boigny) lui vaut d'être éloigné d'Abidjan. La sanction est légère : Mockey est nommé ambassadeur en Israël. De retour en Côte d'Ivoire en 1962, Mockey semble réhabilité. Mais Houphouët-Boigny remâche sa vengeance et paraît décidé à donner un coup de pied dans la fourmilière des ambitieux,

Un an plus tard, prenant prétexte du putsch qui vient de se produire au Togo¹ et qui secoue toute l'Afrique francophone, le président ivoirien met en œuvre une vaste épuration qui vise de prétendues menées subversives. En réalité, il n'en est rien, Houphouët-Boigny le reconnaîtra lui-même plus tard. Il n'empêche qu'une Cour de sûreté de l'État est créée. Non sans cynisme, la présidence est confiée à l'ennemi d'hier, Mockey : celui-ci peut difficilement refuser ce cadeau empoisonné qui annonce aussi son retour en grâce.

Une centaine de députés et ministres sont inculpés. Des milliers d'autres personnes sont jetées en prison. Les peines prononcées par cette cour spéciale sont très lourdes : treize condamnations à mort. Elles ne sont pas suivies d'exécutions. Mais il est évident que le président ivoi-

Les dessous de la Françafrique

1. Voir chapitre VII.

rien a frappé très fort et durablement inquiété ses opposants réels ou supposés tels. Quant à Mockey, l'homme qui a prononcé ces peines, il est à son tour arrêté et jeté en prison. Cependant, comme la plupart des hommes qu'il a fait condamner, il sera libéré au bout de quelques années et rejoindra même le gouvernement. Ce qui est une reconnaissance a posteriori de son innocence. Il n'en est pas allé de même pour d'autres condamnés, des jeunes gens qui auraient été torturés — l'un d'eux ayant même péri sous les coups. Toutefois, là encore, l'affaire ne s'ébruite pas. Les conseillers français de la présidence ont soigneusement aidé à tout verrouiller, comme ils ont vraisemblablement téléguidé cette manœuvre des faux complots.

En tout cas, grâce à cette mascarade judiciaire, Houphouët-Boigny, champion de la France et de l'Occident, a gagné des années de tranquillité. Comme l'a proclamé un auteur dramatique ivoirien : « Silence, on développe ! » Là est l'essentiel. On parle même de « miracle ivoirien ». Le PIB, le produit intérieur brut, est quintuplé en vingt ans. Les infrastructures du pays sont modernisées, l'agro-industrie est développée, et Abidjan se couvre de buildings tant le cacao et l'exploitation forestière rapportent d'argent.

Simultanément, l'espérance de vie augmente de façon spectaculaire, le taux de scolarisation aussi. Pourtant, déjà, les poisons qui aboutiront à la catastrophe de la fin du siècle sont semés. Des menaces pèsent d'abord sur le cacao, principale richesse du pays avec le café, le bois et le coton. Tant que la Côte d'Ivoire demeure le principal pays producteur et que le prix de la fève est élevé, le « miracle » se poursuit. Mais d'autres pays se mettent sur les rangs. À terme, la concurrence jouant, les prix risquent de baisser et la balance commerciale ivoirienne le payerait très cher.

Autre nuage inquiétant : les étrangers. Une économie qui se développe aussi vite, surtout dans le domaine agricole, a besoin d'une importante main-d'œuvre. Les paysans ivoiriens ne suffisent pas à la tâche. Par conséquent, il est fait appel à des étrangers. Originaires du Mali ou du Burkina Faso, ils sont accueillis très libéralement par le gouvernement d'Houphouët-Boigny qui leur accorde pratiquement les mêmes droits que ceux dont disposent les citoyens ivoiriens.

Dans une économie florissante, cet afflux de migrants ne pose aucune difficulté. Mais en cas de retournement de situation, les autochtones risquent de se retourner contre ces étrangers qui viennent « manger leur pain » et « prendre leur travail ». Et il est à craindre que cette réaction xénophobe classique ne soit un jour exploitée de façon démagogique et politicienne.

Enfin, derniers poisons : les dépenses de prestige ou « éléphants blancs », comme on les appelle là-bas. C'est-à-dire des investissements surdimensionnés qui accroissent la dette extérieure de la Côte d'Ivoire et favorisent la corruption. La fameuse basilique de Yamoussoukro est l'exemple le plus caricatural. Houphouët-Boigny a beau prétendre qu'il a payé de sa poche la construction de cette réplique de Saint-Pierre de Rome dans son village natal, il est certain que le Trésor ivoirien a aussi contribué à construire ce monument démesuré bâti en pleine brousse et qui a coûté la bagatelle d'un milliard et demi de francs. Une dépense si choquante que le pape a dû se faire tirer l'oreille pour venir consacrer l'édifice.

En tout cas, quand arrivera la crise économique mondiale au début des années 1980, ces poisons produiront leurs sinistres effets.

Auparavant, il faut souligner combien la Côte d'Ivoire a été « instrumentalisée » par la France. Il en a été ainsi lors de la crise guinéenne¹, lorsqu'il s'est agi de corriger Sékou Touré, l'homme qui avait osé dire non au général de Gaulle. Une provocation que Houphouët-Boigny a vécu comme une véritable insulte à son égard. Il en ira de même avec un autre voisin, le Ghana anglophone dont le dirigeant progressiste et panafricain Nkrumah provoque presque naturellement l'hostilité d'Houphouët-Boigny. La Côte d'Ivoire participera à toutes les tentatives de déstabilisation dirigées contre Nkrumah jusqu'à la chute de ce dernier en 1966. Autre intervention notoire de la Côte d'Ivoire dans les affaires intérieures d'un pays africain : la tragique aventure biafraise au Nigeria².

Toujours en liaison avec les services français et les réseaux Foccart, la Côte d'Ivoire a participé aux tentatives de déstabilisation du prési-

1. Voir chapitre VI.

2. Voir chapitre II.

dent Kérékou au Bénin, l'ancien Dahomey, un dirigeant qui avait eu le tort de se ranger dans le camp de l'Est. Et il faudrait encore évoquer la part prise par Houphouët-Boigny dans le putsch qui a abouti à la mort du dirigeant du Burkina Faso, Thomas Sankara¹.

Mais l'action sans doute la plus contestable de la Côte d'Ivoire, et donc de ses dirigeants, a eu lieu au Liberia. Français et Ivoiriens, de conserve, ont largement soutenu la rébellion puis la prise de pouvoir d'un seigneur de la guerre, Charles Taylor² Il s'en est suivi une guerre atroce qui a causé la mort d'au moins cent cinquante mille Libériens. Pour la Côte d'Ivoire, il y avait certainement la volonté de s'emparer d'une partie des formidables richesses de ce petit pays. Quant à la France, elle voyait là une belle occasion de prendre sa revanche sur les Anglo-Saxons après l'échec biafrais.

Il reste un aspect très particulier de la politique étrangère d'Houphouët-Boigny : les liens qu'il a entretenus envers et contre tous avec les dirigeants sud-africains malgré l'apartheid. « Le Sage de l'Afrique » a même reçu chez lui un Premier ministre sud-africain. Mais il n'y a qu'une explication : c'est à la demande de la France que Houphouët-Boigny a noué ces contacts, à l'instigation de Foccart qui était lui-même en odeur de sainteté en Afrique du Sud. Paris voulait, par l'intermédiaire de la Côte d'Ivoire, renforcer ses relations économiques avec le pays de l'apartheid. En toute discrétion, Abidjan s'est donc entremis.

Pierre Nandjui³.

Personnalité complexe du monde politique africain, rusé, superstitieux à l'extrême et intelligent, si l'on en juge par le rôle qu'il joua dans le démantèlement de l'unité de l'A-OF, de l'AEF et de l'Afrique dans son ensemble, M Houphouët-

1. Voir chapitre III.

2. Charles Taylor, ancien président libérien est aujourd'hui inculpé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Il s'est rendu tristement célèbre en recrutant des enfants-soldats coupables d'innombrables mutilations sur leurs adversaires ou considérés comme tels. Les guerres dans lesquelles il a été engagé (au Liberia et en

Côte d'Ivoire : le miracle et le chaos

Sierra Leone) ont eu surtout comme objectif l'extraction et le commerce des diamants (les « Blood diamonds »).

3. Houphouët-Boigny, l'homme de la France en Afrique, L'Harmattan, 2000.

Boigny n'a cessé de bénéficier, en toutes occasions, de la plus grande bienveillance des autorités françaises. C'est justement sur leur conseil qu'il laissa le développement de la Côte d'Ivoire aux bons soins des capitaux étrangers, qui ne pouvaient fructifier qu'à l'ombre de la stabilité politique. L'ordre lui a donc été donné de neutraliser toutes les forces susceptibles de contester ce plan de développement.

En réalité, les premières vraies fissures apparaissent dès 1990, alors même que Félix Houphouët-Boigny va être réélu contre le socialiste Laurent Gbagbo. De jeunes manifestants défilent dans Abidjan en criant : « Houphouët voleur ! », « Houphouët corrompu ! » Du jamais vu ni entendu ! Mais la situation économique de la Côte d'Ivoire est alors devenue désastreuse, essentiellement à cause de la chute des cours mondiaux du cacao. Le pays est au bord de la banqueroute. Pour sauver ce qui peut l'être, le Premier ministre, Alassane Ouattara, doit obéir aux injonctions des institutions financières internationales et imposer une sévère cure d'austérité, alors même que chacun peut constater la réalité des dépenses somptuaires engagées par le pouvoir : tous ces grattage de ciel qui ont poussé sur la lagune d'Abidjan quand la ville est encore cernée de bidonvilles, ou encore la transformation du village natal d'Houphouët-Boigny en un nouveau Brasilia.

Un an après les premières manifestations de jeunes, étudiants et lycéens descendent à nouveau dans la rue. Cette fois, c'en est trop : Houphouët-Boigny envoie ses paras-commandos occuper le campus de Yopougon. La répression est violente. Des jeunes filles sont violées et on compte deux morts.

Les militaires, à leur tour, prennent le relais de l'agitation, pour la première fois dans l'histoire du pays. En 1990, une centaine de soldats occupent l'aéroport et la télévision. Ces mécontents, ayant le sentiment d'être méprisés par le gouvernement qui leur préfère la gendarmerie, réclament de meilleures conditions de vie. Pour les calmer, le pouvoir leur fait passer quelques valises de billets et tout rentre dans l'ordre. Mais c'est un précédent dangereux. Les militaires sauront s'en souvenir.

Les dessous de la Françafrique

Deux ans plus tard, une unité d'élite basée à Yamoussoukro, devenue la capitale officielle de la Côte d'Ivoire, sort de sa caserne et occupe la rue. Les mutins réclament le paiement de leurs soldes. Une nouvelle fois, le gouvernement cède et leur concède quelques avantages. Les rebelles regagnent leur caserne. Toutefois l'alerte a été chaude. En même temps, l'état de santé du président ivoirien se dégrade. Houphouët-Boigny, soigné en France et en Suisse, gouverne, quand il le peut encore, à distance. Cette absence quasi permanente déchaîne la guerre des héritiers.

Au premier rang se situe bien entendu le Premier ministre, Alassane Ouattara. Ce personnage, ancien haut fonctionnaire international, né en Côte d'Ivoire, est d'origine burkinabé, une particularité qui prendra un peu plus tard une importance considérable.

Pendant, l'héritier naturel se nomme Henri Konan Bédié. En tant que président de l'Assemblée nationale, il est constitutionnellement appelé à succéder à Houphouët-Boigny si celui-ci meurt ou se trouve dans l'incapacité d'assumer ses fonctions. Soutenu par le parti présidentiel, le PDCI, il est en outre le favori du « Vieux ». Mais il existe aussi un troisième larron, le candidat défait en 1990 par Houphouët-Boigny, Laurent Gbagbo, l'éternel opposant de gauche. Une contestation qui a valu à ce professeur socialiste d'être jeté en prison à la suite des violentes manifestations du premier semestre 1992. Avec quelques centaines de ses partisans dont sa femme, Simone, il a été arrêté en vertu d'une loi anti-casseurs adoptée en toute hâte à l'initiative du Premier ministre. Il est pourtant gracié à l'occasion de l'un des rares et brefs retours au pays d'Houphouët-Boigny.

Cette fin de règne se déroule donc dans un climat explosif. Tout le monde pense à la succession même si personne n'ose en parler ouvertement. Fin décembre 1993, quand le Premier ministre prend connaissance de la gravité de l'état de santé du président, il obtient que celui-ci revienne en Côte d'Ivoire. Mais Houphouët-Boigny, moribond, ne quittera plus son palais de Yamoussoukro. Il est même maintenu artificiellement en vie tant que la question de la succession n'est pas réglée.

À défaut de pouvoir tenter un coup de force, les héritiers sont bien obligés de respecter la Constitution. Malgré la mauvaise humeur

d'Alassane Ouattara, Bédié assure donc l'intérim du pouvoir jusqu'à l'élection présidentielle prévue en 1995. Pour le plus grand malheur de la Côte d'Ivoire !

Outre le fait que Henri Konan Bédié ne jouit pas de l'autorité et du prestige d'un Houphouët-Boigny, la perspective de l'élection présidentielle aiguise les convoitises. Les clans, les tribus se réveillent. Le président intérimaire est même contesté jusque dans son propre parti. Ouattara en profite pour provoquer une scission et créer son propre mouvement le RDR, le Rassemblement des républicains. Politiquement affaibli, Bédié se replie sur son clan, celui des Baoulé et plus généralement de l'ethnie Akan, celle d'Houphouët-Boigny qui regroupe 40 % de la population ivoirienne.

Le président intérimaire profite de son pouvoir pour procéder à une véritable épuration ethnique au profit des siens. Dans le parti, l'armée, l'administration, tous ceux qui ne sont pas Baoulé sont chassés. Cette politique produit des effets détestables. Les autres ethnies, surtout celles du Nord qui sont islamisées et proches du Burkinabé d'origine Ouattara, grondent, Aux rivalités communautaires et géographiques s'ajoute donc un affrontement religieux alors que le « Vieux » — c'était l'un de ses mérites — avait toujours pris soin de sauvegarder la paix religieuse. Ainsi, bien qu'il fût catholique lui-même, il avait autorisé et même financé la création de mosquées dans les grandes villes du pays.

Bédié a donc soulevé le couvercle de la boîte de Pandore. Les conséquences seront gravissimes.

François-Xavier Verschave ¹:

Les adversaires de la Françafrique n'éprouvent pas une sympathie excessive pour le candidat Ouattara. C'est un grand ami d'Omar Bongo et de Martin Bouygues, dont le groupe s'est fait concéder quelques-uns des principaux services publics ivoiriens. Il apprécie les conseils du général Jeannou Lacaze. Il a choisi pour avocat l'apologiste attitré d'Eyadéma, Jacques Vergès, et comme communicant Max-Olivier Cahen, un expert-stataire de Mobutu. Sa rivalité avec Bédié est plus œdi-

Les dessous de la Françafrique

I. Noir Silence, Les Arènes, 2000.

Pienne que programmatique : tous deux guignaient la succession d'Houphouët. Le conseiller élyséen Michel Dupuch, alors ambassadeur à Abidjan, a fait pencher la balance.

Bédié, c'est certain, a tout à craindre d'une compétition avec Ouattara. Celui-ci est en effet le champion des hautes instances internationales qui font confiance à ce grand commis pour redresser la situation économique d'un pays en grande détresse. D'autre part, il est relativement populaire et bénéficie du soutien des musulmans dont la religion est devenue la première du pays. Par conséquent, si le président intérimaire veut gagner, il doit se débarrasser de ce personnage encombrant. Aussi a-t-il trouvé une arme diabolique : l'ivoirité, c'est-à-dire le concept d'appartenance à la communauté ivoirienne.

Avec l'aide de juristes français, Bédié mitonne une modification du code électoral. Désormais, pour être candidat à la présidence de la République, il faut être né de parents ivoiriens. Ouattara est donc exclu d'office.

La mesure est parfaitement fallacieuse car elle ne tient pas compte de l'histoire de la colonisation, du tracé arbitraire des frontières et de la réalité ethnique. Le cas de Ouattara en est une preuve vivante. Son père, un chef traditionnel, appartenait à une puissante ethnie nordiste, les Dioula, établie de part et d'autre de la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, ces deux pays n'étant d'ailleurs séparés que depuis 1947. Cela signifie que les membres de cette ethnie pouvaient être indifféremment ivoirien ou burkinabé.

Ouattara, né en Côte d'Ivoire, y a passé une partie de sa jeunesse. Mais il a bénéficié d'une bourse burkinabé pour aller faire ses études aux États-Unis et devenir ensuite un haut fonctionnaire international. Cependant, quand Houphouët-Boigny l'a appelé pour prendre la direction de la Banque centrale puis occuper le poste de Premier ministre, il en a fait un citoyen ivoirien.

C'est par conséquent un mauvais procès qui est fait contre Ouattara. Bédié réveille donc les démons tribaux pour des questions purement

politiciennes et jette l'opprobre sur toute une catégorie de la population, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas capables d'établir la preuve de leur ivoirité. Les mauvais Ivoiriens comme on va désormais les appeler, autant d'étrangers appelés par Houphouët-Boigny à venir travailler en Côte d'Ivoire.

Les peuples islamisés du Nord se sentent solidaires de tous ces ostracisés et ont le sentiment d'être rejetés eux aussi par les sudistes.

Le tribalisme gagne donc progressivement du terrain. Un véritable feu de brousse. C'est la première cause de la crise que connaît aujourd'hui la Côte d'Ivoire. Mais il n'y a pas que cet antagonisme entre le Sud et le Nord. À l'ouest, les Bété font remarquer qu'ils sont les premiers habitants de la Côte d'Ivoire. Et que les autres, les Akan, groupe auquel appartiennent les Baoulé, sont venus du Ghana. Ce sont donc des envahisseurs au même titre que les Dioula ou les Malinké issus du lointain Sahara. Ce tribalisme est fortement teinté de racisme et il n'est pas fortuit qu'un des intellectuels Bété qui propagent cette thèse soit un laudateur du Front national français !

Les antagonismes se traduisent rapidement sur le terrain. Fin 1994, par exemple, la police envahira la grande mosquée d'Abidjan au prétexte que les autorités religieuses soutiennent Alassane Ouattara. Lors des contrôles policiers, les papiers des hommes portant des noms à consonance musulmane seront systématiquement déchirés.

L'agonie d'Houphouët-Boigny a pris fin en décembre 1993. L'élection présidentielle peut avoir lieu. En vertu du nouveau code électoral, Ouattara est éliminé de la compétition. Il se refuse à essayer de passer en force. La lutte aura donc lieu entre Bédié et Gbagbo. Le climat est alors très tendu et on observe de nombreux actes de violence. Des bagarres éclatent entre les différents clans. On compte plusieurs morts. Dans ces conditions, et pour manifester une certaine solidarité avec Ouattara, Gbagbo appelle au boycott des élections.

Bédié sera donc mathématiquement élu. Mais juste avant le scrutin, un nouveau venu fait parler de lui : le chef d'état-major des forces ivoiriennes, un saint-cyrien, le général Gueï. Accusé de préparer un putsch, Gueï est embastillé tandis que Bédié est élu avec un score stalinien, plus de 90 % des voix. Mais c'est une victoire à la Pyrrhus car le pays est divisé et fragilisé.

Les dessous de la Françafrique

La crise ne manquera pas d'éclater un jour ou l'autre. D'autant que le régime ne donne guère de signes d'apaisement. Bien au contraire. L'économie stagne, la corruption progresse et le brûlot tribal, alimenté par une presse progouvernementale haineuse, produit ses funestes effets. Des travailleurs immigrés sont pourchassés à la machette, tombent sous les coups de leurs adversaires et fuient par milliers. Ceux qui restent, hommes, femmes et enfants sont tués par ces assassins qui ont subi la propagande des tenants de l'ivoirité.

Car ce sont des Ivoiriens aussi démunis qu'eux qui pourchassent ces malheureux. Des gens qui, poussés par la crise économique, reviennent dans leurs villages où ils constatent que des immigrés, souvent d'origine burkinabé, exploitent les terres qu'ils ont abandonnées.

Colette Braeckman, journaliste¹ •

Le PDCI forge alors le concept d'ivoirité, que M. Jean-Marie Le Pen nommerait « préférence nationale » : la Côte d'Ivoire aux Ivoiriens (de souche). Des intellectuels s'emploient à peaufiner un concept identitaire qui mène tout droit à la xénophobie et à l'exclusion.

Car il est vrai que le pays compte 26 % d'étrangers, originaires du Burkina Faso, du Mali et du Ghana. Employés dans les plantations de café et de cacao, ils ont assuré le développement du pays. Houphouët-Boigny après les avoir invités, les avait protégés, et les documents d'identité avaient été très libéralement distribués, à tel point que M. Gbagbo, alors principal opposant, dénonçait ce qu'il appelait « le bétail électoral ». En fait, la présence de ces travailleurs immigrés n'a posé problème qu'au moment où les ressources se sont raréfiées, où les fonctionnaires, nouveaux chômeurs à cause de l'ajustement structurel, sont rentrés au village et ont découvert que les terres ancestrales étaient mises en valeur par des étrangers : ces derniers s'en considéraient les propriétaires légitimes puisqu'ils les avaient achetées et défrichées.

1. Le Monde diplomatique, 2004.

La France, tutrice traditionnelle, se garde d'intervenir. Pourtant Paris est parfaitement informé grâce à nos services secrets toujours très

présents en Côte d'Ivoire. Grâce aussi à tous ces Français qui ont des intérêts là-bas et y font de formidables profits. Certes l'Élysée a essayé de calmer Bédié et les siens. Toutefois, Paris s'est surtout entremis auprès des institutions financières internationales pour alléger la considérable dette ivoirienne et venir en aide à la Côte d'Ivoire. Une initiative qui produit paradoxalement des effets néfastes car il en résulte des détournements de l'aide internationale. Ainsi, des dizaines de millions de dollars de fonds européens alloués par Bruxelles, destinés au secteur de la santé, disparaissent. Tant et si bien qu'en 1998, toutes les aides européennes sont suspendues. Les finances ivoiriennes sont alors exsangues et la situation politique empire encore dans la perspective d'une nouvelle élection présidentielle prévue en 2000.

Comme Ouattara entend revenir dans le jeu, il faut à nouveau édifier des pare-feu. À la hâte Bédié amende la Constitution. Désormais, le président peut différer l'élection à sa guise.

Ouattara, réfugié l'étranger, décide de revenir en Côte d'Ivoire. La tension monte encore d'un cran. Le propriétaire d'un journal d'opposition est abattu à bout portant. Un autre échappe à une fusillade. Quant à Ouattara lui-même, ayant osé montrer sa carte d'identité ivoirienne au cours d'un meeting, il est inculpé pour faux et usage de faux et trouve plus prudent d'aller trouver refuge à Paris. Mais ses sympathisants se mobilisent et manifestent. De violents incidents éclatent. Un prétexte pour le pouvoir qui en profite pour jeter en prison tous les dirigeants du parti de Ouattara, le RDR.

C'est alors que les militaires ivoiriens vont intervenir. Et Paris n'est sans doute pas étranger à cette action qui vise à éliminer un Bédié qui n'est décidément plus présentable ! Malgré les pressions qu'il subit, le président se refuse en effet à libérer les dirigeants du parti de Ouattara. Trois jours avant Noël 1999, de jeunes soldats apparaissent dans les rues d'Abidjan. Ils tirent quelques coups de feu en l'air. Pour le pouvoir, il n'y a pas vraiment de raisons de s'inquiéter. L'armée ne fait pas de politique. Et quand elle manifeste, c'est pour réclamer le paiement des soldes. Mais, pour reprendre une formule célèbre, il ne s'agit pas là d'une révolte mais d'une révolution.

Dès le lendemain, le général Gueï, l'ancien chef d'état-major limogé par Bédié, apparaît à la télévision. En uniforme, entouré de solides

gaillards bien armés, il annonce qu'une junte vient de prendre le pouvoir, sans effusion de sang. D'ailleurs, bientôt, on établit une comparaison avec la « révolution des œillets » au Portugal.

Bédié a beau lancer un appel à la résistance, il n'est pas entendu. Le putsch de Gueï est bien accueilli dans le pays, à l'exception bien sûr des Baoulé qui ont perdu leur champion.

Si les jeunes mutins sont allés sortir Gueï de sa retraite pour prendre la tête du mouvement, ils ont vraisemblablement agi à l'initiative de certains éléments de nos services secrets. Ou peut-être même d'officiers français présents en Côte d'Ivoire. Gueï, ancien saint-cyrien qui a fait l'École de guerre à Paris, est en effet très bien vu des cercles militaires français.

Paris a donc anticipé. On y savait que le régime ivoirien était prêt à tomber comme un fruit trop mûr. Mais il n'y a pas eu unanimité au sommet de l'État, en cette période de cohabitation ! Si, à l'Élysée, on a été tenté d'envoyer des renforts militaires pour sauver Bédié, à Matignon, au contraire, on a laissé faire. Quoi qu'il en soit, la France évacue discrètement Bédié et ne condamne pas. D'autant que le général Gueï, qui dénonce la corruption et l'appauvrissement de son pays, promet la tenue rapide d'élections libres et transparentes, ce que promettent tous les militaires qui arrivent au pouvoir. Mais le chef de la junte, lui, va tenir parole.

En attendant, pendant quelques mois, on peut penser que la Côte d'Ivoire va recouvrer la paix et en finir avec les conflits tribaux. Toutefois ce calme est trompeur.

D'abord parce qu'il y a eu un putsch, pour la première fois dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. Un précédent dangereux même si l'opinion s'accorde à penser que le régime de Bédié était détestable et devait être renversé. Ensuite, les poisons semés par le pouvoir ne peuvent pas disparaître d'un seul coup de baguette magique. Très vite, les conflits ethniques ne tardent pas à réapparaître.

Les jeunes soldats qui ont permis au général Gueï de s'emparer du pouvoir rivalisent pour obtenir les meilleures places dans la garde présidentielle. Bientôt cette compétition dégénère en conflit ethnique et religieux : chrétiens du Sud contre musulmans du Nord. Gueï, penchant plutôt du côté chrétien, déclenche la fureur des nordistes qui tentent

purement et simplement de se débarrasser du chef de la junte. Mais ils échouent. Résultat, Gueï ordonne une purge sévère. Certains sont capturés, torturés. Les autres fuient dans le nord du pays. On les retrouvera un peu plus tard à la tête du MPC, le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire, la future rébellion nordiste. Et parmi eux un personnage qui ne cessera de s'affirmer, le sergent Ibrahim Coulibaly qu'on n'appellera plus que « IB ».

L'élection présidentielle doit se dérouler à l'automne 2000. Le général Gueï, qui n'était là que pour ramener le calme, se sent pousser des ailes de candidat et se trouve un allié de circonstance en la personne de Laurent Gbagbo car tous deux sont décidés à éliminer Ouattara au nom du poison de l'ivoirité. Le socialiste Gbagbo s'est donc rallié lui aussi à ce concept nationaliste.

Les deux compères sont les deux seuls à pouvoir concourir, le général ayant trouvé des arguties juridiques pour empêcher Bédié, toujours en exil en France, de pouvoir se présenter. Mais ce faisant, Gbagbo et Gueï sont maintenant concurrents. Leur rivalité est féroce. Le socialiste, très bon tacticien, espère l'emporter. D'autant que la population ivoirienne est lassée des militaires et des excès de la garde rapprochée du général qui se croit tout permis. Mais Gbagbo peut craindre un coup de force électoral de Gueï. Ce qui finit par se produire. Constatant que son concurrent est en train de l'emporter dans les urnes, le général Gueï interrompt le décompte des voix, ordonne l'arrestation du président de la commission électorale et se proclame élu.

Gbagbo riposte en appelant les Ivoiriens à manifester contre ce nouveau putsch. Ils sont très nombreux à descendre dans la rue, malgré les bandes de Gueï qui tirent sur la foule ou jettent des manifestants dans la lagune où ils se noient. Toutefois, le socialiste dispose du soutien de la gendarmerie. Le général, se rendant compte qu'il a perdu, regagne son village tandis que Gbagbo est proclamé vainqueur de l'élection présidentielle.

Mais ce n'est pas la paix.

Les partisans de Ouattara estiment que leur candidat a été scandaleusement évincé de la compétition. Ils réclament donc de nouvelles élections.

Les dessous de la Françafrique

Le jour même où le président Gbagbo prête serment, de jeunes partisans de Ouattara se mettent en marche vers le centre-ville d'Abidjan. Les gendarmes ivoiriens opèrent préventivement des rafles dans les bidonvilles et embarquent des musulmans et des étrangers, Maliens, Burkinabés, Guinéens, etc. Dans une cour où habitent des Dioula, l'ethnie du Nord dont est originaire Ouattara, il se produit une rixe entre les gendarmes et les habitants. Un militaire est tué ! Dès que la nouvelle est connue à l'état-major, les gendarmes décident d'opérer des représailles. Un véritable massacre : cinq cents nordistes sont tués. On retrouvera les cadavres d'une soixante d'entre eux enterrés dans un charnier à Yopougon.

Après un tel drame, il est difficile de prêcher la paix et la réconciliation, d'autant que peu après Ouattara est interdit de participer aux élections législatives. Ce qui provoque de nouveaux heurts très violents entre ses partisans et les gendarmes. Désormais dans la moitié nord du pays, des Ivoiriens évoquent ouvertement la partition du pays.

Gbagbo ne fait pas grand-chose pour calmer le jeu. Quelques semaines plus tard, au début de 2001, des militaires Dioula tentent un putsch. Ils échouent après une bataille de plusieurs heures qui les oppose aux gendarmes. Mais ils parviennent à s'enfuir au Burkina Faso.

La suite est connue. Les troupes rebelles triomphent dans le nord du pays, le général Guëi est assassiné. Et dans un pays au bord de la sécession, Paris envoie des troupes. L'Opération Licorne doit d'abord consister en une force d'interposition. Un instant, les accords de Marcoussis laissent espérer la paix. Mais ils ne sont jamais vraiment appliqués.

Puis il y a l'attaque aérienne d'un camp français à Bouaké. Neuf militaires français sont tués. Le président Gbagbo est soupçonné d'avoir commandité l'opération. Mais l'enquête, tant du côté français qu'ivoirien, piétine et se heurte de part et d'autre à la raison d'État. En tout cas la riposte de l'armée française est foudroyante : elle anéantit la modeste aviation ivoirienne, ce qui provoque une vive réaction des « Jeunes Patriotes », un mouvement très proche de l'épouse de Laurent Gbagbo. Ces bandes sèment la terreur chez les expatriés, nos compatriotes installés depuis parfois très longtemps en Côte d'Ivoire et qui fuient en nombre vers la mère patrie.

Ce terrible début de siècle voit aussi l'assassinat du journaliste de RFI Jean Hélène et la disparition de l'un de ses confrères, Guy-André Kieffer, très certainement assassiné par des proches de la présidence parce qu'il en savait trop sur la corruption des cercles proches du pouvoir, mais également sur l'utilisation des revenus du cacao pour acheter des armes.

Quel a été le rôle du Burkina Faso, dans ces événements ? À maintes reprises, il a été accusé d'ingérence. Et il est vrai que les dirigeants burkinabés se sentaient d'emblée proches de ces nordistes qui appartenaient aux mêmes ethnies que les leurs. En outre, rien n'empêchait Ouagadougou d'envisager un jour une modification des frontières à son profit.

Ce qui est certain, c'est que le Burkina Faso a fourni aux rebelles une hospitalité très confortable. Et on ne peut pas ne pas s'interroger sur la qualité de l'équipement de ces mêmes rebelles lorsqu'ils ont traversé la frontière burkinabé pour venir combattre en Côte d'Ivoire. D'où venait l'argent ? Le Burkina Faso a-t-il financé seul ces équipements ? Ou d'autres pays africains qui voulaient déstabiliser la Côte d'Ivoire ont-ils ouvert leur porte-monnaie ?

Nombreux étaient en effet ces États africains qui auraient bien voulu reprendre le rôle de la Côte d'Ivoire, chouchou de l'ancien colonisateur. Quant à celui-ci, généralement bien informé, il a été beaucoup plus impliqué qu'il ne l'a prétendu.

Première constatation : les services secrets français ne pouvaient pas ignorer les préparatifs des rebelles présents au Burkina Faso. C'était suffisamment voyant. Par conséquent, l'armée française, qui, au nom des traités passés avec la Côte d'Ivoire, était responsable de sa sécurité, aurait très bien pu se prépositionner, comme on dit dans le jargon militaire. C'est-à-dire empêcher l'action des rebelles ou, au minimum, la limiter.

La France a donc probablement laissé faire. L'explication tient dans une déclaration de Laurent Gbagbo. À peine arrivé au pouvoir, il affirme

Les dessous de la Françafrique

qu'il veut ouvrir le marché national. La Côte d'Ivoire ne doit plus être la chasse gardée de la France. Et il cligne de l'œil en direction des États-Unis où, depuis longtemps, on veut tailler des croupières aux Français en Afrique.

À Paris, les propos du président ivoirien sont reçus très défavorablement. Alors de là à penser qu'on n'a pas été mécontent de voir le pouvoir de Gbagbo menacé par les rebelles. . . Un chantage dont Paris détenait peut-être les clés.

Il faut simplement observer que depuis, les grandes entreprises françaises, Bouygues, EDF, France-Télécom, Bolloré, etc., ont signé de très juteux contrats avec la Côte d'Ivoire. Et sont donc revenues en force dans le pays. Comme si Gbagbo avait reçu le message.

Mais il reste que la Côte d'Ivoire demeure un État fragile où, à tous moments, la guerre peut reprendre malgré la réconciliation intervenue entre les belligérants. Et même si les tensions locales se sont aujourd'hui déplacées vers le centre de l'Afrique.

Laurent Gbagbo, longtemps soupçonné de vouloir reporter ad vitam aeternam l'élection présidentielle, a enfin fixé la date du scrutin à la fin du mois de novembre 2008. Et, parallèlement, pour donner satisfaction aux instances internationales et apparaître dans son propre pays comme le « Monsieur Propre » de la Côte d'Ivoire, il a donné un grand coup de balai dans la filière cacao, allant même jusqu'à jeter en prison des notables de son propre parti. Mais jusqu'où pourra aller cette opération vérité, puisque dans son entourage proche des personnes sont suspectées d'avoir participé à l'élimination physique du journaliste Guy André Kieffer, coupable à leurs yeux de s'intéresser de trop près au commerce des précieuses fèves, et que la propre épouse du président, Simone Gbagbo, refuse toujours de déférer aux convocations du juge d'instruction français chargé d'enquêter sur cette mystérieuse affaire ?

Ex-Congo belge : 1) Rapt en plein ciel

Moïse Tschombé, qui avait une fâcheuse tendance confondre les comptes en banque de son pays avec les siens (tout comme son ennemi et successeur Mobutu), était aussi un homme d'État : un des premiers qui soient apparus dans cette Afrique tourmentée par les soubresauts de l'indépendance.

Qui était vraiment ce Monsieur Tiroir-Caisse » dont le visage lunaire et souvent hilare a régulièrement fait la une des journaux entre 1960 et 1967, l'année de son enlèvement ? C'était d'abord un chef coutumier katangais, originaire de la lignée royale des Lunda. Une famille très riche qui possédait des plantations et une chaîne de magasins de détail. Après des études primaires et secondaires dans une mission méthodiste, Tschombé, très vite, s'intéresse à la politique. L'administration coloniale belge, mais surtout les dirigeants locaux de la puissante Union minière du Haut-Katanga, ont immédiatement repéré ce jeune homme intelligent et doué, élégant. Alors que l'indépendance du Congo apparaît comme inéluctable, ils misent sur Tschombé en espérant qu'il saura préserver au mieux leurs intérêts économiques.

Effectivement, en 1960, quelques jours seulement après la déclaration d'indépendance, la province du Katanga, dont Tschombé est le président, fait sécession. Une sécession préparée de longue date et qui permet au Katanga de ne pas partager ses immenses richesses avec les autres provinces. Pour le plus grand profit de l'Union minière. Et pour le plus grand malheur du Congo, puisque cette sécession marque le début d'une suite pratiquement ininterrompue de troubles et de conflits qui vont ensanglanter le pays jusqu'à nos jours. C'est en tout cas à cette époque que Tschombé gagne son surnom de « Monsieur Tiroir-Caisse ¹ ».

La suite de la carrière politique de Tschombé est une succession assez étonnante de succès et de défaites, de triomphes et d'emprisonnements ou d'exils. Sans oublier l'assassinat de Patrice Lumumba dont il porte directement la responsabilité avec son allié d'alors, le colonel Mobutu Sese Seko. En juin 1964, Tschombé est spectaculairement rappelé au pouvoir. Mais en octobre 1965, son ex-ami Mobutu, chef de l'armée, le chasse et prend les rênes de l'État. Un règne qui durera trente-deux ans.

Tschombé, lui, ne reverra jamais le Congo. Mais, exilé en Espagne, il ne cesse de rêver à son retour. Jusqu'à ce jour de 1967 où il est enlevé.

Même en exil, Tschombé demeure une menace pour Mobutu. A-t-il les moyens de reprendre le pouvoir ? En tout cas il en a la possibilité financière ! Le Congolais est riche, immensément riche. D'autre part, il appartient à une famille fortunée qui règne sur une tribu installée au Katanga mais aussi de l'autre côté de la frontière, en Angola. Une situation qui lui permet d'imaginer une reconquête du Katanga, à partir de cette base arrière.

Ses troupes, les fameux gendarmes katangais, sont certes partis en exil. Mais ils peuvent à tout moment revenir. En 1966, ils ont même tenté une première fois de reconquérir le Katanga, tentative durement réprimée par Mobutu. Tschombé, qui se trouvait bien sûr derrière cette tentative, a donc gardé toute son influence sur ces hommes dont il est traditionnellement le chef en vertu de sa naissance royale. Mais il ne peut compter uniquement sur ces soldats, qui sont souvent de piètres combattants. Il commence par conséquent à recruter des mercenaires. Les anciens « affreux », Français, Belges, Anglais, se trouvent au chômage et brûlent de reprendre du service, à condition d'être bien payés.

D'autre part, Tschombé ne manque pas d'alliés. Son ennemi Mobutu (installé au pouvoir par la CIA) est une créature des Américains. Une

I. Voir chapitre XV.

I)

protection qui lui attire des inimitiés. Les Belges considèrent que l'arrivée des Américains représente une menace pour leurs intérêts économiques, d'autant que Mobutu a annoncé son intention de nationaliser l'Union minière. Mais il y a aussi les Français que rien de ce qui touche l'Afrique francophone ne peut laisser indifférents. Malgré la tache de l'assassinat de Lumumba¹, Paris continue d'aider en sous-main l'ex-président katangais. D'autant que l'ascension de Mobutu, l'homme des Américains, irrite. En Afrique, la concurrence est déjà rude entre les États-Unis et la France.

Enfin, parmi les alliés de Moïse Tschombé se trouvent toujours les protagonistes de la conspiration qui a abouti à l'assassinat de Dag Hammarskjöld, le secrétaire général de l'ONU. Ils sont toujours là, ils n'ont pas renoncé, et ils bénéficient toujours du soutien de l'Afrique du Sud et des Portugais. Une fois de plus, ils pensent que Tschombé peut être l'homme qui leur permettra d'édifier un Katanga indépendant, farouchement anticommuniste et dominé par le pouvoir blanc.

Patrice Chairoff² :

[Cet auteur au passé plutôt trouble évoque la tentative de Tschombé de revenir au Congo. Il s'agissait d'un plan de reconquête, le plan Kérillis, mis au point par le Congolais et l'un de ses conseillers, professeur à l'université de Liège, M. Clemens.]

Conscient de la carence de son entourage, le leader katangais a fait appel à une centrale contre-révolutionnaire, basée à Lisbonne, dont la raison d'être est d'opposer à l'appareil subversif de la Tricontinentale du tiers-monde une autre Tricontinentale, musclée, offensive, résolument anticommuniste, décidée à agir sur tous les théâtres d'opération contre les forces marxistes, qu'elles soient d'obédience chinoise, castriste ou soviétique. C'est la centrale camouflée sous les activités

1. Voir note page 45.

2. Ex-membre du SAC, auteur de B. .. comme barbouzes, Alain Moreau, 1975.

Les dessous de la Françafrique

de l'agence Aginter-Press dirigée par un activistefrançais, Yves Guérin-Sérac, alias Yves Guillou, alias Ralf.

[Plus loin, Chairoff écrit encore Le professeur Clemens organise le recrutement à travers l'Europe de plusieurs centaines de mercenaires regroupés sur les bords du Tage. L'encadrement est assuré par une pléiade d'anciens officiers et sous-officiers français ayant l'expérience des conflits indochinois et algérien, ainsi que par des spécialistes portugais de la guerre révolutionnaire démobilisés sur instructions spéciales de la DGS, la direction générale de la Sécurité du gouvernement portugais et enrôlés à titre individuel.

Dans les coulisses, la lutte est féroce. En exil en Espagne, Tschombé complot. Ses manœuvres ne passent pas inaperçues : son ennemi mortel, Mobutu, n'ignore rien de ce qu'il trame. Grâce à la CIA, parfaitement renseigné, celui-ci envoie un signal très précis son rival : au printemps 1967, il le fait condamner à mort par contumace pour haute trahison ! Un tel verdict n'est pas susceptible de faire l'objet d'un appel. Tschombé est prévenu : s'il est capturé sur le territoire de l'ancien Congo belge, il sera immédiatement mis à mort.

Cela ne l'empêche pas de continuer à conspirer. Il est bien décidé à prendre sa revanche, quels que soient les risques encourus. Désormais, une lutte à mort oppose les deux hommes.

Mobutu commence par envoyer en Espagne des commandos chargés d'assassiner Tschombé. Mais celui-ci est bien protégé par ses propres gardes du corps et également par la police franquiste. En outre, il est d'une méfiance quasi malade. Celui qui réussira à le capturer devra donc agir par la ruse et ne pas compter son temps. Il lui faudra aussi gagner la confiance de sa cible et disposer d'une organisation et d'hommes déterminés.

Francis Bodenan, ancien croupier, fricote depuis longtemps avec les services secrets. Il a fait parler de lui dans les années 1950 lorsqu'il a été arrêté pour une affaire grave, un double assassinat commis dans la région de Montfort-l'Amaury. Les victimes étaient deux trafiquants avec lesquels il magouillait. Ensemble, les trois margouilins avaient tenté de

I)

revendre l'armée des stocks de graisse périmés. Une escroquerie relativement banale qui aurait mal tourné. Bodenan aurait donc tué ses complices, sans doute à la suite d'une dispute. Une version assez peu crédible : ce mauvais garçon avait déjà été recruté par le Sdece. Un occasionnel, engagé pour accomplir le sale boulot et surtout pour ne pas mouiller le service en cas de pépin ! À ses côtés se trouvait alors l'un de ses amis, Jo Attia, ancien déporté, grande gueule, figure légendaire du Milieu et barbouze notoire.

Attia et Bodenan ont d'abord collaboré à Tanger. Port franc et zone internationale, c'était alors la capitale des gangsters et des espions. À noter qu'à la même époque le chef d'escala d'Air France à Tanger et correspondant du Sdece s'appelait Antoine Lopez. .. Celui-là même qui jouera un rôle éminent dans la disparition de Ben Barka !

Au moment où éclate l'affaire de Montfort-l'Amaury, Attia vient d'être incarcéré à Tanger après avoir lamentablement raté une opération commanditée par le Sdece : un attentat contre le chef de l'Istiqlal, un mouvement nationaliste marocain.

Arrêté pour le double meurtre de ses deux complices, Bodenan se défend en prétendant qu'il était en mission pour le Sdece. Mais il refuse d'en dire plus en arguant qu'il n'a pas le droit de parler. Sa défense paraît peu crédible en dépit du fait que la justice établit que l'ancien croupier est réellement en contact avec les services secrets. Donc il n'affabule pas et ne ment qu'à moitié. Son procès où s'affrontent quelques ténors du barreau, dont Maître Floriot, l'avocat de Bodenan, ressort de la bouffonnerie. Non pas à cause du système de défense de l'accusé mais à cause d'Attia qui, malgré son incarcération au Maroc, s'accuse dès qu'il apprend que Bodenan est inculpé pour le double meurtre de Montfort-l'Amaury : « C'est moi, c'est pas Bodenan ! »

En réalité, Attia veut simplement obtenir son extradition en France... Et il y réussit. Cependant l'instruction montre très rapidement qu'Attia n'est pour rien dans cette affaire.

Bodenan est finalement condamné à douze ans de réclusion. Pour un double meurtre, ce n'est pas trop cher payé : à l'époque, la guillotine était encore en service !

Les dessous de la Françafrique

L'escroc purge une partie de sa peine. Libre, il s'évanouit dans la nature. Quand il réapparaît, il porte beau et, manifestement, dispose de moyens financiers considérables.

Que s'est-il donc passé entre-temps ? Mystère. Mais en tout cas, c'est vrai, le personnage s'est métamorphosé. Il joue à l'homme d'affaires et voyage beaucoup en Afrique. Il donne le change quand on lui pose des questions et petit à petit construit son nouveau personnage. Bodenan tisse sa toile patiemment. Son objectif : Moïse Tschombé !

Pour commencer, il prend contact avec un nommé Sigal. Charles Sigal est un avocat d'affaires bruxellois. Bodenan se présente en tant que fondé de pouvoir d'une société suisse, la Sedefi, un holding dont le P-DG est un riche Américain. Cette société Sedefi a l'intention de créer une filiale européenne de financement. Il est proposé à l'avocat de rédiger ses statuts.

Sigal est aussitôt intéressé et apprécie le sérieux de son interlocuteur et client. D'autres affaires suivent. Manifestement, Bodenan dispose de fonds importants. L'avocat se félicite de cette rencontre et ne se méfie à aucun moment. Et d'ailleurs pourquoi se méfierait-il ? L'homme a du répondant, des relations solides avec des groupes sud-africains, des projets immobiliers importants en Espagne où il semble très bien introduit dans les milieux gouvernementaux. L'affaire paraît saine. N'importe qui s'y serait laissé prendre.

Bodenan entretient alors Charles Sigal d'un nouveau projet : la Sedefi veut créer un vaste mouvement panafricain, une organisation non politique dont l'ambition est de pacifier l'Afrique et d'encourager son développement tant économique que moral en favorisant l'entraide et la fraternité...

Bizarre, utopique ? Pas sûr. Bodenan ne cache pas à l'avocat qu'il ne s'agit pas seulement de philanthropie. En effet, précise-t-il, si ce mouvement parvenait à ses fins, nul doute que les financiers internationaux s'intéresseraient enfin à l'Afrique et y investiraient des sommes colossales. C'est un langage qu'un avocat d'affaires peut comprendre ! Enfin Bodenan pousse son dernier pion : à la tête d'un mouvement aussi ambitieux, il faudrait une personnalité africaine de premier plan.

1)

Ex-Congo belge : Rapt en plein ciel

Malin, le Français laisse Charles Sigal penser de lui-même à Moïse Tschombé. Mais Sigal peut-il approcher l'ancien dirigeant congolais ? Si l'avocat n'est pas en relation directe avec Tschombé, il se trouve qu'un de ses bons amis, lui, le connaît très bien. Il est évident que si Bodenan a ferré Sigal, c'est parce qu'il le savait très lié à ce proche du Congolais.

Ce nouveau partenaire est un certain Marcel Hambursin. Belge, lui aussi, il a participé à l'aventure katangaise. Financier, il est un conseiller influent de Tschombé, à qui il doit d'ailleurs beaucoup d'argent.

C'est donc cet homme qui est chargé de préparer le contact entre Tschombé et Bodenan. D'emblée, « Monsieur Tiroir-caisse » est séduit. Il faut dire que Hambursin a su trouver les mots qui touchent : il a affirmé au politicien congolais qu'une somme considérable — plusieurs millions de dollars — serait mise immédiatement à la disposition du mouvement dès sa création officielle. Une somme que lui, Tschombé, sera chargé de répartir... On ne pouvait pas lui parler plus agréablement car il imagine aussitôt la possibilité de se servir au passage.

Un rendez-vous est donc immédiatement pris entre le « généreux » Bodenan et le cupide Tschombé.

Ils se rencontrent en Espagne où Tschombé se sent en sécurité. On se voit, on discute. Et très vite on tombe d'accord. Ici se pose une question importante : Tschombé n'est pas né de la dernière pluie. Alors comment expliquer qu'il ne se soit pas renseigné sur Bodenan ? Il aurait tout naturellement eu connaissance de son passé judiciaire.

Mais le Congolais, sans doute aveuglé par l'importance des sommes en jeu, n'a entamé aucune recherche. En outre, il avait une confiance totale en son ami Hambursin et en Charles Sigal, avocat honorablement connu à Bruxelles.

Bodenan, qui est descendu dans un palace madrilène, revoit Tschombé, le traite de façon somptueuse. La machination est donc en place, il lui suffit d'abattre sa dernière carte ; l'accord étant sur le point d'être très vite signé, les dirigeants de la Sedefi, le patron américain et deux banquiers suisses, vont incessamment se déplacer à Madrid afin de rencontrer Tschombé. Toujours pas le moindre soupçon chez le politicien africain ! Sûr de son affaire, il attend tranquillement que ces banquiers viennent à lui. Rendez-vous est pris pour la signature dans un grand hôtel de la capitale espagnole.

Les dessous de la Françafrique

Toutefois, il se produit un léger contretemps : les dirigeants de la Sedefi ont été retardés. Un contretemps de dernière minute qui, en aucun cas, ne remet en cause les accords passés. Bodenan est vraiment désolé. Il est prêt à faire n'importe quoi pour excuser le retard de ses patrons et satisfaire Tschombé. Pourquoi pas, en attendant, une excursion à Ibiza ? Une journée de détente avant de passer aux choses sérieuses. Justement, Bodenan a loué un avion privé, un jet. . . Le piège est-il grossier ? Tschombé, lui, n'y voit pas malice ! On monte joyeusement dans l'avion. S'y trouvent, à part Bodenan et Tschombé, les deux policiers espagnols qui veillent sur la sécurité du leader congolais, Marcel Hambursin, l'avocat Charles Sigal et son épouse. Tout se déroule alors exactement comme l'a prévu Bodenan.

Pierre Canavaggio ¹:

On peut se demander comment Moïse Tschombé, ancien président du Congo se sachant condamné par contumace dans son pays, qu'on sait par ailleurs rusé, méfiant, riche et protégé jour et nuit par les autorités espagnoles, a-t-il pu se laisser enlever ?

[Et le journaliste ajoute:]

À défaut d'autres qualités, Francis Bodenan a fait preuve dans cette affaire d'une singulière patience : menant l'approche de saproie comme un fauve de haute savane, sachant où l'attendre et y mettre le temps qu'il faut. Dix-huit longs mois se sont en effet écoulés entre le rapt réussi de Tschombé et la première mise en œuvre de son plan pour y parvenir.

Au beau milieu du vol, Bodenan sort soudain une arme. Il hurle : « Je suis un agent secret », et il met en joue les passagers et les deux pilotes. Il ordonne à ces derniers de mettre le cap sur l'Algérie. Une demi-heure plus tard, le jet se pose sur un aérodrome militaire algérien.

I. « La mort providentielle de Moïse Tschombé », *Historia*, 1960.

I)

À part le Congo, il ne peut y avoir de pire destination pour Moïse Tschombé que l'Algérie socialiste. . .

« Monsieur Tiroir-Caisse », est l'incarnation du néocolonialisme, le diable en personne. C'est aussi l'assassin de Lumumba. Il ne peut attendre aucune clémence de la part du colonel Boumediene.

Toutefois, selon les règles juridiques internationales, l'Algérie n'a pas le pouvoir de juger Tschombé. Mais elle peut au moins l'extrader en direction du Congo, où Mobutu dès l'annonce de l'enlèvement réclame officiellement qu'il lui soit livré !

À la surprise générale, Boumediene ne répond pas favorablement à la réquisition de Mobutu, et ce malgré le jugement de la Cour suprême algérienne qui autorise l'extradition.

Que s'est-il passé exactement ? C'est l'un des mystères de cette affaire. Y a-t-il eu une négociation secrète entre Boumediene et Mobutu, négociation qui aurait échoué ? Ou le dirigeant algérien a-t-il hésité à livrer Tschombé à la potence, au risque de se voir condamner par l'opinion internationale ? En tout cas, à la longue, ce prisonnier a dû lui paraître encombrant et il s'est arrangé pour que Tschombé s'efface discrètement. En 1969, on le retrouve mort dans sa cellule, officiellement décédé d'une crise cardiaque.

Crise cardiaque évidemment providentielle ! D'autant qu'il y a bien des façons de déguiser une mort criminelle en accident cardiaque.

Plus intéressantes sont les questions que pose toute cette affaire. Et d'abord celle de l'identité des commanditaires de l'enlèvement. Le principal suspect est sans nul doute le président Mobutu : c'est lui qui avait le plus d'intérêt à se débarrasser de Tschombé. Pourtant, dans cette affaire, il est innocent¹ !

La vérité est plus extraordinaire et relève d'une coalition inattendue. Surtout quand on sait que ces deux partenaires ont toujours été chien et

I. En tOUt cas, même si Mobutu n'était pas l'instigateur direct de l'enlèvement de son rival, il est certain qu'il était au courant de l'opération, puisque, avant même le détournement de l'avion, trois hautes person nalités congolaises se trouvaient dans la capitale algérienne. Manifestement, elles attendaient l'arrivée de Tschombé.

Les dessous de la Françafrique

chat, particulièrement sous la présidence du général de Gaulle. Car ce sont les Français et les Américains qui ont conduit ensemble cette affaire !

Du côté américain, c'est le représentant à Kinshasa de la CIA, Frank Davline, qui a joué un grand rôle. Du côté français, une frange des services secrets, proches des fameux réseaux Foccart, a été mêlée à l'affaire.

Pourtant, à l'époque, Français et Américains étaient concurrents au Congo et Paris a été l'un des plus sûrs soutiens de Tschombé. Mais la politique n'obéit qu'à des considérations réalistes. Quand la France a estimé que Mobutu était durablement installé au pouvoir, elle a tourné casaque. Non seulement elle a lâché Tschombé, mais elle a voulu donner un gage à Mobutu en organisant cet enlèvement. C'était apporter au dictateur congolais la preuve éclatante que notre pays tournait la page. Et tant pis pour Tschombé !

Quant à Bodenan il a croupi dans une prison algérienne jusqu'à la mort du Congolais. C'était apparemment bien mal le récompenser. Mais que se serait-il passé si, libéré, il avait été tenté de parler ? Il aurait été vraisemblablement aussitôt supprimé.

Par la suite, il n'est pas resté libre bien longtemps : il a purgé une peine de prison en Belgique pour une affaire de trafic d'armes. Puis, à la fin de sa peine, l'Espagne obtient son extradition : en organisant le rapt de Tschombé, il a aussi enlevé deux policiers espagnols.

Dès son arrivée Madrid, il joue les gros bras : « Si on me juge, je vais tout dire, tout ! » Cependant lorsqu'il comparait devant les juges espagnols du tribunal militaire, il esquive et adopte une curieuse attitude : non seulement il ne met pas la France en cause, alors qu'il avait promis de le faire lors d'une conférence de presse, mais il prétend avoir agi en tant que responsable des services de renseignement du Zaïre, nouveau nom du Congo belge.

Conclusion : Francis Bodenan a compris où se trouvait son véritable intérêt et il a accepté sans sourciller sa condamnation à vingt ans de prison. Le prix de la vie, tout simplement !

XVII

Ex-Congo belge : 2) Le leurre de Kolwezi

Officiellement, il s'agit de l'une des plus belles pages de l'histoire de l'armée française... Le 19 mai 1978, les paras de la Légion sautent sur Kolwezi, une ville minière du Shaba, ex-province congolaise du Katanga. En quelques heures, ils libèrent les otages européens, pour la plupart des cadres des entreprises industrielles et leurs familles, et mettent fin aux massacres perpétrés par les Katangais. Cette action éclair parfaitement menée arrive à point nommé pour redorer le blason d'une armée qui vit toujours dans le douloureux souvenir des guerres perdues d'Indochine et d'Algérie.

Mais la réalité est beaucoup plus complexe. Non pas que cette action militaire ait été magnifiée à tort, mais les objectifs poursuivis par les différents protagonistes de cette affaire n'ont jamais vraiment été éclaircis. La France, par exemple. A-t-elle agi en fonction de buts humanitaires ou pour protéger d'autres intérêts ? Et que penser de la curieuse attitude du gouvernement belge ? Ou de l'intervention du bloc de l'Est, représenté sur place par des soldats cubains et des instructeurs venus tout droit de RDA ?

Le Katanga est alors rebaptisé le Shaba, tout comme l'ex-Congo belge est devenu le Zaïre. Le pays vit sous la férule du général et futur maréchal Mobutu. Le Shaba, la province la plus riche de cette ancienne colonie belge, doit essentiellement ses ressources à son sous-sol : manganèse, plomb, uranium, cuivre et diamants s'y trouvent en abondance. En 1960, lors de la proclamation de l'indépendance de l'ancien Congo belge, le Katanga fait sécession à l'initiative du

Les dessous de la Françafrique

président de la province, Moïse Tschombé. En fait, ce dernier a agi sous l'influence de la puissante Union minière, une société belge qui, malgré l'indépendance, continue à exercer le pouvoir dans la province¹.

En 1977, la situation s'aggrave brusquement : des troupes katangaises envahissent le Shaba depuis l'Angola. Depuis longtemps, en effet, ces anciens soldats de Tschombé se sont repliés de l'autre côté de la frontière, au milieu d'une population qui appartient à la même ethnie..

Cette invasion marque le début de la « guerre des quatre-vingts jours », comme on l'a appelée plus tard.

Le Monde²:

Médiocrement soutenu par ses prétoriens, le général Mobutu doit faire face à l'apathie ou à l'hostilité de ses concitoyens. La corruption générale qui sévit dans la fonction publique, la fâcheuse réputation du chef de l'État lui-même, qui passe pour l'un des hommes politiques les plus fortunés du tiers-monde, menace gravement la pérennité du régime. Le cuivre représente les deux tiers des ressources du pays en devises étrangères et place le Zaïre au sixième rang des producteurs mondiaux de ce minéral. Déjà mauvaise du fait des excès de l'endettement extérieur et par suite de l'accumulation des dépenses de prestige, la situation financière de l'État zaïrois serait catastrophique si les gendarmes katangais s'emparaient de Kolwezi. Dans certains milieux diplomatiques européens et africains, on parle même avec insistance d'un voyage à l'étranger du général Mobutu au cours duquel il pourrait décider de se retirer dans l'une de ses luxueuses résidences de Belgique, de Suisse ou de France.

Le fait que ces troupes viennent de l'extérieur permet au général Mobutu de prétendre qu'il s'agit d'une agression étrangère, alors qu'en réalité il s'agit d'abord d'un problème interne : les agresseurs sont des

1. Voir chapitre XVI.
2. Éditorial de mai 1978.

Katangais ou des descendants de ces hommes qui, après avoir combattu pour Tschombé, ont trouvé refuge en Angola et créé un mouvement armé d'opposition. Ce Front national de libération du Congo est dirigé par un ancien commissaire de police de Kolwezi, Nathanaël Mbumba.

Cependant, Mobutu n'a pas entièrement tort dans la mesure où ces hommes ont été matériellement aidés et équipés par les Cubains qui se trouvent en Angola et, bien sûr, par les Soviétiques. En tout cas, l'action militaire de ces envahisseurs a suffisamment d'envergure pour inquiéter Mobutu, qui s'avère incapable d'y faire face tout seul. Le pays est déjà en pleine déliquescence, la corruption est généralisée et l'armée zaïroise fréquente plus souvent les bars que les champs de manœuvre.

Mobutu cherche donc de l'aide à l'étranger et se tourne vers la France. On peut se demander pourquoi il ne s'adresse pas à la Belgique, l'ancienne puissance coloniale. C'est sans doute parce qu'il s'en méfie. Il n'a pas tout à fait tort : l'attitude des Belges n'est pas très claire dans cette affaire. Nos voisins possèdent encore d'énormes intérêts au Shaba et les dirigeants de l'ancienne Union minière, qui s'appelle désormais Gécamines, n'ont pas renoncé à l'idée d'un Shaba indépendant, mais sous influence belge, ce qui leur permettrait d'avoir la haute main sur l'exploitation des ressources de la province.

Sollicité par son homologue zaïrois, le président Giscard d'Estaing refuse une action directe de notre armée mais se décide prêt à coordonner une intervention africaine. Il réussit ainsi à convaincre Hassan II d'envoyer au Shaba des troupes convoyées par des avions français. . . L'opération est un succès. Les troupes marocaines triomphent assez facilement des Katangais. Mais à l'évidence, cette facile victoire ne résout rien. Les rebelles, qui se sont repliés en Angola, recommenceront un jour ou l'autre. Mieux, les meilleurs spécialistes de l'Afrique pensent que les Katangais ont effectué une sorte de répétition avant un retour encore plus musclé. Ce qui se produit le 13 mai 1978. Ce jour-là, des soldats katangais investissent sans coup férir la ville de Kolwezi.

La localité est l'un des principaux centres miniers du Shaba, une grosse bourgade de quinze mille habitants, dont deux à trois mille Européens, principalement des Belges, mais aussi des Français. En 1977,

les rebelles n'avaient pas pu prendre la ville, mais cette fois-ci l'opération a été habilement menée. Ils sont venus à pied à travers la brousse et les habitants ont été pris au dépourvu.

Parmi les assaillants, on compte des Cubains et quelques Allemands de l'Est. Mais assez rapidement, cet encadrement politique et militaire disparaît. Ces officiers sont-ils repassés de l'autre côté de la frontière, laissant les soldats katangais à eux-mêmes ? Ou ont-ils poursuivi un autre objectif ? En tout cas, pour l'instant, ce départ subit est l'un des grands mystères de cette affaire.

À Kinshasa, Mobutu pense qu'il a les moyens de mater la rébellion. Il se trompe lourdement. Trois jours après la prise de la cité minière, une compagnie parachutiste zaïroise est larguée au-dessus de Kolwezi. C'est un massacre. Les pauvres bougres sont tirés comme des lapins à peine arrivés au sol. Le désastre est total. Le général Mobutu doit donc se résoudre, comme la première fois, à faire appel à des forces extérieures.

Il voudrait bien rééditer l'intervention marocaine, mais Hassan II n'est pas chaud. À Bruxelles, même refus. Les Belges n'ont qu'une idée : sauver leurs intérêts au Shaba. Ils préfèrent une négociation à un affrontement qui risquerait de leur faire tout perdre et les dirigeants de Gécamines s'entretiennent en secret avec le Front national de libération du Congo..

Euloge Boissonnade¹, journaliste et écrivain :

Le sujet est cornélien pour le parti de M. Simonet² qui ne peut se permettre d'abandonner le puissant levier industrie/ que représente le complexe minier de Shaba. Fleuron de la Gécamines, Kolwezi constitue le poumon économique de la Belgique, étroitement dépendante du géant zaïrois. Les cinq cent mille tonnes de cuivre, produites annuellement par le Shaba, sont raffinées à Hoboken sur les bords de l'Escaut; les dix-huit mille tonnes de cobalt, commercialisées par l'Union minière et les quinze millions de carats de diamants,

Les dessous de la Françafrique

I. Le mal zaïrois, Hermé, 1990.

2. Ministre belge des Affaires étrangères du gouvernement socialiste.

;

par la Britmond du groupe de Beers. Les conséquences d'une victoire des Katangais, voire d'une brouille sérieuse avec Mobutu, ou d'un arrêt prolongé de la production, seraient désastreuses pour Bruxelles. Dans ce contexte, la vertueuse idéologie socialiste a bien du mal à trouver un équilibre face aux impératives exigences économiques de l'omnipotente Société générale de Belgique, dont l'ombre plane sur le débat.

Bien sûr, les hommes d'affaires belges n'ignorent pas que les Soviétiques et les Cubains se trouvent derrière cette invasion, mais ces financiers pensent sans doute qu'il leur sera possible de trouver des aménagements avec les nouveaux dirigeants. De toute façon, cela ne peut pas être pire qu'avec Mobutu qui a nationalisé plusieurs de leurs compagnies...

Donc, comme en 1977, en désespoir de cause, le dirigeant zaïrois appelle Paris au secours. Mais cette fois, la réponse de la France va être positive. Pourquoi ?

Avant même cette demande d'intervention, notre ambassadeur à Kinshasa a réagi et aussitôt informé Paris. Il connaît très bien le pays et est parfaitement informé de ce qui se passe à Kolwezi, par quelques agents de nos services de renseignement qui se trouvent sur place. Ceux-ci sont formels : des massacres contre la population blanche sont en préparation, Pour le président Giscard d'Estaing, la décision est pourtant délicate. Il n'a pas envie de devenir le gendarme de l'Afrique, surtout dans un pays qui n'appartient pas à la sphère française. Mais d'un autre côté, il ne peut pas abandonner une population menacée. Il y a enfin les arguments politiques. En mars, les élections législatives ont été périlleuses et l'élection présidentielle se profile : une opération réussie redorerait son prestige et son autorité. Cependant le risque est énorme. Si l'intervention militaire échoue ou si elle provoque la mort

Ex-Congo belge 2) Le leurre de Kolwezi

de dizaines, de centaines de soldats français, elle se retournera contre son initiateur.

On mesure donc la difficulté de la décision que le président doit prendre. D'autant qu'il doit trancher très vite. Les massacres sont imminents, peut-être même ont-ils déjà commencé. Alors, le président de la République se décide : c'est oui !

L'intervention est d'autant plus urgente qu'à Kolwezi même, la situation s'est tendue. Après le départ des cadres cubains, les Katangais distribuent des armes à la population africaine. On assiste alors à de véritables chasses à l'homme dans les rues de la ville. Les pillards se mettent de la partie, massacrent, violent. La ville est à feu et à sang. Les paras français qui sautent sur Kolwezi le 19 mai découvrent de véritables scènes d'horreur.

À l'Élysée, après avoir décrété l'intervention, on vit des moments d'angoisse. Car, aussi incroyable que cela paraisse, les responsables politiques demeurent longtemps dans l'ignorance de ce qu'il se passe sur le terrain. Les émetteurs embarqués par les paras ont été soit détruits soit perdus. Et il faut attendre la nuit pour obtenir les premières informations.

Heureusement, elles sont excellentes : c'est un succès sur toute la ligne ! En quelques heures, les hommes du 2^e régiment étranger de parachutistes ont pris le contrôle de Kolwezi, sauvant ainsi de nombreuses vies. Des paras belges arrivent eux aussi, mais seulement le lendemain, alors que le gros du travail a été effectué par les Français, ce qui ne contribuera pas à améliorer le climat entre les deux gouvernements. D'autant que la mission attribuée aux paras belges est sensiblement différente de celle qui est confiée aux militaires français : ils ne doivent s'occuper que de l'évacuation des Européens et ont pour instruction d'éviter le contact avec les rebelles. Les militaires français, au contraire, n'hésiteront pas à engager directement le combat avec les Katangais afin de libérer les otages.

Ce même jour, le président Giscard d'Estaing annonce l'opération de Kolwezi à la nation.

Valéry Giscard d'Estaing :

Cette opération a été décidée lorsqu'il est apparu que les ressortissants étrangers de la ville de Kolwezi étaient en grave danger. Avant-hier soir et hier soir nous avons eu

Les dessous de la Françafrique
dans la nuit des informations très préoccupantes justement
sur le sort de cette population et sur sa sécurité, au sens le
plus précis du terme. C'est-à-dire des pillages, des
violences, des risques d'exécution et même des risques
de prises d'otages... C'est une

•

opération ponctuelle dans la ville de Kolwezi pour y établir
le plus rapidement possible la sécurité et permettre la
protection des ressortissants étrangers qui sy trouvent...
Nous risquions, dans les quelques heures qui séparent
l'annonce de l'opération de sa réalisation, des exécutions
sommaires ou des prises d'otages de civils. Il était
nécessaire que cette opération soit secrète le plus
longtemps possible. Quand nous en avons décidé les
modalités hier matin avec l'ensemble des ministres
concernés et les autorités militaires, nous souhaitions
l'annoncer quand les éléments arriveraient sur le terrain,
afin qu'il n'y ait pas ce délai dangereux.

Le président a de bonnes raisons d'être satisfait. Tous les objectifs
ont été atteints. Quant au bilan, il est éloquent : on compte seulement
cinq morts chez les militaires français mais plus de trois cents chez les
Katangais. Quoi qu'il en soit, pour éviter toute complication, Giscard
d'Estaing décide l'évacuation de nos troupes...

L'affaire semble, en apparence, terminée, puisque la rébellion est
anéantie. Mais il reste à élucider ce grand mystère : pourquoi les cadres
cubains et est-allemands ont-ils disparu après la prise de Kolwezi,
laissant ainsi les militaires katangais livrés à eux-mêmes ?

La vérité, que seuls les services de renseignement pouvaient
connaître, est que la prise de Kolwezi n'était sans doute pas leur objectif
et qu'une fois celle-ci effectuée, ils ont continué plus loin, vers leur but
véritable, qui était rigoureusement secret... Une histoire très curieuse et
passablement mystérieuse.

Au milieu des années 1970, Mobutu loue pour vingt-cinq ans à une
société ouest-allemande un morceau de territoire zaïrois grand comme
le quart de la France, une zone située dans le nord du Shaba. Cette

Ex-Congo belge 2) Le leurre de Kolwezi

société, l'OTRAG (Orbital Transport und Raketen Aktien Gesellschaft), construit des fusées. À sa tête se trouve un intéressant personnage, le D^r Kurt Debus, ancien directeur des essais de la base de Peenemünde, un site où l'on concevait et fabriquait les VI et les V2, sous Hitler. Debus a d'ailleurs fait partie de l'état-major du Führer.

Pour mieux comprendre, il faut savoir que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Allemands n'ont pas le droit de fabriquer des fusées et encore moins des armes nucléaires. Mais là, au cœur de l'Afrique, dans un endroit secret et quasiment inviolable, ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient. . .

Est-ce que les autorités fédérales allemandes avaient donné leur accord ? Ce point n'a pas été éclairci. Par contre, il a été établi avec certitude que l'OTRAG disposait de fonds considérables et avait investi des sommes colossales au Shaba. Et pas du tout inutilement : des fusées ont effectivement vu le jour dans l'ex-Katanga.

Ces engins faisaient appel à une technologie très particulière : pas d'étages, mais des faisceaux de moteurs reliés les uns aux autres. Certaines de ces fusées ont été lancées avec succès. D'autres ont échoué. Mais, dans le monde moderne où le ciel est sillonné de satellites, le secret n'a pu être préservé très longtemps. Les services des principaux pays ont essayé de percer le mystère de l'OTRAG. C'était également l'objectif prioritaire poursuivi par les initiateurs de l'offensive du 13 mai 1978. Ses commanditaires soviétiques voulaient en priorité atteindre les installations et le pas de tir. Kolwezi n'était qu'une étape dans la progression vers le nord du Shaba...

C'est pourquoi Cubains et Allemands de l'Est ont rapidement décroché, abandonnant les Katangais à Kolwezi. Mais l'intervention française les a surpris par leur rapidité. Craignant d'être coupés de leurs bases arrière, ils ont dû eux aussi rebrousser chemin et trouver refuge au-delà de la frontière angolaise.

Pourtant, dans cette affaire, les Soviétiques n'ont donc pas tout à fait échoué. Après Kolwezi, les grandes puissances ont fait fermement comprendre à Mobutu qu'il n'était pas opportun de continuer à permettre à l'OTRAG de construire des fusées ; cette mystérieuse société ouestallemande a donc fini par déménager ses installations.

Reste que le rôle et les objectifs de l'OTRAG n'ont jamais vraiment été percés à jour. C'est l'un des mystères de la seconde moitié du Xx^e siècle.

Ex-Congo belge 2) Le leurre de Kolwezi

•

Site internet « Lycos.fr » :

C'est en décembre 1975 que l'OTRAG passa un contrat avec les autorités zaïroises pour établir un centre de lancement dans le nord du Shaba. Trois véhicules d'essai y furent lancés. Lors des deux premiers, réalisés en mai 1977 et mai 1978, des fusées de six mètres de haut équipées chacune de quatre moteurs montèrent respectivement à vingt et trente kilomètres. Mais en juin 1978, une fusée de douze mètres à quatre modules s'écrasa au sol, après quelques secondes de vol. En avril 1979, suite aux pressions politiques exercées par l'URSS, le gouvernement zaïrois mit fin au contrat passé avec l'OTRAG. La société installa alors son centre de lancement en Libye, à six cents kilomètres au sud de Tripoli. Des tirs d'essai y ont apparemment été réalisés en 1981, mais le programme inquiéta cette fois les USA qui finalement obligèrent l'OTRAG à quitter le pays. Un dernier lancement eut lieu à Kiruna en 1983. L'OTRAG arrêta ses activités en 1987.

XVIII

Ex-Congo belge : 3) De Mobutu à Kabila

Quand l'horreur cessera-t-elle ? Un accord de paix est à peine signé que les massacres recommencent au Congo-Kinshasa, l'ex-Zaïre, qu'on nomme aujourd'hui la République démocratique du Congo depuis la chute de Mobutu en 1997. Au début du mois d'avril 2003, par exemple : tous les belligérants, c'est-à-dire les représentants du pouvoir congolais, des diverses milices armées et des puissances de la région qui interviennent directement dans le pays se retrouvent en Afrique du Sud pour conclure un accord qui pourrait enfin aboutir à la paix. Mais quelques heures plus tard, dans une région du nord-est contrôlée par l'Ouganda, des

groupes armés de l'ethnie Lendu attaquent des villages Hema. Un millier de morts ! L'armée ougandaise, qui a pourtant obtenu de demeurer au Congo pour y remplir une prétendue mission de pacification, n'est pas intervenue. Pourtant un peu plus tôt, elle avait soutenu les massacrés d'aujourd'hui contre les massacreurs d'hier.

Quelques jours avant, toujours dans cette même région, des soldats rebelles appartenant au MLC, le Mouvement de libération du Congo de Jean-Pierre Bemba¹, se sont livrés à des actes de cannibalisme sur des populations pygmées.

Depuis 1997, cet immense pays, grand comme l'Europe occidentale, est donc déchiré par une impitoyable guerre civile attisée par ses voisins qui veulent leur part des richesses du Congo. Des années de conflit qui ont ruiné un pays déjà mis sac par la longue dictature du président Mobutu. Au total, des millions de victimes, mortes au com-

I. Aujourd'hui traduit pour crime de guerre devant le Tribunal international.

bat, ou lors de massacres collectifs. Ou bien encore tout simplement de faim et d'épuisement. Cependant si les États de la région portent une lourde responsabilité dans ce désastre, ils ne sont pas les seuls. Les grandes puissances ne se sont jamais désintéressées du Congo.

En 1965, un personnage s'impose, Mobutu, un colonel qui est un homme des Américains et même un agent de la CIA. Il s'impose par la force et arrondit sa pelote. Pendant son long règne, Mobutu ne fera jamais vraiment la différence entre sa bourse et les caisses de l'État. Conséquence : malgré sa richesse potentielle et un calme tout relatif, le Congo-Kishinsa ne cesse de s'appauvrir.

Les États-Unis n'en continuent pas moins à le soutenir : dans une Afrique balayée par de nombreux conflits, le Congo reste un bastion occidental, une plaque tournante qui permet à l'occasion d'intervenir dans des pays menacés par la subversion communiste. En outre, le pays est si endetté qu'il est impossible de l'abandonner. Si les créanciers

Les dessous de la Françafrique

veulent récupérer leur argent, ils doivent au contraire lui prêter encore plus pour payer le service de la dette. Sans compter qu'on peut toujours faire d'excellentes affaires au Congo.

Tout change avec l'effondrement de l'empire soviétique.

Le pays devient soudain moins utile et son endettement faramineux inquiète. Les Belges, les premiers, jettent l'éponge. Quitte à perdre beaucoup. Bientôt, les Américains suivent et cessent d'aider Mobutu. Le prétexte, car il faut toujours trouver un prétexte, est la nature dictatoriale du régime et son non-respect chronique des droits de l'homme.

Conséquence, malgré quelques timides tentatives de démocratisation, le Zaïre s'enfonce dans le chaos. Pour se sortir d'affaire, Mobutu va même jusqu'à ordonner l'impression de faux dollars tandis que ses généraux vendent des armes au Soudan, un État voyou selon Washington. En même temps, et ce ne sera pas sans effet pour la suite, le pouvoir avive les querelles ethniques pour mieux faire oublier ses propres dérives.

Dans les chancelleries occidentales, on commence à se poser concrètement la question de la succession. Cependant, à Paris, on a vu sans déplaisir Belges et Américains lâcher Mobutu. N'y a-t-il pas là une occasion à saisir afin d'intégrer ce grand pays dans la Françafrique ?

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

Le président Mitterrand a donné son accord au réchauffement de nos relations avec le dictateur zaïrois, et son successeur, Jacques Chirac, n'est pas en reste. En 1996, alors que la position de Mobutu s'est encore dégradée, la cellule africaine de l'Élysée encourage discrètement l'envoi de mercenaires au Zaïre. Mais il est déjà trop tard : le régime s'effondre comme un château de cartes. Si le lâchage des Américains a été incontestablement fatal au maréchal Mobutu, un deuxième événement a joué un rôle essentiel dans cette chute : la dramatique crise rwandaise)

C'est à cette occasion que réapparaît un homme oublié : un certain Laurent-Désiré Kabila.

Dans les premières années de l'indépendance, ce personnage a connu une petite célébrité. Katangais, Kabila a très vite pris le parti de Lumumba. Lorsque ce dernier a été assassiné, il est parti en exil. Puis il est revenu clandestinement dans son pays où il a créé un maquis à l'est. Il a alors fait la connaissance d'Ernesto Guevara, missi dominici de la Révolution. Le Che le juge sévèrement : comme d'autres guérilleros congolais, Kabila est bien plus intéressé par les filles ou l'alcool que par la lutte armée. Guevara est même si désappointé qu'il renonce bientôt à exporter la révolution au Congo et regagne l'Amérique du Sud.

Che Guevara²:

Le seul homme qui ait d'authentiques qualités de dirigeant de masse me semble être Kabila. Mais un homme qui a des qualités de dirigeant ne peut, par ce seul mérite, mener une révolution à bien. Il faut encore qu'il ait le sérieux révolutionnaire, une idéologie qui guide son action, un esprit de sacrifice qui accompagne ses objectifs. Jusqu'à maintenant, Kabila n'a pas fait la preuve qu'il possède quoi que ce soit de ce genre. Il est jeune et il peut changer, mais je tiens à laisser, dans un écrit qui verra la lumière dans bien des années,

I. Voir chapitre suivant.

2. Passages de la guerre révolutionnaire : le Congo, Métailié, 2000.

Les dessous de la Françafrique

le témoignage de mes doutes trèsforts sur sa capacité à surmonter ses défauts.

Kabila, lui, reste au maquis et résiste aux troupes de Mobutu au moins jusqu'au milieu des années 1970. Après avoir créé un parti révolutionnaire d'inspiration maoïste, il organise autour de lui dans un secteur montagneux et désert une sorte de phalanstère, une terre dite libre où, en réalité, tous ses compagnons (et compagnes) sont d'abord à sa dévotion. Gourou ou tyranneau, déjà perce en lui l'homme qui régnera avec férocité sur la future République démocratique du Congo !

Après le maquis et cette expérience de communauté utopiste, il semble bien que Kabila ait renoncé à la lutte politique. Mais il existe dans sa biographie de nombreuses zones d'ombre qu'il s'est bien gardé de dissiper. Il se serait donc lancé ensuite dans les affaires ou le trafic. Kabila achète et vend de l'or, des pierres précieuses et des pointes d'ivoire. On lui prête aussi des intérêts dans des établissements un peu louches. Plus avéré est le fait qu'il se déplace beaucoup, dans les pays voisins, mais aussi en Chine maoïste dont il est un fervent admirateur et à laquelle il réservera sa première et seule visite d'État lorsqu'il deviendra président.

Kabila réapparaît donc politiquement en 1996. Il l'a toujours nié, mais ce sont les Rwandais qui le remettent en selle. À l'époque, l'homme fort du Rwanda, le général Kagamé, veut en finir avec les camps de réfugiés Hutu installés de l'autre côté de la frontière au sud et au nord de Kivu. À l'abri de cette population misérable, les responsables du génocide perpétré contre les Tutsi en 1994¹, reconstituent une véritable armée. En outre, même si le dirigeant rwandais ne peut l'avouer, il entend profiter de la déliquescence du régime de Mobutu pour annexer tout ou partie de la région du Kivu où vivent déjà de nombreux Tutsi et dont le riche sous-sol suscite sa convoitise.

Kigali réclame donc à cor et à cri le démantèlement de ces camps de réfugiés installés au Zaïre, et menace : si on ne l'entend pas, cette question sera réglée par la force !

1, Voir chapitre XIX.

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

Toutefois une intervention directe de l'armée rwandaise semble impossible et passerait pour une agression contre son voisin zaïrois. Il faut donc habiller » l'opération. D'où l'idée d'utiliser l'ancien guérillero Kabila : il ne s'agira plus d'une invasion mais d'une guerre civile et donc d'une affaire interne, purement zaïroise.

Il s'agit naturellement d'une fiction car les combattants prétendument rebelles sont armés et équipés par le Rwanda qui ira jusqu'à incorporer nombre de ses propres soldats dans la future armée de Kabila.

L'initiative de Kagamé recueille un avis favorable des États-Unis. D'ailleurs, avant d'agir, le président rwandais a pris soin de faire une petite visite à Washington. Autre preuve de cette collusion : les soldats de Kabila seront payés avec des dollars bien neufs !

Dès ce moment, les Américains pensent qu'ils ont peut-être trouvé en Kabila le successeur de Mobutu. Un homme qui les laissera ensuite agir à leur guise au Congo. Le passé maoïste de l'ancien maquisard n'inquiète même pas la Maison-Blanche qui sait parfaitement que le Katangais est d'abord devenu un trafiquant et donc un homme qu'on peut acheter et tenir en laisse.

Avant de passer à l'offensive, l'habillage se poursuit : Kabila crée un mouvement, l'AFDL, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, et s'allie avec quelques autres Zaïrois. Presque naturellement, il recrute aussi des hommes chez les Tutsi qui vivent au Zaïre et fait appel à ses vieilles connaissances du temps de la guérilla. Il rassemble également autour de lui des familiers et des gens de son ethnie. Puis, et c'est une nouvelle preuve de l'implication américaine, des Congolais exilés aux États-Unis le rejoignent. On trouve enfin dans son armée de jeunes maquisards qui opèrent sur la frontière ougandaise contre les troupes de Mobutu.

À l'époque, Rwanda et Ouganda sont encore très liés. C'est en Ouganda que Kagamé a organisé et entraîné la troupe qui lui a permis de prendre le pouvoir à Kigali. En outre, ce puissant voisin du Zaïre nourrit lui aussi des ambitions territoriales et économiques et dispose d'un excellent alibi pour intervenir : la présence de rebelles ougandais sur le sol congolais.

Certes, l'armée de Kabila paraît bien hétéroclite. Mais en face d'elle, elle va rencontrer des soldats zaïrois démoralisés qui ne pensent qu'à

Les dessous de la Françafrique

pillier et violer et non pas à se battre. Quant à son chef, il ne tarde pas à s'imposer à ses partenaires, avec l'appui déterminant du Rwandais Kagamé !

En octobre 1996, cette force passe à l'action. Comme prévu, elle commence à attaquer les camps de réfugiés Hutu. Personne ne s'y trompe : c'est bien l'armée rwandaise qui est le fer de lance de cette offensive qui provoque la fuite de dizaines de milliers de réfugiés. À cet exode (une deuxième fuite pour ces malheureux) s'ajoutent des massacres et des exactions de toutes sortes, tant les Tutsi ont soif de vengeance. Il s'ensuit donc une véritable boucherie.

Malgré le peu d'empressement de la communauté internationale, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, nomme une commission d'enquête. Le rapport qu'elle rédige accuse explicitement Kabila, mais aussi le président rwandais Paul Kagamé, de crimes contre l'humanité. Ainsi, le rapporteur chilien estime qu'entre cent cinquante mille et cent quatre-vingt mille personnes ont été tuées lors de la prise du pouvoir de Laurent-Désiré Kabila dans le Kivu.

Le Monde ¹•

L'instabilité politique et militaire dans la région des Grands Lacs, la crainte de l'éclatement de la République démocratique du Congo et surtout le sentiment collectif de culpabilité à la suite du génocide de 1994 au Rwanda ont contribué à la décision de la communauté internationale de ne pas harceler M. Kabila dans le domaine des droits de l'homme.

Devant le peu de résistance qu'elles rencontrent, les forces de l'Alliance conquièrent assez vite les principales cités du Kivu, tandis que les Rwandais se payent en procédant à un pillage systématique des territoires conquis. Vainqueur, Laurent-Désiré Kabila parade, prononce

I. Article de la correspondance du journal aux Nations unies, 1996. des discours, s'adresse à la presse. Il apparaît de plus en plus comme le numéro un de ce mouvement de rébellion. Cette émergence politique, si

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

elle accable encore un peu plus la population, enthousiasme la jeunesse. Kabila recrute. Dans un pays ruiné où il n'y a pas de travail, ce n'est guère difficile : les soldats, eux, reçoivent une solde !

Ce ne sont plus les Américains qui paient. En homme d'affaires, le chef des forces de l'Alliance organise la collecte de fonds et crée un impôt de guerre. Certes le pays est ruiné mais les industriels et les investisseurs n'ignorent pas son potentiel en ressources naturelles. Dès que l'Alliance est bien installée dans un Kivu désormais sécurisé, ils sont nombreux, Américains, Suédois, Australiens, Sud-Africains, Israéliens, à se précipiter et à signer des contrats d'exploitation avec le nouveau pouvoir. Et, en vertu du récent système d'imposition mis au point par Kabila, ils paient d'importantes contributions au trésor de guerre de l'Alliance.

Parallèlement, l'ancien guérillero s'émancipe et échappe progressivement à son statut de marionnette dans les mains des Rwandais. Un désir d'indépendance qui ne plaît guère à Kigali. Surtout lorsque Kabila, mué en nationaliste fervent, signifie clairement aux dirigeants rwandais qu'il n'est pas question qu'ils annexent purement et simplement le Kivu. Les Américains eux-mêmes vont voir leurs projets, qui avaient pour finalité d'exploiter au mieux les richesses du pays, contrariés par ce patriote ombrageux.

Certains stratèges proches de la Maison-Blanche avaient en effet estimé que la solution idéale consistait à démembler ce trop grand pays dont les frontières avaient été dessinées par le colonisateur belge, quitte à attribuer certains territoires à des pays voisins. Comme le Kivu, par exemple, qui serait donné au Rwanda. Kabila, lui, n'était pas de cet avis. Ça lui coûtera très cher !

Quoi qu'il en soit, sa marche triomphale commence donc au Kivu en octobre 1996. Puis il s'empare du Katanga, sa province natale dont il confie le gouvernement à l'un de ses cousins et le commandement des forces de sécurité à son fils Joseph. Puis il progresse vers Kinshasa. Au mois de mai, Mobutu, très malade — il va mourir peu après d'un cancer — s'enfuit. La capitale zaïroise tombe comme un fruit trop mûr dans les mains de Kabila. Sept mois lui ont suffi pour conquérir le pouvoir !

Les dessous de la Françafrique

Sa victoire suscite un immense espoir chez les Congolais qui viennent de subir une trentaine d'années de dictature. Mais Kabila déçoit très vite. Contrairement à ce qu'il avait promis, il ordonne l'arrestation de tous ceux qui s'opposent à lui et, même s'il en termine avec les manifestations les plus visibles de corruption et de gabegie, il met en place une administration tatillonne qui paralyse peu à peu l'économie. Bref, Kabila se révèle un piètre dirigeant.

Plus grave encore, il doit sa victoire au Rwanda et à l'Ouganda, deux pays qui n'ont nullement l'intention d'abandonner la place et sont désormais militairement présents au Congo. Des Rwandais sont intégrés dans les forces armées congolaises et conseillent même directement le président congolais.

Rapidement, Kabila se rend compte que ses alliés ougandais et rwandais sont décidément très encombrants.

Fin juillet 1998, le président de la République démocratique du Congo — c'est le nouveau nom du Zaïre — prend une décision lourde de conséquences : il demande aux troupes rwandaises de quitter le pays et laisse entendre qu'il annulera certains contrats commerciaux passés avec Kigali.

La réponse du Rwanda est quasi immédiate : au début du mois d'août, une rébellion éclate au Kivu. Les anciens alliés de Kabila au sein de l'Alliance, les Tutsi du Kivu, sont au cœur de ce mouvement insurrectionnel. Les Rwandais ne dissimulent pas qu'ils se trouvent derrière ces troupes rebelles et arguent du même prétexte que par le passé : la présence permanente au Congo des Hutu responsables du génocide de 1994. Selon Kigali, lors des massacres de 1996, ce sont essentiellement des civils qui ont été éliminés. Les autres, anciens militaires ou miliciens, ont fui à temps. Le Rwanda exige donc que ces hommes, qui représentent toujours une menace, lut soient remis et va même plus loin : Kabila est accusé d'avoir recruté certains d'entre eux dans son armée.

En tout cas, la rébellion, encouragée et même provoquée par le Rwanda, remporte très vite des succès. Bientôt, elle contrôle 40 % du territoire congolais, à l'est et au nord. L'ancien allié ougandais intervient à son tour. Kampala, comme Kigali, considère que l'est du Congo fait partie de son arrière-pays et qu'il peut y exploiter ses richesses. Mais si

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

le président ougandais Museveni participe la razzia, il n'engage pas directement son armée, préférant soutenir les rebelles du Mouvement pour la libération du Congo, dirigé par un homme d'affaires, Jean-Pierre Bemba.

Il résulte de ces différentes initiatives un chaos généralisé. On assiste à la floraison de petits partis armés, soutenus soit par le Rwanda, soit par l'Ouganda, et qui, souvent, luttent les uns contre les autres.

Une nouvelle fois, les populations locales paient le prix fort. Femmes violées par des soudards parfois séropositifs, villages pillés, brûlés ; réfugiés qui traînent sur les routes ou les pistes, bref l'ordinaire d'une guerre civile en Afrique.

En août 1998, Kabila est victime d'une tentative de putsch. Mais il en réchappe. Pour contrer les menaces rwandaises et ougandaises, il fait appel à deux autres pays africains, l'Angola et le Zimbabwe, qui répondent aussitôt et interviennent militairement. Grâce à ces deux nouveaux protecteurs, Kabila réussit in extremis à sauver sa vie et sa capitale, Kinshasa, mais aussi la province du Kasai qui fournit au régime l'essentiel de ses ressources grâce à l'exploitation des mines diamantifères.

Cet appel au secours a surpris tout le monde. Et pas seulement en Afrique. À Washington, par exemple, où l'on pensait bien être débarrassé d'un personnage aussi incontrôlable, la Maison-Blanche a été désagréablement prise de court.

Cependant, l'intervention de ces deux nouveaux États africains complique une situation déjà fort embrouillée. Car l'Angola et le Zimbabwe entendent aussi recevoir leur part du gâteau. Ce qu'ils obtiennent : Kabila signe de très importants contrats commerciaux avec le Zimbabwe qui reçoit aussi sa part de diamants. Le cas de l'Angola est quelque peu différent : l'intervention de l'armée angolaise avait d'abord pour objectif de lutter contre ses propres rebelles : l'Unita de Jonas Savimbi qui sévit aussi au sud du Congo où le chef rebelle a trouvé refuge.

Dès le début de ces nouvelles hostilités, l'ONU essaie d'imposer un cessez-le-feu. En vain. Mais, plus sérieusement, un an plus tard, elle réussit réunir Lusaka la plupart des belligérants. Un accord est difficilement conclu. Il prévoit l'envoi de trois mille Casques bleus.

Les dessous de la Françafrique

C'est très peu à l'échelle d'un pays aussi grand et où la guerre fait rage un peu partout. Il a aussi été décidé que les armées étrangères devaient se retirer du Congo dans un délai maximum de six mois. Délai au bout duquel l'autorité de l'État congolais serait rétablie après l'ouverture d'un vaste débat national auquel tous les partis participeraient, les rebelles au même titre que le gouvernement de Kinshasa. Cela signifie que Kabila est ravalé au rang de chef de faction, à l'égal des autres !

Il apparaît pourtant, dès la signature de cet accord de Lusaka, que personne n'en respecterait les termes. Kabila, affaibli, ne règne plus que sur une partie d'un Congo qui est maintenant divisé en protectorats régis et exploités par les puissances de la région, aucun de ces États n'ayant envie de renoncer à la manne financière apportée par cette annexion de fait.

La démonstration est faite que le Congo, trop grand pays, abritant une multitude d'ethnies hostiles les unes aux autres, est ingouvernable. Pour autant, ce morcellement du Congo, d'abord prôné par les Américains, ne peut les satisfaire car il déstabilise un peu plus l'Afrique centrale. Mais il est vrai que Kabila, qu'ils ont contribué à hisser au pouvoir, demeure pour eux un réel problème !

Kabila est assassiné en janvier 2001 dans des circonstances qui n'ont toujours pas été élucidées. Si la vie de l'ancien guérillero comporte de nombreuses zones d'ombre, sa mort n'est pas moins obscure. Et malgré un procès-fleuve où trente condamnations à mort ont été prononcées, on n'en sait toujours pas plus sur le modus operandi de cette exécution. Il n'est jusqu'à l'heure de sa mort qui demeure floue. Les autorités congolaises ont en effet attendu deux jours avant d'annoncer que le président avait été assassiné. Et, très étrangement, sa dépouille a été transportée par avion au Zimbabwe avant d'être rapatriée pour les obsèques. Peut-être n'était-il pas mort et restait-il une chance de le sauver. En tout cas, personne n'a encore donné d'explication crédible à ce curieux dernier voyage de Kabila. Au fond, dans cette affaire, le seul élément avéré, c'est que le président congolais a été victime de plusieurs coups de feu.

Il existe cependant une version officielle : le 16 janvier 2001, Kabila travaille dans son bureau avec son ministre de l'Économie, Émile Mota.

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

C'est le tout début de l'après-midi. Kabila n'a pas mangé parce que son état-major particulier aurait reçu un coup de téléphone avertissant que le déjeuner du président aurait été empoisonné. Le fait n'a jamais été éclairci. Kabila est à sa table de travail quand un jeune homme en uniforme entre dans son bureau sans être préalablement annoncé. Le président congolais ne s'étonne pas outre mesure. Ce jeune homme, Kasereka Rachidi, est l'un de ses gardes du corps. Il fait partie de ces enfants-soldats recrutés au début de la marche triomphale de Kabila vers Kinshasa, en 1996. Le président n'a donc aucune raison de se méfier de lui. Rachidi s'approche. Exactement, comme s'il avait un message confidentiel à lui transmettre. Il se penche au-dessus du chef d'État. Il sort une arme d'une poche de son uniforme et tire pratiquement à bout portant. Puis il s'enfuit.

Toujours selon la version officielle, Rachidi est maîtrisé et jeté à terre par d'autres gardes du corps, alertés par les coups de feu. Survient alors le chef d'état-major particulier de Kabila, le colonel Eddy Kapend. Il brandit une arme, sans doute un pistolet-mitrailleur, et crible de balles l'assassin alors que celui-ci est déjà maîtrisé !

Kapend a-t-il voulu empêcher Rachidi de parler ? C'est en tout cas ce que prétendra plus tard la justice. Car ce haut gradé sera accusé d'être l'un des acteurs du complot et peut-être même son cerveau.

Toutefois, selon une autre version, le colonel Kapend aurait tiré sur le jeune homme alors qu'il fuyait vers les appartements privés du président afin d'éviter que l'assassin ne s'en prenne la famille de Kabila. Mais selon plusieurs témoignages, d'autres gardes du corps se trouvant dans le palais présidentiel auraient eux aussi ouvert le feu. Et certains, sans doute des complices, auraient ensuite pris la fuite.

Au milieu de toutes ces allégations contradictoires, le conditionnel est donc de rigueur. Car il n'est même pas sûr que Rachidi ait été l'assassin de Kabila.

Pourtant, selon la version officielle, il existait un témoin, le ministre de l'Économie. Mais Émile Mota confiera plus tard qu'on lui a demandé de raconter qu'il se trouvait dans le bureau présidentiel alors qu'en fait, il attendait dans l'antichambre le moment d'être reçu. Encore un mensonge ?

Les dessous de la Françafrique

Même l'arme du crime n'a pas été retrouvée. Cependant, si Rachidi était vraiment l'assassin, on aurait découvert son arme sur lui ou à côté de lui. La confusion n'explique pas tout et donne l'impression d'une action concertée dans laquelle Rachidi n'a vraisemblablement été qu'un bouc émissaire dont personne n'a été autorisé à voir le cadavre.

Le jeune homme avait-il personnellement des raisons d'en vouloir à Kabila ? Il a été prétendu qu'il aurait voulu venger l'élimination physique ordonnée par Kabila de l'un de ses anciens chefs. Mais cette liquidation avait eu lieu quatre ans auparavant. Le jeune garde du corps aurait eu bien des occasions d'assassiner plus tôt le président congolais qu'il voyait presque quotidiennement.

Reste que dans cette affaire confuse, une certitude émerge : si vraiment il y a eu complot, le colonel Kapend en était ! Son attitude le prouve. D'autant que le chef d'état-major particulier du président Kabila joue un rôle éminent dans les heures et les jours qui suivent.

Le soir même de l'attentat, il se rend à la télévision, appelle les Congolais au calme et ordonne l'armée de demeurer consignée dans ses casernes. Ensuite, au cours de la nuit, il prend l'initiative de réunir les principaux dirigeants du régime. Le colonel révèle à ces barons du régime que Kabila lui a confié, quelque temps avant de mourir, qu'il désirait que son fils Joseph lui succède. Sa parole n'étant pas mise en doute, le jeune Kabila est rappelé du Katanga où il exerce un commandement militaire et malgré son inexpérience politique, il est prestement invité à s'asseoir dans le fauteuil de son père.

Ici, il faut bien évoquer une rumeur : Kabila junior, qui n'a guère montré d'affliction, aurait pu être le complice de Kapend, l'instigateur du complot qui a abouti à l'assassinat de son père ! N'est-ce pas à lui que profite le crime ? Mais alors pourquoi fait-il bientôt arrêter l'homme qui l'aurait propulsé au pouvoir ? Non, si Kapend et le jeune Kabila avaient été de mèche, ce dernier ne l'aurait pas jeté en prison mais fait assassiner afin qu'il ne parle pas.

Le colonel Kapend, originaire du Sud-Katanga proche de l'Angola, était l'homme de Luanda, chacun le savait à Kinshasa. D'abord protecteurs de Kabila à qui ils avaient sauvé la mise, une prérogative qu'ils partageaient avec les Zimbabwéens et leur valaient de solides contreparties en diamants, les Angolais avaient fini par se lasser. La paix

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

n'était toujours pas en vue et le président congolais ne semblait pas décidé à en terminer.

Pire, alors qu'ils avaient très envie de rapatrier leurs troupes pour en finir eux-mêmes avec leur rébellion interne, ils venaient d'apprendre que Kabila avait pris des contacts secrets avec le chef de celle-ci, Jonas Savimbi. Une véritable trahison !

Cependant, au Congo, à l'annonce de l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, ce sont d'abord les États-Unis qui sont accusés d'être les commanditaires ou les inspireurs du crime.

L'Avenir¹ :

Le 17 janvier, le peuple congolais a célébré le anniversaire de l'assassinat de Patrice Lumumba, Premier ministre du Congo indépendant, dans une étonnante répétition de l'Histoire. Car le 16 janvier 2001, le chef de l'État congolais, Laurent-Désiré Kabila, a été criblé de balles dans sa résidence du Palais de Marbre de Kinshasa. Le 16 janvier n'était pas seulement la veille de l'anniversaire de Lumumba, mais aussi presque la veille du changement d'administration aux États-Unis d'Amérique. On ne peut pas ne pas trouver des liens entre l'attentat contre Kabila et l'approche de la date d'investiture de George W. Bush. De même l'assassinat de Lumumba avait des liens avec le changement de pouvoir aux États-Unis, Eisenhower s'appêtant à passer le pouvoir à Kennedy. Si Lumumba a été sacrifié sur l'autel de la guerre, on se demande en revanche pourquoi on en veut à Kabila. De toutes les façons, depuis son arrivée au pouvoir, Kabila a réveillé, dans certains milieux occidentaux qui jubilaient d'avoir liquidé le communisme, des réflexes anachroniques. Pourquoi continue-t-on à avoir peur des nationalistes lors-

I. Quotidien de Kinshasa, article de janvier 2003.

qu'on sait qu'aux États-Unis, en France, en Belgique ou partout ailleurs, on n'accepterait pas comme chef de l'État une personne qui ne donnerait pas la preuve de

l'amour profond pour son pays. On a l'impression que le nationalisme n'est condamnable que dans les pays du tiers-monde alors qu'il est une qualité— voire une vertu cardinale — dans les pays qui dominent le monde. C'est pourquoi on peut penser que ce n'est pas tant le nationalisme que l'indépendance réelle des pays du tiers-monde qui inquiète.

En dehors des Angolais, et peut-être des Américains, nombreux étaient ceux qui avaient intérêt à se débarrasser de Kabila. À commencer par les familles de tous ceux qu'il avait fait froidement exécuter. Toutefois, il est vrai que les Angolais avaient les meilleures raisons d'en vouloir au dirigeant congolais. Associés aux Zimbabwéens lorsqu'il avait été question de sauver Kabila, ils avaient l'impression d'être progressivement écartés au profit de ces derniers. Non seulement, il leur avait confié sa protection personnelle mais il envisageait de nommer un Zimbabwéen au poste de chef d'état-major de l'armée. Il était normal que l'Angola en conçoive du dépit. D'autant que c'étaient ses forces qui avaient fait le gros du travail lorsque Kabila les avait appelés au secours pour contrer l'armée rwandaise.

Il n'était jusqu'au Zimbabwe pour avoir eu la tentation d'en finir avec Kabila. Certes, celui-ci s'était montré généreux en confiant de nombreuses exploitations minières au gouvernement de Robert Mugabe, le président zimbabwéen. Mais était-ce suffisant ?

Plusieurs éléments troublants plaident en faveur de l'implication du Zimbabwe. Et d'abord le fait que la protection de Kabila, organisée par des militaires zimbabwéens, s'est montrée particulièrement défailante. D'autre part, pourquoi la dépouille mortelle de Kabila a-t-elle pris le chemin de Harare, la capitale du Zimbabwe ? S'il s'agissait de sauver le président congolais qui n'était peut-être pas encore mort, on l'aurait plutôt transporté en Angola, à Luanda, où il avait l'habitude de se faire soigner. Dernier point curieux : tous les hommes, politiciens ou militaires, qui sont arrêtés et accusés de complicité dans l'assassinat de Kabila seront gardés par des soldats zimbabwéens. Et ces mêmes Zimbabwéens, associés à des Angolais, seront membres à part entière

Ex-Congo belge • 3) De Mobutu à Kabila

de la commission d'enquête chargée d'élucider une affaire qui ressortait pourtant du seul Congo !

Alors pourquoi ne pas envisager que le Zimbabwe et l'Angola aient agi de conserve pour éliminer Kabila ? L'hypothèse tient la route. Tous les observateurs présents ce jour-là à Kinshasa ont noté que, très rapidement après l'assassinat, ce sont des troupes angolaises et zimbabwéennes qui se sont déployées dans la capitale congolaise pour empêcher tout désordre. Or les soldats angolais, plusieurs centaines, étaient arrivés sur l'aéroport de Kinshasa, en pleine nuit, la veille même de la mort de Kabila.

Autre mystère : très peu de jours après la mort de Kabila, on découvre les cadavres de onze Libanais qui vivaient à Kinshasa. Ils auraient été raflés par l'armée le lendemain de l'assassinat du président et immédiatement exécutés !

Ces hommes, installés au Congo où existait depuis fort longtemps une importante communauté libanaise, avaient réalisé d'excellentes affaires sous le précédent régime. Très liés aux généraux de Mobutu, ils détenaient une sorte de monopole du commerce des diamants. Mais Kabila avait mis fin à cette pratique et confié cette activité à un homme d'affaires israélien.

Ces Libanais auraient donc pu eux aussi être tentés d'en terminer avec Kabila afin de récupérer leur fructueuse activité, d'autant qu'ils étaient restés en relations avec les mobutistes qui avaient quitté le Congo après la victoire de Kabila. Riches, ils avaient les moyens de financer les conspirateurs. Les militaires qui les ont enlevés étaient certainement partie prenante du complot et se sont assurés de leur silence en les exécutant.

Colette Braeckman¹, journaliste :

La frustration des commerçants libanais se nourrissait d'une autre raison encore : un certain nombre d'entre eux uti-

I. Les nouveaux prédateurs, Fayard, 2003.

Les dessous de la Françafrique

lisaient les bénéfices réalisés au Congo (comme ailleurs en Afrique centrale) moins pour leur compte personnel que pour soutenir le Hezbollah au Sud-Liban. Bien plus tard, on devait même soupçonner certains d'entre eux d'avoir été, fût-ce indirectement, en contact avec les réseaux d'Al-Qaïda. Au moment du procès qui s'ouvrit en avril 2002, les enquêteurs avaient établi que certains réseaux libanais avaient été impliqués dans le transit de l'argent du complot, et qu'ils étaient entrés en contact avec Rachidi et ses compagnons, plus désargentés les uns que les autres. D'autres Libanais furent accusés d'avoir fourni l'arme du crime. Mais à ce moment, ils n'étaient plus là pour se défendre : dès le lendemain de l'assassinat de Kabila, le général Yav, qui, au fait de la conspiration, avait veillé à faire désarmer les militaires congolais, avait aussi fait exécuter onze Libanais, dont plusieurs étaient originaires d'un même village du Sud-Liban, et qui faisaient vraisemblablement partie du commando envoyé pour réaliser l'opération. Ces hommes qui promettaient de révéler ce qu'ils savaient à propos de la mort du chef de l'État en échange de la vie sauve, furent ainsi abattus avant d'avoir pu parler !

En fait, et c'est l'explication de tous ces mystères, il n'existait pas une conjuration mais plusieurs ! Tous ces conspirateurs poursuivaient le même objectif avec des mobiles différents. C'était à qui tirerait le premier et raflerait la mise en faisant porter la responsabilité de l'assassinat sur un autre !

Mais c'est peut-être un fait-divers français qui donne la clé de cette affaire. Vingt jours avant l'assassinat de Kabila, la police procède à une curieuse découverte près de Lyon. Dans une voiture carbonisée, elle trouve deux cadavres masculins. L'autopsie révèle que les deux hommes ne sont pas morts dans l'incendie du véhicule mais qu'ils ont été abattus d'une balle dans la tête.

Il s'agit de deux Congolais. Grâce à des tests génétiques, ils sont identifiés. L'un s'appelait Aimé Atebina. Capitaine, il était membre de la Division spéciale présidentielle créée par Mobutu, une police

secrète chargée des sales besognes. Son père était ambassadeur et sa mère trésorière du parti de l'ex-dirigeant zaïrois. Quant à sa sœur, elle est mariée à l'un des généraux les plus redoutables de l'ancienne dictature.

Atembina, qui avait obtenu un statut de réfugié politique en Belgique, ne se cachait pas de travailler à la chute de Kabila.

Le deuxième homme était un personnage encore plus intéressant. Philémon Mukuba, chef traditionnel d'une tribu du Kivu, avait exercé de très hautes fonctions au Congo. Il s'était rangé du côté de Kabila et avait obtenu d'être nommé à la tête d'une importante société minière, la Somico. Dans un pays qui regorge de ressources minières, il s'agissait d'un poste important qui lui a permis d'avoir accès à un considérable secret. Dans les derniers mois du règne de Mobutu, des barres d'uranium, mais aussi des déchets nucléaires, ont été dérobés dans le Centre de recherches nucléaires de Kinshasa, une installation scientifique construite par les Américains dans les années 1960, et qui comportait deux réacteurs dont l'un serait toujours en activité. L'uranium était aussi détourné dans une mine prétendument fermée et dont l'accès était strictement interdit.

Mukuba avait découvert l'endroit où ce combustible avait été caché ! Un uranium qui vaut très cher et fait l'objet de nombreuses convoitises, tant de la part d'États que d'organisations terroristes. Le Congolais, guère scrupuleux, imagine de vendre cet uranium pour son compte.

Le minerai est entreposé dans de gros faitouts en plomb qu'on appelle des casques. Mukuba essaie discrètement de les commercialiser. Il semble bien qu'il en a au moins vendu un à un personnage proche de Ben Laden. Cependant, malgré les précautions prises par l'indélicat personnage, les services de renseignement tant français qu'américains sont alertés et entreprennent de mettre le Congolais sous surveillance afin d'obtenir des informations plus précises.

La DGSE réussit ainsi à infiltrer quelqu'un dans l'entourage de Mukuba. Cet honorable correspondant est un homme d'affaires insoupçonné qui travaille à l'occasion pour le service.

Les dessous de la Françafrique

Cet espion travaille de façon efficace, gagne la confiance du P-DG de la Somico et permet même à la DGSE de récupérer l'un de ces casques d'uranium. Mais sa besogne ne se limite pas là. À Kinshasa, il parvient à se faire des relations au plus haut niveau. Auprès de Kabila lui-même. Cet homme est donc main tenant une source de renseignement très appréciable pour les services. Et c'est ainsi qu'il découvre le pot aux roses : le président congolais n'ignore rien du trafic des casques d'uranium.

Si le chef de l'État est au courant et laisse faire, c'est qu'il y trouve son intérêt. Pour lui-même ou pour son pays. Le Congo est alors un pays en guerre et partiellement occupé. Les armes coûtent très cher. Il est tentant de vendre des matières fissiles pour s'en procurer.

Mais Mukuba, cheville ouvrière du trafic, a tendance à jouer un jeu un peu trop personnel. Le président le sait et se méfie de plus en plus de lui. Le P-DG de la Somico a compris : prudemment, il séjourne de moins en moins dans son pays et se rapproche progressivement des milieux mobucistes qui, en Belgique ou en France, travaillent à comploter contre le président congolais. C'est ainsi qu'il rencontre le capitaine Atembina. Ce dernier est d'autant plus intéressé que la vente des casques d'uranium peut aussi servir à financer l'opposition au régime de Kabila.

Notre honorable correspondant se trouve par là-même dans une position assez inconfortable. Il a capté la confiance de Kabila mais, grâce à Mukuba, devenu un ami, il est désormais au cœur du complot qui vise à abattre ce même Kabila. Il lui est même proposé de mettre son entregent au service de la cause : pourquoi ne jouerait-il pas un rôle dans le financement du complot ?

Toutefois, il ne peut rester longtemps assis entre deux chaises, au risque d'être la première victime de cette situation inconfortable. Le service de renseignement qui l'emploie et le pouvoir qui le coiffe choisit à sa place : ce sera Kabila ! Le président congolais a en effet exprimé clairement son intention de nouer de meilleures relations avec la France. Paris a répondu très positivement et s'entremet dans les expéditions d'armes qui transitent par le Tchad où stationne un fort contingent français.

Ce choix en faveur de Kabila signifie parallèlement la dénonciation des agissements des conspirateurs mobutistes. Le président congolais est ainsi informé qu'il est physiquement menacé. Il réagit immédiatement en donnant l'ordre à ses services secrets d'assassiner Atembina

306

et Mukuba. Il est même probable que le guet-apens a été organisé à l'initiative de l'honorable correspondant de la DGSE.

Cependant, ce dernier n'a pas livré à Kabila toutes les informations qu'il possédait : il a omis en particulier de lui faire savoir qu'au cours d'un voyage en Suisse les mobutistes avaient rencontré le colonel Kapend, l'homme qui, justement, de par ses fonctions, était chargé de la sécurité du président et qui jouera un rôle crucial dans l'assassinat du président congolais.

Mais en révélant ce secret, l'agent français se serait trahi, car il avait assisté à cette rencontre ! Connaissant bien son homme, il n'a donc pas prévenu Kabila qui, dans un accès de fureur, aurait été capable de le mettre à mort pour punir son double jeu !

Stephen Smith, journaliste' :

Le délitement du régime mobutiste, à partir de 1990, a eu raison de toutes les précautions prises. [...] Il faut le croire, à en juger par les listes de matières radioactives proposées à la vente à Kinshasa, mais aussi de l'autre côté du fleuve Congo, à Brazzaville. Il ne s'agit pas seulement d'uranium à l'état naturel. Apparemment, des déchets nucléaires stockés dans le passé au Zaïre, souvent d'origine américaine, inondent également un marché clandestin qui, au grand dam des services secrets occidentaux, attire des acheteurs en provenance de tous les États voyous intéressés par la prolifération des matières enrichies ou propres à être retraitées. Un expatrié français, d'origine corse, aurait été repéré comme intermédiaire. Une source crédible affirme même que feu le président Laurent-Désiré Kabila aurait expédié, à bord de son avion personnel,

Les dessous de la Françafrique

des fûts de déchets radioactifs à Djerba, en Tunisie, où des agents du colonel Kadhafi seraient venus les récupérer. En échange, le chef de l'État libyen aurait contribué au financement de l'effort de guerre du régime de Kinshasa.

I. Le Monde, 5 mai 2001.

Les dessous de la Françafrique

Depuis 2002 et le déploiement d'une très importante force de maintien de la paix (la Monuc), le pays a recouvré une paix relative. Mais des bandes armées continuent d'écumer l'est du pays, pillant, tuant et violant. Après trente ans de mobutisme, huit ans de guerre, quatre millions de Congolais ont payé de leur vie l'instabilité chronique de leur pays.

Rwanda : la France en procès

Il s'agit de l'une des pages les plus noires de l'histoire contemporaine. Un génocide, reconnu comme tel par l'Organisation des Nations unies, c'est-à-dire la destruction systématique d'un groupe ethnique, des centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants massacrés : l'un des derniers génocides du XX^C siècle. Il y a seulement quatorze ans, au Rwanda.

À l'époque, et sans doute pour évacuer à la fois l'horreur et la culpabilité, ce génocide a souvent été présenté dans le monde dit civilisé comme un massacre de plus entre tribus africaines rivales. Bref, une boucherie quasi banale, lointaine et exotique.

Une thèse qui nous arrange, nous Français. Car notre pays, pour des raisons qui n'ont toujours pas été vraiment éclaircies, a été étroitement mêlé à cette barbarie.

En 1998, les parlementaires français — et ce fut une première - ont créé une mission d'information sur les opérations militaires menées par la France au Rwanda. Présidée par l'ancien ministre de la Défense, Paul Quilès, cette mission, après neuf mois de travail et de nombreuses auditions, a souligné, selon le journal *Le Monde*, « les erreurs, les fautes et l'aveuglement de la France avant le génocide ». Elle a aussi critiqué l'opacité de sa politique africaine, domaine réservé de l'Élysée. Toutefois, elle a conclu, de façon assez paradoxale, que Paris n'avait aucune responsabilité dans les massacres de 1994 qui ont fait entre cinq cent mille et un million de morts.

Cependant, depuis, deux documents ont jeté un éclairage nouveau sur la tragédie. Il y a d'abord le réquisitoire rédigé par le juge Bruguière qui rejette la responsabilité du massacre sur le

régime actuel de Kigali, accusé d'avoir sciemment provoqué ce génocide en attendant à la vie du président Habyarimana. Et de l'autre côté, une charge plus politique que judiciaire qui a suscité une violente réaction rwandaise : la publication à l'été 2008 d'un gros rapport qui dénonce l'attitude française avant et pendant le génocide. Réponse du berger à la bergère ? Certainement. Mais Paris ne pourra pas se contenter d'émettre des réactions outragées pour répondre à ces accusations précises et étayées.

Le 6 avril 1994, le président rwandais Juvénal Habyarimana participe en Tanzanie à une importante réunion des chefs d'État de la région des Grands Lacs. Au menu, il y a l'application des accords conclus un an plus tôt à Arusha et qui doivent mettre fin à la guerre civile qui ensanglante le petit Rwanda depuis 1990.

Habyarimana s'engage à former un nouveau gouvernement qui accordera une juste place à chacune des factions rwandaises, Hutu et Tutsi. En fin de journée, le président monte dans son avion, un Falcon offert par la France et piloté par un équipage militaire français. Le président du Burundi, pays voisin et jumeau du Rwanda, emprunte ce même appareil pour regagner son pays.

Il est un peu plus de 20 heures lorsque le Falcon arrive en vue de l'aérodrome de Kigali, la capitale rwandaise. Soudain, l'avion explose, victime d'un tir de missile sol-air guidé par infrarouge et donc attiré par la chaleur des réacteurs. En fait, deux engins ont été lancés. Le premier missile a raté sa cible, mais le deuxième a fait mouche.

Cet attentat déclenche officiellement le génocide. Mais, c'est simplement l'étincelle qui met le feu aux poudres. Car les explosifs étaient déjà en place et le génocide programmé.

Les premiers massacres commencent tout juste une heure après l'attentat. Les assassins étaient donc prêts et n'attendaient que ce sinistre feu vert pour passer à l'action. D'où cette première question : les massacreurs n'étaient-ils pas aussi les auteurs de l'attentat ?

Avant de répondre et d'examiner les autres hypothèses, il convient d'opérer un retour en arrière.

Les dessous de la Françafrique

Le Rwanda et le Burundi sont d'abord des colonies allemandes. Mais, après la Grande Guerre, la Société des Nations confie ces petits territoires à la Belgique qui règne déjà sur l'immense Congo voisin.

Le Rwanda, « pays des Mille Collines », est très peuplé : sept millions d'habitants, essentiellement des agriculteurs reconnus pour leur dynamisme et leur assiduité au travail. Comme au Burundi, on y trouve deux groupes, les Hutu et les Tutsi qui ont sans doute de lointaines origines différentes. Les premiers venant du sud et les seconds du nord. Mais depuis des siècles, ils vivent ensemble, parlent la même langue et pratiquent la même religion. En réalité, la principale différence entre eux est sociale, les Tutsi étant plutôt des féodaux tandis que les Hutu occupent généralement le bas de l'échelle sociale. Et s'il existe une disparité ethnique, elle s'est atténuée au fil des ans. Pourtant le colonisateur va la ressusciter et même l'amplifier, pour mieux assurer son pouvoir. C'est ainsi que les Belges, avec la collaboration toute puissante des missions catholiques, s'appuient sur les Tutsi présentés comme des guerriers et des seigneurs alors que les Hutu ne seraient que de vulgaires roturiers et des serfs. Les rivalités traditionnelles sont artificiellement exacerbées. La compétition raciale, et donc la haine, est attisée et même formalisée : sur les cartes d'identité figure la mention Hutu ou Tutsi. Une pratique qui se perpétuera après l'indépendance.

Démographiquement, les Hutu sont largement majoritaires : plus de 80 % de la population. Il faut ajouter que les colonisateurs belges ont essayé de justifier scientifiquement ce racisme institutionnel, en s'inspirant par exemple des thèses de Gobineau sur l'inégalité des races.

Cependant, dans les années 1950, le système évolue à cause de l'aspiration à l'indépendance qui se développe d'abord dans les cercles les plus éduqués, c'est-à-dire chez les Tutsi. Ces derniers remettent aussi en question l'hégémonie de l'Église catholique. Les Belges opèrent donc un brusque changement de cap et s'appuient désormais sur les Hutu ! Ce renversement d'alliance a des effets pervers parce qu'il accroît les tensions entre les deux communautés. En 1959, on assiste aux premières émeutes raciales. Les Hutu, avec la bénédiction des autorités coloniales, s'en prennent violemment aux Tutsi dont certains sont chassés vers l'Ouganda. Des milliers d'autres sont massacrés. Désormais, on

Rwanda : la France en procès

assistera au Rwanda, comme au Burundi voisin, à de brusques et régulières flambées de violence entre les deux groupes.

Pascal Krop, journaliste¹ :

En 1948, le docteur belge Sasserath publie un livre sur ce pays : « Lorsque Son Altesse Royale, le prince Charles, visita le Rwanda-Burundi, il fut frappé par la taille des notables, de véritables géants, régnant sur un peuple de nègres représentant environ un dixième de la population et formant en réalité une race de seigneurs... Le reste de la population est Bantou. Ce sont les Bahutu [c'est-à-dire les Hutu], des nègres qui en possèdent toutes les caractéristiques : nez épaté, lèvres épaisses, front bas, crâne brachycéphale... C'est la classe des serfs, » Une fresque sociale qui a de quoi faire frémir... Résultat : en novembre 1959, des massacres éclatent un peu partout au Rwanda. Pourchassés, leurs maisons brûlées, des dizaines de milliers de Tutsi sont massacrés. Les autres se réfugient à l'étranger. En 1963 et 1964, les exilés Tutsi tentent plusieurs raids depuis le Burundi et l'Ouganda. Ces coups d'État manqués entraînent une radicalisation du nouveau pouvoir Hutu. Le régime instaure dans tout le pays la règle des 10 % : un chef d'entreprise ayant moins de dix salariés ne peut désormais embaucher qu'un seul Tutsi. Dans l'enseignement et dans l'administration, les Tutsi sont massivement exclus. Dans l'armée, seuls les Hutu sont admis.

Lorsque l'indépendance survient, un président Hutu est élu. Mais une dizaine d'années plus tard, ce dirigeant, victime d'un coup d'État est chassé par un autre Hutu, originaire des régions du nord, le général Juvénal Habyarimana.

1. Silence, on tue, Crimes et mensonges à l'Élysée, Flammarion, 2001.

En effet, les Hutu ne forment pas un groupe homogène. Ceux du centre ou du sud sont plutôt des modérés, c'est-à-dire qu'ils sont moins

anti-Tutsi que ceux du nord. D'ailleurs, lorsque commencera le génocide de 1994, certains de ces modérés seront les premières victimes des assassins.

Au pouvoir, les Hutu se radicalisent et institutionnalisent le racisme anti-Tutsi. Tandis qu'à l'extérieur les Tutsi réfugiés en Ouganda s'organisent militairement et opèrent de fréquentes incursions au Rwanda. Quant à l'ancienne puissance coloniale, elle se désengage progressivement. Même si l'Église catholique belge, très favorable à la majorité Hutu, reste influente dans le pays.

En octobre 1990, des Tutsi, regroupés au sein du FPR, le Front patriotique rwandais, attaquent au nord du pays. Venant de l'Ouganda, ils ont préalablement participé militairement à la guerre civile qui a porté au pouvoir le nouveau président ougandais, Yoweri Museveni. En retour, celui-ci n'a pas ménagé ses encouragements et son aide à ses alliés qui entendent renverser le gouvernement rwandais.

Une véritable guerre commence. Le FPR est un belligérant redoutable. Ses troupes sont bien formées, bien armées. La menace est sérieuse.

Lorsque l'offensive du FPR se déclenche, le président Habyarimana est en voyage aux États-Unis. Mais au lieu de rentrer directement chez lui, il fait un détour par l'Europe afin de demander de l'aide. Naturellement, il s'adresse d'abord à la Belgique ; lorsqu'un régime africain est en difficulté, il fait toujours appel à l'ancien colonisateur auquel le lient souvent des accords militaires. Le roi Baudouin prête une oreille favorable aux demandes du président Habyarimana. Quatre cents paras belges s'envolent pour le Rwanda. Mais leur mission est limitée. Ils doivent seulement évacuer les expatriés belges et repartent dès qu'ils ont accompli leur mission. Aussi, le président rwandais s'adresse-t-il à la France qui, en 1975, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, a signé très discrètement un accord de coopération militaire avec le Rwanda. Habyarimana demande à Paris de respecter ses engagements. Pourtant, jusque-là, la France ne s'est pas vraiment intéressée au petit Rwanda. Mais quand le président Habyarimana s'adresse à son homologue français, François Mitterrand voit là une occasion de s'implanter dans l'Est africain et d'agrandir sa sphère d'influence sur le

Rwanda : la France en procès

continent. D'autant que le Rwanda francophone est victime d'une agression opérée depuis un pays anglophone, l'Ouganda !

Les deux présidents se connaissent bien. On a même prétendu que leurs fils étaient amis. Jean-Christophe Mitterrand, baptisé ironiquement « Papamadit », et qui est alors en charge de la cellule africaine de l'Élysée, s'entendrait très bien avec Jean-Pierre Habyarimana. Mais il faut faire la part de la rumeur.

En outre, le président rwandais a été l'un des chefs d'État africains qui a chaleureusement applaudi le fameux discours de Mitterrand au sommet de La Baule, en juin 1990, une allocution dans laquelle le président français demandait aux dirigeants africains de faire progresser la démocratie sur le continent et d'en finir avec le système des partis uniques !

Mitterrand a donc été favorablement impressionné par Habyarimana, qui était par ailleurs un homme cultivé. Aussi, lorsque le Rwandais l'appelle au secours, le Français réagit-il aussitôt et ordonne l'envoi de paras au Rwanda. Ce sera l'Opération Noroît.

Le prétexte est humanitaire (la protection des Français et des Belges, présents au Rwanda) mais il ne fera pas longtemps illusion : les soldats français, presque six cents hommes, sont bien là pour soutenir l'armée rwandaise qui se bat contre les troupes Tutsi du FPR, présentées comme des agresseurs. Pourtant, ces Tutsi sont des Rwandais chassés de chez eux par le racisme Hutu. Mais Paris ne veut pas en tenir compte. Les Hutu sont largement majoritaires dans le pays. Donc le gouvernement du président Habyarimana est légitime ! Quant à leurs adversaires, les Tutsi du FPR, un général français — et pas des moindres puisqu'il s'agit du chef d'état-major particulier du chef de l'État — n'hésitera pas à les traiter de « Khmers noirs » !

Cependant, très tôt, notre ambassadeur à Kigali met en garde l'Élysée : un conflit ethnique de grande ampleur peut éclater à tout moment. Mitterrand pense au contraire que notre intervention militaire contiendra les risques de conflit et qu'un jour ou l'autre, grâce à la France, les adversaires se rencontreront autour d'une table de négociation.

Sur le terrain, les faits semblent contredire cette estimation : les paras français sont à peine arrivés que le pouvoir rwandais se livre à

Les dessous de la Françafrique

une véritable provocation en mettant en scène une fausse attaque de la capitale, Kigali, puis en organisant une vaste campagne d'arrestations, suivie par de nombreux massacres de civils.

Les militaires français, témoins malgré eux, ne peuvent donc ignorer ces exactions mais laissent faire. Toutefois, à Paris, les ministres concernés, ceux de la Défense et des Affaires étrangères, ne sont guère enthousiastes à l'idée de voir le contingent français demeurer sur place. Mais l'affaire ressort du domaine réservé du président de la République !

En principe, Paris a même exclu toute présence active de nos forces dans la zone des combats. Cependant la réalité est bien différente : des militaires français pilotent des hélicoptères de combat rwandais, mènent des actions de reconnaissance en profondeur ou font même la police à Kigali. D'autres soldats présents sur le front règlent la hausse de pièces d'artillerie. Bien sûr, au dernier moment, ce n'est pas l'artilleur français qui tire. Mais quelle est la différence ?

Quoi qu'il en soit, l'aspect le plus important de cette coopération militaire demeure la formation de l'armée rwandaise qui, en 1990, ne compte que quelques milliers de soldats ni très motivés ni bien entraînés. Paris décide donc de prendre les choses en main. Des officiers instructeurs sont envoyés au Rwanda. L'armée rwandaise voit ses effectifs grossir dans des proportions considérables. En 1992, elle comptera jusqu'à cinquante mille soldats. Pour autant, cette troupe, si elle est nombreuse, ne se signale guère par son efficacité : à chaque fois que les rebelles du nord attaquent, le soutien militaire français est indispensable.

Cela signifie que Paris est de plus en plus engagé. Un lieutenant-colonel français, chef du détachement d'assistance militaire, devient même en 1992 le conseiller du président Habyarimana et le chef suprême de l'armée rwandaise !

C'est donc la France qui conduit la guerre contre l'envahisseur, comme on persiste à qualifier le FPR. Naturellement cette assistance militaire s'accompagne de livraisons d'armes et de matériel : missiles, hélicoptères, pièces d'artillerie. On doit même puiser dans les stocks de l'armée française pour approvisionner les Rwandais.

Rwanda : la France en procès

Certaines de ces livraisons sont officielles mais d'autres le sont beaucoup moins et sont le fait d'intermédiaires et de filières plus ou moins clandestines. Ainsi, le nom de Paul Barril, conseiller officieux du président Habyarimana, a-t-il été évoqué mais aussi celui d'un ancien policier, membre de la fameuse cellule de l'Élysée.

Colette Braeckman, journaliste¹:

Les hommes des forces spéciales françaises vont plus loin encore : à Kigali, ils participent directement, et en uniforme, aux interrogatoires « musclés » des prisonniers du FPR et les questionnent sur la stratégie poursuivie, la logistique, les contacts avec l'extérieur, les sources de financement. La plupart d'entre eux opèrent sous des noms de code, qui commencent par la première lettre de leur nom. Pour en savoir plus, les Français mèneront même des « actions en profondeur ». Tellement profondes qu'elles les conduiront en territoire ougandais, à l'arrière des lignes du FPR, afin de mesurer l'ampleur de l'aide apportée par Kampala aux rebelles. Le rôle du DAMI, Détachement d'assistance militaire et d'instruction, est plus ambigu encore : ses hommes, au nombre d'une trentaine, ne sont pas seulement présents sur le terrain, ils participent directement à la formation des recrues rwandaises et, selon certains témoignages, à l'entraînement de milices.

Cette première guerre oubliée et secrète aboutit à un véritable désastre humanitaire. Au nord du pays, des centaines de milliers de Hutu fuient leurs villages menacés par les Tutsi du FPR et viennent s'entasser à Kigali tandis que dans les autres zones, on assiste à de nombreux massacres commis par des groupes extrémistes Hutu dont certains appartiennent au parti du président Habyarimana. D'ailleurs, des

1. Rwanda, histoire d'un génocide, Fayard, 1994.

proches du président rwandais encouragent publiquement les assassins. En 1992, le numéro deux de son parti prononce un discours terrifiant où

il engage ses partisans à exterminer les familles des Tutsi membres du FPR : « Celui à qui vous n'aurez pas tranché la tête sera celui qui tranchera la vôtre ! »

Paris est d'autant mieux informé que les agents de la DGSE présents sur place envoient des rapports très précis à leur centrale. D'autre part, la réalité de ces massacres de Tutsi est établie par une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme. Dans un document transmis à l'Élysée, il est même mentionné le nom des responsables de ces escadrons de la mort. Et surtout, ce rapport évoque de façon très lucide la probabilité d'un génocide ! Un an plus tard, en 1993, une mission des Nations unies émettra le même pronostic.

Alors faut-il parler d'aveuglement français ?

Certes, Paris, à plusieurs reprises, a semoncé les autorités rwandaises et rappelé Habyarimana au respect des droits de l'homme. En vain ! Le président rwandais promettait mais ne changeait rien.

D'autre part, il semble que la France s'était trop compromise et qu'il lui ait été impossible de reculer ! Abandonner le Rwanda aurait été reconnaître que depuis 1990, notre pays faisait fausse route. Or la thèse officielle restait celle de l'agression extérieure. Une agression anglosaxonne ! Certains ont même évoqué le complexe de Fachoda !

Alors il est vrai que l'Élysée n'entendait pas laisser le champ libre aux Anglophones dans un pays traditionnellement francophone. Mais plus sérieusement, le président Mitterrand ne désespérait pas d'obtenir sous les auspices de la France un accord politique entre les belligérants car il estimait être le mieux placé pour faire pression sur Habyarimana et l'amener à la table de négociation.

La suite paraît lui donner raison : des pourparlers s'engagent en janvier 1993, à Arusha, une ville de Tanzanie. Il s'agit d'aboutir à une meilleure répartition entre Hutu et Tutsi au sein du gouvernement

1. En 1898, Fachoda, une place soudanaise du haut Nil, a dû être évacuée par la mission Marchand après un ultimatum britannique.

rwandais. Contre toute attente, un accord est signé entre le FPR et les autorités de Kigali. Mais Habyarimana le remet presque aussitôt en cause, d'abord parce qu'il ne veut pas partager le pouvoir avec des Tutsi, et ensuite parce que, placé devant le fait accompli, cet accord lui

Rwanda : la France en procès

a été imposé. Le président du Rwanda n'a donc aucunement l'intention de l'appliquer.

La preuve ne tarde pas à en être donnée : les massacres de Tutsi recommencent rapidement. Conséquence immédiate, le FPR, depuis ses bases ougandaises, lance une offensive très musclée dans le nord du pays. Le prétexte est tout trouvé : il s'agit de venir au secours des populations menacées par les milices Hutu (les Interahamwe) entraînées par les Français et qui formeront plus tard le fer de lance du génocide.

La guerre recommence et, un instant, on pense même que les troupes du FPR vont s'emparer de Kigali.

Comme à son habitude, Habyarimana en appelle à la France qui répond aussitôt « présente ». Mitterrand envoie cent cinquante hommes du 2 I^e RPIMA qui étaient stationnés en Centrafrique. Ils doivent agir en soutien arrière de l'armée rwandaise. Ce renfort ne suffit toutefois pas à juguler l'offensive du FPR.

Jean-Christophe Mitterrand¹

Je m'inquiétai néanmoins lorsque, en février 1991, mon père décida de gonfler nos effectifs dans le cadre de l'Opération Noroît. J'avais le sentiment que nous nous engageons beaucoup trop et je lui demandai pourquoi nous en faisons autant. Il me répondit, très net : « La situation au Rwanda est plus que tendue. Explosive. L'agression du FPR déstabilise les rapports politiques et attise la fracture ethnique. Il nous faut gagner du temps pour obliger les parties à s'entendre, car dans cette région des Grands Lacs les massacres sont devenus la norme. Dans ce type de conflit, ne cherche pas les bons et les

I. op. cit.

méchants, il n'existe que des tueurs potentiels. » Il avait le pressentiment que le dérapage était possible, mais il pensait que Habyarimana, malgré sa faiblesse, restait le pivot autour duquel une solution pouvait être trouvée.

Les dessous de la Françafrique

La situation devient de plus en plus périlleuse pour Habyarimana. D'autant que les Tutsi sont maintenant soutenus par cinq bataillons ougandais ! L'« agression » étant devenue patente, l'Élysée renforce le dispositif militaire français : sept cents soldats se trouvent maintenant au Rwanda.

Cependant, Mitterrand finit par avoir des doutes sur le bien-fondé de notre engagement au Rwanda et pas seulement parce que le ministère de la Défense commence à grogner. Alors pourquoi ne pas saisir l'ONU puisque désormais l'Ouganda est entré officiellement dans le jeu ? À la demande de la France, le Conseil de Sécurité adopte donc une résolution prévoyant le déploiement d'une force de contrôle qui, à terme, remplacerait les troupes françaises. Certains militaires présents sur place pourraient, dans ces conditions, coiffer le Casque Bleu des Nations unies.

C'est sans compter avec la nouvelle cohabitation qui s'instaure Paris. Édouard Balladur est le nouveau Premier ministre tandis que François Léotard reçoit le portefeuille de la Défense. Les deux hommes, à l'inverse de leur collègue des Affaires étrangères, Alain Juppé, sont partisans de renforcer encore un peu plus notre contingent au Rwanda car ils estiment que l'ONU tergiverse et tarde à envoyer des Casques bleus.

Le président, lui, partage plutôt l'avis de Juppé. Il trouve qu'on est déjà trop engagé, Mais n'en est-il pas le principal responsable ?

Toutefois, il n'est pas besoin d'envoyer de nouvelles troupes : soudain, la tension décroît. Le FPR desserre son étreinte. Et les belligérants retournent à la table de négociation, toujours à Arusha. Un nouvel accord est conclu en août 1993. Il prévoit la transition démocratique, la fusion des deux armées belligérantes au sein d'une armée nationale et l'envoi sur place de forces de l'ONU. Ce sera la Minuar, Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda et elle comprendra deux mille cinq cents hommes. Quant aux troupes françaises, il est prévu qu'elles quitteront le Rwanda dès que les Casques bleus de l'ONU débarqueront. Seuls resteront quelques conseillers militaires. Officiellement, en tout cas. Car la preuve a été apportée que certains militaires français, qui n'avaient par ailleurs nulle

Rwanda : la France en procès

envie de quitter le Rwanda, sont demeurés là-bas. Discrètement, bien sûr. Et en civil.

Paris ne pouvait pas l'ignorer. Comme il lui était difficile de ne pas savoir que, malgré l'accord d'Arusha, des armes continuaient à parvenir aux Hutu de l'armée rwandaise et des milices. Souvent grâce à des intermédiaires français.

la fin de l'année 1993, on note un peu partout dans le pays la constitution de groupes d'autodéfense Hutu qui reçoivent des armes neuves : machettes, fusils d'assaut, grenades. D'autre part, une radio, la tristement célèbre Radio des Mille collines ne cesse de lancer sur ses ondes des appels à la haine contre les Tutsi et à l'extermination de l'ennemi intérieur.

Le calme qui a suivi les accords d'Arusha est donc plus que jamais précaire. C'est l'avis de tous les observateurs sérieux qui se rendent compte que les extrémistes Hutu et tous ces miliciens formés par la France n'acceptent pas le compromis d'Arusha et accusent le président Habyarimana d'avoir capitulé devant les Tutsi. Autant de fanatiques qui ont une bonne raison de vouloir se débarrasser de lui et donc d'avoir fomenté l'attentat contre son avion avant de perpétrer le gigantesque massacre qui va suivre presque immédiatement.

Si le coup vient de ce côté-là, il s'agit d'un complot préparé de longue date. Kangura était un journal rwandais à la solde des Hutu les plus déterminés à liquider tous les Tutsi. Un torchon qui suait la haine. Or, en décembre 1993, quatre mois donc avant la mort de Habyarimana, son rédacteur en chef prédit que le président rwandais mourra avant le mois de mars 1994. Il affirme que le président sera tué par un Hutu à la solde des Tutsi !

Visiblement, il essaie de donner le change car il ne peut livrer toutes les informations qu'il possède ! Un mois plus tard, il ajoute une autre prédiction : d'après lui, la guerre va reprendre. Il faudra massacrer avant d'être massacré et beaucoup de sang sera versé.

Autre indice étonnant : le 3 avril 1994, le commentateur de la sinistre Radio des Mille collines, aussi appelée « radio-machette », annonce que dans les jours qui viennent les esprits vont s'échauffer. Le 6, il se produira un événement important suivi aussitôt par des péripéties encore plus considérables. La radio des extrémistes Hutu qui, pendant le génocide, ne cessera d'appeler ses auditeurs à massacrer les Tutsi, semble donc annoncer trois jours à l'avance la mort du président et le cataclysme que l'attentat va déchaîner.

En réalité, on le sait aujourd'hui, tout était prêt depuis des semaines : ces mêmes hommes, avec la complicité de l'armée rwandaise et de membres du parti du président, avaient dressé des listes de Tutsi et de Hutu modérés. Autant de personnes à liquider au plus tôt dès que le signal serait donné !

Cependant, si ces Hutu avaient un mobile pour assassiner Habyarimana, ils n'étaient pas les seuls ! Les ennemis naturels du président rwandais étaient les Tutsi. Certes, le récent accord conclu en Tanzanie leur était plutôt favorable puisque le FPR allait entrer au gouvernement. Mais pour les dirigeants de ce parti, ce n'était peut-être pas encore suffisant.

En outre le FPR avait une bonne raison d'en vouloir à Habyarimana qui, pendant de si longues années, avait couvert, sinon encouragé personnellement, les massacres de Tutsi.

Pour autant, Kagamé, le leader du FPR, n'ignorait pas qu'en faisant assassiner Habyarimana, il déclencherait de terribles représailles chez les siens. Un risque insensé qui provoquerait des dizaines de milliers, des centaines de milliers de morts parmi sa propre communauté. Les Tutsi, déjà fortement minoritaires, menaçaient tout simplement d'être éliminés en totalité. C'était d'ailleurs la solution finale envisagée par les Hutu les plus ultras qui entendaient ainsi régler une fois pour toutes la question ethnique !

Alors examinons les faits par un autre bout de la lorgnette : qui avait la possibilité matérielle de tirer un missile sur l'avion du président rwandais ?

Les soldats du FPR étaient incon testablement capables d'utiliser un missile sol-air. Certains d'entre eux avaient été formés par les Américains, sans doute des hommes de la CIA. D'autre part, il est

Rwanda • la France en procès

probable qu'ils possédaient de tels engins, même si, après l'attentat, ils ont démenti. Mais pouvaient-ils aussi accéder à la zone d'où a été tiré le missile, c'est-à-dire à proximité de l'aéroport ?

En avril 1994, cette aire était contrôlée par les forces armées rwandaises. Il leur aurait donc fallu infiltrer un commando dans un secteur hostile tenu par des Hutu. Rien n'est impossible à des gens déterminés et bien entraînés. Toutefois l'opération présentait quand même pas mal de difficultés.

De l'autre côté, les Hutu, formés par les Français, étaient-ils en mesure de tirer un missile ? Tous les experts militaires présents sur place répondent par la négative : soldats ou miliciens Interahamwe n'en avaient pas la capacité technique.

Nous entrons là dans une zone pleine d'ombres. Si ténébreuse même que les hypothèses les plus bizarres ont été émises.

L'indice le plus fiable est fourni par l'origine des deux missiles qui ont été tirés, des SAM-16 de fabrication soviétique qui auraient été récupérés par l'armée française lors de la guerre du Golfe.

Mehdi Ba¹ •

La version officielle se borne à constater que l'avion a été abattu par deux missiles, sans préciser le camp des auteurs du tir. Et un seul indice tangible a pour l'instant été fourni sur l'origine des missiles utilisés, pour être aussitôt minimisé par celui-là même qui l'avait avancé : l'universitaire belge Filip Reyntjens, auteur d'un livre très documenté sur ces Trois jours qui ont fait basculer l'histoire. Les missiles, de modèle SAM16 (série « Gimlet »), auraient été récupérés par la France pendant la guerre du Golfe sur un stock de l'armée irakienne. M. Reyntjens, après avoir récupéré un rapport des FAR (Forces armées rwandaises) mentionnant les numéros de série de lanceurs trouvés par une patrouille à Masaka (le lieu probable du tir), a obtenu le tuyau d'une source britannique « bien

I. Rwanda, un génocide français, L'Esprit frappeur, 1997.

Les dessous de la Françafrique

informée » et affirme avoir pu le recouper par la suite. Curieusement, il ne voit dans cette information inédite aucune présomption particulière que Paris ait pu être impliqué, de près ou de loin, dans l'exécution du président rwandais. Pourtant, comment expliquer autrement que des missiles ayant appartenu à l'armée française se soient retrouvés au lieu-dit Masaka, à proximité de l'aéroport international de Kanombé, ce jour d'avril 1994 ?

Si on retrouve ces engins au Rwanda, c'est qu'ils ont été vraisemblablement convoyés par des militaires français ou qu'ils ont fait partie de tous ces lots d'armes livrés aux Rwandais. Comme les soldats de l'armée rwandaise ne semblaient pas capables de tirer ces missiles, qui aurait pu les aider ?

Des Blancs ont été aperçus par plusieurs témoins dans un véhicule à proximité du lieu où ont été tirés les missiles. Ils semblaient très pressés, exactement comme s'ils voulaient quitter les lieux au plus vite. Ils auraient donc pu être les artificiers de ces engins.

Autre point jamais éclairci et qui pourrait avoir un rapport avec la présence de ces Blancs : deux sous-officiers français appartenant au DAMI, c'est-à-dire le Détachement d'assistance militaire et d'instruction, ont été assassinés tout de suite après l'attentat contre Habyarimana.

Or une journaliste belge, Colette Braeckman, a lancé un vrai pavé dans la mare en prétendant que c'étaient justement des militaires du DAMI qui avaient tiré les missiles !

En assassinant ces deux sous-officiers, on a peut-être voulu faire taire des témoins (ou des acteurs) qui en savaient trop !

Colette Braeckman n'a pas produit de vraies preuves sur l'implication du DAMI mais elle a réuni un faisceau d'informations. Un chef de milice Hutu lui a d'abord affirmé que c'étaient deux hommes du DAMI qui avaient tiré les missiles. Il lui a même donné le pseudonyme de l'un d'eux, Étienne. En poursuivant son enquête, elle a appris qu'un des militaires du DAMI qui se trouvait à l'époque en mission au Rwanda était ainsi surnommé. Ensuite, elle a appris qu'un détachement de l'armée rwandaise,

Les dessous de la Françafrique

doté de deux lanceurs portatifs, stationnait ce jour-là pas très loin de l'aérodrome de Kigali. Or, d'après un témoin belge, deux de ces militaires portaient leur béret à la française. Et non pas à la rwandaise ou à la belge.

Il faut se souvenir que des conseillers militaires français sont demeurés au Rwanda après le débarquement des Casques bleus. Mais si cette journaliste belge a raison, pourquoi la France aurait-elle voulu se débarrasser du président Habyarimana qu'elle soutenait à bout de bras depuis si longtemps ?

L'objection est sérieuse et permet d'envisager une autre hypothèse : ces hommes (des Français ?) ont peut-être agi de leur propre initiative. Comme des mercenaires.

Les accords d'Arusha devaient conduire à la paix au Rwanda. Une perspective qui ne satisfaisait pas tout le monde.

À qui profite d'abord la guerre ? Aux marchands d'armes. En provoquant la mort du président Habyarimana, il est certain qu'on mettait le pays à feu et à sang et qu'on pouvait continuer à y vendre du matériel militaire. Or il faut observer que pendant le génocide les ventes d'armes se poursuivent. Certaines de ces livraisons passent par l'aérodrome de Goma, au Zaïre. Goma où, dans le cadre de l'Opération Turquoise, la France installera bientôt une zone humanitaire destinée à héberger les réfugiés rwandais.

Paris a décidé très tôt un embargo sur les armes. Mais le chef de notre mission militaire de coopération avec les Rwandais a longtemps maintenu le contact avec le lieutenant-colonel Kayumba, un officier justement chargé des achats d'armes pour les forces Hutu regroupées au sein du gouvernement intérimaire qui orchestrera le génocide.

Une société française établie à Grenoble est impliquée dans ces ventes d'armes. Curieusement, le patron de cette entreprise, un certain Lemonnier, ne sera jamais inquiété, alors même que sa compagnie n'était pas accréditée par le ministère de la Défense. Ces livraisons illégales auraient donc dû faire l'objet d'une enquête suivie à coup sûr d'une plainte. Cependant si le dirigeant de cette société a quand même eu affaire avec la justice, c'est seulement à l'initiative du capitaine Barril ! Au nom du gouvernement rwandais, celui-ci a attaqué Lemonnier qui

aurait escroqué ses clients en ne livrant pas toutes les armes commandées. Mais ce personnage, avant de pouvoir riposter sur le terrain judiciaire, est mort opportunément d'une crise cardiaque. Et l'affaire s'est terminée ainsi.

Lorsque les premiers massacres commencent, très vite, des associations humanitaires donnent l'alerte. Toutefois Paris, qui semble ne pas avoir pris la mesure de l'ampleur du drame, se préoccupe d'abord d'évacuer ses ressortissants et aussi la famille et les proches du président Habyarimana, dont certains n'ont pas cessé d'appeler à l'extermination des Tutsi. La France donne alors l'impression de protéger prioritairement les Hutu. D'autant que, fin avril, alors que des centaines de milliers de Tutsi ont déjà été assassinés, des responsables du gouvernement intérimaire rwandais seront reçus officiellement à l'Élysée et à Matignon.

Il faut reconnaître que la France n'est pas la seule coupable : toute la communauté internationale semble frappée d'aveuglement. À commencer par l'ONU qui dispose pourtant à Kigali de deux mille cinq cents Casques bleus. Mais la Minuar, qui aurait pu s'interposer et empêcher certaines tueries, ne réagit pas, bien au contraire.

Premier acte, le 12 avril. Cinq jours plus tôt, dix Casques bleus belges ont été assassinés. Bruxelles décide de rapatrier son contingent, affaiblissant du même coup la mission des Nations unies.

Deuxième acte, dix jours plus tard, alors que les rues de Kigali ruissellent de sang, le Conseil de Sécurité adopte à l'unanimité une résolution prévoyant de réduire de façon significative les effectifs de la Minuar. Alors même qu'il aurait fallu la renforcer pour neutraliser les assassins. Lâcheté, peur ? Aucun État n'a envie d'envoyer ses soldats se faire tuer : l'assassinat des dix Belges a pesé très lourd dans la décision du Conseil de Sécurité. Mais c'est l'attitude des États-Unis qui a été déterminante. Les Américains, douchés par l'échec de l'Opération Restore Hope en Somalie, n'ont guère envie d'envoyer des boys au Rwanda. Et puis, sans doute, préféreraient-ils qu'on laisse agir le FPR. Une intervention internationale aurait certainement gêné la rapide progression des forces Tutsi. Or les pays anglo-saxons, à l'évidence, souhaitaient la victoire du FPR. Quitte à permettre aux Hutu de

continuer à massacrer dans les zones qui étaient encore sous leur contrôle !

La France, qui a aussi approuvé la réduction des effectifs de la Minuar, prend une autre initiative regrettable : toujours au Conseil de Sécurité, notre représentant s'oppose à ce que le massacre des Tutsi soit qualifié de génocide !

Le Monde¹ :

[Extrait de l'analyse du rapport de la mission parlementaire présidée par l'ancien ministre socialiste Paul Quilès]

La reconnaissance d'un génocide commis à l'encontre des Tutsi au Rwanda, après le 6 avril 1994, s'impose comme une évidence. Tout concorde pour dire que l'extermination des Tutsi par les Hutu a été préparée longtemps à l'avance. L'ambassadeur Georges Martres a estimé que le génocide était prévisible dès octobre 1993 « sans toutefois qu'on puisse en imaginer l'ampleur et l'atrocité », ajoutant que « le génocide constituait une hantise quotidienne pour les Tutsi ». Avec une telle clairvoyance qui n'apparaît pas aussi clairement dans les télégrammes diplomatiques, on ne peut que s'interroger sur l'inaction de la France pour prévenir le génocide par des actions concrètes, souligne le rapport.

En fait, à l'évidence, la France a trop longtemps refusé de cesser de soutenir ses alliés traditionnels, les Hutu. Dans cette mesure, elle a donc une part de responsabilité dans le génocide.

Le changement de cap ne se produira pas avant plusieurs longues semaines. Et lorsque l'Opération Turquoise sera lancée, la communauté internationale aura enfin pris conscience de la gravité de l'événement. À la mi-mai, le Conseil de Sécurité des Nations unies fait volte-face : il est décidé d'envoyer plus de cinq mille Casques bleus au Rwanda ! Sans participation française, toutefois : Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, juge, non sans raison, qu'après tant d'années de coopération avec les

I. 17 décembre 1998.

Hutu, notre participation serait mal vue par les Tutsi du FPR qui sont sur le point de s'emparer de la capitale, Kigali, et occupent déjà l'aéroport.

Le contingent de l'ONU tarde pourtant à partir pour le Rwanda. De nombreux pays sollicités pour fournir des troupes tergiversent. Et, malgré le vote du Conseil de Sécurité, les principales puissances ne semblent pas désireuses de s'engager. De longues semaines sont donc encore perdues. C'est alors qu'à la mi-juin, l'Élysée prend la décision de faire intervenir nos troupes sous couvert d'une opération humanitaire.

Soudain, il y a urgence. C'est même une question d'heures ! Cela fait pourtant plus de deux mois que le génocide a commencé.

Pourquoi cette hâte si tardive ? François Mitterrand a été frappé, sinon bouleversé, par les nombreux rapports qu'il a reçus. Il considère donc que notre pays doit en quelque sorte sauver l'honneur de la communauté internationale et prendre la décision d'agir ! Mais il existe aussi d'autres raisons moins avouables. De plus en plus, la France est accusée par des organisations humanitaires et des journalistes, essentiellement belges, d'être responsable du génocide. En organisant tout seul une opération humanitaire, notre pays veut redorer son blason et effacer ses fautes passées !

Cependant, certains esprits critiques invoqueront une autre explication : l'Opération Turquoise n'aurait eu pour but que de permettre aux Hutu d'échapper à leurs ennemis Tutsi. Bref, la France aurait d'abord agi pour préserver de la déroute et de la prison les responsables du génocide. .. Et les faits semblent accréditer cette thèse.

Lorsque les soldats de Turquoise arrivent au Rwanda, via le Zaïre, les tueries de masse ont presque cessé mais ils vont encore sauver de nombreuses vies Tutsi, surtout dans le sud du pays. Toutefois, l'essentiel de leur mission consiste à prendre en charge la population Hutu qui fuit devant l'avance du FPR en la conduisant dans des camps installés à la frontière zaïroise. Or, au milieu de cette population se cachent des assassins.

Le contingent français pouvait-il faire la différence entre les innocents et les victimes ? Dans certains cas, oui. Nombreux parmi ces soldats étaient des anciens de l'Opération Noroît. Ils connaissaient donc les militaires et les miliciens rwandais puisqu'ils les avaient entraînés.

Des assassins qui racontaient d'ailleurs bien volontiers les massacres auxquels ils avaient pris part : des aveux qu'ils jugeaient sans danger tant ces Hutu avaient confiance en nos soldats, tant ils étaient persuadés que Paris les avait envoyés pour les sauver et combattre les Tutsi. C'est pourquoi les Français étaient accueillis dans les villages Hutu au cri de « Vive Mitterrand ! ».

L'Opération Turquoise a été une expérience douloureuse pour beaucoup de nos soldats. Non seulement ils ont pris conscience de l'ampleur des massacres en découvrant les cadavres qui jonchaient encore le sol, mais ces militaires, qui avaient déjà séjourné au Rwanda et avaient fraternisé avec leurs homologues rwandais, ont soudain compris qu'ils avaient contribué à former des tueurs !

Patrick de Saint-Exupéry¹:

[Le journaliste décrit l'arrivée d'un officier de gendarmerie du GIGN à Bisesero, au sud du Rwanda. Là, pendant deux mois, les Tutsi ont été pourchassés comme du gibier. Une colline est encore jonchée de cadavres. Et, soudain, contemplant ce terrible spectacle, le gendarme se met à pleurer.]

L'officier du GIGIV avait effectivement craqué. Mais ce n'était pas les cadavres ni la violence de la chasse à l'homme qui s'était déroulée ici, et encore moins les récits des rescapés qui l'avaient fait basculer. Entraîné, il pouvait affronter cela. En revanche, rien ne l'avait préparé à affronter le sentiment de culpabilité qu'il éprouvait à Bisesero. Car, expliqua-t-il, l'année dernière, il avait entraîné la garde présidentielle rwandaise. Autrement dit, il avait formé, lui, le soldat, l'homme de devoir, des tueurs. Indirectement, il venait de participer à un génocide. Et cela, il venait de le comprendre. D'où le terrible choc, d'où cette scène effrayante.

Pour autant l'Opération Turquoise dissimulait-elle une volonté de soustraire nos anciens alliés à la vengeance Tutsi ? La tentation a dû exis-

I. Le Figaro, 1998.

ter : les dirigeants Hutu qui se sont échappés grâce à l'intervention française pouvaient être aussi des témoins très gênants. Il n'était donc pas inutile de permettre aux plus compromis de se cacher.

Mais dans les cercles hostiles à la présence française dans cette partie de l'Afrique, on est allé encore plus loin : le véritable objectif de l'Opération Turquoise aurait consisté à barrer la route aux troupes du FPR et de les empêcher de conquérir tout le Rwanda. Une thèse qui n'est guère crédible : lorsque l'action militaire de la France démarre et devient véritablement opérationnelle, les Hutu sont déjà pratiquement vaincus. Il est donc trop tard pour s'opposer militairement aux Tutsi du FPR. En outre, on ne peut nier le caractère humanitaire de l'opération. Les Hutu ont fui en masse leur pays et la situation est devenue rapidement catastrophique dans les camps de réfugiés installés au Zaïre, à Goma et Bukavu. La France, aidée par les ONG présentes sur place, a dû parer au plus pressé : on a parfois compté jusqu'à cinq mille morts par jour dans les camps !

D'autre part, que se serait-il passé si nos soldats n'avaient pas pris en charge tous ces réfugiés ? Ces derniers auraient couru le risque d'être massacrés à leur tour par les vainqueurs, désireux de venger leurs frères assassinés. Alors fallait-il ne pas les prendre en charge au prétexte que parmi eux se trouvaient des tueurs ?

Pendant, à partir du moment où ils se trouvaient dans des camps de réfugiés, il devenait possible de trier le bon grain de l'ivraie. Il faut reconnaître que les Français n'ont pas été parmi les plus zélés à fournir informations et documents au Tribunal pénal international qui s'installera à Arusha. De la même façon, la France ne se pressera guère de reconnaître ses responsabilités. Il faudra attendre le travail de la mission parlementaire de 1998 pour que soient soulignés l'aveuglement et les incohérences de l'action française au Rwanda. Même si elle dénierait toute responsabilité de la France dans le génocide.

D'autres pays ont reconnu leurs erreurs. Les Belges ont été les premiers. Ils ont mis en évidence que dès le printemps 1992, c'est-à-dire deux ans avant le génocide, des informations précises leur étaient

Rwanda : la France en procès

parvenues qui faisaient état de la préparation programmée de l'extermination des Tutsi.

Les dessous de la Françafrique

Les Américains aussi ont fait leur mea culpa. Par la voix de Madeleine Albright, ils ont admis qu'ils avaient tout tenté pour que le mot génocide ne soit pas prononcé devant le Conseil de Sécurité, voulant ainsi éviter une automatique intervention internationale.

« Il en a fait de belles, le juge Bruguière ! » C'est ce qu'on a dû penser dans les milieux feutrés de la diplomatie en prenant connaissance de la décision du magistrat de délivrer neuf mandats d'arrêt internationaux contre des proches de Paul Kagamé, le président rwandais, accusés d'avoir perpétré l'attentat contre l'avion du prédécesseur de ce dernier, Juvénal Habyarimana. Le magistrat n'en est d'ailleurs pas resté là puisqu'il a estimé que Kagamé, malgré l'immunité due à sa qualité de chef d'État, devrait être lui-même traduit devant le TPIR, c'est-à-dire le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

On sait ce qu'il est advenu. Fâché, très fâché, le président rwandais a rompu avec Paris et notre ambassadeur à Kigali a dû faire ses valises. Mais il est vrai que beaucoup de dirigeants de pays pseudo-démocratiques ont du mal à croire que la justice puisse être indépendante du pouvoir politique.

Alors pourquoi ces mandats d'arrêt et ces graves mises en cause ? C'est la conclusion logique de l'enquête menée par Bruguière à la suite de la plainte déposée par la famille de l'un des pilotes français de l'avion présidentiel. Mais le juge d'instruction assortit ces accusations d'une analyse gravissime. Selon lui, Paul Kagamé aurait pris l'initiative de commanditer cet attentat dans le seul but de parvenir au pouvoir. Quitte à provoquer un véritable génocide chez les siens.

Certes, ce n'est pas la première fois que Kagamé est soupçonné. Cette affaire, mais aussi la responsabilité française dans le génocide des Tutsi par les Hutu, a d'ailleurs récemment provoqué une intense polémique. Certains, tel Pierre Péan, en tenant pour l'innocence de nos dirigeants, d'autres, surtout représentés par des ONG, accusant Paris d'avoir aidé sinon soutenu les génocidaires. Ces derniers accusateurs ont été rejoints par les rédacteurs d'un important et récent rapport commandé par les autorités rwandaises. Un document assorti de témoignages précis qui accable la France et implique ses militaires qui

auraient commis de nombreuses exactions avant et pendant l'Opération Turquoise.

Carrefour du développement : le match nul

Le « vrai-faux passeport » ! L'expression a fait florès. Mais qui se souvient qu'elle est apparue il y a plus de vingt ans lors d'une affaire qui, plus que toute autre, a contribué la première à ternir les mœurs de notre classe politique ? Argent sale, corruption, financement illégal des partis, fausses factures, on trouve en effet de tout dans l'affaire du Carrefour du développement ! Un résumé de toutes les infractions et tous les scandales qui jalonneront ensuite l'actualité politique jusqu'à nos jours.

Et puis il y a ce nom bizarre à l'accent topographique et vaguement intrigant : le Carrefour du développement ! Officiellement, il s'agissait d'une association régie par la loi de 1901, destinée à participer au développement des pays africains. En réalité, on s'en apercevra peu à peu, il s'agissait aussi d'une officine destinée à fabriquer de l'argent sale et à financer des opérations illégales.

En 1986, la découverte du scandale doit beaucoup à la première cohabitation qui s'instaure entre un Premier ministre de droite et un président de la République de gauche. En jeu, il y a bien sûr la future élection présidentielle de 1988 et tous les coups bas sont permis. Mais la déflagration sera telle qu'elle dépassera bien vite ceux qui ont allumé la mèche et jettera une lumière crue sur les rapports entre l'argent et la politique. En même temps qu'elle révélera, s'il en était encore besoin, un éclairage cruel sur la politique africaine de la France.

Au départ, il y a une belle et généreuse idée : il s'agit de sensibiliser l'opinion française sur un impérieux objectif, le développement économique, scientifique et culturel de nos anciennes colonies. Telle est la tâche que se fixe le Carrefour du développement, une association

type loi de 1901 créée à l'initiative du ministère de la Coopération. Elle commence par reprendre la publication d'une belle revue, *Actualité-développement*, qui existait depuis de nombreuses années et avait pour vocation d'être le miroir de la France et de mettre en valeur ses actions de coopération en Afrique.

À la tête de cette modeste association, qui salarie quand même une trentaine de personnes, on trouve une universitaire très brillante, Michèle Bretin-Naquet, conseillère du ministre Christian Nucci, et qui a également ses entrées à l'Élysée en raison de son intimité avec le « Monsieur Afrique » de François Mitterrand, Guy Penne. Le trésorier du Carrefour du développement n'est autre que le propre chef de cabinet du ministre, Yves Chalier. Figure également parmi les membres l'une des anciennes secrétaires de Jacques Foccart. Sous le précédent septennat, l'ancienne éminence grise du général de Gaulle a été écarté des affaires africaines et, officiellement, ne se livre plus qu'à des activités commerciales d'import-export. Il n'en continue pas moins à avoir l'œil sur l'Afrique où il est à tu et à toi avec la plupart des dirigeants.

En 1981, l'élection de François Mitterrand a soulevé pas mal d'inquiétude chez les chefs d'État africains francophones, déjà contrariés par le relatif effacement de Foccart sous la présidence de Giscard d'Estaing. Ils ont en effet eu peur que la politique africaine de la France ne change. Et, au moins dans un premier temps, ils semblent avoir raison : le socialiste en charge du portefeuille de la Coopération, Jean-Pierre Cot, annonce d'emblée qu'il veut en finir avec les combines traditionnelles de la Françafrique ! Affolés par cette volonté d'assainissement, immédiatement tous les potentats africains s'adressent directement à l'Élysée.

Certains d'entre eux ne manquent pas d'influence. Ainsi Bongo, le président gabonais, ou encore l'Ivoirien Houphouët-Boigny, « l'homme de la France en Afrique », qui est aussi un vieux compagnon de route de Mitterrand du temps de la IV^e République.

Les protestations affluent. Et ce qui doit arriver arrive : Cot est contraint à la démission et remplacé par Nucci qui, sur ordre, conduira une politique africaine alignée sur celle qui a été suivie par tous les

présidents français de la V^e République et qui vise à sauvegarder les nombreux intérêts

Carrefour du développement

que la France possède : pétrole, uranium et matières premières. Un pré carré qu'il faut défendre contre les convoitises de nos concurrents occidentaux et aussi de nos adversaires de l'Est. En retour, nos partenaires ou clients africains ont très souvent participé au financement des partis politiques français ! C'était encore l'époque des valises de billets !

Christian Nucci est un pied-noir. Un vrai ! Chaleureux et plutôt extraverti, Nucci — et c'est assez remarquable pour être souligné — n'est pas issu du moule politique ordinaire. Il est d'abord instituteur puis professeur de collège en Isère. Il y est remarqué par l'homme fort du PS local, Louis Mermaz ; un parrainage qui lui vaut une brillante et rapide ascension politique. Maire de Beaurepaire, député et même président de la commission des conflits du PS, lorsque 1981 arrive, Nucci peut légitimement voir l'avenir en rose, au sens propre comme au sens figuré.

Ce fidèle mitterrandien est d'abord nommé haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie. Un poste sensible même si la situation n'est pas encore aussi tendue qu'elle le sera un peu plus tard. Là-bas, grâce à son sens des relations humaines, Nucci se débrouille plutôt bien malgré les craintes que suscite chez les Caldoches l'arrivée de cet homme de gauche.

Cependant, il ne reste guère à Nouméa : en décembre 1982, il est rappelé à Paris et nommé ministre de la Coopération à la place de JeanPierre Cot où il doit incarner le changement de la politique africaine, c'est-à-dire le retour aux vieilles habitudes d'avant 1981. Mitterrand peut être certain que Nucci ne fera pas de vagues et n'entrera pas en conflit avec son conseiller Guy Penne.

Autre élément qu'il faut prendre en compte et qui a une certaine importance dans cette affaire : Nucci est franc-maçon. Il ne s'agit pas ici de verser dans les fantasmes anti-francs-maçons (et vichyssois) qui font de tous les frères des affairistes ou des complices qui se tiennent par la barbichette. Mais il n'empêche que dans le scandale du Carrefour du développement se retrouvent beaucoup de francs-maçons. Et justement, à la Coopération, Nucci hérite d'un chef de cabinet qui est franc-maçon. Yves Chaliier appartient en effet à la même loge que la

Carrefour du développement • le match nul

sienne. Il en est même le Vénérable. Situation curieuse : supérieur en franc-maçonnerie, Chalier est son subordonné au ministère !

En tout cas, il existe entre les deux hommes une grande relation de confiance. Et, au fil du temps, le ministre aura de plus en plus tendance à se reposer sur son chef de cabinet pour tout ce qui touche à l'intendance et aux questions administratives. Ils partageront même un compte bancaire commun, ce qui, là encore, n'est pas ordinaire et alimentera plus tard bien des soupçons.

Lien supplémentaire avec Nucci, Chalier est le rejeton d'une bonne famille de Nouvelle-Calédonie. Il a fait ses études en métropole. Les jésuites puis Saint-Cyr. Militaire, il accède au grade de lieutenant-colonel avant de quitter l'armée pour l'administration préfectorale. Mais selon certains, il a peut-être aussi travaillé pour le Sdece.

Dans le civil, Chalier est d'abord chef de service au ministère des DomTom puis, en 1981, il est récupéré par le nouveau ministre de la Défense, Charles Hernu, autre franc-maçon notoire, avant de rejoindre Nucci.

Sur le plan strictement professionnel, c'est un chef de cabinet efficace. Un type débrouillard qui s'arrange pour aplanir toutes les difficultés matérielles et s'efforce d'éviter tout souci à son ministre. Cela explique pourquoi Yves Chalier prend une importance grandissante au sein du ministère où il devient indispensable ! Une position qui n'est pas sans danger : le chef de cabinet est souvent amené à prendre des initiatives sans en référer à un ministre qui a tendance à se laisser vivre et goûter les facilités de tous ordres que procure un poste ministériel !

François Caviglioli, journaliste¹ :

C'est l'Afrique qui va prendre Nucci et l'engloutir. Cet homme d'appareil sérieux et efficace qui s'installe rue Monsieur et qui en réorganise les services va se transformer en quelques mois en un satrape capricieux. Alors qu'il se rend en visite officielle au Cap-Vert, il demande, à peine descendu d'avion, au chef du protocole de la compagnie pour le soir, plus un coopérant pour jouer avec lui au tennis le lendemain matin.

1. Le Nouvel Observateur, août 1986.

Les dessous de la Françafrique

L'Afrique a toujours été un vertige pour ceux qui y ont exercé un pouvoir par délégation. Elle a un effet corrompteur sur les hommes politiques occidentaux. Aujourd'hui qu'il regrette son paradis perdu dans sa mairie de Beaurepaire, Christian Nucci dit avec emphase : « J'ai su adapter les formules occidentales au continent africain. J'ai tenu compte de la tradition culturelle et d'une certaine conception de la relation humaine chez l'homme africain. » En clair, ça veut dire qu'il a fait ce qu'ont fait ses prédécesseurs et ce que feront ses successeurs. Il a cédé à l'hospitalité africaine et il a considéré l'Afrique comme un pays de cocagne où on nous offre des chasses aux fauves et aux filles. Ce n'est pas étonnant que les potentats africains l'aient serré dans leurs bras le 14 juillet : il était devenu l'un des leurs.

La grande affaire du Carrefour du développement reste l'organisation en 1984 du 1^{er} sommet franco-africain. Pour le lieu, le choix de l'Élysée se porte assez curieusement sur Bujumbura. Certes, le Burundi est un pays francophone mais c'est d'abord une ancienne colonie belge. En outre cet État, l'un des plus pauvres du continent, manque des infrastructures nécessaires pour accueillir une manifestation qui regroupera des dizaines de présidents. Il faut donc, en seulement quelques mois, rattraper des années de retard.

Alors pourquoi Bujumbura ? Sans véritable explication, on peut tout au plus imaginer qu'il existe à Paris la volonté d'ancrer fortement le Burundi à la communauté francophone et éviter que ce pays de la région des Grands Lacs ne soit tenté de regarder vers les pays anglophones.

Mais ce choix est excessivement coûteux ! Il faut mettre en œuvre un véritable pont aérien afin d'acheminer tout le matériel nécessaire : les cabines de traduction, les dizaines de limousines qui convoieront les présidents, la voiture blindée de Mitterrand, le tracteur de piste destiné au Concorde présidentiel, les groupes électrogènes, les vivres et les boissons nécessaires, etc. Tandis que sur place, de nombreux travaux s'imposent : aménagement de l'aéroport, agrandissement et modernisation de l'infrastructure hôtelière, installation d'un système tout neuf de liaisons hertziennes. Un certain nombre de ces équipements demeureront après la tenue du sommet, et c'est tant mieux pour le

Carrefour du développement • le match nul

Burundi, mais la plupart des autres dépenses ne ressortent que du prestige et atteignent des montants faramineux.

Tout aussi curieusement, le Carrefour du développement est chargé d'organiser et de financer au moins la moitié des dépenses, c'est-à-dire plus de quatre-vingts millions de francs de l'époque. Yves Chalier, son trésorier, se trouve donc en première ligne. Sa besogne n'est pas de tout repos : le financement de cette gigantesque affaire est un vrai cassetête ! Le chef de cabinet doit faire appel à tout son sens de la débrouillardise car l'enveloppe budgétaire qui lui est allouée est largement insuffisante. Il lui faut donc jongler et se livrer des opérations comptables parfaitement illégales pour trouver de nouvelles ressources et en même temps parer au plus pressé en échappant aux règles strictes de la comptabilité publique. L'exercice n'est pas sans risques : jouant avec les fausses factures ou les surfacturations émises par des sociétés écrans amies, usant sans discrétion ni modération des fonds secrets mis à sa disposition, Chalier peut tricher à son aise.

Tout cet argent liquide qui passe si facilement par ses mains finit par lui donner le vertige. Pourquoi ne pas en profiter personnellement ? Le trésorier du Carrefour du développement peut ainsi s'offrir un studio, donner huit cent mille francs à son ancienne épouse, quatre cent trente mille francs à l'une de ses maîtresses, offrir des bijoux, des voitures ou payer des voyages à quelques autres de ses bonnes amies tant Chalier a une vie sentimentale mouvementée.

Encore plus étonnant, on découvrira aussi dans cette caverne d'Ali Baba l'achat d'un château. Un épisode courtelinesque mais bien réel ! Chalier est informé par deux de ses amies, une sous-préfète et une voyante (un médium qui « voyait » peut-être pour les autres mais qui était aveugle pour ce qui la concernait, la suite le prouve), qu'un château solognot à moitié délabré pourrait être racheté pour une bouchée de pain. Ces deux femmes suggèrent à Chalier que si le bâtiment était restauré, il pourrait servir de centre de formation pour les cadres afriCains. Le chef de cabinet n'hésite pas une seconde et approuve. On crée une nouvelle association. Le château est acheté, réhabilité. Plus de trois millions de francs d'argent public disparaissent ainsi. Mais on ne verra jamais un cadre africain déambuler dans les salons rénovés. En vérité, les trois compères, via cette nouvelle association créée pour l'occasion, entendaient ni plus ni moins s'approprier ce château.

Les dessous de la Françafrique

Au-dessus de Chalier, le ministre, apparemment, ne bronche pas. Il a confiance et signe tous les documents que son chef de cabinet lui soumet. D'ailleurs, lorsqu'il ne paraphe pas, Chalier imite purement et simplement sa signature. Ce qui vaudra de sérieux ennuis à Christian Nucci. Parce que le chef de cabinet ne se contente pas de magouiller pour son compte, il agit au nom de son ami le ministre. Ainsi, il paye avec l'argent du ministère quelques brouilles comme les cotisations de Nucci au parti socialiste. Ou encore des réceptions offertes à des dignitaires africains dans son fief de Beaurepaire et même les affiches électorales de son ministre.

Nucci ne voit rien mais profite des attentions d'un chef de cabinet aussi dévoué. Au reste, il n'est pas exclu qu'en réglant certaines factures personnelles du ministre, Chalier n'ait pas voulu compromettre ce dernier au cas où la situation tournerait mal. Ce qui finit par arriver.

Au printemps 1986, la gauche perd les élections et François Mitterrand doit appeler Jacques Chirac à Matignon. La V^e République découvre la cohabitation. Un compagnonnage obligé mais très musclé : on en aura la preuve lors du refus présidentiel de signer les ordonnances sur les privatisations. Cela signifie que de part et d'autre, on est décidé à ne pas s'épargner ! Chaque camp pense déjà à la prochaine élection présidentielle. La droite, qui n'a toujours pas digéré 1981, aspire à prendre sa revanche !

Le nouveau ministre de la Coopération, Michel Aurillac, un gaulliste bon teint, ne tarde pas à se rendre compte que le dossier du Carrefour du développement dissimule pas mal d'étrangetés. Sans doute Aurillac est-il encouragé à s'intéresser à cette affaire par quelques vieux chevaux de retour de la Françafrique. Jacques Foccart est en effet revenu dans les bagages de la droite pour le plus grand bonheur d'un certain nombre de dirigeants africains qui ne juraient que par lui. Grâce à ses réseaux toujours en place, il ne doit pas ignorer grand-chose des embrouilles du Carrefour du développement.

Quoi qu'il en soit, le nouveau ministre commence à découvrir les turpitudes des responsables de l'association. Assez logiquement, il convoque le chef de cabinet de son prédécesseur afin qu'il s'explique. Mais Chalier, très opportunément, n'est pas joignable : il est parti en vacances avec l'une de ses maîtresses, une hôtesse de l'air qui a déjà largement profité de sa générosité.

Carrefour du développement • le match nul

Informé de la convocation qui l'attend à Paris, il comprend aussitôt que le sol brûle sous ses pieds. Michel Aurillac vient en effet de saisir la Cour des comptes ! Le premier réflexe de Chaliier consiste à aller demander la protection de ses pairs et amis. À commencer par le « Monsieur Afrique » de l'Élysée : Guy Penne. Mais Chaliier comprend qu'il ne faut pas en attendre un quelconque secours. Aussi se rend-il à l'étage supérieur, directement chez Mitterrand.

La réaction du président est glaciale. Il n'est pas question que le président, qui affirme tout ignorer de l'affaire, intervienne de quelque manière que ce soit. Par exemple en bloquant l'enquête de la Cour des comptes.

Paniqué, Chaliier s'adresse en désespoir de cause à la partie adverse qui, très vite, s'emploiera à faire du scandale du Carrefour du développement une formidable machine de guerre contre les socialistes et plus particulièrement contre François Mitterrand, probable candidat à sa succession !

Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut¹ :

Le 15 avril, devant le chef de l'État, Chaliier commence par évoquer l'enquête de la Cour des comptes sur l'association Carrefour du développement. Le Président, qui entend ce nom pour la première fois, réclame des éclaircissements... Chaliier, nullement intimidé, lui apprend que cette association a

I. Investigation passion, Fayard, 1992.

financé le sommet de Bujumbura et que six millions de fausses factures ont servi à payer les opérations, clandestines, nécessaires à la sécurité. En ce qui concerne le sommet, poursuit Chaliier, intarissable, un rapport classé secret-défense, a été remis à Guy Penne à la demande de votre cabinet : il détaillait l'utilisation de tous les fonds.

Je n'en ai jamais eu connaissance, rétorque le Président, de plus en plus intrigué.

Alors, Chaliier va plus loin. Trop loin. Désignant, par la fenêtre une R25 blindée stationnée dans la cour, il lui révèle que ce véhicule a été acheté par l'association Carrefour du développement à l'occasion du sommet, et

Les dessous de la Françafrique
ramené à l'Élysée pour l'usageprésidentiel. C'en est trop.
Lapatience de François Mitterrand s'use vite, très vite. Il
laisse paraître son agacement: « Je ne suis pas au courant.
On ne me dit rien. Mais qu'attendez-vous au juste de moi ?
»

L'ancien chef de cabinet joue alors son va-tout. Il
demande carrément au chefde l'État de bloquer l'enquête
de la Cour des comptes. « Je suis prêt à aller m'expliquer
sur le Carrefour du développement. Mais, si cela se révélait
impossible, je souhaiterais être couvert. » « Couvert » ! Le
motfait sursauter le Président qui entre subitement dans
l'une de ces colèresfroides si redoutées de ses
collaborateurs.

Le premier à saisir tout l'intérêt pour la droite que présente l'affaire
du Carrefour du développement est sans nul doute Charles Pasqua!
Ministre de l'Intérieur, il tiendra le premier rôle, au risque de se brûler
les doigts lui-même !

Il convient d'abord de circonvenir Chalier. Ce n'est pas très difficile
tant l'homme est affolé.

Au cours d'une rencontre chez Michel Aurillac, le « terrible » M.
Pasqua, comme on l'appelait alors, lui aurait mis le marché en main : si
vous nous donnez des munitions contre Nucci, on s'arrangera pour vous
protéger et même vous obtenir l'amntstie.

Chalier tombe dans le piège. Désormais, il n'est plus qu'un jouet
entre les mains de la droite !

L'ancien chef de cabinet est confié à un homme qu'il connaît déjà,
un policier qu'il a d'ailleurs rencontré lors du sommet de Bujumbura en
1984. Jacques Delebois est le patron du SCTIP, le service de la police
chargé de la coordination internationale et de la coopération avec ses
homologues étrangers. Un organisme très actif dans nos anciennes
colonies. Au fond, pour simplifier, c'est une sorte de service des affaires
étrangères de la police qui ne dédaigne pas à l'occasion de faire du

Carrefour du développement • le match nul

renseignement. Et ce n'est pas un hasard si ce Delebois est un ancien de la DST.

Ce personnage a fait parler de lui quelques années plus tôt lors de l'affaire des « plombiers du Canard enchaîné », une malheureuse tentative de placer des micros dans les locaux de l'hebdomadaire satirique. Delebois était membre de l'équipe et, après cet épisode pitoyable, il a dû se faire oublier quelques années en Afrique. À son retour en France, il a été versé au SCTIP et en est devenu le directeur en mars 1986, c'est-à-dire dès le retour de la droite au pouvoir. Protégé de Pasqua, il partage ses convictions politiques, ce qui lui vaut cette promotion. Delebois est alors au sommet de sa carrière de policier puisqu'il est désormais contrôleur général, le plus haut grade de la hiérarchie policière.

Le scénario imaginé chez Pasqua, et que Delebois est chargé de mettre en musique, est le suivant : Chalier doit être mis au vert tandis que le scandale du Carrefour du développement va être habilement exploité de façon à compromettre la gauche et par conséquent son grand homme, François Mitterrand. Tout doit en effet laisser penser que le chef de cabinet a fui pour échapper à la justice ! Mais auparavant, il lui est demandé de rédiger une longue confession où il décrit les turpitudes du Carrefour du développement et accable son ancien ministre, Christian Nucci. Confession qui, comme par hasard, se retrouvera ensuite dans la boîte aux lettres personnelle du successeur de Nucci, Michel Aurillac.

Chalier est donc envoyé au Brésil où il sera pris en charge par des Corses qui appartiennent au milieu des jeux et ne doivent pas être tout à fait des inconnus pour Pasqua. Cependant, avant de fuir pour Rio de Janeiro via Bruxelles et Londres, afin de brouiller les pistes, Chalier a reçu la promesse qu'il lui serait fourni une nouvelle identité. Son vrai-faux passeport lui sera remis par un autre Corse dans le luxueux appartement de Copacabana où il a trouvé refuge.

Ce passeport est un document authentique qui fait partie d'un lot de passeports vierges mis à la disposition du contre-espionnage, la DST. Tous les services de renseignement en usent ainsi pour couvrir les activités clandestines de leurs agents. Mais, bien sûr, ces documents officiels ne sont distribués qu'avec parcimonie et, lorsque la mission est terminée, ils doivent être restitués au service qui les détruit aussitôt.

Les dessous de la Françafrique

Toutefois, dans le cas de Chalier, le contexte est différent. Même s'il a peut-être autrefois fricoté avec le Sdece, ce n'est pas un agent. Par conséquent, si on lui fournit ce vrai-faux passeport établi au nom d'un certain Yves Navarro, c'est sur ordre supérieur. Et il sera plus tard établi que le ministre en personne a donné cette consigne.

Pasqua niera longtemps et se réfugiera même derrière le secret-défense pour ne pas devoir s'expliquer. Mais aujourd'hui, le doute n'est plus permis.

Espérait-on que Chalier muni de papiers d'identité impeccables referait sa vie au Brésil ? C'est probable et c'est ce qui a failli arriver. Chalier, décidément très entreprenant, a pensé faire carrière dans l'industrie des jeux où ses protecteurs corses prospéraient déjà. Cependant, après une longue cavale, il a fini par revenir en France. Peut-être le mal du pays mais aussi le fait qu'en charge de deux enfants, sa maîtresse, à laquelle il était très attaché, n'entendait pas s'installer au Brésil. Elle en était d'ailleurs provisoirement empêchée par le juge d'instruction qui, faute d'attraper Chalier, l'avait placée en détention provisoire.

Dès le retour de l'ancien chef de cabinet, « l'affaire dans l'affaire » éclate. C'est-à-dire celle du vrai-faux passeport.

Dorénavant, c'est du donnant-donnant entre la gauche et la droite. D'un côté, il y a les charges qui pèsent contre Nucci, coupable pour le moins de négligences dans la gestion de son ministère et de l'association du Carrefour du développement. Et de l'autre, il existe de lourdes présomptions contre Pasqua dont la police a protégé un individu recherché et mis à sa disposition un document d'identité falsifié.

L'un et l'autre, soupçonnés d'avoir fauté lors de leur exercice de ministres, ne peuvent être jugés que par la Haute Cour de justice, une juridiction essentiellement composée de parlementaires.

En ce qui concerne Nucci, effectivement, l'Assemblée nationale vote afin qu'il soit déféré devant la Haute Cour. Mais en 1988, Mitterrand est réélu à la présidence de la République et, dans la foulée, les élections législatives donnent la victoire à la gauche. La nouvelle majorité vote à la hâte une loi d'amnistie très opportune qui permet à Nucci d'échapper aux poursuites.

Quant à Pasqua, malgré la levée du secret-défense par le nouveau ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, et l'aveu du patron de la DST qui reconnaît que c'est bien Pasqua qui lui a demandé de confectionner le

Carrefour du développement • le match nul

vrai-faux passeport, le ministre de la Justice du gouvernement Rocard décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre.

L'affaire du Carrefour du développement se termine donc par un match nul ! Et ceux qui auront affaire à la justice ne seront que les seconds rôles. Chalié d'abord, parfait bouc émissaire, sera condamné à cinq ans de prison et Delebois écoperà de quatre mois avec sursis mais ne sera pas révoqué de la police. Cependant, au cours de ces procès, l'essentiel n'a jamais été évoqué.

Le Carrefour du développement n'a pas seulement servi à financer l'organisation du sommet de Bujumbura et les fantaisies extra-conjugales d'Yves Chalié. En réalité cette association a été créée pour financer une opération « barbouzarde ».

En 1983, le régime du Tchadien Hissène Habré¹ est sérieusement menacé. Son rival et ancien allié, le Toubou Goukouni Weddeye, soutenu par le colonel Kadhafi, a repris les armes et ses troupes progressent vers le Sud. Déjà la place de Faya-Largeau est tombée. L'étape suivante sera la capitale, N'Djamena.

Comme d'habitude, Habré appelle au secours l'ancien colonisateur. Mais Mitterrand répugne à engager des militaires français dans des opérations extérieures. Surtout lorsqu'il s'agit de soutenir un régime dou-

1. Voir chapitres XII, XIII, XIV.

Carrefour du développement • le match nul

teux. Toutefois, d'un autre côté, ne pas intervenir aurait pour conséquence de laisser le champ libre la Libye qui ne cesse de se mêler des affaires tchadiennes et a même des visées territoriales.

Paris choisit donc de se lancer dans une action plus discrète. D'abord en recrutant des mercenaires. Et ensuite en apportant aux forces tchadiennes un appui logistique, livraisons de matériel militaire et en particulier de missiles sol-sol. Quant aux mercenaires, encadrés par des agents de la DGSE, ils sont pour la plupart d'anciens compagnons du fameux Bob Denard ou même des militants d'extrême droite.

Le Carrefour du développement, tout nouvellement créé, est chargé de l'organisation. Chalier, en tant que trésorier, est donc aux manettes. Il découvre alors le monde discret et fort lucratif des sociétés de transport et des marchands d'armes. C'est donc presque naturellement qu'un peu plus tard, lorsqu'il sera question d'organiser le sommet de Bujumbura, il fera appel à ces mêmes compagnies de transport qui multiplient les fausses factures et n'oublent jamais de rémunérer grassement le très industrieux chef de cabinet de Christian Nucci.

L'action des mercenaires de la force Oméga, tel est le nom qu'on lui a donné, ne sera guère couronnée de succès. Et Mitterrand devra se résoudre à envoyer l'armée française au Tchad. Ce sera l'Opération Manta.

XXI

Darfour' : la plus grande urgence

Bien peu en avaient entendu parler avant 2003. Et rares étaient ceux qui se préoccupaient de cette province soudanaise oubliée, isolée et encastrée au cœur de l'Afrique. Le Darfour², six millions d'habitants et un territoire grand comme la France. Trois cent mille morts et deux millions et demi de déplacés plus tard, on s'intéresse enfin au Darfour dont un fonctionnaire de l'ONU a

déclaré que c'était aujourd'hui la plus grande urgence dans le monde.

Mais que s'est-il vraiment passé au Darfour ? La tragédie qui s'y est déroulée — et qui, malheureusement, se poursuit encore — n'est-elle que le résultat de l'une de ces conflagrations ethniques qui ensanglantent régulièrement l'Afrique ? Ou bien s'agit-il, comme le proclament certains, de la mise en œuvre d'un véritable génocide ? Un nouveau Rwanda, en somme.

Quelle est la véritable responsabilité des dirigeants soudanais dont le premier d'entre eux, Omar el-Béchir, vient d'être mis en accusation par la Cour pénale internationale ? Et pourquoi Khartoum refuse-t-il que des troupes de l'ONU interviennent au Darfour et a même expulsé l'envoyé spécial de l'organisation internationale ? Est-ce simplement parce que désormais flotte au Soudan une forte odeur de pétrole ? Et ce conflit ne risque-t-il pas de déstabiliser deux de nos

1. Territoire anglophone, le Darfour figure néanmoins dans cet ouvrage en raison de sa proximité avec les anciennes colonies françaises.

2. Darfour veut dire « le pays des Four ». Four étant une ethnie noire vivant de l'agriculture et installée au centre du pays dans un massif montagneux, le djebel Marra. C'est cette ethnie qui dominait l'ancien royaume du Darfour. Et c'est aussi au sein de cette ethnie que naîtra en 2003 la rébellion contre Khartoum, anciennes colonies, le Tchad et la République centrafricaine ? Enfin quel est le rôle que jouent là-bas ceux qu'on appelle les « évangéliques », des sectateurs d'églises nord-américaines, très proches des néoconservateurs de George Bush ?

Le Darfour est à la frontière de deux mondes. Au nord, le désert. Au sud, l'Afrique noire et quasiment l'orée de la forêt équatoriale. Une incroyable mosaïque ethnique où il faut toutefois distinguer deux types de population : des sédentaires-agriculteurs et des nomades-éleveurs.

De tout temps, il y a eu une compétition entre ces deux groupes, essentiellement à cause de la ressource en eau. Lorsque la sécheresse menace, comme on le constate depuis les années 1970, cette concurrence peut devenir violente.

Les dessous de la Françafrique

La deuxième différence est de nature plus ethnique. Les sédentaires sont des Africains noirs alors que les nomades sont des Arabes. Du moins le prétendent-ils car, en fait, ils sont presque aussi noirs que les autres. Mais ils se sont arabisés au contact des Soudanais de l'Est, les Arabes de la vallée du Nil, comme ils se nomment fièrement, et qui méprisent généralement ces nomades noirs. Tandis que ces derniers manifestent le même mépris pour les Zourga, c'est-à-dire les agriculteurs africains du Darfour.

Ce territoire, un sultanat longtemps indépendant, n'a été annexé au Soudan qu'en 1916 et est donc devenu une sorte de colonie. C'est l'une des causes de son malheur. Loin de la capitale soudanaise, Khartoum, cette province a été longtemps oubliée et confinée dans le sous-développement : en 2000, il n'y avait toujours que cent cinquante kilomètres de routes goudronnées au Darfour. Et encore, ces routes n'ont pas été financées par le gouvernement soudanais mais par la Banque mondiale. Autre conséquence de cet éloignement, cet immense territoire excentré a été trop souvent le champ de bataille de conflits qui lui étaient étrangers. La guerre entre la Libye et le Tchad ou encore la lutte entre les « nordistes » et les « sudistes » soudanais.

Du XVE au XIX^C siècle, le Soudan a été également un royaume indépendant. Une confédération assez lâche dont l'économie était essen-

Darfour : plus grande urgence
la

tiellement basée sur l'esclavage. Les victimes, capturées au cours de rezzous, étaient souvent des Noirs originaires du Darfour qui étaient ensuite vendus dans la péninsule Arabique. Les maîtres du pays étaient par conséquent des trafiquants d'esclaves. C'est en s'appuyant sur cette caste de négriers et en profitant de la décadence du royaume que l'Égypte, qui a toujours eu des vues sur ce pays¹, s'est imposée au Soudan.

L'Égypte a elle-même été longtemps partie intégrante de l'Empire ottoman. Mais, à partir du début du XI^e siècle, elle est pratiquement indépendante. Toutefois, après le creusement du canal de Suez, les Britanniques s'imposent en Égypte et créent ensuite un condominium anglo-égyptien au Soudan, ce qui ne va pas sans nourrir de sérieuses tensions avec la France, lors de l'incident de Fachoda, en 1898. Mais sur ordre de Paris, Marchand s'efface devant Kitchener et la France reconnaît l'hégémonie britannique sur le Nil Blanc. Un peu plus tôt, dans les années 1880, le Soudan a été secoué par des événements dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui : un nationaliste soudanais, Mohamed Ahmed, se dresse contre l'envahisseur anglo-égyptien, Détail important, il a choisi de s'appeler Al-Mahdi. Dans la tradition islamique, le Mahdi est une sorte de saint qui, à la fin des temps, viendra anéantir le mal et faire triompher la vraie religion. C'est donc porté par une véritable ferveur religieuse que Al-Mahdi chasse les Égyptiens les armes la main. Il conquiert Khartoum et tue au passage le général anglais Gordon qui commandait la place au nom des Égyptiens. Mais Al-Mahdi, après quinze ans de règne, finit par être écrasé par le Britannique Kitchener. Cependant, le mahdisme ne disparaît pas pour autant : le fils et le petit-fils de l'ancien rebelle joueront un rôle politique important dans le destin du Soudan.

Les rapports entre le Soudan et l'Égypte continuent néanmoins d'être tumultueux, ne serait-ce que parce que nombre de Soudanais aspirent à l'union avec l'Égypte dont le roi, Farouk, se proclame souverain du

Les dessous de la Françafrique

1. Les anciens Égyptiens y ont conduit de nombreuses expéditions et ont même poussé jusqu'au Darfour qui était sans doute pour eux le fabuleux et mythique pays de Yam d'où ils revenaient chargés d'encens, de bois d'ébène et d'animaux sauvages. Soudan à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Mais Farouk est chassé du trône par les militaires, dont un certain Gamal Abdel Nasser. À la suite de ce coup d'État perpétré en 1952, l'Égypte reconnaît le droit à l'autodétermination du Soudan. En 1956, le pays devient une république indépendante. L'aventure des colonels égyptiens a donné des idées aux militaires soudanais. En 1958, un général admirateur de Nasser, issu d'une tribu arabe du Nord proche de la frontière égyptienne, s'empare du pouvoir. Il le gardera jusqu'au milieu des années 1960 où il sera lui-même renversé par une coalition civile soutenue en sous-main par le camp occidental.

Ce général, à l'imitation de son grand homme, Nasser, s'était en effet dangereusement rapproché de l'URSS.

République indépendante, la composition ethnique et religieuse du Soudan n'est pas moins compliquée que celle du Darfour. Il y existe deux grandes régions. Le Nord, essentiellement musulman, constitue la partie la plus développée tandis que dans le Sud vivent des populations plus arriérées, généralement chrétiennes et animistes. Un état de fait hérité de la colonisation : la Grande-Bretagne a encouragé la venue de missionnaires qui ont évangélisé ces populations. Londres qui a aussi veillé à conserver dans cette région le tribalisme et à lui garantir un statut particulier car un territoire morcelé en petites unités se gouverne bien mieux qu'un territoire uni.

Dès l'indépendance, le Sud se rebelle. Les officiers britanniques qui administraient la région sont remplacés par des militaires arabes et donc musulmans. C'est inacceptable pour les fonctionnaires et militaires qui sont placés de facto sous leurs ordres. Ainsi commence une première guerre religieuse de dix-sept ans qui coûte la vie à plus de cinquante mille personnes. Elle s'achève par la signature à Addis-Abeba d'accords de paix au terme desquels le Nord consent une certaine autonomie à la région sud.

Dans le même temps, le pouvoir militaire est renversé à Khartoum. Pour la première fois de son existence, le Soudan connaît un intermède démocratique et parlementaire. Le fils posthume de l'ancien chef rebelle, Al-Mahdi, a créé un parti, l'Oumma, ce qui signifie en arabe la comla

Darfour : plus grande urgence

munauté des croyants. Le fils n'a donc pas oublié la dimension prophétique du père. À côté de l'Oumma, on trouve aussi une émanation soudanaise des Frères musulmans dirigée par un certain Hassan el-Tourabi, un jeune chef ambitieux qui ne manque pas d'allure. Mais il existe également un parti communiste, relativement influent, et un parti laïc qui rassemble des marxistes et des éléments chrétiens issus du Sud.

À l'issue des premières élections démocratiques, les mahdistes l'emportent. Sadiq al-Mahdi est naturellement appelé à former le gouvernement. Mais des querelles internes minent le pouvoir. En 1969, un colonel inspiré par Nasser renverse le gouvernement. Jaafar al-Nimeiry, progressiste et même socialiste avant de changer de camp, reste au pouvoir de très longues années.

Toutefois, un nouveau venu brouille les cartes et entend se mêler des affaires soudanaises : Muammar al-Kadhafi, le leader de la Libye depuis 1969 ! Un voisin excessivement remuant.

Gérard Prunier, chercheur¹ :

Kadhafi avait commencé par soutenir le régime de Nimeiry au Soudan parce qu'il y voyait un régime « nationaliste arabe révolutionnaire ». Lors d'une rencontre avec le chef de l'État soudanais à la fin de 1971, il lui avait même offert de fusionner leurs deux pays pour créer un « noyau révolutionnaire arabe ». Il avait très mal pris le refus de Nimeiry et surtout le fait que, plutôt que de céder à ses appels, ce dernier avait préféré négocier en 1972 un accord de paix avec les sudistes chrétiens que Kadhafi considérait comme « vendus à la CIA ». Déçu dans ses plans pour une « grande union arabe » obtenue par le dialogue, le leader libyen commença à envisager des moyens beaucoup plus musclés d'y parvenir. Et le Darfour jouait un rôle essentiel dans ses plans de subversion. En 1972 il créa la Fattaka al-Islamiya (Légion islamique) qui devait dans son esprit devenir l'instrument d'une unification

1. Darfour, un génocide ambigu, la Table ronde, 1995.

Les dessous de la Françafrique

révolutionnaire arabe du Sahel. Etpourprolonger cette action, ilsoutint au Darfour le Tajammu al-Arabi, organisation arabe ouvertement raciste qui prêchait l'arabisation de la province et la réduction des tribus noires à un statut d'inférieurs.

Tout comme son homologue égyptien, Anouar al-Sadate, le dictateur soudanais vire à droite et se rapproche progressivement du camp occidental. Assuré désormais de l'appui des États-Unis, Nimeiry fait la paix avec les sudistes tandis qu'il se déchaîne contre ses opposants jetés en prison dès qu'ils osent se manifester.

Quant à Kadhafi, à qui le président soudanais a refusé le mariage, il s'agite tant et plus. La Libye ne lui suffisant plus, il a des visées sur le nord du Tchad, la fameuse bande d'Aouzou⁵. Mais il se verrait bien aussi annexer le Darfour qui a une frontière commune avec son pays.

Ses menées commencent avec le soutien qu'apporte le leader libyen aux opposants tchadiens regroupés au sein du Frolinat, le Front de libération du Tchad. Ce dernier pays est alors dirigé par le très chrétien président Tombalbaye. Une raison de plus pour Kadhafi d'aider les rebelles musulmans Toubou.

Puis il soutient militairement et politiquement le Soudanais Sadiq alMahdi, récemment libéré de prison par Nimeiry. Un appui qui n'est pas désintéressé : le leader libyen espère bien se voir offrir le Darfour comme récompense de ses bons et loyaux services. Le Darfour qui lui servirait ensuite de base de lancement pour conquérir le Tchad. Encore un rêve impossible !

En 1983, alors qu'une paix fragile règne entre les sudistes et les nordistes, Nimeiry se met en tête d'imposer la charia sur l'ensemble du territoire soudanais. Il ne s'agit pas seulement d'une provocation : le président, qui est à la tête de son pays depuis plus de dix ans, sent bien que son pouvoir s'effrite. Il entend ainsi rallier lui les islamistes.

Sans surprise, la décision de Nimeiry provoque une nouvelle rébellion armée, Mais il ne s'agit plus seulement de religion. Si les sudistes s'insurgent, c'est aussi à cause du pétrole !

⁵ . Voir chapitres XII, XIII, XIV.

Darfour : la plus grande urgence

Depuis les années 1970, on sait qu'il y a des gisements pétroliers dans le sud du Soudan. Dès 1975, la compagnie américaine Chevron creuse et trouve. Mais elle ne commence pas l'exploitation parce qu'il faut auparavant construire un oléoduc jusqu'à la mer Rouge. Il n'empêche que d'autres forages prometteurs sont effectués, toujours au sud. Les peuples de la région veulent leur part de ce futur gâteau. Ce que leur refusent les nordistes. Nimeiry s'est même débrouillé pour tripatouiller les découpages administratifs en créant une nouvelle région inféodée au Nord, là où se trouvent les champs pétrolifères.

La reprise de la guerre doit donc beaucoup plus au pétrole qu'à la religion. La preuve, c'est que l'ouverture des hostilités par les sudistes a précédé de trois ou quatre mois l'imposition de la charia. Autre indice : en 1984, quatre techniciens de la compagnie Chevron seront assassinés par les rebelles de l'APIS (SPLA), l'armée de libération du colonel Garang. Un avertissement sanglant !

Doué d'une forte personnalité, Garang¹, ancien officier de l'armée soudanaise, se mue peu à peu lui-même en dictateur. Comme beaucoup d'autres chefs de bande africains, il n'hésite pas à enrôler des enfants-soldats tandis que ses manières d'autocrate suscitent maintes dissidences dans la rébellion sudiste.

Jean-Marc Balencie, Arnaud de la Grange² :

Chrétien d'ethnie Dinka, né vers 1940, John Garang a fait une partie de ses études secondaires aux États-Unis. Capitaine en 1970, il déserte une première fois pour rejoindre la guérilla Anya Nya. En 1972, il réintègre l'armée régulière soudanaise après la signature des accords d'Addis-Abeba, don-

I. John Garang est mort en juillet 2005 dans un accident d'hélicoptère, tout juste après avoir fait la paix avec le Nord. Naturellement, ses partisans ont soupçonné le pouvoir de l'avoir fait assassiner en sabotant l'appareil qui le transportait. Ce qui a provoqué de nouveaux et sanglants incidents. Ces soupçons étaient-ils justifiés ? Il est vrai qu'on peut nourrir des doutes. Garang, vivant, aurait certainement créé des difficultés au président soudanais Al-Béchar.

2. OP. cit.

Les dessous de la Françafrique

nant ainsi une certaine autonomie au Sud. Durant cette période, il retourne poursuivre des études aux États-Unis où il passe une thèse traitant des conséquences de la construction du canal de Jonglei.

Lorsqu'en 1983, le maréchal-président Nimeiry annule les dispositions de l'accord d'Addis-Abeba et instaure la loi islamique pour tout le pays, John Garang, alors devenu colonel, déserte de nouveau en entraînant la garnison de Bor en Ethiopie.

Il est l'un des membres fondateurs de la SPLA. Il va très tôt en devenir le leader incontesté. De caractère très tranché, il va se défaire par assassinat ou emprisonnement de tous les responsables du mouvement qui vont critiquer sa politique et son autoritarisme. En tant que Dinka, il favorise ses semblables dans les rangs de son mouvement. Son intransigeance lui vaut de subir, en 1991, le désaveu de plusieurs de ses lieutenants qui vont fonder la faction Nasir.

Quoi qu'il en soit, on assiste à un curieux retournement d'alliance. Dans les années 1980, Garang, le chrétien, est soutenu par le camp de l'Est et les deux pays de la région qui en sont proches, la Libye et l'Ethiopie. Tandis que Nimeiry l'islamiste reçoit l'appui des États-Unis, malgré l'instauration de la charia. La question du pétrole n'est bien sûr pas étrangère à ce soutien. Sans compter que la guerre froide existe encore. Puisque Garang et les sudistes sont aidés par les pays socialistes, Washington est pratiquement obligé de prendre parti pour Khartoum. Et qu'importe alors qu'un islamiste soit au pouvoir ! Après tout, les Américains ont toujours été du dernier bien avec les Saoudiens dont le régime était au moins aussi rétrograde que celui de Nimeiry.

Le président Reagan considère que le Soudan demeure l'un de ses plus fidèles alliés, le seul pays, avec l'Égypte, capable d'opposer une résistance aux manœuvres du colonel Kadhafi et des autres marxistes de la région.

Pendant, Nimeiry, malgré la charia, est de plus en plus critiqué dans son pays. Au Sud, les rebelles marquent des points et se sont

Darfour : la plus grande urgence

pratiquement rendus maîtres des trois provinces méridionales tandis qu'au Darfour la famine menace. Le pouvoir soudanais, fortement endetté et corrompu, n'est pas capable de faire face. Malgré une aide alimentaire massive des États-Unis, la situation du Darfour devient rapidement catastrophique. Déjà, au cours de ces années 1984-1985, des dizaines de milliers de personnes meurent de faim.

Le régime Nimeiry est donc condamné et, décemment, Washington ne peut plus le soutenir. À nouveau, comme en 1964, après quelques jours d'émeutes, le pouvoir est remis aux civils. Très provisoirement. En tout cas, et c'est très symbolique, Sadek al-Mahdi, le petit-fils du héros de la lutte contre les Britanniques, devient Premier ministre. Mais, refusant de revenir sur la loi islamique instaurée par Nimeiry, il lui est impossible de s'entendre avec les rebelles du Sud. Au contraire, en parfait accord avec les militaires qui demeurent les vrais maîtres du pays, l'offensive contre la rébellion s'intensifie. Une guerre toujours plus meurtrière. On estimera en 2005, après la signature des accords de paix, que ce conflit de vingt ans aura fait près d'un million et demi de morts et contraint au déplacement quatre millions de personnes.

Au milieu de ce chaos, un homme étonnant s'impose : Hassan elTourabi, véritable deus ex machina de la politique soudanaise et qui, aujourd'hui encore, n'est pas étranger la crise du Darfour.

Après des études de droit à Khartoum, cet intellectuel part à l'étranger afin de poursuivre sa formation : maîtrise de droit à Oxford puis doctorat à la Sorbonne. Mais cet homme qui épouse une sœur de Sadek alMahdi s'est déjà frotté à la politique puisqu'il a adhéré au mouvement des Frères musulmans. À son retour au pays, il en devient le secrétaire général et, manœuvrier très habile, élimine peu à peu ses rivaux. Tourabi est absolument dénué de scrupules. Au demeurant, c'est un personnage qui en impose : grand, racé, le teint très foncé, il est toujours habillé de blanc.

En 1969, lorsque Nimeiry s'empare du pouvoir, Tourabi est jeté en prison. C'est la première fois mais ce ne sera pas la dernière. Toutefois, lorsque le dictateur lui propose la réconciliation, il accepte aussitôt et devient illico ministre de la Justice. Pour un homme qui sort de prison, ce n'est pas ordinaire. Il sera aussi le conseiller du président pour les Affaires étrangères. Autant de fonctions officielles qui lui valent

l'inimitié de nombre de ses partisans. De jeunes hommes souvent brillants dont il se débarrassera au fur et à mesure. Tourabi ne supporte pas qu'on lui tienne tête. Et il estime avoir toujours raison.

Lorsque Nimeiry est renversé, Tourabi retourne quelques mois en prison. Et, dès sa libération, il crée un nouveau parti : le Front national islamique, une structure à son entière dévotion. Il ne tarde pas à revenir au gouvernement, alors dirigé par Sadek al-Mahdi. D'abord à la Justice puis aux Affaires étrangères !

Ministre, cela ne l'empêche nullement de préparer en même temps le renversement du gouvernement et le retour effectif des militaires. De son propre aveu, il choisit l'un des plus médiocres pour monter sur la plus haute marche. Afin de mieux le contrôler.

Ce sera le général Omar Hassan el-Béchar, qui est toujours au pouvoir. Ce qui indique que Tourabi s'est peut-être trompé dans son jugement.

Quoi qu'il en soit, pour donner le change, ce fin politique se fait enfermer quelque temps car il ne veut pas donner l'impression qu'il a tout manipulé. Ce retour volontaire derrière les barreaux n'est guère insupportable. Tourabi sort à peu près quand il le veut. Et dès la fin de son incarcération, il devient l'éminence grise du nouveau régime, un poste qu'il va garder de longues années. C'est lui qui théorise la création d'une nouvelle internationale islamiste. Lui aussi qui invitera Ben Laden à séjourner au Soudan, ce qui amènera les États-Unis à ranger le Soudan dans la liste des États voyous qui encouragent le terrorisme. Après les deux attentats contre des ambassades américaines en Afrique de l'Est, le président Clinton enverra même ses forces aériennes bombarder une usine soudanaise censée élaborer des armes chimiques alors qu'il ne s'agissait que d'une fabrique de médicaments.

Après ce bombardement et surtout après la vague de réprobation dont le Soudan est l'objet au sein de la communauté internationale, Béchar décide soudain de changer de politique. La mise à l'écart de Tourabi devient inévitable. Autour du président, certains ne seraient pas hostiles à une élimination physique qui réglerait définitivement son cas. Mais Tourabi a pris les devants : il a en effet la signature sur un certain nombre de comptes en banque bien remplis. Sans lui, cet argent de la corruption ne sera jamais récupéré. En outre, l'homme est

Darfour : la plus grande urgence

charismatique. Pour beaucoup de Soudanais, il est le Guide ! Son assassinat pourrait provoquer pas mal de dégâts. Béchir s'arrange donc pour le débarquer en douceur, ce qui n'empêche pas Tourabi de garder son pouvoir de nuisance. Ainsi, il n'hésite pas à prendre à contre-pied ses anciens amis. Comme lorsqu'il déclare que les sudistes chrétiens, trop longtemps maltraités, ont eu raison de se révolter.

À cause de cet appui politique donné aux rebelles du Sud, accusé de conspiration, il retourne en prison. Mais comme il est plus gênant en prison qu'en liberté, on se résout à l'élargir. Toutefois, il n'a pas fini de faire parler de lui. Tourabi, l'homme qui a été l'hôte de Ben Laden, a par ailleurs approuvé la lutte américaine entamée par George Bush au lendemain des attentats du 11 septembre. Et dorénavant, il se manifeste à partir du Darfour et porte donc une responsabilité dans le déclenchement de la crise actuelle.

Auparavant, il faut évoquer les rapports du Soudan avec deux pays, les États-Unis et la France.

Les Américains ont d'abord accueilli plutôt favorablement le coup d'État du général Béchir. Un militaire leur semblait préférable à tous ces leaders islamiques qui tiraient le pays hue et à dia. Mais ils ignoraient que dans l'ombre de Béchir se trouvait Tourabi. Ils ont donc vite déchanté. D'autant que sous la présidence Clinton, une étrange coalition est apparue, qui réclamait l'intervention des États-Unis afin d'en terminer avec la guerre civile au Soudan. On y trouvait d'abord les lobbies religieux conservateurs qui professaient des idées toutes simples sinon simplistes : au Soudan, les chrétiens noirs étaient les victimes des méchants Arabes du Nord. Mais il y avait aussi dans cette coalition des Noirs états-uniens, ceux qu'on appelle maintenant les AfroAméricains, qui dénonçaient les pratiques esclavagistes des gens du Nord. S'y mêlaient également des défenseurs des droits de l'homme. Autant de gens qui ont été bien embarrassés lorsqu'ils ont découvert qu'au Sud également, on pratiquait toujours l'esclavage.

Ces groupes de pression exigeaient de leur gouvernement qu'il oblige Khartoum à aboutir au plus vite à la signature d'un traité de paix avec les sudistes. L'élection de George Bush leur est apparue comme une bénédiction. Bush était très engagé auprès des chrétiens conservateurs et avait été sauvé de l'alcoolisme par le prédicateur nord-

américain Billy Graham en personne. Or justement le fils du célèbre prédicateur avait créé au Soudan une église évangélique qui rencontrait de plus en plus de succès. Il est donc certain que ces évangéliques ont trouvé une oreille attentive à la Maison-Blanche. Mais ça n'a pas plu à tout le monde. Le lobby pétrolier, lui aussi très influent dans les cercles du pouvoir américain, craignait que les pressions exercées sur le gouvernement du président Béchir ne finissent par nuire à leurs intérêts.

Finalement, ce sont quand même les premiers qui ont gagné. Béchir, contraint et forcé, a dû se soumettre et conclure la paix. Mais une paix mal ficelée qui peut se rompre à tout moment. Quoi qu'il en soit, Bush a donné satisfaction à son électorat religieux pour qui cette question était devenue une priorité et même une affaire intérieure.

Pour sa part, la France a une longue tradition d'alliance avec les islamistes au pouvoir dans le nord du Soudan avec lesquels elle partage une hostilité commune vis-à-vis de l'impérialisme anglo-saxon. Ces liens ont été encore renforcés par des ventes d'armes françaises. Mais c'est à l'occasion de l'affaire Carlos¹ que cette proximité est devenue évidente. Dès que nos services ont localisé le terroriste à Khartoum, ils ont directement alerté leurs homologues soudanais et demandé leur coopération. Ce qui leur a été aussitôt accordé et a permis la capture de Carlos par le fameux général Rondot.

Un tel cadeau méritait bien une petite récompense. C'est-à-dire un donnant-donnant. En retour, la France a donc livré aux autorités soudanaises de précieuses photos aériennes des positions des rebelles sudistes. Mais, ce faisant, Paris prenait partie dans un conflit qui ne regardait nullement notre pays !

Le Darfour, autre question brûlante du Soudan contemporain, a donc été annexé au début de XX^e siècle. Et puis on l'a oublié ! Cette

I. Pour plus de détails sur ce sujet, voir *Le terrorisme islamique*, collection « Les Dossiers secrets de Monsieur X », Nouveau Monde éditions, 2008.

province soudanaise a donc été sciemment maintenue dans le sous-développement. Au fond, le Darfour n'intéressait Khartoum que lorsqu'il y avait des élections ou lorsque le pouvoir central avait besoin de recruter des soldats. Lors des guerres contre la rébellion sudiste, les

Darfour : la plus grande urgence

recrues du Darfour formaient ainsi la moitié des forces gouvernementales.

En revanche, si le Darfour était généralement ignoré par Khartoum, il intéressait beaucoup ses voisins immédiats, Libyens, Tchadiens et même les rebelles de l'armée du colonel Garang qui s'y sont battus contre les troupes gouvernementales.

Au fil des conflits tribaux et des interventions étrangères, depuis les années 1980 le pays n'a plus connu la paix. Cependant, à partir de 2003, cet état de guerre prend une autre dimension.

Première cause, la désertification. La ressource en eau diminuant, les nomades doivent descendre de plus en plus vers le sud pour abreuver leurs animaux et trouver des pâtures. Mais ils se heurtent aux agriculteurs qui, eux-mêmes, économisent l'eau qui irrigue leurs maigres cultures menacées également par la divagation des animaux des nomades. Les incidents sont donc de plus en plus nombreux, de plus en plus violents. Les Zourga accusent le gouvernement de Khartoum de ne pas les protéger contre les razzias des nomades.

S'y ajoutent des manipulations qui ont exacerbé la compétition entre nomades et sédentaires et abouti faire éclater la terrible crise actuelle qui a déjà été précédée dans les années 1980 par une effroyable famine due à la sécheresse mais aussi à l'impéritie du gouvernement de Khartoum. Presque cent mille personnes meurent alors dans une quasiindifférence et on assiste aux premiers heurts sérieux entre les nomades prétendument arabes et les agriculteurs.

À Khartoum, le pouvoir penche franchement en faveur de ces nomades qui pillent les villages Zourga. Jusqu'en 2003, ces épisodes de violence, alimentés ou non par des conflits extérieurs au Darfour, demeurent localisés. Pourtant, on voit déjà apparaître les redoutables janjawid, les « cavaliers du diable », comme les nomment les paysans des villages qu'ils attaquent. Ce sont les héritiers en ligne directe des pillards nomades qui venaient autrefois rafler hommes, femmes et enfants pour les vendre aux trafiquants d'esclaves. Mais si, autrefois, les janjawid n'étaient armés que de lances, ils sont maintenant équipés de kalachnikovs, autrement plus meurtrières.

En fait, ces bandes de pillards n'ont pas resurgi spontanément. Elles ont été formées à l'initiative de Khartoum. Au début, il s'agissait de

Les dessous de la Françafrique

milices chargées de combattre la rébellion sudiste au Soudan, des supplétifs qui guerroyaient au côté des forces soudanaises. Comme, officiellement, ils n'appartenaient pas à l'armée, on comptait sur eux pour terroriser les populations des zones rebelles. Ce qu'ils accomplissaient avec zèle !

Lorsque les affrontements entre sudistes et nordistes soudanais cessent et qu'on s'achemine vers la paix, les janjawid deviennent inutiles. Khartoum les invite fermement à regagner leurs tribus. Mais ils ont pris de mauvaises habitudes et conduisent de véritables razzias dans les villages de Zourga, tuant, violant et volant les troupeaux. C'est là la deuxième raison qui explique la rébellion du Darfour. Les paysans, ne supportant plus d'être exposés aux violences de ces « cavaliers du diable » sans que le gouvernement intervienne, finissent par constituer des milices d'autodéfense et par entrer en rébellion.

Lorsque le conflit se généralise, les janjawid sont bien sûr à nouveau utilisés par l'armée soudanaise pour semer la terreur dans les villages. Des violences systématiques sont perpétrées contre les populations sédentaires, qui expliquent pourquoi l'on pourra commencer à parler, sinon de génocide, du moins de nettoyage ethnique. Car, qui pourrait en douter ? Ces tueurs agissent avec l'aval de Khartoum. Supplétifs dans le sud du Soudan, les janjawid continuent l'être au Darfour ! Mais comme ils ne sont pas intégrés à l'armée, le pouvoir central peut nier toute responsabilité. Une attitude parfaitement hypocrite, mais qui arrange presque tout le monde. On feint ainsi, au moins dans un premier temps, de ne rien voir et surtout de ne pas se fâcher avec le Soudan, ce grand pays devenu le premier producteur de pétrole de l'Afrique de l'Est. C'est pourquoi, au Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine s'oppose à l'envoi de Casques bleus au Darfour.

Jean-Louis Péninou¹ :

La chronique du Darfour est celle de conflits entre éleveurs, à la recherche d'eau et de pâturages, et paysans protégeant leurs champs et leurs maigres biens. Dans ce pays chiche en ressources, totalement dénué d'équipements et laissé à l'abandon, l'explosion démographique (l'apwvince compte six millions d'habitants, deux fois plus qu'il y a vingt ans) a rendu plus violente la compétition pour l'eau et l'espace. La régulation traditionnelle des conflits, fondée sur le respect par les nomades

Darfour : la plus grande urgence

d'itinéraires et de périodes précises de transhumance, a commencé à s'effondrer avec la grande sécheresse et la famine du milieu des années 1980. Depuis, le Darfour est en crise. Malgré la présence de responsables politiques originaires de la région dans les allées du pouvoir à Khartoum, la situation s) détériore année après année.

Une guerre meurtrière avait opposé, en 1985-1988, les Four aux tribus arabes lancées à l'assaut de leurs villages, sur fond d'allées et venues entre le Tchad et le Darfour, d'interventions de la Légion islamique libyenne et de jeux de pouvoir du parti Oumma de M. Sadek al-Mahdi. Elle avait pu sembler un moment de paroxysme, lié à la période de sécheresse. Avec le recul, elle apparaît comme une prémisse.

C'est une compagnie chinoise qui est désormais l'un des principaux opérateurs pétroliers au Soudan. La Chine, qui consomme toujours plus d'énergie, ne veut donc pas prendre le risque de rompre avec le Soudan.

Et si la France, qui a par ailleurs toujours entretenu d'excellents rapports avec les dirigeants islamistes de Khartoum, a pu voter une résolution qui contrarie le gouvernement soudanais, c'est que la compagnie Total, propriétaire d'une concession, n'a pas encore commencé de l'exploiter.

L'insécurité dans laquelle vivent les populations sédentaires du Darfour ajoutée au sous-développement chronique a donc fini par engendrer une véritable rébellion.

1. Le Monde diplomatique, 2004.

En 2002, un avocat local, Abdel Wahid Mohamed Nur, fonde un parti, le Front de libération du Darfour. Il commence par essayer de fédérer toutes les milices d'autodéfense qui se sont constituées dans les villages. Une unification des tribus assez improbable. Pourtant, contre toute attente, il réussit et finit par créer en mars 2003 une véritable armée, l'AIS, l'Armée de libération du Soudan. Une appellation qui montre à l'évidence que les objectifs des rebelles ne se limitent pas au Darfour.

Les dessous de la Françafrique

Cette armée présente dès le départ des caractères très originaux. Dans ce pays musulman et même islamiste, puisqu'il y règne la charia, l'ALS se veut résolument laïque. Ensuite, ses chefs se refusent à engager des enfants, au contraire de beaucoup d'autres mouvements armés africains. D'autre part, ses soldats se sont affranchis des chefferies traditionnelles. Enfin, et c'est notable, beaucoup d'entre eux sont éduqués. Des recrues qui seront peut-être moins susceptibles de s'en prendre aux populations civiles.

Cette armée de libération dispose rapidement d'un équipement moderne et même parfois sophistiqué. Mitrailleuses, 4x4, téléphones satellites, etc. Certes, des armes, on peut en trouver n'importe où. Mais il faut avoir l'argent pour les acheter. L'explication ne viendra que bien plus tard.

L'ALS déclenche d'abord les hostilités dans le fief de l'ethnie Zaghawa. Les rebelles se lancent à l'assaut des postes de police et des garnisons de l'armée gouvernementale. Très vite, ils remportent des succès. Il faut dire que l'affaire semble avoir été très bien préparée. Le chef de cette armée est en effet Abdallah Abakkar, un guerrier qui, en 1990, a dirigé à partir du Darfour le raid triomphal qui a porté au pouvoir Idriss Déby, l'homme qui est toujours président du Tchad et dont le pouvoir est régulièrement menacé à N'Djamena, en partie à cause de la crise du Darfour.

Au printemps 2002, les gouvernementaux subissent donc revers sur revers. En outre, comme beaucoup de soldats sont originaires du Darfour, ils désertent plutôt que de combattre leurs frères.

Le président soudanais Omar el-Béchar, humilié, est bien décidé à tout mettre en œuvre pour écraser cette nouvelle rébellion. Mais il lui faudrait d'abord fermer les frontières à l'ouest du Darfour, du côté tchadien. Un objectif plus symbolique que réaliste : dans le désert, il n'existe pas de vraies frontières ! À moins de construire un mur comme veut le faire Bush entre les États-Unis et le Mexique. Toutefois, les pays voisins se disent prêts à coopérer avec Khartoum. À commencer par la Libye dont le leader, Kadhafi, n'a que mépris pour les Zourga noirs.

Plus étonnante est la bonne volonté affichée par le président tchadien, Idriss Déby. Car, bien que tchadien, il est lui aussi originaire de l'ethnie Zaghawa implantée de part et d'autre de la frontière, au

Darfour : la plus grande urgence

nordouest du Darfour. Déby pourrait donc se solidariser avec ses frères. Mais il s'abstient de le faire. Ce qui lui vaudra d'ailleurs d'être vivement critiqué par les siens.

Quoi qu'il en soit, comme l'armée rebelle vole de succès en succès, le président Béchir fait arrêter un certain nombre de notables et d'incultuels censés sympathiser avec la rébellion. Et surtout il nomme un nouveau gouverneur au Darfour, un homme à poigne, le général Oman Kibir. Cette nomination aura de graves conséquences.

Kibir, en plein accord avec Béchir, décide d'enrôler les janjawid, désœuvrés depuis qu'ils ont cessé de combattre au Soudan-sud. Les exactions contre les villageois commencent aussitôt un peu partout dans la province. Il ne s'agit plus d'incidents ponctuels comme le Darfour en a souvent connus mais de violences programmées. En août 2003, et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, trois cents personnes sont massacrées par les janjawid dans un village du nord.

Ces razzias meurtrières influent sur le cours de la guerre car les rebelles doivent aussi veiller à protéger les civils. Mais dans un pays aussi grand, où l'habitat est très dispersé, la mission est presque impossible. La plupart des villageois sont donc la merci des exactions des janjawid. Et quand ce ne sont pas ces supplétifs qui tuent ou violent, ce sont les soldats de l'armée gouvernementale qui se livrent à des violences. Cependant, le plus souvent, ces deux forces de répression agissent ensemble.

Pour Khartoum, il est évident que cette campagne de terreur doit d'abord affaiblir la rébellion. Mais il n'est pas exclu que certains, même au plus haut sommet du pouvoir soudanais, en profitent pour se débarrasser de ces peuplades de Zourga qui ont toujours été méprisés sinon haïs. Soit en les tuant, soit en les obligeant à fuir le pays. C'est dans cette mesure qu'on peut parler de génocide.

En tout cas, il est certain que l'intervention des janjawid contrarie fortement les ambitions de l'AIS, l'armée rebelle. À cela s'ajoutent des dissensions au sein de la rébellion. À côté du Front de libération du Soudan, une autre organisation monte en puissance, le Mouvement pour la justice et l'égalité, le MJE. La personnalité de son chef, le docteur Khalil Ibrahim, donne sans doute une des clés de cette affaire. Ce notable, issu d'une lignée de souverains qui régnaient autrefois au

nord du Darfour, appartient, tout comme le président tchadien Déby, à l'ethnie Zaghawa.

Gérard Prunier, chercheur¹ :

[À partir des témoignages qu'il a recueillis, il décrit une opération type où l'armée et les janjawid coopèrent pour semer la mort dans un village. Ça commence par un bombardement aérien où des militaires jettent des bombes primitives mais terriblement meurtrières sur les maisons et les civils. De simples bidons remplis d'explosifs et de ferraille.]

Dès que les Antonov avaient terminé leur sale besogne, des hélicoptères de combat ou bien des chasseurs-bombardiers Mig arrivaient, mitraillant et tirant des roquettes contre les objectifs fixes comme les écoles ou les entrepôts. Il était clair que ce qui était recherché était une destruction totale des cibles visées. Lorsque les attaques aériennes cessaient, les janjawid arrivaient soit seuls, soit en compagnie de soldats de l'armée régulière. Les miliciens étaient montés sur des chevaux ou des chameaux et étaient souvent accompagnés de « technicals », c'est-à-dire de 4x4, armés de mitrailleuse. Ils entouraient le village et il y avait ensuite deux scénarios possibles. Dans la version « dure » les lieux étaient totalement bloqués, tout était pillé, les hommes et les jeunes garçons qui ne pouvaient pas se

1. op. cit.

cacher étaient abattus, les femmes et les jeunes filles étaient violées, le bétail était emporté et les ânes tués et jetés dans les puits. Ce massacre systématique des ânes avait deux buts. Le premier était de réduire d'éventuels survivants à l'impuissance, les ânes étant le moyen de transport le plus répandu au Darfour, sans lequel il est impossible de vivre et de circuler. Par ailleurs, les cadavres des ânes empoisonnaient les puits en pourrissant, rendant ainsi les villages inhabitables.

Darfour : la plus grande urgence

Le président Béchir reprend peu à peu les choses en main. Mais il se rend aussi compte qu'il ne pourra jamais éradiquer complètement la rébellion, même avec l'aide de ses terribles janjawid.

Il lui faut aussi tenir compte de tous les réfugiés dont beaucoup s'installent à la frontière, côté tchadien. L'existence de ces camps où les exilés du Darfour vivent dans des conditions abominables commence en effet à troubler la communauté internationale et à sérieusement détériorer l'image du Soudan au moment même où son président pouvait espérer se refaire une santé avec l'arrêt des combats dans le sud du pays.

Du côté tchadien, on n'est pas moins inquiet. Les deux présidents décident donc de contacter les rebelles et d'entamer la discussion. Déby, artisan de ces négociations, parvient même à obtenir la signature d'un cessez-le-feu entre les rebelles et le pouvoir soudanais. Mais cet arrêt des combats est parfaitement illusoire : ni les janjawid ni le Mouvement justice et liberté n'ont été associés aux discussions.

Le cessez-le-feu vole donc bientôt en éclats. Il n'aura duré officiellement que trois mois. Cependant l'armée soudanaise en a profité pour se réorganiser et purger ses rangs : les soldats originaires du Darfour sont éliminés ou ne participent plus aux combats qui ont lieu sur leur terre natale.

Cette armée « purifiée » passe à l'offensive avec succès. Le chef militaire de l'AIS, Abakkar, est tué et Khartoum reconquiert plusieurs zones qui avaient fait pratiquement sécession, zones dont les habitants fuient et qui vont grossir les camps de réfugiés. À ce moment, c'est-à-dire au début de l'année 2004, les rebelles estiment que deux mille trois cents villages ont été dévastés par les janjawid et les forces gouvernementales.

Malgré tout, l'armée rebelle peut encore résister. Dotée d'un nouveau chef, elle est forte d'une dizaine de milliers d'hommes et donne du fil à retordre aux troupes de Khartoum qui continuent à massacrer ou à laisser massacrer, tandis que le président ment effrontément en affirmant qu'il a triomphé.

La situation humanitaire ne cesse de s'aggraver, à la fois dans les camps de réfugiés de la frontière tchadienne et à l'intérieur du Darfour où des femmes et des enfants sont regroupés dans de véritables camps

de concentration et vivent sous la menace permanente des janjawid, dont la présence est dissuasive aussi pour les organisations humanitaires qui ont longtemps tenté de venir en aide à ces déplacés mais qui ont fini par y renoncer à cause des risques que leurs membres encouraient.

Les réactions de la communauté internationale sont très molles. Sa principale préoccupation était d'abord d'obtenir la paix entre nordistes et sudistes au Soudan. Le Darfour passait donc après. Et puis il ne fallait surtout pas irriter le président Béchir qui affichait de si bonnes résolutions en concluant un accord avec John Garang. Les États-Unis considéraient même désormais que le Soudan était devenu leur allié dans la lutte contre le terrorisme.

Toutefois des informations de plus en plus concordantes ont commencé à filtrer sur les horreurs perpétrées au Darfour. En mars 2004, des agences de l'ONU ont évoqué le nettoyage ethnique en cours. À Khartoum, on dément, bien sûr avec la plus grande énergie. Mais personne n'est dupe. En fait, Béchir, non sans habileté, fait traîner les choses. Et ça dure toujours. Ainsi, à plusieurs reprises, pressé par la communauté internationale, il semble céder, annonce des cessez-le-feu ou signe même un plan de paix avec l'ONU. Il est prévu de désarmer les milices, de cesser les actions armées contre les rebelles et même d'engager des pourparlers avec eux. Mais il est clair que Béchir n'a nullement l'intention de tenir sa promesse. Et jusqu'à maintenant les menaces, embargo sur les armes, volonté de traduire les responsables des exactions devant la Cour pénale internationale ou encore sanctions financières et restrictions de déplacement pour certains ministres soudanais, demeurent vaines.

Même l'envoi d'une force africaine, qui comptera jusqu'à sept mille hommes, un déploiement que Béchir a accepté du bout des lèvres, n'empêche pas les massacres de se poursuivre.

La résolution 1706 de l'ONU qui prévoit l'interposition de Casques bleus n'a pas été votée à l'unanimité : trois pays se sont abstenus dont la Chine. Béchir a donc beau jeu de ne pas en tenir compte. Pour refuser l'envoi de cette force onusienne, il a d'ailleurs employé un curieux argument : ce vote à l'ONU serait le fruit d'un complot sioniste visant à piller le pétrole du Soudan et à démembrer son pays.

Darfour : la plus grande urgence

Cette histoire de complot est bien sûr aberrante. Pour le reste, c'est moins sûr. Nombreux sont ceux qui s'intéressent au Darfour. Ainsi les évangéliques américains qu'on a déjà vus à l'œuvre dans le sud du Soudan, commencent à sérieusement s'implanter au Darfour. Ces groupes de pression, très anti-islamiques, font du lobbying auprès de la Maison-Blanche.

Par ailleurs, la crise du Darfour est contagieuse et a déjà plongé le voisin tchadien dans les affres. Idriss Déby a beaucoup de mal à résister aux membres de son ethnie qui le poussent à venir au secours de leurs frères du Darfour. Il est d'ores et déjà certain que des Tchadiens ont franchi la frontière pour combattre. Depuis, le Tchad et le Soudan vivent en état de belligérance. Si Déby tombe — sans la France, ce serait déjà arrivé — une vraie guerre risque d'éclater entre les deux pays.

La situation du Darfour, mais aussi du Soudan, demeure donc explosive. Surtout depuis qu'Omar Béchir a subi coup sur coup deux déconvenues majeures. La première est venue de l'étranger : la Cour pénale internationale s'est enfin décidée à mettre le président soudanais en accusation pour crime contre l'humanité. Une première en matière de justice : jamais un dirigeant en exercice n'avait fait l'objet d'une telle mesure humiliante. Le deuxième déboire n'a pas été moins inattendu : un beau matin de mai 2008, des forces rebelles du Mouvement justice et liberté de Khalil Ibrahim ont soudain surgi de l'autre côté du fleuve, à Khartoum même. Une vraie gifle pour Béchir et sa toute puissante armée.

Certes les rebelles ont été repoussés. Mais il n'empêche qu'ils ont creusé une importante brèche dans le dispositif militaire soudanais !

Khalil Ibrahim est donc loin d'avoir dit son dernier mot. Et il n'est pas inutile de savoir que cet opposant est un proche du célèbre Tourabi, chassé du pouvoir en 1999 et qui, depuis, ne cesse de chercher à se venger du président Béchir qui l'a écarté.

Il y a donc fort à penser que Tourabi a encouragé la rébellion qui a éclaté au Darfour. Et sans doute l'a-t-il même financée grâce à tous ces comptes bancaires dont il était le seul à posséder le secret. Un trésor de guerre qui explique pourquoi les rebelles étaient si bien équipés.

Tourabi, éminence grise du pouvoir pendant si longtemps et qui a noué de précieuses relations à l'étranger, en particulier dans les pays arabes, a déjà montré par le passé que ses convictions étaient à géométrie variable. Islamiste pur et dur pendant de longues années — c'est même lui qui a accueilli Ben Laden au Soudan — il en viendra à soutenir les sudistes soudanais chrétiens de l'armée de John Garang. Le Darfour n'est donc pour lui qu'un levier lui permettant éventuellement de revenir au pouvoir. Le reste, c'est-à-dire les massacres, les réfugiés, etc., lui importe peu. Mais il faut reconnaître que ce n'est pas lui qui a inventé les janjawid, le sous-développement chronique du Darfour et les razzias de plus en plus nombreuses des nomades sur les villages des sédentaires. Bref, il s'est contenté d'exploiter cyniquement une situation qui, tôt ou tard, aurait fini par dégénérer.

Gérard Prunier¹ :

Il existe à l'heure actuelle une certaine « école de pensée anthropologique » qui croit possible d'utiliser les « leaders tribaux arabes traditionnels » pour peu à peu dompter les janjawid et les amener à résipiscence. On retrouve dans cette mouvance aussi bien le colonel Kadhafi que certains spécialistes occidentaux du Darfour. L'idée vaut bien sûr la peine d'être tentée car la situation du Darfour est tellement tragiquement bloquée que toutes les voies de solution doivent être utilisées. Mais le succès semble peu probable. En effet, il y a,

1. op. cit.

Darfour : la plus grande urgence

tant du côté « arabe » que du côté « africain », un mouvement de glissement générationnel qui a largement délégitimisé les autorités traditionnelles. En outre, la majorité des janjawid sont des marginaux sociaux plus proches des gangs de jeunes du tiers-monde que des « nomades traditionnels » qu'on a voulu y voir.

Niger : le destin des Touareg

On les appelle les « hommes bleus ». Et leur seule apparence fait rêver tant ils respirent un parfum d'aventure. Visages dissimulés derrière leur chèche, ces seigneurs du désert, guerriers mythiques des sables, ont toujours enflammé les imaginations. Et d'abord à cause de la singularité de leur existence. Nomades, indépendants, faisant fi des frontières, ils semblaient appartenir de toute éternité à un monde légendaire. Mais la réalité les a cruellement rattrapés. Les Touareg d'aujourd'hui sont souvent les oubliés d'une société en recomposition qui n'a que faire de ces marginaux n'ayant pour seule patrie le désert !

Pire, certains, et parmi eux des ethnologues de renom, estiment qu'il faut en finir avec les mythes et que les « hommes bleus » doivent abandonner leur nomadisme et leurs mœurs archaïques pour entrer de plainpied dans l'ère moderne, et donc renoncer à ces rébellions absurdes qui les opposent aux gouvernements en place. Pour d'autres, au contraire, il existe une nation touarègue qui doit être reconnue en tant que telle et doit bénéficier d'une réelle représentation dans les États où ils vivent.

C'est en particulier le cas au Niger où un conflit meurtrier risque d'embraser tout le nord du pays sur fond de guerre de l'uranium. Là se joue peut-être une partie du destin de l'Afrique !

Les Touareg seraient environ trois millions et occupent un vaste territoire de plusieurs centaines de kilomètres carrés au Sahel et dans le Sahara. Ces nomades du désert sont répartis au sein de cinq pays, le Burkina Faso, le Mali, la Libye, l'Algérie et enfin le Niger où vivrait le

Les dessous de la Françafrique

tiers d'entre eux. Un conditionnel obligé : il n'a jamais été procédé à un recensement.

Dans deux de ces pays, le Mali et le Niger, les Touareg sont entrés en rébellion contre le pouvoir central. Mais les deux gouvernements n'ont pas réagi de la même manière. Au Mali, le président Amadou Toumani Touré vient de choisir la voix de l'apaisement et une trêve est intervenue entre l'armée et les rebelles. Par contre, au Niger, son homologue, Mamadou Tandja, a décidé d'opter pour la manière forte afin de réduire la révolte des « hommes bleus ».

La question nigérienne concerne les Français au premier chef à cause des gisements d'uranium qu'ils exploitent. Un minerai qui est de plus en plus demandé en raison de la crise mondiale de l'énergie. Le Niger est en effet l'un des principaux producteurs mondiaux d'uranium. Pendant très longtemps, ce métal a été extrait du désert nigérien exclusivement par une entreprise française, la Cogema, devenue aujourd'hui Areva. Mais ce quasi-monopole est tombé et les Chinois en particulier ne cessent de nous planter des banderilles. Autant dire que la crise nigérienne doit d'abord être examinée au travers de ce prisme.

Deuxième remarque préliminaire : le Niger a longtemps fait partie du pré carré français. Et comme dans nombre d'autres anciennes colonies, Paris y a longtemps fait la pluie et le beau temps, et a souvent eu la tentation d'intervenir.

Troisième observation : le Sahel devient une région particulièrement sensible à cause du terrorisme islamique. Les spécialistes américains en la matière considèrent même que le Sahel constitue un point de fixation pour Al-Qaïda à tel point qu'un général américain a même évoqué un nouvel Afghanistan ! Exagération ? Certes, le mouvement terroriste algérien GSPC, Groupe salafiste pour la prédication et le combat, a revendiqué son allégeance à la nébuleuse de Ben Laden et serait même devenu une branche d'Al-Qaïda. Mais n'importe quelle organisation clandestine peut se réclamer de Ben Laden. Quoi qu'il en soit, ce GSPC s'est surtout manifesté par des attentats en Algérie et des actions contre des touristes. Peut-être est-il aussi à l'initiative de l'attaque meurtrière de Français en Mauritanie et de l'enlèvement de deux touristes autrichiens. En tout cas, les menaces,

avérées ou non, que le GSPC fait peser sur la région ont poussé les Américains à proposer

aux États sahéliens la mise en place d'un véritable plan de bataille contre le terrorisme et des accords de coopération militaire. Ce qu'ils ont appelé l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme. Mais cette manœuvre pourrait bien dissimuler en réalité une tentative des États-Unis de s'implanter dans une zone où traditionnellement l'influence française a toujours été prépondérante.

Cependant, il est vrai que le Sahel est peu à peu devenu une vaste région où les trafiquants en prennent de plus en plus à leur aise. Armes, drogues, cigarettes et même voitures volées circulent dans cette zone de plus en plus dangereuse, et pas seulement à cause du terrorisme islamique qui y sévirait.

Le Niger est deux fois grand comme la France. Mais en réalité, il y a plusieurs Niger. Trois, pour simplifier. Le Nord, d'abord, une zone de hauts plateaux et de montagnes qui couvre les deux tiers du pays. Partie intégrante du Sahara, cette immense région est le territoire naturel des Touareg dont les caravanes le sillonnent en tous sens. Il y pleut très rarement et on y trouve quelques oasis isolées. Le deuxième Niger, au centre du pays, est un peu moins aride mais très faiblement boisé. Enfin il y a le Sud et sa savane. C'est la seule région fertile où les pluies saisonnières permettent l'existence de cultures vivrières.

Ces disparités géographiques correspondent aussi à des répartitions ethniques différenciées. Au sud et à l'ouest, deux ethnies noires, les Haoussa et les Djerma-Songhaï, prédominent. Ce sont elles qui ont donné au Niger la plupart de ses dirigeants. Au nord, près de la frontière libyenne, les Toubou sont majoritaires comme ils le sont au Tchad et dans le sud de la Libye. Pasteurs nomades, ce sont aussi à l'occasion de rudes guerriers. Les soldats français, qui les ont souvent affrontés au Tchad, en savent quelque chose. Toutefois, le nord du Niger est principalement le territoire des Touareg. Une ethnie qui n'est pas homogène : il existe des Touareg blancs et d'autres qui sont noirs. Une cohabitation souvent difficile, les Noirs accusant les Blancs de les exploiter et même de les avoir parfois réduits en esclavage. Une situation qui perdure : il existe encore des esclaves au Niger et plus généralement au Sahara malgré l'interdiction promulguée en 2004 par les autorités. Un an plus tard, on a assisté à un événement assez extraordinaire : un puissant chef touareg a organisé une cérémonie afin

de célébrer la libération de tous les esclaves vivant dans son campement et qui étaient au nombre de sept mille. Aujourd'hui, on estime qu'il en reste encore quelques dizaines de milliers qui n'ont toujours pas été affranchis. Un état de fait qui a contribué à ternir un peu plus la réputation des Touareg, considérés comme des bandits et des voleurs d'hommes. Depuis, le gouvernement nigérien a interdit ce genre de cérémonies publiques qui donnaient une mauvaise image du pays. Une décision hypocrite : supprimer ces célébrations ne signifie pas supprimer l'esclavage. Mais les Nigériens ont besoin des investisseurs occidentaux et cette survivance archaïque de l'esclavage fait incontestablement mauvais genre.

Mail & Guardian¹ :

Les captifs, des descendants d'Africains à la peau sombre asservis lors de guerres ou tout simplement kidnappés, assurent une vie oisive aux Touareg blancs, des nomades à lapeau claire. « Les femmes s'occupent de toutes les tâches ménagères et font en sorte que leur maître n'ait jamais à lever le petit doigt », explique Romana Cacchioli, responsable du programme africain au sein de l'ONG Anti-Esclavage international. « Elles leur servent à boire et à manger, lavent leurs vêtements et prennent soin de leurs enfants. Il faut aussi déplacer les tentes des maîtres quatre fois par jour pour qu'ils soient toujours à l'ombre. Les hommes gardent toute la journée les troupeaux de chèvres et de moutons. Les enfants aussi travaillent : ils sont de corvée d'eau avec les femmes, ce qui peut leur prendre la moitié de la journée. » Les enfants naissent esclaves et peuvent être offerts en cadeau ou faire partie d'une dot. Ils sont séparés très tôt de leur mère afin que les liens familiaux soient rompus. Les filles sont fréquemment victimes d'abus sexuels de la part de leurs maîtres et sont souvent forcées de se marier contre

I. Quotidien sud-africain. Article de 2005.

leur volonté. Un journal nigérien a également rapporté le cas d'un homme castré pour avoir désobéi.

Les esclaves vivent dans des abris de fortune à côté des tentes en peau de chèvre de leurs maîtres et portent parfois

Les dessous de la Françafrique

des bracelets de cuivre aux chevilles en guise d'identification.

Une dernière indication pour en finir avec ces généralités : le Niger a connu à plusieurs reprises de désastreuses crises alimentaires à cause de la sécheresse. Ces famines ont provoqué la mort de milliers de personnes, surtout dans le Nord. Et pourtant ce pays, classé par les instances internationales au dernier rang mondial quant au développement humain, est paradoxalement riche, très riche. Mais cette richesse reste trop souvent virtuelle : à part l'uranium qui fournit une part non négligeable de ses ressources, il dispose d'un sous-sol très riche. On y trouve de l'or, du pétrole et du gaz, des matières premières qui devraient bientôt pouvoir être exploitées. À condition, naturellement, que la paix soit restaurée. Or ces richesses minières, à commencer par l'uranium, se trouvent dans le Nord, là où justement sévit et prospère la rébellion touarègue.

D'une certaine façon, les Touareg sont donc en position de force car ils tiennent en main le futur développement du pays. Et ils sont bien décidés à jouer cette carte maîtresse le plus longtemps possible, d'autant qu'au fil du temps ces ressources attirent de plus en plus de convoitises !

Comme les autres colonies africaines de la France, le Niger a accédé à l'indépendance en 1960. Auparavant, pendant la période coloniale, Paris avait eu fort à faire avec les Touareg. Mais peu à peu, une sorte de cohabitation tranquille avait vu le jour, le pouvoir colonial laissant les nomades vaquer à leur gré dans l'immense désert saharien. En fait, les Français ne s'intéressaient guère à ces contrées désertiques et pauvres. Seul comptait pour eux ce qu'ils appelaient le « Niger utile », c'est-à-dire le Sud où l'on pouvait cultiver le coton et l'arachide.

Conséquence, les habitants du Nord, essentiellement les Touareg, ont été abandonnés à eux-mêmes. Ce qui n'était pas pour leur déplaire tant ils étaient farouchement attachés à leur liberté et à la conservation de leur mode de vie traditionnel. Mais en même temps, exclus

des circuits marchands et empêchés à cause de leur nomadisme d'accéder à l'éducation, ils ont laissé un véritable fossé se creuser avec

leurs voisins du Sud. Et presque naturellement, lorsque l'indépendance est arrivée, ce sont des « sudistes » qui ont pris le pouvoir et bénéficié des premières mesures de développement.

Il en est résulté un sentiment d'injustice. Surtout à partir du moment où on a commencé à s'intéresser à la richesse du sous-sol des territoires qu'ils fréquentaient et qu'ils considéraient comme étant les leurs !

Pourtant, la transition entre la colonisation et l'indépendance s'est déroulée paisiblement. Le président élu s'appelle Diori Hamani. C'est un enseignant très francophile, à la différence de son principal rival, Djibo Bakary, qui campe, lui, sur des positions nationalistes et progressistes à l'image d'un Sékou Touré qui a prôné le non lors du référendum sur la Communauté¹. À noter d'ailleurs que les deux hommes, Hamani et Bakary, appartiennent à deux ethnies différentes. Mais le vainqueur de cette compétition, très sagement, prend soin de composer un gouvernement où tous sont représentés. Ainsi, malgré le nombre restreint des candidats possibles, deux ministres touareg sont nommés. D'ailleurs, pendant tout le règne d'Hamani, c'est-à-dire jusqu'en 1974, les nomades n'ont jamais été l'objet de discriminations, même si le développement du Nord n'a pas suivi celui du Sud, bien que le président ait fait son possible pour que Touareg et Toubou trouvent leur place au sein de la communauté nigérienne.

Cependant, deux faits conduisent peu à peu à une détérioration : en 1969, l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi chez le voisin libyen. Et ensuite le commencement de l'exploitation de l'uranium.

Le bouillant dirigeant de Tripoli a toujours pensé que la Libye était trop petite pour lui. Il n'a eu de cesse d'essayer d'associer son pays à des États frères. Autant de mariages éphémères ou carrément ratés.

Très vite, Kadhafi regarde en direction du désert. D'abord vers le Tchad² dont il voudrait annexer la très disputée bande d'Aouzou. Ce

1. Voir chapitre VI.

2. Voir chapitres XII; XIII, XIV.

qui vaudra à la France et à la Libye plusieurs confrontations musclées. Mais il y a aussi le Niger et ses Touareg ! Kadhafi y voit un terrain idéal pour expérimenter ses visées arabo-islamistes et entamer une campagne de propagande chez les nomades.

L'écho renvoyé est plutôt favorable. Si favorable même que Kadhafi envoie des troupes stationner sur une bande de terrain de quelques milliers de kilomètres carrés à la frontière entre les deux pays où les Libyens s'emparent d'anciens fortins de l'armée française et d'un puits.

Par nature, le président Diouri Hamani n'est pas un va-t'en-guerre. Au lieu de riposter militairement ou d'en appeler à la France, il négocie. Il se rend même à Tripoli afin de négocier un traité de bon voisinage et de coopération économique avec la Libye contre quelques compensations sonnantes et trébuchantes. Une nouvelle preuve de sagesse. Mais le président nigérien est engagé dans une affaire autrement plus importante : l'exploitation des gisements d'uranium trouvés dans son pays.

La découverte précède l'indépendance. Ce sont des ingénieurs du CEA, le Commissariat à l'énergie atomique, qui, en prospectant la région d'Agadès, ont établi qu'il s'y trouvait des roches comportant une bonne teneur en minerai et des réserves estimées à plusieurs milliers de tonnes. Mais l'exploitation ne commence que beaucoup plus tard, au tout début des années 1960. Ce retard s'explique aisément : Agadès se trouve aux portes du désert. L'éloignement, le climat et l'environnement représentaient de sérieux obstacles. En outre l'uranium, qu'on exploitait aussi sur le territoire français, n'avait pas encore la valeur qu'il allait acquérir plus tard.

Quoi qu'il en soit, le président nigérien a très vite compris qu'il disposait là d'une richesse majeure pour son pays et il était bien décidé à en tirer le maximum de profit, malgré les réticences de la Cogema, principal acteur de l'exploitation. La société française avait beau avoir conclu un accord de partenariat avec l'État nigérien, elle ne voulait pas payer trop cher le minerai. Face aux revendications nigériennes, d'une façon classique, elle mettait en avant les importants investissements réalisés avant même de commencer la production. Bref, elle se faisait tirer l'oreille lorsque Diouri Hamani exigeait une juste rémunération pour son pays.

Rapidement, le ton monte ! À Paris, le gouvernement ne peut pas se désintéresser d'une question aussi brûlante et essaie de peser de tout son poids dans une négociation financière très âpre. Confronté à ce qui ressemble à une fin de non-recevoir, Hamani envisage donc de se

tourner vers d'autres partenaires pour exploiter sa principale richesse nationale. Et il pense d'abord à son voisin libyen !

Pour Paris, c'est comme si Niamey agitait un chiffon rouge. Il n'est pas question que Kadhafi, qui sème déjà le trouble dans le nord du Tchad, se mêle de cette affaire.

Alors ce qui doit arriver arrive. Une ultime négociation doit se tenir en avril 1974 à Niamey. Mais elle n'aura jamais lieu. Le président Hamani est opportunément victime d'un putsch trois jours avant l'ouverture de cette importante réunion.

Il est difficile de ne pas penser que ce coup d'État a été téléguidé par Paris. Il faut d'abord noter que le détachement militaire français présent dans la capitale nigérienne s'est bien gardé d'intervenir. Une passivité suspecte : dans d'autres pays africains où la France continuait à disposer de garnisons, les militaires ne se sont pas privés d'intervenir. Des accords secrets ¹ prévoyaient même ce genre d'ingérence dans les affaires intérieures de nos anciennes colonies. Les exemples sont nombreux. D'autre part, dans le secteur crucial de l'énergie, les compagnies françaises entretenaient des liens très étroits avec les services de renseignement. Il ne pouvait en être autrement à la Cogema.

Le scénario a donc été le suivant : informé des intentions du président Hamani de se tourner vers la Libye, Paris a aussitôt décidé d'agir. Il n'a pas été trop difficile de persuader quelques officiers nigériens de passer à l'action et de déposer un président qui gouvernait depuis trop longtemps son pays et avait même fini par prendre quelques libertés avec le système démocratique en instituant par exemple un régime de parti unique. Mais ce n'étaient pas les seuls griefs adressés à Hamani. Lors de la grande sécheresse de 1973, il aurait détourné une partie de l'aide alimentaire internationale consentie son pays. En outre, et pour

1, Voir chapitre V.

Paris c'était inacceptable, le dirigeant nigérien venait d'établir des relations diplomatiques avec Moscou. Pour toutes ces raisons, il était donc urgent de le chasser du pouvoir.

Bien que Jacques Foccart ait vu son étoile pâlir sous la présidence de Pompidou, ses réseaux demeuraient toujours en place. Il faut

d'ailleurs observer que le putsch a eu lieu à la mi-avril 1974, c'est-à-dire deux semaines après la mort de Georges Pompidou et donc à une période où l'intérim présidentiel permettait à Foccart et à ses hommes une plus grande liberté d'action.

Cependant, l'ancien père Joseph du général de Gaulle a nié toute responsabilité. Mieux, il a affirmé qu'il aurait plaidé auprès du président intérimaire Alain Poher la nécessité d'une intervention militaire française en faveur de Diori Hamani.

Jacques Foccart):

Je retourne voir Poher pour lui remettre la lettre de l'ambassadeur du Niger demandant notre intervention, et je trouve un Poher un peu hésitant. Puis arrivent Messmer, Galley, Lipkowski et Maurin. Chacun prend la parole et je suis, enfin de compte, le seul à défendre le point de vue de l'intervention. Poher décide de ne rien faire. À différentes reprises, je dis que c'est la première fois qu'on assiste à un coup d'État qui est un véritable hold-up. Il ne s'agit pas d'un coup d'État survenu à la suite de troubles, comme à Madagascar ou ailleurs. Il s'agit d'une prise de pouvoir la nuit, à 2 heures du matin, par des conjurés. On fait prisonnier le président, on tue sa femme et on embarque tous les membres du gouvernement. Si nous ne réagissons pas contre ce coup d'État, nous ne réagirons jamais, et nous signons la condamnation d'Houphouët et de Bongo. Les autres approuvent mon analyse, mais la décision est prise de ne pas intervenir et d'envoyer un avion pour faire sortir Diori. Je dis que c'est tout à fait

I. Journal de Foccart, publié en cinq tomes par Jeune Afrique et Fayard, 1997.

illusoire : « Jamais vous ne ferez sortir Diori, jamais vous n'obtiendrez sa libération. » On dit que, de toute façon, on va envoyer quelqu'un pour récupérer les fils de Diori. J'ai des doutes, mais la décision est prise, et c'est une façon de se donner bonne conscience. C'est pour moi encore une bien triste journée.

Ce putsch intervient aussi après un événement qui a durement frappé le Niger : la grande sécheresse de 1973. Une catastrophe qui a engendré une terrible famine et causé la mort de dizaines de milliers de personnes. Peut-être cent cinquante mille. Les nomades ont été les premières victimes de cette tragédie humanitaire qui a aussi entraîné la perte de la plupart de leurs troupeaux. Les Touareg ont donc été sévèrement touchés et ils ont eu l'impression d'avoir été abandonnés. Leur colère a été d'autant plus grande qu'ils observaient en même temps que si l'exploitation de l'uranium sur leurs territoires traditionnels gagnait en importance, ils ne bénéficiaient absolument pas de cette nouvelle manne financière !

Le colonel Seyni Kountché a été l'initiateur du putsch. Ancien sous-officier de l'armée française, vétéran des guerres d'Indochine et d'Algérie, il a accédé aux plus hautes fonctions dès son retour au pays. Devenu le chef des forces nigériennes, il n'a eu aucune difficulté à persuader ses camarades de l'aider à chasser un président usé.

Toutefois le Conseil militaire institué après le putsch doit faire face à une situation très délicate. La grande sécheresse a en effet ruiné une grande partie de l'économie nigérienne, à commencer par son agriculture. Reste l'exploitation de l'uranium. Kountché, à peine arrivé au sommet de l'État, s'empresse de déclarer qu'il va poursuivre la coopération avec la France. Preuve supplémentaire de l'implication de Paris dans le déclenchement du coup d'État. Cependant, le nouveau maître adresse aussi un clin d'œil en direction de Tripoli. Certes, il n'est plus question d'associer le pays de Kadhafi à l'exploitation de l'uranium ni même de conclure un traité de défense avec la Libye, mais Kountché affirme haut et fort qu'il est prêt à vendre de l'uranium à qui le lui demandera. Y compris au diable ! Et chacun de comprendre qu'il s'agit de Kadhafi ! Paris ne tarde pas à mettre le holà. Sagement, le dirigeant nigérien s'incline.

Au reste, Kountché gouverne comme n'importe quel dictateur militaire : opposition muselée et utilisation de tous les moyens coercitifs dès que le pays bronche. Répression, arrestations arbitraires, tortures, rien n'y manque. En même temps, les zones sensibles sont placées sous administration militaire. Et d'abord la région d'où l'on extrait l'uranium, principale ressource du pays depuis le naufrage de l'agriculture. Mais

cette manne va en diminuant à partir des années 1980 en raison de l'effondrement du prix du minerai. Et alors même que, paradoxalement, l'extraction ne cesse de progresser grâce à la mise en service d'une mine souterraine, la plus grande du monde.

Autre difficulté, et c'était presque inévitable, Kadhafi essaie de mettre son grain de sel dans les affaires nigériennes. En 1976, Kountché est à son tour victime d'un putsch. Le coup échoue mais le dictateur a tôt fait de voir la main de Kadhafi derrière cette tentative. Plus préoccupant, il accuse aussi des ministres touareg qu'il a pris dans son gouvernement et qu'il limoge immédiatement. Suit une répression féroce : neuf des conjurés sont condamnés à mort par une cour martiale et exécutés tandis qu'une vingtaine d'autres sont enfermés à vie.

Cette mésaventure accroît la méfiance de Kountché vis-à-vis des Touareg qui font désormais l'objet d'une surveillance accrue. Une suspicion à l'encontre des nomades qui devient l'une des données permanentes de la politique nigérienne, jusqu'à aujourd'hui !

De son côté, Kadhafi ne peut s'empêcher de mettre de l'huile sur le feu. Le leader libyen a en effet très vite compris que cette question touarègue était le point faible des pays du Sahel, surtout le Niger et le Mali. Par conséquent, il fait tout son possible pour alimenter les ferments de division ou même de sécession. Ainsi, il invite tous les Touareg qui se sentent opprimés ou souffrent de la famine à se réfugier en Libye. Mais il va plus loin : il les incite à s'engager dans une légion islamique qui aura pour tâche la libération de leurs pays appelés plus tard à former les États-Unis du Sahel.

Le rêve est mirifique autant qu'irréalisable. Mais des Touareg, surtout des jeunes, répondent néanmoins à l'appel de Kadhafi et acceptent de s'incorporer dans cette légion islamique. Ils déchantent assez vite : le guide de la révolution libyenne, comme il se fait désormais appeler, entend les envoyer sur le front libanais. La protestation de ces Touareg est même si vive que certains désertent leurs casernes. Bref, ils veulent bien combattre, mais uniquement pour leur cause et non pas pour satisfaire les lubies d'un Kadhafi !

À Niamey, on n'apprécie guère l'initiative du Libyen. Le Niger rappelle son ambassadeur à Tripoli et exige la fermeture de la représentation libyenne. La tension monte encore d'un cran lorsque les

forces nigériennes interceptent un commando de quinze hommes qui s'apprêtaient à commettre des actes de sabotage dans les mines d'uranium.

Kountché soupçonne encore la responsabilité de la Libye dans une nouvelle tentative de putsch en 1983. À cette série d'incidents plus ou moins graves, il faut ajouter une défection particulièrement embarrassante pour le Niger : un Touareg fuit vers la Libye en emportant avec lui toute une liasse de documents militaires.

En même temps, le pays est victime d'une nouvelle sécheresse et donc d'une autre famine meurtrière. Comme en 1973, les nomades sont les premiers touchés. Aussi ces Touareg fuient-ils vers la Libye ou l'Algérie. Certains resteront exilés plusieurs années. Et en 1990, de retour chez eux, ils seront parmi les premiers à rejoindre la rébellion.

Cependant, malgré un relatif réchauffement des relations entre la Libye et le Niger, réchauffement entamé en 1985, un nouvel événement se produit qui exacerbe encore un peu plus la question touarègue et complique du même coup les rapports entre Kadhafi et Kountché. Le dictateur nigérien est alors gravement malade et passe de longues périodes dans des hôpitaux français. Victime d'une tumeur au cerveau qui finira par l'emporter en 1987, Kountché est moins vigilant et la surveillance exercée sur les Touareg a tendance à se relâcher.

Tchin-Tabaraden est une sous-préfecture située au centre du pays, au sud du Sahel, c'est-à-dire à la marge de la zone de peuplement traditionnelle des nomades. Fin mai 1985, s'il faut en croire la version diffusée par les autorités nigériennes, un commando d'une quinzaine de Touareg attaque une agence spéciale et le bureau de poste local. Les assaillants désirent s'emparer des fonds déposés dans ces deux établissements. Il ne s'agirait donc que de gangstérisme. L'attaque dégénère très vite : il y a échange de coups de feu et trois personnes sont tuées — deux gardes et un Touareg — tandis que dix des membres du commando sont appréhendés. Ils seront plus tard condamnés à la peine capitale. Et trois mourront dans des circonstances mystérieuses avant même d'être exécutés. Quant aux sept autres, ils seront graciés après la mort de Seyni Kountché.

La version des Touareg est tout autre. D'après Mano ag Dayak, un homme qui prendra de plus en plus d'importance au sein de son ethnie,

cette quinzaine de Touareg venaient simplement chercher de la nourriture auprès de l'Office des produits vivriers du Niger afin de la distribuer à la population victime de la sécheresse. Ils n'avaient donc aucune intention belliqueuse. Mais les forces de l'ordre les ont violemment repoussés. D'où l'affrontement armé.

En tout cas, quelle que soit la bonne version, l'incident de Tchintabaraden marque un tournant dans l'histoire des Touareg du Niger. Et les conséquences en seront excessivement graves.

Emmanuel Grégoire¹, géographe :

Ce premier accrochage fit grand bruit, le général Kountché voyant de nouveau l'ombre du colonel Kadhafi. Bien au-delà des faits eux-mêmes, cet événement transforma la défiance qu'éprouvait jusqu'alors la communauté touarègue à l'égard du régime et des forces armées nigériennes en une hostilité avouée. Pour la première fois, les armes avaient parlé au Niger dans un conflit interethnique. Cela ne pouvait que laisser de graves séquelles.

Fin 1987, le maître du pays, Seyni Kountché, malade depuis des années, finit par mourir. L'homme qui lui succède, un autre militaire,

I. Touareg du Niger : le destin d'un mythe, Emmanuel Grégoire, Karthala, 2000. le colonel Ali Saibou, apparaît d'emblée moins rigide. Il a surtout compris que son pays avait besoin de changements et d'un retour progressif à l'État de droit. Il conduit d'abord une réforme constitutionnelle et assouplit le régime, avec un retour très timide vers la démocratie : lors des scrutins législatif et présidentiel de 1989, seuls les candidats du parti unique sont autorisés à se présenter et obtiennent des scores littéralement soviétiques, plus de 99 % des suffrages.

L'apaisement politique et social n'est que de courte durée. En 1990, une manifestation d'étudiants donne lieu à de violentes échauffourées durement réprimées par les forces de l'ordre qui

provoquent plusieurs morts et des dizaines de blessés. La dictature est donc toujours à l'ordre du jour !

Cette agitation au Niger correspond aussi au fameux discours de La Baule. Une mise en garde de François Mitterrand qui semble marquer un tournant de la France dans ses relations avec l'Afrique. Le président français dit assez crament aux dirigeants africains que désormais l'aide de notre pays sera conditionnée à l'instauration de la démocratie et du multipartisme. À l'époque, ce discours produit un certain choc. Mais rapidement, on en revient aux mauvaises habitudes et aux méthodes traditionnelles en usage dans ce qu'il est convenu d'appeler la Françafrique.

Tandis que le colonel Ali Saibou, lâche du lest sur le plan politique et doit obtempérer aux oukases de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international en raison de la détérioration de la situation économique, la question touarègue revient au premier plan.

La responsabilité en incombe indirectement au nouveau président. En 1989, à l'issue d'un voyage en Libye, le dirigeant nigérien lance un appel à tous les jeunes gens qui se sont exilés à cause de la sécheresse et du manque de travail. Il leur demande de revenir chez eux. Les ishomars¹, comme on les appelle, sont nombreux à entendre cet appel.

Ali Saibou, pour obtenir ce retour, leur a promis du travail et de bonnes conditions d'insertion. Mais il apparaît rapidement évident qu'il

1. Déformation du mot « chômeur ».

est incapable de répondre aux espoirs de ces ishomars. D'autre part, ces jeunes gens ont acquis en Libye une expérience militaire et, coupés de leur milieu d'origine, ils ont aussi oublié l'obéissance qu'ils doivent traditionnellement à leurs chefs de clan.

Formant une masse turbulente et peu disciplinée, les ishomars ne tardent pas à contester les conditions matérielles précaires qui leur sont faites. Dans les camps où ils sont parqués, la grogne monte. Les conséquences sont à la mesure de leur déception : des ishomars prennent d'assaut les sièges de quelques organismes officiels, préfecture, gendarmeries et même bureaux de poste. Cette agitation se focalise dans la petite localité de Tchîn-Tabaraden, là même où de graves incidents

se sont déjà produits en 1985. Ce n'est pas un hasard. Près de cette sous-préfecture, plusieurs milliers d'ishomars sont regroupés dans un camp.

L'armée nigérienne commence à procéder à des arrestations. Puis, elle se livre à une sévère répression. Des paras interviennent. Des automitrailleuses se livrent à un véritable bombardement de la localité tandis que les soldats pratiquent des ratissages dans les camps des ishomars. Manifestement la réponse est disproportionnée et prend rapidement un caractère extrêmement brutal. Les paras se livrent à de véritables massacres et procèdent même à des exécutions.

Au total, selon la version officielle, on comptera soixante-dix morts. Mais les organisations internationales évoqueront un chiffre beaucoup plus important : au moins six cents victimes. Quant aux Touareg, ils parleront d'un millier de victimes.

À ce stade, il convient de faire plusieurs observations. D'abord, l'homme qui est responsable de cette sanglante répression et occupe alors les fonctions de ministre de l'Intérieur n'est autre que le président actuel, Mamadou Tandja, un homme qui sera dès lors haï par les Touareg. Ensuite, les auteurs de la répression, simples acteurs ou responsables de ces exactions, ne seront jamais vraiment inquiétés. Et la commission d'enquête qui sera finalement nommée sera impuissante à désigner les vrais coupables. Enfin, et c'est sans doute le plus important, cette tragédie va nourrir durablement le sentiment identitaire touarègue, et donc les revendications qui en découlent.

En tout cas, ces terribles événements poussent le président Ali Saibou à engager un peu plus le régime dans la voie de la démocratisation. Il réunit une Conférence nationale en 1991 et instaure le multipartisme. Ces déciSions soulèvent un grand espoir, particulièrement dans la communauté toulègue. Cependant tous les observateurs s'accordent à dire qu'il s'est agi d'un rendez-vous manqué. Et d'abord parce que la lumière n'a jamais été faite sur les massacres de Tchín-Tabaraden, les militaires se défaussant sur le pouvoir politique, c'est-à-dire le donneur d'ordres. La plaie est donc demeurée ouverte. Mais les Touareg n'étaient pas décidés à en rester là ! Et le calme n'est jamais revenu dans les régions où nomadisent les Touareg.

La Libye a-t-elle joué un rôle dans ces événements ? Apparemment, non, mais il ne faut pas oublier que la plupart des ishomars venaient de

Libye. Il est donc possible que certains d'entre eux aient été manipulés par Kadhafi.

Afin de riposter, les Touareg, pour la première fois de leur histoire, ont commencé par essayer de rassembler leurs forces. Ce qui n'était pas évident pour des nomades et des tribus assez disparates et même souvent divisées. En 1991, on assiste à la création du FLAA, le Front de libération de l'Air et de l'Azawak, deux régions sahéliennes du Niger. Le fondateur est un certain Rhissa Boula, employé et actionnaire d'une agence de voyages créée par un homme qui est appelé à jouer un grand rôle, Mano Dayak.

Ce Front de libération se donne pour objectifs la reconnaissance des droits des Touareg et une juste répartition des ressources du pays et donc de l'uranium extrait de régions traditionnellement dévolues aux nomades. Pour faire aboutir leurs revendications, les Touareg sont prêts à avoir recours à la lutte armée. Or très vite, on s'aperçoit que ce Front, fort de quelques centaines d'hommes, dispose d'un arsenal militaire non négligeable, véhicules tout-terrain, lance-roquettes, kalachnikovs et même deux automitrailleuses.

D'où vient cet armement ? On ne peut pas ne pas regarder vers le nord. La Libye, bien sûr, mais aussi vers l'Algérie, également concernée par la question touarègue et qui entend devenir une puissance tutélaire dans la région.

Quoi qu'il en soit, ces groupes armés sont très efficaces. Non seulement ils connaissent bien le territoire mais ils sont très mobiles. Au fond, ils ne font que reprendre la tradition des rezzous d'autrefois. À la différence près que le 4x4 a désormais remplacé le chameau !

Certes ces actions ne sont pas en mesure de causer de vraies difficultés militaires à l'armée nigérienne. Mais elles entretiennent un climat d'insécurité général dans tout le nord du pays et donc dans les régions d'où l'on extrait l'uranium.

Cela inquiète forcément la France qui ne tarde pas à mobiliser ses services secrets.

Emmanuel Grégoire¹ :

La multiplication de ces attaques eut des répercussions sur le moral des forces armées nigériennes dont certains

éléments se mutinèrent : le « mouvement de la troupe » (26 février au 3 mars 1992). Des militaires du rang prirent en otages le ministre de l'Intérieur et le président du Haut Conseil de la République. Ils firent ensuite sortir de prison le capitaine Malaki Boureima que les mutins considéraient comme un militaire exemplaire. À leurs yeux, il n'avait fait qu'accomplir son devoir à Tchín-Tabaraden en exécutant les ordres de sa hiérarchie. À l'issue de longues négociations, le gouvernement et les principaux organes de la Transition parvinrent à ramener les mutins dans leurs casernes en concédant une mise en liberté provisoire au capitaine Maliki. Ce retour au calme fut éphémère puisqu'une seconde mutinerie se déclencha le 26 août 1992 après l'assassinat d'un officier de police à Agadès. Militaires, policiers, gardes républicains et douaniers s'en prirent à des personnalités politiques et administratives touarègues les accusant d'être de connivence avec la rébellion. Elles arrêtèrent cent quatre-vingt-six personnes notamment à Niamey et à Agadès. Celles-ci furent relâchées en avril 1993 sous la pression des autorités, les dernières en contrepartie de [a libération des prisonniers détenus par la rébellion.

1. op. cit.

L'intervention des services secrets français semble d'autant plus urgente que la situation va encore en se dégradant. D'une part, parce que les forces armées nigériennes accentuent la répression contre la rébellion. Et d'autre part, parce que ces rebelles se livrent à des actions de plus en plus violentes. En janvier 1993, par exemple, un commando touareg attaque une localité où sont détenus quatre des leurs. Bilan, neuf morts. Un peu plus tard, dans une vaine tentative de récupérer une trentaine de militaires et de fonctionnaires pris en otages par le Front de libération, l'armée arrête une vingtaine de militants et se livre à un véritable massacre : trente-six civils sont tués.

Pendant, à la différence de ses méthodes d'antan en Afrique, la DGSE, notre service de renseignement, choisit le dialogue : nos agents

secrets se muent en diplomates de l'ombre et jouent les « messieurs bons offices » entre la rébellion et le gouvernement nigérien.

C'est une mission à hauts risques qui suscite des réticences et même de franches hostilités. Au ministère français des Affaires étrangères, on n'apprécie guère cette immixtion de la DGSE dans un domaine réservé. Il en est de même à Niamey où certains chefs de l'armée estiment que seule la force permettra de venir à bout de la rébellion touarègue. Malgré tout, il est permis d'espérer car la démocratisation du régime nigérien gagne du terrain. En mars 1993, une nouvelle constitution est adoptée et un civil, Mahamane Ousmane, est élu à la présidence de la République tandis que l'armée regagne ses casernes.

Il en est donc fini de la dictature militaire et il est probable que la DGSE a permis discrètement cette transition démocratique. On assiste donc à une évolution significative de la mission des services secrets français qui, dans le passé, ont souvent privilégié les mauvais coups. Ce changement est essentiellement dû au préfet Silberzahn, le patron de la DGSE à l'époque, qui pense que les services, en agissant naturellement dans la plus grande discrétion, peuvent parfois se poser en médiateurs, ou en « facilitateurs ». Les agents de la DGSE ne ménagent pas leur peine pour aboutir à une trêve entre les belligérants et réussissent au moins provisoirement.

Du côté Touareg, c'est Mano Dayak qui a assumé la responsabilité de la négociation. Non sans d'ailleurs susciter quelques jalousies chez les siens qui ont trop souvent succombé aux démons de la division. Une faiblesse qui permet à certains spécialistes de mettre en doute jusqu'à l'existence même d'une nation touarègue.

Qui est Mano Dayak ? Première originalité, ce Touareg, à la différence de nombre de ses compatriotes, est un homme éduqué comme on disait à l'époque coloniale. Sujet brillant, Mano Dayak a étudié aux États-Unis et a même suivi en France les cours de l'ethnologue Germaine Tillion. C'est sans doute pourquoi il a pris rapidement conscience de l'état de dénuement dans lequel vivaient ses frères souvent contraints à s'exiler pour survivre. Mais il ne s'engage pas tout de suite en politique. Assez malignement, Mano Dayak choisit d'abord le tourisme car il sait que son pays et le mode de vie des siens font

fantasmer les Occidentaux avides de percer les mystères des « Seigneurs du désert ».

Avec l'aide de sa femme, une Française, il fonde une agence de voyages qui permet à tous les amoureux du désert de réaliser leurs rêves d'aventure ! En même temps, il ne fait pas de doute que ce jeune homme entreprenant et très charismatique en profite pour populariser la cause de son peuple. Dans les années 1980, Mano Dayak devient une sorte de porte-parole officieux des Touareg et participe à de nombreux programmes dans les médias. Il est même associé à l'organisation du rallye Paris-Dakar.

Cette hyperactivité ne va pas sans lui créer quelques difficultés. Au Sud, c'est-à-dire dans la partie noire-africaine du pays, on n'apprécie guère que cet engouement touristique ne bénéficie qu'aux déserts du Nord. Par conséquent, Mano Dayak irrite les dirigeants de Niamey. D'autant que, déjà, on le soupçonne de se livrer à de la propagande en faveur des Touareg. Aussi finit-il par sauter le pas et à s'engager réellement en 1990, c'est-à-dire au moment où les ishomars, appelés à rentrer au pays, susciteront les premiers troubles.

C'est aussi l'un de ses employés, Rhissa Boula qui est à l'origine de la création du Front de libération. Cependant les rapports entre les deux hommes se dégraderont assez rapidement. Mais Mano Dayak n'aura de cesse d'essayer d'unifier ces mouvements armés. Autre point très important: ce leader touareg est très francophile, ce qui lui sera souvent reproché.

En tout cas, c'est presque naturellement que les agents de la DGSE s'adressent à lui pour mettre sur pied cette mission de conciliation ¹.

En 1994, les négociations entre les Touareg et le pouvoir central deviennent officielles. Il s'agit donc d'une réussite a posteriori pour la DGSE : la médiation a porté ses fruits.

Claude Silberzahn²:

[L'ancien patron de la DGSE évoque les contacts établis avec les émissaires touareg.]

Le Transall qui va les chercher clandestinement au CœUr du désert embarque nos agents, qui se rendent dans leurs campements, discutent sur le terrain et les

ramèment finalement à Paris. Une équipe de grande qualité est chargée de cette affaire qui, à plusieurs reprises, séjournera dans le désert.

L'opération logistique est superbe, secrète bien évidemment, et parfaitement menée par des hommes motivés qui démontreront à maintes occasions des qualités exceptionnelles — techniques et humaines — auxquelles il faut ici rendre hommage, avec une mention spéciale pour celui d'entre eux, colonel, qui assura la conduite totale de l'opération.

L'Élysée et Matignon ont donné leur accord. Le Quai d'Orsay est au courant et se trouvera mêlé à l'opération pratiquement dès le départ. La Coopération envoie un observateur silencieux. Notre réussite dans l'affaire SénégalMauritanie a été appréciée, et l'on se prend à penser qu'effectivement il y a peut-être place pour une diplomatie secrète dans certains conflits régionaux.

Mais pour autant toutes les difficultés ne sont pas aplanies. Car les représentants des Touareg veulent que ces discussions débouchent sur un

I. Cependant, à l'occasion de la deuxième cohabitation, en 1993, Silberzahn est remercié et le Quai d'Orsay recouvre ses prérogatives traditionnelles. À la DGSE, il sera alors tentant d'en revenir des missions autrement plus habituelles.

2. Au Cœtn du secret, livre écrit avec Jean Guisnel, Fayard, 1995.

Les dessous de la Françafrique des

accord global et surtout durable. Cependant, signe de bonne volonté, ils sont désormais prêts à accepter seulement l'autonomie pour les territoires où ils vivent, c'est-à-dire les deux tiers du Niger ! Une autonomie qui les associerait étroitement au gouvernement nigérien. Il n'est donc plus question d'indépendance ou même de fédéralisme. Par contre, ils exigent des ministères et surtout, ils veulent bénéficier d'une partie de la manne de l'uranium. Et enfin, outre l'amnistie pour leurs combattants, ils réclament que ceux-ci soient intégrés dans l'armée nigérienne.

Contre toute attente, ils obtiennent satisfaction ! Des accords de paix sont même solennellement signés à Niamey au mois d'avril 1995. À Paris, on pousse un ouf de soulagement : la pérennité de l'exploitation de l'uranium semble assurée.

Toutefois, malgré les apparences, il s'agit d'un accord en trompe l'œil. D'abord parce que le pouvoir nigérien n'est pas décidé à en respecter tous les termes. Et ensuite parce que le mouvement touareg va de divisions en divisions et s'émiette. En face, le gouvernement nigérien en profite et on observe de nouvelles exactions perpétrées contre les Touareg par des milices arabes inféodées à Niamey. Quant à Mano Dayak, il a été mis sur la touche par son rival, Rhissa Boula. Mais, constatant que le pouvoir nigérien n'entend pas respecter les promesses de l'accord d'avril 1995, il crée une nouvelle organisation et se déclare prêt à reprendre la lutte armée. Il n'en aura pas la possibilité car à la fin de cette même année 1995, il périt dans un curieux accident d'avion ! Peut-être un attentat.

Depuis un moment déjà le leader touareg voulait se rendre à Niamey pour discuter directement avec le Premier ministre nigérien afin de parler de paix et du respect des accords signés quelques mois plus tôt.

Mano Dayak vivait à nouveau dans la clandestinité, aux confins du pays, dans le désert montagneux de l'Aïr. Une première fois, au mois d'octobre, il avait pris la piste pour rejoindre la capitale. Mais il avait échappé de justesse à une embuscade : six pick-up fortement armés l'attendaient.

Il avait donc rebroussé chemin et décidé de choisir la voie des airs. Encore fallait-il trouver un avion et avoir les moyens de le payer. Enfin

l'occasion se présente : un journaliste français, qui a aussi participé à quelques missions africaines pour le compte de Valéry Giscard d'Estaing, lui offre une place dans son petit avion.

Mano Dayak embarque donc à bord de l'avion que le journaliste pilote lui-même. Mais l'appareil a à peine décollé qu'il explose. Bien entendu, tous les passagers sont tués.

On a prétendu que l'avion était vieux et mal entretenu. Il n'empêche que cet accident ressemble à un attentat. D'autant que les mobiles pour se débarrasser du Touareg ne manquent pas.

Mano Dayak avait repris la lutte armée. À Niamey, dans les cercles militaires, on appréciait peu. Cependant, il comptait aussi de nombreux rivaux au sein de la communauté touarègue. Beaucoup lui reprochaient les liens très étroits qu'il entretenait ou avait entretenus avec la DGSE. Enfin, même à Paris, le pourtant très francophile Mano Dayak commençait à agacer : la reprise des combats risquait une nouvelle fois de compromettre l'exploitation de l'uranium.

Nombreux étaient donc ceux qui avaient de bonnes raisons de souhaiter la liquidation de ce Touareg emblématique.

Après cette disparition, la situation politique se dégrade de plus en plus. Le désordre gagne des deux côtés. C'est-à-dire à la fois à Niamey et chez les Touareg où les différents clans se déchirent. Quant au pouvoir central, miné par la crise économique, il est aussi l'objet d'une âpre discorde entre le président et son Premier ministre. Finalement, l'armée tranche et reprend les rênes à la faveur d'un nouveau putsch, au début de l'année 1996.

Comme d'habitude, la France a suivi l'affaire de très près. À Paris, Jacques Chirac a été élu président de la République et a emmené avec lui à l'Élysée Jacques Foccart. Malgré son âge et sa longue traversée du désert, l'ancienne éminence grise du général de Gaulle avait gardé une certaine influence en Afrique et veillé à ce que ses réseaux demeurent en place. Le vieil homme, effaré par l'anarchie nigérienne, a sans nul doute agi avec son efficacité coutumière. Mais, bien sûr, officiellement, Paris a condamné l'initiative des putschistes. Toutefois, il ne s'est guère passé de temps avant que la France consente au nouveau pouvoir une importante aide financière.

des

Les dessous de la Françafrique

Cette initiative de Foccart a été la dernière pour le père de la Françafrique puisqu'il est mort un an plus tard. En tout cas, ça n'a pas permis au Niger de recouvrer le calme car le nouvel homme fort du pays mis en selle par Paris, le colonel Ibrahim Baré Maïnassara, dit IBM, va de déconvenues en déconvenues malgré le soutien de l'armée et les méthodes radicales mises en place, arrestations arbitraires, exactions, torcures, etc., bref la panoplie traditionnelle de tous les régimes militaires.

La situation se dégrade tellement qu'une rébellion éclate en avril 1999 au sein même de l'armée. « IBM » est tué lors d'un échange de coups de feu sur l'aérodrome de Niamey.

Deux raisons expliquent essentiellement ce désordre croissant : d'abord la chute des cours de l'uranium et donc la diminution des ressources de l'État nigérien. Et ensuite l'appétit de démocratie des Nigériens : ils y ont déjà goûté avant le putsch d'IBM et aspirent à y revenir au plus tôt. Ce qui finit par se produire à la fin 1999.

L'armée a beau avoir interdit les partis politiques, elle se résout sous la pression de l'opinion internationale et des pays européens — hors la France — à organiser des élections libres. Le président actuel, Mamadou Tandja, est démocratiquement élu.

L'ancien ministre de l'Intérieur, qui a autrefois durement réprimé la rébellion touarègue, est un homme à poigne mais aussi un habile tacticien. Ce qui lui permet d'être réélu sans difficultés en 2004 en attendant de solliciter certainement un nouveau mandat en 2009. Mais le politicien qui a si impitoyablement frappé les rebelles ne peut être le mieux placé pour faire la paix. D'autant qu'il prétend à tort que les nomades ne souffrent d'aucune discrimination et qu'ils sont aussi bien traités que les autres citoyens nigériens. En réalité, pour ce dirigeant qui est réellement décidé à développer son pays, ces Touareg ne sont que des empêcheurs de tourner en rond et même des « bandits de grands chemins » qui continuent à menacer la principale ressource du pays, l'exploitation de l'uranium.

Avec la mort de Mano Dayak, les tentatives d'unification des divers mouvements touareg ont pris fin. Dans la deuxième moitié des années 1990, il n'existe pas moins de douze Fronts rebelles ! À Niamey, on joue incontestablement sur cette division et, bon gré, mal gré, le pouvoir central contient les rébellions et conclut même quelques accords avec les dissidents. On voit ainsi le principal rival de Mano

Niger • le destin Touareg

Dayak, Rhissa Boula, devenir ministre et le rester huit ans, un record de longévité au Niger. Cette ascension ministérielle de l'un des principaux chefs rebelles permet d'assurer un certain retour au calme au moins jusqu'en 2004. Cette année-là, accusé de corruption et d'avoir commandité l'assassinat d'un politicien, Boula est démis de ses fonctions et incarcéré. Aussitôt, les troubles recommencent dans le Nord. Les Touareg réclament la libération de leur leader. L'année suivante, Kadhafi, qui n'avait plus fait parler de lui au Niger depuis un certain temps, s'entremet. Des otages sont libérés et le Front de libération remet même ses armes aux autorités.

Toutefois, l'accalmie est de courte durée. Et d'abord parce qu'une nouvelle sécheresse menace ! Mais une fois encore, c'est la question de l'uranium qui est au centre de l'affaire. Une véritable partie de bras de fer s'engage entre le pouvoir et la rébellion qui redouble d'activité à partir de 2007.

La compagnie française Areva navigue à vue au milieu de ce conflit entre deux adversaires irréconciliables. Une position d'autant plus inconfortable qu'en raison de la crise mondiale de l'énergie, le cours du minerai flambe ! Le gouvernement nigérien en profite logiquement pour faire monter les enchères et inviter des sociétés chinoises de plus en plus présentes en Afrique à s'intéresser à son uranium.

Areva est donc soumise à une sorte de chantage. Sa situation se complique encore quand elle doit aussi faire face à des attaques de plus en plus déterminées des réseaux de vigilance sur le nucléaire et d'ONG française et nigérienne qui lui reprochent de polluer et d'exposer ses travailleurs à la radioactivité sans prendre les précautions nécessaires à ce genre d'exploitation.

Ces critiques semblent fondées. Mais c'est bien sûr la pérennité de son activité au Niger qui préoccupe en priorité Areva. Et là, tous les coups bas sont permis.

Le président Tandja veut plus, toujours plus pour son pays ! Un accord commercial est à peine signé qu'il exige de vendre encore plus

des

cher son uranium. On ne saurait le reprocher au dirigeant du pays le plus pauvre du monde. Chez Areva, on tente de s'abriter sous le parapluie gouvernemental français. Paris, qui ne manque pas de moyens de pression, pourrait faire en sorte d'obtenir des accords entre États. Mais il existe aussi d'autres tentations.

Ce n'est donc pas un hasard si Areva a engagé pour diriger ses affaires nigériennes des hommes qui connaissent très bien l'Afrique. Et depuis fort longtemps car ils ont appartenu à des réseaux liés aux services de renseignement. Certains d'entre eux finiront d'ailleurs par se faire expulser du Niger. Niamey les a en effet suspectés d'avoir partie liée avec des factions rebelles et de leur avoir distribué d'importantes sommes d'argent afin d'assurer la protection des sites miniers. En jouant ainsi, Areva pouvait exercer à son tour une sorte de chantage sur le pouvoir nigérien : si vous nous étouffez, nous aidons la rébellion touarègue !

C'est par conséquent dans ce contexte très tendu de chantage réciproque qu'il faut situer la malheureuse aventure du journaliste de RFI, Moussa Kaka, emprisonné depuis le 20 septembre 2007 sous le seul prétexte qu'il a exercé son travail en prenant langue avec des représentants de la rébellion.

Cependant, auparavant, ses deux confrères d'Arte, arrêtés en même temps que lui, ont été libérés. Parce qu'ils étaient blancs et qu'à Paris on a agi comme il le fallait. Mais Moussa Kaka, lui, est noir et nigérien de surcroît ! Il pouvait donc demeurer en prison.

L'Afrique noire francophone

L'enjeu économique pour la France

N assiste, depuis quelques années, à une transformation des relations entre la France et l'Afrique ; elle résulte à la fois de la crise économique internationale, des mutations du 'système productif français et des bouleversements qui secouent le continent africain.

Nous pouvons en résumer brièvement l'évolution historique.

A l'époque coloniale, la logique de l'économie de traite, dominée par le capital marchand, était caractérisée par le dualisme interne « indigène »-« européen » et par la dépendance externe « métropole »-« colonie ». Réduit

à son mécanisme élémentaire, le système colonial conduisait à exporter des produits agricoles tropicaux afin d'importer des biens de consommation métropolitains utilisés principalement par l'appareil d'Etat colonial et les Européens. L'Afrique restait le terrain d'élection des compagnies de commerce, elle était un espace réduit d'exportation des capitaux français. La crise de 1929 ayant conduit à un repli de la métropole vers son empire colonial, celui-ci, qui, en 1913, ne contribuait que pour 12 % du commerce extérieur français, en représentait 27 % en 1938.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se constate une transformation du « système de traite ». En Afrique, l'afflux massif des capitaux publics (FIDES) (1), les travaux d'infrastructure,

(*) Nous tenons à remercier le SEQUI (Service des études et des questions internationales) du Ministère de la coopération et du développement par les documents qu'il nous a fournis et qui nous ont été d'une aide précieuse. .

(1) Durant la période 1945-1960, les 4/5 des investissements français en investissements publics ont représenté les Afrique.

la naissance de l'industrialisation, la modernisation de l'agriculture, la reconversion du capital marchand en capital productif, sont autant de facteurs de mutation qui coïncident avec des changements sociaux importants dont les plus notables sont : l'explosion démographique, les progrès de la scolarisation et l'accélération de l'exode rural. S'opère alors une intégration croissante de l'Afrique sous domination des intérêts métropolitains : en 1954, les pays d'outre-mer (Indochine exclue) représentent 30 % des échanges extérieurs de la France ; la zone franc et le système des surprix sont des facteurs essentiels de cette intégration.

L'indépendance politique a été ainsi précédée par une mutation dans les relations commerciales et financières francoafricaines. Elle s'est traduite au niveau africain par une tendance à une plus grande insertion dans l'espace international (notamment européen) et, pour la France, par un retrait de ses marchés coloniaux protégés, au profit de son intégration dans le Marché commun.

Dans le cadre de la mutation du système productif français (concentration et centralisation du capital, internationalisation de l'échange, de la production et du financement), les flux commerciaux avec l'Afrique se sont réorientés vers des produits plus capitalistiques (biens d'équipement, biens intermédiaires) tout en perdant de leur importance relative. L'ancien capital colonial s'est reconverti : la Banque d'Indochine s'est redéployée vers les espaces industriels ; les firmes multinationales françaises se sont orientées vers les nouveaux pôles d'accumulation. Les grandes sociétés de traite se sont désengagées d'une partie de leurs activités commerciales et se sont reconverties vers le grand commerce urbain ou vers les activités, industrielles ou minières (2). S'est ainsi affirmée une tendance à la

marginalisation des relations économiques franco-africaines qui ne signifiait pas la suppression des intérêts « coloniaux » ni celle du rôle essentiel joué par certains pôles africains francophones (Côte-d'Ivoire, Gabon, Cameroun, Zaïre) ou anglophones (Nigeria).

Symétriquement, l'Afrique, tout en restant largement polarisée sur l'espace français, s'est davantage intégrée dans l'espace européen (accords de Lomé) et international. Au niveau des flux commerciaux, la part de la France dans les exportations et impor-

tations de l'Afrique est passée de 80 % (1960) à 40-50 % (1974) ; au niveau des mouvements de capitaux, s'est produite une multinationalisation des investissements extérieurs. L'essentiel des capitaux entrant en Afrique demeuraient publics mais tendaient à se privatiser, à se multinationaliser et à baisser en valeur relative.

La crise des années 1973-1974 marque une quatrième étape dans les relations franco-africaines. La France a, certes, maintenu ses intérêts culturels (francophonie), militaires (bases militaires ou rôle de gendarme), politiques (vote aux Nations Unies) et économiques dans son ancien empire colonial. Toutefois, le redéploiement vers les pays fournisseurs de produits stratégiques, la restructuration des intérêts économiques sous l'égide des grands groupes financiers, tels Suez et Paribas, au détriment du capital colonial, l'intégration des capitaux français dans des opérations de cofinancement, la baisse de l'aide publique et le relais partiel des prêts privés ont conduit (à la fois à une marginalisation de l'Afrique dans les relations extérieures françaises et à une orientation privilégiée vers les pays fournisseurs des produits du sous-sol. Audelà du noyau dur de l'ancien empire colonial et de la francophonie élargie, la France a étendu son champ d'influence vers les pays lusophones et anglophones. Le Fonds d'aide et de coopération (FAC) a perdu son importance par rapport à la Caisse centrale de coopération économique (CCCE).

En Afrique, il y a eu accélération des mesures de nationalisation du capital (contrôle du commerce extérieur, participations majoritaires de l'Etat dans les industries) et renégociation des accords de coopération. Surtout, l'Afrique a subi de plein fouet les effets de la crise économique internationale et connu de graves crises internes, écologiques (Sahel), alimentaires (déficit et dépendance vivrière), économiques et financières • les déséquilibres financiers internes et externes se sont traduits par un endettement rapide.

Longtemps chasse gardée de l'ancienne métropole, l'Afrique francophone est devenue davantage ouverte aux influences des grandes puissances. Elle constitue un nouveau champ de bataille pour l'approvisionnement en matières stratégiques ou l'installation de bases militaires.

Les pays africains ont eu de plus en plus de mal à réguler les explosions démographiques, scolaires ou urbaines, à financer l'appareil d'Etat ou à

Niger • le destin Touareg

absorber l'excédent de main-d'œuvre, alors que les recettes⁴ d'exportation des produits tropicaux stagnaient ou régressaient et que l'industrie de substitution se heurtait, compte tenu des disparités des revenus, aux limites du marché intérieur. Les stratégies alternatives de dynamique des industries d'exportation ou de développement du secteur « informel » ne semblent pas permettre actuellement de résoudre la crise grave dans

laquelle se trouve une Afrique étranglée » (Dumont et Mottin), « désenchantée » (Gosselin), « trahie » (Pomonti), « déboussolée » (Casteran_ et Langellier). Enfin, au-delà d'une homogénéité relative des Etats africains qui subsiste, malgré une nette différenciation depuis l'indépendance, on a pu constater un développement inégal et une divergence croissante entre deux groupes de pays : d'une part, les Etats producteurs de matières stratégiques (Gabon, Congo, Cameroun) ou connaissant une certaine accumulation (Côte-d'Ivoire, Togo), d'autre part, les Etats en crise (Madagascar, Tchad, RCA, Sénégal, Haute-Volta, Mali, Bénin) (3), dont certains — au-delà de la régression économique — connaissent une décomposition de l'appareil d'État (Tchad ou République centrafricaine).

Ce bref historique permet de resituer et d'expliquer la marginalisation et la polarisation des relations commerciales ainsi que la privatisation et la polarisation des relations financières francoafricaines. Nous étudierons dans cet article le cas particulier des EAM (pays africains et malgache de la zone franc) (4).

La marginalisation et la polarisation des relations commerciales

Les relations commerciales franco-africaines demeurent fondamentalement asymétriques : l'Afrique réalise les 3/4 de ses échanges avec les pays industrialisés (dont 50 % avec la CEE) et 5 % entre elle, alors que la CEE réalise 50 % de ses échanges entre elle et 5 % avec l'Afrique. Cette asymétrie reflète les différences de potentiel économique : pour un même volume de population (de l'ordre de 50 millions d'habitants), la France et les 14 pays EAM représentent, respectivement, un PNB de 440 milliards de dollars et de 22 milliards de dollars en 1978, soit un écart du PNB par tête de 1 à 20.

A ces flux commerciaux asymétriques s'ajoute le contrôle de la circulation internationale des marchandises par les groupes occidentaux (frets, financement de commerce, assurances, etc.).

(3) Il s'agit principalement de pays enclavés faisant partie du groupe des 31 pays les moins avancés.

(4) Ces 14 États incluent : Bénin, Cameroun, Congo, République centrafricaine, Côte-d'Ivoire, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Malia Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Tdgo ; Madagascar et la Mauritanie ne font toutefois plus partie de la zone franc depuis 1973.

Cette dernière demeure caractérisée par l'interconvertibilité libre et sans limites des monnaies de la zone à taux de change fixe, par l'unité de trésorerie et l'unité du régime des changes, par la liberté de transfert interne. La convertibilité extérieure de la monnaie résulte du mécanisme du compte d'opérations, la France participe à la gestion monétaire.

La marginalisation des flux commerciaux

Malgré une progression des échanges entre les EAM et la France de l'ordre de 10 % par an, la part des EAM dans le commerce extérieur français décline depuis 20 ans..

Commerce extérieur de la France avec les EAM (milliards de F.F.)			
			<i>Solde</i>
			+ 1,8 0
			+ 3,4 0
			+ 3,2 0
Exportations	Importations		

197711,39,5
 197811,96,9*8,4 197913,09,8

* Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon.

Pris
 globalement, les
 échanges
 extérieurs de la
 France
 avec les EAM se
 sont caractérisés
 par un excédent

commercial

croissant, malgré une légère détérioration des termes de l'échange français, de 1968 à 1979. Les exportations françaises en valeur ont plus que doublé entre 1960 et 1978 (taux de 10,6 % par an) alors que les Importations françaises en provenance des EAM, après une croissance modeste durant la décennie soixante, ont tendu à régresser durant la décennie soixante-dix (taux de croissance sur la période de 8,5 % par an en valeur).

Part du commerce français avec les EAM (%)						
	1960	1965	1970	1974	1978	1979
<i>Part dans les exportations françaises</i>	6,3	5,3	3,9	3,2	3,6	3,1
<i>Part dans les importations françaises</i>	6,7	4,9	3,3	3,0	2,5	2,1

Source : Ministère de la Coopération, « Bilan sur vingt ans du commerce extérieur de la France et des États de la zone franc », Paris, 1980, p. 4.

Depuis le second choc pétrolier de la fin des années 1970, les pays membres de la zone franc ont été très affectés par l'environnement international (tensions inflationnistes, ralentissement de la croissance, tendance protectionniste) et l'excédent commercial français s'est accru.

L'évolution des prix relatifs des exportations françaises par rapport aux importations a été favorable pour la France de 1960 jusqu'à 1968 ; elle s'est retournée durant la décennie soixante-dix (5) jusqu'en 1979, date où l'évolution des cours des produits agricoles et miniers n'a pas permis de compenser le renchérissement des produits manufacturés.

Evolution des -termes de l'échange des pays d'Afrique à faible revenu

1970	1977	
79	100.	68

Source RAMSES, « Coopération -ou guerre économique 1981, p. 98.

La structura des échanges par produits

On observe un changement de structure dans les importations françaises : les produits miniers progressent au détriment des produits agricoles pour lesquels la demande française est restée à peu près stagnante depuis 20 ans. Les produits agricoles représentent aujourd'hui environ la moitié des importations françaises venant des (6).

La progression des exportations françaises s'est accompagnée d'un déplacement des biens de consommation courants (textiles, cuirs) vers les biens d'équipement et les transferts de technologie. En 20 ans, la part des textiles et des cuirs est passée de 21 à 4 % des ventes françaises, celle des produits alimentaires de 16 à 12 % alors que les biens d'équipement passaient de 28 à 45 %. Cette évolution reflète, à la fois, le processus d'industrialisation par substitution des pays africains et la mutation du système productif français conduisant à un développement des activités d'amont capitalistiques.

(5) Par contre, les termes de l'échange des EAM non producteurs de pétrole hors de la zone franc se sont fortement détériorés depuis 1973 ; la facture pétrolière de ces Etats a décuplé depuis 1973 et doublé depuis 1978 : ainsi les 250 000 tonnes de pétroles importées par le Sénégal représentent 50 % de ses recettes d'exportation en 1980, contre 23 % en 1978. En 1980, il fallait, pour obtenir le même volume de pétrole et de produits industriels qu'en 1975, respectivement 2,6 et 1,6 fois plus de ventes d'arachides et 1,7 et 1,1 fois plus de ventes de coton.

(6) Lors de leur accession à l'indépendance, les pays africains n'exploitaient que peu de ressources minières et pétrolières ; à partir de 1960 a débuté l'extraction du manganèse (Gabon, 1969), du fer (Mauritanie, 1963), de la potasse (Congo, 1969), des phosphates (Togo, 1961) et s'est développée l'exploitation du pétrole au Gabon et au Congo et des phosphates au Sénégal.

Le transfert de technologies, vente de matériel et de brevets accompagnés du « know how », « know why », ou « show how » — est devenu essentiel et le continent africain occupe la première place dans la vente des usines « clés en main » et des « services d'ingénieries ». Les nouvelles modalités de financement international ont, certes, porté atteinte à l'hégémonie technologique de la France sur les espaces ex-coloniaux et ont conduit à une diversification géographique ; l'Afrique représente, toutefois, la moitié des marchés des sociétés minières d'Abetex (20 % pour l'Afrique francophone) (7).

La réorientation géographique des flux commerciaux

Il s'est produit également depuis l'indépendance une réorientation géographique des échanges : les importations françaises se sont concentrées sur les pays miniers (Niger, Gabon, Cameroun) et les pays à forte accumulation (Côte-d'Ivoire, Togo) au détriment des partenaires jadis privilégiés tels le Sénégal ou Madagascar. Les exportations françaises se sont réorientées vers les mêmes espaces. En 1978, trois Etats (la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Gabon) fournissaient plus des 2/3 des importations françaises en provenance des EAM ; ces trois Etats plus le Sénégal représentaient 68 % des exportations françaises. On assiste, en même temps, à une généralisation progressive de l'excédent commercial français avec l'Afrique alors que, traditionnellement, la France était excédentaire vis-à-vis du Bénin, du Mali, du Congo, de Madagascar et du Tchad et qu'elle se trouvait déficitaire vis-à-vis du Gabon, de la Côte-d'Ivoire et du Togo.

Ainsi, les relations commerciales de la France avec les EAM paraissent quantitativement mineures. Toutefois le rôle de l'Afrique noire est moins négligeable qu'il n'y paraît. D'une part, la balance commerciale régulièrement excédentaire participe à l'équilibre de la balance commerciale française ; le fait que le compte d'opérations des Banques centrales soit créditeur contribue au maintien de la parité du franc et fournit des liquidités au Trésor public (8). D'autre part, les EAM assurent la sécurité des approvisionnements de la France en matières premières stratégiques : près de 60 % de l'uranium, environ 30 % du manganèse, du chrome et du phosphate. Enfin, les marges bénéficiaires des compagnies de fret, de transport, de négoce, d'assurances ou de financement

(7) Ainsi, de 1969 à 1976, le chiffre d'affaires des sociétés d'ingénieries membres d'Abetex est passé de moins de 1 milliard à plus de 4 milliards de francs (Sema, Sodeteg, BCEOM, Sogreah, Euro-Equip).

(8) Les comptes d'opérations de la BCEAO et de la BEAC sont restés constamment excédentaires.

qui contrôlent le commerce extérieur demeurent substantielles (9). Au-delà des flux commerciaux enregistrés dans les balances commerciales, il y a contrôle des réseaux commerciaux et des marges par des sociétés commerciales disposant des avantages de l'espace intégré à la zone franc. Ces relations ne peuvent être saisies qu'en les rattachant aux relations financières existant entre la France et l'Afrique.

La --- privatisation et la polarisation des relations financières

Les colonies, contrairement aux thèses léninistes, n'ont jamais été des lieux importants d'exportation des capitaux français. De plus, à la différence des grandes puissances occidentales, la France n'a jamais été un investisseur notable à l'étranger ; on peut estimer que la France, durant la période 1970, a consacré à peine plus de 4 % du total de ses investissements à l'implantation de ses entreprises à l'étranger. Toutefois, depuis la crise, la nécessité d'accéder aux matières premières et énergétiques, la volonté de contourner les barrières protectionnistes, l'apparition des pays manufacturiers à bas coût de main-d'œuvre, ont conduit à un redéploiement industriel. Face aux excès de liquidités internationales, le rôle « d'intermédiation » financière joué par les banques américaines et européennes a conduit à un développement d'une économie de crédit international.

Il s'est produit un changement dans le financement international du développement : le nouveau financement est moins affecté, moins lié, plus rapide que l'ancien mais, en même temps, plus inégalitaire, moins porteur de connaissances et plus coûteux (10). On note également une tendance à la privatisation du financement international, une baisse relative des investissements directs et de l'aide publique, au profit des crédits à l'exportation et des prêts bancaires. Ainsi, les apports financiers publics ou privés (« versements nets ») de la France aux PVD peuvent être estimés à 43,5 milliards de francs en 1979 dont près de 90 % pour trois groupes d'opérations : 39 % pour l'aide publique (16,9 milliards), 27 % pour les prêts bancaires (11,5 mil-

(9) Selon nos études, ce n'est pas au niveau de la production et d'une comparaison des prix producteurs que l'on peut parler d'un échange inégal, comme le supposent les modèles marxistes ou néoricardiens ; c'est au niveau du contrôle de la sphère de la circulation des marchandises internationales dans l'espace national et

transnational qu'apparaissent les prélèvements de surplus par les firmes jouant sur les différences de prix dans le temps et l'espace.

(10) P. Guillaumont, « Substitution des contraintes dans le financement du développement *Revue économique*, 1978, p. 1052-1090.

liards) et 21 % pour les crédits à l'exportation garantis par l'Etat (9 milliards de francs).

Nous estimons que les EAM ont reçu en 1979 (versements nets) de 7,5 à 8 milliards d'apports financiers français, soit un peu moins de 20 % du total, versé aux PVD. L'aide publique française représentait en 1979 environ 4,4 milliards (soit 55 % des flux financiers) contre 2,4 milliards pour les prêts bancaires, soit 30 % pour les flux financiers, alors que les investissements directs étaient estimés à 458 millions de francs (11). Les flux publics continuent d'être majoritaires (60 %) mais, alors qu'ils représentaient les 4/5 des entrées des capitaux en 1960, les capitaux privés ont progressivement pris le relais.

Le déclin relatif de l'aide publique

Les flux d'origine publique (programmes d'aide bilatérale, prêts des institutions internationales, aide multilatérale) constituaient traditionnellement l'essentiel des entrées de capitaux dans les pays africains, alors que les sorties de capitaux concernaient les flux privés (épargne des ménages, profits des entreprises françaises) (12). Or les flux publics n'ont cessé de baisser en valeur relative dans les PVD et plus spécialement en Afrique (13).

L'aide française à l'Afrique noire francophone atteignait, en 1972, le double de la facture pétrolière des pays aidés ; elle représente, en mai 1981, 1/3 de cette facture cependant que l'aide publique de l'OPEP représente 40 % du coût des importations pétrolières de ces pays. Les ressources publiques extérieures dont ont disposé, en 1979, les Etats africains de la zone franc, peuvent être estimées à 11,1 milliards de francs contre 9,3 milliards de francs en 1978 ; l'aide publique française en représentait un peu moins de la moitié (4,4 milliards). Les EAM reçoivent environ la moitié de l'aide publique au développement de la France mais

(11) Les investissements privés effectués dans les pays africains de la zone franc (tels qu'ils sont recensés dans la balance française des paiements) et par les résidents français appartenant au secteur bancaire et non-bancaire, se sont élevés en 1979 à 2,7 milliards contre 2,5 milliards de francs en 1978. Les investissements directs nets, négatifs en 1978, se sont soldés par un apport de 458 millions, en revanche les prêts non-bancaires ont donné lieu à des remboursements (148 millions) supérieurs aux versements (12 millions) et les prêts non bancaires ont connu un ralentissement de l'expansion de leur encours global (plus de 2 391 millions en 1979 contre 2 570 millions en 1978). Cette inflexion a concerné les crédits acheteurs. Source : La zone franc, 1979, p. 104.

(12) Cf. P. Hugon, « Évaluation de la coopération entre pays à niveau de développement

leur part tend à diminuer globalement, l'aide multilatérale prenant le relais de l'aide bilatérale (14), et les- prêts, celui des dons

inégal, aspects théoriques », p. 75-106, in J. Touscoz, Evolution de la coopération, Paris, Economica, 1976, et B. Maldant, Les investissements publics nationaux et internationaux dans les pays francophones d'Afrique tropicale, 1946-1960, Paris, IEDES, 1964.

(13) Entre 1970 et 1979, les apports financiers totaux consentis aux PVD sont passés de 19 à 80 MM \$ mais l'aide publique au développement tombait de 42,6 % en 1970, à 34,4 % en 1979.

A l'intérieur de la zone franc, trois pays : la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal, reçoivent l'essentiel des crédits extérieurs (quotas du FMI, prêts publics en provenance de la CCCE, Fonds européen de développement, etc.). Les pays les plus pauvres restent tributaires des concours bilatéraux publics (plus de 70 % pour le Bénin, le Niger et le Mali, contre 45 % pour la Côte-d'Ivoire et 30 % pour le Gabon).

	<i>Coopération</i>		<i>CCCE</i>		<i>Total</i>	
	1970	1980	1970	1980	1970	1980
CAMEROUN	100,6	248,7	33,8	313,0	134,5	565,8
CÔTE-D'IVOIRE	134,0	416,6	46,0	441,6	180,0	870,8
SÉNÉGAL	138,7	463,1	35,6	408,6	174,3	890,4
Total 3 États	373,3	1128,4	115,4	1163,2	488,8	2327,0
% 3 États	28,3	30,1	44,2	62,5	30,5	41,4
Total 14 États EAM	131,6	374,0	259	1860	1575	5600

Source : Calculs de l'auteur.

La polarisation de l'aide publique française sur quelques pays a fait passer, en dix ans, de 30,5 % à 41,4 % la part du Cameroun, de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal. Elle résulte pour l'essentiel de l'action privilégiée de la CCCE (16).

(14) Les EAM ont reçu, en 1979, 2,9 milliards de francs de concours d'organismes multinationaux (dont 1,3 milliard de francs du FED et 1 milliard de la BIRD) et 3,5 milliards d'autres concours extérieurs.

(15) Outre le ministère de la Coopération (Titre VI) et la CCCE, l'aide publique française au développement concerne les prêts du Trésor pour l'espace hors de la coopération traditionnelle. Or la tendance est à l'augmentation relative de ces prêts : en 1981, ils étaient de 2,4 milliards de francs ; en 1982, ils doivent croître de .

(16) L'essentiel des prêts de la CCCE va aux pays ayant une capacité de remboursement suffisante (70 % sur 5 ans aux pays dont le revenu est supérieur à 300 dollars) ; toutefois, face aux difficultés financières récentes des PMA (pays moins avancés), la CCCE a ouvert un nouveau guichet de prêts à des conditions spéciales comportant un élément proche de 70 % • les prêts à taux d'intérêt préférentiel (dits de premier guichet) ont progressé en cinq ans de plus de 25 % en moyenne chaque année, passant de 373 millions de francs

l'ordre de 160 % contre un accroissement (1974) à 1,2 milliard (1979), alors que les de + 26 % pour le FAC et la CCCE. opérations de deuxième guichet baissaient.

Aide bilatérale française

Evolution de l'aide publique française aux Etats dépendants de la Coopération (milliards de F.F.) (17)

	Coopération EAM	CCCE	Total des Etats	Total 14 Etats dépendants
	Coopération			
1970	1,2		1,6	1,6
1971	1,3	0,26	1,6	1,6
1972	1,5	0,22	1,9	1,9
1973	1,7	0,30	2,2	2,1
1974		0,35	2,6	2,4
1975		0,43	2,9	2,6
1976		0,63	3,9	3,5
1977		1,2	4,0	3,5
1978	3,1	1,3	4,7	4,3
1979	3,6	1,5	5,2	4,4
1980	4,2	1,3	6,7	5,6
		2,4		

Source : Calculs de l'auteur à partir des documents du ministère de la Coopération et du Développement.

Eh l'espace de dix ans, l'aide publique française a. crû à un taux moyen de 10 % (en francs. courants) en passant de 1,6 mil. liards (1970) à 4,4 milliards (1979), elle a donc stagné en francs constants. Par contre, en 1980, le taux de croissance a été supérieur à 25 % .

En 10 ans, l'aide publique a changé de nature : l'aide aux investissements est passée de 23,2 %⁰¹ du total de l'aide à 13,9 % ; l'aide militaire de 9,3 % à 8,4 % et l'aide aux universités de 6,4 % à 0,5 % . Par contre, la part de la CCCE est passée de 16 % à 36,1 % . Cette réorientation de l'aide traduit un abandon des projets d'infrastructure culturels ou politico-militaires . pour des projets économiques directement productifs, la CCCE jouant souvent le rôle de poisson-pilote ou de financier pour des firmes privées françaises. .

On peut ainsi noter une évolution significative dans l'aide publique française aux EAM. Celle-ci, en baisse relative, n'a été que partiellement relayée par l'aide multilatérale.. L'évolution de

(17) En 1970, 18 États dépendaient du ministère de la Coopération, les 14 EAM plus Burundi, Maurice, Rwanda et Zaïre ; Haïti (1973), Cap vert. (1975, Guinée Bissau et Sao Tomé (1976), Djibouti, Seychelles (1977), Comores (1978), Guinée équatoriale (1979), se sont ajoutés à ces 18 Etats.

l'aide traduit le caractère plus mercantile, polarisé, et soucieux de rentabilité, de la politique de coopération fraternelle. Toutefois, la crise économique et financière, avec ses conséquences sociales et politiques en Afrique, a conduit, à la fin de la 'décennie' 1970, à un développement de l'aide bouée de sauvetage » pour des économies asphyxiées et à un accroissement significatif des flux publics.

Deux types d'aide publique peuvent être ainsi nettement différenciés : celle en forme de sauvetage des appareils d'État africains qui, à la limite, assure la paye des fonctionnaires où finance les charges récurrentes et qui trouve sa signification dans le contexte géo-politique de maintien de la présence française ; celle constituant des « super-crédits » fournisseurs qui, permettent la conquête des marchés ou l'implantation des filiales françaises et

Le changement dans la nature de l'aide publique

Comparaison de l'aide publique française en 1970-1975-1980 (millions de F.F.)

	1970	1975	1980			
Aide -aux investissements		23,2	555,26	18,3	933,4	13,9
Actions de coopération et de formation	84,0			11,5	292,1	9,7
Assistance technique civile	418,5	25,7	760,2	25,3	541,9	23,0
Assistance ; technique militaire	108,0	6,6	137,0		291,0	
Formation militaire	6,8		20,0	0,27	70,1	
*Équipement militaire	37,8		85,5		212,0	
Concours financiers civils et militaires						
Recherche	143,0	818	2238		498,1	
CCCE	259,9	16,0	636,1	21,2	2 418,4	36,1
Ministère Universités		6,4	63,6		38,6	
TOTAL AIDE	1 625,9	100,0	2 992,0		6 746,1	100,0

Source : Calculs de l'auteur à partir des documents du Ministère de la coopération et du développement.

dont le caractère directement écoriôin'i•que est plus prononcé (18). Cette distinction n'impliquée. pas quel•la défense des intérêts économiques ne . passe pas par deS'f1 lières politiques.

La baisse relative des investissements directs

Les flux financiers privés ont pris en partie le relais des flux publics ; -si les iniestissements directs français en Afrique demeurent 'marginaux et' tendent à régresser en."valeur relative, les crédits. à l'exportation ets les prêts 'bancaires se, sont considérablement développés..

Cette évolution des relations finanCières . franco-africaines . reflète le désengagement dese firmes multinationales dans les PVD au niveau des investissements directs et le développement d'une économie -de crédit international 'résultant, à la fois, de la nécessité de recyclage des pétrodollars• par les banques privées" jouant. un rôle « d'intermédiation » financière au niveau international 'et de la recherche de débouchés extérieurs de 'la pâr des firmes e.n% crise. Il n'y a pas seulement exportation des marchandises mais également de 'leurs financements (prolifération. des crédits acheteurs, développement des accords de compensation, etc.). Compte tenu de la situation économique et financière de l'Afrique, la pô vatisation des flux financiers est moins prononcée que dans les autres PVD. Les. prêts banCaires et ' les, investissements directs demeurent limités ; 'par contre, les• crédits à l'expOrtatori ont connu une nette expansion depuis 5 ans.,

Jusqu'en 1960, les Français disposaient' d'un monopôle de fait dans les. EAM ; les investissements directs concernaierit pffilc-ipalement les activités de négoce, les industries de substitution des importations et d'exploitation des matières premières. Les Sociétés multinationales françaises étaient toutefois faiblement implantées et seules quelques entreprises françaises. de grande taille (RhônePoulenc, • ELF, Peugeot, • Mokta, Péchiney,, Rougier) avaient' des filiales ou des participations. Or, on a assisté, depuis 197.0., baisse relative des investissements directs en Afrique, à un redé- ploiment géographique vers les pays les plus riches, à une rientation sectorielle • vers les projets minéraux et pétroliers et à une tendance à la multinationalisation• des capitaux : l'essentiel des investissements directs sont concentrés sut! quelques pays.

(18) Si le 'FAC participe plus du premier type et les prêts du trésor davantage du second type, on trouve au

niveau de la CCCE à la fois des opérations « sauvetage » des finances publiques (Sénégal, HauteVolta, Niger,

L'ENJEU ÉCONOMIQUE

Togo en 1981) et des « super-crédits fournisseurs aux firmes multinationales françaises de télécommunications (Thomson et CIT), d'équipements ferroviaires ou d'énergie électrique (Alstom Atlantique) ou d) exploitation minière (Cogema).

(intérêts étrangers); ces trois sociétés ayant en 1976 réalisé respectivement 78 %, 60 % et 68 % de leurs chiffres en Afrique. Toutefois, les principaux investisseurs sont aujourd'hui pétroliers et miniers : ELF (Gabon, Cameroun), phosphates du Togo et du Sénégal, fer de Mauritanie, manganèse du Gabon, cuivre du Zaïre, chromite de

Ainsi, selon le fichier industriel d'EDIAFRIC (19) (échantillon de 859 entreprises industrielles existantes, ou en projet, en 1974-1975), la Côte-d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal reçoivent 60 % de ces investissements. Il y a ainsi correspondance entre les lieux d'investissement des firmes multinationales et les pays bénéficiant des politiques d'aide publique (20).

L'industrialisation de l'Afrique s'était réalisée, à partir de 1945, sous l'impulsion des firmes de négoce (CFAO, SCOA, OPTORG). Ces firmes ont apporté leurs capitaux ou ont joué un rôle de garant, les activités industrielles constituant alors un support à leurs opérations commerciales ; en 1960, les intérêts français étaient présents dans 81 % des firmes industrielles, or ce pourcentage est tombé à 66 %, en 1975. Entre 1967 et 1974, les capitaux français n'ont pris des participations que dans 44 % des entreprises nouvellement créées. Alors que les capitaux français possédaient plus de la moitié du capital avant l'indépendance, ils en possédaient 41 % pour les entreprises créées entre 1960 et 1966, et 1/4 pour celles créées entre 1967 et 1974 (21).

On peut donc noter un relatif recul des investissements industriels, une intervention croissante des États, une stabilité relative des fonds locaux, un accroissement rapide des investissements étrangers. L'internationalisation de la production française dans les pays africains peut être ainsi caractérisée par les traits suivants :

— Le financement se fait par exportation des capitaux et pour une faible part par autofinancement ou mobilisation d'épargne sur des marchés financiers africains quasiment inexistantes ; la tendance est à la multinationalisation des capitaux et à la participation majoritaire des États africains.

— Les investissements s'expliquent, soit par la nécessité de contourner les barrières douanières, soit par la mise en valeur des ressources primaires ; mais les investissements de sous-traitance internationale et de réexportation de produits industriels demeurent limités.

Madagascar, bauxite et aluminium de Guinée et du Cameroun, uranium du

Niger. Selon J. Suret-Canale, un recensement en 1970 des actifs industriels étrangers dans les EAM indiquait que la moitié concernait des industries extractives dont 53 % de capitaux d'origine publique (45 % de capitaux français) et 47 % de capitaux privés (29 % de capitaux français) ; cf. Les formes du capitalisme

(19) EDTAFRIC, 1977.

(20) Les grandes sociétés de négoce restent très puissantes : Niger-France (Unilever), OPTORG (Suez et intérêts hollandais), SCOA (Paribas), CFAO

monopoliste d'État en Afrique tropicale
d'influence française, 1978 et multigr.

(21) Cf. F. Haye, Un aspect des relations
France-Tiers monde ; d'une politique
d'investissement à une politique de transferts.
Thèse pour le doctorat d'État de sciences
économiques, Rennes, -1979.

— Si le poids des investissements dans le Commerce importexport demeure important, depuis 1970, les branches prioritaires sont minières et pétrolières.

— Les investissements français dans le cadre des pays de la zone franc disposent, certes, à la fois d'avantages fiscaux importants (codes d'investissement) et d'une libre transférabilité des capitaux. Dans l'ensemble, les rapports bénéfices/chiffres d'affaires^a et les taux de retour des capitaux placés en Afrique sont supérieurs à ceux des autres pays (22): Toutefois, ces facteurs ne sont pas suffisants, face à la limite des marchés et à l'importance des risques socio-politiques, pour faire de l'Afrique francophone un espace privilégié des investissements directs.

De plus en plus, se sont développées les entreprises conjointes : co-participation incluant des fonds autochtones publics ou privés, co-participation associant des intérêts étrangers entre eux. Il y a eu, à la fois implantation des firmes multinationales étrangères dans le secteur pétrolier (Shell, Mobil Oil, Texaco, BP), diversification des nationalités des investisseurs (arabes, chinois, canadiens, japonais, allemands), développement des opérations de cofinancement et reconversion des sociétés françaises.

Le relai des prêts bancaires et des crédits l'exportation.

Les surliquidités internationales, résultant des disponibilités monétaires, alimentées par les pétro-dollars et par le déficit de la balance des paiements américaine, ont conduit à un accroissement des prêts bancaires aux PVD et à une privatisation de la dette. En même temps, en période de crise, les firmes ont voulu conquérir les marchés extérieurs, malgré le manque de solvabilité des acheteurs, d'où une accélération des prêts bancaires et des crédits, à l'exportation français, à destination du Tiers monde. Ces prêts et ces crédits ont respectivement doublé et plus que décuplé (en francs constants) au cours de la décennie 1970 et sont passés de la moitié plus double de l'aide publique (si on exclut les DOM-TOM) (23).

On assiste également à la multinationalisation des banques privées ou publiques : ainsi les filiales des banques françaises se sont-elles largement implantées en Afrique (BNP, Crédit lyonnais, Société générale, Paribas, Suez). Les prêts consentis par les banques françaises ont progressé parallèlement à ceux des autres pays

(22) L. Turner, *Multinational Competition sur nos crédits à l'exportation et nos prêts privés and the Third World*, Londres, Allen & Unwin, 1974, 294 p. Banque, juin 1981.

(23) Cf. A. Postel-Vinay, « Réflexions

(24) ; les versements nets annuels aux PVI) sont passés de 92 millions \$ (moyenne des années 1969-70-71) à 1,8 milliard \$ (moyenne des années 1975-79) ; sur 2,7 milliards \$ de versements nets en 1977 et 1978, l'Afrique au sud du Sahara a reçu 279 millions de prêts bancaires, et l'Afrique dans son ensemble 914 millions \$. Dans les EAM ces prêts bancaires ont été limités aux seules économies solvables (Côte-d'Ivoire, Gabon).

Les versements annuels des crédits à l'exportation orientés vers le Tiers monde et garantis par l'Etat sont passés (exprimés en dollars constants) de 741 millions en 1970 à 1 800 millions en 1979 ; fin 1980, l'encours bancaire de ces crédits à l'exportation s'élevait à environ 60 milliards de francs, l'encours des engagements de garantie pris par la Coface pour le compte de l'Etat étant supérieur (25). Sur le total des 4 milliards de dollars de versements bruts de 1978, l'Afrique noire francophone et Madagascar repré: sentaient 761,6 millions et l'ensemble de l'Afrique 2 135 millions.

Les grands contrats d'équipement vers les PVD (travaux publics, infrastructure de transports, barrages, usines-clés en main) ont été, depuis 1974, stimulés par les crédits commerciaux couvrant le décalage entre les livraisons et les règlements. La part des PVI hors zone franc représente environ 2/3 du montant des encours de crédit à l'exportation ; les principaux pays africains

Répartition des contrats d'équipements dans la zone franc notifiés à la Coface							
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
<i>Zone franc, % total</i>	4,0	4,8	7,2	11,9	9,8	11,0	12,6
<i>Millions F.F.</i>	756	2 323	2 880	5 200	3 929	4 466	7144

Source : J.-P. Dubarry et A. Sanson-Carette, « Les grands contrats d'équipements », Revue d'économie industrielle, XXIV, (4), 1980, p. 113-119.

(24) Ces prêts bancaires d'une durée de 6 à 10 ans ont des taux flottants ; ils contribuent largement au « recyclage des pétrodollars ». Selon le Rapport annuel du CAD en 1980 : l'attrait présenté par les prêts bancaires privés pour nombre des pays en développement a tenu à la facilité avec laquelle ils pouvaient être obtenus et à l'absence pratiquement totale

de « conditionnalité avantage auquel les emprunteurs attachent une énorme importance, p. 177.

(25) Selon A. Postel-Vinay, ces crédits « s'inspirent du désir d'augmenter les exportations bien plus que du souci d'améliorer le sort des pays destinataires », art. cité, p. 1.

HUGON

L'ENJEU ÉCONOMIQUE

étant : l'Afrique dia Sud, l'Algérie, la Libye, le Nigeria et le Zaïre. Les pays de la zone franc représentent, en 1979, 12,6 % des contrats hors OCDE. On peut toutefois noter un accroissement de leur part.

PAYS	encours des engagements (millions F.F.)		de garantie pris par la Coface		Coefficient d'augmentation	
	1975 (31*11)	1980 (31.M1)	1975 (31*11)	1980 (31.M1)	court moyen terme	court moyen terme
Côte-d'Ivoire	337,3	947,1	1345,7	4833,0	400,0	510,0
Cameroun	308,2	1114,6	925,9	3679,9	300,0	331,0
Sénégal	258,1	440,4	605,6	1041,0	234,0	236,0
Gabon	200,5	3574,7	534,1	2832,4	267,0	79,0
Congo	112,7	1642,2	364,5	3422,9	325,0	208,0
Madagascar	229,3	128,0	392,8	1029,8	171,5	804,5
Niger	57,7	240,5	352,7	1589,2	611,2	662,0
Total 7 États	74,5	8087,5 91,4	4421,3 75,7	18879,3 89,3	298,0	233,4
AUTRES ÉTATS (Bénin, RGA, Haute- Volta, Mali Mauritanie, Tchad, Togo)	508,4 25,5	761,0 8,6	1423,0 24,3	2266,0 10,7	280,1	297,7

TOTAL 14 ÉTATS	1992,5	8848,5	5844,3	21145,3	293,3	239,0
Source : Calculs de l'auteur.						

Les crédits commerciaux à long terme (recensés dans la balance des paiements comme sortie à long terme des résidents) sont la principale forme d'emploi des capitaux à long terme ; ce sont des crédits bancaires privés mais garantis par la Coface et dont les intérêts sont bonifiés par le Trésor. Ces crédits à l'exportation permettent, certes, de financer parfois des investissements utiles mais ils sont chers, vite remboursables et sont loin de répondre aux besoins des pays acheteurs.

Les encours totaux Coface sont passés de 10,8 milliards de francs, en 1975, à 27 milliards de francs, en 1980. Sept Etats représentent environ 3/4 des encours à court terme et 90 % des encours à moyen terme. Toutefois, depuis la crise financière de la fin des années 1970, la garantie Coface a été retirée pour les exportations vers certains pays en état de cessation de paiements (Madagascar par exemple).

L'endettement croissant des EAM

Il résulte de cette généralisation d'une économie de crédit un endettement très rapide des PVD et en particulier des EAM (26). Ce sont évidemment les pays relativement les plus solvables qui se sont endettés le plus rapidement (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon) ; ainsi la dette de la Côte-d'Ivoire est passée de 205 millions \$ (1966) à 958 millions \$ (fin 1975) et à 3786 milliards \$ (fin 1979), soit respectivement 5 %, 6,8 % et 16,6 % des recettes d'exportation. Ces trois pays, qui représentaient environ la moitié de la dette des 14 Etats en 1973, en représentent près de 60 % en 1979 ; leur part du service de la dette (principal et intérêts) dans le total était de 71 % .. De 1973 à 1979, la dette de ces trois pays a été multipliée par 5,6 et la dette auprès des prêteurs privés par 7. On observe toutefois un endettement accéléré — bien que moins rapide — pour les pays les moins avancés (PMA). Globalement, la dette des 14 États est passée de 2,3 milliards \$ (1973) à 11,1 milliards \$ (1979), dont respectivement 817 millions \$ (1973) et 5 393 millions \$ (1979) auprès des prêteurs privés.

Il est certain que les capacités de remboursement sont réduites et que la plupart des EAM peuvent être considérés comme étant insolvable à terme. Or l'endettement depuis le second choc pétrolier, accentué par la crise des cours des produits tropicaux (coton, arachide, cacao), a aggravé la situation financière extérieure de nombreux Etats. La plupart des pays africains connaissent une crise croissante de leurs finances publiques et extérieures. Les mesures drastiques prises sous le contrôle du FMI peuvent conduire à un redressement financier mais elles aggravent — les crises — sociales et politiques internes en entraînant une régression économique (cf. la 'décomposition du tissu économique malgache dû aux limites apportées aux importations).

(26) Rappelons, que la seule dette publique extérieure des PVD à l'égard des banques: était évaluée à, 113 milliards \$ fin 1978 ; l'encours: total de la dette extérieure des PVD

pouvant être estimée autour de 200 milliards \$; il atteindrait 520 milliards \$, fin- 1981 • le service de la dette, s'élèverait à 110 milliards \$.

HUGON

Dette publique externe en millions \$ U.S. (dette effectivement déboursée)							
	1973		1979		Service de la dette dette 1980	Indice d' accroissement	
	Total (1)	dont prêts privés (2)	Total (1)	dont prêts pvnés (2)		(1)	(2)
1. Côte-d'Ivoire	578	323	3642	2675	840,5	630	828
2. Cameroun	237	27	1633	638	211,9	689	2363
3. Gabon	346	255		912	408,5	350	357
4. Congo	202	30	798	233	90,9	395	776
5. Sénégal	175	75	728	251	160,6	416	334
	56	12	597	296	100,1	1066	2466
7. Mauritanie	705	224	590	133	102,6	562	604
8. Mali	285	7	545	23	28,5	191	328
9. Madagascar	116	13		67	43,5	299	515
10. Haute-Volta	30	1	256	16	11,3	853	1600
11. Niger	64	3	234	38	18,6	365	1266
12.	58	15	185	13	10,6	319	86

L'ENJEU ÉCONOMIQUE

13. Tchad	38	9	171	29	16	450	322
14. Centrafrique		25	150	69	16,0	278	276
TOTAL 14 ÉTATS	2344	817	11089	5393	2060,3	473	680
Total Côte-d'Ivoire, Cameroun, Congo		605	6488	4225		559	698
% de ces 3 Etats	49,5	74,0			71,0		
Source : Calculs de l'auteur à partir des documents de la Banque mondiale.							

Conclusion

Les changements politiques en France ont et auront des répercussions dans les relations économiques franco-africaines. L'abandon des ventes d'armes à l'Afrique du Sud, l'accroissement de l'aide passant de 0,3 % à 0,7 % du PNB, en 1985 (dont 0,15 % pour les PMA), la nationalisation des grands groupes industriels et financiers, une politique de coopération stappuyant davantage sur les ONG (Organisations non gouvernementales), privilégiant des projets plus légers et s'orientant vers les pays les plus démunis, peuvent infléchir fortement les relations franco-africaines. L'accroissement de l'aide publique, les garanties de l'Etat aux prêts bancaires peuvent réorienter les flux financiers vers des projets peut-être moins rentables mais plus conformes aux besoins des populations.

Toutefois, les relations économiques franco-africaines s'insèrent dans un système international en crise caractérisé par l'inflation, par un ralentissement de la croissance, par le déséquilibre croissant des balances des paiements et par un rôle « d'intermédiation » financière joué par les banques privées transnationales. Ce sont les « marchés porteurs » et les économies solvables qui assurent le dynamisme des grandes entreprises françaises exportatrices et qui présentent le maximum de garanties de remboursement. Or, l'Afrique en voie de paupérisation a besoin d'une révolution agricole à base d'association culture-élevage pour réduire le déficit alimentaire, de projets urbains à faible intensité de capital, pour faire face à la croissance démographique et pour accueillir des millions d'urbains (scolarisés ou non) dont le taux d'accroissement annuel est de l'ordre de 6 à 7 % . Une nouvelle politique de coopération franco-africaine ne peut échapper à la contradiction entre la faible rentabilité, du moins à moyen terme, des projets de développement répondant aux besoins du plus grand nombre, et la rentabilité des projets commerciaux nécessaire pour donner un ballon d'oxygène aux entreprises françaises.

Fondamentalement, les relations commerciales et financières franco-africaines trouvent place dans le cadre général d'une politique de coopération. A l'intérieur des rapports de force internationaux et face à la pénétration des puissances américaine, soviétique et arabe en Afrique, l'avenir des relations franco-africaines est subordonné à la future politique de coopération. Trois voies apparaissent possibles : celle du mondialisme conduisant à accentuer la

marginalisation relative de l'Afrique ; celle du renforcement des relations politiques entre la France et ses partenaires privilégiés ; celle, enfin, de l'intégration des relations bilatérales francoafricaines dans le cadre de la construction d'un espace Europe-Afrique.

Table des matières

Préface.....	
11	Madagascar : le piège et l'horreur 13
111	Biafra : la « guerre de la famine »
111	Burkina Faso : le capitaine et les caciques
IV	Cameroun : silence, on tue t.....51
V	Gabon : l'art de la succession..... 75
VI	Guinée : un homme abattre.....89
VII	Togo : le sergent-chef était l'assassin 101
VIII	Denard : le « corsaire » de la République .. . 113
	: : .Centrafrique : pour une poignée de
	diamants... ou d'uranium. 137
	Delpey : le prisonnier de Giscard 163
	Congo : la malédiction du pétrole 175
XII	Tchad (1) : le mystère Bono 199
XIII	Tchad (2) : la prisonnière du désert. 211
XIV	Tchad (3) : l'imbroglio 223
XV	Côte d'Ivoire : le miracle et le chaos 245
XVI	Ex-Congo belge : 1) Rapt en plein ciel..... 269
XVII	Ex-Congo belge : 2) Le leurre de Kolwezi 279

XVIII	Ex-Congo belge : 3) De Mobutu à Kabila	289
		395

Les dessous de la Françafrique

XIX	Rwanda : la France en procès.....	309
XX	Carrefour du développement : le match nul.....	331
	XXI Darfour : la plus grande urgence.....	
	345 XXII Niger : le destin des Touareg	
	369

FIN

RESUME DE L'OEUVRE

Longtemps, jusqu'à la fin des années soixante-dix, il fut entendu en France que le développement des pays de l'Afrique " francophone " allait bon train. Et soudain, depuis la deuxième moitié des années quatre-vingt, on annonce partout le désastre : ces pays sont sinistrés, économiquement, financièrement, socialement, politiquement. On appelle cela " l'afro-pessimisme ". La faute aux Africains ? Voire. Pour mieux comprendre, l'auteur a choisi de revenir dans son village natal, au Sud du Cameroun, après plus de trente ans d'exil. Et il fait dans ce livre le récit de ce retour, d'une plume acérée. Un récit concret, passionnant, qui part de la vie quotidienne des femmes et des enfants dans la brousse, se poursuit dans les grandes villes rongées par le chômage et la misère, et se termine par une mise en cause radicale de la corruption des élites tenues à bout de bras par l'État français. Car si l'Afrique francophone implose aujourd'hui, souvent dans le sang et la violence, c'est bien la " coopération française " qui en est principalement responsable : pour maintenir son rêve de grande puissance, la France a soutenu dictateurs et partis uniques et bloqué toute perspective d'une prise en charge autonome de leur propre développement par les populations africaines. Ce sombre constat, pour Mongo Beti, permet pourtant l'espoir : la profonde remise en cause du système français de domination qui se fait aujourd'hui, du Cameroun au Togo, du Congo à la Côte-d'Ivoire, est en effet la condition nécessaire - certes non suffisante - d'une mobilisation des forces vives de l'Afrique francophone.

